



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

40

22 Mar. 1917

HARVARD LAW LIBRARY

Received

Jan 3 1917

Swift 2-22/221

Feb 26

49

SWITZERL
981
1111

1/3/17

Jan. 3. 1917

Die
Bundesverfassungen
der
Schweizerischen Eidgenossenschaft.



Ruine Alttinghausen (Aanton Uri)

Wenn es sich bei der bevorstehenden Seier um eine feierliche Zusammenkunft handelte, wie sie regelmässig von Zeit zu Zeit unter den heutigen Eidgenossen stattfinden, so würde es kaum nöthig erscheinen, die Bedeutung derselben, am wenigsten für die Theilnehmer, auseinanderzusetzen. In diesem Falle aber ist es nur ein kleiner Theil der schweizerischen Bevölkerung, welcher bei der zur Erinnerung an den sechshundertjährigen Bestand unseres Staatswesens stattfindenden Seierlichkeit gegenwärtig sein kann, und doch sollen Alle ihr Herz und ihre Hand mit ihnen erheben, in dankbarer Erinnerung an das, was Gott in dieser langen Zeit für diese Eidgenossenschaft gethan, und zum Gelöbniß, auch ihrerseits zu ihrer ferneren Erhaltung und Befestigung beitragen zu wollen. Diesem Zwecke ist die nachfolgende kurze Darstellung ihrer bisherigen politischen Lebensgeschichte gewidmet.

Es läßt sich freilich das Leben einer staatlichen Gemeinschaft nicht ohne Weiteres mit demjenigen eines einzelnen Menschen

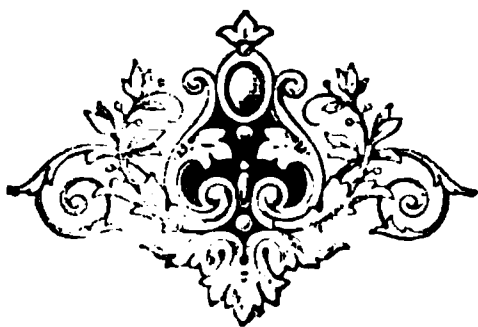
vergleichen. Schon der verschiedenen Zeitbedingungen wegen nicht, unter denen es erfolgt und die keinem individuellen Lebenslaufe mit seinen ziemlich regelmäßigen Perioden des Werdens und Vergehens gleichen. Darin aber hat der Lebensgang eines Staates eine unverkennbare Aehnlichkeit mit einem Menschenleben, daß er zugleich als ein Werk höherer Geseßlichkeit und derselben unterthan, wie als ein Produkt menschlicher Willensfreiheit erscheint, die diesen Weltgesetzen widerstreben, oder mit ihnen übereinstimmen kann. Ohne diese Ueberzeugung von der Existenz einer durch alle Generationen hindurch fortlebenden sittlichen Aufgabe eines staatlichen Daseins hätte nicht allein eine solche Erinnerungsfeier, sondern auch die politische Geschichtsschreibung überhaupt nur einen geringen Sinn.

Die politische Geschichte der Eidgenossenschaft ist gegenwärtig, am Ende ihres sechsten Jahrhunderts, bekannter und unbekannter, als dieß vor hundert Jahren der Fall war. Einerseits hat, abgesehen von den Arbeiten zahlreicher verdienter Historiker, die Eidgenossenschaft selbst durch das nun vollendete Werk der Tag-satzungs-Abschiede eine Quelle für dieselbe eröffnet, wie sie kein anderes Volk besitzt und mittelst welcher Jedermann der Zugang zu den eigentlichen Aktenstücken in einer Weise freisteht, die kaum noch etwas anderes zu wünschen übrig läßt, als daß nun auch wirklich dieß Alles ein lebendiges Besizthum der Nation werde. Andererseits ist aber gerade dieß vielleicht jetzt weniger der Fall, als zu der Zeit, in welcher Johannes von Müller mit weniger vollkommenen Hülfsmitteln seine berühmte geschichtliche Darstellung der Eidgenossenschaft verfaßte. Theilweise rührt dieß daher, daß der heutige Geschichtsunterricht für die Ungelehrten zu gelehrte Sormen angenommen hat. Würde sich derselbe in den Volksschulen mehr an die Quellen selbst, und zwar sowohl an die Urkunden, als an die Chroniken, anschließen, soweit dieselben den Geist ihrer Zeit richtig aussprechen, so würde das Interesse an Etwas, was jetzt ein bloßes Schulfach, wie die Mathematik oder die Sormenlehre, geworden ist, lebendiger werden. Denn das Volk liebt die ab-

geschliffene Münze der durch viele Hände gegangenen und wissenschaftlich zubereiteten Geschichte nicht, sondern die kräftige, bilderreiche, von dem Hauch der That noch belebte Erzählungsweise der ersten Darsteller. Und es ist mit Bedauern zu konstatiren, daß Tausenden trotz alles empfangenen Unterrichts der Sinn für die nationale Geschichte fehlt, indem sie entweder überhaupt an aller historischen Wahrheit zweifeln gelernt haben, oder einer kosmopolitischen Staatsgestaltung entgegenstreben.

Vielleicht trägt dazu die allzu kritisch gewordene Geschichtsdarstellung Einiges bei. Hauptsächlich aber hängt dieß wohl zusammen mit der materiellen Richtung der gegenwärtigen Zeit. Das Genie des schweizerischen Volkes, das sich in seinen besten Seiten und Menschen stets deutlich ausprägt, ist eine eigenthümliche Verbindung von Schwungkraft der Seele mit einem gesunden, praktischen Menschenverstand, eine Mischung, die überhaupt die politische Genialität ausmacht. Die Geschichte eines solchen Volkes ist nichts anderes als eine großartige Sittenlehre in national-historischem Gewande, in welcher die ewigen Gesetze des sozialen Daseins in großem Styl, gleichsam in Lapidarschrift, vor Aller Augen stehen. „Das wechselnde Siegen und Unterliegen zwischen dem irdischen Sinne des vergänglichen Menschen und dem Sehnen und Suchen seines ewigen Geistes“ in politischen Ereignissen durch Jahrhunderte hindurch ausgedrückt, das ist das Thema, welches sie immer neu variirt, freilich nur für Die, welche Sinn, Blick und Willen für ein Geistesleben haben und denen das Dasein der Menschen sich nicht in einer Magenfrage erschöpft. Diese werden die schweizerische Geschichte nicht verstehen können, denn es gibt, außer derjenigen der Israeliten, keine Spezialgeschichte, die so deutlich zeigt, wie Glück und Unglück der Völker von der Anerkennung ewiger sittlicher Machtgebote abhängt, neben denen jede menschliche Macht und Willkür nur ein ephemeres Dasein führt. Ohne eine solche Anerkennung wäre die Geschichte allerdings eine sehr gleichgültige, bloße Schulangelegenheit, wenn nicht gar, wie ein Geschichtsforscher sich ausdrückt, „eine Lästerung Gottes und der Menschheit.“ —

Sür alle guten Schweizer hingegen ist diese althergebrachte Eidgenossenschaft noch immer ein besonderer Staat, einzigartig und mit einer Mission ausgestattet, wie sie kein anderes Volk besitzt, nicht einmal das stamm- und gesinnungsverwandte deutsche, aus dem sie hervorging. Diese Mission muß sie auch heute fortsetzen oder daran untergehen. Ein charakterloses Leben, oder ein „Bindeglied-Dasein“ zwischen verschiedenen großen Nationalitäten, wie es der Traum mancher Politiker schon öfter gewesen ist, entspricht derselben nicht. Daß damit eine gewisse nationale Abschließung verbunden sein muß, die in unserer Zeit nicht ohne Schwierigkeit ist und ein erhebliches Maß von Originalität und Lebenskraft erfordert, sollen wir wissen und auch nicht erschrecken, sofern wir, fest auf diesem unserem Erb und Eigen stehend, ab und zu einer stillen oder lauten Antipathie begegnen, die alles Eigenthümliche in einer nach mechanischer Gleichgestaltung strebenden Zeit zu befahren hat. Dafür ist es eben auch mit der eigenthümlichen Zähigkeit und Schwungkraft ausgestattet, die es allein besitzt und welche die Sicherheit des Ueberwindens in sich trägt, wo immer sie besteht. Denn eine Aufhebung der Völkerindividualitäten ist keineswegs der Gedanke der Weltordnung, sondern die Erhaltung derselben, so lange sie des Erhaltens würdig sind.



I.

Die ältere Eidgenossenschaft vor 1798 war ein für unsere heutigen staatlichen Anschauungen sehr seltsames Konglomerat von unter einander verbündeten Städten und Ländern, von allen oder von einzelnen derselben in Schutz genommenen, mehr oder weniger abhängigen Bundesgenossen und endlich wirklichen Unterthanen, welche ebenfalls theilweise der Mehrheit der Verbündeten gemeinsam, theilweise mehreren oder einzelnen unter ihnen, oder sogar ihren Schutzbefohlenen angehörten: ein historisches Gebilde, von dem wesentliches Bildner der Staaten, dem gegenseitigen Hülfbedürfnisse, allmählig zusammengefügt und trotz unendlicher Verschiedenheit der natürlichen Nationalität, der Religion, der Lebensweise und vieler innerer Zwietracht durch die Kraft eines politischen Gedankens bis auf unsere Tage zusammengehalten.

Eine Bundesverfassung im heutigen Sinne, die alle diese Glieder umfaßt und ihre Rechtsstellung zu einander, sowie die Rechte der einzelnen Angehörigen dieses komplizirten Staatswesens bestimmt hätte, gab es vor dem 12. April 1798 nicht. Ihre Stelle vertraten nach Innen die einzelnen Bundesbriefe der dreizehn Orte, die Verträge der Zugewandten, die Freiheiten und Rechte der Unterthanen und einige allgemeine Konkordate und Friedensschlüsse; nach Außen eine Anzahl von Staats-

verträgen traditioneller Art, neben dem ursprünglichen Verhältniß zum deutschen Reich. Sehr Vieles, was wir jetzt als nothwendigen Bestandtheil einer geschriebenen Verfassung ansehen, beruhte stets bloß auf Gewohnheitsrecht, sog. „eidgenössischem Sberkommen“.

Die ersten Anfänge der Verbindung reichen jedenfalls über die geschriebenen Denkmale derselben zurück. Nach dem Volksglauben, der sich bis in unsere Tage in den drei Kernländern derselben erhalten hat, waren ihre historisch nachweisbaren Einwohner ein aus dem Norden eingewandertes Volk, ursprünglich nur eine freie Volksgemeinde bildend, später in drei Gemeinwesen getheilt, die ein uraltes Bündniß bei Beginn unserer Geschichte lediglich erneuerten, als es sich darum handelte, einen ungerechten Angriff auf die althergebrachte Reichsfreiheit abzuwehren. Eine neuere kritische Richtung der schweizerischen Geschichtsforschung¹⁾ hingegen bemühte sich i. S., wenigstens den größern Theil dieser Bewohner zu rechtmäßigen Unterthanen eines in der umliegenden Landschaft reich begüterten, zu voller Landeshoheit aufstrebenden Herrscherhauses zu stempeln, von welchem sie sich bloß durch eine glückliche Empörung zu Anfang des 14. Jahrhunderts losgerissen hätten. Die historische Wahrheit liegt — zu unserer Beruhigung — sicherlich in der Mitte. Denn, wenn wir auch das Recht der Völker, sich Freiheit und Selbstbestimmung zu verschaffen, als ein unveräußerliches Menschenrecht ansehen, das dem Herrscherrechte, welches einzelne Familien über Länder und Völker beanspruchen, an legitimem Ursprung voransteht, so ist es doch ein sehr edles Erbtheil, wenn ein Volk die angeborene, natürliche Selbstbestimmung über seine öffentlichen Angelegenheiten rechtzeitig zu vertheidigen vermochte, bevor sie in der Herrschaft einzelner Klassen oder Personen unterging. Eine in historischen Zeiten nie verloren gegangene Volksfreiheit ist besser begründet, als eine wiedereroberte, die oft nur sehr langsam Wurzel schlägt, und darin besteht gerade der Unter-

¹⁾ Beginnend namentlich mit Kopp's „Geschichte der Eidgen. Bünde“.

schied zwischen unserem Volksbewußtsein und demjenigen der uns umgebenden, vielfach stamm- und bildungsverwandten Völker¹⁾, daß bei uns die Rechtskontinuität der altgermanischen Freiheit, wenigstens in einem Kern des werdenden Staates, an den sich andere Theile anschließen konnten, niemals untergegangen ist. In dieser langen Gewöhnung an ein selbständiges politisches Dasein mit lebhafter Betheiligung jedes Einzelnen an der Leitung der öffentlichen Dinge, welchem staatlichen Zustand kein nachweisbares anderes Recht vorangeht und welche Gewohnheit niemals mittelst eines bloßen Sederstrichs beseitigt werden kann, sondern durch eine jahrhundertelange Gegengewohnheit bekämpft werden müßte, liegt auch die größte Sicherheit für den weiteren Sortbestand dieser Freiheit. Sie ist es, die alle materiellen, auf eine engere Verbindung mit den übrigen Völkern Europa's abzielenden Gesichtspunkte noch auf unabsehbare Zeit überwiegen wird, wie sie vor sechshundert Jahren das damals auch vorhandene Streben und Bedürfniß nach materieller Entwicklung in einem größeren Staatsganzen überwogen hat, und darin besteht der vernünftige Grundgedanke, von dem ausgehend man allein ein Stiftungsfest der Eidgenossenschaft begehen kann. Es würde eine bloße Formsache ohne inneren Gehalt sein, wenn die späten Urenkel sich mit jenen Voreltern nicht in der Grundlage ihres politischen Denkens begegnen würden, welche lautet: Die politische Selbständigkeit eines freiheitlich organisirten Volkes ist jedem andern Gute für immer vorzuziehen.

Dieser innerlich überzeugten Gewöhnung an die äußere und innere Freiheit muß aber auch bei solchen Veranlassungen ein gutbegründeter Rechtsboden durch eine wirkliche Historik geschaffen werden, die, ebenso weit entfernt von blindem Vertrauen auf bloß legendäre Darstellungen, wie von einer unfruchtbaren Gelehrsamkeit, welcher die Gabe fehlt, sich in vergangene Zeiten

¹⁾ Auch der Unterschied zwischen den längere oder kürzere Zeit freien Theilen unserer eigenen Bevölkerung.

und Menschen zu versehen, mit tieferem Blick für das Tatsächliche und durch eine von sicheren Kenntnissen geleitete Einbildungskraft diesen längst vergangenen Dingen wieder Leben einhaucht.¹⁾

Die Vorgeschichte von Uri, Schwyz und Unterwalden, die sich im 13. Jahrhunderte erst zu einer eidgenössischen Geschichte vereinigt und wahrscheinlich auch in diesen einzelnen Thälern selbst bis dahin keine gemeinsame im Sinne eines völlig ausgebildeten staatlichen Zustandes war, ist in den für die staatsrechtliche Betrachtung wichtigen Punkten nicht genügend bekannt und wird es wohl niemals werden.

Am erkennbarsten in dem durch gleichzeitige Dokumente nur schwach erleuchteten Dunkel des früheren Mittelalters sind die Zustände des Landes Uri (ohne Urseren), welches zuerst zu dem staatsrechtlichen Verhältnisse der sog. „Reichsfreiheit“ gelangte, aus dem sich allein die eidgenössische Verbindung entwickeln konnte. Das älteste Tellenlied sagt daher mit Recht von ihm:

„Ein edel land, guot recht als der kern,
Das lit beschloßen zwüschen berg
Dil fester dann mit muren.
Da huob der pundt zum ersten an;
Si hant der sachen wislich tan
In einem lant, heißt Ure.“

Im Jahre 853 schenkte der Enkel Karls des Großen, Ludwig der Deutsche, dieses „Ländchen“, wie er es nennt, mitsammt dem königlichen Hof in Zürich, als eine Art von Zubehörde desselben, der neugegründeten Sraumünster-Abtei Zürich, in welche seine eigene Tochter Hildegard als erste Aebtissin eintrat. Der wesent-

¹⁾ Das ist die Aufgabe der jetzigen Schweizergeschichte und jeder wirklichen Geschichte, die nicht bloß Materialiensammlung ist. « Le sûr don d'imagination, qui sait rendre la vie aux choses du passé » darf niemals fehlen; die richtige „Objektivität“ der Geschichtsforschung besteht wesentlich darin, daß diese Rekonstruktionsarbeit keine sichern Anhaltspunkte überschreitet, oder außer Acht läßt.

liche Passus dieser Urkunde, die noch vorhanden ist, lautet in freier deutscher Uebersetzung:

„Im Namen der heiligen und untheilbaren Dreifaltigkeit. Ludwig von Gottes Gnade König: Wenn wir von den irdischen Dingen, die uns durch die göttliche Gnade zu Theil geworden sind, aus Liebe zu Gott und um einer königlichen Sitte geziemend zu entsprechen an die Stätten der heiligen schenken, so sind wir versichert, daß uns dieß dazu diene, den Lohn der ewigen Vergeltung zu erlangen. Deswegen sei der Beflissenheit aller, der heiligen Kirche Gottes und uns Getreuer, gegenwärtiger und zukünftiger, kundgethan, wie wir zum Heil der Seele des allerdurchlauchtigsten Kaisers, unseres Ahnen Karls, und Ludwigs, unseres erhabenen Herrn und Vaters, sowie unserer selbst, auch um des ewigen Lohnes unserer geliebtesten Gemahlin und Kinder willen, unsern Hof Zürich, gelegen im Herzogthum Allemannien im Lande Thurgau mit allem, was bei demselben liegt, oder dazu gehört, oder anderswo davon abhängt, das heißt das Ländchen Uri, mit Kirchen, Häusern und andern darauf stehenden Gebäuden, mit Eigenen jeden Geschlechtes und Alters, mit angebautem und unangebautem Lande, mit Wäldern, Wiesen und Weiden, mit stehenden und fließenden Gewässern, Wegen, Ausgängen und Eingängen, mit Erworbenem oder zu Erwerbendem, mit allen Zinsen und den verschiedenen Gefällen, überdieß auch unsern Forst, Albis genannt, und alles, was an jenen Orten unseres Rechtes und Besitzes und eigen ist und gegenwärtig zu unseren Händen gehörig erscheint, ganz und vollständig übergeben unserm Kloster, gelegen in demselben Flecken Zürich, allwo der heilige Selix und die heilige Regula, die Blutzegen Christi, dem Leibe nach ruhen.“ ¹⁾

¹⁾ Die lateinische Urkunde ist in Regensburg am 21. Juli 853 von einem Notar, Comeatus, als Stellvertreter des Radleicus, ausgestellt und mit dem Handzeichen «domini Hludouuici gloriosissimi regis» versehen.

Wie weit diese Schenkung sich erstreckte und ob namentlich das ganze damalige Uri mit allen seinen Bewohnern darin gemeint war, läßt sich nicht ermitteln; jedenfalls gab es nachmals neben den Meierhöfen des Sraumünster-Stiftes noch andere im Lande begüterte und zum Theil sogar daselbst ansässige Freiherren und Klöster, deren Rechte nicht von denjenigen der Sraumünster-Abtei abgeleitet sind.¹⁾ Man muß als wahrscheinlich annehmen, der König habe seiner Tochter und ihrem Stifte nur geschenkt, was ihm in Uri gehörte, oder was er als freie, Niemandem gehörende Wildniß ansah, und die Urkunde bezog sich vielleicht ursprünglich nicht auf alle Urner, was wegen eines folgenden Passus wichtig ist, der den staatsrechtlich wesentlichsten Theil der Urkunde bildet. Derselbe entbindet nämlich die neugegründete Abtei nebst Allem, was zu derselben gehört, also auch das geschenkte Uri und seine Bewohner, von der gewöhnlichen obrigkeitlichen Gewalt der Gau- und Zentgrafen des Thurgaus, dergestalt, daß dieselbe lediglich von der Aebtissin selbst und neben ihr durch einen vom Kaiser zum Schutze des Klosters bestellten besonderen Vogt ausgeübt werden kann.²⁾ Diese „Reichsfreiheit“ von Uri, die daselbe ursprünglich indirekt, in Folge der Verbindung eines unbestimmbaren Theiles des Landes mit dem Stifte Zürich besaß, ging erst beinahe 400 Jahre später in eine den Urnern direkt zugesicherte über und auf diesen Freiheitsbrief von Hagenau im Elsaß vom 26. Mai 1231, der im Original

¹⁾ Das bekannteste dieser einheimischen freiherrlichen Geschlechter ist Attinghausen.

²⁾ Der Passus lautet:

Endlich befehlen und ordnen wir an, daß kein öffentlicher Richter noch Graf, noch irgend wer, der richterliche Gewalt hat, an den genannten Stätten und allem, was dazu gehört, weder Freie noch Eigene, die daselbst wohnhaft sind, anzusechten, zu beeinträchtigen, oder Bürgen von ihnen zu fordern, oder irgend welche Leistungen oder Bußen und Banngeld von ihnen zu verlangen, oder irgend welche unrechtmäßige Gewalt ihnen jemals anzuthun sich erlaube; sondern daß jenes alles unter unserem Schutz und festen Schirm, mit den Vögten, die daselbst gesetzt sind, auf immerwährende Zeiten verbleibe.

nicht mehr vorhanden ist, würde wohl eigentlich die Immunität des gesammten Thales und aller seiner Bewohner rechtlich zurückzuführen sein. Tschudi (I, 124) erzählt den Vorgang jedenfalls nicht ganz richtig, indem er sagt:

„An dem 1. Tag Brachmonats kam Juncker Arnold von Wassenen, des Königs Anwalt, in die dñr Waldstett, bracht jedem Land insonders ein Bermentin Brief mit des Königs anhangendem Insigel, glichlutende, wann das in jedem Brief des Lands Namen, dem Er gehört, benämpt ward.“

Solche gleichlautende Briefe für Schwyz und Unterwalden hat es niemals gegeben. Der Urner-Sreiheitsbrief hingegen wurde vielleicht von Friedrich II. von Hohenstaufen im Jahre 1240 und gewiß von Rudolf von Habsburg 1274 bestätigt. Mit dem Jahre 1240 beginnt zugleich die Vorgeschichte des eidgenössischen Bundes.

Die voreidgenössischen Rechtsverhältnisse von Schwyz und der beiden Unterwalden lagen in Bezug auf den staatsrechtlich wichtigsten Punkt der Reichsfreiheit ungünstiger, jedenfalls war es für sie schwieriger, den Weg hiezu zu finden, als für Uri, das auf dem damals sehr gewöhnlichen der geistlichen Immunität dazu gelangt war. Allerdings wird damit das ursprüngliche Verhältniß dieser reichsfreien Angehörigen des Klosters Zürich zu den übrigen Bewohnern des Thales keineswegs erklärt. Vielleicht bildete sich zunächst eine ökonomische Markgenossenschaft des ganzen Thales aus, und aus diesen gemeinsamen Interessen heraus wuchs nach und nach die politische Gemeinschaft zusammen, ähnlich wie dies thatsächlich in Schwyz der Fall war. Die Schwyzer¹⁾ waren wahrscheinlich seit der allemannischen Besiedelung dieser Thäler in der Völkerwande-

¹⁾ Wenn von Schwyz vor 1315 die Rede ist, so ist darunter nur der Theil des heutigen Kantons, der am Vierwaldstättersee gelegen ist, ohne Arth., Steinen, Einsiedeln und Gersau, zu verstehen.

rung¹⁾ zum größern Theil eine freie Markgenossenschaft geblieben, deren Spuren heute noch in den dortigen großen Allmendgenossenschaften sichtbar sind. Als solche Genossenschaft mit nicht ganz bestimmten Grenzen ihres Allmendgebietes waren sie jedoch keineswegs nur dem deutschen Reiche unterthan, sondern standen zunächst unter der erblichen gräflichen Gerichtsbarkeit der Lenzburger und später der Habsburger, welche durch diese Verbindung erblicher Landgrafschaft und eigener Grundherrschaften im Lande sich als die eigentlichen Landesherren anzusehen begannen. Auf der andern Seite beschränkte sie namentlich die Macht eines von ihnen ganz unabhängigen Klosters, Einsiedeln, welches in Solge kaiserlicher Schenkung ebenfalls Ansprüche auf ein unbestimmtes Waldgebiet behauptete und in mehreren Prozessen auch durchsetzte²⁾, so daß eine allmälige Ausdehnung dieser geistlichen Herrschaft ebenfalls nicht außer dem Bereiche der Möglichkeit lag. Das Kloster Einsiedeln ist vielmehr erst ganz allmälig im Verlauf der eidgenössischen Geschichte unter die einheimische Landeshoheit gekommen, wie dieß mit manchen

¹⁾ Auf diesen wahren Kern reduziert sich muthmaßlich die Sage von dem „Herkommen der Schwyz“ aus dem Norden; es ist die durch Tradition fortgepflanzte Erinnerung an die Völkerwanderung. Aus lauter freien, zu keiner Grundherrschaft gehörigen Bauern bestand das ursprüngliche Schwyz auch nicht, sondern die Grafen von Lenzburg (später Habsburg) besaßen daselbst Eigenthum, namentlich zwei Hofgüter mit Hörigen, den sog. Kyburger- und Stoburgerhof; ebenso die Klöster Kappel, Muri, Schänis, Rathhausen, Engelberg und Einsiedeln. Die Gutsleute der geistlichen und weltlichen Grundherren waren aber auch Antheilhaber an der gemeinen Allmend, und das bildete auch hier das ökonomische Band zwischen ihnen und den Freien, aus dem allmälig, mit Ueberwindung der entgegenstehenden Verhältnisse, die politische Rechtsgleichheit und Verbindung hervorging.

²⁾ Die Schenkungsurkunde, die noch bis in unsere Tage hinein Anlaß zu gelehrten Streitigkeiten geboten hat, ist abgedruckt bei Tschudi I, 51. Die Prozesse zwischen dem Kloster und der Markgenossenschaft wurden in den Jahren 1114, 1144 vor den deutschen Kaisern Heinrich V. zu Basel und Konrad III. zu Straßburg nach der lex Alamannorum geführt. Die Schwyz Markgenossenschaft (cives de Suites) wurde dabei von den Grafen von Lenzburg vertreten.

schweizerischen Klöstern und Bisthümern der Fall war, während andere sich zu eigentlichen geistlichen Fürstenthümern entwickelten.

Wie es kam, daß die Schwyz sich dieser Umschlingung durch geistliche und weltliche Landesherrschaft entziehen und zur Reichsunmittelbarkeit gelangen konnten, ist in seinen Einzelheiten nicht genügend bekannt. Jedenfalls trug das Beispiel des benachbarten Uri dazu bei, und die spezielle Veranlassung bot muthmaßlich die Abtrünnigkeit des Vogtes Rudolf II. von Habsburg-Laufenburg (Oheim des nachmaligen Kaisers) von dem von der Kirche mit dem Banne belegten Friedrich II. In dem Seldlager vor Saënzä erlangte im Dezember 1240 wahrscheinlich ein militärisches Kontingent der Schwyz eine noch im Original vorhandene Freiheitsurkunde, mittelst welcher dieser Kaiser Schwyz als unveräußerliches Reichsland erklärte. Tschudi erzählt den Vorgang in seiner plastischen Weise, wie folgt:

„Dero Zit hat Papst Gregorius der Nunte dermaßen Unrum wider Keiser Fridrichen den Andern durch sin Bannung und bevolchne Crüz-Predigung angericht, daß etliche namhafte Stett vom Keiser abfielend in Italia, Savenz, Ravenna und andere. Der Keiser versammet ein Höör die abfelligen Stett gehorsam ze machen, und des Papsts Ungestümme ze temmen, schickt ouch harumb sine erbern Botten ze den drnen Waldstetten, Uri, Schwiz und Unterwalden umb Hilff, ließ Inen anzeigen, wie unbillich und on alle redliche Ursach der Papst Ine understunde ze unterdrucken, und wie er in Italia ein Höör versammet, in Willen die Stadt Savenz ze belägern, und so si Im jekt Ir Hilff erzeigtend, wölt Ers in Guten allzit gegen Inen erkennen. Die Waldstett gaben Antwurt: Si sigend von Iren Vordern har frne Völcker, und allein dem Rich in Tütschen Landen verpflichtet gewesen, aber übel geschirmt worden, und so veer Er Inen Brief und Sigel geben, daß Si frn sigind, und daß sie us frnem, unbezwungenem Willen sich unter sin und deß Römischen Richs Beherrschung undergebend, und sie zu jeden Ziten schützen und schirmen, ouch vom Rich-

niemermehr verendern wölle, so wölle Si Im und dem Riche Gehorsam leisten, und Ine für Iren Herren erkennen, ouch alsdann die begerte Hilff umb gebürende Besoldung in Italam tuen: Die Keiserischen Botten versichertend die Waldstett, daß sie sölchs, wie si begert, bi dem Keiser erhalten wöltend. Battends, daß sie Ir Bottschafft, und Briefe angenk mit Inen ze riten zum Keiser abfertigen, sölich Ir Entschließen Ime ze eröffnen, und daß si daneben Ir Kriegs-Volck verfertigen, diewil es dem Keiser an der Not, damit Er Ir Erbieten im Werck gespüren mög: Nun was in Waldstetten vil Kriegisch Volck, die all willig warend, dero wurdend 600, von jedem Land 200, wolgerüster Knechten ussgezogen, und kamend der Waldstetten Botten etlich Tag vor den Knechten gen Savenz in des Keisers Läger mit ihren Briefen: der Keiser was Irer Ankunfft froh, insbesonders als er durch sine Botten bericht ward, daß die 600 Knecht uff der Straß nächig warend, gab jeder Waldstatt ein sundern Srnheit-Brief under sinem Sigel, darinnen Er Inen zugesagt, was sie begehrt hattend."

Nach seiner Angabe erhielten also auch hier wieder Uri und Unterwalden gleichlautende Briefe. Solche sind aber nicht vorhanden, und es wird von der neuern Geschichtsforschung nicht als wahrscheinlich angesehen, daß sie jemals existirt haben. Dieselbe nimmt auch an, daß die Schwyzer Urkunde nicht sehr nachtheilig für die Habsburger gewesen sei und weder deren Grundherrschaft, noch Landgrafschaft eigentlich zu beseitigen beabsichtigt habe. Denn die ältere Linie der Habsburger, welcher der nachmalige Kaiser angehörte, der sich selbst vor Saënza befand, hing dem Kaiser Sriedrich an, und auch sein Onkel Rudolf nahm nachmals wieder für denselben Partei. Es ist daher schon möglich, daß die Schwyzer Urkunde bloß ein Schachzug der kaiserlichen Politik gegen diesen augenblicklichen Gegner gewesen ist, wie wir dergleichen in der Zeit Kaiser Ludwigs des Bayern wieder begegnen.

Das Land Unterwalden hat niemals in der eidgenössischen Geschichte ein Staatswesen gebildet. Ob dieß früher der Fall war, muß, obwohl es Tschudi behauptet (I, 72), ebenfalls ungewiß bleiben. Denn nicht allein fehlt dafür jeder urkundliche Anhaltspunkt, sondern es ist auch eine administrative Trennung in der natürlichen Konfiguration der beiden, von einander deutlich geschiedenen Landestheile begründet. Das Verhältniß einer inneren administrativen Selbständigkeit derselben neben einer Art von Zusammengehörigkeit nach Außen, wie es ohne Unterbruch in der ganzen Geschichte dieser beiden Halbkantone bestand und noch besteht, ist genau das, was den lokalen Verhältnissen entspricht. Ohne diesen Zusammenhang würde der eine Theil vielleicht eine geistliche Herrschaft des Klosters Engelberg geworden sein, und der andere allein hätte sich gegenüber den spätern VIII Orten nur in der faktischen Stellung eines kleinen zugewandten Ortes, etwa wie Gersau, behaupten können. Im Uebrigen hat diese ganze Frage bei Beginn der eidgenössischen Geschichte keinen staatsrechtlichen Werth, denn damals zerfiel das Gesamtgebiet von Unterwalden nicht bloß in diese zwei Theile, sondern, neben einzelnen zerstreuten, freien Bauerngütern, in eine ganze Reihe grundherrlicher Höfe, die größtentheils den Habsburgern, theilweise auch andern Adelsgeschlechtern, oder Klöstern (Murbach, Muri, Münster, Engelberg) gehörten. Die jüngere Linie von Habsburg besaß die erbliche Landgrafschaft und ebenso die Vogtei über die sämtlichen geistlichen Stifte, mit einziger Ausnahme von Engelberg, und hatte in Folge dieser Verbindung von Rechten einen so vorgeschrittenen Anspruch auf die Entwicklung einer eigentlichen Landeshoheit, daß Unterwalden wohl noch weiter von der Reichsfreiheit entfernt war als Schwyz vor 1240 und dieselbe ohne den eintretenden politischen Zusammenhang mit Uri und Schwyz überhaupt schwerlich hätte erlangen können. Es ist daher auch nicht wahrscheinlich, daß die Unterwaldner bereits im Jahre 1240 einen gleichen Freiheitsbrief wie Schwyz erhielten, sondern es datirt ihre urkundliche Befreiung von der werdenden habs-

burgischen Landeshoheit aus der Zeit, in welcher der feste politische Zusammenhang mit reichsfreien Ländern, die schweizerische Eidgenossenschaft, bereits bestand, und ist die Frucht derselben.

In dem ersteren Zeitpunkte beginnt jedoch gleichwohl die eidgenössische Geschichte und mit ihr die merkwürdige Sammlung der „Eidgenössischen Abschiede“.

Dieselben tragen auf ihrem ersten Blatte die erste bestimmte Nachricht von einer Verbindung in einer Bannandrohung des Papstes Innocenz IV., mit seinem bürgerlichen Namen Sinibald Sieschi von Genua. Derselbe hatte bald nach seiner Wahl (1243) den Kaiser Friedrich II. auf dem Konzil von Lyon am 17. Juli 1245 abgesetzt und in den Bann gethan, und an ihn wendete sich nun, gegen die Schwyz, Graf Rudolf von Habsburg-Laufenburg. Aus der Urkunde vom 28. August 1247, die im Original nicht mehr vorliegt, ist nur so viel klar zu ersehen, daß die Schwyz sich mit den Leuten von Sarnen und Luzern zu einer (wahrscheinlich ghibellinischen) Verbindung vereinigt hatten, welche jedoch muthmaßlich schon 1252 durch den Austritt von Luzern wieder aufhörte¹⁾. Die Urkunde selbst lautet in deutscher Uebersetzung:

„Innocentius, Bischof, Knecht der Knechte Gottes, unserem geliebten Sohne, dem Probst der Kirche zu Olemberg, vom Orden des hl. Augustin, im Bisthum Basel, Gruß und apostolischen Segen. Durch Mittheilung unseres geliebten Sohnes, des edeln Mannes Rudolf des Altern, Grafen von Habsburg, haben wir vernommen, daß die Leute der Orte Subrik²⁾ und Sarnon im Konstanzener Bisthum, welche ihm nach erblichem Rechte zugehören, von der Treue und dem Gehorsam gegen ihn freventlich gewichen sind und Friedrich,

¹⁾ Eidg. Abschiede I, pag. 1 und 2. Ropp „Urkunden“ I, pag. 4, 25. Auch Bern hatte damals (1251) ein solches fünfjähriges Bündniß mit Luzern abgeschlossen, die erste Erscheinung Berns in der eidgenössischen Geschichte (Eidg. Abschiede I, pag. 2), das aber auch schon im folgenden Jahre aufhörte.

²⁾ So schreibt die päpstliche Kanzlei mißverständlich statt Swik.

dem einstigen Kaiser, nach unserem gegen ihn und seine Begünstiger gefällten Urtheil der Ausschließung aus der Gemeinschaft der Gläubigen, leichtfertig angehangen haben, und, obwohl sie hernach, von heilsameren Rathschlägen geleitet, durch Eidleistung bekräftigt haben, daß sie fortan in der Herrschaft des genannten Grafen beharren und wider ihn weder jenem Sriedrich noch irgend einem Andern den mindesten Gehorsam leisten werden, so stehen sie doch mit verdammlicher Verachtung jenes Eides und des gegen die Anhänger und Begünstiger des vorgenannten Sriedrich verhängten Bannspruchs, mit Hintansetzung endlich der Treue, indem sie sich jeder Herrschaft entziehen, dem vorgenannten Sriedrich gegen jenen und die Kirche nach Kräften und Vermögen bei. Diemeil es aber billig ist, daß der Sluch über diejenigen komme, welche ihn lieben, und daß der Segen von denen, die ihn nicht wollen, genommen werde, verfügen wir: Sofern sich die Sache so verhält und die vorgenannten Leute nicht von demselben Sriedrich innerhalb einer von Dir anzusehenden passenden Frist zur Einheit der Kirche zurückkehren und sich besleißigen, dem Grafen als ihrem derart in Ergebenheit verharrenden Herrn zu gehorchen, wie sie verpflichtet sind, so sollst Du sie, sowie auch die Leute der Stadt Luzern, wenn Du festgestellt hast, daß sie mit jenen verkehren und dem vorgenannten Sriedrich anhangen, als dem Urtheil des Bannes unterliegend erklären, und die genannten Orte und die Stadt Luzern mit dem Urtheil des Interdiktes belegen und dafür sorgen, daß beide Urtheile, kraft unserer Machtvollkommenheit, das Hinderniß der Appellation an uns bei Seite gesetzt, bis zu angemessener Genugthuung unverbrüchlich beobachtet werden, indem Du im Uebrigen dabei verfahren wirst, wie es Dir gut scheint. Gegeben zu Lyon am 28. Aug. im fünften Jahre unseres Pontifikats."

Im Uebrigen ist der historische Werth dieser Angaben zweifelhaft, namentlich inwiefern einmal — zwischen 1240 und 1247

wäre anzunehmen — eine eidliche Anerkennung des Grafen Rudolf als Landesherrn stattgefunden haben sollte, und jedenfalls beruhte die Voraussetzung, daß die sämtlichen Leute von Schwyz und Sarnen demselben erbeigenthümlich gehören, lediglich auf dessen Behauptungen, die der Papst nicht näher zu untersuchen für nöthig fand.¹⁾ Von da an bis zum Jahre 1273 fehlt uns eine deutliche Vorstellung der weiteren Ereignisse. Die neuere Geschichtsforschung nimmt jedoch mit Grund an, daß der erste Versuch einer politischen Verbindung zwischen Schwyz und Obwalden ein mißlungener gewesen sei und daß in den 23 Jahren von dem Tode Kaiser Friedrichs II. (13. Dez. 1250) bis zur Kaisermahl Rudolfs von Habsburg die Landeshoheit der Habsburger in den Waldstätten noch Fortschritte gemacht habe.

Am 1. Oktober 1273 wurde Rudolf III. von der älteren (seit 1282 habsburg-österreichischen) Linie deutscher König und unmittelbar vorher hatte er seinem Vetter Eberhard von Habsburg-Laufenburg dessen Rechte in Schwyz und Unterwalden abgekauft. Der neue Herrscher anerkannte sofort am 8. Januar 1274 die Reichsfreiheit der Urner, schwieg jedoch über das staatsrechtliche Verhältniß der beiden andern Länder; lediglich gab er den Schwyzern zu verschiedenen Zeiten die doppelte Versicherung, daß sie nur von ihm, seinen Söhnen oder einem Richter des Thales gerichtet werden sollten, und daß kein Unfreier (also auch nicht etwa ein solcher Ministeriale seines Hauses) über sie zu Gericht sitzen dürfe.²⁾

¹⁾ Vielleicht waren nur die wirklichen „Eigenen“ des Hauses Habsburg gemeint, wahrscheinlicher aber hatte der Graf diese Unterscheidung nicht gemacht und den Bannbrief des Papstes dem Freiheitsbrief des Kaisers an die Schwyzern entgegengesetzt. Jedenfalls zeigen diese beiden offenbar in einem innern Zusammenhange stehenden Urkunden, daß damals gewisse Schwankungen in der Politik der Länder stattgefunden hatten.

²⁾ Die erste Zusicherung ist in einem Brief ohne Datum und Namen enthalten, dessen Aechtheit bestritten ist, abgedruckt bei Kopp, „Urkunden“ I, 30, die zweite in einer im Schwyzer Archiv befindlichen Urkunde vom 19. Februar 1291 zu Baden, abgedruckt bei Kopp I, 29 und Tschudi I, 204. Daß Tschudi diesen Brief ohne Weiteres auch auf Uri und Unterwalden bezieht, ist seinem System gemäß, aber auch unrichtig.

Eine gewisse Art von Freiheit behielten also die Schwyzzer während seiner ganzen Regierung und eine ausdrückliche Invalidation des Freiheitsbriefes Friedrichs II. fand nicht statt, sondern kann lediglich aus einer Erklärung Rudolfs gefolgert werden, daß er Verfügungen Friedrichs aus der Zeit seines Bannes nicht anerkennen werde.¹⁾ Sie organisiren sich im Gegentheil in dieser Zeit zu einer politischen Gemeinde (Universitas in Suites), die es sogar bereits versuchte, einzelne kleinere Klöster ihrer Steuerhoheit zu unterwerfen, und seit 1281 ein eigenes Landesiegel führte.²⁾ Uri hat Siegel und Landsgemeinde schon seit 1243.

Was den sehr klugen und auf Erweiterung der Rechte seines Hauses nicht minder bedachten König Rudolf bewog, diese Organisation der Schwyzzer zu einer politischen Körperschaft, die ihrem ihm wohlbekannten Streben nach Reichsfreiheit Vor Schub leisten mußte und durch die Nachbarschaft und ähnliche Organisation der anerkannt reichsfreien Urner noch gefährlicher wurde, nicht zu hindern, ja nicht einmal etwa einen seiner Söhne zum Landgrafen zu ernennen, bleibt ein ungelöstes psychologisches Räthsel. Der König wurde hiedurch selbst ein Beförderer des ersten förmlichen eidgenössischen Bundes, der sofort nach seinem Tode geschlossen wurde und bei einer energischen entgegengesetzten Politik während der 18jährigen Periode seiner Regierung undenkbar gewesen wäre.

Am 15. Juli 1291 starb Rudolf zu Germersheim, und sofort auf diese Nachricht hin³⁾ schlossen die drei Länder Uri, Schwyz

¹⁾ Die Anmerkung auf pag. 2 der Eidg. Abschiede geht daher etwas zu weit, wenn sie behauptet, über den Schwyzzer Freiheitsbrief sei „die Invalidation ausgesprochen worden.“ In diesem Falle würde der König wohl auch Mittel gefunden haben, ihn den Händen der Schwyzzer, in denen er bis heute intakt verblieb, zu entziehen.

²⁾ Vgl. über den Streit mit dem Frauenkloster „in der ome von Steine, ze Swiz in der waltstatt“: die Festschrift von Prof. Wechsli und Kopp, „Geschichte der eidg. Bünde“, III, 729.

³⁾ Man kann annehmen, sobald sie in den Waldstätten bekannt wurde.

und Unterwalden zu Anfang August 1291 das ewige Bündniß, welches heute als die Ursprungsurkunde der Eidgenossenschaft betrachtet wird. Es lautet in deutscher Uebersetzung¹⁾ wie folgt:

„Im Namen Gottes Amen. Es ist angemessen und dem gemeinen Wohle zuträglich, daß Verträge im gehörigen Stande des Friedens und der Ruhe befestigt werden. Es sei daher zu allgemeiner Kunde gebracht, daß die Männer des Thales Uri und die Gesamtgemeinde des Thales Schwiz und die Gemeinde der Männer von Unterwalden des untern Thales, in Anbetracht der gefährlichen Zeit und damit sie sich und das Ihrige besser zu schützen und in gutem Stand zu erhalten vermögen, in guter Treue versprochen haben, sich gegenseitig mit Hilfe, Rath und Gunst in Bezug auf Personen und Sachen innerhalb und außerhalb der Thäler beizustehen mit allen Kräften und Anstrengungen, gegen Einzelne und Jedermann, der ihnen oder Jemandem von ihnen Gewalt, Beschweriß oder Unrecht mit bösem Willen gegen Personen oder Sachen anthun möchte. Und es verspricht jede Gemeinde der andern in jedem solchen Falle beizuspringen und, wo es nöthig sein wird, auf eigene Kosten nach Erforderniß der Umstände den Angriffen von Seinden zu widerstehen und Beleidigungen zu rächen, unter Leistung eines körperlichen Eides ohne alle Gefährde und unter Erneuerung der althergebrachten Eidgenossenschaft durch gegenwärtige Urkunde.

Und zwar dergestalt, daß jeder Mann nach seines Namens Stande gehalten sein soll, seinem Herrn geziemend unterthan zu sein und zu dienen. Auch haben wir mit einhelligem gemeinem Rath und Gunst versprochen und verordnet, daß wir in den obgenannten Thälern keinen Richter, der sein Amt um irgendwelchen Preis, oder Geld gekauft hätte, oder nicht unser Landes- einwohner wäre, irgendwie anerkennen und annehmen wollen. Sofern im Weiteren Streitigkeiten unter irgendwelchen Verbündeten (Verschworenen, conspiratos) entstehen, sollen die Ver-

¹⁾ Diese Uebersetzung ist nicht offiziell. Eine offizielle Verdeutschung der Urkunde hat es überhaupt unseres Wissens nie gegeben.

ständigeren unter ihnen hinzutreten, um die Zwietracht unter den Parteien zu stillen, so wie es ihnen nützlich zu sein scheint und wenn Ein Theil eine solche Anordnung verachten würde, so sollen die andern Verbündeten ihm darin entgegen sein.

Im Sernerren aber ist unter ihnen ausgemacht, daß, wer einen Andern mit Vorbedacht und ohne dessen eigene Verschuldung getödtet hat, der soll, wenn er ergriffen wird, seiner Gewaltthat gemäß das Leben verlieren, außer er vermöchte denn seine Unschuld zu erweisen, wie es seine verruchte Schuld erfordert, und wenn er geflohen ist, so darf er niemals heimkehren. Wer einen solchen Missethäter aufnimmt und schützt, ist aus den Thälern auszuweisen, bis er von den Verbündeten gehörig zurückberufen wird.

Wenn ferner Jemand einen Verbündeten Tags oder in der stillen Nachtzeit böswillig mit Brandlegung geschädigt hat, der ist des Landrechts auf immer verlustig zu erachten. Und wer einen solchen Missethäter begünstigt und schützt innerhalb der Thäler, der soll dem Beschädigten selber Ersatz leisten. Und wenn ein Eidgenosse einen andern an seinem Eigenthum beschädigt, oder sonstwie benachtheiligt hat, so soll alles Eigenthum des Schädigers, das innerhalb der Thäler vorhanden ist, dem Beschädigten zur rechtlichen Schadloshaltung dienen. Serner soll Keiner sich ein Pfand eines Andern aneignen, außer wenn dieser sein offenkundiger Schuldner oder Bürge ist, und auch dann soll er es nicht thun ohne seines Richters besondere Erlaubniß. Ueberdieß soll Jeder seinem Richter gehorchen und, wo nöthig, auch seinen Richter innerhalb (des Thales) offenbaren, unter dessen Gerichtsstabe er eigentlich steht.

Und wenn Jemand dem Richterspruch ungehorsam wäre und durch seine Widersetzlichkeit Jemand von den Verbündeten geschädigt würde, so sind alle schuldig, den vorgenannten Widerspänstigen zur Genugthuung anzuhalten. Sollte aber Krieg oder Zwietracht unter irgendwelchen Verbündeten entstanden sein und der Eine Theil der Streitenden sich weigern,

richterlichen Ausgleich und Genugthuung anzunehmen, so haben die Verbündeten den andern in Schutz zu nehmen.

Das Obgeschriebene und Festgesetzte soll, so Gott will, wie es zu gemeinem Nutzen wohlthätig festgesetzt ist, ewig dauern. Und zu Urkund dessen ist das gegenwärtige Instrument auf Verlangen der Obgenannten verfaßt und mit den Siegeln der drei obgenannten Gemeinden und Thäler gehörig versehen worden.

Geschehen im Jahre des Herrn 1291, bei Beginn des Augusts."

Die ehrwürdige Urkunde dieses ersten ewigen Bundes ist noch im Archiv zu Schwyz vorhanden und hat sich muthmaßlich stets daselbst befunden. Ob jemals noch eine andere Originalausfertigung bestanden hat, oder ob diese die einzige von vorneherein gewesen ist, darüber wird die wissenschaftliche Festschrift ein abschließendes Urtheil enthalten. Jedenfalls sind alle deutschen Fassungen keine Originale, sondern spätere Uebersetzungen. Von den drei Siegeln ist das (jetzt abgerissene) von Schwyz das erste, obwohl in der Urkunde Uri als erster Vertragsschließender erscheint. Daraus allein läßt sich vielleicht der Schluß ziehen, daß die Urkunde in Schwyz und auf Anregung von Schwyz verfaßt worden sei. An welchem Orte aber, von wem persönlich und unter welchen näheren Verumständungen sie vereinbart und geschrieben worden sei, darüber fehlt jeder Anhaltspunkt. Vermuthlich war der Verfasser ein Geistlicher der damaligen Zeit, in welcher Lesen und Schreiben noch eine besondere Kunst gewisser Stände bildeten ¹⁾, und die eigentlichen vertragsschließenden Personen verstanden vielleicht selbst nicht einmal die Sprache der Vereinbarung. Unter allen Umständen war dieselbe ein Geheim-

¹⁾ Der Schreiber ist übrigens nicht sehr sorgfältig gewesen. Er schreibt « vallatam » statt « validatam » und läßt ein Wort « vallem » nach « si necesse fuerit iudicem ostendere infra » gänzlich aus. Das Original ist also vielleicht nach einem vorhandenen Entwurfe von einer ganz untergeordneten Person abgeschrieben worden. Vgl. Facsimile in der Beilage.

bund, der lange nicht allen Bewohnern der drei Länder bekannt war, beinahe eine Verschwörung, worauf auch das Wort « conspirati », wenigstens nach unserem heutigen Verstande einigermaßen zu deuten scheint. Diese Umstände haben es denn auch wahrscheinlich zunächst veranlaßt, daß die stets vorhanden gewesene Urkunde während der ganzen Periode der alten Eidgenossenschaft, ja selbst noch zur Zeit ihrer Erneuerung nie als die Ursprungsurkunde derselben gegolten hat¹⁾.

Doch können wir dieses Uebersehen unmöglich ganz solchen äußerlichen Gründen zuschreiben, sondern den damaligen Eidgenossen erschien dieser Brief offenbar später, nach der Schlacht von Morgarten, als sich auch die Verhältnisse einigermaßen geändert hatten und man zu einem offenen Bündniß schreiten konnte, wie eine durch dasselbe ersetzte und aufgehobene Vereinbarung, das, was wir jetzt etwa einen Präliminarvertrag nennen. Es war sogar möglicherweise von vorneherein verabredet worden, diesen lateinischen Geheimbrief unter günstigeren Umständen später durch einen deutschen, Jedermann verständlichen, zu ersetzen und demselben nie ein anderer Werth, als der eines „vorläufigen“ Verständnisses, gewissermaßen eines « pactum de contrahendo » beigelegt worden. Diese Annahme würde noch an Wahrscheinlichkeit gewinnen, wenn in der That nur eine Ausfertigung vorhanden gewesen ist; sie erklärt auch allein die Tradition, welche die Entstehung der Eidgenossenschaft nie in das Jahr 1291 verlegt hat.

¹⁾ Sie ist nirgends als solche erwähnt, Tschudi übergeht sie ebenfalls gänzlich. Auch der Bundesentwurf von 1655, der alle alten Bundesbriefe in seinem Eingange aufzählt, enthält kein Wort davon. Ebenso wenig ist die Urkunde jemals in den Verhandlungen der drei Länder von 1813 bis 1815 erwähnt, als sie im Begriffe standen, ihren alten Bund zu erneuern. Es wird immer nur von dem Dreiländerbrief von 1315 gesprochen. Noch in unserer Jugendzeit war von einem Bund von 1291 in der Schweizergeschichte der Schulen keine Rede, erst die neuere Geschichtsforschung hat die Urkunde an ihren jetzigen Platz gestellt.

Die Urkunde stellt sich selbst nicht als den eigentlichen Ursprung der eidgenössischen Verbindung dar, sondern sagt nur, es sei durch sie eine längst bestehende Eidgenossenschaft erneuert worden (« antiquam confederationis formam juramento vallatam [soll heißen validatam] praesentibus innovando »). Was für Verbindungen damit gemeint sind und ob dieselben ebenfalls urkundlich verbrieft waren, ist jedoch nicht weiter zu ermitteln, und man kann höchstens die Vermuthung, gestützt auf Bekanntes, aussprechen, es sei doch im Jahr 1291 zum ersten Male von allen drei Ländern ein schriftlicher und ewiger Bund abgeschlossen worden ¹⁾.

Interessanter noch ist die Frage, ob ganz Unterwalden den Bund mitabgeschlossen habe, oder nur der jetzige Halbkanton Nidwalden, auch jedenfalls ohne Einschluß der Abtei Engelberg, die später bis 1815 zu Nidwalden gehörte, damals aber eine selbständige geistliche Herrschaft war. Was darauf positiv hindeutet, ist die Ausdrucksweise der Urkunde « *communitas hominum intramontanorum vallis inferioris* ». Darnach wurde bisher angenommen, daß das „obere Thal“ erst später ohne einen besonderen Akt dem Bündnisse beigetreten und dieß durch den spätern Beisatz auf dem angehängten Siegel « *et vallis superioris* » dokumentirt worden sei ²⁾. Die neueste Geschichtsforschung glaubt, es sei dieß nicht richtig, sondern das an der Urkunde hängende Siegel sei das auch noch später von ganz Unterwalden gebrauchte gewesen, dessen Stempel noch in Sarnen vorhanden ist. Völlig

¹⁾ Wäre das nicht anzunehmen, so hätten wir in der That Grund, die Feier von 1891 zu unterlassen und auf das Jahr 1915 zu verlegen. Als frühere Verbindungen sind bekannt: die 1247 vorhandene zwischen Schwyz, Obwalden und Luzern, von der der päpstliche Bannbrief spricht, und andere in Kopp, „Urkunden“ I, pag. 2 und 4; doch hörten die Verbindungen mit Luzern demnach lange vor 1291 auf. Von einem Bündniß von Uri, Schwyz und Unterwalden, das von vorher datirte, ist, außer dieser Reminiscenz im Bundesbriefe selbst, keine weitere Spur vorhanden.

²⁾ Vgl. darüber Kopp, „Urkunden“ I, pag. 67, Wechsli, „Quellenbuch zur Schweizergeschichte“, pag. 49.

klar ist die Sache dennoch nicht ¹⁾ und auch bei den damals noch sehr zweifelhaften Verhältnissen Untermaldens, das noch nicht einmal die Reichsfreiheit besaß, aus inneren Gründen sehr wohl möglich, daß die persönlich anwesenden Vertragsschließenden von 1291 bloß aus Einem der beiden Landestheile waren. Es läßt sich das auch nicht durch die Züricher Urkunde, von der sofort die Rede sein wird, ermitteln, da bei derselben Untermalden gar nicht betheiligt ist. Gerade dieser Umstand aber läßt darauf schließen, daß dessen Stellung zu der eidgenössischen Verbindung noch eine weniger bestimmte war. Wir müssen uns also damit begnügen, zu sagen, jedenfalls trat ganz Untermalden, wenn nicht im Jahre 1291, so doch kurze Zeit darauf und vor 1315 der Eidgenossenschaft bei und war es aller Wahrscheinlichkeit nach schon 1291 wenigstens die Absicht der Gründer

¹⁾ Namentlich deswegen nicht, weil doch in der Bundesurkunde nicht bloß von den « homines intramontani » die Rede ist, die ja sehr wohl, auch wenn sie zwei getrennte Gemeinwesen bildeten, nur Ein Siegel gehabt haben möchten. Es ist ja überhaupt nicht sicher, ob sie in ihren damaligen Verhältnissen bereits zwei politische Gemeinden bildeten, oder nicht vielmehr in zahlreichere, sehr verschiedene Zugehörigkeiten zersplittert waren. Ein Siegel hatten sie nach einer Urkunde bei Röpp, I, 2 noch kurz vorher gar nicht (« hanc paginam, quia laici sumus et proprio sigillo caremus, conjuratorum nostrorum in lucerna sigillo roboramus »); es wäre also leicht möglich, daß zuerst bloß eines bestand, das für alle der Eidgenossenschaft angehörigen Leute beider Thäler gebraucht wurde, und das „Nachkritzeln“ der Worte « et vallis sup . . . ioris » auf dem Siegel der Bundesurkunde scheint uns auch nicht einleuchtend ohne einen sehr augenscheinlichen Beweis. Damit ist aber noch immer obiger Zusatz „des untern Thales“, das doch deutlich, von einem „obern“ unterschieden wurde, nicht erklärt. Gerade weil das damals allein bestehende Siegel des oberen Thales auch von den Leuten des untern Thales gebraucht, gewissermaßen entlehnt wurde, fand es der Verschreiber der Urkunde vielleicht nöthig, ausdrücklich zu sagen, daß die Leute des oberen Thales nicht im Bunde seien. Unter allen Umständen aber würde der Gebrauch ihres Siegels, der nicht ohne ihre Zustimmung geschehen konnte, den natürlichen Beweis leisten, daß sie bereits im Jahre 1291 in den Vorgang eingeweiht und als künftige, sozusagen selbstverständliche Bundesgenossen vorgemerkt waren. Das ist einstweilen das Wahrscheinlichste. Vgl. darüber Dierauer, „Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft“, pag. 100, und die wissenschaftliche Festschrift von Prof. Oechsl.

des eidgenössischen Bundes, beide Thäler demselben einzuverleiben.

Wer nun diese Gründer des Bundes gewesen seien, die weisen und thatkräftigen Männer, die in der eigenen Brust und im Vertrauen auf Gott, der jede würdige Freiheitsbestrebung schützt, gegenüber einer so großen Macht, wie sie uns jetzt verhältnißmäßig nie mehr gegenüberstehen wird, den Grundstein des Gebäudes legten, welches wir noch jetzt, der ererbten Freiheit froh, bewohnen, das möchten wir vor allen andern Dingen wissen. Denn, was den Menschen interessiert an der Geschichte, das sind eigentlich doch nicht die „Ereignisse“, die sich nur nach einer mechanischen Weltanschauung von selbst, als Wirkungen vorhandener, selbst unerklärter, Ursachen, vollziehen, sondern der Mensch, der mit bewußtem, freiem Willen das Gute oder Böse, das Bleibende oder das Vergängliche wählt und ausführt.

Glücklicherweise hat uns, zwar nicht die Urkunde des Bundes selbst, aber eine nahezu gleichzeitige die Namen nicht allein der damaligen ersten Vorsteher von Uri und Schwyz, sondern noch einer weiteren kleinen Anzahl von Vertrauensmännern der ersten Eidgenossen erhalten, von denen wir mit Sicherheit annehmen können, sie seien zugleich zehn Wochen vorher die « conspirati » des Bundes, die eigentlichen „Männer des Rütli“, gewesen.¹⁾

Landammann von Uri war Ritter Arnolt, der Meier von Silenen, eines der vier großen Meierhöfe, in welche das Gebiet der Aebtissin von Zürich damals eingetheilt war. Die Ruine Silenen steht noch heute bei Obersilenen an der Gotthardstraße. Er war Landammann von Uri seit dem 28. März 1291, somit offenbar ein Hauptbegründer des eidgenössischen Bundes. Schon im Winter vorher war er mit zwei Söhnen und einigen andern angesehenen Urnern und Schwyzern in Zürich gewesen, wo damals ohne allen Zweifel, vielleicht in Erwartung des Hinscheidens

¹⁾ Tschudi führt diesen Zürcher Bund unter der Jahreszahl 1251 an (I. 148). Es ist dieß aber bloß eine nachträgliche falsche Korrektur der ursprünglichen Jahreszahl. Vgl. darüber Ropp, „Urkunden“ I, 39.

König Rudolfs, die Vorbesprechungen stattfanden, welche sodann sofort zu dem eidgenössischen Bunde und zu der ihn ergänzenden ersten Verbindung mit Zürich führten.

Unter den Mitgliedern des mit Zürich vereinbarten Bundesrathes von 12 Personen (6 von Zürich, 6 von Uri und Schwyz) erscheint als der Erste von Uri der Freiherr Werner II. von Attinghusen, der Vertreter des einzigen in Uri selbst einheimischen und wohnhaften Hochadelsgeschlechtes, der spätere Nachfolger Arnolt's in dem Landammannamt, das er dann muthmaßlich in der ganzen schwierigsten Periode der jungen Eidgenossenschaft, von 1294–1321, bekleidete. Vorher bewahrte er nach einer Urkunde von 1290 das Siegel von Uri¹⁾, und es ist, wie schon Wechsli anführt, kein Zweifel, daß diese Hand das Siegel an die ehrwürdige Bundesurkunde befestigt hat, das noch heute unverfehrt an derselben hängt. Der zweite Urner ist Burkart (Schüpfer), der „alte Ammann“, der erste dem Namen nach bekannte Landammann von Uri, wahrscheinlich Meier von Altorf, der Dritte Chuonrat, der Meier von Erstfelden (Wertschon), ein Leibeigener des Klosters von Wettingen, vermuthlich der angesehenste damalige Vertreter dieses unfreien Standes.

Landammann von Schwyz war im Jahre 1291 Chuonrat ab Iberg, ein Mann freien Standes, muthmaßlich wohnhaft auf dem noch jetzt bekannten Hügel Iberg am Eingang des Muottathales. Er erscheint 1291 als einer der vier Ammänner, denen Rudolf von Habsburg anfänglich die Regierung von Schwyz anvertraut hatte, bevor ein einziger Landammann auch hier, wie in Uri, entstand. Die Vertreter von Schwyz im Bundesrathe sind, neben dem Landammann selber, der hier fungirt, (während dieß bei Uri nicht der Fall ist), Rudolf der Stoufacher von

¹⁾ Urkunde vom 29. März 1290, wo es am Schlusse heißt: „Mit dem Willen und der ausdrücklichen Zustimmung der Gemeinde des Thales von Uri habe ich, Werner, Edler von Attingenhusen, das mir anvertraute Siegel der Gemeinde dieses Thales hinzugefügt und angehängt.“ Ebenso am 28. März 1291. Es ist das zweite bekannte Sigill von Uri, mit dem Stierkopf «en face.»

Steinen, der Gegner der Klosterfrauen von Steinen, der ihnen die Landessteuer hatte auferlegen wollen und ein Pferd dafür gepfändet hatte, und Chuonrat Sunn, wahrscheinlich Vertreter des Thales gegen das Kloster Einsiedeln, an dessen streitiger Grenze sein Wohnsitz lag.

Leider wissen wir nicht ebenso viel von Unterwalden, welches bei dem Bündnisse mit Zürich nicht betheiligt war. Im Jahr 1304 erscheint in anderen Urkunden Rudolf von Medisriet als Landammann von Unterwalden.¹⁾ Von den Gründern der Eidgenossenschaft, welche die Tradition nennt, sind also historisch beglaubigt der Freiherr von Attinghausen und Rudolf der Staufacher, wenn auch nicht in erster Stellung. Ein Walther Sürst erscheint später 1307 unter den Männern zweiter Generation, die berufen waren, mit dem Schwerte zu behaupten, was ihre Väter geplant hatten, deren Haupt, zugleich als noch lebendes Verbindungsglied zwischen den Alten und Jungen, offenbar der ehrwürdige Attinghausen wurde. In diesem Sinne kommt demselben historisch die Stellung zu, die ihm Schillers Dichtung angewiesen hat.

Der Inhalt der Bundesurkunde von 1291 zeugt von bedeutend angelegten Stiftern, die mit der Politik der Zeit vertraut waren und sehr wohl wußten, auf welche Punkte sie ihr Beginnen zu stützen hatten. Was am meisten auffällt, ist die eigenthümliche Verbindung eines gewissen Maßhaltens mit einer auffallenden Kühnheit, da, wo dieselbe zur Erreichung des Zweckes unmittelbar nothwendig erscheint, ein vorbildlicher Zug, welcher der schweizerischen Politik in ihren guten Zeiten stets eigen geblieben ist.

Die Länder versprechen sich Beistand nach Außen gegen Jedermann und mit allen Kräften, jedes auf eigene Kosten, ohne gemeinsame Militärorganisation, Niemand ist ausgenommen, weder Kaiser und Reich, noch die Kirche, Vorbehalte, die in den späteren Bundesbriefen vorzukommen pflegen. Sie sprechen einfach

¹⁾ Kopp, „Urkunden“ I, 65.

das große Wort aus, daß es jeder lebenskräftigen menschlichen Gesellschaft erlaubt sein müsse, ihre Regierungsweise selbst zu bestimmen. Sehr klug sind alle Landesbewohner in den Bund eingeschlossen, auch die nicht freien Standes sind und noch einer speziellen Grundherrschaft angehören. Sie dürfen ferner ihren Herren „Dienst thun“, sind aber dennoch und offenbar in erster Linie Eidgenossen der neuen politischen Verbindung. Diese Herabdrückung der Herrschaften in zweite, gewissermaßen bloß privatrechtliche Stellung ist etwas, was denselben unmöglich belieben konnte, und es ist kaum anzunehmen, daß die Verfasser der Urkunde es für möglich gehalten haben, ein solches Doppelverhältniß auf alle Zeiten hinaus zu erhalten. Im Gegentheil, sie wiederholten diesen sehr diplomatischen Anfang der Befreiung später noch mehrmals gegenüber dem Hause Oesterreich, das dabei namentlich in Betracht kam (bei Luzern, Glarus und wahrscheinlich auch bei Zug), zu einer Zeit, wo der erste Versuch einer solchen Beseitigung dieser Herrschaft in Etappen bereits in den Waldstätten selbst gelungen war, also mit allem Vorbedacht ¹⁾.

Sie gehen aber noch einen bedeutenden Schritt weiter und beseitigen ein zweifelloses Recht des deutschen Reiches selber mit Einem kühnen Sederstriche, indem sie sich gegenseitig verpflichten, auch keinen Reichsvogt anzuerkennen, der nicht ihr Einwohner, also dem Sinne nach selbst ein Eidgenosse sei, oder sein Amt irgendwie erkaufte habe. Das war eine Klausel, die direkt in das Reichsstaatsrecht beschränkend eingriff, der erste Schritt zu dem, was im Jahre 1499 und 1648 geschah, der förmlichen Befreiung des Eidgenossenschaft auch vom Reich.

¹⁾ Ungefähr so, nur in umgekehrter Reihenfolge, wie wenn man heute Bosnien und die Herzegowina auf unbestimmte Zeit Oesterreich in Verwaltung übergibt und dem Sultan der Türkei die nackte Souveränität noch läßt. Ebenso befinden sich Aegypten und Cypern, Tunis und Sansibar in solchen Doppelverhältnissen und wünscht Italien Abyssinien „nach Außen zu vertreten“. Die politischen Verhältnisse streben stets nach Vereinfachung, und man kann sich darauf verlassen, daß, wenn man komplizierte Provisorien von Doppelherrschaft schafft, in Bälde der stärkere Theil allein übrig bleibt.

Nach Innen legen die Länder mit fester und zugleich maßvoller Hand die Grundsteine eines Bundesstaates, welchen erst ihre späten Enkel in unserem Jahrhundert ausgebaut haben: schiedsgerichtlicher Entscheid bei Streitigkeiten und Bundesexekution gegen jeden Widerspenstigen, auch wenn es ein ganzes Land ist; staatsrechtliche Entscheidung der Mehrheit, keine volle Souveränität der einzelnen Gliedstaaten; Gemeinsamkeit der Hauptgrundsätze des Strafrechts in schweren Fällen, etwas, was wir heute noch nicht besitzen; ein gemeinsames Staatsbürgerrecht, das der Beschädiger durch solche schwere Vergehungen einbüßt; für das Civilrecht der Grundsatz, daß das Gut des Schuldigen überall in Beschlag genommen werden könne, eidgenössische Exekution der von dem rechten inländischen Richter gesprochenen Urtheile und Verbot aller Selbsthilfe, schon 80 Jahre vor dem Pfaffenbrief. Auf diesen Grundlagen mußte sich ein Streistaat entwickeln, wenn zu der politischen Einsicht, die sich darin beurkundet, auch noch der Muth kam, ohne den die Einsicht in Republiken nur ein Hinderniß der Selbständigkeit bildet.

Daß die ersten Eidgenossen den Muth besaßen, die Konsequenzen ihres Schrittes zu ziehen, beweist vor Allem der schon erwähnte Bund mit Zürich vom 16. Okt. 1291, die zweite Urkunde der „Abschiede“, mittelst welcher sie einer großen Koalition beitraten, die sich nach dem Tode König Rudolfs gegen das Haus Oesterreich zu bilden versuchte. Dieselbe mißlang jedoch in Folge einer Niederlage der Zürcher bei Winterthur vom 13. April 1292, und der Bund hörte durch einen Separat-Friedensschluß derselben auf, während diefehde mit den Waldstätten wahrscheinlich noch bis zum Frühjahr 1293 fort dauerte¹⁾.

Die beiden Urkunden von 1291 sind die ersten bestimmten und noch heute im Original vorhandenen staatsrechtlichen Dokumente der schweizerischen Eidgenossenschaft.

¹⁾ Viel Näheres ist darüber aber nicht bekannt. Kopp, „Urkunden“ I, 42, 45.

Von einem europäischen Standpunkte aus betrachtet, entstand dieselbe in einer für solche Neubildungen sehr günstigen Uebergangszeit, in welcher die bisherige Rechtsordnung des Reiches der Karolinger in vollem Zerfall begriffen war und die seither bis auf unsere Zeit herab bestehenden Souveränitäten sich noch nicht gebildet hatten. Die Eidgenossenschaft benützte diesen allein richtigen Moment zur Begründung eines freien Volksbundes, im Gegensatz zu der anderwärts aus dieser flüssigen Masse sich gestaltenden Krystallisation zu fürstlichen Landesherrschaften. Daß sie nachher selbst ein solcher Landesherr über Unterthanen wurde, ist ein Abfall von ihrem ursprünglichen Staatsgedanken gewesen, der ihr die höchste Bestimmung, die sie hätte erreichen können, vereitelt hat. Sie wäre vielleicht berufen gewesen, die republikanische Staatsform den sämtlichen germanischen Völkern Europa's zugänglich zu machen und damit die Führung der deutschen Rasse zu übernehmen. Dazu besaß sie aber in ihren spätern Staatsmännern und unter oft viel günstigeren Verhältnissen niemals mehr die volle Kraft; ihre Lebensaufgabe ist (wie dieß auch bei einzelnen Menschen häufig genug vorkommt) ein Torso geblieben; theilweise hat sie sich sogar mit Bewußtsein andern, internationalen, Zielen zugewandt¹⁾.

Die Zuschauer des eidgenössischen Bundes, von denen wohl keiner das volle Bewußtsein haben mochte, wie sehr derselbe in der Zukunft auch auf die eigenen Geschicke einwirken werde, waren: Der Papst Nikolaus IV., gewählt den 22. Februar 1288, gestorben den 4. April 1292. Ihm folgte auf kurze Zeit Cölestin V., gewählt den 5. Juli 1294, der jedoch schon am 13. Dezember des nämlichen Jahres zu Gunsten jenes Bonifaz VIII. (Benedikt Cajetan) resignirte, dessen Regierung durch die höchste Betonung der kirchlichen Ansprüche gegenüber dem

¹⁾ Die Eidgenossenschaft hatte ursprünglich eine rein deutsche Natur und Bestimmung. Daß sie nun eine andere hat, ist nach unserer Auffassung auch ein schöner und brauchbarer Lebenszweck, aber nicht ihr ursprünglicher und nicht der schönere.

Staate in der Bulle « Unam sanctam » vom 18. November 1302 sprichwörtlich geblieben ist ¹⁾. Es kann wohl keinem Zweifel unterliegen, daß die junge Eidgenossenschaft, welche schon den Bannspruch Innocenz' IV. erfahren hatte, ein ghibellinisches Staatswesen war. Der deutsche König fehlte im Augenblick; Rudolf von Habsburg war am 15. Juli 1291 gestorben. Adolf von Nassau folgte erst am 4. April 1292. Der Vertreter des Hauses Habsburg, der eigentliche Gegner der werdenden Eidgenossenschaft, war der spätere König, Albrecht I., Herzog von Oesterreich seit 1282, Nachfolger seines Vaters in den Besitzungen und Ansprüchen in der Eidgenossenschaft seit 1291. Der Graf der andern habsburgischen Linie, von Laufenburg, war Rudolf III., geb. 1270; Bischof von Konstanz, geistlicher Hirte der drei Länder, war ebenfalls ein Rudolf von Habsburg-Laufenburg, ohne allen Zweifel wohl kein Freund der Eidgenossenschaft.

Das waren die Nächstbetheiligten. Im weitem Umkreise sehen wir noch: Den Grafen von Kyburg Hartmann I., den Grafen von Neuenburg Rudolf IV., den Grafen von Werdenberg Hugo II., den Grafen von Toggenburg wahrscheinlich Kraft II., den Minnesänger, die Grafen von Montfort-Seldkirch Rudolf II., Montfort-Bregenz Hugo I., den Grafen von Narberg-Valangin Johann, den Stammvater der Linie, den Grafen von Savoyen Amadeus IV., den Herrn von Mailand Otto Visconti, die Bischöfe von Chur Berchtold II. von Werdenberg-Heiligenberg, von Basel Peter I. Rich, von Lausanne Wilhelm II. von Champvent, den von Sitten Bonifaz von Challant, und den Abt von St. Gallen Wilhelm von Montfort ²⁾.

Allen diesen geistlichen und weltlichen Herren entstand ein Gegner, zum Theil ein Erbe, in der Eidgenossenschaft. Der bedeutendste Zeitgenosse des Bundes war jedoch keiner dieser

¹⁾ Dante versetzt ihn wegen Simonie, wie Cölestin wegen dieses « gran rifiuto », in die Hölle.

²⁾ Schultheiß von Bern war Ulrich von Zubenber (1284 bis 1293), Pfarrer (Leutpriester) von Bern Bruder Berthold (1289–1293).

Sürsten und Priester, sondern ein König im Reiche des Geistes und ein wahrer Priester Gottes, dessen Andenken niemals aufhören wird, während die meisten Obgenannten kaum noch dem Namen nach bekannt sind.

Es ist dieß Dante, der damals 26jährig in Florenz, seit 1308 aber in noch größerer Nähe der Eidgenossenschaft, am Hofe der Scaliger in Verona, lebte, wo er leicht über die Gotthardstraße her, die seit ungefähr 1162 anfang, stark begangen zu werden, von diesem Bunde freier Männer jenseits der Alpen vernehmen konnte. Wahrscheinlicher noch war dieß später der Fall, als Dante sich dem Heere Heinrichs von Luxemburg anschloß, den er nach einigen Nachrichten sogar in Deutschland aufgesucht haben soll, um ihn zur Intervention in Florenz zu bewegen.¹⁾ In diesem Falle könnte er sogar die Eidgenossenschaft gesehen haben. Zweifellos aber befanden sich in diesem Heere Freunde der Eidgenossen, namentlich ihr eigener Reichsvogt, Werner von Homberg, ein sehr berühmter und Dante jedenfalls persönlich bekannter Ritter, der nämlich, der in Gottfried Keller's „Hadlaub“ vorkommt.

Dieses erste Bündniß der Eidgenossen, das in lateinischer Sprache, in einem kleineren Kreise abgeschlossen und offenbar längere Zeit hindurch geheimgehalten wurde, hat etwas wenig Plastisches, und wir können es wohl begreifen, daß es nachmals von dem populären und durch das Blut von Morgarten besiegelten Dreiländerbund in den Schatten gestellt wurde. Es ist auch nur der Natur der menschlichen Dinge, die sich zu allen Zeiten gleichbleibt, entsprechend, daß der Bund der Eidgenossen nicht sozusagen in einem Anlaufe entstand, sondern seine natürlichen Entwicklungsstadien hatte. Wir können dieselben gerade

¹⁾ Die berühmte Aufforderung Dante's an Heinrich von Luxemburg zur Intervention gegen Florenz, die « *vipera volta nel ventre della madre* » geschrieben « *in Toscana sotto la fonte d'Arno* », ist vom 16. April 1311. Die fruchtlose Belagerung von Florenz durch den Kaiser auf seiner Rückkehr von Rom dauerte vom 19. Sept. bis 31. Okt. 1312.

gegenwärtig an einer unter sehr ähnlichen Verhältnissen sich entwickelnden Eidgenossenschaft altfreier Bergbevölkerungen beobachten, die sich aus dem gleichen Motive gebildet hat, bei dem herannahenden Zerfall eines großen Reiches nicht unter eine spezielle Landesherrschaft zu kommen.

Die Bewohner des obern, nördlichen Theiles von Albanien, der mit dem alten Epirus nicht identisch ist, sind ein von alter Zeit her in Stämme eingetheiltes, aber durch das Bewußtsein einer gemeinsamen Nationalität trotz der seit der türkischen Herrschaft eingetretenen Religionsverschiedenheit zusammengehaltenes Bergvolk, das in seinen Sitten und Anschauungen, namentlich auch in der Vorliebe für auswärtigen Kriegsdienst, manche Aehnlichkeit mit den alten Eidgenossen zeigt. Eine förmliche politische Eidgenossenschaft dieser Stämme (Kongrá) entstand, als infolge des Friedensschlusses von San Stefano und des Berliner Kongresses die Nachbarstaaten, zunächst namentlich das oft bekriegte Montenegro, auf Kosten der Albanesen Gebietszuwachs erhalten sollten. Damals fand im April 1878 eine erste Verständigung in Djakova statt, wobei der Bluteid (die «bessa») geschworen und verabredet wurde, bis zum nächsten St. Demetertag (26. Nov. alten Styls) keine Blutrache, noch sonstige Seindseligkeiten zu gestatten und der türkischen Regierung bis auf Weiteres keine Rekruten oder Steuern abzuliefern. Sodann wurde in Prizrend eine zweite größere Versammlung abgehalten, welche am 5./17. Juni den in türkischer Sprache abgefaßten und anfänglich von 47 mohamedanischen Deputirten unterzeichneten Bundesbrief errichtete, welchem dann innert Monatsfrist alle mohamedanischen Stämme Oberalbaniens und im gleichen Jahre noch auch die hauptsächlichsten christlichen Clane beitraten. Dieses Aktenstück lautet:

„Art. 1. Unser Bund konstituiert sich zu dem Zwecke, jede Landesregierung, außer jener der hohen Pforte, zurückzuweisen und für die Vertheidigung der Landesintegrität mit Aufgebot aller Mittel aktiv einzutreten. Art. 2. Unsere vornehmste Ab-

sicht ist, die kaiserlichen Rechte der souveränen Person Sr. Majestät des Sultans, unseres Herrn, aufrechtzuhalten. Wir werden daher Diejenigen, welche dem widerstreben und Unruhe stiften möchten, ferner Jene, welche die Reichsgewalt zu schwächen versuchen, und Jene, welche ihnen dabei Vorschub leisten, als Feinde der Nation und des Vaterlandes betrachten, solange sie sich nicht bessern, Jene aber, welche den reichstreuen Landeseinwohnern entgentreten sollten, des Landes verweisen.

Art. 3. Die Abgeordneten anderer Bezirke, welche unserer Verbindung beizutreten wünschen, werden wir bereitwilligst aufnehmen und in die Liste der Kongrá als Freunde der Regierung und des Landes eintragen.

Art. 4. Wir werden in Gemäßheit des erhabenen Religionsgesetzes (Scheriat) das Leben, das Eigenthum und die Ehre der reichstreuen nichtmuselmännischen Genossen gleich den Rechten unserer eigenen beschützen, aber auch gegen Aufrührer den Umständen und der Oertlichkeit entsprechend vorgehen.

Art. 5. Sämmtliche Auslagen für die von den Bezirken zu stellenden Truppen werden im Sinne besonderer zu erlassender Weisungen bestritten werden. Von Außen kommende Hülfstruppen werden bereitwilligst in unsere Kontingente aufgenommen.

Art. 6. Die Lage des Balkan-Landes vor Augen, werden wir auf keine Weise fremden Truppen den Eintritt in unser Gebiet gestatten. Wir werden die bulgarische Regierung nicht einmal dem Namen nach acceptiren. Falls Serbien die widerrechtlich von ihm okkupirten Gegenden nicht gutwillig räumen sollte, werden wir gegen dasselbe Freischaaren (Akindschiler) aufbieten und die äußersten Anstrengungen machen, um die Herausgabe dieser Bezirke zu erzwingen. Gegen Montenegro werden wir auf die gleiche Weise vorgehen.

Art. 7. Da unsere leidenden Landsleute und Glaubensgenossen im Balkan durch ihre Haltung sich in ihrer Gesammtheit unserem Bund angereicht haben und da ihre Stellungen Wichtigkeit besitzen, treten wir mit denselben in Verbindung und werden es, je nach Zeit- und Ortsumständen an gegenseitiger Unterstützung und Ver-

ständigkeit nicht fehlen lassen. Art. 8. Wenn die Bezirksabtheilungen in der Ausführung der Bundeszwecke auf Schwierigkeiten irgendwelcher Art stoßen sollten, werden auf bezügliche Mahnung die benachbarten Bezirke sich beeilen, ihnen die zur Erreichung des Beabsichtigten erforderliche Hülfe zu leisten. Art. 9. Wer unsern Bund verläßt, wer — was Allah verhüte — das Verbrechen der Spionage begeht und wer gemäß seiner Stellung den Befehlen seiner Oberen nicht gehorcht, wird entsprechend, aber streng bestraft werden. Art. 10. Ein Bewohner der dem Bunde beigetretenen Bezirke, wer er immer sei und welcher Konfession er angehöre, darf, wenn er auch die Entlassung aus der Gemeinschaft nachgesucht hat, weder nach Serbien, noch nach Montenegro übertreten. Wer es dennoch thun sollte, wird nach dem die Spionage betreffenden Artikel behandelt werden. Art. 11. Wer von uns, nachdem er von unserer Verbindung seiner Befähigung gemäß angestellt worden, seinen Obliegenheiten nicht nachkommt, wie es sich gehört, sich nachlässig oder widerspenstig zeigt, oder aber mit seinem Amt oder seinen Dienstobliegenheiten einen wie immer gearteten Mißbrauch treibt; ferner wer eine unmenschliche und entehrende Handlung zu begehen sich erkühnt, wird an den Pranger gestellt und der verdienten Strafe zugeführt, auch wird sein Eigenthum eingezogen werden. Art. 12. Der allfällige Ausmarsch von Truppen, ihre Einberufung, Verwendung und andere darauf bezügliche Vorkehrungen werden nach besonders auszuarbeitenden Instruktionen geregelt werden. Art. 13. Um die bezüglichen Ausfertigungen mit aller Sicherheit befördern zu können, wird auf die Besorgung der bezüglichen Korrespondenz die größte Sorgfalt verwendet werden. Art. 14. Es erscheint selbstverständlich, daß die Regierung sich in die Bundesangelegenheiten nicht mischen wird. Andererseits wird sich auch unser Bund in keiner Weise in innere Verwaltungsangelegenheiten der Regierung mischen, es müßte sich denn um offenbare Gewaltmaßregeln handeln. Art. 15. Je ein Exemplar der gegenwärtigen Vereinbarung wird an den gehörigen Orten

hinterlegt werden. Art. 16. In Gemäßheit des Bundesvertrags, welchen wir Deputirte der unbefiegbaren Helden aus Nordalbanien, Epirus und Bosnien abgeschlossen haben — jener Männer, die von Geburt an kein anderes als das Waffenspiel kennen und für Reich, Nation und Vaterland ihr Blut zu vergießen bereit sind — haben wir Prizrend zur Hauptstadt erwählt. Gleichwie wir den Bau unserer Verbindung glücklich aufgeführt haben, werden wir künftighin nie und nimmer zugeben, daß ein Gemalthaber uns tyrannisire und die Bewohner unseres Gebiets unterdrücke. Dieser unser Bund soll auf uns, unsere Kinder und Kindeskinde übergehen und wer von demselben abfällt, der sei angesehen, als wäre er vom Islam abgefallen, und den treffe unser Aller Schuch und Verachtung. Wir verbinden uns, die Vorschriften unserer Vereinbarung getreulich zu befolgen und haben zu Urkund dessen unser Aller Unterschriften und Siegel beigesezt. 5/17. Juni 1878."

Die Pforte hatte von der Sache Kenntniß und ließ sie anfänglich gewähren (wie dieß seitens des Reiches auch gegenüber den ersten Verbündungen der Eidgenossen der Fall war), ja sie benutzte sogar die Liga zum Kampfe gegen Oesterreich in Bosnien, der von derselben unter ihrer stillschweigenden Billigung geführt wurde. Bei diesem Anlaß wurde dem Bund noch eine Kriegsinstruktion als Ergänzung beigefügt, welche ebenfalls ein Analogon zu unserem Sempacherbrief bildet. Als dann aber im Jahre 1881 die montenegrinischen neuen Grenzen am Skutarisee festgesetzt werden mußten, sezte sich die Liga auch gegen das „Reich“ zur Wehre, und es kam zu erbitterten Kämpfen gegen türkische Truppen unter Derwisch und Kasiz Pascha, welche im Jahre 1883 infolge der Ueberlegenheit der modernen Schießwaffen und Mangels an Munition bei der Liga mit einer Unterdrückung des Aufstandes, jedoch unter Amnestie und theilweiser Reduktion der montenegrinischen Sorderungen endigte, welche den Anlaß zur Erhebung geboten hatten.

Seit dieser Zeit ist vorläufig Stille eingetreten. Die Liga wurde jedoch nicht nur niemals aufgehoben, sondern im Gegentheil

am 26. April 1883 in Castrati neuerdings feierlich beschworen, und dabei bereits in Erwägung gezogen, ob sie sich entweder mit Montenegro selbst, oder mit Oesterreich und Italien gegen das unaufhaltbar zerfallende Reich in Beziehungen setzen solle.

Eine albanesische Eidgenossenschaft, vielleicht unter einer Art von vorläufiger gemeinsamer Protektion der benachbarten größeren Mächte, ist die wahrscheinliche fernere Entwicklung, und das älteste Bundesstaatsrecht unserer Eidgenossenschaft wird an diesem Beispiele dann noch anschaulicher werden, als bisher; denn die Bestimmungen des albanesischen Bundesbriefes zeigen die ganz gleiche Tendenz, wie der Bund von 1291, dem Reich allein anzugehören, so lange dasselbe besteht, jede andere Landesherrschaft aber mit gemeinsamer Kraft zurückzuweisen und eine eigene Landesouveränität zu gründen, welcher kein anderes Verhältniß, weder religiöser, noch privatrechtlicher, noch politischer Art vorgehen darf. Allerdings tritt in Albanien, dem Charakter des Landes und Volkes entsprechend, die persönliche Führung der einzelnen Clanhäuptlinge mehr in den Vordergrund, als dieß wahrscheinlich bei uns jemals der Fall gewesen ist. Doch fehlen auch hiebei nicht die Analogien. Die Rolle des allgemein angesehenen alten Ali Pascha von Gusinje, der als das geistige Haupt der Liga galt, mag im Ganzen derjenigen des Freiherrn Werner von Attinghausen entsprechen.

Der jetzige Zustand daselbst, wie er seit dem Jahre 1878 besteht, gleicht ebenfalls wohl ziemlich genau dem historisch wenig bekannten Zeitraum von 24 Jahren, welcher nun von 1291 bis 1315 das Eingangskapitel oder, wenn man lieber will, die Vorrede der politischen Geschichte der Eidgenossenschaft bildet.



II.

Sechzig Jahre lang, bis zum Eintritt der Reichsstadt Zürich in den Bund, oder, wenn man will, auch bloß einundvierzig bis zur Uebernahme des Protectorates über die österreichische Stadt Luzern dauert die erste Verfassungsperiode der Eidgenossenschaft, sofern wir eine moderne Bezeichnung anwenden dürfen. Allerdings mit der sogleich beizufügenden Einschränkung, daß in den ersten 24 Jahren bis 1315 bloß ein geheimer Bund vorhanden war, der mit dem offen zu Tage liegenden Bestande innerlich demselben widersprechender Grundherrschaften und den politischen Anschauungen ihrer zahlreichen Anhänger und Verpflichteten noch in erheblichem Gegensatze stand und deßhalb auch jedenfalls keine regelmäßige Organisation gehabt haben kann. Eine geheime Leitung durch bestimmte Personen ist dabei nicht ausgeschlossen, sondern sogar in der Natur der Sache liegend ¹⁾, und von zeitweisen Zusammenkünften, gewissermaßen heimlichen Tagelagungen der Verschworenen hat uns, wenn auch nicht die dokumentirte Geschichte, so doch die in solchen Zwischenperioden oft zuverlässigere Tradition eine leise Spur aufbewahrt.

¹⁾ Man kann sich das ungefähr so denken wie die Geheimregierung Irlands, die neben der offenen englischen Regierung auf dieser Insel besteht und auf einen Theil der Bevölkerung einen größern Einfluß ausübt, als diese letztere.

Es ist überhaupt nicht bloß zufällig, daß dieselbe gerade in dieser Uebergangszeit ihre größte und noch immer vielumstrittene Rolle spielt. Denn einerseits mußte damals das, was im Sinne des Bundes geschah, im Widerspruche mit der offiziellen Landesgeschichte und in vertraulicher, bloß durch mündliche Ueberlieferung vermittelter Weise erfolgen. Andererseits ist es die Weise später fest konstituierter Regierungen jeder Art, daß sie die Begründungsgeschichte ihrer Herrschaft lieber der Tradition als der Geschichte überlassen, welche auch die Erinnerung an die Anhänglichkeit gewisser Theile der Bevölkerung für Zustände bewahren würde, die im Lichte späterer Ueberlieferung nur noch als eine glücklich beseitigte Fremdherrschaft, oder geseklose Tyrannie erscheinen.

Der Bund von 1291 wurde offenbar abgeschlossen in Aussicht auf die unmittelbare Nachfolge Albrechts von Oesterreich im Reich, dessen bisheriger Ruf als ländersüchtiger Herr und Vater vieler Kinder, die er eifrig zu versorgen strebte, wenig Zutrauen erwecken konnte. Die Herrschaftsperiode Adolfs von Nassau vom Mai 1292 bis zur Schlacht von Melnhausen am 2. Juli 1298 ist daher nicht ohne Grund spurlos in der Entwicklungsgeschichte des Bundes, der in dieser Zeit keine unmittelbare Veranlassung zur Aktion besaß. Einzig Schwyz befestigte seine Reichsfreiheit durch eine königliche Bestätigung des Freiheitsbriefes von 1240¹⁾, welche es zu Rudolfs Zeiten wahrscheinlich nicht zu verlangen gewagt hatte, wohl zufrieden, daß derselbe die Urkunde Friedrichs II. nicht ausdrücklich zu beseitigen begehrte. In die zehnjährige Herrschaftszeit Albrechts 1298 bis 1308 fällt nun aber ebenfalls ganz naturgemäß die Peripetie, das Aufeinanderstoßen zweier ganz bestimmter, bereits zu organisirter Gestaltung gediehener Staatsgedanken mit gegenseitigen eifrigen

¹⁾ Zu Frankfurt 30. November 1297, E. N. I, 383. Auch die Reichsfreiheit von Uri wurde bestätigt, die von Unterwalden schwerlich, obwohl Tschudi es angibt (I, 215), mit der eigenen Bemerkung übrigens, daß er den Unterwaldner Brief nicht gesehen habe.

Anhängern, von denen die österreichisch Gesinnten unmöglich über den Bestand einer stillen und gefährlichen Verschwörung gegen die Befestigung der habsburgischen Landesherrschaft gänzlich in Unkenntniß geblieben sein konnten, wenn sie auch vielleicht die Existenz einer eigentlichen, besiegelten Bundesurkunde nicht ahnten. Die Tradition von Harten, d. h. diesem Bunde abgeneigte und entschieden entgegenhandelnden, Reichsvögten, welche in dieser Zeit bestanden haben sollen, hätte an und für sich gar nichts Unwahrscheinliches, wenn es sich nicht aus einzelnen zeitgenössischen Urkunden ergäbe, daß Albrecht selbst, sowie seine Gemahlin in amtlichen Dingen nicht mit einem solchen Vogte, sondern mit den Landammännern von Uri und Schwyz, als ihren Vertretern dajelbst, korrespondirten. ¹⁾

Auch die mit liebevoller Hartnäckigkeit im Volke der Urkantone festgehaltene, plastische Sigur des Schützen Tell hat nichts Unwahrscheinliches an sich, indem sehr leicht unter den damaligen Landleuten von Uri die volksthümliche Person eines solchen wackern Jägersmannes, entschiedenen Anhängers der Reichsfreiheit und gewissermaßen Mittelgliedes zwischen der vornehmeren und aus guten Gründen reservirteren geheimen Bundesregierung und dem Volksganzen bestanden haben und sogar stark in den Vordergrund getreten sein kann.

Wir sind überhaupt der Meinung, daß solche Traditionen immer einen geschichtlichen Untergrund haben und von einer in unserer kränklich kritischen Zeit stark unterschätzten Bedeutung sind. Es ist auch in unserem sehr schreibseligen Jahrhundert nicht Alles aufgezeichnet, was geschehen ist, und ein künftiger schweizerischer Geschichtsforscher würde eine schlechte Geschichte der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts schreiben, wenn er nur das für wahr hielte, was in dem „Bundesblatte“ steht. Das ist aber ebenso gewiß, daß die Volkstradition plastische Gestalten liebt und auf ihre Lieblingspersönlichkeiten, die selten ganz er-

¹⁾ Tschudi I, 221—228; Kopp, „Urkunden“ II, 167, 168, 172.

funden sind, die gesammte Volksgeschichte einer Zeitperiode mit allerlei Ausschmückungen konzentriert.¹⁾

Noch gewisser beruht die Tradition von dem Bundeschwur im Rütli im Jahre 1307 auf einem wirklichen Vorkommniß, nur ist dasselbe keinesfalls der Ursprung der eidgenössischen Verbindung gewesen, die ja urkundlich nachweisbar schon seit 16 Jahren bestand. Dagegen ist es sehr wahrscheinlich, daß in dieser Zeit energischer Bedrohung der Reichsfreiheit und des Bundes öftere Zusammenkünfte von maßgebenden Männern der drei Länder, die dessen Existenz kannten, stattgefunden haben, und es hat auch nichts Auffallendes, daß eine dieser Versammlungen zu nächtlicher Zeit im Rütli abgehalten wurde und daß man sich dabei eidlich neuerdings — oder vielleicht sogar zum ersten Mal, indem die Bundesurkunde eine solche Vorschrift nicht enthält — verpflichtete, die Verbindung aufrecht zu erhalten. Es wäre im Gegentheil unerklärlich, wenn solche geheime Zusammenkünfte in der gefährdrohenden Zeit König Albrechts nicht stattgefunden hätten, oder wenn der Bund niemals durch einen Eid unter den Verschworenen sollte gefestigt worden sein. Ganz natürlich aber ist es, daß dann diese lebensvolle Scene eines feierlichen Bundeschwurs unter freiem nächtlichem Himmel, in der Form einer Landsgemeinde, welcher vielleicht sogar eine ungewöhnlich starke Zahl von Verschworenen beimohnten, die erst durch diesen Schwur zu „Eidgenossen“ im damaligen Sinne des Wortes wurden, den sehr viel einfacheren Vorgang von 1291

¹⁾ In weniger als 600 Jahren, wenn die Welt noch so lange dauert, werden in dieser Weise auch nur Kaiser Wilhelm I. und besonders Bismarck das zweite deutsche Reich geschaffen haben und die Männer von 1848, die seine geistigen Miturheber sind, denen aber ein solcher plastischer und durch Thaten gehobener Repräsentant fehlte, trotz aller vorhandenen Materialien vergessen sein. Das ist die vielfach vorkommende Ungerechtigkeit der Tradition, die immer Einen auf Kosten Vieler zu bereichern strebt, und in diesem Sinne erfordert sie eine scharfe Kontrolle. Andererseits gibt es, wie jeder Geschichtskundige weiß, viele ehrwürdige Pergamente, die sogar absichtliche Unwahrheiten enthalten, und darf man überhaupt die geschichtliche Wahrheit niemals bloß auf Brief und Siegel basiren wollen.

in der späteren Erinnerung verdrängte, der wahrscheinlich in irgend einem Zimmer unter wenigen Anwesenden und ohne besondere Feierlichkeit sich begab und den daher auch unseres Wissens ein heutiger Künstler zum allerersten Male zu versinnbildlichen versucht.

Mit dem gewaltigen Tode des Königs am 1. Mai 1308. zu Windisch hörte jedenfalls der unmittelbare Druck auf, und es mag der geschichtliche Kern der Tradition von der Vertreibung der Vögte sich auf innere Unruhen reduzieren, welche vielleicht zu dieser Zeit und auf Grund dieser Nachricht vorgekommen sind. Jedenfalls anerkannte nun der noch im November des gleichen Jahres gewählte neue König, Heinrich von Luxemburg, zum ersten Male auch die Reichsfreiheit von Unterwalden, gleich derjenigen der andern Länder¹⁾ ebenso die einheimische Gerichtsbarkeit, welche die Eidgenossen bereits eigenmächtig in ihrem Bunde eingeführt hatten, und gab ihnen auch zum ersten Male einen gemeinsamen und ihnen offenbar genehmen Richter, den schon früher genannten Minnesänger Werner von Homberg, Nachbarn der Schwyzer im Wäggethal und in der March.²⁾ Die Waldstätte betrachteten daher nachmals stets den König Heinrich als den eigentlichen Begründer ihrer gemeinsamen, eidgenössischen Reichsfreiheit und verfehlten nicht, in den Friedensschlüssen mit den Herzogen von Oesterreich denselben nur die Rechte anzuerkennen, die sie „by Keiser Heinrichs ziten nussen“,³⁾ woraus zuverlässig hervorgeht, daß sie selbst bis dahin namentlich die Unterwaldner Reichsfreiheit nicht für gesichert hielten.⁴⁾

¹⁾ Zu Konstanz, 3. Juni 1309. E. A. I, 3.

²⁾ E. A. I, 388; Ropp, „Urkunden“ I, 102, 103, 107; Bächtold, Literaturgeschichte I, 160. Er war der Zweitletzte seines Hauses, der Letzte starb in kindlichem Alter.

³⁾ Ropp, „Urkunden“ I, 108; E. A. I, 245.

⁴⁾ Im gleichen Jahre 1309 knüpfen die Urner die erste Verbindung mit dem nicht zu ihnen gehörigen Ursernthale an, das sie dann ein Jahrhundert später (1410) in ihr förmliches Landrecht aufnahmen. Ropp, „Urkunden“ I, 108, 120; E. A. I, 128.

Uebrigens starb, wie Albrecht von Oesterreich, so auch Heinrich von Luxemburg zu rechter Zeit für die Eidgenossenschaft, bereits am 24. August 1313 in Italien, wo er in dem berühmten Campo santo von Pisa begraben liegt. Denn auch die österreichischen Herzoge hatten von ihm ein Versprechen in Händen, ihre Rechte in den Waldstätten durch zwei kaiserliche Kommissarien untersuchen zu lassen, eine Prüfung, welche nach dem Tode Heinrichs trotz allen Bemühungen der Herzoge nicht mehr zu Stande kam.¹⁾

Die erste Anerkennung des eidg. Bundes seitens Oesterreichs erfolgte nach und infolge der Schlacht am Morgarten und damit war zugleich verknüpft die erste Verfassungsrevision im heutigen Sinne, nämlich die Umwandlung des geheimen, lateinischen Bundes von 1291 in eine öffentliche und für alle Landesbewohner unbedingt verbindliche deutsche Urkunde, den in der nachmaligen eidgenössischen Geschichte viel bekannteren „Dreiländerbrief“ vom 9. Dezember 1315; ebenso die erste Eroberung der Eidgenossen, mit welcher die lange Reihe von Gebiets-erwerbungen auf Kosten Oesterreichs beginnt, die des österreichischen Hofes Urth.²⁾ Der eigentliche Grund zu der Bundesrevision, die sonst vielleicht die einfachere Form einer Verdeutschung der Urkunde von 1291 angenommen hätte, waren offenbar zwei Zusatzbestimmungen. In der einen derselben wird alle äußere Politik nun ausdrücklich als ausschließliche Bundesache erklärt, dergestalt, daß kein einzelnes Land ohne Wissen und Willen der andern beiden mit Auswärtigen sich in irgendwelche politische Verhandlungen einlassen oder gar „sich beherrschen“ darf, mit An-

¹⁾ Kopp, „Urkunden“ II, 186, 187 und E. A, pag. 3.

²⁾ Auch der erste feindliche Zusammenstoß mit Luzern, Zürich und Bern, dessen Reichsvogt Otto von Straßberg über den Brünig her die Länder angreifen sollte. Von Zürich haben jedenfalls Kontingente an der Schlacht von Morgarten selbst theilgenommen. Der geschlagene Herzog kam nach der Schlacht nach Winterthur, worüber die Erzählung eines Augenzeugen, des Franziskaners Johannes von Winterthur (Vitoduranus) noch vorhanden ist.

drohung einer Landesacht (einer förmlichen Nachahmung der Reichsacht) gegen alle Diejenigen, welche den Bundesinteressen gegenüber sich feindlich verhalten. Durch die andere, die noch direkter gegen Oesterreich gerichtet ist, wurden auch alle grundherrlichen Dienstverhältnisse für den Fall provisorisch aufgehoben, daß die Grundherren die Länder „mit gewalt angrifen oder unrechter dinge genöten“ wollten, und zwar für so lange, als die Grundherren „mit den ländern ungerichtet sind“. Damit war die Art auch an die privatrechtlichen Rechte des Hauses Oesterreich gelegt und die Unvereinbarkeit einer Anhänglichkeit an dasselbe mit dem eidgenössischen Staatsrecht klar gestellt.¹⁾ Die österreichische Grundherrlichkeit hatte fortan, weit entfernt, sich zur anerkannten staatsrechtlichen Landeshoheit ausbilden zu können, nur noch die Wahl, sich in diesen nun offen bestehenden Bund einzufügen, ähnlich wie es die Grundherren des grauen Bundes in Rhätien unter dem Ahorn zu Truns (gewiß auch nicht ganz freiwillig) thaten, oder das Schwert entscheiden zu lassen, was denn auch 71 Jahre später bei Sempach und definitiv im Schwabenkrieg geschehen ist. Die berühmte Ansprache Kaiser Maximilians an die Reichsstände vom 11. April 1499²⁾ ist nur ein spätes, aber gewiß ganz getreues Abbild der Auffassung, welche die österreichischen Herzoge im Jahre 1315 von der eidgenössischen Verbindung hatten. Dieser Auffassung folgen mitunter sogar noch neuere Geschichtsschreiber, die es stets begreifen, wenn ein thatkräftiges Herrscherhaus mit allen Mitteln, welche Klugheit und Macht an die Hand geben, seine Rechte zu erweitern strebt, nicht aber, wenn ein Volk sich solcher, keineswegs für Alle von Gott verordneten Herrschaft nöthigenfalls auch mit aller Kraft erwehrt.

¹⁾ Von dieser zweiten Bundesverfassung, die laut dem Schwyzer Briefe „ze Brunnen“ gegeben ward, befinden sich auch Exemplare in den Unterwalden'schen Archiven, welche als Ort der Errichtung „ze Ure“ und die Jahreszahl 1316 enthalten, muthmaßlich also spätere Ausfertigungen sind. Der Name „Eidgenossen“ erscheint nunmehr in diesen deutschen Urkunden.

²⁾ Anshelm II, 175.

Die Urkunde von 1291 aber wurde nun offenbar als durch diesen neuen Bund erledigt und erloschen angesehen und verschwand als ein Präliminarvertrag aus einer glücklich überwundenen Zeit im Hintergrund der Archive. Nun erst wurde es wahr, was eine Strophe des alten Tellenliedes singt:

„Sie schwuorend all einen trümen pund,
Die jungen und ouch die alten;
Gott laß si lang in êren stan
Sürbashin, als noch bishar,
So welln wir's Gott lan walten.“

Der Friede — oder nach unserm heutigen Verstande der Waffenstillstand — mit Oesterreich wurde am 19. Juli 1318 mit den „Amtleuten und Pflegern“ der Herzoge, Heinrich von Griefenberg, Rudolf von Narburg und Hartmann von Ruoda, bis zum Mai 1319 vereinbart, nachher aber mehrfach, bis zum 15. August 1323 verlängert. Die Herzoge mußten sich darin gefallen lassen, daß nicht allein Länder, die sie als ihnen unterthänig betrachteten, als selbständige Macht mit ihnen verhandelten, sondern ihnen sogar nur „ir hōse, die in unsern landen gelegen sind, die si nussen bj keiser Heinriches ziten“ anerkannten, also deutlich nur den privatrechtlichen Besitz, wie er nach der Erlangung der Reichsfreiheit auch für Unterwalden noch bestand. Die Länder bedangen sich ferner darin freien Handel während der Dauer des Waffenstillstandes nach Luzern, Zug, Negeri, Glarus, Wesen und bis Interlaken aus. Die Herzoge durften sie in dieser Zeit weder vor geistliche noch weltliche Gerichte ziehen, und es mußte demgemäß auch im folgenden Jahre der Abt von Einsiedeln, auf Geheiß seines Vogtes Leopold von Oesterreich, Frieden mit den Schwyzern und ihren Verbündeten schließen und eine (im Uebrigen unbekannte) päpstliche Bannbulle, die er sich, wie es scheint, noch im Jahre 1318 gegen sie verschafft hatte, rückgängig machen (E. A. I, 244, 12).

Neben diesem Waffenstillstand geht unmittelbar her ein rechtlicher Vorgang, dessen volle Bedeutung für die damaligen Verhältnisse durch die Geschichte noch nicht recht aufgeklärt

ist.¹⁾ Kaiser Ludwig der Bayer hatte anläßlich seines Thronstreites mit Friedrich dem Schönen von Oesterreich, der die erste äußere Veranlassung zu dem Ausbruche des Morgartenkrieges gewesen war, nicht allein die Reichsfreiheit der drei Länder, als seiner natürlichen Anhänger zuerst thatsächlich und nachmals in verschiedenen ausdrücklichen Privilegienbriefen anerkannt (E. N. I, 15), sondern, wahrscheinlich im Sinne einer Kriegsmaßregel, durch zwei Urkunden, die eine gegeben vor der Stadt Herrieden in Franken am 26. März 1316, die andere zu Frankfurt den 5. Mai 1324²⁾, die Herzoge von Oesterreich auch aller ihrer hof- und grundherrlichen Rechte in den drei Ländern verlustig erklärt und diese Maßregel auf ihre dortigen Anhänger und andere nicht genannte Reichsfeinde ausgedehnt. Offenbar sollten diese Dienstbarkeitspflichten nicht zu Gunsten der Verpflichteten, im Sinne etwa einer modernen Grunddienstbarkeitenablösung, aufgehoben werden, sondern (wie Tschudi es ausdrücklich erklärt) fortan dem Reiche, an der Herzoge Statt, geleistet werden. Es bleibt jedoch ganz unklar, ob das Reich sie jemals empfing, beziehungsweise in welcher Rechtsstellung die zahlreichen österreichischen Hörigen und Lehensleute in den Ländern verblieben sind. Einzig so viel erhellt aus einer Urkunde bei Kopp (Urk. I, 162), daß auch Kaiser Ludwig vielleicht frühzeitig genug für die Länder starb, bevor eine ausgedehnte Restitution zu Gunsten der Herzoge erfolgen konnte, die muthmaßlich bereits verabredet war.³⁾ Gleichzeitig ergibt sich aus einer Urkunde

¹⁾ Namentlich, weil der zweite kaiserliche Spruch nach dem Waffenstillstand und seinen Verlängerungen datirt.

²⁾ E. N. I, 7. 14 und Tschudi I, 277 und 300.

³⁾ Bei der Ausöhnung Ludwigs mit den Herzogen und ihrer neuen Belehnung zu München am 5. Mai 1331 wird zwar ihrer Rechte in den drei Ländern nicht erwähnt, doch ist ein verdächtiger Passus dabei, der auf gewisse Verabredungen schließen läßt. Den Herzogen werden neu verliehen: *«ducatus Austriae et Stiriae ac dominia Carniole, Marchie ac Portusnaonis, nec non comitatus ac dominia et omnia jura feodalia quocunque censeantur nomine, quos vel que dicti duces ac progenitores ipsorum hactenus ab imperio tenuerunt et possederant in Suevia, in Alsatia et alibi.»*

von Bar sur Aube vom 27. Juli 1324 (E. A. I, 14), daß die Herzoge immerfort entschlossen waren, zwar nicht die Reichsfreiheit von Uri, die ihr Ahnherr selbst anerkannt hatte, wohl aber die von Schwyz und Unterwalden zu bekämpfen, indem ihnen dort Karl IV., König von Frankreich, verspricht, sie, wenn er mit österreichischer Hilfe römischer König werde, „in dem Besiz der Landschaften Schwyz und Unterwalden zu handhaben“. Es ist dieß die erste Berührung der schweizerischen Eidgenossenschaft mit dem Staate Frankreich.

Der staatsrechtliche Abschluß in der Geschichte der Erwerbung der Reichsfreiheit durch die drei Länder, welche die nothwendige Basis jeder eigenen Staatsgeschichte bildete, ist ein merkwürdiger Huldigungsakt, wonach die drei Länder, als eine nun zu Recht bestehende staatsrechtliche Gemeinschaft, dem Grafen Johann von Narberg, ihrem Reichsvogt, zu Händen des deutschen Reichs, nur mit dem ausdrücklichen Vorbehalt der in ihrem Bundesbriefe enthaltenen Rechte und Freiheiten huldigen, so daß fortan die Anerkennung des Bundes und dieser Freiheiten durch das Reich die förmliche Bedingung bildet, unter welcher die Eidgenossen ihrerseits die Zugehörigkeit zu dem Reichsverbande anerkennen. Es ist dieß die vom Reiche ausdrücklich acceptirte Erklärung ihrer Landesjouveränität im damaligen Sinne, das wichtigste Aktenstück unserer ältesten Geschichte, dem gegenüber von einer Bestreitung der Legitimität in dem Ursprunge der schweizerischen Eidgenossenschaft auf keinen Fall mehr die Rede sein kann. Es lautet wie folgt:

„Beggenried ¹⁾, 7. Oktober 1323.

„Wir Graf Jo. von Narberg, Herre zu Valensis und Cantvogt ze Underwalden, ze Swiz vnd ze Vren tun kunt Allen

¹⁾ Damit bekommt auch Unterwalden seinen örtlichen Antheil an der Gründung der Eidgenossenschaft. Die Anerkennung derselben seitens des deutschen Reiches und die erste bekannte Tagsatzung fanden zu Beggenried statt. Tschudi I, 299, sagt zwar, es hätten drei Ausfertigungen obiger Urkunde bestanden.

dien, die disen Brif sehen older hören lesen, das vorgeschriben Waltstette vnz an vnserz hoherbornen Herren Künig Luduiges stat gumeilich huldu han getan, und gesworn ze des Riche handen mit dien gedingen vnd mit dem rechte alz si ie da her Kungen und Keisern hant getan, ieklicher in dien Lendern nach sinem recte. Vnd mit solichen gedingen han wir den eit von innen genomen, das si unser herre der Künig dem heiligen Riche behaben sol, noch von dem Riche nimer sol den keinen Weg verlazen. Wer aber, des wir gotte nicht getruwen, das si dekeinen (weg von dem) Riche wurden verlassen, das sol dien vorgeschribenen Waltstetten an ir eit (nit gan noch rüren keinen weg). Wir vergehen ouch, das si mit dien gedingen (huldu hant getan), (das si) von ir Lendern nieman sol vur tegedingen an keinen Lanttag, (noch an kein) gericht v3 ir Lendern, noch enkeinen Richter vber sie setzen wan einen (Lantman) ane geverde. Vnd das wir disen eit mit disen gedingen an des Riches (stat) han emphangen, dar vmbe so geben wir unser Ingesigel an disen offennen brief zeinem geweren vrkunde alles des hie vorgeschriben stat. Der wart gegeben ze Beggenriet an dem nechsten vritage nach sant Leodegarien tage, in dem Jare do man zalte von gottes guburte drizehnhundert Jar vnd dru vnd zwenzig Jar." (E. A., I, pag. 253.)

Dem Grafen von Narberg folgte als Reichsvogt der ganzen Eidgenossenschaft, die fortan dem Reiche gegenüber als eine staatliche Einheit auftritt, noch der Graf Albrecht von Werdenberg, der 1331/32 in dieser Stellung erscheint; dann verschwinden die besondern Reichsvögte, und die Landesobrigkeiten übernehmen selbständig ihre Funktion.¹⁾

¹⁾ Daß der Graf von Werdenberg der letzte Reichsvogt der Eidgenossenschaft gewesen ist und überhaupt wahrscheinlich nur Werner von Homberg, Johannes von Narberg und Albrecht von Werdenberg solche Reichsvögte der ganzen Eidgenossenschaft waren, ist zum ersten Male nachgewiesen im „Politischen Jahrbuch“ von 1890, pag. 351 und folgende, Aufsatz von Prof. Wechsli über „Die Beziehungen der schweiz. Eidgenossenschaft zum Reich.“

Ueber das innere staatsrechtliche Leben dieser ersten Eidgenossenschaft der drei Länder und nachmals Luzerns wissen wir wenig. Eine einzige Tagssatzung vom 24. Juli 1348 zu Beggenried (E. A., I, 26) ist aus dieser Zeit in den Abschieden verzeichnet, die in einem Grenzstreit über die Landesmarchen zwischen Uri und Schwyz 21 Schiedsrichter bestellte.¹⁾

Nur so viel ist ersichtlich, daß fortan das Haus Oesterreich seinen Anhang im Lande selbst, den es ursprünglich unter den zahlreichen ihm Verpflichteten nothwendig gehabt haben muß, einbüßte. Wenigstens zeigt keine Spur, daß von irgend einer Seite in den drei Ländern selbst eine Restitution der habsburgischen Rechte und Ansprüche angestrebt wurde, oder eine derartige Partei sich gebildet hätte, wie sie nachmals in Luzern bestand.²⁾ Die österreichischen Beziehungen verschwinden eine Zeit lang spurlos und tauchen erst nach dem Beitritt von Luzern und Zürich wieder auf, fast wie wenn den mächtigen und infolgedessen allzu vornehm-sorglosen Herzogen erst dann klar geworden wäre, daß es sich bei dieser werdenden Eidgenossenschaft nicht bloß um einen Besitzstand in den drei kleinen Ländern, sondern um die Herrschaft in den vordern Stammlanden überhaupt

¹⁾ Der Streit scheint 1350 durch Vergleich zwischen den beiden Landammännern Johannes von Attinghausen und Konrad von Iberg erledigt worden zu sein (E. A., I, 28.) Interessant ist diese Zusammenkunft der Namen der unparteiischen Boten von Ob- und Nidwalden-halber, deren „wifeste und fürnemste ratspersonen“, wie Tschudi (I, 377) sagt, wir wenigstens in dieser spätern Zeit daraus kennen lernen. Es waren für Obwalden: Heinrich von Kunwil, Konrad von Sachseln, Johannes von Zuben, Johannes von Viteringen, Werner von Rütli, Peter an der Brugga, Rudolf Ruffo; für Nidwalden: Ulrich von Wolfenschießen, der Ammann Johannes am Stein, Arnold Schwander und Gottfried Moser.

²⁾ Auch die einheimischen Adelsgeschlechter scheinen alle auf Seite der Eidgenossenschaft gestanden zu haben (E. A., I, 26). Zwei Urkunden über einen Vergleich mit der Herrschaft Windegg und dem Grafen von Homberg (E. A., I, 8 und 10) von 1316 und 1318 betreffen keine Einheimischen und sind wohl Nachklänge des Morgartenkrieges.

handle.¹⁾ Umgekehrt waren offenbar die Eidgenossen sehr rührig in der Anknüpfung von Verbindungen, und die „Eidg. Abschiede“ (I, 9–16) enthalten eine ganze Reihe von solchen Beziehungen, wodurch sie offenbar trachteten, für den Fall einer künftigen Verwicklung mit Oesterreich sich Hilfe zu sichern, oder dem Gegner die Unterstützung, die er bisher gehabt hatte, zu entziehen. Zuerst findet sich vor „ein guter und getreuer Sriede“ mit der Stadt Thun vom 15. Nov. 1317, „auf Brünningen“ vereinbart (nachdem eine Verabredung zu einer solchen Versammlung nach „Schmalenpfad“ auf dem Brünig vom 5. November vorangegangen war), woran sich später ein eigentlicher Bund mit einer Anzahl von Gemeinden des heutigen Berner Oberlandes schloß. 1319 den 27. August schließen die Urner ebenfalls Srieden mit ihrem Nachbar, dem Abt von Dissentis, Besitzer des Urserenthales, damals einem Uttinghausen. 1323 folgt ein dreijähriger Bund der Eidgenossen mit Glarus und im gleichen Jahre die bekannte erste Verbindung mit Bern. 1327 treten hierauf die Eidgenossen einem großen Bunde gegen Oesterreich bei, den Zürich und Bern mit den deutschen Städten Mainz, Worms, Speyer, Straßburg, Basel, Sreiburg i. B., Konstanz, Ueberlingen, Lindau und dem Grafen Eberhard von Kyburg eingeleitet hatten (E. A., I, 14 und 399), unter Vorbehalt monatlicher Absage des noch bestehenden Waffenstillstandes. Im gleichen Jahre machen sie einen selbständigen „Bund und Dienstvertrag“ auf 16 Jahre mit dem nämlichen Grafen von Kyburg, der bisher ihr Gegner und ein eifriger Anhänger Oesterreichs gewesen war, nachher übrigens auch wieder zu demselben zurückfiel. Auch mit seinem Schwager Albrecht von Werdenberg, der in dem heutigen Graubündner Oberlande begütert war, und den dortigen Sreiherrn von Belmont und Montalt wurde 1339 ein Vergleich über alle Streitig-

¹⁾ In den Abschieden kommt aus dieser Zeit außer dem schon erwähnten französischen Vertrag nur noch ein solcher von 1318 mit dem Walliser Sreiherrn Johann von Thurn vor, der gegen die Waldstätte gerichtet ist (E. A., I, 10).

keiten abgeschlossen (Tschudi, I, 362). Der letzte der eidgenössischen Staatsverträge in der Zwischenzeit, welche dem Luzerner Bund vorangeht, ist ein Friedensvertrag zwischen dem Landammann von Attinghausen von Uri, Namens der Eidgenossen und ihrer Freunde von Urseren und Zürich, mit Sranchino Rusca, Generalvikar von Como, Namens des Livinen und des Eschenthales vom 12. August 1331 (E. A., I, 16), der die Einleitung zu den späteren Erwerbungen jenseits der Gebirge und zugleich die erste offizielle Erwähnung der Gotthardstraße enthält, zu deren Unterhalt und Schirm sich beide Theile, jeder bis zu der St. Gotthardkapelle auf der Paßhöhe, verbinden.

Das bei Weitem wichtigste Ereigniß der ersten Bundesperiode aber, sowohl politisch als staatsrechtlich, war die Aufnahme des österreichischen Waffenplazes und Eingangsthores zu den Waldstätten, der Stadt Luzern, in den Bund, ein kühner Schritt, mit welchem die Eidgenossenschaft die Sehde auf Leben und Tod gegen Oesterreich und zugleich eine nun nicht leicht mehr zu begrenzende Expansion ihres Bundes in weiter abliegende Gebiete. sozusagen in ihr Staatsprogramm aufnahm. Wenn es wahr ist, daß das Schicksal der Staaten meistens von irgend einer momentanen Entschließung ihrer Leiter abhängt, so ist es der 7. November 1332 gewesen, welcher mehr als jeder andere Tag das Geschick der Eidgenossenschaft entschieden hat. Für die staatsrechtliche Entwicklung der Eidgenossenschaft war das Bündniß mit Luzern, welches nicht allein gegen den Willen der österreichischen Herrschaft, unter der die Stadt seit 1291 stand, sondern ohne Zweifel auch gegen den Willen eines zahlreichen Bestandtheiles ihrer eigenen Bürgerschaft abgeschlossen wurde, insofern bedeutsam, als die als fortbestehend erklärten Herrschaftsrechte von Oesterreich, mit Bezug auf welche die Eidgenossen sogar nicht einmal eine Verantwortlichkeit übernehmen wollten, die Aufnahme von Luzern in die bereits bestehende Bundesverfassung erschwerten. Es entstand daraus das später charakteristische Bundesverhältniß mit verschieden lautenden Bundesbriefen und ungleicher Rechtsstellung der einzelnen Glieder, anfänglich mehr

ein Protektorat des eigentlichen Bundes gegenüber einem in der Form der spätern „zugewandten Orte“ aggregirten Gebiete, das sich nicht zur vollkommenen Einverleibung eignete¹⁾. Damit wurde die Ausbildung der Eidgenossenschaft zu einem Bundesstaate unmöglich, und von diesem Punkte ab beginnt der bloße Staatenbund als wahrscheinliche Gesamtstaatsform der Zukunft sichtbar zu werden. Die ursprüngliche Bundesurkunde besteht übrigens nicht mehr. Eine zum Theil eigenhändige Notiz des Kaisers Friedrich III. am Rande einer in Wien befindlichen Aufzeichnung über diese Verhältnisse sagt, daß die Waldstätte „nebst Zürich so vil zugericht und zugewogen bracht haben“, daß Luzern „und Zug“ sich mit ihnen verbündeten, und versetzt diesen Vorgang in das Jahr 1331.²⁾

Auch noch ein anderer, damit in Verbindung stehender Vorgang enthält erste Keime zu der nachmaligen mangelhaften Ausbildung des eidgenössischen Bundesstaatsrechts. Mit Luzern gleichzeitig wurden in die eidgenössische Verbindung aufgenommen die beiden österreichischen Orte Gersau und Mäggis am Vierwaldstättersee, so daß der Bund von 1332 ab aus sechs Gliedern bestand. Mäggis wurde jedoch im Jahre 1380 trotz seines Bundesbriefes, den es noch im Jahre 1359, wie Gersau, feierlich zugefertigt erhielt, von Luzern mittelst Ankaufs von noch bestehenden, von Oesterreich f. Z. verpfändeten³⁾ Vogteirechten zum Unterthan herabgedrückt und von der Eidgenossenschaft nicht geschützt, Gersau seiner Unbedeutendheit wegen formell nie als selbständiges Glied der Eidgenossenschaft gezählt. Es entstanden dadurch also Bundesglieder von unbestimmter konstitutioneller Stellung im Bund, und zugleich trat in der Mäggißer Frage zum ersten Male der Geist regierender Städte und der in unserer Ver-

¹⁾ Das wurde dann bei Glarus nachgeahmt.

²⁾ E. A. I, 17. 256. Im Jahre 1454 fanden längere Verhandlungen mit Luzern über Abänderung des alten Briefes statt (E. A. II, 267. 269. 271).

³⁾ Kaufbrief zwischen Domherr Jmer von Ramstein in Basel und Schultheiß von Gundoldingen in Luzern um 70 Florentiner Gulden, bei Tschudi I, 499. Der Bundesbrief von Gersau und Mäggis: E. A. I, 297. 298.

bindung ebenso bekannte Geist des politischen Opportunismus auf, welcher die Schwachen bei ihrem Rechte nicht immer schützt und den Mächtigen nicht immer zu widerstehen vermag.¹⁾

Gleichzeitig beginnt mit der Einverleibung Luzerns eine ganze Reihe von stets ungünstigen Schiedssprüchen gegenüber dem durch diesen Eingriff in sein unzweifelhaftes Rechtsgebiet erbitterten und aufgeschreckten Oesterreich, welche in ihrer Gesamtheit einen Bestandtheil unserer ältesten Geschichte bilden, in welchem ebenfalls mehr die Politik, als das strenge Recht zur Anwendung gelangte.

Die nächste Folge des Luzerner Protektorats war ein mächtiges, von den Herzogen Otto und Albrecht bestätigtes vorderösterreichisches Gegenbündniß, den 20. Juli 1333 zu Baden abgeschlossen, welchem der größte Theil der Städte und Landschaften der heutigen deutschen Schweiz angehörte.²⁾ Im Zusammenhang damit stand offenbar die urkundlich nicht einmal ihrer Zeit nach festgestellte Verschwörung der österreichischen Partei in Luzern selbst, welche die „Mordnacht von Luzern“ genannt wird. Tschudi sagt darüber sehr charakteristisch für alle Zeiten, es seien diese Verschworenen „fürnemme Personen großer Geschlechter“ gewesen, „denen noch stät ihr Gemüt zuo der Herrschaft von Oesterrich stand und den Pundt mit den Waldstetten gern abgethan hettend, dann si vil Güter und richliche Lehen in der Herrschaft Lant ligen hattend. Deßhalb si understuondend ze praktiziren, die

¹⁾ E. A. I, 180, 297; II, 82; Ropp, „Urkunden“ I, 165; Tschudi, I. 451, 499; Luzerner Rathsbuch Nr. 4, Sol. 155. Die konstitutionelle Frage, ob ein Verbündeter durch einen andern zum Unterthan gemacht werden könne, fand später im 17. Jahrhundert ihre weitere Erörterung bei dem sog. Bieler Tausch, als Bern die bischöflichen Rechte über Biel gekauft hatte und die Politik Luzerns gegen Mäggis nachahmen wollte.

²⁾ Tschudi I, 328—332; E. A. I, 17. Unter anderen: Basel, Zürich, Bern, Sreiburg, Solothurn, St. Gallen, Schaffhausen, Frauenfeld, Rheinfelden, Winterthur, Dießenhofen, Zug, Bremgarten, Sursee, Sempach, Baden, Brugg, Mellingen, Lenzburg, Aarau, Zofingen, Aargau, Thurgau, Glarus, Neuenburg.

gemeinen Bürger zu überreden, si der Herrschaft wieder zu untergeben, gabend für, daß der Schaden und Nachtheil, als sie wider die dñ Waldstetten gekriegt, vil ringer gewesen, denn der groß Schaden, den sie jez von des Pundts wegen erliden müßend, wann inen sig feiler Rouff abgeschlagen in der Herrschaft Lant, ouch ire Güter entwert, da si vilnach alle ihre Nahrung uß der Herrschaft Landen haben müßind." Das Klasseninteresse, das in erster Linie berechnet, wo der Vorthail für die Klasse, nicht für das Gemeinwesen, liegt, und die Einwirkung auf den gemeinen Mann mit den Argumenten des täglichen Wohlbefindens suchten sich hier, in bemerkbarer Weise zum ersten Male, gegen die politischen Interessen der Eidgenossenschaft geltend zu machen, doch „die Gemeind mit der Merteil was vest und unbeweglich." Möge sie es jederzeit bleiben, von welcher Seite die Versuchung an sie herantritt.

Die aristokratischen Verräther, die um Verzeihung baten, wurden auf Empfehlung der Waldstätte am Leben verschont, aber schwerlich ganz gebessert, indem noch 1343, 25. Juli und 16. November, zwei Stadtverordnungen erlassen werden, wonach alle Diejenigen, welche den eidgenössischen Bund zu trennen streben, Leib und Gut verlieren sollen¹⁾. In der Folge sind vielmehr in den Städtkantonen der Eidgenossenschaft Nachkommen ihrer politischen Widersacher zu Ansehen gelangt und haben die Demokratie auf lange Zeit hinaus unterdrückt, welche den Staat gegen den Willen ihrer Vorfahren gegründet hatte.

Die äußere Sehde mit dem österreichischen Gegenbunde erlosch, nach zwei für die Waldstätte und Luzern unglücklichen Gefechten, die wahrscheinlich bei Buonas und Rothenburg stattfanden, durch den ersten der oben erwähnten Schiedsprüche, erlassen von neun Bürgern der Städte Basel, Bern und Zürich, die dem Gegenbunde angehörten, wonach den Herzogen von Oesterreich ihre Rechte auf Luzern anerkannt, in Betreff der

¹⁾ Altes Luzerner Stadtbuch, Sol. 12 a und b, und Ropp, „Urkunden“ I, 180.

Eidgenossenschaft Luzerns aber, mit vielleicht absichtlicher Unklarheit, gesagt wurde, was dieserhalb, „sit dirre Krieg anvieng“, geschehen sei, „daz das alles abe sin“ solle.¹⁾

Das hatte die natürliche Folge, daß die Sache blieb, wie sie war, indem Luzern, unterstützt durch die Eidgenossen und auf den Buchstaben des Spruches sich stützend, behauptete, der Bund, welcher ohnehin bereits die österreichischen Rechte vorbehalte, sei nicht seit Anfang des Krieges geschlossen worden, sondern vorher, während Oesterreich meinte, gerade dieser Bund, der, ohne seine Zustimmung geschlossen, die wahre Ursache des Streites und mit der unbedingten Herrschaft Oesterreichs über Luzern überhaupt nicht verträglich sei, müsse vor Allem beseitigt werden.

Somit war die letzte Zeit der ersten Bundesperiode durch dieses Verhältniß zu Luzern eine sehr bewegte, beständig Krieg drohende geworden. Es fallen in sie auch noch der bekannte Zug der Waldstätte im Laupenkrieg von 1339, die Erneuerung des Bundes mit Bern von 1341, ein Rachezug der Obwaldner über den Brünig gegen das Kloster Interlaken wegen der Angriffe von dorthier im Morgartenkrieg und ein bereits erwähntes Bündniß mit den Unterthanen desselben von 1349, das jedoch auf Verlangen von Bern wieder aufgehoben werden mußte, sowie einige Vereinbarungen und Vertragserneuerungen von Luzern mit Zürich und der Eidgenossen mit den Herren des graubündnerischen Oberlands und dem Vogt des Blenio-Thales.

Welche innere Bundesregierung aber die Eidgenossenschaft während dieser ganzen Periode gehabt und wie sich das innere Bundesstaatsrecht während derselben ausgebildet habe, darüber fehlt jeder bedeutendere Anhaltspunkt. Einzig ist einerseits aus öftern Spuren einer Stellungnahme der einzelnen Länder gegen ihre Klöster, wie aus der unzweifelhaft sehr klugen und energischen Politik nach Außen ersichtlich, daß damals zwar in den ein-

¹⁾ E. A. I, 258, 18. Juni 1336.

zelnen Ständen ein Zug scharfer Betonung der Staatshoheit hinsichtlich der inneren Verhältnisse bestand, im Allgemeinen aber, wie in allen guten Zeiten der Eidgenossenschaft, das Gesamtstaatsinteresse weitaus in erster Linie stand und einer energischen Leitung anvertraut war.

Wenn schließlich auch noch bei Anlaß dieser Erinnerungsfeier davon gesprochen werden sollte, wer bei der Gründung der Eidgenossenschaft im Rechte gewesen sei, ob das Haus Oesterreich, oder die drei Waldstätte, so erscheint uns eine solche Frage als gänzlich unhistorisch, auch wenn nicht zuletzt die «ultima ratio» des Schwertes bei Sempach und im Schwabenkriege darüber entschieden hätte. Denn die drei Waldstätte hatten jedenfalls ein ebenso gutes Recht, nach der Reichsfreiheit zu streben, als das Haus Habsburg nach fürstlicher Landeshoheit. Dieselbe entstand in damaliger Zeit überall da, wo sie jetzt noch besteht, auch nur aus einem Amte, mittelst einer Art von Usurpation der Inhaber, wie sie in jeder solchen Uebergangszeit, in der alte Rechtsverhältnisse sich auflösen und neue in der Bildung begriffen sind, vorläufig den rechtmäßigen Titel festbegründeter Herrschaft ersetzt. Aus dieser vollen Auflösung der karolingischen Rechtsordnung konnten aber durch eine solche Besitzergreifung auch freie Volksgenossenschaften entstehen, insofern sie die Kraft besaßen, ein würdiges, lebensfähiges Staatswesen aufzurichten, und es ist ein von vornherein unzulässiger Standpunkt, von einer Empörung gegen eine legitime Landesregierung zu sprechen, die in der damaligen Zeit noch nicht bestand, wohl aber im Verlaufe des nächsten Menschenalters entstanden wäre, wenn nicht die thatkräftigen Männer von Uri, Schwyz und Unterwalden diesen Entwicklungsprozeß noch zu rechter Zeit gehemmt hätten. Das allein ist der wahre Inhalt unserer ältesten Bundesgeschichte.

Den nachdenklich frommen Sinn der Eidgenossen, welcher neben aller in ihren politischen Handlungen stark hervortretenden Lebensklugheit dennoch bestand und bis auf den heutigen Tag

ein nicht zu unterschätzendes Merkmal unserer Bevölkerung bildet, drückt am besten das spätere, allbekannte Volkswort aus: „Als Demuth weint' und Hochmuth lacht', da ward der Schweizerbund gemacht". Es sind stets die äußerlich schweren Zeiten gewesen, welche der Eidgenossenschaft wahres Heil gebracht haben. Tapferkeit und Klugheit in der Gefahr und richtige Erkenntniß des eigenen und des fremden Vermögens hat ihr dann oft schützend zur Seite gestanden, Gerechtigkeit, Weisheit, Demuth, Mäßigung und Konsequenz im andauernden ruhigen Glücksstand ihr meistens gefehlt.

Daraus konnte ein zeitweise berühmtes und in seiner Art großartiges, aber nicht ein großes Staatswesen entstehen.

III.

Seit dem Eintritt der Stadt Zürich in den Bund, am 1. Mai 1351, neigte sich die Wage zu Gunsten des „Staatenbundes“, der fortan bis zum Ende der alten Eidgenossenschaft die Staatsform derselben geblieben ist. Die erste Ursache hievon war nicht sowohl eine theoretische Abwägung der Vortheile beider Bundesformen, wie man sie überhaupt nicht in jene Zeit verlegen darf, sondern der Wunsch der Regierung dieser Stadt, in ihrer weitverzweigten Politik freiere Hand zu behalten, als dieß in einem geschlossenen Bundesstaat für ein einzelnes Glied desselben möglich ist. Zum ersten Male erscheint daher in diesem Bundesbriefe die von dem bisherigen Bundesrecht abweichende Formel: „ouch haben wir gmeinlich unselben usbehept und berett: were das wir samend oder unser stett und lender keines bisunder uns ienderthin gen herren oder gen stetten fürbas besorgen oder verpinden wöltint, das mugen wir wol tuon, also das wir doch diß buntniß vor allen bunden, die wir hienach nemen wurdint, gen einander ewenklich stet und vest haben sullen.“ (E. U. I, 280.)

Diese „Zürcher Klausel“, welche nachmals von Bern nachgeahmt worden ist, die erste Gestattung von Sonderbündnissen in unserer Verfassung, hat den engeren Zusammenschluß der Eidgenossenschaft unmöglich gemacht, wie denn auch durch den Beitritt von Zürich der bestimmte Gegensatz von Städten und Ländern

entstanden ist, welcher vor dem Eintritt der Glaubensstrennung die wichtigste „tiefere Differenz“ im eidgenössischen Leben bildete.¹⁾ Es ist auch aus dem noch im Zürcher Staatsarchiv liegenden Entwürfe eines beinahe gleichlautenden Bundes mit Oesterreich, gegen die Eidgenossenschaft, vom 4. August 1350²⁾ ersichtlich, daß der Bürgermeister Brun zwischen diesen beiden Bündnissen schwankte, mit denen er seine neue Staatsverfassung zu befestigen gedachte, und der spätere Verlauf macht es nicht unwahrscheinlich, daß er, nach Art solcher feinen Köpfe, eine Verbindung mit beiden Theilen für möglich hielt.

Im Uebrigen ist das Bemerkenswertheste in dem Zürcher Bundesbrief, der nun fortan den vorherrschenden Typus der eidgenössischen Bünde bildet, daß ein gewisser natürlicher Machtbereich, — eine Interessensphäre würde man es heute nennen, — festgestellt wird, der über den vorläufigen Besitz der Verbündeten hinausreicht, innerhalb welchem sie sich Hilfe schuldig³⁾ sind, und daß der Bundesvertrag ausdrücklich nur einstimmig, nicht mit Mehrheit, geändert werden kann, was nunmehr (mit der singulären Ausnahme des Pfaffenbriefes) die verfassungsmäßige Regel bildet. Nicht im Bundesbrief enthalten, aber jedenfalls von Brun vorausgesetzt und von den Eidgenossen stillschweigend zugestanden

¹⁾ Luzern allein wäre dazu nicht mächtig genug gewesen. Es wäre nach und nach zwar der natürliche Haupt- und Markort der Länder, aber doch ein Mittelding zwischen Stadt und Land, wie Zug, geworden, wie es auch stets in der Militärverfassung der Eidgenossenschaft zu den Ländern gezählt wurde.

²⁾ E. N. I, 29.

³⁾ Diese Grenzen sind: „Dz ist des ersten da die Ar entspringet, das man nempt an Grimsen, vnd die Aren ab für Hasli, für Bern hin vnd jemer me ab der Ar nach unß an die statt, da die Ar in den Rin gat vnd den Rin wider vff vnß an die statt, da die Tur in den Rin gat, und dieselben Tur iemer me vff vnß an die statt da sy entspringt, vnd von dem vrsprung vnd derselben statt die Richti durch Churmalchen vff vnß an die vesti ze Ringgenberg, vnd von derselben Ringgenberg ober, enhalb dem Gotthart hin vnß vff dem Plattiuer, vnd von dannen hin vnß vff den Döisel, vnd von dem Döisel wider ober vnß an den Grimsen, da die Ar entspringt.“

war, daß die Leitung der gemeineidgenössischen äußern Politik fürderhin in die Hand dieses mächtigsten Gliedes der Eidgenossenschaft überging, woraus die faktisch unangefochtene, wiewohl niemals verbrieft Vorortsstellung desselben entstanden ist.¹⁾

Die feinere eidgenössische Diplomatie, die stets in Zürich ihre Vertreter, mit wechselndem Erfolge für die Gesamteidgenossenschaft, gehabt hat, machte sich sofort geltend in der Bestellung eines zweiten Schiedsgerichtes zur Erledigung aller bestehenden Anstände mit Oesterreich, als dessen Obmann merkwürdigerweise die Königin Agnes von Ungarn, Schwester und Tante der österreichischen Herzoge, eine, wie Tschudi sagt, „wunderbar listige und geschwinde Frau,“²⁾ bestellt wurde. Der Spruch der österreichischen Konfidenten, des Grafen Jmer von Straßberg und des Deutschordenskomthurs Peter von Stoffeln, vom 12. Oktober 1351, der zu Gunsten der landgräflichen Ansprüche Oesterreichs auch in den Waldstätten lautet, ist bekannt, derjenige der eidgenössischen, Philipp von Rien und Peter von Balm, des Schultheissen von Bern, dagegen nicht. Die Königin Agnes bestätigte natürlich sofort, d. h. noch am gleichen Tage, den ersteren³⁾, und es scheint die Absicht Bruns gewesen zu sein, dieses Urtheil vollziehbar zu machen; denn es findet sich noch heute im Züricher Staatsarchiv die Sormel einer solchen Annahmserklärung des zürcherischen Bürgermeisters und Raths Namens aller Eidgenossen. Dieselbe ist jedoch nicht datirt, und eine Bemerkung am Schluß mit gleicher Schrift und Tinte zeigt, daß vorerst Luzern und die

¹⁾ E. A. I, 260. Der ursprüngliche Zürcher Bundesbrief ist übrigens nicht mehr vorhanden. E. A. I, 263 und 278. Andere Bestandtheile des uns vorliegenden sind auch für das nachmalige Prozeßrecht und Kirchenstaatsrecht der Eidgenossenschaft vorbildlich geworden, so namentlich die das Sorum betreffenden Artikel.

²⁾ Die Königin von Ungarn ist von der Sage viel mißhandelt worden; sie als eine „Heilige“ zu preisen, haben wir indessen auch keinen Grund, sondern die politische Abneigung gegen sie ist eine völlig berechtigte.

³⁾ E. A. I, 263 ff.

Waldstätte ihre Einwilligung dazu geben sollten, worauf man vergeblich wartete ¹⁾).

Von da ab ist eine Art Trennung Zürichs von den eidgenössischen Interessen bemerkbar. Bürgermeister Brun schloß schon 1355 mit Oesterreich einen Separatfrieden, in welchem letzteres die Rückgabe aller Einkünfte in „seinen“ Waldstätten zugesichert erhielt, und im darauffolgenden Jahre ein Bündniß mit dem Herzog Albrecht auf fünf Jahre, das, trotz dem formellen Vorbehalte des eidgenössischen Bundes, gegen dessen Interesse ging ²⁾).

Unter diesen nicht sehr abgeklärten Verhältnissen traten die übrigen drei Glieder der nachmaligen Eidgenossenschaft der „acht alten Orte“ in den Bund ein, und auch die erste Bundeszeit dieser engeren Eidgenossenschaft, bis zur Schlacht von Sempach, zeigt keineswegs etwa ein Bild von gedeihlicher Sortentwicklung des Bundes und unentwegter Haltung aller seiner Glieder. Nur ein Zug echt schweizerischer Art tritt schon damals in der Verworrenheit dieser bewegten Zeit von 35 Jahren deutlich hervor, daß nämlich in der Eidgenossenschaft stets die Seder unglücklich und das Schwert glücklich ist und daß die gesunde, natürliche Volkskraft immer wieder die Spinnwebgewebe allzu feiner Politik zerreißt.

Der Krieg, den der Zürcher Bürgermeister, der bekanntlich mehr Staatsmann als Held war, fürchtete und den er wohl durch die Königsfelder Verhandlungen zu beseitigen hoffte, hatte schon vor denselben mit einer Belagerung der eidgenössischen Hauptstadt Zürich begonnen, welcher im Dezember das Treffen

¹⁾ Im Schwyzer Archiv findet sich in der That eine Kopie dieser Zürcher Erklärung, vom 27. Oktober 1351 datirt. Luzern und die Waldstätte beriefen sich wahrscheinlich für ihre Weigerung, den Schiedsspruch der Königin Agnes anzuerkennen, auf Vorbehalte, die sie schon bei Beginn des Schiedsgerichts gegenüber den Anschicksmännern Philipp von Rien, Peter von Balm und Peter von Seedorf gemacht hatten und die Oesterreich vielleicht unbekannt geblieben waren (E. A. I, 263). Ueber die ganze Schiedsgerichtsverhandlung vgl. E. A. I, 263–271.

²⁾ E. A. I, 39–41.

von Tättmühl bei Baden und im folgenden Jahre die zweite Belagerung folgte, an der neben den vorderösterreichischen Unterthanen und Verbündeten auch Kontingente der Städte Bern, Sreiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen und die Bischöfe von Chur, Basel, Konstanz und Straßburg theilnahmen. Ebenso der Graf Amadeus von Savoyen, dessen Absagebrief aus Bourg en Bresse noch bekannt ist¹⁾, der Graf Eberhard von Württemberg und der Markgraf Ludwig von Brandenburg, Sohn des ehemaligen Kaisers Ludwig. Die Eidgenossen, die ihre Hilfstruppen auch in der belagerten Stadt hatten, benutzten nun den Krieg zur Einverleibung von Glarus und Zug, welchem letztern das Bündniß als Friedensbedingung bei der Kapitulation aufgenöthigt wurde²⁾. Beide Urkunden sind übrigens nicht die ursprünglichen. Der Glarner Bund wurde nachmals, im Jahre 1450 erneuert und auf 1352 zurückdatirt³⁾; die Zuger Urkunde ist auch eine später ausgewechselte, gegenüber welcher der ursprüngliche Brief möglicherweise noch einige Vorbehalte enthielt, wie dieß auch in den Sitzungsberichten der Wiener Akademie von 1849 behauptet wird⁴⁾. Für den Glarner Bund sind im Luzerner Staatsarchiv noch drei vorangehende, weniger positive Entwürfe vorhanden, wobei Luzern inbegriffen ist, während dasselbe in dem eigentlichen Bundesbrief, unzweifelhaft wegen seiner eigenen, noch nicht ganz abgeklärten Verhältnisse zu Oesterreich fehlt. Derselbe hat wieder den Charakter des Protektorates, in noch ausgesprochenerer Weise als der Luzernerbund, indem den Glarnern kein unbedingter Beistand versprochen wird, dieselben Bündnisse nur „mit Gunst, Wissen und Willen der Eidgenossen“ schließen dürfen, Landesverräther denselben mit Leib und Gut verfallen und die Eidgenossen sich endlich unbedingt vorbehalten, den Bund ein-

¹⁾ Auch dieser heutige Nachbar tritt also, wie Oesterreich, das Reich, Frankreich und der Papst, nicht freundlich in die eidg. Geschichte ein. E. A. I, 33.

²⁾ Glarus 4. Juni 1352 (E. A. I, 273), Zug 27. Juni 1352 (E. A. I, 275).

³⁾ E. A. II, 246. 860.

⁴⁾ E. A. I, 278.

seitig „zu mindern und zu mehrer“¹⁾), während der Zuger Bund, wenigstens in seiner jetzt bestehenden Fassung, sich genau an den Zürcher Bundesbrief anlehnt.

Diese Aufnahme weiterer österreichischer Unterthanen in den Bund komplizirte noch sehr die ohnehin auf das Aeußerste gespannten Verhältnisse zu Oesterreich, das sich nun auf allen Seiten durch die Eidgenossenschaft bedroht sah, und bildet neben den älteren luzernischen Beschwerden den Hauptgegenstand von drei nach einander folgenden, schließlich immer fruchtlosen Friedensschlüssen, welche nach Inhalt und endlichem Schicksal die Sortirung der frühern beiden Schiedsgerichtsverhandlungen von 1336 und 1351 bilden.

In dem ersten, dem sog. brandenburgischen (weil von dem Markgrafen von Brandenburg vermittelten) Frieden vom 1. Sept. 1352, der aus sechs einzelnen Urkunden besteht, mit separaten Erklärungen für Luzern, Zug und Glarus²⁾), mußten Glarus und Zug die österreichische Herrschaft wieder (mit Amnestie für das Vergangene) anerkennen, ohne daß die eidgenössische Verbindung mit ausdrücklichen Worten aufgehoben worden wäre. Lediglich verpflichteten sich die Eidgenossen, sich „fürbaz“ nicht mit Land und Leuten der Herzoge zu verbünden, wogegen die Verbindung Luzerns zugestanden wird und von landgräflicher Hoheit in den Waldstätten nicht mehr die Rede ist. Von da an bis zur Schlacht von Sempach war die Stellung von Glarus und Zug zum Bunde eine zweifelhafte, ohne daß wir jedoch annehmen, daß sie jemals aufgegeben wurden. Die Zweideutigkeit des Verhältnisses, das jedenfalls seitens der Eidgenossen, außer

¹⁾ Thatsächlich wurde den Glarnern seit dem Jahre 1394 Rechtsgleichheit eingeräumt, 1408 schloß Zürich ein solches neues Bündniß mit ihnen ab (damals wahrscheinlich als einen Schachzug gegen Schwyz), sie erhielten auch Antheil an den gemeinen Herrschaften und wurden schließlich im Juli 1450 förmlich in die Rechtsgleichheit aufgenommen. E. A. I, 327. 329. 337; II, 246. 860.

²⁾ E. A. I, 279–284.

Verlag von K. J. Wyss in Bern.



Politisches Jahrbuch
der
Schweizerischen Eidgenossenschaft

herausgegeben von

Dr. Carl Hilty,

Professor des Bundesstaatsrechts an der Universität Bern.

L, II. und IV. Band brosch. à Fr. 8. — geb. à Fr 10. —
III. „ „ à „ 10. — „ à „ 13. —
V. „ „ à „ 12. — „ à „ 15. —

Unter der bewährten Leitung seines Herausgebers ist das «Politische Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft» ein **Nationalwerk** im wahren Sinne des Wortes geworden.

Die gesammte schweizerische und deutsche Presse zollt diesem hervorragenden Werke ihre ungetheilte Anerkennung; so nennt z. B. die „**Kölnische Zeitung**“ **Hilty's Politisches Jahrbuch** ein «Meisterwerk» und bezeichnet das Buch als die bedeutendste Erscheinung der Neuzeit auf dem Gebiete der politischen Literatur.

Behufs vollständiger Orientirung geben wir hier ein Inhaltsverzeichniss der bis jetzt erschienenen 5 Bände des Politischen Jahrbuches. Der VI. Band (1891) befindet sich unter der Presse und wird im Herbst 1891 erscheinen.

Das Werk findet sich in **allen Buchhandlungen** zur Einsicht vorrätzig, auch kann dasselbe vom unterzeichneten Verleger bezogen werden.

K. J. Wyss.
Verlagsbuchhandlung
Bern.

Inhaltsübersicht
der
fünf ersten Jahrgänge
des
Politischen Jahrbuchs der schweiz. Eidgenossenschaft.
Herausgegeben
von
Professor Dr. C. Hilty.

Politische Aufsätze.

	Bd.
I. Moderne Grundlagen für die Politik, vom Herausgeber	I
II. Offene Geheimnisse der Redekunst, vom Herausgeber	II
III. Vor hundert Jahren (Französische Revolution) vom Herausgeber	III
IV. Schweizerisches Wehrwesen der Gegenwart, von Major Affolter, Professor an der eidg. Kriegsschule in Zürich	I
V. Die österreichische Inkamation von 1803, mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Graubünden, von Dr. P. C. v. Planta, alt-Ständerath in Chur	II
VI. Les assurances ouvrières, par C. Bodenheimer, ancien député au Conseil des Etats suisse, rédacteur en Chef du „Journal d'Alsace“, à Strasbourg	III
VII. Ferdinand Lassalle und Thomas von Aquino, vom Herausgeber	IV
VIII. Die aristokratische Verfassung im alten Bern, von Dr. E. Blösch, Oberbibliothekar in Bern	IV
VII. Der erste eidgenössische Zolltarif vom 26. November 1813, aus dem eidg. Archiv	I
VIII. Der Offiziers-Etat der kapitulirten Dienste von 1803	I
IX. Der offizielle Rapport über die Konferenz von Lörrach vom 9. Dezember 1813, aus dem eidg. Archiv	I
X. Unterredung dreier graubündnerischer Landleute über die öffentlichen Angelegenheiten ihres Vaterlandes, 1814 (Verfasser unbekannt)	II
XI. Rückblicke auf die Jahre 1813, 1814, 1815, Memoire von Regierungsrath Fetzner, aus dem eidg. Archiv	II
XII. Denkschrift von Capo d'Istria über die Bundeseinrichtungen der Schweiz, 1814, aus dem eidg. Archiv	II
XIII. Bericht des eidgen. Obersten Finsler über die wünschenswerthen Militärgrenzen der Schweiz, 1814, aus dem eidg. Archiv (vgl. XXII)	II
XIV. Die Veltliner-Deputation am Wiener Kongress, aus den Papieren Guicciardi's, von Romegialli, mit Einleitung vom Herausgeber	II
XV. Das Oberländer-Freiheitslied, 1814, von Pfarrhelfer Roschi	II
XVI. Die Berichte des Militärbevollmächtigten der Allirten in der Schweiz, Generalmajor von Steigentesch. 1815, April bis August, aus dem k. k. österr. Staatsarchiv (bisher unbekannt)	III

XVII.	Tagebuch der Belagerungs-Operationen gegen die Festung Hünningen auf dem den eidgenössischen Truppen übergebenen rechten Rheinufer, von Ingenieur-Hauptmann Hegner, Stabsadjutant beim eidgenössischen General-Quartiermeister	Bd III
XVIII.	Bundesvertrag zwischen den XXII Kantonen der Schweiz vom 7. August 1815	III
XIX.	Auszüge aus den Memoiren der Frau Oberst Engel über ihre Kriegsdienste unter dem Konsulate und Kaiserreich.	II
XX.	Die französische Verfassung vom 24. Juni 1793	III
XXI.	Instruktionen und Vollmachten für Oberst Pictet de Rochemont, als eidg. Abgeordneten an den Pariser Congress, aus dem eidg. Archiv	IV
XXII.	Gutachten des eidg. General-Quartiermeisters Finsler vom 3. und 10. August 1815 betr. Militärgrenze, Ergänzungen zu Nr. XIII, aus dem eidg. Archiv	IV
XXIII.	Schlussbericht Pictet's über seine Pariser Mission, aus dem eidg. Archiv	IV
XXIV.	Réflexions sur le déterminisme en droit pénal, par le Dr. F. H. Mentha, professeur de droit pénal à l'Académie de Neuchâtel	IV
XXV.	Freiheit, vom Herausgeber	V
XXVI.	Die sozialen Grundgedanken im Gesetze Israels, von Dr. theol. S. Oettli, Professor der alttestamentlichen Theologie an der Universität Bern	V

Historisch-politische Darstellungen.

I.	Eidgenössische Geschichten. Erste: „Unter dem Protektorat“, vom Herausgeber	I
II.	Eidgenössische Geschichten. Zweite: „Die lange Tagsatzung“, vom Herausgeber.	II
III.	Eidgenössische Geschichten. Dritte: „Die Restauration“, erste Abtheilung, vom Herausgeber	III
IV.	Eidgenössische Geschichten. Vierte: „Die Restauration“, zweite Abtheilung, vom Herausgeber	IV
V.	La réaction de 1843 en Valais, par L. Ribordy, ancien secrétaire du Grand-Conseil, à Sion	I
VI.	Le Sonderbund en Valais 1844—1847, par L. Ribordy, ancien secrétaire du Grand-Conseil, à Sion.	II
VII.	Come rimanesse svizzero il Ticino nel 1798, da E. Motta, redattore del «Bolletino Storico», a Milano	III
VIII.	Die Beziehungen der schweiz. Eidgenossenschaft zum Reiche bis zum Schwabenkrieg, von Dr. W. Oechsli, Professor der Schweizergeschichte am eidgen. Polytechnikum in Zürich	V

Dokumentarische Beilagen.

I.	Rede des ersten Konsuls über die schweizerische Verfassung vom 12. Dezember 1802	I
II.	Acte de médiation du 30 Pluviôse XI	I
III.	Defensiv-Allianzvertrag zwischen der französischen Republik und der schweizerischen Eidgenossenschaft vom 27. September 1803	I
IV.	Die erste Militärkapitulation vom 27. September 1803	I
V.	Die zweite Militärkapitulation vom 28. März 1812	I

VI. Der Kontinentalsperrrtarif für die Schweiz vom 9. November 1810, aus dem eidg. Archiv	Bd. I
VII. Traité du 8 décembre 1862 entre la Suisse et la France concernant la vallée des Dappes	IV
VIII. Aktenstücke zur Geschichte der savoyischen Neutralität, aus dem eidg. Archiv und der Korrespondenz Pictet's, mit Einleitung des Herausgebers	IV
IX. Aktenstücke zum Turiner Vertrag, gleiche Quelle	IV
X. Auszüge aus den Verträgen über den Schutz von Genf und die Neutralisirung von Savoyen	IV
XI. Einleitung zu dem Gutachten der Kommission des (helvetischen) Grossen Rathes über den bürgerlichen Rechtsgang, aus dem helvetischen Archiv	IV
XII. Der erste ewige Bund zwischen Uri, Schwyz und Unterwalden (Archiv Schwyz)	V
XIII. Das erste Bündniss zwischen Uri, Schwyz und Zürich (Archiv Zürich)	V
XIV. Der Dreiländerbund zu Brunnen (Archiv Schwyz)	V
XV. Bundesrathsbeschluss vom 17. März 1890 betr. die Schächtfrage.	V

Staatsrechtliche Mittheilungen, vom Herausgeber.

I. Die innere Natur der schweizerischen Eidgenossenschaft	I
II. Die Verfassungen der schweizerischen Eidgenossenschaft	I
III. Die schweizerischen Grenz- und Neutralitätsverhältnisse	II
IV. Soziale Litteratur	II
V. Das Bisthum Basel-Lugano	III
VI. Die Staatsverträge der Eidgenossenschaft	III
VII. Das eidgenössische Militärstrafrecht	IV
VIII. Die Entstehung und die Gründer der Eidgenossenschaft	V

Politische Jahresberichte, vom Herausgeber.

1886	I
1887	II
1888	III
1889	IV
1890	V

Von der Buchhandlung

..... **in** **bestelle hiermit:**

Zur Einsicht: — per Postnachnahme:

1	Hilty, Polit. Jahrbuch V. Bd.	.	.	.	.	.	Fr. 12. —
1	" " " " " "	geb.	.	.	.	.	" 15. —
1	Dasselbe Werk I., II. u. IV. Bd.	.	.	.	.	à "	8. —
1	" " " " " "	geb.	.	.	.	à "	10. —
1	" " III. Bd.	.	.	.	.	"	10. —
1	" " " "	geb.	.	.	.	"	13. —

Ort: **Name:**

NB. Bitte genau und deutlich auszufüllen, das Nichtgewünschte einfach zu streichen.

Zürich, so wenig ernstlich gemeint war, wie ein Verzicht auf Luzern nach dem Spruche der neun Schiedsrichter (pag. 55), führte im folgenden Jahre zu der dritten Belagerung Zürichs durch österreichische und Reichstruppen unter persönlicher Betheiligung des Kaisers Karl IV. und zu dem sog. Regensburger Frieden mit Zürich, einem der „bösen“ Aktenstücke unserer Geschichte. Derselbe besteht aus drei Stücken, einem Friedebrief vom 23. Juli 1355, den Rudolf Brun Namens der Eidgenossenschaft ausstellt und besiegelt, einem Gegenbrief Herzog Albrechts von Oesterreich und einer königlichen Bestätigung und Garantie vom 25. Juli 1355¹⁾, wodurch nicht allein auf Glarus und Zug verzichtet, sondern sogar den Herzogen das Recht geöffnet wird für Alles, was sie „in iren stetten und waldstetten, die in unsrer eidgnoschaft sint“, ansprechen zu können glauben. Wohl in Zusammenhang damit steht das fünfjährige Bündniß Zürichs mit Oesterreich vom 29. April 1356 und die Verleihung des österreichischen Geheimrathstitels nebst einer jährlichen Pension von 100 Gulden an Brun, die gerade aus den Einkünften des Landes Glarus zu schöpfen und durch den österreichischen Amtmann an ihn zu entrichten sind, wofür er in einem noch erhaltenen Gegenbrief vom 29. September 1359, ein Jahr vor seinem Tode, verspricht: „wo oder wann ich ouch an der égenannten miner gnedigen herren oder ir amptlütten rate bin, da sol ich wísen und raten das beste, des ich mich verstan, und sol ouch daselbs alle geheim helen und verſwigen ungevarlich bi guten trümen.“²⁾

Mitten in diese politische Niederlage, in welcher ein bisheriges Glied die Eidgenossenschaft beinahe so zu verlassen drohte, wie es ungefähr 100 Jahre später thatsächlich geschehen ist, fällt die ewige Verbindung der drei Waldstätte mit Bern, mit dem sie bisher in abwechselnd freundlichen und gegnerischen Beziehungen

¹⁾ E. A. I, 38—40, 291—297.

²⁾ E. A. I, 41. 44.

gestanden hatten.¹⁾ Der Berner Bundesbrief vom 6. März 1353²⁾ ist offenbar dem Zürcher Briefe nachgebildet und enthält namentlich auch die Zürcher Klausel über die Befugniß zu anderweitigen Verbindungen, die mit der einheitlichen Politik eines Bundesstaates unvereinbar ist. Diese selbständige Politik, welche die kluge und thatkräftige Stadt sich vorbehalten wollte, machte es ihr sogar möglich, noch im folgenden Jahre (1354) an der Belagerung von Zürich theilzunehmen, und es ist sicherlich auch kein bloßer Zufall, daß sowohl der Pfaffenbrief von 1370, als die ersten Friedensschlüsse nach der Schlacht von Sempach den Namen Berns an der Seite der Eidgenossen noch nicht enthalten.

Die dreiunddreißig Jahre von diesem Beitritt des letzten der VIII alten Orte bis zu der alle Schwierigkeiten mit dem Schwert beseitigenden Entscheidungsschlacht der eidgenössischen Geschichte sind daher staatsrechtlich schwer zu charakterisiren. Die Eidgenossenschaft bestand in dieser Periode eigentlich aus einem, allem Anscheine nach fest geschlossenem und zusammenhaltenden, Bundesstaat der drei Länder³⁾, mit einem demselben durch ein Schutz- und Trutzbündniß angegliederten Außenwerk, der Stadt Luzern, das seit dem „Brandenburger Frieden“ wenigstens einigermaßen gesichert war. Seitens dieses innersten Bundes wurden auch die beiden dereinstigen Bundesglieder Glarus und Zug gegen alle entgegenstehenden Urkunden im Stillen und mit Hoffnung auf bessere Tage festgehalten.⁴⁾

¹⁾ Ihre Ausdehnung in das heutige Berner Oberland namentlich begegnete dem entschiedensten Widerstande Berns, ansonst schon im 14. Jahrhundert der „Kanton Oberland“ der Helvetik entstanden wäre. E. A. I, 27.

²⁾ E. A. I. 285 nebst drei Beibriefen, I, 289 und 290.

³⁾ Der Zusammenhang mochte sogar noch enger geworden sein, seit der Gegenkönig Friedrich der Schöne von Oesterreich im Morgartenkrieg muthmaßlich auch die Reichsfreiheit der Urner bedroht hatte und es sich überhaupt nicht mehr um eine Separatstellung derselben handeln konnte.

⁴⁾ Namentlich von 1365 ab scheint Zug wieder von Schwyz besetzt worden zu sein.

Mit den beiden mächtigen Städten Zürich und Bern bestand zwar ein ewiger Bund, der formell unaufkündbar war und allen andern Verbindungen derselben vorging, dessen reale Festigkeit aber, wenigstens nach unserem Gefühle, mehr oder weniger doch in der Hand der launenhaften Göttin des Erfolges stand und dessen definitive Urkunde mit dem Blut der Helden von Sempach geschrieben worden ist. Einstweilen waren Zürich durch das fünfjährige Bündniß vom 29. April 1356, welches im Jahre 1359 noch um zwei weitere Jahre vom Ablaufe an verlängert wurde¹⁾, und Bern durch einen Bundesvertrag vom 28. September 1363, dessen Wortlaut, abgesehen von der unbeschränkten Dauer, dem eidgenössischen Bunde ganz ähnlich ist, sowie durch einen weitem Vertrag mit dem österreichischen Landvogt Rudolf von Nidau vom 21. März 1370 mit dem Erbfeinde der Eidgenossenschaft in nähere Beziehungen getreten.²⁾

Den rechten Ausdruck dieses staatsrechtlich schwer qualifizirbaren Zustandes bilden die Urkunden des Thorbergischen Friedens vom 7. März 1368, so geheißen von Petermann von Thorberg, österreichischem Landvogt in Schwaben, Aargau und Thurgau, der diesen Waffenstillstand mit Uri, Schwyz, Unterwalden, Luzern und Zug abschloß³⁾, welcher, immer unter bloßer Vermittlung von Zürich und Bern, mehrfach, zuletzt bis über die Sempacherzeit hinaus, verlängert wurde. Ungescheut bedient sich in dieser Zeit der Kaiser Karl IV. der Zürcher, Berner und Solothurner (dieser als Verbündeten der Berner), um die Schwyzer

¹⁾ E. A. I, 41. 44. Es enthielt auch eine Garantie der Zürcher Verfassung, wie der eidgenössische Bundesbrief, und hätte unter Umständen denselben ersetzt.

²⁾ E. A. I, 45. 51. 56. Dazu kam noch eine Münzkonvention, die Zürich und Bern, nebst Basel und Solothurn, zu Schaffhausen mit dem Herzog Leopold von Oesterreich, dem Grafen Hartmann von Kyburg, der Gräfin Elsbeth von Neuenburg, dem Grafen Rudolf oder Hans von Saburg und dem Freiherrn Hannemann von Krenkingen am 14. März 1377 schlossen (E. A. I, 56).

³⁾ E. A. I, 299. Ein besonderes „Bündniß“ betr. Zug und Glarus I, 300. Die Verlängerungen, zuletzt bis zum 23. April 1387, E. A. I, 49. 55. 70. 71.

„mit Ernst dazu zu halten, daß sie die Stadt Zug mit dem dazu gehörigen Amt, das Land Glarus, die Gegend Aegeri und alle andern Leute, Gerichte und Güter, die sie den Herzogen Albrecht und Leopold von Oesterreich vorenthalten, aus allen Bünden und Eiden, wodurch sie sich mit denselben verbunden haben, ledig und los sagen und lassen“ (1. August 1370, E. A. I, 51), woraus eben hervorgeht, daß diese Verbindungen trotz des Brandenburger und Regensburger Friedens tatsächlich fortbestanden¹⁾).

Und noch ein Jahr vor der Entscheidung bei Sempach schließen Zürich, Bern, Solothurn und dießmal auch Zug einen Bund auf neun Jahre mit 51 deutschen Städten (worunter Basel, St. Gallen und Mül), fast den Beginn einer neuen Städte-Eidgenossenschaft mit dem gleichen Hilfeleistungskreis, wie ihn der Zürcher Bundesbrief enthält, wobei Tschudi sehr bezeichnend erzählt, daß Luzern durch Schwyz vom Beitritte, mit Bezugnahme auf den Wortlaut des Bundesbriefes, der ihm Verbindungen gegen den Willen seiner Miteidgenossen untersagte, abgemahnt worden sei²⁾, so daß dasselbe nur eine indirekte Betheiligung zusagen konnte. So sahen im Jahre 1385 die eidgenössischen Verhältnisse infolge des von Brun inaugurierten Doppelspiels aus, eher auf eine Lockerung der größeren Verbindung hinzielend und die feste Eidgenossenschaft fast wieder reduziert auf das, was sie vor 1332 gewesen war! Mit einer wahren Erleichterung lesen wir dann, an diesem kritischen Punkte unserer Geschichte, noch heute in den Eidg. Abschieden die Aufforderung der Waldstätte an Bern vom 21. Juni (oder 24. Juli?) 1386, in das Kienholz, oben am Brienersee, zu kommen, um den gemeinsamen Krieg gegen Oesterreich zu beschließen, wie dieß nach den speziellen Bestimmungen des Berner Bundes vorgeschrieben war³⁾.

¹⁾ Hierüber vgl. auch noch E. A. I, 41, Anmerkung, über die Stellung von Zürich dazu und die Aufforderung des Kaisers vom 1. Juli 1356, E. A. I, 42. Serner Polit. Jahrbuch V, pag. 329 und folgende.

²⁾ Tschudi I, 512. E. A. I, 67. 307–312.

³⁾ E. A. I, 72.

Die Frage, ob dieser Aufforderung entsprochen wurde, oder aus welchen Gründen es nicht geschah, obwohl ohne Zweifel gemahnt worden war (vgl. über die Mahnungen von Zürich, E. A. I, 72), wollen wir hier bei diesem Anlaß nicht näher erörtern. Es macht dem Patriotismus der heutigen Berner Ehre, daß sie eine solche rechtzeitige Mahnung immer neu bezweifeln. Eine sehr interessante Notiz im Zürcher Rathsbuch IV, 58 b zeigt übrigens, daß es damals sogar in der Stadt Zürich einzelne „Seinde“ der Eidgenossenschaft gab¹⁾.

Nach dem ewig denkwürdigen 9. Juli 1386, welcher der allein wahre Gründungstag der Eidgenossenschaft ist, wurde zunächst in Erwartung eines fortgesetzten Krieges, an welchem anfänglich auch das deutsche Reich theilnehmen sollte²⁾, ein Waffenstillstand bis zum 2. Sebruar des nächsten Jahres abgeschlossen, der dann bis zum 2. Sebruar 1388 verlängert wurde. Ihm folgte ein weiterer „Friede“ vom 1. April 1389, der anfänglich bis zum 23. April 1396 dauern sollte, dann aber 1394 auf 20 und 1412 auf 50 Jahre erneuert wurde. Bern und Solothurn traten bis 1389 nur in besonderen Briefen diesen von den Eidgenossen (ohne Glarus) allein verabredeten und besiegelten Verträgen bei³⁾. Die Grundlage dieser Friedensschlüsse war das «uti possidetis», mit Einschluß der Bündnisse von Zug und Glarus⁴⁾,

¹⁾ E. A. I, 72 unten.

²⁾ E. A. I, 73. Sürstentag zu Mergentheim vom 3. August 1386.

³⁾ E. A. I, 74. 80. 313–329. Das ist das beste Argument gegen Berns gleichartige Betheiligung am Sempacherkrieg.

⁴⁾ Der siebenjährige Friede enthält darüber folgenden Passus: „Des erften so sullent vnd mugent wir die vorgenanten Stett vnd Ländere disen frid vs vor der egenanten Herschaft vnd vor dien Iren vnd vor dien, so zu Inen gehören, rüweklich Inne haben wes wir vns der selben Herschaft guotes vnderzogen vnd Ingenomen haben, es syen Slos, Stett, Vestinen, Teler, Land oder Lüt, vnd sullent ouch die selben Slos, Stett, Vestinen, Teler, Sant vnd Lut, so wir Inne haben, in disem frid sicher sin vnd ane all dienst beliben. Vnd wz ouch die Lüte so in dien selben Slossen, Stetten oder Ländern sint, Gelüpten, Buntnussen oder Eiden zuo vns die obgenanten Stetten vnd Waltstetten gelan hant, da bi sullent si disen frid vs unbekunbert beliben, es wer dann, dz ir deheiner willeklich sich da von ziehen wolte, an geuerd.“

wo nun bloß noch ökonomische Rechtsame der Herzoge übrig blieben, die später auch noch abgelöst wurden, ein Ausgang, den im Jahre 1386 noch Niemand voraussehen konnte, da diese für einen Waffenstillstand ganz naturgemäßen Zugeständnisse es für einen Frieden damals noch nicht gewesen wären. Im Laufe der Jahrzehnte, welche über den verschiedenen Verlängerungen des Waffenstillstandes vergingen, verlor aber Oesterreich immer mehr den Muth zum erneuten Kriege, bis endlich die „ewige Richtung“ von 1474 mit dem Herzog Sigmund den wirklichen Frieden unter Anerkennung aller Eroberungen der Eidgenossen herstellte. Dieses Ende des langen Streites ahnt einzig das Lied eines österreichischen Vasallen aus der Zeit von Sempach:

„O Löw ¹⁾, was schmukest du dinen Wadel ²⁾
 Und laßt erschlagen so vil herrlichen Adel
 Wider Recht und mit Gewalt!
 Was hilfst dir din grusame Gestalt?
 Wilt du und ander nit bald tuon darzu,
 Dich frißt der Tagen einist eine Schwanzer Kuh.“

So entstand schließlich auf diesem Sempacher Schlachtfelde definitiv der eidgenössische Bund der VIII alten Orte innert 54 Jahren seit seiner ersten Ausdehnung auf wirkliches österreichisches Gebiet, oder 79 seit dem Rütlichschwur und 95 seit dem ersten Bundeschluß. Es mochte also Jemand als zehnjähriger Knabe am häuslichen Herde von dem nächtlichen Eid auf dem Rütli erzählen gehört haben, dann war er als achtzehnjähriger Jüngling bei Morgarten gewesen, hatte mit 34 Jahren Luzern, mit 55 Bern in den Bund eintreten sehen und konnte noch als 89jähriger Greis die heimkehrenden Sieger von Sempach erblicken und mit dem Bewußtsein sterben, daß nunmehr aus kleinen Anfängen heraus, nach Ueberwindung tausendfacher Schwierigkeiten, ein Freistaat gegründet sei, den keine Gewalt mehr, sondern nur noch eigener Verfall aus der Weltgeschichte verdrängen

¹⁾ Ein rother, aufsteigender Löwe war das habsburgische Wappen, wie es das eroberte Hauptpanner in Luzern zeigt.

²⁾ D. h. „was ziehst du deinen Schwanz ein“.

werde. Und so ist es heute noch Schicksalspruch der Eidgenossenschaft, deutlicher sogar als vor hundert Jahren, wo mancher Patriot auf eine sechste Säkularfeier nicht zu hoffen wagte und statt der fünften (die nirgends festlich begangen wurde) den Untergang der Eidgenossenschaft vor Augen sah. Seitdem ist dieselbe wieder erstarkt. Die Hauptsache zu ihrer Erhaltung sind aber auch heute nicht Feste, deren wir genug haben, sondern die stete Erinnerung daran, daß diese Republik nicht bloß in Rathssälen gegründet wurde und jedenfalls nur durch den frischen Muth und die beständig entschlossene Thatkraft ihrer Bevölkerungen erhalten ward und wird.

Wenn schließlich gefragt werden soll, wem in der gefährlichen Uebergangsperiode vom Bundesstaat der III und IV Orte zu dem Staatenbunde der VIII die Eidgenossenschaft ihre Erhaltung verdanke, so gebührt der Ruhm davon, aller Wahrscheinlichkeit nach, der ungebeugten Haltung der drei ursprünglichen Kernländer, namentlich von Schwyz, das sich weder durch die wiederholten diplomatischen Niederlagen in Folge der Zweideutigkeiten der Brun'schen Politik, noch durch die Macht des gesammten deutschen Reiches abhalten ließ, seine beiden Vormauern, Zug und Glarus, im Bunde festzuhalten, und es ist wohl nicht ein bloßer Zufall, sondern eine instinktive Anerkennung dieser Tapferkeit, wenn, seit dem 14. Jahrhunderte bereits, sein Name allmählig auf die gesammte Eidgenossenschaft übergegangen ist.

Die Ausgestaltung dieser Eidgenossenschaft aber zu einem kräftig organisirten Bundesstaat, wie sie in den ursprünglichen Verhältnissen und sicherlich auch im Sinne der ersten Begründer des eidgenössischen Bundes lag, ist durch den Beitritt größerer Städte mit eigener Politik bis in unser Jahrhundert hinein verloren gegangen.



IV.

Die Bundesverfassung der Eidgenossenschaft in der Zeit von Sempach (1386) bis Marignano und Pavia (1515 und 1525), die, nach Außen betrachtet, das Heldenzeitalter unseres Volkes bildet, aus dem unsere großartigsten Erinnerungen sich herleiten, ist nicht leicht in gemeinverständlicher Weise und kurz, ohne verwirrendes Detail, zu beschreiben. Eine irgendwie genügende Darstellung derselben aus der alten Zeit selber gibt es nicht. Noch im Jahre 1720 schreibt ein so bedeutender schweizerischer Gelehrter, wie Johann Jakob Bodmer, an Breitinger, daß er über eine Reihe der wichtigsten staatsrechtlichen Fragen, die er aufzählt¹⁾, vergeblich Aufschluß gesucht habe, und bittet den Freund, es ihm zu „kommunizieren“, wenn er etwas davon irgendwo „entdecke.“ Theilweise liegt der Grund dieser Erscheinung darin, daß, nach Ansicht eines neueren Historikers, die Beschreibung eines Staatswesens erst mit dem Zerfall seiner Gesundheit beginnt²⁾, wie denn ja überhaupt die litterarische Blütheperiode eines Landes keineswegs mit seiner politischen

¹⁾ Vgl. Neujahtsblatt der Stadtbibliothek von Zürich für 1891.

²⁾ Auch Savigny sagt ganz richtig, die Jugendzeit eines Volkes sei arm an Begriffen, aber reich an instinktivem Bewußtsein. Das wird jeder Kenner der alten Eidgenossenschaft bestätigen. Die Reflexion kommt erst, wenn die Sache selbst vorüber ist.

Größe zusammenfällt, sondern immer erst nach Vorübergang derselben einzutreten pflegt.

Die gedankenmäßige Rekonstruktion eines staatlichen Zustandes, der sich mehr in beständiger Aktion nach Außen, als in verfassungsmäßiger Ausgestaltung der innern Verhältnisse offenbarte, begegnet aber auch in der heutigen, ganz entgegengesetzten Zeit nicht unbedeutenden Schwierigkeiten, aus drei wesentlichen Gründen: Zunächst fehlte für das Gesamtstaatswesen der schweizerischen Eidgenossenschaft immer gänzlich ein Aktenstück der Art, wie es die modernen Staaten und Staatenverbindungen in ihren Verfassungen oder Grundgesetzen besitzen und wie es auch für das Staatsrecht der einzelnen Stände in ihren Handvesten, oder geschworenen Briefen wenigstens theilweise und für die Anfangszeit vorhanden war. Sodann waren bereits die Bundesbriefe der ersten VIII Orte, welche in ihrer Gesamtheit die Grundlage ihres Bundesstaatsrechts bildeten, dem verschiedenen Charakter der allmählig hinzutretenden Bundesglieder gemäß, verschieden ausgefallen. Was aber vollends seit dem Jahre 1353 dieser Eidgenossenschaft in der Form eines sich erweiternden, zweiten Bundeskreises beitrug, innerhalb welchem jedoch immer der erste eine engere, näher verbundene Gruppe zu bilden fortfuhr, oder was gar nur die beschränkten Rechte von Schutzbefohlenen oder Unterthanen erlangte, war in der eigentlichen eidgenössischen Verfassung gar nicht unterzubringen, sondern bildete Annexe zu derselben, über deren Inhalt und jeweilige Bedeutung man sich auch heute noch nur schwer eine ganz richtige Vorstellung machen kann. Endlich noch hatten die späteren Glieder der Eidgenossenschaft auch eine Vorgeschichte, aus welcher sie mitunter eine Reihe von bereits festbegründeten Verhältnissen in die Eidgenossenschaft mitbrachten, die dadurch keineswegs erloschen, vielmehr sogar als der eidgenössischen Verbindung gleichwerthig betrachtet wurden und auf diese einwirkten. So hatte, um ein Beispiel anzuführen, Bern seine alten Verbündeten Solothurn und Sreiburg in seine Verbindung mit der Eidgenossenschaft eingeschleppt, so daß Solothurn, lange bevor es in dieselbe förmlich aufgenommen wurde, an allen

Kriegszügen der Eidgenossen ganz selbstverständlich theilnahm und auch bei einzelnen Verfassungsbriefen wichtigster Art, z. B. dem Sempacherbrief, mitwirkte. Mit Sreiburg verabredete Bern nach der Aufnahme desselben in die Eidgenossenschaft, die es eifrig betrieben hatte, sogar im Widerspruche mit dem eidgenössischen Recht, daß der alte Bund der beiden Städte nicht nur nicht aufhören, sondern der eidgenössischen Verbindung stets „luter vorgan“ solle. Ueberhaupt ist es offenbar, daß Bern zeitweise im Westen eine Art von besonderer burgundischer Eidgenossenschaft¹⁾ zu bilden beabsichtigte, deren Interessen mit denen der eigentlichen Eidgenossenschaft schon im Anfang des 15. Jahrhunderts, im sog. Raronhandel, in ernstliche Kollision geriethen und auf deren Ausbildung durch den Burgunderkrieg und durch Eroberungen auf Kosten von Savoyen die letztere immer sehr mißtrauisch blickte. Ebenso bildete sich zeitweise eine östliche Sonderverbindung von St. Gallen und Appenzell mit den schwäbischen Städten in der Nähe des Bodensees, in deren natürlichem Umkreis der Abt von St. Gallen sein außerschweizerisches Gebiet besaß²⁾. In Zürich³⁾ endlich wurden die Beziehungen zum deutschen Reich und zu Oesterreich noch lange Zeit hindurch derart festgehalten, daß ein Abfall zu denselben schon zur Zeit des Sempacherbriefes nahe lag und in der Mitte des 15. Jahrhunderts sich durch den Austritt dieses Standes aus der Eidgenossenschaft vollzog.⁴⁾

¹⁾ Bern, die „Krone in Burgundenland“ war zeitweise mehr als eine bloße poetische Redensart.

²⁾ Bei einem andern Ausgange der Schlacht von Döffingen (25. August 1388) wäre überhaupt aus den süddeutschen Reichsstädten nebst St. Gallen und Appenzell eine süddeutsche Eidgenossenschaft neben der schweizerischen entstanden.

³⁾ Uebrigens auch in Bern, vgl. den Abschnitt VI.

⁴⁾ Spätere Glieder der Eidgenossenschaft vollends, wie der Bischof von Basel, die rhätischen Bünde, Wallis, Genf, Neuenburg, hingen nur sehr äußerlich mit ihr zusammen, und es handelte sich immer von Neuem, bei den letztgenannten sogar bis in unser Jahrhundert hinein, darum, welche ihrer verschiedenartigen Beziehungen, diejenigen zur Eidgenossenschaft, oder die zu andern Staaten, die stärkeren seien.

Alle diese Beziehungen, das noch ungelöste Verhältniß zum deutschen Reich, die traditionelle Verbindung mit Frankreich seit dem Ende des 15. Jahrhunderts und die immer mannigfacher sich gestaltende Angliederung von neuen Landestheilen in der Form von Burg- und Landrechtsverträgen, Schutzverträgen, Beisatzungsrechten, sowie endlich das allmälige Auftreten von allgemein eidgenössischen Briefen und beschworenen Tagsatzungsbeschlüssen, die neben den Bünden das eigentliche, allgemein verbindliche Bundesrecht bildeten, dem das Einzelstaatsrecht der Orte gegenüberstand, würden zusammen die schwierigen Elemente einer systematischen Darstellung des alten Bundesstaatsrechts bilden, wenn eine solche in unserer Absicht läge. Wir sind aber unsererseits fest überzeugt, daß, wie die Staaten historisch entstanden und noch niemals von gelehrten Köpfen systematisch konstruirt worden sind, so auch die historische Betrachtungsweise derselben und ihres Staatsrechts die allein fruchtbare ist ¹⁾, um so mehr noch, als ja überhaupt das sogenannte Systematische und wissenschaftlich Erschöpfende in den menschlichen Lebensverhältnissen nur selten wirklich erschöpfend ist, sondern zum Theil auf Selbsttäuschung beruht.

Die Bundesverfassung der VIII Orte ergab sich ursprünglich aus ihren Bundesbriefen. Dieselben hatten zwar, mit Ausnahme des Dreiländerbundes und vielleicht des Zürcher und Zuger Briefes, nicht gleichlautenden Inhalt, dagegen enthielten alle wenigstens drei wesentliche Punkte: die Verpflichtung zu unbedingter Hilfeleistung nach Außen, sogar ohne förmliche Mahnung, wenn ein Bundesglied in plötzliche Gefahr geräth, den ebenso unbedingten Verzicht auf das natürliche Selbsthülferrecht souveräner Staaten in Streitigkeiten mit den Bundesgenossen

¹⁾ Auch die jetzige Eidgenossenschaft versteht Niemand, der ihre Geschichte nicht genau kennt; die jeweilige Verfassung allein und die darüber geschriebenen systematischen Lehrbücher sind niemals eine vollständig richtige Darstellung ihres Lebensinhaltes, der in fortwährender Veränderung begriffen ist.

und die Unauflöslichkeit der Verbindung¹⁾). Der letzte Punkt allein unterscheidet die „Eidgenossenschaft“ von manchen anderweitigen Verbindungen der einzelnen Orte, und wieder mußten alle andern ewigen Verbindungen derselben, wie z. B. Berns mit Sreiburg und Solothurn, sich mit Nothwendigkeit zuletzt in der allgemein eidgenössischen auflösen. Dagegen ist die Souveränität der Stände in Bezug auf die Kriegsführung nach Außen unbeschränkt, bloß müssen sie, wenn sie mahnen wollen, auf Eid bei sich selbst erkennen, ob eine redliche Ursache vorhanden sei, für die man die Bundesgenossen in die Gefahr verwickeln dürfe, und gegenüber Glarus ist auch im Falle der Mahnung ein Prüfungs- und Abmahnungsrecht der Mehrheit der andern Orte vorbehalten, „durch das sie und ouch wir von kleinen und unredlichen sachen dester minr in gross krieg und gebresten komen.“ Ähnliche Einschränkungen der unbedingten Kriegshilfe, oder der souveränen Einzelkriegsführung enthalten die Bundesbriefe der spätern fünf Stände; das Recht der unbeschränkten Mahnung, bloß auf den eigenen Eid hin, ist charakteristisch für die engste Form der eidgenössischen Verbindung. Der Berner Bund allein enthält die unbedingte Vorschrift einer vorherigen Zusammenkunft vor der Mahnung und einen Sold²⁾ für Zuzüge, die gegenseitig über Unterseen hinaus stattfinden.

Der eidgenössische Rechtsgang durch Schiedsgerichte, deren Sprüche unter Bundesgarantie standen, hat mehr als alle andern Bestimmungen der Bünde den engen Zusammenschluß der Eidgenossen gegen das deutsche Reich herbeigeführt, der sich im Jahre 1495 nicht mehr durch die verbesserte Reichsjustizordnung

¹⁾ Nicht ganz so und auch nicht ganz richtig werden die Grundlagen der eidgenössischen Bundesverfassung bei Simler (pag. 150 ff. der deutschen Ausgabe) beschrieben, der im Uebrigen neben den allzu fragmentarischen „Gedanken und Sragmenten“ Balthasars das Beste enthält, was uns die alte Eidgenossenschaft selbst über ihre Bundesverhältnisse an die Hand gibt.

²⁾ Eine Entschädigung war schon im Laupenkrieg von Bern versprochen und bezahlt worden; daran knüpfte wahrscheinlich diese singuläre Bestimmung an. Vgl. E. N. I, 21.

beseitigen ließ und die eigentliche Ursache der vollständigen Trennung vom Reiche geworden ist. Gemeinsamkeit des Rechts und gutes Recht ist eines der stärksten Bande, die Menschen zusammenhalten¹⁾, und auch in diesem Sinne ist «*justitia fundamentum regnorum*.» Dazu gehörte nothwendig, daß nicht nur die Streitigkeiten der Orte selber ohne Maffengewalt entschieden werden konnten, sondern daß Jedermann einen sicheren bürgerlichen Gerichtsstand innerhalb der Eidgenossenschaft besaß, dergestalt, daß weder Reichsgerichte, noch geistliche Gerichte anders, als die ersteren subsidiär, wenn kein Richter in der Eidgenossenschaft selbst zu finden war²⁾, und die andern in Sachen, welche die damalige Zeit als unzweifelhaft geistlicher Kompetenz angehörend betrachtete, sich mit Streitigkeiten von Eidgenossen befassen und dieselben auch selbst nicht durch irgendwelche Maßregeln der Selbsthilfe in den ordentlichen Rechtsgang verwirrend eingreifen konnten³⁾. Die einzelnen Bestimmungen über die Ernennung der Schiedsleute in Streitigkeiten zwischen den Orten, namentlich des Obmannes, auf den es am meisten ankam, und über das Sorum und den Besitzeschutz in Streitigkeiten Privater lauten verschieden; doch ist in letzterer Hinsicht schon in den ursprünglichen Bünden und nachmals in dem gemeinsamen Pfaffenbrief ungefähr das festgestellt, was jetzt die Art. 58 und 59 unserer gegenwärtigen Bundesverfassung enthalten, besonders ausdrücklich im Zürcher und Berner Bundesbrief.

Eine Aufhebung der Bünde wäre nur durch einstimmige Schlußnahme aller Glieder denkbar gewesen, obwohl nicht alle direkt mit einander verbunden waren; sie kommt auch thatsächlich bloß dreimal in unserer Geschichte vor. Einmal von Seite

¹⁾ Das sahen die Eidgenossen von 1291 und 1315 besser ein, als die von 1874.

²⁾ Wie schon Segeffer in der Vorrede zum I. Band der „Abschiede“ sagt, hing dieß „mit der staatsrechtlichen Idee einer konkurrierenden Jurisdiktion des Königs im ganzen Reiche, wie des Papstes in der ganzen Kirche“ zusammen. Das ist auch bei den Privilegienbriefen bezüglich der Gerichtsbarkeit vorbehalten.

³⁾ Balthasar, „Gedanken und Sragmente“, pag. 79–104.

Zürichs, welches im „alten Zürichkrieg“ der Eidgenossenschaft entsagte und zu einer „ewigen“ Verbindung mit Oesterreich überging¹⁾. Der ewige Bund mit Oesterreich vom 17. Juni 1442 wurde am 24. Januar 1443 beschworen, und die Zürcher trugen fortan im Krieg mit den Eidgenossen das rothe Kreuz und die Pfauenfeder als Abzeichen. Einige interessante alte Volkslieder haben dieses größte Ereigniß solcher Art in der eidgenössischen Geschichte, die letzte Spätfrucht der Brun'schen Politik, zum Gegenstande. In dem besten derselben fordert der deutsche Sänger²⁾ den König mit begeisterten Worten zur Zertrümmerung der Eidgenossenschaft auf, in deren eigener Mitte die Hinneigung zu einem größeren Staatsganzen namentlich durch Neubürger vorherrschend geworden war, von denen Tschudi berichtet: „Michel Graf, der Stadtschryber, hat den gemeinen Mann vertröst, wie er by dem römischen König verhoffte der Statt vil Guts zu erlangen, denn er was uß des Königs österrichischen Landen von Stockach by Nellenburg im Hegow gebürtig und was nit ein erborner Zürcher; drumb im ouch sin Sinn und Herz mehr zu dem huß Oesterrich dann zu einer Endtgnoschaft zu furdren trümllicher und baß angelegen gsin; wann aber solche Ußländische in unsern Landen uffkommen, so understand sy mer und furrer ze regieren dann ander Lüt.“

Der Friede wurde hergestellt durch die Richtung der Eidgenossen mit Zürich vom 8. April 1450 zu Kappel³⁾ und der Bund mit Oesterreich aufgehoben durch Obmannspruch Heinrichs von Bubenbergh, Schultheißen von Bern, zu Einsiedeln den 13. Juli 1450⁴⁾. Dadurch wurde für alle Zeit der bedeutende staatsrecht-

¹⁾ E. A. II, 788. 790; Tschudi II, 332 ff.

²⁾ Jsenhofer von Waldshut. Das Lied folgt in Abschnitt VI. Ein anderes, das die Schlacht an der Sihlbrücke beschreibt, wo die Eidgenossen hinten das weiße und vorne das rothe, österreichische Kreuz getragen haben sollen, mit dem Schluß: So wird die gmeine krone: „Wie Oesterrich on end!“ ist im „Politischen Jahrbuch“ von 1890, pag. 739 abgedruckt.

³⁾ E. A. II, 841.

⁴⁾ E. A. II, 844.

liche Grundsatz festgestellt, daß eidgenössisches Recht über die Zulässigkeit anderer Bündnisse selbst bei den Orten entscheide, die sich, wie Zürich und Bern, die Befugniß zu solchen in ihren Bundesbriefen vorbehalten hatten, und daß die Mehrheit der Eidgenossen alle Stände zum Aufgeben von anderweitigen Bündnen zwingen könne. Der eidgenössische Bund mit Zürich lebte diesem Grundsatz zufolge ohne Erneuerung einfach wieder auf ¹⁾).

Die anderen Aufhebungen von Bündnen waren die Aufkündigung des Vertrages mit der Stadt Mülhausen im Elsaß seitens von Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Sreiburg, Solothurn und Appenzell vom 4. Nov. 1586, wonach dieselben, auf Klage der Katholiken in jener Stadt ²⁾), ihr den „Pundt uffsagend, abkündent und die Originalia deselbigen, so wir under uns gehebt, nachdem wir unser Erensigill darab geschnitten, Euch hiemit uffhin gebent und überschickent“, so daß Mülhausen fortan nur mit den reformirten Ständen verbündet blieb; und aus gleichen Ursachen sandte Sreiburg an Genf den Bundesbrief im April 1534 zurück ³⁾). Sonst aber blieben selbst in den Zeiten größter Zwietracht, während auf den Schlachtfeldern von Kappel und Villmergen mit Erbitterung gestritten wurde, und bei häufig vorkommender Androhung, die eidgenössischen Bundesbriefe unaufge-

¹⁾ „So erkennen wir“, — sagen die Schiedsrichter, deren Spruch der Obmann annahm — „daß die obgenannten von Zürich solche Bündnisse mit der Herrschaft und dem Haus von Oesterreich nit billich getan, noch an sich genommen haben und das sy sich dera billich abtun und davon genzlich stan und die hinfür nit mer halten noch gebruchen söllent.“

²⁾ Vgl. Balthasar pag. 153. Derselbe sagt, „die Klagen der Katholischen“ (das allerdings unvorsichtige und aufstößige Betragen der Bürgerschaft gegen die Gesandten von Uri und Schwyz ausgenommen) seien „ziemlich unerheblich und meistens in dem betrübten Mißtrauen und der damals allgemein gährenden Eifersucht zwischen den beiden Religionsparteyen gegründet gewesen.“

³⁾ Lefort in seiner «Emancipation politique de Genève» sagt darüber: «Fribourg déclara nettement que la conservation de l'ancienne foi était une condition stricte du maintien de la combourgeoisie et, à plus d'une reprise, par ses lettres et ses députés elle confirma cette déclaration.»

kündet¹⁾ und mit unabgeschnittenen Siegeln in den kantonalen Archiven, wo sie sich heute noch befinden. Die damals wirkenden Ursachen der Erschütterung eidgenössischer Treue, die vorwiegend internationale oder konfessionelle Gesinnung, sind aber ebenfalls noch heutigen Tages die nämlichen geblieben.

Eine zeitweise formelle Erneuerung der Bünde durch Eidesleistung aller Großjährigen ist in spätern (nicht den ersten) Bundesbriefen vorgesehen, sogar von fünf zu fünf Jahren, doch enthalten dieselben dann ebenfalls die vorsichtige Klausel: „wär aber daß die Nummerung also nit beschehi zu dien selben Ziten und es sich von keiner Sache wegen sument oder verzuhent murdi, das soll doch unschedelich sin dirre buntnuß, wan si mit namen ewenklichen stet und vest beliben sol mit allen stukken und nach all dien Worten, so vor geschriben stat, an alle geverde“²⁾.

Solche allgemeine Bundeserneuerungen sind namentlich bekannt von 1393, 1398, 1417, 1442 und 1471³⁾, 1520 und theilweise noch 1525. Schon 1398 aber schwor Uri nicht mit, und die Gersauer weigerten sich, zur Beschwörung nach Luzern zu kommen, verlangten vielmehr, daß man Boten zu ihnen schicke. Nach der Aufnahme von Sreiburg und Solothurn wollte man diesen neuen Ständen nicht schwören wie den älteren⁴⁾; nach der Reformation vollends nahmen die Reformirten Anstoß an der Schwurformel, worin die Heiligen angerufen waren, so daß von 1525 ab der Schwur unterblieb. An seine Stelle trat nachmals der „eidgenössische Gruß“ bei Eröffnung der Tagsakungen, eine feierliche Rede jeder Gesandtschaft mit der Versicherung fortwährender bundestreuer Gesinnung ihres Standes, der bis 1848 fortbestand:

¹⁾ Der erste Bürgerkrieg der Eidgenossen, für den dieß hätte in Frage kommen können, war der von 1404 bei Anlaß der Zuger Intervention. Vgl. Helvetia VI, 1 und E. A. I, 108 ff.

²⁾ Berner und Zürcher Bund.

³⁾ E. A. I, 180; II, 420. 149; Balthasar „Gedanken“ 121.

⁴⁾ E. A. III 1, 154.

hat. Die Form der Eidesabnahme war im Allgemeinen die, daß Abgeordnete jedes Standes, oder auch nur einzelner Stände im Namen der andern, sich in die Landsgemeinden oder Rathsverfassungen der übrigen begaben; an der Tagsatzung selbst wurde, außer unmittelbar vor der helvetischen Revolution, niemals geschworen. Bei der letzten allgemeinen Eidesleistung der ältern Zeit wurden derselben vorangehend verlesen: die Bundesbriefe der XII Orte, der Pfaffenbrief, der Sempacherbrief und die Erbeinung mit Oesterreich, „ein großer, mächtiger brief, der kein ende han wöllt.“ „Noch sollt man glesen han deren von Appenzell brief, Sant Gallen, Mühlhausen und Rottmül. Da was es glich ennlife, da man essen sollt; darumb ließ man es underwegen, empfalch, es sunst ouch wie die andern zu halten.“

Eine Revision der Bundesverfassung im heutigen Sinn fand niemals statt. Doch bestehen aus späterer Zeit zwei Versuche zu einer solchen, wovon namentlich der eine vom Jahre 1655 zu einem ausführlichen Entwurfe eines einheitlichen Bundesbriefes führte, der eine Zusammenfassung der Bünde (die im Eingange alle genannt sind) des Pfaffenbriefes, Sempacherbriefes und Stanzer Verkommnisses nebst einigen Artikeln enthält, welche „den gemeinen Kauf und Verkauf und all ander ehrbar Gewerb und Handtierung“, im Sinne unseres heutigen 4. Bundeszweckes, befördern sollen¹⁾. Die äußere Veranlassung dazu war offenbar der im Jahre 1653 vorangegangene Bauernkrieg. Die Neigung zu einer Bundesverbesserung erlosch durch den Vilmerger Krieg von 1656, Veranlassung zu einem zweiten, ebenfalls vergeblichen Versuche, bot noch die Bundeserneuerung mit Frankreich von 1777, dessen Allianz in den letzten zwei Jahrhunderten zu einem förmlichen Bestandtheil des schweizerischen Bundesrechts geworden war, und man darf wohl vermuthen, daß der Bundesvertrag vom 7. August 1815, der zu seiner Zeit ein Anachronismus

¹⁾ E. N. VI 1, Abth. II, 1760, abgedruckt und erläutert in: Hiltn, „Revision und Reorganisation“.

war, ein Menschenalter früher die Eidgenossenschaft vor dem gewaltsamen Umsturz bewahrt haben würde¹⁾).

Der Staatsname der Verbindung war nach Außen, sobald sie als Staat befestigt und die Verhältnisse zum Ausland häufiger geworden waren: „der alte, große Pundt in hochtüttschen Landen“, «partes magnae ligae veteris Alemaniae altae»; ein Staatswappen existierte bis in dieses Jahrhundert hinein nicht²⁾, ebenso wenig eine Bundesfahne, sondern nur ein gemeinsames Seldzeichen bei Auszügen, als welches in der Regel ein weißes Kreuz angenommen wurde, über dessen Form erst im Jahre 1889 ein förmlicher und definitiver Beschluß gefaßt worden ist³⁾. In der Rangaufzählung gingen frühzeitig schon die drei Städte Zürich, Bern, Luzern den älteren Orten voran, ebenso Basel den früher als es beigetretenen Orten Sreiburg und Solothurn. Zürich behauptete, wie schon erwähnt, eine Art von faktischer, niemals aber verbriefter Vorortsstellung, welche die öftere Vertretung der Eidgenossenschaft nach Außen und später auch den ständigen Vorsitz an den Tagsakungen mit sich brachte. Doch werden diese Verhältnisse und namentlich die Organisation der Tagsakungen, die das einzige, ursprünglich rein thatsächliche und erst allmählig konstitutionelle, Organ des Bundes waren, besser in einer Zeit er-

¹⁾ Ueber die Aenderungen, oder Aenderungsversuche der einzelnen Bundesurkunden von Luzern, Glarus, vielleicht auch Zürich und Zug ist schon früher gesprochen worden. Der revidirte Glarner Bund mit Zürich, Uri, Schwyz und Unterwalden von 1450, der sich noch im Glarner Archiv befindet, ist in E. A. II, 860 abgedruckt.

²⁾ Vgl. z. B. den Bundesbrief mit Ludwig XII. vom 16. März 1499, E. A. III 1, 755 «dominos de decem quantonibus magne et vetustae ligue almanie superioris». Bis 1648 war das gemeinsame Wappen dasjenige des deutschen Reiches, das man noch heute z. B. an der 1647 umgebauten „Neubrücke“ bei Bern friedlich neben dem Bären sehen kann. Ueber die Staatsfarben der einzelnen Orte findet sich in einer Solothurner Abschrift des „Pensionenbriefs“ von 1503 eine Notiz. E. A. III 11, 1316.

³⁾ Vgl. darüber das oben erwähnte Lied auf das Gefecht an der Sihlbrücke. In dem Krieg gegen die aufständischen Oberländer trugen die Berner ein „Hierosolymitanisch“ oder „Haspelkreuz“. Vgl. Bullinger II, 23.

wähnt, in welcher sie sich durch längeres Herkommen schon fester ausgestaltet hatten.

Ob nach allem dem die Eidgenossenschaft formell ein Bundesstaat, oder ein Staatenbund nach heutiger Begriffsbestimmung gewesen sei, mag im Ganzen dahingestellt bleiben. Die ersten Verbindungen vor dem Beitritte Zürichs enthielten Keime, aus denen sich zweifellos ein Bundesstaat im heutigen Sinne entwickelt haben würde¹⁾. Die Verbindung mit entfernteren, ungleichen Gliedern, die sich sogar anderweitige Verbindungen ohne Zustimmung ihrer Miteidgenossen ausdrücklich vorbehielten und davon weitreichenden Gebrauch machten, wie Bern und Zürich, oder in Rechten ungleich gestellt waren, wie Luzern, Glarus und wahrscheinlich auch Zug, war die erste Ursache zu einer lockereren Gestaltung des Bundes, der von 1351 und 1353 ab jedenfalls als ein Staatenbund bezeichnet werden muß und ein solcher bis 1848 im Wesentlichen geblieben ist²⁾. Ueberdies waren nur die drei Waldstätte und seit 1423 auch Zürich mit allen übrigen Ständen in direktem Bundesverhältnis; während Luzern keinen Bund mit Glarus und auch mit Bern bloß einen unbedeutenden Vertrag über nachbarliche Verhältnisse seit 1421 hatte; Zug nicht mit Bern und Glarus, Glarus nur mit den Waldstätten und Zürich, Bern ursprünglich bloß mit den Waldstätten und später noch mit Zürich (und allfällig Luzern) im Bunde stand. So daß auch formell die ersten Bedingungen eines Bundesstaates, ja sogar eines Staatenbundes nach heutigen Begriffen, d. h. eine für alle Glieder gemeinschaftlich und gleichartig bestehende Verbindung fehlten.

¹⁾ Unmöglichkeit anderer als gemeinsamer Verbindungen, einheitliche Politik nach Außen mit gemeinsamer Landesacht gegen Alle, die sich derselben entgegenstellen, Grundsätze gemeinschaftlichen Kriminalrechtes, die wir noch heute nicht besitzen. Auch das Civilrecht war damals natürlich viel gleichartiger, als das heutige.

²⁾ An eine eigentliche staatliche Souveränität der einzelnen Orte ist zwar in damaliger Zeit schon wegen des Verhältnisses zum deutschen Reiche, das formell bis zum westfälischen Frieden von 1648 dauerte, nicht zu denken, doch war eine weitreichende Selbständigkeit auch der politischen Aktion vorhanden.

Einen Ersatz hiefür bildeten zwei bereits erwähnte gemeinsame Verträge über die wichtigsten Punkte des Bundesrechtes, Rechtsorganisation und Kriegsverfassung, der Pfaffenbrief und der Sempacherbrief, denen sich später als dritter das Stanser Verkommniß beigesellte. Alle drei Briefe wurden als Bestandtheile der eidgenössischen Verfassung angesehen und daher auch in der Regel mit den Bundesbriefen zeitweise verlesen und neu beschworen. Ihnen schlossen sich dann nachmals einige wichtigere Staatsverträge und Konkordate an, und in noch späterer Zeit die Friedensschlüsse unter den Konfessionsparteien, die das jeweilige konfessionelle Bundesstaatsrecht enthielten. Endlich war es die traditionelle Verbindung mit Frankreich, die, namentlich seit der Regierung Ludwigs XIV., eine Art von äußerer Grundlage für das Verhältniß unter den sonst vielfach entzweiten Bundesgliedern herstellte, welche zuletzt nur noch durch die Interessen des Solddienstes und der Beherrschung von gemeinsamen Unterthanen zusammengehalten wurden. Im Uebrigen ist es nicht möglich, die Aktenstücke genau abzugrenzen, die man als eigentliche Bestandtheile der alten Verfassung bezeichnen kann. Der äußerliche Unterschied von andern besteht wesentlich darin, daß sie in allen Ständen, wie die Bünde selbst, beschworen wurden; doch reicht auch dieses Merkmal nicht völlig hin.

Der Pfaffenbrief vom 7. Oktober 1370¹⁾ entstand zunächst aus einer thatsächlichen Veranlassung, indem die Söhne des am 17. September 1360 verstorbenen Bürgermeisters Rudolf Brun von Zürich, von denen der ältere ein Geistlicher, Propst am Grossmünster, war, im September 1370 den Luzerner Schultheissen, Peter von Gundoldingen, nebst einem andern Luzerner, Johannes in der Au, nach altem Saustrecht wegen einer Privatstreitigkeit gefangen setzten²⁾. Diese Verletzung des eidgenössischen Landfriedens und der Marktfreiheit gegenüber dem Vorsteher einer befreundeten

¹⁾ E. A. I, 301.

²⁾ Das Stadtbuch von Zürich enthält darüber noch eine Notiz aus der Zeit selbst, die in E. A. I, 52 wiedergegeben ist.

Stadt erregte allgemeinen Unwillen, der sich noch vermehrte, als sich der Uebelthäter nur vor dem Gerichte des Bischofs von Konstanz, seines geistlichen Obern, verantworten wollte. Unter diesem Eindruck wurde der Brief auf einer Tagsatzung zu Luzern, bei welcher Bern fehlte und Glarus noch nicht zugelassen war, abgefaßt¹⁾. Der Eingang erinnert an die Zeit (ein Jahr nach dem Thorbergischen Frieden), in welcher der Brief entstand, es soll daher, wer innerhalb der eidgenössischen Städte und Länder wohnen will und den Herzogen von Oesterreich eidlich verbunden ist, schwören, „gemeiner Eidgenossenschaft Nuß und Ehr zu fördern und vor allem Schaden zu warnen und soll kein Eid, weder früherer noch späterer, dagegen schirmen.“ Schwören sollen Alle, Geistliche und Weltliche, Edle und Uedle, d. h. also: die eidgenössische Nationalität geht jeder andern Verpflichtung vor. Sodann wird die geistliche und weltliche Gerichtsbarkeit ausgeschieden und Geistliche, die sich auf eine unbedingte Immunität von weltlichen Gerichten berufen, in Landesacht erklärt; ebenso Privatgewalt und Sehe innerhalb der Eidgenossenschaft und fremde Gerichtsbarkeit, geistliche und weltliche, bei Strafe der Verbannung ausgeschlossen²⁾; dergestalt, daß Jeder Recht nehmen soll „vor dem Richter, da er geseßen ist“, und dieses Sorem auch nicht durch Abtretung seiner Klage an einen Dritten, oder Aufgabe des Landrechts umgehen kann, wenn er im Lande wohnen bleiben will³⁾. Auch förmliche Züge, um einen Andern

¹⁾ Spätere förmliche Beitrittsakte dieser Stände scheinen nicht existirt zu haben. Eschudi sagt zwar ausdrücklich (I, 473): „Es habend ouch hernach die andern Ort der Eidgenossenschaft diesen Pfaffenbrief angenommen.“

²⁾ Man muß hier stillschweigend annehmen: außer in damals als geistlicher Gerichtsbarkeit angehörend betrachteten Sachen, wozu in den Bundesbriefen meistens Ehe und offener Mord gerechnet wird und unter Subsidiar-kompetenz der Reichsgerichte, falls kein Richter in der Eidgenossenschaft zu finden wäre; doch steht das nicht ausdrücklich im Briefe.

³⁾ Diesen letzteren Grundsatz, daß, wer auf das Schweizerbürgerrecht verzichten will, nicht im Lande wohnhaft bleiben darf, haben wir in unser neuestes Gesetz über den Verzicht auf das Bürgerrecht (Ges.-Slg. II, 510) wieder aufgenommen.

zu pfänden oder zu schädigen, sind verboten, außer wo sie mit Erlaubniß der in dem Briefe genannten Obrigkeiten geschehen, die hier zum ersten Male namentlich bezeichnet werden. Daß man bei diesem Anlasse überhaupt etwas Mehreres beabsichtigte, als bloß die Kompetenzausscheidung der geistlichen und weltlichen Gerichtsbarkeit und die Beseitigung einer unbedingten Geltung des kanonischen Rechts in der Eidgenossenschaft, zeigen die im Weiteren folgenden Bestimmungen über den eidgenössischen Schutz der wesentlichen Verkehrsstraßen zwischen Zürich und der „stibenden brug“ (einer in Ketten hängenden Holzbrücke oberhalb der Teufelsbrücke an der Gotthardstraße), sodann die Vorbehalte am Schluß und die unseres Wissens noch nicht hinreichend erklärte Bestimmung, die auch nirgends mehr vorkommt, daß der Brief mit Mehrheit „gemindert oder gemehrt“ werden kann.

Diese konstitutionellen Bestimmungen, sowie die Verschiedenheit der Gegenstände, welche den Inhalt des Briefes bilden, scheinen darzuthun, daß man damals, sowie später im Jahre 1393 und wieder 1481 in der That beabsichtigte, die Bünde nach verschiedenen wesentlichen Richtungen hin durch einen einheitlichen Verfassungsbrief zu ergänzen, also, in einfachster Form, ungefähr das zu vollziehen, was wir jetzt eine Bundesrevision nennen. Dagegen muß man dem Brief nicht eine allzu große Bedeutung im Sinne eines Protestes gegen den Sklerikalismus nach Art moderner „Kulturkämpfe“ beilegen, wie es auch schon gelegentlich geschehen ist¹⁾, sondern ihn bloß als den Ausdruck eines kräftigen Staatsbewußtseins betrachten, wie es der Eidgenossenschaft zu jeder Zeit zum Vortheil gereichen wird. Der indirekte Urheber dieses Briefes, der Propst Brun, blieb lebenslänglich aus der Eidgenossenschaft verbannt, und als im folgenden Jahre der Ritter Eberhard Brun seinen Onkel, einen Urner, Hans am Stäg, ermordete, so wurde auch er in Uri als

¹⁾ Z. B. von Joh. v. Müller selbst. Natürlich ist auch die Bezeichnung „Pfaffen“ nicht in einem heutigen oppositionellen Sinne zu nehmen, welcher der damaligen Zeit ganz fremd ist.

Mörder verurtheilt und in der ganzen Eidgenossenschaft verrufen, so daß das Geschlecht des mächtigen Bürgermeisters von Zürich, der die Eidgenossenschaft zur Befestigung seiner persönlichen Machtstellung hatte benutzen wollen, schon in der zweiten Generation heimatlos im Dunkel verschwindet¹⁾). Unrecht Gut kommt eben auch im politischen Leben nicht leicht an den dritten Erben.

Der Sempacherbrief vom 10. Juli 1383²⁾), die alte Militärorganisation der Eidgenossenschaft, unter welcher sie alle ihre großen Kriegsthaten verrichtete, verdankt ihren Ursprung einem andern Zürcher Bürgermeister, der viel Aehnliches mit Rudolf Brun, namentlich die gleiche aristokratische Hinneigung zu Oesterreich befaß. Nach der Schlacht von Sempach folgten sich zuerst eine ununterbrochene Reihe von Waffenstillständen³⁾), die schließlich, nach 90 Jahren in den eigentlichen Friedensschluß mit Oesterreich, die „ewige Richtung“ mit Herzog Sigmund vom 11. Juni 1474, unmittelbar vor dem Beginn des burgundischen Krieges, ausmündeten. Während des dritten, für sieben Jahre geltenden „Friedens“ vom 1. April 1389 schloß der Bürgermeister Rudolf Schöno von Zürich mit der aristokratischen Mehrheit des Rathes am 4. Juli 1393 einen landesverrätherischen Bund auf 20 Jahre mit Leopold IV. von Oesterreich, dem Sohne des bei Sempach gefallenen Herzogs, in welchem sich Zürich verpflichtete, in dem damals beabsichtigten Revindikationsfeldzuge Oesterreichs gegen die Eidgenossenschaft neutral zu bleiben⁴⁾). Den Eidgenossen kam — wie Tschudi erzählt — heimlich durch gute Gönner Warnung und Bericht, was zu Zürich gehandelt wurde, „des sie übel erschrakend.“ Ihre Boten begaben sich zweimal⁵⁾) nach Zürich zur Abmahnung und wandten sich, als man sie vom

¹⁾ Vgl. Tschudi I, 474 und Psalm XXXVII, 35, 36.

²⁾ E. A. I, 327.

³⁾ E. A. I, Beilagen 37. 38. 39. 40. 42. 46.

⁴⁾ E. A. I, 82; Tschudi I, 571.

⁵⁾ Das erste Mal vor dem formellen Abschluß des Bundes; sie wurden damals mit leeren Ausflüchten heimgeschickt. E. A. I, 570.

Rathe und den Zünften abhielt, auf der Straße an den gemeinen Mann, der überall in den Städten mehr Sinn für die Eidgenossenschaft hatte, als die Aristokratie, die nur derjenigen Staatsordnung vollkommen anhänglich ist, in welcher sie eine bevorzugte Stellung einnimmt. Der Bund wurde am 15. Juli, bei einer „zornigen und ungestümen“ Zusammenkunft der ganzen Gemeinde in der Barfüßerkirche abgethan und der Bürgermeister Schöno mit siebzehn Rathsgliedern, „die vor Angst nicht mehr aus ihren Häusern gehen durften“, abgesetzt ¹⁾. Die Eidgenossen wußten nun aber, daß Oesterreich auf neuen Krieg und auf eine „Zertrennung der Eidgenossenschaft“ sinne, die es dann ein halbes Jahrhundert später unter dem dritten dieser mehr als bedenklichen Vorsteher des ersten Standes derselben zeitweise auch wirklich erreicht hat.

Der Sempacherbrief ist im Wesentlichen eine Kriegsordnung, ausgehend von den übeln Erfahrungen, die man in der berühmten Schlacht von 1386 durch Unordnung und zu frühes Plündern gemacht hatte; er enthält aber auch wieder eine Reihe anderer Bestimmungen des öffentlichen und privaten Rechtes, namentlich über den allgemeinen Landfrieden, die Sicherheit des Marktverkehrs und des ordentlichen Gerichtsstandes, ferner eine ausdrückliche und fortan allgemein verbindliche Erklärung, daß nicht „muthwillig“ und „unerkennt“ von einem einzelnen Stande Krieg angefangen, d. h. vorher auf eine billige Ursache bei Eiden erkannt werde. Endlich zieren ihn eine Reihe von sehr humanen Bestimmungen zum Schutze der Kirchen und Klöster und der Frauen ²⁾, wegen welcher der Brief in der älteren Zeit öfter auch der „Frauenbrief“ genannt wird.

¹⁾ Hieron datirt die zweite Stadtverfassung von Zürich, der sog. geschworne Brief vom 28. Juli 1393, der unter einem neuen Bürgermeister, Heinrich Meiß, errichtet und noch von der nominellen Herrin der Stadt, der Aebtissin Beatrix bestätigt ward.

²⁾ „Unser lieben frowen (nämlich der h. Jungfrau) zu ernen, durch das sy uns lassent zuo fliehen ir genade, schirme und behuotnusse gegen allen unsern yngenden“, wie der Brief sagt.

Bei diesem Verfassungsbrieft findet ſich auch Solothurn unter den Handelnden, ohne irgend eine Unterſcheidung von den eigentlichen Ständen der Eidgenoffenſchaft, und ſein Siegel hängt inmitten der andern, ſo daß von 1393 bis 1481 eine Bundesverfaſſung beſtand, die in Bezug auf militäriſche Angelegenheiten und, wie man annehmen muß, überhaupt auf Fragen auswärtiger Politik ein Glieder zählte. Der Grund (der nicht angeführt wird) war offenbar das ewige Bundesverhältniß Solothurns mit Bern, neben dem nicht, wie bei dem andern Verbündeten Berns, nämlich Sreiburg, noch Abhängigkeitsverhältniſſe zu Oeſterreich beſtanden. Dieſes zeitweiſe, eigenthümliche und in gleicher Weiſe nicht wieder vorkommende, Verhältniß von Solothurn bildet eine Zwiſchenſtufe zwiſchen der eigentlichen Eidgenoffenſchaft der VIII Orte und den ſehr verſchiedenartigen Rechtsſtellungen der ſog. „Zugewandten“, denen wir alsbald begegnen werden.

Zwiſchen dem Sempacherbrieft und dem dritten gemeinſamen Verfassungsbrieft, dem ſog. „Stanſer Verkommniß“, das dann namentlich in der alten Eidgenoffenſchaft als eine Art von „Bundesverfaſſung“ im modernen Sinne galt, liegt eine ſehr bewegte Zeit, in welcher dieſe Kriegsordnung mit ihren ſpäteren gelegentlichen Zuſätzen¹⁾ öftere Anwendung fand und an die wir den Leſer mit den nachfolgenden Daten kurz erinnern wollen.

Der Krieg mit Leopold IV., der zu jener Zeit erwartet wurde, brach nicht aus, ſondern der ſiebenjährige Friede wurde

¹⁾ Solche ſind beſonders vorhanden: von 1499, bei Anlaß des Schwabenkrieges. Es iſt das oft citirte Akteſtück, durch welches die Eidgenoffenſchaft ihre Truppen ſchwören laſſen ſollte, keine Gefangenen zu machen, ſondern „alles todtzuſchlagen, wie unſer frommen altvordern allwäg brucht hant.“ Hiefür und für einige weitere Ordonnanzen vgl. E. A. III 1, 599. 600. Sodann von 1521 im „Leinlakenkrieg“ für den Papſt und von 1522. Der Sempacherbrieft ſelbſt und dieſe Zuſätze enthalten auch die erſten Beſtimmungen über die eidgenöſſiſche Militärjuſtiz bis auf das Deſenſional. Vgl. für Mehreres: Polit. Jahrbuch von 1889, pag. 746, „Das eidgenöſſiſche Militärſtrafrecht.“

vor seinem Ablauf auf 20 und am 28. Mai 1412¹⁾ noch einmal auf 50 Jahre erneuert, worin bereits ein thatsächlicher Verzicht auf alle Rachepläne gegen die Eidgenossenschaft lag. Das Haus Oesterreich fing selbst an, seine Herrschaften an Glieder derselben zu veräußern, und sein zahlreicher Vasallenadel verlor das Vertrauen auf Wiederherstellung des ehemaligen Glanzes und wandte sich ebenfalls der neuen Sonne zu. Die aufstrebende Eidgenossenschaft ihrerseits begann, von diesem gefährlichen Gegner befreit, ihre Glieder lebensmuthig nach allen Seiten auszurecken, und selbst in ihren einfachen Hirtenländern erwachte der Trieb, nach Herrschaft in denjenigen Gebieten, auf die sie für ihren nothwendigen Handelsverkehr angewiesen waren. Um 19. August 1403²⁾ ergeben sich die „landlüt gemeinlich von Liventin“ an Uri und Obwalden, die dahin gezogen waren³⁾; es beginnen damit die Erwerbungen jenseits der Alpenkette, die in zwei Perioden, im 15. Jahrhundert gegen die Herzoge von Mailand, im 16. gegen Frankreich, als zeitweiligen Besitzer des Herzogthums, den ruhm- und farbenreichsten Theil unserer Geschichte, wenn auch keineswegs den glücklichsten, bilden. 1407 erfolgt das erste Bündniß gegen den Herzog von Mailand mit den damaligen Besitzern des Eingangsthores zu seinen Gebieten, der Stadt Velenz, den Herren von Sax-Misox, welchem dann 1418 der Ankauf unter Bestätigung des deutschen Reiches folgte. 1410 findet die Aufnahme des Urserenthales in das ewige Urner Landrecht statt⁴⁾; im gleichen und folgenden Jahre die Eroberung des Eschenthales, 1415 die des österreichischen Margaus, womit die Entstehung „gemeiner“ Unterthanenlande eigentlich erst beginnt. Von 1419 ab eröffnet sich der ernstliche Kampf mit den Herzogen von Mailand um das heutige Tessin, der in verschiedenen Abschnitten beinahe das ganze Jahrhundert hindurch andauert. 1440–1450 folgt der

¹⁾ E. A. I, 342.

²⁾ E. A. I, 342.

³⁾ E. A. I, 335.

⁴⁾ E. A. I, 128.

furchtbare Sezessionskrieg mit Zürich, der mit einer Auflösung der Eidgenossenschaft zu enden drohte und, aus ihm hervorgehend, die Anknüpfung der französischen Freundschaft mit dem Frieden von Essenheim und dem ersten Allianzvertrag 1444¹⁾ und 1452. Im Jahre 1458 beginnt mit der Einverleibung von Rapperswil, bei der Heimkehr aus dem Plappartkriege gegen Konstanz, ein weiterer Feldzug gegen Oesterreich, 1460 die Einnahme des Thurgaus, 1468 der Sundgauerzug und Waldshuterkrieg, dem 1474 der von Frankreich vermittelte Friede als Einleitung zu dem burgundischen Kriege folgt. Derselbe endete nach drei Jahren bei Nancy mit der Zerstörung einer zweiten Grenzmacht ruhmvoll genug, aber nicht vortheilhaft für die Politik der Eidgenossenschaft²⁾, die damit zuerst der Werbeplatz und später der Vassall Frankreichs wurde.

Noch im nämlichen Jahre 1477 beginnt die zweite, heftige Durchgangskrise der achtörtigen Eidgenossenschaft, die zu einer Art von Erneuerung des Bundes, unter gleichzeitiger Erweiterung des bisher ängstlich abgeschlossenen Bundeskreises führte. Das Stanser Verkommniß vom 22. Dez. 1481³⁾ ist mehr ein Friedensschluß unter den entzweiten Eidgenossen, eine wirkliche Erneuerung ihres Bundes, als eine bloße Bundesrevision im heutigen Sinne. Nicht bloß die Verfassung des Bundes wurde erneuert, sondern der Bund selber, der am Rande der Auflösung stand. Uebrigens haben alle großen Staatsveränderungen der Eidgenossenschaft diesen Charakter, und niemals ist dieselbe zu einer erheblichen neuen Entwicklungsstufe gelangt ohne eine heftige Er-

¹⁾ E. A. II, 807. 869.

²⁾ Mit Recht sagt der Chronist Anshelm vom Burgunderkrieg: „Also wart von Tütschen und Welschen flüchig gesucht, sy, namlich den schwarzen leuen (Burgund) und schwarzen Stier (Uri, als Sinnbild der Eidgenossenschaft) aneinanderen zu hegen. Da aber der leu, als geschider, nit wöllt anbyssen, da wart gefunden, daß der stier, als der einfältiger, mit des bären vorbiß, anbiß.“

³⁾ E. A. III, 696.

schütterung, in welcher sie ihre gesammte moralische Kraft gegen allerlei Seinde ihres Bestandes zu erproben hatte.

Die unmittelbaren Ursachen der damaligen Krisis sind vielfach, am besten in Segeffers kleinen Schriften („Zur Geschichte des Stanser Verkommnisses“) beschrieben. Sie lagen zunächst in dem natürlichen Gegensatz der beiden Gruppen von Städten und Ländern, von denen die ersteren die Ausdehnung der Eidgenossenschaft auf neue Gebiete als eine unabweisbare Sorderung der Zeit ansahen und auch mächtig und gut organisiert genug waren, um solche erobern und in irgend einer Form beherrschen, oder assimiliren zu können, während die Länder durch neue, gleichberechtigte Bundesgenossen, namentlich städtischer Natur, nur an Einfluß und Stellung im Bunde, den doch sie wesentlich geschaffen hatten, verlieren und in allerlei neue Verwicklungen hineingezogen werden konnten, zur Beherrschung von Unterthanen aber sich mit einer wohlthuenden Aufrichtigkeit der Gesinnung nicht fähig fühlten¹⁾. So standen sich nach den Burgunder- und Mailänder-Kriegen, die bei Nancy und Giornico glücklich endeten, zwei Strömungen schroff gegenüber, die wir beide begreifen und natürlich finden können. Wir wünschten heute nicht, daß der politische Gedanke der weitfichtigeren Städte unterlegen und die Eidgenossenschaft auf die VIII Orte beschränkt geblieben wäre, und ebenso können wir dem einfacheren republikanischen Geiste der Länder, der in Unterthanenländern und in vielen Städten mit aristokratischer Regierungsform eine Gefahr für die Eidgenossenschaft erblickte, unsere, sogar vorwiegende, Sympathie nicht versagen. Es ist das eben der Charakter aller großen politischen Kämpfe, daß in beiden kämpfenden Richtungen ein gewisses Maß von vernünftigen Motiven steckt, ohne das sie nicht bestehen würden. Diesen verständigen Kern aus der Masse von Eigensucht oder Bornirtheit

¹⁾ Das sind die „tieferen Differenzen“ der damaligen Zeit, auf die sich das Auge des Politikers richten muß; die Theilung der burgundischen Beute war nur der auf der Oberfläche liegende, nächste Streitpunkt, der oft, wie wir es auch in heutiger Zeit sehen, nur scheinbar der hervortretendste ist.

herauszuschälen, die sich im Verlauf des Streites darüber gelagert hat, und mit echt eidgenössischem Sinne das Wohl des Ganzen, die Erhaltung der Eidgenossenschaft selbst, über wohlbegreifliche Einzelinteressen zu stellen, das ist unsere Aufgabe noch heute unter Verhältnissen, die unter etwas andern Worten die gleichen Gegensätze verbergen, und es wird auch heute nur einer echt religiösen Auffassung unserer Politik gelingen, dieselben in ähnlicher Weise aufzulösen.

Sreiburg und Solothurn waren die speziellen Klienten Berns. Das Erstere war, obwohl älter, stets ein Nachbild Berns in kleinerem Maßstabe, und daraus, sowie aus den verschiedenen Herrschaftsverhältnissen, aus denen sich Sreiburg nicht zu emanzipiren vermochte, entstand ein Zwitterzustand zwischen einer in der Natur der beiden Städte und ihrer Bevölkerungen begründeten Verbindung¹⁾ und öfterer Sehde, welcher in dem merk-

¹⁾ Ein altes Lied schildert dieselbe folgendermaßen:

„Es sind zween alte pfarren,
Die freche muote hand,
Niemand mag mit ihnen stoßen,
Diwil sy sind Eydgenossen
Und sich nit scheiden lant.

Die wölff und ouch die süchse,
Meng thier in diesem lant
Sprechend zuo jedem alleine,
Gemeinschaft syg nit reine
Und ihuond inen das bekannt.

Gott geb den ochsen beeden
Einen styffen, stäten sinn
Und lasse sy nit hören,
Das sy möchte zerstören,
Das wär nit ir gewinn.

Denn wurden sy entwetten,
So schluog es übel uf,
Daz ich sy beede warne:
Die wölff sind jek im garne,
Dann kämind sy haruß.“

Die Wölfe und Süchse sind der umliegende Adel. Sie kamen gleichwohl heraus und in die Bürgerschaften der Städte hinein.

würdigen Inhalt des zweiten ewigen Bundes vom 20. November 1243¹⁾ seinen Ausdruck fand.

Von 1277 stand Sreiburg, in Folge Kaufs durch König Rudolf von Habsburg, unter österreichischer, von 1452 ab unter savonischer Landeshoheit, aus der es 1477 nach den Burgunderkriegen auf Verlangen Berns entlassen werden mußte.²⁾ Es blieb nun nichts anderes übrig als Unterwerfung unter Bern, oder Aufnahme in die Eidgenossenschaft. Ebenso bestand mit Solothurn ein altes Bündniß Berns von 1295, das am 30. September 1308 feierlich erneuert wurde³⁾ mit weiteren Erneuerungen von 1345 und 1351⁴⁾. Dem entsprechend nahm Solothurn seit 1385 an allen Kriegen der Eidgenossen an der Seite von Bern theil, wurde auch regelmäßig in die Frieden mit Oesterreich, ja sogar in die Kriegsorganisation der Eidgenossenschaft eingeschlossen⁵⁾, dagegen im Jahre 1411 (6. Nov.) mit einem Gesuche um Aufnahme in den Bund abschlägig beschieden.⁶⁾

Im Jahre 1477 (23. Mai) schlossen nun die drei eidgenössischen Städte eigenmächtig ein Burgrecht mit Sreiburg und Solothurn⁷⁾, einen förmlichen Städtefondbund gegen die Länder, der überdieß seitens Luzerns gegen das formelle Recht seines Bundesbriefes verstieß, der es ihm nicht gestattete, ohne der drei Länder Wissen und Willen irgendwelche neuen Bündnisse einzugehen. Die Länder betrachteten daher diesen Schritt Luzerns als Bundesbruch, während dieses namentlich Obwalden beschuldigte,

¹⁾ Er bezeichnet sich selbst als eine Erneuerung, die ältere Urkunde ist aber nicht bekannt. *E. N. I.*, 369.

²⁾ Die Herzogin Jolanthe, die Verbündete Karls des Kühnen, entläßt die Stadt « promotione et hortatu magnificorum dominorum, sculteti et consulatus minoris et majoris consilii urbis Bernensis, confederatorum nostrorum amatissimorum » und stellt den Schirmbrief von 1452 mit zerschnittenem Siegel zurück. *E. N. II.*, 941. 942. 866.

³⁾ Die Urkunde des ersten Bundes fehlt auch hier. *E. N. I.*, 381. 387.

⁴⁾ *E. N. I.*, 419. 426.

⁵⁾ *E. N. I.*, 327.

⁶⁾ *E. N. I.*, 130.

⁷⁾ *E. N. II.*, 929.

eine Verschwörung angezettelt zu haben, wonach der Stadt Luzern Mauern und Thürme geschleift und eine Länderverfassung eingeführt werden sollte. Die Sache nahm demnach die Gestalt eines Streites der drei Länder Uri, Schwyz und Unterwalden gegen Luzern an, welchem die andern Städte mit Rath und That zur Seite standen, und die Abschiede der Jahre von 1478 ab sind mit Verhandlungen und Ausgleichsvorschlägen angefüllt, die zum Theil bereits Entwürfe des späteren Verkommnisses enthalten¹⁾. In den Jahren 1479 und 1480 ruhte die Sache wegen auswärtiger Kämpfe, und es sollen dann erst am 29. Dec. 1480 „Luzern und die III Waldstätte das Recht miteinander wieder da anfangen, wo es vor dem Bellerger Krieg gelassen ist“²⁾.

Von da an wird der Streit akuter, die Sondertagsakungen der fünf Städte häufiger, der Ton ihrer Opposition gegen die von den Ländern verlangte Mehrheitsentscheidung bitterer³⁾, bis endlich am 28. Oktober 1481 zu Zofingen ein Ultimatum an die Waldstätte verabredet wird, das die Grundlagen eines neuen Bundesverhältnisses aufstellt. Dasselbe lautete⁴⁾:

„Zürich, Bern, Lucern, Sreiburg und Solothurn.

„Von des Burgrechts wegen ist beschlossen, daß die V Städte ihre vollmächtigen Botschaften nächstkünftigen Sonntag (4. November) zu guter Tagzeit in Zug haben sollen, um sich über eine einhellige Antwort zu vereinigen „durch ihr ernen vnd

¹⁾ E. A. III, 1. 5. 9. 14. So ganz plötzlich ist das Stanfer-Verkommniß doch nicht entstanden.

²⁾ E. A. III, 89.

³⁾ E. A. III, 91. 92. 93. 104. 108.

⁴⁾ Die Situation erinnert an die letzten Verhandlungen vor dem Sonderbundskrieg, oder noch mehr an den Vorschlag zu einem neuen Bund, den Preußen im Jahre 1866 zu Frankfurt, gleichzeitig mit seiner Erklärung über den Austritt aus dem alten, auf den Kanzleitsch des Bundestages legte.

glimpfs willen den örtern der Eidgnosschaft vß den letzten Abscheid Zug gemacht ze geben vff sölich form, das vß den Abscheiden zu Zofingen vff tagen vergriffen vnd ouch vß dem Abscheid zu Zug gemacht, ein vereynung angefehen werden sol, die gemeinlich vnd zimlich sye Stetten vnd ländern der Eidgnosschaft vßzenemen mit Insliegung der Stetten Sriburg und Solloturn. Vnd das die artikel, welche die Statt Lucern dargeben wirt, ouch darzu veruast vnd alles in ein form zu dem besten gestellt werd, mit mindrung vnd merung. Ob aber das nit möcht noch wölt angenommen werden vnd gang haben, das dann wurd geredt von einem gemeinen, gelichen vnd zimlichen Pund mit lütrung der artikel, So vff tagen als vorstat, gestellt sind, mit mindrung vnd merung, als sich gebüren vnd geben wirdt. Vnd umb das die örter der Eidgnosschaft mögen begrifen vnd verstan, den das gemacht burgrecht widerwertig ist, das es anders nit dann all Trüm, Er vnd guts vff Im trag, das dann von einem gemeinen Burgrecht und Landrecht zwischen den fünff Stetten vnd allen andern Örtern der Eidtgnosschaft werd geredt vnd angenommen, wie das angenommen ist mit erklerung vnd lütrung der Artikellen, So in den Abscheiden als vorstat, begriffen find." E. A. III, 108.

Das Protokoll der geschichtlich berühmten Tagsatzung zu Stans (Samstag nach St. Thomastag = 22. Dez. 1481), die nun folgte, enthält nichts über den Gang der Verhandlungen, namentlich nichts Genaueres über die Vermittlungsthätigkeit des Obwaldner Einsiedlers Niklaus Löwenbrugger, genannt „von der Slüe“, so daß nicht einmal mit Bestimmtheit zu ermitteln ist, ob derselbe wirklich in der Mitte der Tagsatzung erschien, oder seine Botschaft an die entzweiten Tagherren durch den Pfarrer von Sächseln, einen Luzerner, Namens Heinrich Imgrund, übersandte. An der Thatsache der Vermittlung selbst ist jedoch nicht zu zweifeln, da der Abschied die Worte enthält: „Des ersten (sollen die Boten) heimbringen die trüm, mü und arbeit, so dan der from man, bruder Claus, in disen dingen getan

hat, im das trülich ze danken, als jeglicher bott weis witer ze sagen." ¹⁾)

Die Macht, welche das Wort des Einsiedlers in sich trug, erklärt sich nicht nur aus einer weltabgewandten, echt heiligen Persönlichkeit, die in Momenten, wo die weltliche Klugheit am Rande ihres Könnens steht, ihren größten Einfluß ausübt, sondern auch aus dem Zauber der echten Rede überhaupt (gegenüber der falschen Beredsamkeit), welche stets den bessern Geist in dem Hörer befreit und in ihm Gefühle und Gedanken weckt, die er sich vielleicht selbst nicht zu gestehen gewagt hätte. Hier war es der „eidgenössische“ Geist, die höhere Sorge für die Wohlfahrt des Ganzen und die wahrhaft religiöse Scheu davor, ein solches von Gott geordnetes und so lange in Gnaden aufrechterhaltenes Staatsgebilde um kleinlicher Ursachen willen zu zerstören, welche in den Gemüthern der Tagsatzungsboten jene fast wunderbare Umstimmung hervorbrachte, die vielleicht auch in unserem Jahrhundert, vor dem Sonderbundskriege, noch möglich war, wenn ein solcher Vermittler vorhanden gewesen wäre und das geistige Haupt des Sonderbunds ein echt schweizerisches Herz gehabt hätte. Das ist eben im Völkerleben, wie in dem des Einzelnen, das Problem, sich aus mannigfachen Schwierigkeiten, die in der Entwicklung des eigenen Charakters und in der Berührung mit Andern liegen müssen und stets liegen werden, zu der Klarheit des sittlichen Bewußtseins und der vollen Höhe der sittlichen Lebensaufgabe durchzuarbeiten, aus denen allein die Größe der Menschen und der Völker besteht. In diesem Sinne sind dann solche Tage, an denen lange Vorbereitetes und Kämpfendes aus großen Krisen zu einem richtigen Ausgange sich durchringt, Segenstage für das Volk und durch dasselbe für die ganze Menschheit, der es in irgend einer Beziehung voranzuleuchten berufen ist.

Das bleibende Werk des 22. Dezember 1481 war einerseits das nachmals gewöhnlich sogenannte Stanser Verkommniß,

¹⁾ C. A. III, 109.

der dritte Verfassungsbrief, und sodann die in einem besondern Aktenstücke enthaltene, gemeinschaftliche, Aufnahme der beiden Städte Sreiburg und Solothurn durch alle VIII Orte, unter Aufhebung des städtischen Sonderbundes.¹⁾

Das eigentliche Verkommniß enthält, nach einem religiösen Eingang, der weder im Pfaffenbrief, noch im Sempacherbrief enthalten ist,²⁾ eine dauernde, gute Landfriedensordnung, die in den folgenden Jahrhunderten allerdings öfters zu geistloser Tyrannei gegen die Unterthanen mißbraucht worden ist, übrigens einen gewissen Ansat zu dieser spätern korrupten Auffassung von einem selbständigen Rechte souveräner Regierungen und einem Bund, der bloß zwischen solchen, nicht zwischen Völkern besteht, bereits deutlich zeigt,³⁾ indem sämtliche Stände jeder Standesobrigkeit auch gegen deren eigene Bürger zum Beistande verpflichtet sind. Wenn ein Stand gegen diesen ewigen Frieden handelt, so sind die sämtlichen andern zur Intervention befugt und berufen; einzelne Sriedbrecher sind von ihrer Obrigkeit zu bestrafen, doch kann sie auch der von ihnen angegriffene Stand zur Rechenschaft ziehen, sofern er sie auf seinem Gebiete betrifft. Bloß zur Auslieferung solcher politischen Verbrecher sind die übrigen Stände nicht verpflichtet. Das Verbot förmlicher Sreishaarenzüge im

¹⁾ E. A. III, 696 — 701. Das dritte Stück ist das oben citirte kurze Protokoll. Als sonderbarer Zusatz erscheint in den E. A. (III, 701.) noch ein Spezialabkommen von Bern und Sreiburg vom 1. Sebruar 1482, worin der alte Bund dieser Städte aufrecht erhalten wird und dem eidgenössischen Bunde vorgehen soll.

²⁾ Wir lassen dahingestellt, ob das der religiösen Stimmung des Augenblicks entsprach, oder in der bewußten Absicht geschah, diesem Briefe eine Art von größerer, constitutioneller Bedeutung zu verleihen.

³⁾ Ob dieser Ansat Waldmann zuzuschreiben ist, der muthmaßlich zu Stans anwesend war, lassen wir ebenfalls dahingestellt; es würde diesemelden, der wenig Sreheitsinn besaß, ähnlich sehen. Der Zürcher Bundesbrief enthält ja selber auch bereits eine solche singuläre Verpflichtung der Eidgenossen, die Zürcher Regierung zu garantiren und war aus einem analogen Gedanken hervorgegangen. Schwyz beantragte zur Zeit der Waldmann'schen Spruchbriefe Streichung dieses Verbots der Versammlungen.

Innern der Schweiz war besonders begründet durch das erste Vorkommniß dieser Art, das sog. „tolle Leben,“ das im Jahre 1477 von der Saftnacht von Zug ausging und namentlich gegen Genf gerichtet war. So viel zum Verständniß dieses Briefes, der stets als ein Stück Verfassung der alten Eidgenossenschaft betrachtet worden ist und noch im Jahre 1814 und 1815 von einzelnen Staatsmännern der Schweiz an Stelle einer Verfassung erneuert werden wollte. ¹⁾

Der Wortlaut des ganzen Briefes ist folgender:

„In dem Namen des Vatters, des Sunes, vnd des heiligen Geistes Amen. Wir Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Rätthe, Burger, Landtlüth, vnd Gemeinden gemeinlich diser hie nach gemelten Stetten vnd Lendern: Namlich von Zürich, Bernn, Luzern, Ore, Schwyz, Vnderwalden ob vnd nid dem Kernnwalde, von Zug mit dem vssern Ampt, so darzuo gehört, vnd von Glarus, als die acht Ortte der Endgnoschafft, Bekennend öffentlich vnd thun kund allen denen, die disen Brieff jemer sehend oder hörend lesen. Nach dem vnd dann wir durch krafft vnser ewigen geschwornen Pündten, die dann durch gnad vnd hilff des ewigen Gottes, vnser Vordern sälligen Gedächtnus, vnd vns biszhar zuo gutem Srid, Glück vnd Heil erschossen, ewighlich zusammen verbunden sind, vnd vns zustat mit wachender Sürsorg alles das zuo betrachten vnd für zuo nemmen, damit vorab dieselben vnser ewigen Pünd dest kräftiglicher beschirmet, vnd vnser aller Land vnd Lüth in gutem Srid, Rum vnd Gemach behalten werden. Haben wir mit

¹⁾ Balthasar führt einen Zusatz zum Stanfer Verkommniß vom 22. März 1656 an, der aber in Wirklichkeit aus dem Bauernkriege ist und vorschreibt, bei Aufruhr die Hülfe dem darum mahnenden Orte „unerforschet und unerwartet fernerer Umstände alsbald und ohne einigen Verzug zu gewähren und mit sothaner Hilf und Zugug so lange zu verharren, bis nach Erforschung und Erdauerung aller Umstände die Unterthanen und Angehörige wiederum in die Schranken der Gebührr werden gebracht seyn.“ Andere Verhandlungen von 1681–1682 darüber finden sich in E. A. VI II, 1, pag. 24 und 30.

guter wüßend, einhelliglichem Rathe, vnd nußbarer Vorbe-
trachtung vnns dieser nachgemelten Sachen, Stucken und Ar-
tiklen, die also bey vnsern Ehren vnd guten Trümen für vns
vnd alle vnser ewigen Nachkomen fürbashi ewiglich gegen
einandern unverfert, war, vnd stät ze halten, mit einandern
güttlich vereinbaret, vnd die zwüschen vns abgeredt, gelütert
vnd beschlossen, wie hienach volget, vnd eigentlichen begriffen
stat. Deß ersten, daß vnder vns den vorgenambten acht Orten
Zürich, Bernn, Luzern, Vre, Schwyz, Underwalden, Zug vnd
Glarus, weder durch sich selbst noch durch vnser Underthanen,
Burger, Landlüt, oder durch nieman anders, nieman den
andern mit eignem Gewalt fräffenlich überziehen, noch sunst
in kein weg weder an Lñb, noch an Gutt, an Stetten, Länden
noch an Lütten, an finen Underthanen, Burgern, Landlüt,hen,
noch an denen, so inen mit ewigen Pündten gewant sind, oder
zu versprechen stand, dheinerley schadens noch vnlustes, jeman
dem andern das sin ze nehmen, ze nöthigen oder die finen ab-
zutrenngen in kein wyse nit fürnehmen, noch das ze thund
vnderstahn soll. Vnd ob jeman vnder vns den vorgenamten
acht Orten gemeinklich oder insonders, darvor Gott ewiglich
sye, jeman dem andern an dem synen oder an den finen oder
an denen, wie da vor gelütert ist, sölich sachen, wie obstaht,
zufüegte, fürneme oder dawider thäte, damit sollichs dann
ferkommen vnd vnser aller ewigen geschwornen Pündt krefftenk-
lich beschirmet werdent, vnd wir alle miteinander dest fürer
in brüderlicher Trüm, Frid, Rum, vnd gemacht plibend,
welchem Orte, oder den finen, als vorstaht, dan dis vnnder
vns ne begegnet, So söllent vnd wellent wir vbrigen ortte alle
gemeinlich das selbe ortt, vnd die finen, wie vorstaht, so also
genötiget wurdent, vor sölicher gewaltfamme vnd überpracht vn-
gehindert aller sachen mit guten Trümen schirmen, schützen,
vnd handhaben, an alle geverde. Vnd ob vnder vns einicher-
ley fundriger Personen, eine oder mehr, theiniß sölliche über-
bracht, vffrühr oder gewaltfamme, als obstaht, gegen jeman
vnder uns oder den vnseren, oder denen, wie vor gelütert ist,

ane Recht fürnehmend oder begiengend, wer oder von welchem Orth vnder vns die ioch währind, die söllend, so dick das beschicht, von stund an, nach ihrem verdienen vnd gestalt der sach, darumb von ihren Herren und Obern ane alle hindernuß vnd widerrede gestraft werden. Doch vorbehalten, ob jeman der vnsern vnder vns in deß andern Gerichten oder Gebieten, einicherley gräuel beginge, oder vffrür machte, mag man daselbs die Gethäter annehmen, vnd die ne vmb söllich frevel und buoßwirdig sachen nach desselben Orths vnd der Gerichten daselbs, da söllichs ne zu Ziten beschicht, recht vnd harkommenheit, straffen vnd rechtfertigen, vngevarlich.

Wir sind auch übereinkomen, vnd habend geseht, daß ouch fürbas hin vnder vns, vnd in vnser Endtgnoschaft, weder in Stetten noch in Ländern nieman theinerley sunderbarer gefarlicher Gemeinden, Samlungen, oder Antråg, da von dan jeman schaden, vffrur, oder vnsuog erstan möchte, weder heimlich, noch offentlich fürnehmen, noch thun soll, ane willen vnd erlauben siner Herren vnd Oberen, Namlich von Zürich eines Burgermeisters vnnd der Rätthen, von Bern, des Schultheissen vnd der Rätthen, von Luzern eines Schultheissen der Rätthen vnd Hunderten, von Ore, Schwyz, Vnderwalden, Zug vnd von Glarus der Amman, der Rätthen vnd ir Gemeinden daselbst. Vnd ob darüber jeman vnder vns dekeinerley söllicher gefarlicher Gemeinden, Besamlungen vnd Antråg, als vorstath, ze thun fürneme, darzu hilff oder Rath thäte, der vnd dieselben söllend alsdann nach ihrem verschulden gestracks vnd ane verhindern von ihren Herren vnd Obern gestrafft werden.

Wir habend ouch mit sunderheit zwüschen vns abgeredt, vnd beschlossen, daß fürbashin in vnser Endtgnoschaft vnd vnder vns by End und ere, nieman dem andern die sinen zu vnghehorsami vffwysen soll, wider ihr Herren vnd Obern ze sind, noch nieman die synen abzüchen, oder vnderstan widerwertig ze machen, dadurch die abtrünnig oder ungehorsam werden möchten. Vnd ob jeman vnder vns die synen widerwertig syn wöllten, oder vngheorsam werdend, dieselben söllend

wir einandern mit guten Trüwen fürderlich helfen ihren Herren wider gehorjam machen, nach lut vnd durch kraft vnser geschwornen Pundtbrieffen.

Vnd alsdann in dem Brieff, so vor Zitten nach dem Stritt zuo Sempach des Jahrs do man zalt von Christi vnser Herren Geyurt thusent drün hundert Nünzig vnd drün Jar, durch vnser Vordern jäliger Gedächtniß, Wie man sich in Kriegen vnd Reysen halten sölle, so wir mit vnsern offnen Pannern zuo veld ziehent, etlich Artickel gesetzt vnd beschlossen worden sind; haben wir zuo mehrer Lüterung, vns vnnd vnsern Nachkommen zuo gut, in dieser ewigen Verkomnuß abgerett vnd beschlossen, vnd denselben Artikel also gesetzt: War wir für diß hin mit vnsern offnen Pannern oder Venlinen vff vnser viegend ziehen werdent gemeinlich oder vnder vns dhein Statt, oder Land sunderlich, all die, so dann mit den Pannern oder Venlinen ziehend, die söllend ouch by einandern pliben, als Biderblüt, wie vnser Vordern ne dahar getan hand. Was not ihnen, oder vns ouch begegnet, es sye in Gefächten, oder andern Angriffen, wie dann derselb vnd ander sachen vnd Artickel in dem obgemelten Brieff, nach dem Sempach Stritt gemacht, witter vnd eigentlicher begriffen sind.

habend wir fürer gesetzt vnd beschlossen, daß vorab derselb Brieff, vnd ouch der Brieff, so vor Zitten durch vnsern Vordern jällig ouch gemacht ist worden, von Priestern vnnd ander sachen wegen, in dem Jar des Herren thusent drün hundert vnd Siebentzig Jar, mit allen iren Punkten, Stucken, sachen vnd Articklen, wie vnd in aller maß das dieselben beid Brieff inhaltend vnd begriffend, fürbashin vnverfert in ganzen guoten krefftten pliben vnd vest gehalten, vnd daß dabyn zuo ewiger Gedächtnuß dieselben beid Brieff vnd ouch diese früntlich ewige Verkomnuß nu von hin, so dick wir vnser ewige Pündt schwerendt, allenthalben vnder vns in allen Orten offentlich vor vnsern Gmeinden gelesen vnd geöffnet werden söllend.

Vnd damit alt vnd jung vnser aller geschwornen Pündte deß fürer in Gedächtnuß behalten mögend, vnd denen wüßend nachzukommen, So haben wir angesehen vnd geordnet, daß die fürbashin zuo ewigen Sitten vnd allwegen in allen Orten von fünff Jaren zuo fünffen mit geschwornen Enden ernüwert werden söllend.

Wir habent ouch zwischen vns luther beschlossen vnd abgerett, wo vnd als dick wir fürbashin gegen jeman ze kriegem oder reysen kommend, was dann Gutes, Gelves oder Brandschäden in söllichen Kriegen oder Reysen, in Stritten oder Gefächten, theinist mit der hilff Gottes von uns erobert würend, daß sölichs nach der summ vnd anzahl der Lütten, so iegklich Ortt, Statt und Lender, vnder vns in söllichem Zug oder Gefächt gehebt hat, den Perjohnen nach glichlich getheilt werden soll. Ob aber wir Land, Lütth, Stätt, oder Schloß, Zins, Rennt, Zöll, oder ander herrlichkeiten in söllichen kriegem eroberten oder innemmend, die söllend vnder vnns den Orten nach, als von alter her, glichlich vnd fründlich getheilt werden. Vnd ob wir sölliche ingenomen Land, Stett, Schloß, Zins, Rennt, Zöll oder herrlichkeit theinst in thädings vns wider zuo lösen gäbend vmb einicherley summ GELTS, des jne dann wenig oder vil, das selb Gelt soll ouch vnder vns Ortt von Stetten vnd Ländern glichlich werden getheilt, fründlich vnd ane geverde.

Wir haben ouch gelüttert, vnd hiernyn eigentlich beschlossen, daß dise fründlich vnd ewig Verkomnuß vnns die vilgenanten Orth vnd Stätt, vnd ouch alle die, so in vnser Endtgnoschaft mit vns reysend, ouch vnser Vnderthanen, Burger, Landlütth, vnd die so mit vns in ewigen Pündten sind vnd vns zuo versprechen stand, berüren soll vnd darin begriffen sin; vßgenommen Stätt, Schloß, Land vnd Lütth, Zins, Rennt, Zöll vnd herrschaften, die söllend vns Orten von Stätten und Ländern, als vorstath, zuogehören, vnd vnder vns getheilt werden.

Vnd in diser fründtlichen, ewigen Verkomnuß behalten wir vns selber vor, daß dis alles, wie vor erlüttert ist, vnser

aller ewigen Pündten unvergriffenlich vnd unschedlich sin soll, vnd daß dabñ denselben vnsern pünden zu krefftten vnd beschirmung dis ewig Vorkomnuß nach allem ihrem Inhalt vnversehrt gehalten werden soll, getrůnlich vnd ane alle geverde.

Vnd dis alles zuo warem, bestem vnd nemerwerendem Vrkundt, so haben wir obgenanten acht Ortt, Zürich, Bern, Luzern, Vre, Schwyz, Vnderwalden, Zug, vnd von Glarus, vnser aller von Stetten vnnnd Lendern Ingefigel, für vns vnd vnser ewigen Nachkomen, offentlich thuon henken an diser Brieffen acht, die von Wort zu Wort glich wñsend, vnd jegklichem Ort vnder vns einer geben ist, vff den nächsten Sampstag nach sannt Thomas Tag des heiligen zwölff Botten, als man zalt von der Geyurt Christi vnseres Herren thuñent vierhundert Achtzig vnd ein Jare."

Der Friedenschluß zu Stans muß damals den Eindruck einer neuen Gründung der Eidgenossenschaft hervorgebracht haben. Weitumher wurde mit allen Glocken geläutet und der Name des frommen Vermittlers hoch gefeiert. Der Stand Solothurn sandte ihm schon am 29. Dezember 20 Gulden zu einem guten Jahr für den Gottesdienst in seiner Kapelle am Rast mit den Worten: „Wir sind berichtet, wie daß Ihr von Gnaden des allmechtigen Gottes Fried, Rum vnd Einhälligkeit in der ganzen Eydgnoschaft habt gemacht durch ıvern getrůwen Rat und Unterrichtung, und so vil Guts unferthalben geredet, daß wir (neu) verbrüederet sind in einem ewigen Pundt mit gmeiner Eydgnoschaft, das wir billich dem waren Gott und allem himmlischen Heer und ıch als Liebhaber des Frieds gros Lob und Dank sagen.“ Sreiburg sandte ein Stück Tuch, Luzern 40 Gulden für die Kapelle, Bern 40 Pfund, wofür ein zwar nicht von Bruder Klaus selbst (der nicht lesen und schreiben konnte) geschriebenes, wohl aber mit seinem Siegel besiegeltes Dankschreiben noch vorhanden ist. Und damit bei allem Großen und Ehrwürdigen die menschliche Schwachheit nicht ganz fehle, die eben immer unsere Begleiterin bleibt, so treffen wir mitten in der gehobenen Stimmung

jener Tage auch noch auf einen „Schelm“, der die dankbare Gemüthsverfassung der Eidgenossen mittelst einer vorgeblichen Sammlung für die Kapelle des Bruders Klaus für sich ausbeutete, so daß die Tagsatzung vom 17. März 1483 genöthigt war, allenthalben in der Eidgenossenschaft auf ihn fahnden zu lassen.¹⁾

Außer diesen drei großen Verfassungsbriefen und dem Inhalt der Bundesbriefe der VIII und nachmals der XIII Orte sind für das ältere Bundesstaatsrecht vor der Reformation noch bestimmend eine beträchtliche Anzahl von wichtigeren Konkordaten, die im Schooße der Tagsatzungen angenommen und in einzelnen Fällen sogar, wie die Bundesbriefe selbst, beschworen wurden. Als solche kann man anführen: Den Pensionenbrief vom 31. Juli 1503²⁾, die Münzkonkordate³⁾, namentlich die erste zehnjährige Münzordnung von Zürich, Bern, Luzern mit Oesterreich, Basel, Solothurn und andern Herren und Städten von 1387 und das spätere fünfzigjährige Konkordat der VII Orte und der VI Orte von 1425, sowie weitere von 1487 und 1504; die Konkordate über die Straßenunterhaltung in der Eidgenossenschaft von 1403 und 1473⁴⁾, die Vereinbarungen über die Gotthardstraße⁵⁾, über die Grimselstraße⁶⁾, die Straße am Schollberg, — ferner zahl-

¹⁾ E. A. III, 148.

²⁾ E. A. III n, 1314. Ein ähnlicher graubündnerischer ist vom 25. Sebr. 1500. E. A. III n, 1316. Vgl. frühere Verkommnisse E. A. I, 59. 91. 99, und Versuche von Verständigungen gegen einseitiges Kriegsanfangen E. A. III n, 592. 595. 601.

³⁾ E. A. I, 56. 77. 320; II, 40. 43. 700. 728. 50. 734; III I, 263; III I, 100. 292; VI I, II, 1834. 1822.

⁴⁾ E. A. I, 102. 156. 255; II, 443. Dort ist gesagt: 1473, 31. März: „Gmein Eitgnossen hant allen Kouffluten, wannen die ioch sint vnd was Kouffmanschaft in füren, ein Geleit geben, dz sy mit Ir lib vnd Gut sicher in der Eitgnossenschaft faren vnd wandlen unz uff der Eitgnossen widerrufen.“ 1474 und 1487 wurden allgemeine Straßenverbesserungen beschlossen, — 1579 ein eidgenössischer Straßenmeister für den Mont Kenel (Monte Cenere) angestellt.

⁵⁾ E. A. I, 16. 29. 41. 121. 173. 260. 275. 308. 337. 395. 430.

⁶⁾ Vertrag von 1397, E. A. I, 454.

der dritte Verfassungsbrief, und sodann die in einem besondern Aktenstücke enthaltene, gemeinschaftliche, Aufnahme der beiden Städte Sreiburg und Solothurn durch alle VIII Orte, unter Aufhebung des städtischen Sonderbundes.¹⁾

Das eigentliche Verkommniß enthält, nach einem religiösen Eingang, der weder im Pfaffenbrief, noch im Sempacherbrief enthalten ist,²⁾ eine dauernde, gute Landfriedensordnung, die in den folgenden Jahrhunderten allerdings öfters zu geistloser Tyrannei gegen die Unterthanen mißbraucht worden ist, übrigens einen gewissen Ansat zu dieser spätern korrupten Auffassung von einem selbständigen Rechte souveräner Regierungen und einem Bund, der bloß zwischen solchen, nicht zwischen Völkern besteht, bereits deutlich zeigt,³⁾ indem sämtliche Stände jeder Standesobrigkeit auch gegen deren eigene Bürger zum Beistande verpflichtet sind. Wenn ein Stand gegen diesen ewigen Frieden handelt, so sind die sämtlichen andern zur Intervention befugt und berufen; einzelne Friedbrecher sind von ihrer Obrigkeit zu bestrafen, doch kann sie auch der von ihnen angegriffene Stand zur Rechenschaft ziehen, sofern er sie auf seinem Gebiete betrifft. Bloß zur Auslieferung solcher politischen Verbrecher sind die übrigen Stände nicht verpflichtet. Das Verbot förmlicher Sreischaaenzüge im

¹⁾ E. A. III, 696 — 701. Das dritte Stück ist das oben citirte kurze Protokoll. Als sonderbarer Zusatz erscheint in den E. A. (III, 701.) noch ein Spezialabkommen von Bern und Sreiburg vom 1. Sebruar 1482, worin der alte Bund dieser Städte aufrecht erhalten wird und dem eidgenössischen Bunde vorgehen soll.

²⁾ Wir lassen dahingestellt, ob das der religiösen Stimmung des Augenblicks entsprach, oder in der bewußten Absicht geschah, diesem Briebe eine Art von größerer, constitutioneller Bedeutung zu verleihen.

³⁾ Ob dieser Ansat Waldmann zuzuschreiben ist, der muthmaßlich zu Stans anwesend war, lassen wir ebenfalls dahingestellt; es würde diesem Helden, der wenig Sreifeitsinn besaß, ähnlich sehen. Der Zürcher Bundesbrief enthält ja selber auch bereits eine solche singuläre Verpflichtung der Eidgenossen, die Zürcher Regierung zu garantiren und war aus einem analogen Gedanken hervorgegangen. Schwyz beantragte zur Zeit der Waldmann'schen Spruchbriefe Streichung dieses Verbots der Versammlungen.

Innern der Schweiz war besonders begründet durch das erste Vorkommniß dieser Art, das sog. „tolle Leben,“ das im Jahre 1477 von der Saftnacht von Zug ausging und namentlich gegen Genf gerichtet war. So viel zum Verständniß dieses Briefes, der stets als ein Stück Verfassung der alten Eidgenossenschaft betrachtet worden ist und noch im Jahre 1814 und 1815 von einzelnen Staatsmännern der Schweiz an Stelle einer Verfassung erneuert werden wollte. ¹⁾

Der Wortlaut des ganzen Briefes ist folgender:

„In dem Namen des Vatters, des Sunes, vnd des heiligen Geistes Amen. Wir Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Rätthe, Burger, Landtlüth, vnd Gemeinden gemeinlich diser hie nach gemelten Stetten vnd Lendern: Namlich von Zürich, Bernn, Luzern, Ore, Schwyz, Vnderwalden ob vnd nid dem Kernnwalde, von Zug mit dem vssern Ampt, so darzuo gehört, vnd von Glarus, als die acht Orte der Endgnoschaft, Bekennend offenlich vnd thun kund allen denen, die disen Brieff jemer sehend oder hörend lesen. Nach dem vnd dann wir durch krafft vnser ewigen geschwornen Pündten, die dann durch gnad vnd hilff des ewigen Gottes, vnser Vordern sälligen Gedächtnus, vnd vns bißhar zuo gutem Srid, Glück vnd Heil erschossen, ewigklich zusammen verbunden sind, vnd vns zustat mit machender Sürsorg alles das zuo betrachten vnd für zuo nemmen, damit vorab dieselben vnser ewigen Pünd dest kräftigklicher beschirmet, vnd vnser aller Land vnd Lüth in gutem Srid, Ruw vnd Gemach behalten werden. Haben wir mit

¹⁾ Balthasar führt einen Zusatz zum Stanfer Verkommniß vom 22. März 1656 an, der aber in Wirklichkeit aus dem Bauernkriege ist und vorschreibt, bei Aufruhr die Hülfe dem darum mahnenden Orte „unerforschet und unerwartet fernerer Umstände alsbald und ohne einigen Verzug zu gewähren und mit sothaner Hülfe und Zuzug so lange zu verharren, bis nach Erforschung und Erdauerung aller Umstände die Unterthanen und Angehörige wiederum in die Schranken der Gebühr werden gebracht seyn.“ Andere Verhandlungen von 1681–1682 darüber finden sich in E. N. VI II, 1, pag. 24 und 30.

guter wüßend, einhellighlichem Rathe, vnd nußbarer Vorbe-
trachtung vnns dieser nachgemelten Sachen, Stucken und Ar-
tiklen, die also bey vnsern Ehren vnd guten Trüwen für vns
vnd alle vnser ewigen Nachkomen fürbashin ewighlich gegen
einandern unverfert, war, vnd stät ze halten, mit einandern
güttlich vereinbaret, vnd die zwüschen vns abgeredt, gelütert
vnd beschlossen, wie hienach volget, vnd eigentlichen begriffen
stat. Deß ersten, daß vnder vns den vorgenambten acht Orten
Zürich, Bernn, Luzern, Dre, Schwyz, Vnderwalden, Zug vnd
Glarus, weder durch sich selbs noch durch vnser Vnderthanen,
Burger, Landlütth, oder durch nieman anders, nieman den
andern mit eignem Gewalt fräffenlich überziehen, noch sunst
in kein weg weder an Lñb, noch an Gutt, an Stetten, Lannnden
noch an Lütten, an finen Vnderthanen, Burgern, Landlütthen,
noch an denen, so inen mit ewigen Pündten gewant sind, oder
zu versprechen stand, dheinerley schadens noch vnlustes, jeman
dem andern das sin ze nehmen, ze nöthigen oder die finen ab-
zutrenngen in kein wyse nit fürnehmen, noch das ze thund
vnderstahn soll. Vnd ob jeman vnder vns den vorgenamten
acht Orten gemeinklich oder insonders, darvor Gott ewighlich
sñe, jeman dem andern an dem sñnen oder an den finen oder
an denen, wie da vor gelütert ist, sölich sachen, wie obstatht,
zufüegte, fürneme oder dawider thäte, damit sollichs dann
ferkommen vnd vnser aller ewigen geschwornen Pündt krefftenk-
lich beschirmet werdent, vnd wir alle miteinander dest fürer
in brüderlicher Trüw, Srid, Ruw, vnd gemacht plibend,
welchem Ortte, oder den finen, als vorstatht, dan dis vnnder
vns ye begegnet, So söllent vnd wellent wir vbrigen ortte alle
gemeinlich das selbe ortt, vnd die finen, wie vorstatt, so also
genötiget wurden, vor sölicher gewaltsamme vnd überpracht vn-
gehindert aller sachen mit guten Trüwen schirmen, schützen,
vnd handhaben, an alle geverde. Vnd ob vnder vns einiche-
ley sundriger Personen, eine oder mehr, theinist söliche über-
bracht, vfführh oder gewaltsammi, als obstatht, gegen jeman
vnder uns oder den vnseren, oder denen, wie vor gelütert ist,

ane Recht fürnehmend oder begiengend, wer oder von welchem Orth vnder vns die ioch währind, die söllend, so dick das beschicht, von stund an, nach ihrem verdienen vnd gestalt der sach, darumb von ihren Herren und Obern ane alle hindernuß vnd widerrede gestraft werden. Doch vorbehalten, ob jeman der vnsern vnder vns in deß andern Gerichten oder Gebieten, einicherley gräuel beginge, oder vffrür machte, mag man daselbs die Gethäter annehmen, vnd die ne vmb söllich frevel und buoßwirdig sachen nach desselben Orths vnd der Gerichten daselbs, da söllichs ne zu Ziten beschicht, recht vnd harkommenheit, straffen vnd rechtfertigen, ungevarlich.

Wir sind auch übereinkomen, vnd habend gesezt, daß ouch fürbas hin vnder vns, vnd in vnser Endtgnoschaft, weder in Stetten noch in Ländern nieman theinerley sunderbarer gefarlicher Gemeinden, Samlungen, oder Antrág, da von dan jeman schaden, vffrur, oder vnsuog erstan möchte, weder heimlich, noch öffentlich fürnehmen, noch thun soll, ane willen vnd erlauben seiner Herren vnd Oberen, Namlich von Zürich eines Burgermeisters vund der Ráthen, von Bernn, des Schultheissen vnd der Ráthen, von Luzern eines Schultheissen der Ráthen vnd Hunderten, von Dre, Schwyz, Vnderwalden, Zug vnd von Glarus der Amman, der Ráthen vnd ir Gemeinden daselbst. Vnd ob darüber jeman vnder vns dekeinerley söllicher gefarlicher Gemeinden, Besamlungen vnd Antrág, als vorstath, ze thun fürneme, darzu hilff oder Rath thäte, der vnd dieselben söllend alsdann nach ihrem verschulden gestracks vnd ane ver hindern von ihren Herren vnd Obern gestrafft werden.

Wir habend ouch mit sunderheit zwüschen vns abgeredt, vnd beschlossen, daß fürbashin in vnser Endtgnoschaft vnd vnder vns by End und ere, nieman dem andern die finen zu ungehorsami vffwysen soll, wider ihr Herren vnd Obern ze sind, noch nieman die synen abzüchen, oder vnderstan widerwertig ze machen, dadurch die abtrünnig oder ungehorsam werden möchten. Vnd ob jeman vnder vns die synen widerwertig syn wöllten, oder ungehorsam wurdend, dieselben söllend

wir einander mit guten Trüwen fürderlich helfen ihren Herren wider gehorjam machen, nach lut vnd durch kraft vnser geschwornen Pündtbrieffen.

Vnd alsdann in dem Brieff, so vor Zitten nach dem Stritt zuo Sempach des Jahrs do man zalt von Christi vnser Herren Geyurt thusent drün hundert Nünzig vnd drün Jar, durch vnser Vordern säliger Gedächtniß, Wie man sich in Kriegen vnd Renßen halten sölle, so wir mit vnsern offnen Pannern zuo veld ziehent, etlich Artickel gesetzt vnd beschlossen worden sind; haben wir zuo mehrer Lüterung, vns vnnd vnsern Nachkommen zuo gut, in dieser ewigen Verkomnuß abgerett vnd beschlossen, vnd denselben Artikel also gesetzt: War wir für diß hin mit vnsern offnen Pannern oder Venlinen vff vnser vigend ziehen werdent gemeinlich oder vnder vns dhein Statt, oder Land sunderlich, all die, so dann mit den Pannern oder Venlinen ziehend, die söllend ouch by einander pliben, als Biderblüt, wie vnser Vordern ye dahar getan hand. Was not ihnen, oder vns ouch begegnet, es sye in Gefächten, oder andern Angriffen, wie dann derselb vnd ander sachen vnd Artickel in dem obgemelten Brieff, nach dem Sempach Stritt gemacht, witter vnd eigentlicher begriffen sind.

habend wir fürer gesetzt vnd beschlossen, daß vorab derselb Brieff, vnd ouch der Brieff, so vor Zitten durch vnsern Vordern sällig ouch gemacht ist worden, von Priestern vnnd ander sachen wegen, in dem Jar des Herren thusent drün hundert vnd Siebenthig Jar, mit allen iren Punkten, Stucken, sachen vnd Articklen, wie vnd in aller maß das dieselben beid Brieff inhaltend vnd begriffend, fürbashin vnversert in ganzen guoten krefftten pliben vnd vest gehalten, vnd daß dabÿ zuo ewiger Gedächtnuß dieselben beid Brieff vnd ouch diese früntlich ewige Verkomnuß nu von hin, so dick wir vnser ewige Pündt schwerendt, allenthalben vnder vns in allen Orten offentlich vor vnsern Gmeinden gelesen vnd geöffnet werden söllend.

Vnd damit alt vnd jung vnser aller geschwornen Pünde deß fürer in Gedächtnuß behalten mögend, vnd denen wüßend nachzukommen, So haben wir angesehen vnd geordnet, daß die fürbashin zuo ewigen Sitten vnd allwegen in allen Orten von fünff Jaren zuo fünffen mit geschwornen Enden ernüwert werden söllend.

Wir habent ouch zwischen vns luther. beschlossen vnd abgerett, wo vnd als dick wir fürbashin gegen jeman ze kriegem oder renßem kommend, was dann Gutes, Heltes oder Brandschäden in söllichen Kriegen oder Renßen, in Stritten oder Gefächten, theinist mit der hilff Gottes von uns erobert würend, daß sölichs nach der summ vnd anzahl der Lütten, so ieglich Ortt, Statt und Lender, vnder vns in söllichem Zug oder Gefächt gehet hat, den Perjönnen nach glichlich getheilt werden soll. Ob aber wir Land, Lütth, Stätt, oder Schloß, Zins, Rennt, Zöll, oder ander Herrlichkeiten in söllichen kriegem eroberten oder innemmend, die söllend vnder vnns den Orten nach, als von alter her, glichlich vnd fründlich getheilt werden. Vnd ob wir sölliche ingenomen Land, Stett, Schloß, Zins, Rennt, Zöll oder Herrlichkeit theinst in thädings vns wider zuo lösen gäbend vmb einicherley summ Helts, des ñe dann wenig oder vil, das selb Gelt soll ouch vnder vns Ortt von Stetten vnd Ländern glichlich werden getheilt, fründlich vnd ane geverde.

Wir haben ouch gelüttert, vnd hiern eigenlich beschlossen, daß dise fründlich vnd ewig Verkomnuß vnns die vilgenanten Orth vnd Stätt, vnd ouch alle die, so in vnser Endtgnoschaft mit vns renßend, ouch vnser Vnderthanen, Burger, Landlütth, vnd die so mit vns in ewigen Pündten sind vnd vns zuo versprechen stand, berüren soll vnd darin begriffen sin; vñgenommen Stätt, Schloß, Land vnd Lütth, Zins, Rennt, Zöll vnd Herrschaften, die söllend vns Orten von Stätten und Ländern, als vorstath, zuogehören, vnd vnder vns getheilt werden.

Vnd in diser fründtlichen, ewigen Verkomnuß behalten wir vns selber vor, daß dis alles, wie vor erlüttert ist, vnser

aller ewigen Pündten unvergriffenlich vnd unschedlich sin soll, vnd daß dabñ denselben vnsern pünden zu krefften vnd beschirmung dis ewig Vorkomnuß nach allem ihrem Inhalt vnversehrt gehalten werden soll, getrüblich vnd ane alle geverde.

Vnd dis alles zuo warem, vestem vnd nemerwerendem Vrkundt, so haben wir obgenanten acht Ortt, Zürich, Bern, Luzern, Ore, Sionz, Vnderwalden, Zug, vnd von Glarus, unser aller von Stetten vnnnd Lendern Ingesigel, für vns vnd vnser ewigen Nachkomen, offentlich thuon henken an diser Brieffen acht, die von Wort zu Wort glich wnsend, vnd jegklichem Ort vnder vns einer geben ist, vff den nächsten Sampstag nach sannt Thomas Tag des heiligen zwölff Botten, als man zalt von der Geyurt Christi vnseres Herren thuosent vierhundert Alchzig vnd ein Jare."

Der Friedensschluß zu Stans muß damals den Eindruck einer neuen Gründung der Eidgenossenschaft hervorgebracht haben. Weitumher wurde mit allen Glocken geläutet und der Name des frommen Vermittlers hoch gefeiert. Der Stand Solothurn sandte ihm schon am 29. Dezember 20 Gulden zu einem guten Jahr für den Gottesdienst in seiner Kapelle am Ranft mit den Worten: „Wir sind berichtet, wie daß Ihr von Gnaden des allmechtigen Gottes Fried, Ruw vnd Einhälligkeit in der ganzen Endtgnosschaft habt gemacht durch üvern getrüwen Rat und Unterrichtung, und so vil Guts unserthalben geredet, daß wir (neu) verbriederet sind in einem ewigen Pundt mit gmeiner Endtgnosschaft, das wir billich dem waren Gott und allem himmlischen Heer und ouch als Liebhaber des Frieds gros Lob und Dank sagen.“ Sreiburg sandte ein Stück Tuch, Luzern 40 Gulden für die Kapelle, Bern 40 Pfund, wofür ein zwar nicht von Bruder Klaus selbst (der nicht lesen und schreiben konnte) geschriebenes, wohl aber mit seinem Siegel besiegeltes Dankschreiben noch vorhanden ist. Vnd damit bei allem Großen und Ehrwürdigen die menschliche Schwachheit nicht ganz fehle, die eben immer unsere Begleiterin bleibt, so treffen wir mitten in der gehobenen Stimmung

jener Tage auch noch auf einen „Schelm“, der die dankbare Gemüthsverfassung der Eidgenossen mittelst einer vorgeblichen Sammlung für die Kapelle des Bruders Klaus für sich ausbeutete, so daß die Tagsatzung vom 17. März 1483 genöthigt war, allenthalben in der Eidgenossenschaft auf ihn fahnden zu lassen.¹⁾

Außer diesen drei großen Verfassungsbriefen und dem Inhalt der Bundesbriefe der VIII und nachmals der XIII Orte sind für das ältere Bundesstaatsrecht vor der Reformation noch bestimmend eine beträchtliche Anzahl von wichtigeren Konkordaten, die im Schooße der Tagsatzungen angenommen und in einzelnen Fällen sogar, wie die Bundesbriefe selbst, beschworen wurden. Als solche kann man anführen: Den Pensionenbrief vom 31. Juli 1503²⁾, die Münzkonkordate³⁾, namentlich die erste zehnjährige Münzordnung von Zürich, Bern, Luzern mit Oesterreich, Basel, Solothurn und andern Herren und Städten von 1387 und das spätere fünfzigjährige Konkordat der VII Orte und der VI Orte von 1425, sowie weitere von 1487 und 1504; die Konkordate über die Straßenunterhaltung in der Eidgenossenschaft von 1403 und 1473⁴⁾, die Vereinbarungen über die Gotthardstraße⁵⁾, über die Grimselstraße⁶⁾, die Straße am Schollberg, — ferner zahl-

¹⁾ E. A. III, 148.

²⁾ E. A. III II, 1314. Ein ähnlicher graubündnerischer ist vom 25. Sebr. 1500. E. A. III II, 1316. Vgl. frühere Verkommnisse E. A. I, 59. 91. 99, und Versuche von Verständigungen gegen einseitiges Kriegsanfangen E. A. III II, 592. 595. 601.

³⁾ E. A. I, 56. 77. 320; II, 40. 43. 700. 728. 50. 734; III I, 263; III I, 100. 292; VI I, II, 1834. 1822.

⁴⁾ E. A. I, 102. 156. 255; II, 443. Dort ist gesagt: 1473, 31. März: „Gmein Eidgnossen hant allen Rouffluten, wannen die ioch sint vnd was Rouffmanschaft sy füren, ein Geleit geben, dz sy mit Ir lib vnd Gut sicher in der Eidgnossenschaft faren vnd wandlen untz uff der Eidgnossen widerrufen.“ 1474 und 1487 wurden allgemeine Straßenverbesserungen beschlossen, — 1579 ein eidgenössischer Straßenmeister für den Mont Kenel (Monte Cenere) angestellt.

⁵⁾ E. A. I, 16. 29. 41. 121. 173. 260. 275. 308. 337. 395. 430.

⁶⁾ Vertrag von 1397, E. A. I, 454.

reiche Verträge über Zölle und Geleite¹⁾. Versuche zu Verträgen über Erbfälle und Abzugsgelder, Bürgeraufnahmen, sogar theilweise Rechtseinheit, und allgemeine Verordnungen über Landes-, Sitten- und Sanitätspolizei kommen sehr häufig vor.²⁾

In der spätern Periode folgen dann noch besonders die Badener Beschlüsse über die Armenunterhaltung von 1551, nebst ihren Zusätzen³⁾, die vier Landfrieden, der Vertrag von Baden, das eidgenössische Defensional und seine Ergänzungen im Wylser Abschied und Schirmbrief, von denen in der Folge die Rede sein wird. Als wichtige Präzedentien für die Erläuterung des Bundesrechtes konnten gelten die, theilweise bereits erwähnten eidgen. Interventionen von 1385, 1398 und 1404, 1470, 1513, der Schiedsspruch im sog. Ringgenberger Handel zwischen Unterwalden und Bern vom 13. Juni 1381 über die Landrechte⁴⁾, die

¹⁾ E. A. I, 16. 19. 24. 122; II, 77. Ueber Zölle an der Gotthardroute vergleiche u. A. E. A. V 1, 138. 251. 308. 313. 944. 1022. 1158. 1159–1189. 1098. 1247. 1248; III 11, 718. 866. — Im Jahre 1612 wird bereits eine gleichförmige Zollordnung auf einer Konferenz der katholischen Kantone beredt. Die Zölle von Uri bei Stäulen und am Platifer wurden besonders oft behandelt. Eidg. Boten und Kriegsleute „unter unseren offenen Sähen“ mußten ganz frei gehalten werden. 1658, 27. Juni, wird Uri angehalten, seine Zollerhöhung am Gotthard zu beseitigen, sobald die Straße verbessert sei. Andererseits werden Uri mitunter Subventionen an diese Straße aus den fremden Pensionsgeldern bewilligt.

²⁾ Vgl. z. B. Bestrebungen über Herstellung einer Rechtseinheit für die III und IV Waldstätte im Erb-, Betreibungs- und Konkursrecht, die später „zur Herstellung mehrerer eidgenössischer Liebe und Treue“ auch noch auf andere Eidgenossen ausgedehnt werden sollte. E. A. III 1, 363; V 1, 1, 1158; gemeinsame Verfolgung von Todschlag III 1, 177; Ausschluß der Vehmgerichte E. A. II, 101. 109. 131; Verordnung „von der kurzen schantlichen Kleider“ und des Waffentragens wegen III 1, 92. 173. Verordnung, daß Müßiggänger zu beseitigen und Arbeitslose zu Arbeit anzuhalten seien. E. A. III 1, 150, 173. Ebenso Verordnungen über Juden, unächte Maaren, schädlichen Vorkauf. E. A. I, 163. Bürgeraufnahmen: E. A. II, 372. 374.

³⁾ E. A. IV 1e, 551 und VI 1, 1587–1617.

⁴⁾ Durch diesen Spruch wurde entschieden, daß Unterwalden sein Landrecht mit dem in Bern verbürgerten Freiherren von Ringgenberg aufgeben und in Zukunft Niemand zu einem Landammann empfangen dürfe,

ebenfalls schon erwähnte Aufhebung des Zürcher Bundes mit Oesterreich von 1450, die Einverleibung von Nâggis durch Luzern von 1380, welcher Fall dann im Jahre 1608 bei dem sog. „Bieler Tausch“ zwischen Bern und dem Bischof von Basel nochmals und richtiger beurtheilt wurde, endlich die Spruchbriefe von 1489 und 1531 über die Rechte der Landschaften gegenüber den regierenden Städten.¹⁾

Serner gehören schon in der ersten Periode zum Inhalte des Bundesstaatsrechts diejenigen Verträge mit sog. zugewandten Orten und Unterthanenländern, sowie die Staatsverträge mit auswärtigen Staaten, welche aus der Zeit vor der Reformation datiren, und endlich ist bis zum Basler Frieden vom 22. Sept. 1499 ein anerkanntes Zugehörigkeitsverhältniß der Eidgenossenschaft zum deutschen Reichsverbande vorhanden, das sich erst in der Zeit vom Schwabenkrieg bis zum westphälischen Frieden gänzlich gelöst hat.²⁾

der den Bernern oder den Ihrigen in Eigenschaft, Lehenschaft oder Pfandschaft zugehöre und jenseits des Brünig sitze; etwas von einer Theilung der Interessensphären, wie sie im neuesten Völkerrechte vorkommen, liegt in diesem Entscheid und der vorangegangenen Aufhebung der Verbindungen der Waldstätte im bernischen Oberland.

¹⁾ Vgl. Helvetia III, 499. 531.

²⁾ Vgl. in: „Politisches Jahrbuch der Schweiz. Eidgenossenschaft“ von 1890, eine gründliche Darstellung der Verhältnisse zum Reich von Prof. W. Oechsl.



V.

Die nächste und politisch bedeutendste Folge des Stanser Tages war die Entstehung einer erweiterten Eidgenossenschaft durch den Beitritt von fünf neuen Orten, welche sämmtlich von den „VIII alten Orten“ (wie sie nun anfangen genannt zu werden) als einer Korporation, in ein ewiges Landrecht unter gleichartigen, mit dem Bundesrecht dieser VIII Orte nicht ganz übereinstimmenden Bedingungen aufgenommen wurden, so daß fortan gewissermaßen zwei Typen einer Bundesverfassung bestehen, von welchen derjenige der neuen Orte den Uebergang zu dem Verhältniß der noch ferner stehenden „Zugewandten“ bildet. Es ist auch ziemlich durchsichtig und man muß sich dabei den Frieden von Stans nicht gar zu schön vorstellen - daß Anfangs keine eigentliche Aufnahme von Sreiburg und Solothurn in den Bund beabsichtigt war, sondern eher ein Verhältniß, das mit einem heutigen Protektorat Ähnlichkeit hat. Diese beiden Stände erhielten nicht allein keinen Antheil an den gemeinen Herrschaften, sondern es wurde ihnen auch die Bundeshilfe der VIII Orte nur innerhalb eines gewissen, genau bezeichneten Gebietskreises gewährt, und sie dürfen auch allein keinen Krieg fortsetzen, wenn ein Friede oder Waffenstillstand ihren Vormündern, den VIII Orten, oder ihrer Mehrheit, „nützlich und erlich“ dünkt. Und ebenso dürfen sie sich „fürbashi mit dheinerlen ge-

lüpt noch enden zuo nieman wytter verbinden, denn mit der obgenannten acht Ortten gemeinlich oder der mererteil unnder inen raat wissen und willen," mit dem einzigen Vorbehalt von Bürgeraufnahmen nach ihrem Stadtrecht und „diser vereining ohne schaden.“¹⁾ Es wurden auch die zwei Städte längere Zeit hindurch nicht zu den Tagfakungen einberufen, wenn nicht sie selbst betreffende Verhandlungen vorlagen, und die Abschiede vom 9. Juni 1483 und 29. April 1501 enthalten sogar solche ausdrückliche Beschluffassungen.²⁾ Erst von 1502 ab werden sie als „Orte“ bezeichnet, während sie bis dahin eine Art von unbestimmtem Mitteldasein zwischen „Orten“ und „Zugewandten“ geführt hatten, von welchen letzteren sie auch wieder unterschieden wurden.

Die VIII alten Orte blieben überhaupt bis 1798 stets ein engerer Kreis der Eidgenossenschaft innerhalb eines weiteren, der auch durch fortdauernde gemeinsame Interessen näher verbunden war, und so sehr wurde darauf gehalten, diesen Unterschied sich nicht allmählig verwischen zu lassen, daß bei den späteren, regelmäßigeren Tagfakungen zu Baden und Srauenfeld den Gesandten der VIII Orte stets höhere Sitze, als denen der fünf neuen, angewiesen waren. Prinzipiell aber war mit dem Ende des Jahres 1481 der Widerstand der Länder gegen die Aufnahme neuer Orte und speziell neuer Städte gebrochen, und es traten nun im Laufe von 32 Jahren noch drei weitere Stände unter ähnlichen Bedingungen wie Sreiburg und Solothurn dem Bunde bei. Zuerst im Jahre 1501 (9. Juni und 10. August) die beiden Schweizer Grenzstädte gegen Deutschland, Basel und Schaffhausen. Beide

¹⁾ E. A. III 1, 698.

²⁾ E. A. III 1, 154.: „Item heimbringen von der von Solothurn und Stryburg wegen, das man sy nit zuo tagen beschriben soll, dann zuo den sachen, so sy berleren möchten, als dann davon jeglicher bott witer weiß zuo sagen.“ E. A. III 1, 180. 198. 229. 423. 535; E. A. III 11, 112. 661. Namentlich die V Länder beschloffen 1492 auf einem Sondertag, nicht mit ihnen zu sitzen, und setzten diesen Beschluß im Jahr 1501 auf einer allgemeinen Tagfakung durch. Auch der Eid wurde ihnen anfänglich lange Zeit nicht in gleicher Form, wie den VIII Orten, geleistet. E. A. III 11, 1253. 1254. 1258.

waren die Frucht des Schwabenkrieges von 1499, des letzten großen Versuchs des deutschen Reiches, die Eidgenossenschaft nicht nur in seinem Verbande festzuhalten, sondern in ihrer bisherigen Selbständigkeit zu beschränken. Alles, was an Haß gegen sie bestand, die alte, noch nicht ganz vergessene österreichische Erbfeindschaft, die Abneigung der Monarchie gegen die Republik, des Adels gegen die sich selbst regierenden „Bauern“ und nicht zum wenigsten der Neid der Grenznachbarn und Stammverwandten gegen die, denen ein besseres Loos gefallen war, wie er schon im alten Zürichkrieg aus dem Schmachlied des Waldshuters Isenhofer ¹⁾ spricht, trat in einem furchtbaren, lange zurückgehaltenen Ansturm zu Tage, den die Eidgenossen, dank ihrer Tapferkeit, Kriegsgewandtheit und vortrefflichen Disziplin in einer Reihe von ununterbrochen siegreichen Gefechten bestanden. Der gesteigerte Muth gegen jeden Versuch der Beherrschung, der ihnen oft als bäurischer Trotz in den deutschen Kriegs- und Spottliedern vorgeworfen wird, deren wir eine ganze Reihe, namentlich von 1444 weg bis zur Schlacht von Bicocca ²⁾ kennen, eine Eigenschaft, welche die schweizerische Nation noch heute besitzt und die ihr

¹⁾ Vgl. Tschudi II, 412 und unsere nachfolgende Auseinandersetzung über die Trennung vom Reich.

²⁾ Das beste davon ist das Liedlein des Landsknechts Konrad Velten nach dem vergeblichen Sturm der Schweizer auf die befestigte Stellung von Bicocca gegen Prosper Colonna und Georg von Sbrundspurg vom 27. April 1522. Das übermüthigste Lied von Schweizerseite ist das erste Dornecklied auf den großen Sieg, der den Schwabenkrieg, angefangen von Basel, beendigte:

„Dorneck bist ein hohes hus,
Do schluogend d'Schwaben d'kuchi uf
Die häfen thätend's schumen,
Doch, als es ward um vesperzyt,
That man die Kuchi rumen.

Solothurn bist ein vester Kern,
Das hant die Schwaben gar nit gern,
Es will mich selber dunken,
D'Dorneck händ's ein hering g'essen
Und erst zuo Straßburg trinken.

hoffentlich auch für die Gefahren der Zukunft erhalten bleibt, kam damals zu seiner vollen Geltung.

„Trifft sich“ — sagt Tschudi — „daß die Eydgnossen der Zyt versehen und besetzen müßten zirkelwis ob 60 myl wegs, damit sy ir lant beschirmen und enthalten möchten. Zugen nüt dest minder mit gewalt und heerskraft us dem lant und thatend sieben feldstritt mit den vigenden uf irem erdrich. Und behubend ir lant also, daß die vigend nie kein nacht mit gewalt lebendig uff ir erdrich lagend. Das war ein seltsam sach, daß ein sölich klein Commun sich des römischen Richs und aller Lüttschen erwerben mocht.“

Zu der Befestigung des schwer errungenen Sieges gehörte nun aber als politische Nothwendigkeit die Inkorporirung der beiden deutschen Grenzstädte, mit welchen schon viele Beziehungen, mit Schaffhausen sogar zwei vorangehende eigentliche Bündnisse, von 1454 und 1479, bestanden¹⁾, während die Basler noch 1412 (15. Mai) um „etwas Einung“ bei Zürich, wie es scheint, vergeblich sich beworben hatten²⁾. Auch in diesen Städten gab es wieder eine aristokratische Partei, welche dem Bund nicht zugethan war, ihrer Abneigung aber, wie es scheint, allzu offenen Ausdruck verlieh.³⁾

Der uns das liedli macht bekannt,
Ein Schwyzerknab ist er genannt,
Er hat dich wol gefungen:
Zu Dorneck vor dem grünen wald
hat man die Schwaben gschwungen.“

¹⁾ E. A. II, 875; III, 28.

²⁾ E. A. I, 131. Im Burgunderkrieg bereits verlangten sie von der Eidgenossenschaft eine Besatzung von 800 Mann und einen „erbarn“ Hauptmann (E. A. II, 463).

³⁾ Ein Lied jener Zeit sagt darüber:

„Die von Basel hettend's recht ermessen,
Daß sy der Aidgnossen Krieg (hindurch) sint still gessen;
Man wöllt's darby nit lassen beliben.
Die künigischen triben des übermuots zu vil,
Drum inen der stier helfen will;
Der ber tuot sin muotwill triben.“

Schon während des Krieges stand der adelige Bürgermeister Jmer von Gilgenberg bei den Eidgenossen im Verdacht, die Deutschen trotz der zugesagten Neutralität Basels über alle Bewegungen der Schweizer in Kenntniß erhalten zu haben. Solche Briefe, die er mit „Pfefferhans“ unterschrieb, wurden, wie Tschudi sagt, zu Dorneck nach der Schlacht „hinter den königlichen gefunden.“ Und als es sich nun um die Vereinigung mit den Eidgenossen handelte, „zugent der Edlen und deren, so bös Eydgnossen warent, vil us der statt und tröwten den guten burgern, si wölltind der Tagen einist ynfallen und inen die pulfersäck erschütten.“ Das gemeine Volk der guten Stadt aber schwor mit Sreudigkeit den Eid, den ihm der Bürgermeister Röst von Zürich vorlas, die jungen Knaben riefen den eidgenössischen Boten bei ihrem Einritte fröhlich zu: „Wie Schwnz Grund und Boden und die Stein in der Bseki!“, eine Frau mit der Kunkel in der Hand saß in jenen festlichen Tagen, statt der Wache, am offenen Thor, und der erste, nach dem Abschluß des Bundes geborene Basler wurde von den eidgenössischen Ständen aus der Taufe gehoben. Erst in unserem Jahrhundert, 1813, fand der angedrohte Einfall der Oestreicher, in Verbindung mit einer aristokratischen Revolution in der Schweiz, statt ¹⁾, und immer noch leben in der Stadt Basel besonders viel bester Eidgenossen.

Der Basler Bundesbrief, ist ein sehr langes und etwas doktrinäres Aktenstück, wie es der Hochschulestadt der Eidgenossenschaft „mit vil glerter lüt in beiden stenden“ ²⁾ an und für sich nicht übel anstand, sonst aber schon damals als „fast groß

Und ferner:

„Gmein Aidgegnossen hant sich recht besunnen,
 Daß sy Basel für ein Ort hant gnummen;
 Den Schlüssel hand's empfangen,
 Damit sy ir land mögend bschließen,
 Das tuot mengem Oesterrrycher verdrießen.“

¹⁾ Vgl. Polit. Jahrbuch von 1886, pag. 340, „Die Kapitulation von Basel“ und 1887 pag. 42 „aristokratische Revolutionen“.

²⁾ Vgl. Johannes Stumpff, „Lobsprüche auf die VIII Orte.“

und scharpf gemacht" angesehen wurde. Es liegt in dieser leisen Andeutung von 1520¹⁾ die instinktive Erkenntniß, daß auch eine gewisse Art von unvolksthümlicher, doktrinärer Gelehrsamkeit im schweizerischen Staatsrechte und in der schweizerischen Gesetzgebungskunst ein nicht immer verwendbares und bisweilen sogar gefährliches Element bildet. Das Charakteristische des Basler Bundes und der nachfolgenden Bünde mit Schaffhausen und Appenzell ist eine besondere Klausel, welche den ausnehmend gefunden politischen Verstand der damaligen Eidgenossen und ihre vollkommene, wiewohl schwerlich sehr theoretische, Einsicht in die Natur einer Staatenverbindung zeigt, in welcher immer die richtige Vereinigung einer Sorge sowohl für die Selbstständigkeit der Einzelstaaten, wie für die Erhaltung des Gesamtstaates gefunden werden muß. Während nämlich auch diese neuen Stände nur ein an die Zustimmung der Miteidgenossen gebundenes Recht zu Krieg und Frieden und neuen Bündnissen erhielten, mit Ausnahme immer der gewöhnlichen Bürgeraufnahme, die in alter Zeit auch als eine Art von Bündniß betrachtet wurde, so soll nun „wo es ouch durch einich ungesel darzuo käme, das under und zwüschen uns, der Endgnoschaft, es were eines oder mer orten, gegen und wider einanderen uffruor wurden erwachsen, das Gott ewenklisch welle verhuoten, ein statt Basel (und ebenso später Schaffhausen und Appenzell) durch ir bottschaft sich darin arbeiten, sollich uffruor, zueiung und spen hinzulegen. Und ob das je nit syn mocht, so soll doch dieselb statt suß dheyne teil anhangen, sunder still siken, doch ir früntlichen mittlung, wie vorstat, ob die erschießen mocht, unverzigen.“ Also der Krieg unter den eidgenössischen Ständen wird als möglich vorausgesetzt, aber dafür gesorgt, daß dann einzelne Bundesglieder (wie nachmals in dem vierten Landfrieden auch einzelne Unterthanengebiete) nicht daran theilnehmen dürfen, sondern einen ruhigen Punkt in der leidenschaftlichen Bewegung bilden, von dem aus beständig die Auflösung des Ganzen verhindert und die Ver-

¹⁾ Vgl. Köttinger, Sortj. von Joh. Müller I, 20.

söhnung der streitenden Bestandtheile des Bundes angestrebt werden kann. Zu dieser Vermittlerrolle war Basel vermöge seines Ansehens bei Städten und Ländern ganz besonders geeignet und hat dieselbe sogar noch in diesem Jahrhundert vor dem thatsächlichen Ausbruche des Sonderbundkrieges durch eine Gesandtschaft nach Luzern, unter Berufung auf diese seine alte Rechtsstellung, versucht. Bemerkenswerth ist auch noch der hier zuerst vorkommende Ausdruck, daß die Orte zu Basel „ein getreues Aufsehen“ haben sollen, woraus der nachmalige Begriff des „eidgenössischen Aufsehens“, einer Art von politischer Piketstellung entstanden ist. Serner ist ersichtlich die erste Frucht des Stanser Verkommnisses in einem Passus, wonach kein Theil den andern an seiner Herrschaft beschädigen, sondern man sich vielmehr gegenseitig behülfflich sein soll, diese Herrschaften „in Schirm, Gehorjam und Unterthänigkeit“ zu erhalten.

Der nominelle Herr der Stadt, der Bischof von Basel, der damals noch daselbst residirte und schwerlich mit dem Bunde einverstanden war, wurde um seine Zustimmung nicht gefragt und anerkannte denselben in der That erst 85 Jahre später.¹⁾ Im Bundesbrief selbst ist er „und syn Gotteshus“ nur insofern vorbehalten, „wa wir von im nit unbillich beswert werden.“

Interessant ist der Brief dann noch insbesondere für das eidgenössische Civil- und Prozeßrecht, über das er einen förmlichen kleinen Kodex enthält. Basel nahm sofort eine sehr angesehene Stellung im Bunde ein und erhielt in der alteidgenössischen Rangaufzählung seinen Platz vor Sriburg und Solothurn,²⁾ den es erst seit 1815 eingebüßt hat, während die

¹⁾ Er verließ dann auch 1525 in Folge der Reformation die Stadt und siedelte nach Pruntrut über.

²⁾ Hierüber ist ein besonderer Beschluß vorhanden, gegen den bloß Glarus stimmte, und noch bei diesem Anlaß wurde derselbe damit begründet, daß „unser lieben Eidgnossen von Sriburg und Solothurn nit als Ort unser Eidgnossenschaft, sonder puntgnossen und Eidgnossen sind.“ E. A. III II, 136. Also eine schwer verständliche und nicht haltbare Unterscheidung zwischen „eidgenössischen Orten“ und bloßen „Eidgnossen“ wurde damals versucht.

diesfälligen Privilegien von Zürich, Bern und Luzern bestehen geblieben sind.

Der Schaffhauser Bund wurde thatsächlich eingeleitet durch ein Schutz- und Trutzbündniß auf 25 Jahre vom 1. Juni 1454 ¹⁾, mit welchem die Eidgenossen einem österreichischen Unterhändler, Ritter Bilgeri (Peregrin) von Seudorf, zuvorkamen, und das am 21. März 1479 auf weitere 25 Jahre erneuert wurde ²⁾. Diese Verbindung war sodann thatsächlich in dem sogenannten „Waldshuterkrieg“ von 1468 gegen Oesterreich festgehalten und durch einen vortheilhaften Frieden vom 27. August 1468 bekräftigt worden ³⁾, in welchem der Herzog Sigmund u. A. auch versprechen mußte, den obgenannten Widersacher der Stadt, „Bilgerin von Seudorff“ aller seiner „anordnung und ansprach an die von Schaffhusen unclaghafftig“ zu machen. In einem Nebenvertrag vom gleichen Tage ⁴⁾ wurden den Eidgenossen für die bedeutenden Kriegskosten Waldshut und der Schwarzwald verpfändet, „inen gehorsam ze sinde in allen dingen und sachen als in uns jek sind“, und im Falle nicht pünktlicher Zahlung, auf welche die Eidgenossen offenbar zählten und welche auch dem Herzog ohne burgundische Hülfe nicht möglich gewesen wäre, „irer eiden und gelüpten von uns ganz ledig und gemeldten Endgnossen gehorsam ze sin.“ ⁵⁾ Schaffhausen nahm nun

¹⁾ E. A. II, 875. — ²⁾ E. A. III, 28.

³⁾ E. A. II, 900. — ⁴⁾ E. A. II, 903.

⁵⁾ Es war diese Verpfändung und ihre Auslösung bekanntlich die Ursache der Verpfändung des Elsaßes an den Herzog Karl den Kühnen, der Anfang der burgundischen Fädel. Auch aus diesem Krieg und dem, damit in Verbindung stehenden „Sundgauerzug“, stammen einige Kriegslieder, die schon den etwas übermüthigen und wilden Ton der größten Kriegsperiode der Eidgenossenschaft zeigen, die damit beginnt. Es sind dies besonders das „Sundgauerlied“ eines Emmenthalers und das „Waldshuterlied“ eines Appenzellers (Tschudi II, 687. 692). Da an diesem Kriegszuge der Abt und die Stadt St. Gallen und das Land Appenzell als „Zugewandte“ theilnahmen, sagt das Waldshuterlied von den vier Bären, die damals Waldshut belagerten (in der Rochholz'schen Uebersetzung):

bereits an der Seite der Eidgenossen Theil an den Burgunderkriegen¹⁾, und nach Beendigung des Schwabenkrieges, der auch über sein Schicksal endgiltig entschied, wurde es unter den nämlichen wesentlichen Bedingungen wie Basel, in die Eidgenossenschaft der elf Stände²⁾ aufgenommen.

Als letzter Stand wurde dieser zweiten Kategorie neuer Eidgenossen am 17. Dezember 1513³⁾ Appenzell einverleibt, nachdem es länger als ein Jahrhundert in dem Verhältniß eines zugewandten Ortes der sieben Orte (ohne Bern) gestanden hatte. Die vorangehenden Verträge, die es, ähnlich wie Schaffhausen, hatte, sind vom 24. November 1411 und 15. November 1452⁴⁾ und machen den Eindruck eines zögernden, gewissermaßen schrittweisen Entgegenkommens der Eidgenossen. Ihnen mochte anfangs das lebhafteste, manchmal sogar in seinen Lebensäußerungen etwas unbändige Bergvölklein, das zeitweise eine neue, jeder Herrschaft gefährliche Bauerndemokratie, in der Art des spätern Suttwylerbundes aufzurichten zu wollen schien, als ein etwas bedenklicher Eidgenosse vorkommen. Es ist nicht ganz unrichtig, wenn ein neuerer Geschichtsschreiber die Appenzeller während des höchsten Glanzes ihrer Freiheitskriege mit der französischen Republik des vorigen

„Es kam der Appenzeller Bär
Mit zweien von St. Gallen her
Und nam zu Waldshut Weide;
Es kam auch Bern als fremder Gast,
Waldshut, vier Bären waren fast
Sür dich zu viel der Leute!“

¹⁾ In dem Lied „vom Zug nach Héricourt“ von 1474, erscheinen die Schaffhäuser als Verbündete neben den schwäbischen Städten:

„Auch waren es die Schwaben und andrer Städte vil,
Die sich gesputet haben, wie Meinstett und Rotwyl,
Und wer nach den Schaffhäusern sah,
Der fand sogleich auch Konstanz und Ravensburg allda!“

²⁾ Basel kontrahirt bereits zum ersten Male mit und zwar mit Rang vor Freiburg und Solothurn. E. A. III II, 1297.

³⁾ E. A. III II, 1361.

⁴⁾ E. A. I, 341 und II, 870.

Jahrhunderts vergleicht, die auch berufen schien, allen Völkern die Segnungen einer ganz neuen Freiheit und Gleichheit zugänglich zu machen. „Um diese Zeit“ — sagt auch Tschudi — „richteten die Appenzeller allenthalben im Land und waren wider all herrschaften, besunder wider die so inen gelegen. Es was ouch in denselben tagen ein solcher luf in die puren kommen, das in alle Appenzeller wöltend syn. Wurden so mächtig in kurzen tagen, daß in understandent allen adel ze vertriben.“ Ohne Zweifel ist es das Verdienst von Schwyz, auch hier wieder die Interessen der Demokratie gegen die zunehmende Macht und Denkart aristokratisch regierter Städte vertreten zu haben, und seiner Sürsprache, sowie vielleicht dem Einfluß des benachbarten St. Gallen, dem Tschudi sogar den Aufstand gegen den Abt Kuno von Stoffeln direkt beimißt¹⁾, möglicherweise auch dem Gedanken, die Appenzeller durch ein Bündniß leichter in angemessenen Schranken halten zu können, mögen die Verträge zuzuschreiben sein, mittelst welcher sie nach ihrer schließlich Niederlage vor Bregenz (13. Juni 1408) einen Theil ihrer Freiheit und ihres Ansehens retteten. Denn sie selbst „waren unbändig und kunnten sich unter einanderen selbs nit gemeistern.“ Daher mußten sie in dem ersten Vertrag von 1411 den Eidgenossen Gehorsam schwören und durften auch ohne Wissen und Willen derselben weder Krieg anfangen, noch Jemanden helfen, und die Eidgenossen allein waren berechtigt, diesen Bund, der die Appenzeller zu „ewigen burgern und landleuten“ machte, zu mindern und zu mehrern. Erst im zweiten Vertrag von 1452 ist die gewöhnliche Einhelligkeit zur Aufhebung des Bundes verlangt, und selbst in dem ewigen Bund von 1513 behalten die Eidgenossen sich immer noch vor, ihnen außerhalb ihres Landes keine Hilfe leisten zu müssen, eine ganz besondere Klausel, die sich nur in diesem einzigen Bunde findet. Der Platz dieses Bundes in den eidg. Abschieden kenn-

¹⁾ „Us anhehung der von St. Gallen“ — sagt er — „sind ouch die von Appenzell widerspennig und ungehorsam gemacht worden . . . Also daß in dem abt vast begunnend ungehorsam ze syn und all das ze tuon so im widrig.“

zeichnet die Zeit, in welcher dieses letzte Glied der alten Eidgenossenschaft aufgenommen wurde. Er folgt dort nämlich dem Friedenstraktat von Dijon vom 13. Sept. 1513, dem stolzeſten Aktenſtück unſerer Geſchichte, durch welches ſich der „chriſtenlichſt Rüng zuo Frankrych“ den Eidgenoffen gegenüber verpflichten mußte, nicht allein „unſerem heiligſten vatter dem babſt“ alle ſeine „kilchen, ſtett, ſchlöffſſer, land oder lüt on allen verzug“ wieder herauszugeben, ſondern auch römischer keiſerlicher Majeſtät und dem Haus Oeſterreich das Land Hochburgund und alle andern Landſchaften und Herrſchaften, die an Frankreich ſtoßen, ungeſtört zu belaffen. Den Eidgenoffen ſelbſt ſoll „dienen und blyben das herzogthumb Menland, die ſtett und herrſchaften Cremonen und Aſt mit allen zuogehörden“, die Frankreich „on allen verzug rumen“ und über dieß den Eidgenoffen „für iren heimzug“ 400,000 Sonnenkronen noch im nämlichen Jahr in Zürich auszahlen ſoll, die dann ſpäter nach dem ewigen Frieden mit Franz I. auch wirklich bezahlt worden ſind.

Nach dem Appenzeller Bundesbrieſe folgt die Allianz vom 9. Dez. 1514 mit Papſt Leo X, das Werk des damaligen ſchweizeriſchen Kardinals, welches die Appenzeller ein Jahr ſpäter bereits auf dem blutigen Felde von Marignano mit großer Tapferkeit vertheidigen halfen. Daher ſagt der Lobſpruch von Stumpfſſ von ihnen mit Recht:

„Appenzell das dryzehenſt Ort,
An Mannlichkeit ein ganzer ſort,
Munter, wacker vnd unverdroffen
Sants ire fiend zum land ußgſtoßen,
Thatend allzyt nach Ehren ſtreben,
Der Eydtnoßſchaft ſich ganz ergeben.“

In dem nämlichen Protektoratsverhältniſſe, wie Appenzell vor 1513, ſtanden unter der alten Eidgenossenschaft eine weitere Anzahl von Städten und Ländern von theils monarchiſcher, theils republikaniſcher Regierungsform, welche, bis auf zwei, gegenwärtig Theile der Eidgenossenschaft bilden. Gewöhnlich zählt man zehn ſolcher „Zugewandten“, wie ſie zum Unterſchied

von den eigentlichen Ständen genannt werden, auf, von denen jedoch nur die eben erwähnten zwei in direktem Vertragsverhältnisse mit allen XIII Orten standen, während die andern nur mit einzelnen, oder mehreren derselben verbündet waren, ohne daß indessen dieser Unterschied in Bezug auf ihr engeres oder entfernteres Verhältniß zur Eidgenossenschaft wesentlich in die Wagschale fiel. Es waren dieß nach der gewöhnlichen Auffassung ¹⁾):

Der Abt von St. Gallen, die Stadt St. Gallen, die Stadt Biel, die Stadt Mühlhausen, die Stadt Rottweil, der Sreistat der drei Bünde in Rhätien, das Land Wallis, das Sürstenthum Neuenburg und Valangin, die Stadt Genf und der Bischof von Basel. Thatächlich befaßen eine ähnliche Stellung die Republik Gersau, die eigentlich nach dem Wortlaute ihres Bundesbriefes ein Ort der Eidgenossenschaft war, aber nie als ein solcher gezählt wurde²⁾, und der Abt von Engelberg, der noch im Jahre 1413 behauptet, „Briefe von vier römischen Kaisern und Königen und sechs Päpsten zu haben, wonach keine irdische, oder weltliche Person über sein Gotteshaus zu gebieten haben soll“, so daß Nidwalden von den Thalleuten stehen müsse, „die sie neulich zu Landeuten genommen haben³⁾“. Sodann die Stadt Rapperswil, deren Rechtsverhältnisse zeitweise zwischen denjenigen eines „Schirmortes“ und eines Unterthanengebiets schwankten, bis sie in der spätern Zeit der Eidgenossenschaft mehr in die letztere Stellung versetzt wurde.⁴⁾

Man kann ferner zu solchen faktischen Protektionsgebieten rechnen: das Gotteshaus Einsiedeln, dessen lange prätendirte Selbständigkeit von Schwyz, nach Balthasar, im Jahre 1645 aufhörte und die größeren schweizerischen Klöster, sowie die

¹⁾ Vgl. z. B. Simler-Leu pag. 265 und ff. Eine sehr gute neuere Darstellung dieser sehr verwickelten Verhältnisse enthält der Aufsatz von Prof. W. Oechsl, „Orte und Zugewandte, eine Studie zur Geschichte des schweiz. Bundesrechtes“, Bd. XIII des „Jahrbuches für schweizerische Geschichte.“

²⁾ E. A. I, 297; II, 82. 90. 428—432.

³⁾ E. A. I, 134.

⁴⁾ E. A. IV 1c, 1161.

schweizerischen Bisthümer überhaupt, die theils vermöge der geistlichen Immunität, theils als Herren über Land und Leute, eine niemals ganz abgeklärte Stellung zu den eidgenössischen Ständen oder Zugewandten einnahmen, in deren natürlichem Gebiete sie sich befanden¹⁾. Endlich auch das Urserenthäl vermöge seines Landrechtsvertrages vom 12. Juni 1410 mit Uri, unter anfänglichem Vorbehalte des Gotteshauses Dissentis, zu dem es gehörte.²⁾

Ebenso gab es noch weit in die eidgenössische Geschichte hinein eine Anzahl von Dynasten, die ursprünglich ihre Herrschaften mit voller Souveränität unter der Oberhoheit des Reiches besaßen, aber, wie wir uns heute ausdrücken würden, ganz oder theilweise in der Interessensphäre der aufstrebenden Eidgenossenschaft lagen³⁾ und nach und nach von derselben unter allerlei Sormen, namentlich von Verburgrechtungen, zu Staatsangehörigen herabgedrückt wurden. Es waren dies u. A. die ursprünglich mächtigen Sreiherrn- und Grafengeschlechter von Sax und Monsax, Montfort, Werdenberg, Belmont, Grenerz, Weißenburg, Anzburg, Narberg, Toggenburg, Mätsch, Herwen u. a. m., von denen einzelne frühzeitig ausstarben, andere erst spät im Dunkel vollständiger Verarmung verschwanden⁴⁾. Es würde eine der dankbarsten Aufgaben schweizerischer Geschichtsforschung sein, diesen allmähigen

¹⁾ Die Bischöfe von Chur und Sitten z. B. sind erst ganz allmählig ihrer ehemaligen staatsrechtlichen Stellung verlustig gegangen.

²⁾ E. A. I, 128.

³⁾ Und wie jetzt etwa die Indianer in Amerika allmählig ihre Territorien einbüßten, oder gezwungener Weise abtraten.

⁴⁾ Der letzte Montforter starb erst zu Ende des vorigen Jahrhunderts zu Tettmang in völliger Dürftigkeit. Der letzte Graf Claudius von Grenerz kam 1655 in Konkurs, und seine Gläubiger traten Besch und Saanen an Bern, Grenerz an Sreiburg ab. E. A. IV 1e, 716. 719. 919. 1093. 1138. Auch die Sreiherrn von Sax auf Hohensax, im St. Gallischen Rheinthäl, nahmen ein trauriges Ende. Einer der letzten, der von seinem Neffen erschlagene Philipp, ist noch heute als Mumie in der Kirche von Sennwald zu sehen, für den Misoyer Zweig wird noch in der Kirche zu Igels im Lugneher Thal jährlich eine Messe gelesen.

Untergang der großen weltlichen Grundherren in der Schweiz an einigen Beispielen genau zu beschreiben, eine soziale und ökonomische Revolution, die nicht geringer war, als diejenige, welche die Sozialisten heute im Auge haben. Im weitesten Sinne kann man noch eine Anzahl von im eigentlichen Verstande ausländischen Herrschaften zu den Schutzbefohlenen der Eidgenossenschaft rechnen, die mitunter in Verträgen als solche „Verwandte“ bezeichnet werden. Es sind dies außer den letzten Sforza von Mailand, der Graf von Arona, der Bischof von Lodi, der Markgraf von Montferrat, der Herzog von Lothringen, der Herzog von Württemberg, die Grafschaft Mömpelgard, die Grafschaft Hochburgund; zeitweise auch noch die vier Waldstädte am Rhein und die Stadt Bisanz (Besançon).

Einzelnen solcher ursprünglich bloß „Zugewandten“, wie Glarus, Schaffhausen und Appenzell¹⁾, gelang es, sich in die Stellung eigentlicher Eidgenossen empor zu schwingen, anderen, wie Rapperswil, wurde hingegen nachmals sogar verboten, ihre Schirmorte mit „Eidgenossen“, statt mit „Herren“, anzureden. Mehrere, wie namentlich der Freistaat der drei Bünde in Rhätien und Neuenburg, standen zu der Eidgenossenschaft in einem so lockern Verhältniß, daß daselbe fast eher einer völkerrechtlichen Allianz, als einer staatsrechtlichen Angliederung glich²⁾. Wieder andere, wie Wallis, Mülhausen und Genf, wurden schließlich nur als Konfessionsverwandte der einen Religionspartei betrachtet. Bei noch weitern, wie Rottweil und dem Bisthum Basel, hörten die Bundesverhältnisse allmählig ganz auf, und endlich waren wieder der letztgenannte geistliche Fürst und sein Kollege, der Abt von St. Gallen, nicht für ihr ganzes Gebiet im Bündniß mit der Eidgenossenschaft und betrachteten sich seit der Trennung

¹⁾ Genau genommen auch Sreiburg und Solothurn. Einzig Basel hat in seinem Bundesbrief von vorneherein eine etwas bessere Stellung und wurde auch in derselben stets anerkannt. Vgl. E. A. III II, 131.

²⁾ Dies wurde übrigens in der alten Eidgenossenschaft nicht immer so genau unterschieden, wie heute.

der Eidgenossen vom Reich oft beinahe mehr als deutsche Reichsstände, denn als Eidgenossen ¹⁾).

Es ist daher gar nicht möglich, diese „Zugewandten“ für die ganze Zeit der alten eidgenössischen Geschichte vollkommen richtig zu klassifizieren, und es traten namentlich in der spätern Periode noch allerlei Momente, wie die konfessionelle Zugehörigkeit, die zweite eidgenössische Militärorganisation, das sich gestaltende Verhältniß der eidgenössischen Neutralität und wieder das Bündniß mit Frankreich, die nicht auf alle Anwendung fanden, hinzu, die eine systematische Eintheilung noch schwieriger machen.

Selbst die allgemeine Rechtsstellung der Zugewandten und ihre wesentliche Unterscheidung von den Orten, namentlich den fünf neuen, denen offenbar anfänglich eine ähnliche Position zugedacht war, ist nicht leicht zu präzisieren. Ganz besonders genügt es nicht, zu sagen, sie seien nur mit einzelnen, nicht mit allen Orten in Verbindung gestanden. Das trifft weder bei allen zu, noch ist es ein charakteristisches Unterscheidungsmerkmal, indem auch die VIII alten Orte nicht alle mit einander direkt verbunden waren. Ebenso sind die Ungleichheiten der Rechtsstellung nichts Unterscheidendes, da solche auch in den Bundesbriefen der VIII und XIII Orte in reichlichem Maßstabe vorkommen. Man wird es also im Ganzen bei der Charakteristik bewenden lassen müssen, daß es nicht bloß Orte minderen Rechtes, sondern eigentliche Schutzbefohlene, oder nach heutiger Terminologie Protektorate waren. Unter ihnen selbst fand eine Klassifizierung in der Weise statt ²⁾), daß der Abt und die Stadt St. Gallen und Biel, zeit-

¹⁾ Namentlich der Abt von St. Gallen, der auch große Herrschaften jenseits des Bodensees besaß, zog sehr oft, wenn es ihm gerade konvenirte, „die Schwabenhöfen“ an und rief Kaiser und Reich gegen die Eidgenossen auf. Noch im Jahre 1702 schloß er einen förmlichen Schirmvertrag mit Kaiser Leopold I. ab. E. N. VI II, 1016. 2285.

²⁾ Vgl. hiezu eine Aufstellung in: „Meister, Militärische und politische Beiträge zur Geschichte des Unterganges der XIIIörtigen Eidgenossenschaft“, 1890, welche „zugewandte Orte“ nur die drei ersten, die andern „Verbündete“ nennt. Diese Terminologie würden wir im Ganzen doch nicht empfehlen, da es auch Verbündete anderer Art gab.

weise auch Mühlhausen und Rottweil, an den Tagsatzungen ¹⁾ Sitz und Stimme besaßen, aber nach einem Tagsatzungsbeschluss von 1698 nur mit einem Gesandten ²⁾, während die eigentlichen Orte deren zwei schickten. Ebenso hätten nach einem Beschlusse von 1667 Wallis und Graubünden das förmliche Recht zum Besuch der Tagsatzungen gehabt. Wallis pflegte jedoch nur bei den sog. Legitimationskonferenzen zu erscheinen, welche eine jede neue französische Gesandtschaft an ihrem Hofe in Solothurn auf Kosten des allerchristlichsten Königs abhielt, um die Kreditive zu übergeben, wobei es sehr festlich herging und gewöhnlich auch Pensionen, oder Geschenke an die Stände und einflussreiche Privatpersonen vertheilt wurden.³⁾ Graubünden blieb immer ein Land von sehr selbständigem Charakter, das sich erst in diesem Jahrhundert allmählig in eine wirkliche Zugehörigkeit zur Schweiz eingelebt hat, in der ganzen alten Zeit aber, nach Innen eine eigene Eidgenossenschaft in kleinerem Maßstabe, nach Außen einen Staat mit selbständiger Politik ausmachte. Mühlhausen wurde erst 1777 zu den Legitimationskonferenzen zugelassen. An den Kriegen der Eidgenossenschaft nahmen die Zugewandten, nach Maßgabe ihrer Bundesbriefe Antheil, waren jedoch nicht alle in die spätere Militärverfassung der Eidgenossenschaft, das sog. Defensionale, eingetheilt, jedoch hielten sich derselben faktisch auch einige Stände selbst fern, so daß dieses Verhältniß nie völlig festgestellt war. An den Eroberungen in Kriegen hatten sie keinen Antheil,⁴⁾ sondern nur an der mobilen Beute, und ebenso erhielten sie Jahrgelder und Pensionen der fremden Staaten in der Regel nur auf Grund speziellen Einschlusses in die diesfälligen Ver-

¹⁾ Anfänglich auch nur auf besondere Einberufung. Noch 1664 wurde dies beschlossen. Balthasar, pag. 58.

²⁾ E. A. VI II, 726.

³⁾ Vgl. hierüber Amiet: „Kulturgeschichtliche Bilder aus dem schweizerischen Volks- und Staatsleben zur Blüthezeit des französischen Einflusses auf die Aristokratien der Schweiz“, 1862.

⁴⁾ Wo sie sich denselben nicht selbst nahmen und behielten, wie die Graubündner das Veltlin im Feldzuge von 1512.

träge¹⁾, wie es z. B. bei den französischen Verträgen öfter zu Gunsten des Abtes und der Stadt St. Gallen und Graubündens, sowie auch Neuenburgs, geschieht.

In die französischen Bündnisse waren nicht immer alle Zugewandten inbegriffen, übrigens zeitweise auch nicht alle eigentlichen Orte; in dem letzten von 1777, das sogar als eine Art Constatirung dessen galt, was zur Eidgenossenschaft zu zählen sei, sind z. B. Neuenburg, Genf und der Bischof von Basel ausgeschlossen. Der letztere befand sich auch nicht mit seinem ganzen Gebiete in der schweizerischen Neutralität, wie sie sich allmählig als ein besonderer Rechtsbegriff herausbildete und zu einzelnen Theilen seines Gebiets, wie Neuenstadt nebst Tessenberg und Münsterthal, bestanden besondere Schutzverhältnisse von Bern. Biel gehörte zum Bisthum, war aber gleichzeitig ein selbständiger zugewandter Ort und hatte sogar ein gewisses „Pannergebiet“, auf das es eigene Hoheitsrechte beanspruchte. Der eidgenössische Vertrag mit dem Bischof war bloß ein konfessioneller, wurde auch seit 1735 nicht einmal mehr förmlich erneuert und überhaupt wurden seit der Reformationszeit die zugewandten Orte eigentlich mehr als Konfessionsverwandte der einen oder andern Partei angesehen. Einzelnen von ihnen, wie Mülhausen und Genf, wurde die politische Zugehörigkeit von der einen Konfessionspartei sogar förmlich gekündet.

Im Verkehr mit dem Auslande galten Graubünden und Wallis als selbständige Länder, die nicht ohne weiteres durch die

¹⁾ Die wichtigsten Verhandlungen darüber betreffen die große mailändische Pension von 40,000 Dukaten, die der Herzog Maximilian Sforza kraft seines Schutzbriefes zu zahlen hatte und die Vertheilung der 700,000 Äronen, die Franz I. den Eidgenossen nach dem ewigen Frieden auszahlte. Hier erhielten die Zugewandten, die sich sehr dafür wehrten, Antheil. E. A. III u, 640. 649. 702. 703. 801. 804. 845. 861. 890. 953. 1018. 1037. 1081. 1138. 1407. Einer solchen Verhandlung wegen über französische Jahrgelder, an denen die Stadt Rottweil auch sofort nach ihrem Eintritt in dieses Verhältniß eines zugewandten Ortes lebhaft Antheil begehrte, spotteten die deutschen Nachbarn über sie mit dem Vers:

„Von Rottwyl, die neuen Schwitzerknaben
Wölltend der Ganß auch ein Seider haben.“

Schweiz vertreten waren; namentlich in Graubünden pflegten sogar selbständige Gesandtschaften der auswärtigen Mächte, besonders Frankreichs, zu residiren ¹⁾, die von dem „Hof“ in Solothurn unabhängig waren. Rottweil behielt stets seine Doppelstellung als deutsche Reichsstadt und zugewandter Ort der Eidgenossenschaft ²⁾. Es stand unter seinem tapfern Bürgermeister in den Reihen der Eidgenossen vor Dijon und bei Marignano, gleichzeitig aber verlangte es öfter ausdrücklich, in den Schreiben an den Kaiser, nicht wie die andern, als zugewandter Ort der Eidgenossenschaft bezeichnet zu werden und seit dem dreißigjährigen Kriege löste sich dieses Verhältniß auf. Auch noch andere Zugewandte wurden vom Reiche länger als die eigentlichen Orte angesprochen und festgehalten, wovon später die Rede sein wird.

In das „Corpus Helveticum“, den Staatskörper der Eidgenossenschaft, wurden die „Zugewandten und Verbündeten“ von dem europäischen Völkerrecht seit dem 16. Jahrhundert eingerechnet, und die Eidgenossenschaft verlangte das auch regelmäßig, namentlich bei Frankreich, dem Kaiser und Spanien ³⁾; im Ryswiker Frieden von 1697 ist besonders eine ausführliche Bezeichnung der *«Alliez et confédérez des ligues suisses»* enthalten.

Die Verträge der einzelnen Zugewandten, durch die sie zu der Eidgenossenschaft gehörten, waren folgende:

Der Abt von St. Gallen, Reichsfürst seit 1206, stand in einem ewigen Burg- und Landrecht mit Zürich, Luzern, Schwyz und Glarus ⁴⁾ vom 17. August 1451.

¹⁾ Selbst im Staatsrecht der Eidgenossenschaft kam zeitweilig diese Anschauung vor. 1701 und 1789 z. B., erschienen bündnerische Gesandtschaften bei der Tagsatzung, die mit dem ganz gleichen Ceremoniell wie „fremde“ Gesandtschaften behandelt wurden und auch Kreditivie wie solche besaßen. E. A. VI II, pag. 908. VII I, 593. 801. Auch Macchiavelli behandelt in seinem Gesandtschaftsbericht von 1507 Wallis und Graubünden als bloße Alliierte der Schweiz.

²⁾ Vgl. E. A. IV I, pag. 829. IV II, pag. 9.

³⁾ E. A. IV I, pag. 460. 1087. VI I, pag. 1873. VI II, pag. 508. 525. 621. 640. 648.

⁴⁾ E. A. II, 884. Tschudy II, 560.

Durch einen spätern Brief von 1479, 8. Nov. erhielten diese eidgenössischen Stände eine Art Klostervogtei, wonach sie abwechselnd einen Landschaftshauptmann aus ihren Räten, mit 2 Pferden und einem Knecht zu ihm setzen sollten, der in seinem Solde steht und dem Gotteshaus zu Schirm und Trost gereicht.¹⁾

Das Land Toggenburg, das schon vor dem ersten Vertrage in Landrecht mit Schwyz und Glarus stand, behielt dieses Landrecht auch weiter bei²⁾, hielt sich aber thatsächlich seit 1530 immer mehr an Zürich³⁾, seit dem Frieden mit dem Abt von 1718 an Zürich und Bern, während umgekehrt der Abt fortan thatsächlich Luzern und Schwyz, oder die katholischen V Orte, als seine Beschützer behandelte. Er blieb stets ein unruhiges Element bis zur Aufhebung dieser geistlichen Herrschaft im Jahr 1797, noch vor der helvetischen Revolution⁴⁾.

Die Stadt St. Gallen, die zugleich dem Abte unterthänig und in die Immunität des Klosters eingeschlossen war, sich aber allmählig von ihm emancipirt hatte, erlangte am 13. Juni 1454 eine „ewige Freundschaft“ mit den Schirmorten des Abtes und noch zwei weiteren, Bern und Zug, um die sie sich schon früher bemorben hatte⁵⁾. 1455 kaufte sie von dem verschwenderischen Abt Kaspar von Landenberg, der in stetem Streit mit seinem Convent lebte, sogar die Landeshoheit über das äbtische Gebiet. Der Vertrag wurde jedoch am 5. Februar 1457 auf Klagen der Schirmorte des Abtes vom Rath zu Bern, als Schiedsrichter, aufgehoben, die Stadt nun aber ebenfalls gegen Zahlung von 7000 Gulden von der Hoheit des Klosters freigesprochen⁶⁾.

¹⁾ E. A. III, pag. 672.

²⁾ E. A. II, pag. 111. 138. 378. 395. 396. 398. Ussudor II, 296. 298. 704.

³⁾ E. A. IV 1b, pag. 687. 230 und 236. 358. 1481.

⁴⁾ E. A. VIII, pag. 253.

⁵⁾ E. A. II, 878. 107. 255. 258. 259. 267. 270.

⁶⁾ E. A. II, 281–285. Interessant für ihre gewerbliche Natur ist ein Passus im Abschied vom 10. März 1473. E. A. II, 441: „Ob Krieg insallen wurd, hant die von sant Gallen begert sy ze warnen, nachdem vnd sy iren gewerb wit hant.“

Nach der Reformation war sie die treue Bundesgenossin Zürichs, Mitglied des „christlichen Bürgerrechts“ und Helferin in den Kappelerkriegen¹⁾, woraus, nach dem unglücklichen Ausgange des zweiten Kappelerkrieges, große Gefahren für ihre Selbständigkeit entstanden, die erst 1549 durch einen Schiedsspruch bestätigt wurde²⁾.

Dennoch war auch später noch bei den katholischen Ständen öfter davon die Rede, der Stadt, wie den Mülhäußern ihre „Briefe“ zurückzugeben³⁾. Dem Abt von St. Gallen vollends war diese „Schlange an seinem Busen“, wie er sie in einer seiner beständigen Klagen nennt, noch gefährlicher als der „Dorn im Fuß“, die reformirten Toggenburger, und schon Jahrhunderte zum Voraus war leicht vorauszusehen, daß die betriebsame und thatkräftige Stadt die Abtei überleben und in einer oder der andern Form den oft gefaßten Plan durchführen werde, der Kern und Hauptort eines eidgenössischen Staates St. Gallen zu werden.

Die Stadt Biel stand in alter Verbindung mit Bern, Solothurn und Sreiburg und in Solge dessen, sowie einzelner kaiserlicher Privilegien, in einer Art Unabhängigkeit von dem Bischof von Basel, zu dessen Land sie dennoch gehörte⁴⁾. Der eigentliche Bund, der sie an die Eidgenossenschaft knüpfte, war der erneuerte mit Bern vom 23. Januar 1352⁵⁾. Am 21. September 1598 aber kaufte Bern die Rechte des Bischofs über Biel und verzichtete dafür auf sein Burgrecht mit dem Münsterthal. Dieser berücksichtigte „Bielertausch“, der dem Wäggiserkauf von Luzern

¹⁾ E. A. IV 1 a, pag. 1433. 1464; IV 1 b, pag. 158, 163.

²⁾ E. A. IV 1 b, 1294. Die Stiftsgeistlichen durften demnach nicht in der Stadt wohnen, das Sakrament nicht in der Stadt herumgetragen werden und keine Prozession mit Kreuz und Sahne durch die Stadt ziehen. Eine große Verhandlung über die Marchen der Stadt gegen das Gotteshaus, die vier Kreuze bezeichneten, siehe in E. A. III n, 882 ff.

³⁾ E. A. VI, 14. 721.

⁴⁾ E. A. I, 375.

⁵⁾ E. A. I, 427.

vom Jahre 1380 ähnlich ist, wurde jedoch in den Jahren 1606 bis 1610 auf Klage der Bieler schiedsgerichtlich durch Spruch der Mehrheit der übrigen Orte aufgehoben¹⁾). Das direkte Gebiet der Stadt umfaßte bloß vier kleine Ortschaften: Bözingen, Mett, Dingelz, Leubringen. Dagegen gab es noch ein sog. „Pannergebiet“ von Biel, nämlich das St. Immerthal (Erguel) und Ifingen (Orvin), auf das Biel einzelne Hoheitsrechte geltend machte, namentlich die Militärhoheit kraft besonderen Vertrages und die Kastvogtei über das Stift von St. Immer.

1797 wurde das Pannergiebiet, 1798 am 5. Sebr., die Stadt selbst, von den Franzosen besetzt und zum Departement Mont Terrible, später Haut Rhin, geschlagen. Am 4. Januar 1814 trat die alte Regierung wieder in Funktion und nach vergeblichen Versuchen, selbständig zu bleiben, wurde Biel am 23. Nov. 1815 dem Kanton Bern einverleibt.

Die Stadt Mülhausen im Elsaß trat, nach einer früheren zeitweisen Verbindung mit Bern und Solothurn von 1466²⁾), nach dem Waldshuterfrieden vom 27. August 1468³⁾) in eine „ewige Freundschaft“ mit allen XIII Orten ein⁴⁾). Nach der Reformation betheiligte sich die Stadt, wie St. Gallen, auf Seite der Reformierten an dem christlichen Burgrecht und den Appellerkriegen, und hier kam nun die Drohung der Bundesauflösung seitens der katholischen Orte und Appenzells wirklich zur Ausführung, eingeleitet durch bürgerliche Unruhen in der Stadt, den sog. „Sinnigerhandel“, in welchem eine Patrizierin, Agnes Sinninger, anfänglich die Rolle der unheilstiftenden Frau spielte, die in der Geschichte so oft den Anfang eines Endes bezeichnet. Auf der gleichen katholischen Konferenz, in welcher der „goldene Bund“ verabredet wurde, den 4. Oktober 1586, wurde beschlossen, denen von Mülhausen „die Bünde herauszugeben“. Sortan stand die

¹⁾ E. II. V 1, 496. 526. 600. 637. 785. 985.

²⁾ E. II. II, 356.

³⁾ E. II. II, 900.

⁴⁾ E. II. III 11, 1379.

Stadt unter der Schirmhoheit der fünf evangelischen Orte, die auf einer evangelischen Konferenz zu Baden am 11. Juni 1587 die Intervention beschlossen und mit Gewalt ausgeführt hatten. Sie kann von dieser Zeit ab als eine Art von Unterthanenstadt derselben angesehen werden, wogegen die sieben katholischen Orte Oesterreich aufforderten, den Mühlhäusern die Reichsfreiheit zu entziehen¹⁾. Erst in Folge der französischen Erwerbung des Elsaßes milderte sich diese Unterthänigkeit, und wurde die Stadt wieder ein zugewandter Ort der reformirten Stände, bis das neue Frankreich sie mittelst einer scharfen Zollsperrre zum Anschluß an die Republik zwang. Am 4. Januar 1798 beschloß die Bürgerschaft denselben und am 15. März 1798 wurde die Stadt von den Franzosen besetzt²⁾. Die Eidgenossenschaft anerkannte diese, wie die übrigen Ablösungen ehemaliger Gebietstheile durch Frankreich, förmlich in dem Allianzvertrag vom 19. Aug. 1798.

Die Stadt Rottweil am Neckar, seit 1146 der Sitz eines kaiserlichen Hofgerichtes, dessen Erbhofrichter-Amt seit Friedrich III. Erbmannlehen der Grafen von Sulz, später der Fürsten von Schwarzenberg war, wurde am 6. April 1519 zu Zürich von allen XIII Orten in eine „ewige Freundschaft“ aufgenommen³⁾. Eine besondere Bedingung dieses Bundes war, Jedermann, der bei Rottweil gegen die Eidgenossen klage, nach dem Rechte der Eidgenossen zu weifen und sie mit Gericht nicht zu beschweren, wogegen die Eidgenossen es auch in dem Besitze seines Hofgerichtes zu schützen hatten.

Auch hier spielte nachmals die Glaubensstrennung ihre Rolle, denn es ist ohne Zweifel hier, wie in Konstanz, die scharfe katholische Gegenreformation, welche im Jahre 1529 alle Re-

¹⁾ E. A. V 1, 39. 594. 678. 683.

²⁾ Aktensammlung der Helvet. Republik I, 115. Es ist das erste Beispiel eines „Zollkrieges“, wie ihn Frankreich unter Napoleon I. später in größerem Maßstabe auch im Tessin ausführte und wie er zuweilen jetzt wieder an die Tagesordnung kommen zu wollen scheint.

³⁾ E. A. III 11, 1424.

formirten aus der Stadt vertrieben, ein wesentlicher Grund zu der Entfernung von der Eidgenossenschaft gewesen. Allerdings wollte Rottweil immer in noch positiverer Weise, als die übrigen eidgenössischen Städte vor dem Schwabenkrieg, Reichsstadt bleiben, dergestalt daß es den Eidgenossen sogar zuweilen Auskunft über die sie betreffenden Verhandlungen an den deutschen Reichstagen verweigerte¹⁾, während es die französischen Pensionen an ihrer Seite stets gerne bezogen hätte²⁾. Der Bund erlosch faktisch seit dem dreißigjährigen Krieg, in welchem die territoriale Trennung von der Eidgenossenschaft zur Geltung kam und die Rottweiler sich eifrig auf katholischer Seite betheiligten. 1689 erschienen sie zum letzten Male auf einer Tagsatzung, um gegen die Franzosen, die Süddeutschland überschwemmten, Hülfe zu begehren, wurden aber von den evangelischen Orten abgewiesen und fortan als ein von der Eidgenossenschaft abgelöstes Glied angesehen, mit dem bloß noch eine gewisse traditionelle Freundschaft fortbestand. 1794 und 1797 rief die Stadt nochmals den eidgenössischen Beistand an und verlangte Vertretung durch die Tagsatzung am Rastatter Kongreß, so daß daselbst in der That noch von ihrer schweizerischen Zugehörigkeit die Rede gewesen ist³⁾.

Die drei Bünde in Rhätien, welche eine eigene, sehr komplizirte Geschichte haben, die noch lange nicht so festgestellt und genau nach den vorhandenen Akten beschrieben ist, wie sie es verdiente⁴⁾, traten mit der Eidgenossenschaft allmählig in eine Verbindung, die nicht alle drei Bünde gleichmäßig umfaßte und überhaupt, wie schon gesagt, mehr einer dauernden völkerrecht-

¹⁾ E. A. IV 1 d, pag. 365. 369.

²⁾ E. A. V 1, 591. 595 ff.

³⁾ E. A. VIII, 207. 296.

⁴⁾ Dazu würde vor allen Dingen die Herausgabe des dortigen Landesarchivs nöthig sein. Eine gehörige Geschichte dieses Kantons fehlt aber überhaupt bisher.

lichen Allianz als einem staatsrechtlichen Verhältnisse gleich¹⁾. Sogar die inneren Verhältnisse des Landes waren nicht formell festgestellt, namentlich nicht die zum Bischofe von Chur und zu einzelnen besondern Herrschaften²⁾. Zu der Eidgenossenschaft traten die dortigen Bünde seit dem 15. Jahrhundert in Beziehungen; in dem Abschied vom 10. März 1473 erscheint zuerst der Passus:

„Item gedenken wegen der Engadiner und Churwalen, nachdem vnd sy vormalen an vns um buntnis geworben vnd ob sy des willens noch sin, dz sy dann ein anschlag tuon, wz ir begeren der buntnis sig, dann wir nit im Willen sint, jeman umb buntnis ze bitten³⁾).

Im Jahre 1400, 24. Mai, schon kommt jedoch ein Bund des Grauen Bundes mit Glarus vor⁴⁾. 1497, 21. Juni schlossen die sieben alten Orte (ohne Bern) eine „ewige Sreundtschaft“ mit diesem nämlichen obern Bund, der am 16. März 1424 unter dem Uhorn von Truns gestiftet worden war⁵⁾, welchem am

¹⁾ Ungefähr wie die ständige Allianz der Eidgenossenschaft mit Frankreich. Diese Auffassung hatte zu Anfang dieses Jahrhunderts noch prinzipielle Vertreter, einige letzte Spuren davon finden sich noch heute sporadisch vor.

²⁾ Mitten im Lande z. B. hatte der Kaiser von Oesterreich eine Herrschaft, Rhäzüns, für die er im Bundestag vertreten war und die 1809 sogar an Frankreich abgetreten wurde, ein Ereigniß neuester Zeit, das dennoch völlig unaufgeklärt ist. Vgl. darüber Polit. Jahrbuch I, 247. Ebenso gehörte Tarasp bis 1816 zu Oesterreich, Saldenstein bei Chur, wo zeitweise die französische Gesandtschaft residierte, war eine förmliche Freiherrschaft. Wann die drei Bünde sich selbst zu einem Bunde vereinigt haben, ist auch nicht festgestellt und eine Urkunde dafür nicht vorhanden. Die Tradition nennt das Jahr 1471 und als Ort den Hof Vazerol, unterhalb Lenz an der Engadinerstraße. 1524 wurde die Vereinigung urkundlich neu beschworen.

³⁾ E. A. II, 406. 440. 441. 450. 457.

⁴⁾ E. A. I, 97. Später ein ewiges Landrecht der Grafen von Sax-Misox, Mitglieder des Grauen Bundes, mit Uri und Obwalden. E. A. I, 223 und ein nicht ewiges Burgrecht des Bischofs von Chur mit Zürich. E. A. I, 218.

⁵⁾ E. A. III 1, 502. 515–517. 527–536. 745. Darüber besteht jetzt eines der schönsten neueren Vaterlandslieder, das Nationallied der Graubündner,

13. Dezember 1498 ein ähnlicher Allianzvertrag mit dem Gotteshausbund folgte. Der Zehngerichtenbund, der im Jahre 1436 zu Davos gestiftet worden war, stand noch lange in Abhängigkeit von Oesterreich, dem die Gerichte von dem letzten, verkommenen Sprößling des Hauses „Mätsch“ verkauft worden waren. Zwar durften sie zufolge des Basler Friedens nach dem Schwabenkrieg den Bund beibehalten, standen aber damit in der graubündnerischen Eidgenossenschaft in einem ähnlichen Verhältniß, wie nachmals Neuenburg in der schweizerischen, als gleichzeitiges Fürstenthum und Theil eines republikanischen Staatswesens. Außerdem hatte ein Theil ihres Bundes, die noch heute sogenannte „Herrschaft“ Manensfeld, seit 1509 ein ähnliches Verhältniß zu den drei Bünden selbst, sie war ein Theil des Freistaates und gleichzeitig ein Unterthanenland desselben, das daher zeitweise in die Lage kam, sich selbst den Landvogt zu bestimmen. Der Zehngerichtenbund wurde erst im Jahre 1590, 18. Sept. von Zürich und Glarus und im Jahre 1600, 5. August gleichzeitig mit den andern Bünden von Wallis in ewige Freundschaft aufgenommen; im Jahre 1602, 9. Sept. ging dann noch Bern ein Bündniß mit allen drei Bünden gemeinsam ein¹⁾. Das

von Suonder: «A Tron sutt igl' ischi». Die andern Bünde und der Bischof waren, wie es scheint, damals gegen die Verbindung mit den Eidgenossen; dieselbe positiv herbeigeführt zu haben, ist jedenfalls das Verdienst des Grauen Bundes. E. A. III, 546. 587. 590. 753.

¹⁾ Diese verschiedenen Bundesbriefe finden sich in E. A. III, 745. 753 und E. A. V, 1858. 1878. 1894. Im Jahre 1701 wurde eine ewige Verbindung aller drei Bünde vergeblich nachgesucht, dagegen trat dann noch Zürich am 5. Mai 1707 in eine Erneuerung „der freundschaftlichen Bundes-Traktaten von 1497, 1498 und 1590 mit solennischer Hülf-Bündniß“ mit allen drei Bünden unter großen Feierlichkeiten ein, zu denen, wie die Abschiede erzählen, auch eine Abendpredigt eines Ex-Jesuiten, auf besonderes Verlangen der graubündnerischen Ehrengesandten, gehörte. Vgl. E. A. VI u. 2325 ff. Vorangegangen war ein Bund der Städte Zürich und Bern und sodann auch der drei Bünde mit Venedig. E. A. VI u. 2312. 2318. Die katholischen Orte fanden dieses Separatbündniß von Zürich mit den drei Bünden zudringlich und unzulässig gegenüber den früheren Verbindungen, scheinen sich aber dabei zuletzt beruhigt zu haben.

Charakteristische der Verbindung Graubündens mit der Eidgenossenschaft war die vollkommene Rechtsgleichheit ohne Protektorat und doch ohne Aufnahme in den eigentlichen Bund. Sie würde eine ewige Allianz sein, wenn eine gegenseitige Mahnung und Hülf=verpflichtung bestünde; da dies nicht der Fall ist, so ist es eine „ewige Freundschaft“ mit großer Selbständigkeit beiderseits, die auf einer engen Interessengemeinschaft beruht und wo eine solche nicht besteht, sofort bedenkliche Risse und ein fortwährendes Schwanken zwischen einer Zugehörigkeit zu der Eidgenossenschaft und einer graubündnerischen Separatpolitik zeigt¹⁾.

Die eidgenössischen Tagsatzungen besuchten die Bündner meistens nur, um zu „lösen“ und den Beschlüssen derselben, die für die gewöhnlichen Zugewandten Geltung hatten, mußte in Graubünden, wie in Wallis, zugestimmt werden. Manchmal enthielt die alte bündnerische Gesetzgebung auch vollständige Parallelgesetze zu den eidgenössischen²⁾. In der spätern Periode, nach der Reformation, waren es namentlich die V katholischen Orte, welche ein engeres Verhältniß der Eidgenossenschaft zu allen drei Bünden verhinderten³⁾, oder an Glaubensbedingungen zu knüpfen suchten; aber auch die Sonderbünde, die von beiden Konfessions-

¹⁾ Vgl. E. A. III II, 648. 699. 706. 872. 879; IV Ia, 168. 182. 184. 199. In einzelnen Fällen war diese Sonderpolitik nicht ohne sichtbaren materiellen Vortheil. So erhielt Graubünden im ewigen Frieden mit Frankreich eine dreimal größere Pension als die übrigen Orte und behielt die in einem gemeinsamen Krieg eroberten Unterthanenlande Veltlin, Cleven und Bormio dennoch für sich allein. Allerdings rächte sich das dann im Jahre 1815, wie jeder Egoismus seinen Tag der Vergeltung erlebt.

²⁾ Beispiele sind: der Pensionenbrief von 1500, der Dreißiglerbrief von 1574, die zwei Artikelbriefe von 1524 und 1526. Vgl. darüber die Sammlung „Graubündische Grundgesetze“ von 1767, ein selten gewordenes Büchlein, das noch andere interessante Urkunden enthält. Auch E. A. III II, 258. 1392.

³⁾ E. A. IV, 329. 348. IV II, 370. 371. 377. Theils war es Mißtrauen gegen die Protestanten, die in allen drei Bünden zusammen die Mehrheit hatten, theils Connivenz gegen Oesterreich, als dessen Unterthanen sie die Zehngerichtenbündner betrachteten.

parteien vorgeschlagen waren, kamen nie definitiv zu Stande. Der graue Bund allein, in welchem die Katholiken die Mehrheit hatten, hatte im Jahre 1589 sich mit den V Orten separat eingelassen und einen Bundeschwur geleistet¹⁾, und ebenso erneuerten die drei Waldstätte mit demselben die alten Verträge, die sie seit 1339 mit einzelnen großen Grundherren des graubündnerischen Oberlandes gehabt hatten²⁾. Die Geschichte Graubündens zur Zeit der sogenannten „Wirren“ des 17. Jahrhunderts und des Prätigauer Aufstandes hat, was das Verhältniß zur Eidgenossenschaft betrifft, einen völlig konfessionellen Charakter; es ist nur ein beständiges Intriguenpiel der katholischen und evangelischen Orte, um, zum Theil sogar mit Hülfe des Auslandes, in jenem Lande der einen oder andern Konfession die Oberhand zu verschaffen.

Was zulezt am Ende der alten Eidgenossenschaft als Resultat der seit jener Zeit durchaus verworrenen Zustände noch übrig blieb, war ein rechtlich fast unqualifizirbares Verhältniß, wonach der Gesamtstaat der drei Bünde in Folge seiner protestantischen Mehrheit in Freundschaft mit Zürich und Bern, als den Vorvätern der evangelischen Sache, der vorwiegend katholische obere Bund aber und der Bischof von Chur nebst den Katholiken des Gotteshausbundes in beständiger Opposition dagegen sich befand³⁾.

Das Land Wallis hat sowohl in seiner Natur, als in seiner alten Verfassung und Geschichte eine unverkennbare Aehnlichkeit mit Graubünden. Es war auch eine Eidgenossenschaft von sogenannten „Zehnten“, wie Graubünden von „Hochgerichten und Gemeinden“, mit einer daher rührenden Referendumseinrichtung (die zwar nicht

¹⁾ E. N. V. I, 153. 164. 169. 171. 174—178. 227.

²⁾ E. N. V. I, 227. 233.

³⁾ Einen Einblick in die staatsrechtlich interessanten, aber für jeden Nichtbündner schwer zu verstehenden Verhältnisse in der Uebergangszeit zur modernen Periode, gewähren einige, außerhalb Graubündens wenig bekannte, Broschüren aus dem Anfang dieses Jahrhunderts, namentlich der „Friedensengel“ und das „Gespräch der drei Landleute“, die in dem „Politischen Jahrbuch“ von 1887, pag. 116 und 405 abgedruckt sind.

in allen Punkten mit der graubündnerischen übereinstimmt) und einem bis zu einem gewissen Grade stets zweifelhaften Verhältniß zu der Gewalt des Bischofs von Sitten, die ursprünglich auch weit mehr als eine bloß geistliche gewesen war. Auch die Bischofsstadt Sitten trägt in ihren besondern Freiheiten und Rechten sehr viele Ähnlichkeit mit der Stadt Chur. Endlich zeigt auch die halb romanische, halb deutsche Bevölkerung den gleichen, aus beiden Nationalitäten gemischten Typus. Die Bündnisse der deutschen Zehnten des Oberwallis, denen zuletzt auch einzelne romanische und der Bischof Walthar von Sursar selber beitraten, mit Luzern, Uri, Unterwalden, waren von 1416, 14. Okt.; 1417, 8. und 11. August und 12. Oktober und von 1473¹⁾. Die „ewige Freundschaft“ des Bischofs mit Bern, aus der zeitweise heftiger Streit unter den Eidgenossen selbst entstand, war vom 7. Sept. und 15. Okt. 1475²⁾. Nach der Reformation trat Wallis am 12. März 1529³⁾ in einen katholischen Sonderbund mit Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Sreiburg, Solothurn zum Zweck seiner eigenen Gegenreformation ein; es ist diese Walliser-Urkunde sogar eines der charakteristischen Dokumente derselben. Das Glaubensbündniß war hier speziell gegen Bern gerichtet, dessen ältere Bünde mit Sreiburg und dem Bischof von Sitten im Falle eines Glaubenskrieges aufgehoben sein sollten⁴⁾. Wallis bedrohte jeither in den Glaubenskriegen Bern in der Flanke und vermittelte auch vielfach die Verbindung der katholischen Orte mit Savoyen⁵⁾. 1533, 17. Dez. wurde dieser Sonderbund erneuert⁶⁾, und später noch mehrmals, 1540, 1555 und 1567, 1681 und 1780 bestätigt. Dagegen wurde 1589 doch auch das Berner Bündniß

¹⁾ E. A. I, 354–362 und E. A. II, 465. Diese Walliser-Verbindungen stehen zum Theil in offener Beziehung zu der Beherrschung des Eschenthales seit 1411, zu welchem das Land Wallis den Einen großen Zugang bildete.

²⁾ E. A. II, 560 und 563.

³⁾ E. A. IV 1 b, 98.

⁴⁾ E. A. IV 1 b, 1464.

⁵⁾ E. A. VI 1 b, 158. 264. 351. 1181. 1228. 1268.

⁶⁾ E. A. IV 1 c, 212. 229. 237. IV 1 b, 1404.

mit dem Bischof und dem Lande selber erneuert und am 5. August 1800 noch ein solches mit Graubünden abgeschlossen. Die ganze spätere Geschichte von Wallis seit 1529 ist ein beständiges Schwanken zwischen der engen Glaubensfreundschaft mit den katholischen Orten und Savoyen und einer politischen Freundschaft mit Bern, die durch die Eroberung des Unterwallis im Jahre 1536 gegen den glaubensverwandten Herzog von Savoyen und die nunmehrige Nachbarschaft des bernischen Waadtlandes neu gekittet wurde. Die Reformation, die auch in die Walliserthäler bereits in bedeutendem Maßstabe eingedrungen war, wurde jedoch durch den Visper Landtagsabschied vom 15./17. März 1604 und die Bemühungen des Kapuzinerordens wieder ausgerottet. Im Jahr 1802 wurde das Land durch französisches Machtgebot von der helvetischen Republik abgelöst und zu einer „rhodanischen Republik“ gemacht, die dann durch kaiserliches Dekret vom 14. Nov. 1810 in ein französisches «Département du Simplon» verwandelt wurde¹⁾.

Die Grafschaft Neuchâtel-Valangin stand in einem allmählig, von 1290 bis 1496 entstandenen Protektorats-Verhältnis zu den vier Städten Bern, Luzern, Sreiburg und Solothurn, wobei anfänglich Solothurn und Bern den maßgebenden Einfluß ausübten²⁾. Auch die Stadt Neuenburg hatte ein ewiges Burgrecht mit Bern, durch welches sie in Streitigkeiten mit den Grafen Bern als Schiedsrichter anerkannte. Nachdem die Grafschaft mit der Erbtöchter Johanna von Hochberg an den Prinzen Ludwig von Orleans, duc de Longueville, gefallen war (1504), besetzten sie die vier Städte (1512) und nahmen die übrigen Orte ohne Appenzell in die Mitherrschaft auf, so daß Neuenburg von 1512 bis 1529 eine „gemeine Herrschaft“ der Eidgenossenschaft war³⁾. Durch Vermittlung König Franz I. von Frankreich wurde die-

¹⁾ Politisches Jahrbuch I, pag. 258 ff. Die Absichten Frankreichs auf dieses Gebiet waren übrigens schon älteren Datums. E. A. III n, 1146.

²⁾ E. A. I, 376. 386. 436. 438. 466. III n, 127.

³⁾ E. A. III n, 742. 1358. IV 1 b, 169. 1476. 1486.

selbe jedoch im Mai 1529 zurückgestellt, mit Vorbehalt der Bündnisse mit den vier Städten und der speziellen Rechte Bern's, welche die damalige Landesherrschaft anerkennen mußte.

Valangin, das ursprünglich eine getrennte Grafschaft war, vereinigte sich mit Neuenburg im Jahre 1579. Der fürstliche Titel des Landes entstand ebenfalls im 16. Jahrhundert und wurde im westphälischen Frieden europäisch anerkannt. Seit der Reformation dominierte Bern vollständig unter den Schutzständen; einzig Landeron, das noch ein besonderes Burgrecht mit Solothurn von 1501 hatte, blieb unter dessen Schirm katholisch und die katholische Herrscherfamilie hielt noch die Beziehungen zu den andern drei Städten aufrecht, bis im Jahre 1707 das Fürstenthum durch Wahl der Landstände an Preußen fiel¹⁾, (dem es fortan in einer Art von Personalunion angehörte), worauf die katholischen Städte beschloßen, das Burgrecht nicht mehr zu erneuern. Eine förmliche Erneuerung fand auch nicht statt²⁾, doch lebte das Verhältniß thatsächlich mehr oder weniger fort und wurde Neuenburg zwar nicht in das französische Bündniß von 1777, wohl aber (gegen den Willen Frankreichs, das stets sein Auge auch auf dieses Land gerichtet hielt) in die Neutralität von 1792 eingeschlossen³⁾.

Am meisten beeinflusst von konfessionellen Verhältnissen war neben dem Bisthum Basel und der Abtei St. Gallen die ereignisreiche Geschichte der Stadt Genf. Sie ist im Uebrigen ein beständiger Kampf eines kleinen, geistig lebendigen Gemeinwesens mit republikanischen Ideen gegen die Naturgewalt seiner territorialen Lage, die es zur Hauptstadt eines größern, in fremdem Besitze befindlichen Gebietes bestimmt. Die Verbindung mit der Eidgenossenschaft war hier, ähnlich wie in Graubünden, das

¹⁾ E. A. VI u, 1397 ff. 1403.

²⁾ Friedrich Wilhelm II. beantragte sie vergeblich noch 1786.

³⁾ E. A. VIII, 171—173. Noch in neuester Zeit sind Schriften in Frankreich erschienen, die Neuenburg als eine «position européenne» erklären, um deren Besitz es sich zwischen Deutschland und Frankreich handle. Vgl. Politisches Jahrbuch III, 388.

Mittel um diese Selbständigkeit zu behaupten, die ohne einen solchen Anhaltspunkt nicht hätte erhalten bleiben können. Ohne die Reformation, welche den puritanischen Geist, die beste innere Stütze der Republiken, erzeugte, welcher die Stadt Calvins in einen fortan unvereinbaren Gegensatz zu der angrenzenden savonischen Herrschaft versetzte und ihr zugleich eine geistige Bedeutung in Europa verlieh, für welche die Position einer Provinzialstadt zu klein war, wäre übrigens dieses Gemeinwesen den es bedrohenden Gefahren dennoch schwerlich entgangen. Einen Stützpunkt suchte und fand es zuerst seit 1519 in einer vorläufigen Verbindung mit Sreiburg, die aber zweifelhaft blieb, und dann bestimmter 1526 8. Februar in einer „ewigen Freundschaft“ mit Sreiburg und Bern. Am 27. März 1534 gab jedoch eine freiburgische Gesandtschaft den Bundesbrief mit abgetrenntem Siegel zurück¹⁾, dagegen schloß nun Bern am 7. August 1536²⁾ in Folge der Eroberung des Waadtlandes ein ewiges Burgrecht und 1558 9. Januar ein ewiges Bündniß mit Genf ab, worin diese Stadt verhiess, den Bernern ein offenes Haus zu sein und keine Bünde ohne ihre Zustimmung einzugehen, dagegen den Schutz von Bern zugesichert erhielt. 1584 30. August trat auf Verwendung Berns die andere bedeutende protestantische Stadt der Schweiz, Zürich, in diesen Bund ein, und beide Städte versprachen, Genf fortan „als einen Schlüssel der Eidgenossenschaft“ zu behaupten, ein Versprechen, das mit der Ausnahme des schmählichen Friedens von Nyon mit Savoyen vom 1. Oktober 1589 auch eingehalten worden ist³⁾.

Genf wünschte stets eine Verbindung mit der ganzen Eidgenossenschaft, wie Mülhausen und Rottweil, erhielt aber 1558 einen

¹⁾ C. A. IV 1 a, pag. 1507. IV 1 c, 27. 49. 164. 232. 239. 297. 299. 301. 303. 316. 325. 348. Ein früheres Burgrecht des Bisthumsverwesers Ludwig von Savoyen mit Sreiburg und Bern ist vom 14. Nov. 1477. C. A. II, 707. 946.

²⁾ C. A. IV 1 c, 1299. IV 11, 1587.

³⁾ C. A. V 1, pag. 182. 189.

ganz bestimmten Abschlag ¹⁾). Die katholischen Orte schlossen vielmehr 1560 eine ewige Freundschaft mit seinem beständigen Ansprecher, dem Herzog Emanuel Philibert von Savoyen, und verhalfen demselben vorläufig in dem Laufanner Schiedsgericht vom 30. Okt. 1564 ²⁾), einem der schlimmsten Aktenstücke unserer Geschichte, wieder zu dem Besitz der Provinzen südlich des Genfersees und der Landschaft Gex, unmittelbar vor den Thoren von Genf, welche die beständige Cernirung der Stadt wiederherstellten, die bis auf den heutigen Tag fortbesteht. Das „hilfsliche Bündniß“ der VI katholischen Orte, ohne Solothurn, mit Emanuel Philibert von Savoyen vom 8. Mai 1577, das mit der ewigen Freundschaft von 1560, dem spanischen Bund mit Philipp II., dem bischöfl. basel'schen und dem Walliser konfessionellen Sonderbündniß und dem „goldenen Bund“ von 1586 zusammen die spätere, katholische Bundesverfassung der Eidgenossenschaft ausmacht, enthielt sodann die ausdrückliche Zusage, die Genfer ebenso wenig „als andere Unterthanen“ des Herzogs zu schützen, bis die savoyischen Ansprüche auf die Stadt gütlich oder rechtlich ausgetragen seien ³⁾), woran sich der fernere Beschluß knüpfte, auch das bernische Waadtland, das sie doch selbst Bern im Jahr 1564 zugesprochen hatten, nicht, wie das altbernische Gebiet, in eidgenössischen Schirm zu nehmen ⁴⁾). Die Rettung Genfs für die Eidgenossenschaft, durch den Eintritt Zürichs in das Schirmbündniß und die Aufhebung des Vertrages von Nyon, ist eine Ruhmesthat des zürcherischen und bernischen Referendums der alten Zeit ⁵⁾). Das Volk zeigte auch bei diesem Anlaß, wie viel Sinn für eine würdige Politik nach Außen in dem Herzen des sogenannten gemeinen Mannes vorhanden ist; es sind nicht die aristokratischen Kreise vorzugs-

¹⁾ E. A. IV II, 78. 112. — ²⁾ E. A. IV II, 1500.

³⁾ E. A. IV II, 1547. — ⁴⁾ E. A. IV II, 653. 658. 662. 681. 683.

⁵⁾ E. A. IV II, 802. 819. 824 für Zürich. V I, 189 für Bern. Der damals regierende Schultheiß von Bern, der den Frieden von Nyon geschlossen hatte, wurde abgesetzt und der von dem Großen Rath schon genehmigte Vertrag am 3. Mai 1590, auf die Gefahr eines Krieges mit Savoyen hin, als aufgehoben erklärt.

weise gewesen, welche die alte Eigenschaft erhalten haben. Nach dem verfehlten Versuch der Escalade machte dann der Friede von St. Julien vom 21. Juli 1603 einstweilen den savonischen Angriffen ein Ende¹⁾, Genf blieb aber bis zu Ende der alten Zeit ausschließlich in Allianz mit Zürich und Bern, während die VI katholischen Orte das savonische Gegenbündniß noch mehrmals (1634, 1651, 1684) ausdrücklich und unter den gleichen Bedingungen erneuerten und dem Herzog auch stets unbeanstandet bei solchen Anlässen die Titel „Graf zu Genf“ und „Freiherr in der Waadt“ zuließen²⁾. Noch einmal war in den Jahren 1696 bis 1702 die Rede von einer Einschließung Genfs in den „eidgenössischen Corpus“, gegen eine bedeutende Zahlung der Stadt³⁾, aber ohne Erfolg, lediglich wurde es 1792 in die eidgenössische Neutralität inbegriffen⁴⁾ und gelangte dann nach einer weiteren, schweren Prüfungszeit von 1794 bis 1813 und nachdem es 15 Jahre lang französische Departements-Hauptstadt gewesen war, im Jahre 1815 definitiv zu seinem langjährigen politischen Ziele, der Aufnahme in den eidgenössischen Bund⁵⁾.

Der Bischof von Basel war, obwohl sein Bisthum das „lustigste“ des deutschen Reiches hieß, ein vielgeplagter und eingeschränkter Landesfürst. Schon seine eigenen Landstände machten ihm beständig zu schaffen, noch mehr die verschiedenen Verbindungen des Bisthums, oder einzelner Theile desselben, die aus

1) E. A. VI, 639. 640 ff. 1898 ff.

2) Dagegen litt Sreiburg nicht, daß er sich Graf von Romont schrieb. E. A. VI, 48.

3) E. A. VI, 609. 627.

4) E. A. VIII, 172. 173.

5) Eine Karte des alten Genfergebietes findet sich im Abschied von 1816. Die Verhältnisse der Rekonstruktion von Genf nach der französischen Herrschaft von 1798 bis 1813, während welcher es Hauptstadt des Departements du Léman war, sind ausführlich nach zum Theil noch nicht bekannten Akten erzählt in den „Politischen Jahrbüchern“ von 1888 und 1889.

der stets zunehmenden Schwäche dieses geistlichen Fürstenthums entstanden. Ein Vertrag, der ihn mit der Eidgenossenschaft politisch verband, bestand hier gar nicht, sondern bloß ein konfessioneller Sondervertrag mit den VII katholischen Orten vom 28. Sept. 1579¹⁾, ein sehr charakteristisches Aktenstück, worin die Orte versprechen, ihn und seine Unterthanen in der katholischen Religion zu erhalten und die Abgefallenen womöglich wieder zum Gehorsam zurückzuführen. Uri, das sich anfänglich weigerte, beizutreten, wurde durch den Nuntius im Namen des Papstes aufgefordert, dies zu thun.

Dem gegenüber hatte Bern seine mächtige Hand durch Burgrechte über einige Theile des Bisthums, Münster, Tessenberg und Neuenstadt ausgestreckt²⁾; Biel vollends stand dem Bischof halb unabhängig gegenüber, der dort nur durch einen Meier und einen Schaffner vertreten war; es pflegte die Landtage nicht zu besuchen und eigene Hoheitsrechte über Ilfingen (Orvin), Erguel, St. Immer und Tramelan auszuüben, die unter seinem Panner zogen und ihm kriegssteuerepflichtig waren. Ebenso hatte es laut Vertrag die Kastvogtei des Stiftes von St. Immer und stand mit Neuenstadt im ewigen Burgrecht³⁾.

Im 17. Jahrhundert (1652–1654) war von einer nähern Verbindung des Bisthums mit der ganzen Eidgenossenschaft durch ein „Defensionalbündniß“ die Rede, das jedoch nicht zu Stande kam⁴⁾. Statt dessen wurde der katholische Sonderbund mehrmals bis 1735 erneuert, die Bitte des Bischofs, in das gemeineidgenössische Defensional aufgenommen zu werden, dagegen abgelehnt⁵⁾, und er blos 1676 in die Neutralität eingeschlossen.

¹⁾ C. A. IV II, pag. 1570.

²⁾ C. A. II, 142. IV I d, 578. IV I b, 469. 636. III II, 242. 248. III I, 235. VII II, 1285.

³⁾ C. A. I, 450. 454.

⁴⁾ C. A. VI I, 103. 105. 117. 236. 249. 249

⁵⁾ C. A. VI I, 738. 747. 918.

Die vielfach erschütterte Herrschaft des Bischofs, der von 1735 ab eigentlich gar nicht mehr eidgenössischer Verbündeter war, ging von 1792 bis 1798 in einzelnen Etappen unter. Zuerst folgte ihr der Augenblicks-Traum einer raurazischen Republik, deren kurze Geschichte noch von Niemandem aktenmäßig geschildert ist, später die unersättliche französische Republik, die den ganzen Westen der alten Eidgenossenschaft einzuverleiben beabsichtigte und in Bezug auf das Bisthum Basel einen guten Anhaltspunkt in einem Schutzvertrage von 1739 fand, welchen der Bischof von Reinach, in Ermangelung eines genügenden eidgenössischen Schutzes, mit Frankreich eingegangen hatte.

Außer diesen, gewöhnlich als die „Zugewandten“ bezeichneten 10 Städten und Ländern, können noch zu denselben gerechnet werden: Die Toggenburger, kraft ihres seit 1436 aus der Zeit des alten Zürichkrieges her bestehenden und unter der äbtischen Herrschaft 1469 erneuerten Landrechtes mit Schwyz und Glarus¹⁾, in Solge dessen sie nicht vom Abt und seinen vier Schirmorten, sondern von diesen zwei aufgeboten wurden und sogar in einzelnen europäischen Friedensverträgen als Zugewandte erwähnt werden²⁾. Serner anfänglich die Grafschaft Grenerz, deren oberer Theil, Saanen und Oesch seit 1403 und 1451 mit Bern³⁾, der untere aber seit 1475 mit Streiburg verburgrechtet⁴⁾ war, dergestalt, daß diese Leute den Mahnungen der beiden Städte folgten und bei Pensionen und Geldvertheilungen wie andere Zugewandte bedacht wurden, bis sie in Solge des Konkurses des letzten Grafen Claudius einfache Unterthanen der beiden Orte wurden⁵⁾.

¹⁾ E. A. II, 111. 138. 398.

²⁾ Frieden von Cateau-Cambresis 1559 und Dervins 1598. E. A. IV II, 1458; V I, 1871.

³⁾ E. A. I, 461.

⁴⁾ E. A. III II, 218.

⁵⁾ E. A. IV I e, 716. 719. 1093. 1138. Die Gläubiger des Grafen verkauften sie an die beiden Städte.

Der Bischof von Konstanz, der geistliche Hirte eines großen Theils der alten Eidgenossenschaft, stand seit 1489 in einer Reihe von Verträgen mit den Eidgenossen¹⁾, die immer erneuert wurden, die Stadt befand sich in dem christlichen Burgrecht mit den evangelischen Orten bis zum zweiten Landfrieden von 1531, der es auflöste. 1668 noch wollten die katholischen Orte Konstanz und die vier Waldstädte am Rhein in den Eidgenössischen Schirm aufnehmen, wogegen aber die evangelischen auch die Aufnahme von Waadt und Genf verlangten, woran sich, in Folge von Protesten des Herzogs von Savoyen und des päpstlichen Nuntius, die Sache zerstückte²⁾.

Die Stadt Rapperswil war ebenfalls eine unter dem Protektorat der drei Waldstätte und Glarus stehende Stadt³⁾, sank dann aber nach dem zweiten Landfrieden in Unterthänigkeit herab und wird in dem spätern eidgenössischen Staatsrecht ganz als Unterthanenstadt behandelt.

Gersau blieb, nachdem es, glücklicher als Weggis, den Versuchen Luzerns, es an sich zu reißen, widerstanden und sogar einen kaiserlichen Brief als reichsunmittelbare Republik erhalten hatte, stets ein so selbständiger Ort der Eidgenossenschaft, wie jeder andere, wurde aber seiner Kleinheit wegen nie als solcher gezählt und stand faktisch im Krieg mit seinem kleinen Kontingente bei Schwyz, mit welchem es erst im Jahre 1817 förmlich vereinigt worden ist.

Ebenso bestand seit 1421, bestimmter seit 1462, ein Schutzverhältniß des Abtes von Engelberg zu Luzern, Schwyz und Unterwalden⁴⁾ (anfänglich auch Uri); im Uebrigen blieb er eine Art von kleinem geistlichen Fürsten bis zu Ende der alten Eidgenossenschaft.

¹⁾ E. A. II, 394. 904. 641. 924. III 1, 150. 543. 734.

²⁾ E. A. VI 1, 739. 740. Ein Vergleich mit Kaiser Leopold I. über die Jurisdiktion auf dem Bodensee vom 5. Dezember 1685 bildet den Abschluß.
E. A. VI 11, 154. 343. 2282.

³⁾ E. A. II, 296. 338. IV 1 b, 1245. IV 1 c, 233. 866. 1161. 1174.

⁴⁾ E. A. II, 10. 45. 220. 247. VI 1, 1599.

Als Verwandte der Eidgenossen werden öfters bezeichnet die Freiherren von Sar im heutigen st. gallischen Rheinthal, die Bürger von Zürich¹⁾ waren. Ebenso die welschen Mitbürger von Bern: Payerne seit 1343, Neuveville seit 1388²⁾, Valangin seit 1475, Münsterthal seit 1486. Auch die Stadt Lausanne stand anfänglich in einem Burgrecht mit Sreiburg und Bern seit 1525, 7. Dezember, das jedoch bei der Eroberung des Waadtlandes nicht aufrecht gehalten wurde. E. A. IV 1 c, 3. 1295.

„Ausländische“ Verwandte der Eidgenossenschaft waren: Die Herzoge von Lothringen und Württemberg, der Graf von Arona, der Markgraf von Montferrat und der Bischof von Lodi³⁾. Die Grafschaft Mömpelgard stand im Burgrecht mit Solothurn von 1517 bis 1545⁴⁾, die Stadt Besançon mit Bern, Sreiburg und Solothurn von 1518 bis 1533 und 1579 bis 1588 (ohne Bern). Damals erlosch, auf spanischen Einfluß hin, dem die beiden katholischen Städte allein nicht widerstehen konnten, auch dieses Verhältniß, das der Eidgenossenschaft eine Grenze von großer Bedeutung gesichert haben würde⁵⁾. In die gleiche Kategorie gehört das schon erwähnte zeitweise Pfandrecht der Eidgenossen auf Waldshut und den Schwarzwald und Besatzungsrecht in den vier Rheinstädten Waldshut, Säckingen, Laufenburg und Rheinfelden, in Folge des Waldshuter Sriedens und der ewigen Richtung mit Oesterreich. (E. A. II, 903. 913.)⁶⁾

Die Verhältnisse dieser „Verwandten“ haben etwas staatsrechtlich kaum Bestimmbares, so daß zeitweise auch Unterthanenländer, wie Thurgau, Rheinthal, die freien Aemter, oder Städte, wie Baden, Bremgarten, Mellingen, Srauenfeld, als solche, ja

¹⁾ E. A. III, 341. III n, 67. 497. 919.

²⁾ E. A. IV 1 b, 359. I, 450.

³⁾ E. A. IV 1 a, p. 22. III n, 1133, 1135, 1169, 1175, 1262, 1268.

⁴⁾ Schon 1474 wurde sie als ein „Landschlüssel“ der Eidgenossenschaft erklärt. E. A. II, 500. III n, 1135.

⁵⁾ E. A. IV 1 c, 228. 1298; IV n, 945; V 1, 127; III n, 1132. 1135.

⁶⁾ Eine Erläuterung dieser Verhältnisse zu den „Grenzstädten“ Konstanz, Waldstädte, Genf, Waadt siehe: E. A. VI j, 1815.

jogar als „Zugewandte“ angeführt werden ¹⁾. Die ausländischen Verwandten könnte man mit einem ganz modernen Begriffe als solche Gebiete bezeichnen, die zu der „Interessensphäre“ der Eidgenossenschaft gehörten, wobei es nur an ihr lag, rechtzeitig mit ihnen in eine noch nähere Verbindung zu treten, die ganz besonders mit Bezug auf die *Stranche Comté*, den Schwarzwald und Konstanz in ihrem evidenten Interesse lag. Die alten Eidgenossen hatten im Ganzen für solche Verhältnisse einen guten politischen Blick, dem nur nicht immer, namentlich seit ihrer konfessionellen Spaltung und der Abschwächung des demokratischen Staatsbewußtseins, die nöthige Thatkraft entsprach. Wesentlich in diesen drei genannten Richtungen und in der Umgegend von Genf ist daher ihr Territorium ein unvollständiges geblieben.

Leider hatte das alte Staatswesen auch noch eigentliche Unterthanen und es bildet das Verhältniß zu denselben, namentlich soweit sie sogen. „gemeine Herrschaften“ sind, einen wesentlichen Theil des alten Bundesstaatsrechts, besonders in der zweiten Periode, nach der Reformation, als zu dem Sinken des öffentlichen Geistes noch der große Gegensatz der Religion getreten war. Damals wurden diese Unterthanenländer aus einem Bande, das die Eidgenossenschaft in einem gewissen Sinne zusammenhielt, zu einer Kette, die innerlich miteinander zerfallene Brüder durch einen mit täglichen Reibungen verbundenen Besitz an einander schmiedete und bewahrheiteten in einer furchtbaren Weise den doppelten Erfahrungssatz, daß auf bloße Interessengemeinschaft sich kein dauerndes Verhältniß von Menschen zu einander begründen läßt und daß jede Herrschaft von Klassen über andere Klassen auf die Dauer nicht allein die Beherrschten sondern in noch erhöhtem Grade auch die Herrscher verdirbt.

¹⁾ Balthasar unterscheidet gleichartige Verbindungen *«pacta consociationis civium et mutuae defensionis»* und ungleiche Schutzverträge *«pacta protectionis et clientelae civium»*, für die Schirmgeld entrichtet wird. Zu den letztern zählt er auch Verhältnisse, wie diejenigen des *Entlibuchs*, der *Stadt Sempach* etc., die wir jetzt zu den Unterthanenverhältnissen rechnen.

Seitdem durch die Schlacht von Sempach sich das Uebergewicht der Eidgenossenschaft über das Haus Oesterreich entschieden hatte, ging die Beseitigung dieser Herrschaft und des mit ihr in Verbindung stehenden Adels in einem gewissen natürlichen Interessengebiete der Eidgenossenschaft mit der unaufhaltbaren Konsequenz eines Naturereignisses vor sich, bis endlich diesem einst so mächtigen Hause diesseits des Rheines und Bodensee's bloß noch das kleine Srickthal und Konstanz verblieb, von denen das erstere erst in diesem Jahrhundert (im Lüneviller Frieden von 1801) an Frankreich und von diesem an die moderne Eidgenossenschaft abgetreten worden ist. Andere große grundherrliche Geschlechter starben aus, oder verkamen ökonomisch, oder verließen die Schweiz frühzeitig, wie z. B. die Hohenzollern als zeitweise Herren von Rhäzüns, das sie an Oesterreich gegen Saigerloch vertauschten¹⁾, dergestalt, daß schon längst kein Geschlecht von wirklich freiherrlichem Adel auf ihrem Boden mehr vorkommt. An die Stelle dieser Grundherren traten, vermittelft einfacher Uebertragung der herrschaftlichen Rechte, durch Eroberung, oder Kauf, Tausch, Verpfändung, die Regierungsgewalten der eidgenössischen Orte. In den meisten Fällen erhielten die in die neue Gewalt übergehenden Unterthanen die Zusicherung der nämlichen Freiheiten und Rechte, die sie unter ihrer vorigen Herrschaft besessen hatten (wobei jedoch unter „Freiheiten“ immer Rechte anderer Art als die eigentliche Mitregierung verstanden sind) und verlangten die neuen Regenten gar nicht, — das darf zu ihrer Ehre gesagt werden — sie darin zu beschränken. In der älteren Periode war daher diese Unterthänigkeit nichts Drückendes, am allerwenigsten etwa eine bloße Willkürherrschaft, sondern ein auf Brief und Siegel

¹⁾ Vergl. darüber „Polit. Jahrbuch“ von 1886, pag. 246, wo die Verhältnisse dieser Herrschaft kurz erzählt sind. Oesterreich behielt Rhäzüns (mit zeitweiser Abtretung an Frankreich, die noch nicht aufgeklärt ist) bis 1815 und trat es dann nebst Tarasp als Entschädigung für das Veltlin an Graubünden ab. Vgl. darüber in „Polit. Jahrbuch“ von 1887 die Geschichte des Wiener Kongresses und der Ablösung des Veltlins.

beruhendes, gegenseitiges Rechtsverhältniß, das auch allfällig einem Richterspruch unterliegen konnte und oft sogar, wie oben erwähnt, nahezu in die Stellung der zugewandten Orte übergang. Erst in der zweiten Periode der alten Geschichte, gleichzeitig mit der Ausbildung der Familienherrschaft in den regierenden Orten wurden die Unterthanen mehr und mehr als ein rechtloses Ausbeutungsobjekt angesehen und auch die ländlichen, ja zum Theil selbst die städtischen Bevölkerungen der herrschenden Stände von dieser Oligarchie auf das gleiche Niveau herabgedrückt. Noch bis in die letzte Zeit herrschte, in den besseren Ständen wenigstens, das Bestreben vor, die Unterthanen materiell zu beglücken und in ihren privatrechtlichen Beziehungen, soweit nicht irgendwelche politischen Rechte damit verbunden waren, mit Gerechtigkeit zu regieren. Sobald jedoch auch nur ein entferntes Bestreben nach größerer Freiheit und Gleichheit im politischen Sinn bemerkbar wurde, so handelten die städtischen Oligarchien, wie die roheren Landsgemeinden der demokratischen Orte mit der gleichen rücksichtslosen Härte, die das Kennzeichen jeder altgewordenen Aristokratie ist¹⁾, und niemals konnten auch die Mitglieder der schweizerischen Aristokratien zu dem Fundamentalsatz eines jeden vernünftigen Staatswesens sich erheben, daß der Staatszweck nicht allein darin besteht, den Regierten tägliches Brot und allfällige Justiz zu verschaffen, sondern alle Menschen, die zum Staate gehören, zur Rechtsgleichheit, Bildung und Selbstbestimmung zu erziehen. Das ist übrigens, in etwas anderer Form als ehemals, noch heute der nicht ganz ausgetragene Gegensatz zwischen einer ver-

¹⁾ „Güte ohne Milde, starre Grundsätze und ein Stolz, der nicht auf Seelengröße, sondern auf Standesbewußtsein beruht“, so wird z. B. die bernische Aristokratie des vorigen Jahrhunderts richtig charakterisirt. Selbst das Ideal einer solchen Regierung über die Unterthanen, wie es Pestalozzi in seinem Landvogt Arner aufstellt, oder wie es in dem Rosengericht des „Landvogtes von Greifensee“ sich spiegelt, entspricht keineswegs auch nur den elementarsten Anforderungen einer Regierung nach heutigem Maßstab.

nünftigen Demokratie und einem mit den letzten Resten der alten Aristokratie verbundenen, auf moderner Geldherrschaft beruhenden Liberalismus, der gerade jetzt in einer Umgestaltung begriffen ist.

Die konstitutionellen Verhältnisse der schweizerischen Unterthanenschaft bieten, wie die der Zugewandten, ein höchst verschiedenartiges und zeitweise wechselndes Bild.

Am freiesten gestellt, mit eigener Municipalregierung, waren neben der Stadt Rapperswil, die den Uebergang zu den zugewandten Orten bildet und anfänglich zu denselben gezählt wurde, die Städte Frauenfeld und Baden, die einen selbstgewählten Schultheißen, großen und kleinen Rath und dementsprechende eigene Gerichtsbarkeit hatten; ebenso hatten Bremgarten und Mellingen selbstgewählte Obrigkeiten; in Bremgarten aber wurde der Schultheiß von den VIII Orten bestellt und in Mellingen bestätigt. Aehnlich eingerichtet waren die Provinzialstädte der einzelnen Orte, namentlich diejenigen des bernischen Aargaus, denen bei der Eroberung ihre Selbstregierung, die sie schon unter österreichischer Herrschaft gehabt hatten, zugesichert worden war,¹⁾ und die Stadt Dießenhofen im Thurgau. Die Stadt Winterthur hatte unter zürcherischer Oberhoheit eine volle ständige municipale Freiheit mit eigenen Gerichten, sogar dem Blutbann und eigenen Herrschaftsrechten über Hettlingen, Oberwinterthur, Pfungen und die Schlösser Wyden und Mörsburg. Die Stadt Stein am Rhein war erst 1484 aus einer Reichsstadt eine zürcherische Municipalstadt mit eigener Regierung geworden, die sogar noch nach dem westphälischen Frieden wiederholt ihre Freiheiten durch das Reich bestätigen ließ. Aehnliche Freiheiten besaßen die Städte Sursee,²⁾ Sempach und Willisau unter Luzern.

¹⁾ Vgl. als Beispiel die Kapitulationsurkunde der Stadt Aarau, bei Boos Urkundenbuch, Argovia XI, 237.

²⁾ Sursee kam in den Pfandbrief Sigmund's „aus Versehen“. Vgl. Segeffer, Rechtsgeschichte I, 295.

Im Allgemeinen aber wurden die Unterthanen durch Landvögte beherrscht, die gewöhnlich auf St. Johannistag die Regierung antraten und auf sogenannten Jahrrechnungs- oder Syndikats- tagen den Orten, die sie bestellten, Rechnung ablegten. Solche Syndikatsstage waren namentlich derjenige der Herrschaftsorte von Rheinthal, Thurgau, Sargans und dem oberen Theil der Freienämter, derjenige der Grafschaft Baden und der unteren Freienämter, derjenige der vier großen italienischen Vogteien, der von Uri, Schwyz und Nidwalden zu Bellinz, der von Schwyz und Glarus zu Alpnach. Im Kriege zog die Mannschaft der Vogteien unter ihren eigenen Fahnen und mitunter auch eigenen Hauptleuten, je nach ihrer freieren Stellung, dem Herrschaftsorte, bezw. dem augenblicklich die Vogtei führenden Orte zu. Doch kommen dießfalls in den späteren Landfrieden noch besondere Bestimmungen über ihre Neutralität in Bürgerkriegen vor, ähnlich denjenigen, welche in den anfänglichen Bundesbriefen von Schaffhausen und Appenzell enthalten waren. Die Verhältnisse mehrerer Landvogteien waren dadurch komplizirt, daß auch fremde Gewalten in sie hineinregierten. So bevogtete in der Grafschaft Baden der Bischof von Konstanz die Städte Klingnau und Kaiserstuhl, nur das „Malefiz“ und die Militärhoheit gehörte den Eidgenossen. In Zurzach führte die Regierung des Bischofs der Obervogt von Klingnau, mit Konkurrenz des Landvogts von Baden. In die Landvogtei Thurgau regierten hinein der Bischof von Konstanz, der Vögte zu Bischofszell, Arbon, Güttingen, Gottlieben, Tanneck hatte. Ebenso hatten das Kapitel von Konstanz, die Aebte von St. Gallen, Rheinau und Einsiedeln eigene Gerichte daselbst. Zeitweise (von der Eroberung des Thurgaus bis zum Basler Frieden) gehörte überhaupt das Landgericht im Thurgau Konstanz und nur die Landvogtei den Eidgenossen; ein letzter Rest kleiner Gerichtsbarkeit von Konstanz auf unmittelbar benachbarten eidgenössischen Grundstücken besteht sogar noch in heutiger Zeit. Ebenso hatten in den freien Aemtern die Stadt Luzern und die Stadt Mellingen Gerichte, in der Landschaft Rheinthal der Abt von St. Gallen;

die Grafschaft Werdenberg bezahlte bis in die letzten Zeiten der Glarner Herrschaft noch ein Schutgeld von 15 Gulden an Luzern, und in einzelnen Unterthanenländern, namentlich im Thurgau, dem Waadtland und den italienischen Vogteien bestanden überhaupt zahlreiche kleine Gerichte geistlicher und weltlicher, mitunter selbst auswärtiger Herren¹⁾. Mit der Bundesverfassung der Eidgenossenschaft hingen diese Unterthanenlande insofern zusammen, als sie nicht allein zu dem schweizerischen Landesbestand nach Außen gehörten, sondern auch größern Theils von einer Anzahl der eidgenössischen Orte gemeinsam regiert wurden. Hierbei handelte es sich dann namentlich seit der Reformation beständig um die Frage, ob der Wille der Mehrheit der Miteigenthümer wie in andern²⁾, so auch in Religionsfragen entscheide, und sind es die Unterthanenlande gewesen, in denen zuerst der bedeutende Grundsatz der Parität zweier privilegirter Konfessionen durchdrang, der im Jahre 1848 allgemeines Bundesstaatsrecht geworden und erst in noch neuerer Zeit durch den weitergehenden Grundsatz allgemeiner Glaubensfreiheit ersetzt worden ist.

In das alte System der Volksanfragen, den Vorläufer des heutigen Referendums, waren in den Ständen, wo es fakultativ bestand, namentlich also in Zürich und Bern, die eigenen Unterthanen (nicht die der gemeinen Herrschaften) inbegriffen. Mitunter stimmten auch die äußeren Unterthanenländer, so das Waadtland über den Frieden von Lyon³⁾. Weder die zürcherische noch die bernische Regierung würden es gewagt haben, eine eingreifende Staatsveränderung, wie die Reformation, ohne

¹⁾ Vgl. hierüber besonders Simler-Leu: „Von dem Regiment der löbl. Eidgenossenschaft“, pag. 659 ff. In Bezug auf einige Dörfer der ehemaligen Grafschaft Nellenburg stand Zürich in einem Lehenkontrakt mit Oesterreich. E. A. VII u, 1307.

²⁾ Der Grundsatz, daß in gewöhnlichen, die gemeinsame Herrschaft betreffenden Dingen die Mehrheit der Herrschaftsorte entscheide, war seit der Eroberung des Aargau's ein feststehender geworden.

³⁾ Vgl. Grenus, « Documens relatifs à l'histoire du pays de Vaud », pag. 318.

Anfrage der Unterthanen einzuführen, und ebenso wurden, im Gegensatz zu der heutigen Anschauung, so lange dieses alte Referendum bestand, alle wichtigeren Staatsverträge mit dem Ausland, welche Kriegshilfe zur Solge haben konnten, dieser Abstimmung unterbreitet. Ja, der zweimalige Versuch in Bern, dieselbe konstitutionell zu regeln (von 1513, 13. Juli und 1531, 4. Dez.), und der Zürcher Kappelerbrief vom 9. Dez. 1531 verlangen positiv, daß (wie der letztere sagt): „wir kein krieg mehr anfangen söllent noch wöllent ohne einer lantschaft wissen und willen“ und daß die Regierung überhaupt in wichtigen Dingen die „biderben lüt uff dem land darinne berathsamen“ solle¹⁾).

In den eigentlichen alten Referendumskantonen, Graubünden und Wallis, kommt dagegen die Abstimmung der Unterthanen, z. B. der Veltliner, nicht vor, weil eben dieses Referendum eine Zustimmung zu einem Bundesstaate vereinigter kleiner Republiken, keineswegs eine Volksanfrage im Sinne von Zürich und Bern, oder gar eine Volksabstimmung im heutigen Sinne war.

Auch bei den „Kriegsgemeinden“ der alten Zeit, die über Krieg und Frieden, oder Waffenstillstände, wie eine Landsgemeinde im Selde, entschieden (z. B. vor Bicocca 1522, Kappel 1529), waren die Mannschaften aus den Unterthanenländern ohne Zweifel gleich betheiligt²⁾. Sicherlich wäre das Referendum,

¹⁾ Die beiden bernischen Briefe sind weniger bekannt, als der Zürcher. Bei demjenigen von 1513 fehlen die Originalabschiede und Rathsmannuale im Archiv, die wahrscheinlich später beseitigt wurden. Das alte Referendum der beiden Hauptstände der Eidgenossenschaft würde überhaupt eine neuere gute Studie verdienen. Ein Anfang dazu ist Moriz v. Stürler „Die Volksanfragen im alten Bern“. Ueber den Kappeler-Brief und die sogen. Meilener-Artikel vgl. Bullinger, Ref.-Geschichte III, 283. 284 und Helvetia III, 490.

²⁾ Wenigstens sagt der zürcherische Unterhändler vor Kappel, Hans Escher, etwas unwillig: „Diewyl es dazuo kommen ist, daß einer so vñ gilt als der ander, ritter und knecht, hauptmann und gemein mann alles zuglich, so ist myn rat, daß jedermann, sy der, wer er wöll, hie im feld all syn anligen eröffne, damit man ab der sach komm, es sy zu schlagen oder zum frieden.“ Vgl. Bullinger, Ref.-Geschichte II, 180.

wenn es sich über das 17. Jahrhundert hinaus erhalten hätte¹⁾, der zur Hand befindliche Baustein gewesen, mit dessen Verfestigung in den Bau der eidgenössischen Verfassung eine allmälige Erziehung und Assimilierung der Unterthanen hätte herbeigeführt werden können, den aber unverständige Bauherren schon damals verwarfen, wie sie ihn auch noch in unsern Tagen lieber abgelehnt hätten.

Statt dessen bildeten die Unterthanenlande seit dem Anfange des 15. Jahrhunderts eine der größten Anomalien in der an solchen reichen alten Eidgenossenschaft, den Stein des Anstosses und Uergernisses, der die herrschenden Orte entzweite, den demokratischen Charakter der Eidgenossen verdarb, die rechtzeitige Revision der komplizirten Bundesverfassung verhinderte und eine zahlreiche Klasse schließlich rechtloser und willkürlich beherrschter Schweizer schuf, die an der Erhaltung des Staates kein rechtes Interesse mehr hatten. Die Freiheit ist eben eine Göttin, die keine bedingten Anbeter duldet, die sie nur für sich haben wollen.

Wesentlich für die spätere Entwicklung des Unterthanenrechts war die Frage der Intervention, die in der ältern bessern Zeit im Interesse des allgemeinen Landfriedens auch zu ihren Gunsten stattfinden konnte. Das bemerkenswertheste Beispiel hiefür sind die „Waldmann'schen Spruchbriefe“ von 1489, eine eidgenössische Feststellung und Garantie der Rechte der zürcherischen Unterthanen gegen die gewaltthätige Regierung Waldmanns²⁾, auf die sich dieselben noch im Jahre 1795 kurz vor

¹⁾ In Bern dauerte es von 1449 bis 1610. Einiges darüber ist enthalten in: „Das Referendum im schweizerischen Staatsrecht“, Archiv für öffentliches Recht, Bd. II.

²⁾ Unsere demokratische Aera hat zwar dessenungeachtet im Jahre 1889 das Andenken dieses Bedrückers der Unterthanen gefeiert. Diese zürcherischen Urkunden sind abgedruckt in der *Helvetia III*, pag. 490 ff. Vgl. im Weiteren das „Politische Jahrbuch“ von 1891: „Die eidgenössischen Interventionen“.

der helvetischen Revolution beriefen. Mit dem Bauernkrieg von 1653 hörte jedoch diese Art von Schutz auf, und es kam überhaupt, anknüpfend an einen Passus des Stanser Verkommnisses, die Theorie zur Geltung, daß der eidgenössische Bund bloß eine Vereinigung von Regierungen sei, die sich in jedem Falle von bürgerlichen Unruhen „ohne Diffikultirung und auf die Bahnbringung wer Recht und Unrecht habe“, einfach zu Hilfe zu eilen und den Gehorsam wiederherzustellen hätten¹⁾, worauf dann gewöhnlich eine Empfehlung von Milde und Gerechtigkeit folgte. die zuletzt nur noch eine leere Sormel war.

Von dieser Zeit ab fing man auch an, den Unterthanen ihre Freiheitsbriefe abzufordern²⁾ und jede Erinnerung an ein Rechtsverhältniß zwischen Unterthanenschaft und Obrigkeit, wie

1) E. A. VI, 150. Abschied zu Baden und Mandat der XIII Orte und Zugewandten vom 22. März 1653.

2) Solche Rückforderungen, die mit List oder Gewalt geschahen, sind in der „Helvetia“ I, pag. 613, und III, pag. 481, urkundlich dargestellt. Das letztere Beispiel, die Raskirung der Freiheitsbriefe von Wädenswyl und Richterswyl ist besonders plastisch. Generalleutnant Leu und Oberst Werdmüller landeten plötzlich am 21. September 1648 mit 60 Schiffen voll Truppen in Wädenswyl, ließen die Bewohner der beiden Gemeinden, die sich gegenüber der Stadt auf ihre Freiheitsbriefe berufen hatten, mit Weib und Kind auf „Zollinger's Matte“ zusammentreiben und dort, von Truppen umstellt, erklären, „ob sie vielleicht diese Briefe und Urkunden zu ihrem ferneren Unheil noch länger zu behalten begehren, oder ob sie dieselben, damit sie ihnen nicht mit Gewalt weggenommen werden, Unsern gnädigen Herren und Obern freiwillig übergeben wollen.“ „Dieses Letztere“ — so berichtet der Augenzeuge — „hielten sie für das Beste, warfen sich mit Weibern und Kindern auf die Kniee und schrieten um Gnade, worauf ihnen der Generalleutnant den gewöhnlichen Eid, „welchen er vorher in einigen Punkten abgeändert und nach den gegenwärtigen Umständen eingerichtet hatte“, (nämlich mit Weglassung aller Stellen, welche die Freiheiten des Landes vorbehielten) herunterlesen und von Allen, im Beisein ihrer Weiber und Kinder beschwören ließ. Eine „Ehrengesandtschaft“ von Glarus, die eingetroffen war, hatte sich begnügt, auch hier „Güte und Milde“ zu empfehlen. Andere wesentliche Beispiele sind der Werdenberger-Aufstand von 1719—1722 und der Liviner-Aufstand von 1755. Vgl. „Öffentliche Vorlesungen über die Helvetik“, pag. 40 und 57, und „Politisches Jahrbuch“ von 1891 „Die eidg. Interventionen“.

es ursprünglich bestanden hatte, als eine Widerseßlichkeit gegen die „natürliche“ Obrigkeit zu behandeln, die man mitunter sogar wünschte und herbeiführte, um dann diese alten Briefe als verwirkt ansehen und ein neues Staatsrecht auf das Recht der Eroberung begründen zu können.

Selbst ein Mann von der Unbefangenheit Balthasar's jagt in seinen Sragmenten (pag. 126), es sei nicht eidgenössisches Recht, daß die Orte zwischen einem der Ihrigen und den Unterthanen vermittelnd eintreten; da bestehe bloß ein Rechtsstand zwischen Obrigkeit und Unterthanen, und es sei gesunde Politik, vor Allem jeden Aufstand zu unterdrücken. Wenn das geschehen sei, sei es den Ständen unbenommen, Großmuth und Milde als das Zweckmäßigste zu empfehlen.

Der fürstliche Absolutismus des 18. Jahrhunderts, der überall in Europa die verfassungsmäßigen Rechte zu beseitigen strebte, hatte auch in den schweizerischen Regierungen, deren Söhne ihn im Auslande vertheidigten, nur zu gelehrige Nachahmer gefunden, und namentlich für die eigentlichen Unterthanen, die nicht zu dem Staatskörper der regierenden Orte selbst gehörten, gab es seit dem Ende des 17. Jahrhunderts, außer den konfessionellen und militärischen Briefen¹⁾, keine Bundesverfassung, die denselben eine garantierte Rechtsstellung in der Eidgenossenschaft gewährt hätte.

Solche äußeren Unterthanenlande bestanden seit dem Beginne des 15. Jahrhunderts folgende:

1. Das heutige italienische Eschenthal (Val d'Ossola in seinem untern Theil, oberhalb Val Pommatt) wurde in den beiden Jahren 1410 und 1411 von den sieben alten Orten ohne Bern eingenommen, die es dann am 29. August 1418 von

¹⁾ In das „Defensional“ waren ausdrücklich mit bestimmten Contingenten inbegriffen: Lugano, Locarno, Mendrisio, die Freien Aemter, Val Maggia, Sargans, die Grafschaft Baden, Thurgau und Rheinthal mit zusammen 2400 Mann auf einen regulären Auszug von 13400.

Kaiser Sigmund zugleich mit dem Menenthal und Verzaskathal als ein Reichslehen empfangen¹⁾).

Nach der halb verlorenen Schlacht von Urbedo (1422) und durch den mehr als bedenklichen Frieden Ottolino Zoppo's vom 12./21. Juli 1426²⁾ wurde es an den Herzog Silippo Maria zurückgegeben und kam nur noch einmal vorübergehend von 1512 bis 1515 durch den Protektorsvertrag mit Maximilian Sforza wieder in den eidgenössischen Besitz. Im Oktober 1515, nach der Schlacht von Marignano ging es dann durch den noch unerklärten Abzug des bernischen Kommandanten Hans von Diesbach aus dem festen Plaze von Domo d'Ossola auf immer verloren³⁾, indem der im folgenden Jahre mit Franz I. von Frankreich, als Herzog von Mailand, abgeschlossene ewige Friede der Eidgenossenschaft nur diejenigen italienischen Länder beließ, welche von ihr noch besetzt waren. Die eidgenössische Grenze ist infolge dessen dort sehr mangelhaft geblieben.

2. Das österreichische Aargau, nebst der Grafschaft Baden, das Stammland der Herzoge, voll von Burgen ihrer Vasallen und blühenden, ihnen durch große Freiheiten anhänglich gewordenen Städten, zugleich aber eine unentbehrliche Position für die Verbindung zwischen den eidgenössischen Orten, wurde im Jahre 1415, in Exekution der Reichsacht und des Kirchenbannes

¹⁾ Anfänglich hatte die dortige Herrschaft auch eher den Charakter eines Landrechtsvertrages (E. A. I, 129. 130. 384). Der Herzog Johann Galeazzo Visconti trat dagegen seine Rechte an Amadeus VIII. von Savoyen ab, gegen den das Thal mit Hilfe von Wallis festgehalten werden mußte. Es ist überhaupt vier Mal von der Eidgenossenschaft gewonnen und wieder verloren worden.

²⁾ Die Eidgenossenschaft selbst erhielt 30,000 Gulden und die Zusicherung einiger Handelsvorteile, Einzelne wahrscheinlich noch besondere Vergabungen, „doch mocht man's nit grüntlich wissen“. Eschudi II, 187. E. A. II, 738. 745; III u, 1352.

³⁾ Darüber besteht eine lange Serie von Tagungsverhandlungen in den Eidgen. Abschieden. E. A. III u, 970. 974. 1005. 1006. 1029. 1034. 1036. 1038. 1060. 1094. 1102. 1105. 1108. 1115. Vgl. Polit. Jahrbuch von 1891 „Der Verlust des Eschenthals“.

gegen den Herzog Sriedrich „mit der leeren Tasche“, theilweise von Bern, Zürich und Luzern allein, theilweise von den sämtlichen Orten ohne Uri besetzt und gegen alle späteren Reklamationen Oesterreichs und des Reiches nicht wieder herausgegeben. Das schließliche Abkommen mit Kaiser Sigmund war der Form nach Verpfändung gegen Darlehen an seine stets geldbedürftige Kasse unter dem Versprechen, das Land nicht ohne Einwilligung der Pfandinhaber wieder einzulösen und auch dem Kaufe Oesterreich kein Einlösungsrecht zu gewähren. Die Bemühungen des nachmaligen Kaisers Sriedrich III., des letzten, der in offizieller Stellung die Schweiz besuchte, zu einer Wiederherstellung dieser Besitzrechte seines Hauses zu gelangen, waren ebenfalls vergeblich; das Land verblieb zum Theil unter der Herrschaft von Bern, Zürich, Luzern ohne Gemeinsamkeit, zum Theil wurde es gemeinsames Unterthanenland ¹⁾, anfänglich von sechs, seit 1427 von sieben (mit Bern) und von 1446 ab von acht Orten, mit Uri, das sich geweigert hatte, auf den Eroberungskrieg einzugehen, weil der damalige fünfzigjährige Sriede mit Oesterreich von 1412 bestand. Die Städte Bremgarten, Mellingen, Baden (sowie auch die im bernischen Antheile befindlichen) erhielten bedeutende municipale Freiheiten, welche sie beinahe den zugewandten Orten gleichstellten ²⁾. Im Jahre 1712 änderten sich infolge des vierten Landfriedens die Besitz-

¹⁾ E. A. I, 143. 198. 349. Der Theilungsbrief ist vom 18. Dezember 1416, er ist die eigentliche Entstehungsurkunde der eidgenössischen Unterthanenländer. Vgl. Meyer v. Knonau „Grundzüge eidgenössischer Politik“, Geschichtsfreund, Band 38. Solothurn erhielt eine Abfindung in Geld von Bern. Der „Stein“ zu Baden, „des Adels Port“, der Platz, an dem alle österreichischen Pläne gegen die Eidgenossenschaft geschmiedet worden waren, wurde am Pfingsttage 1416 den Slammen übergeben. Das vorderösterreichische Archiv, das sich daselbst befand, fiel in die Hände der Eidgenossen und wurde erst später, und vielleicht nicht ganz vollständig, nach Wien ausgeliefert, woraus sich einzelne Lücken unserer alten Geschichte erklären.

²⁾ Ueber diese Rechte der Städte Bremgarten, Mellingen und Baden vgl. E. A. II, 245. Serner: Tschudi II, 11 ff. Simler-Leu 332. 664. E. A. I, 142–146. 149. 150. 349–352; II, 455.

verhältnisse in dem eidgenössischen Theil zu Gunsten der damals stiegenden reformirten Orte, so daß schließlich die Grafschaft oder Landvogtei Baden und die sogenannten untern freien Ämter (nicht zu verwechseln mit dem Freien Amt, das Zürich allein zustand)¹⁾ den drei Orten Zürich, Bern und Glarus²⁾, die obern freien Ämter hingegen den VIII Orten gehörten. Das Aargau hätte sich von allen nachmaligen Unterthanenländern am besten zu einer Inkorporirung auf freieren Grundlagen, im Anschluß an die Freiheiten der Städte, geeignet. Eine solche Bildung eines neuen zugewandten Ortes lag aber nicht in den damaligen Ideen und noch weniger in den Neigungen der Eidgenossen, von denen vielmehr jeder „gern vil gehept“ hätte, und damit begann eigentlich erst der Trieb, Unterthanen zu besitzen, der die Eidgenossenschaft ihrem ursprünglichen besseren Staatsgedanken abgewendet und an ihrer rechtzeitigen freieren Ausgestaltung verhindert hat.

3. Eine ähnliche komplizierte Konstitution hatte die gemeine Herrschaft Thurgau, die im Jahre 1460 dem Herzog Sigmund von Oesterreich (auch infolge Kirchenbannes gegen ihn) abgenommen wurde. Der größte Theil blieb als gemeinsame Eroberung den VII Orten ohne Bern, Winterthur Zürich allein, Dießenhofen den VIII Orten und Schaffhausen, doch huldigte es bloß den VIII Orten. Die Städte Frauenfeld, Bischofszell,

¹⁾ Simler-Leu, pag. 346: „Es ist ein Unterschied zwischen dem Freyen Amt und den freyen Ämtern. Das Frey-Amt nennet man die Gelegenheit zwischen dem Albis, der Reuß, der Lorez, so von den Zürichern bevogtet wird Die Freyen Ämter aber liegen an der andern Seiten der Reuß, fangen auch ob Bremgarten an, ziehen sich aber weiter hinab, der Reuß und dem Lindenberg nach, . . diemeil diese Vogtei nicht groß ist, so wohnet der Vogt nicht daselbst, sondern kommt nur etliche Mal im Jahr dorthin . . . und haltet sich mehrtheils in dem Kloster Muri auf, welches . . . in dieser Vogtei liegt.“

²⁾ Glarus hatte den achten Theil daran, die beiden andern das Uebrige.

Arbon und Dießenhofen behielten ihre Freiheiten, ähnlich wie die aargauischen Städte¹⁾).

Die sog. „altstiftischen“ Rechte des Bischofs von Konstanz und des Abts von St. Gallen im Thurgau, sowie die gerichtsherrlichen Rechte des thurgauischen Adels, der sog. „Gerichtsherrenstand“, waren hier eine gewisse Beschränkung der Landeshoheit, die in einzelnen Theilen des Landes nur eine Oberhoheit war. Ueber die letztgenannten Rechte wurden 1501 und 1509 besondere Verträge mit den Gerichtsherren abgeschlossen.

Der Herzog Sigmund, der zuerst, wie ein Volkslied der damaligen Zeit sagt, vergeblich zum Papst zum Klagen ging²⁾), trat das Land wie alle übrigen verlorenen österreichischen Gebiete durch die ewige Richtung von 1474 (formell einen Schiedsspruch König Ludwigs XI. von Frankreich) ab, jedoch behielt Konstanz zufolge des gleichen Schiedspruches das ihm von Kaiser Sigmund verpfändete Landgericht bis zum Schwabenkrieg, nach welchem es dasselbe durch einen ähnlichen Entscheid des Herzogs von Mailand, Ludwig Maria Sforza, den damaligen X Orten (den VIII nebst Sreiburg und Solothurn) abzutreten genöthigt wurde, mit dem einzigen Vorbehalt einer Einlösung durch den Kaiser selbst³⁾), die niemals erfolgte. Durch den vierten

¹⁾ E. A. II, 307 ff.

„Dissenhofen an dem Rin
kert mit guoten muren,
Muosß den Eydenossen sin,
Soll den Adel duren.“

²⁾ „Zum habst louft er gon klagen,
Er soll kein brugg am Rin mer schlan,
Si wurd nit bestan,
Man ließ im nit ein laden.“

³⁾ E. A. II, 913; III 1, 758.

Ein sehr übermüthiges Spottlied über die Konstanzer, die im Schwabenkrieg, statt zu den Eidgenossen, zu dem schwäbischen „Juppenbund“ gehalten hatten, singt davon:

Landfrieden von 1712 erhielt auch hier Bern Mitantheil an der Landvogtei.

4. Das Rheinthäl (von Altstetten bis zum Bodensee) war infolge der Reichsrekution gegen den Herzog Friedrich von Oesterreich zuerst 1415 an die Grafen von Toggenburg, sodann 1430 an zwei Brüder Peyer, dann 1460 an die Appenzeller gekommen, welche es im Jahre 1490 infolge des sogenannten Rorschacher Krieges für die Kriegskosten an die Schirmorte des Abtes von St. Gallen abtreten mußten. Dieselben nahmen die übrigen drei alten Orte ohne Bern in die Herrschaft auf, 1499 infolge des Schwabenkrieges ebenfalls die Appenzeller und im Jahre 1712 erhielt auch Bern Antheil. Das Thal zerfiel in das obere (Altstetten, Oberried, Marbach, Balgach, Berneck, St. Margrethen, Eichberg, Widnau, Haglach, Rüthi) und das untere (Rheineck und Thal). Jeder Hof hatte sein Gericht, die Städte Rheineck und Altstetten Stadtmänner und Räthe. Die Appellation ging theils an den Landvogt zu Rheineck, theils an das Syndikat, theils an den Pfalzrath in St. Gallen; theils sogar an den Grafen von Hohenems.

5. Die Grafschaft Sargans kauften am 2. Januar 1483 die VII Orte ohne Bern von dem Grafen Georg von Werdenberg. Die Herrschaft hatte zeitweise ein Burgrecht mit Zürich gehabt, war jedoch genöthigt worden, dasselbe aufzugeben¹⁾.

„Do findt man ouch vil kromer
Zuo Costenß in der Stadt.
Sie habend groÿen kumber,
Daß es sich gfüget hat,
Daß si in bunt sint kommen
Wider der Schwygeren lant,
Jez habend si's vernommen
Und thund inen schier ant.
Sie hant ein herten orden
Zu Costenß, jung und alt,
Das sint si innen worden
Von irem bösen gewalt“

¹⁾ E. A. II, 540; III, 126. 141. Simler-Leu, pag. 349. 679.

1712 trat auch hier Bern in die Mitherrschaft ein. In Ragaz hatte der Abt von Pfäfers das niedere Gericht mit Appellation an den Landvogt; das Städtchen Sargans hatte einen eigenen Schultheiß und Rath, das Städtchen Wallenstadt einen Schultheiß; beide Schultheißen wurden vom Landvogt aus drei Vorschlägen der Städte ernannt, beide verwalteten die niedere Gerichtsbarkeit. Eine eigenthümliche Einrichtung war der Landammann, der in Malefizsachen an des Landvogtes Statt in Sargans zu Gericht saß und auch die Gerichte von Mels, Sluns und Martau präsidirte und die Schuldbriefe siegelte. Er wurde von der ganzen Landschaft durch drei Vorschläge gewählt, unter denen der Landvogt die Auswahl hatte. In Ragaz saß ein Untervogt des Landvogts, welcher auch die in Graubünden bestehenden Gefälle einzuziehen hatte.

6. Die Stadt Rapperswil wird von den alten Staatsrechtslehrern gewöhnlich neben die aargauischen und thurgauischen Städte gestellt, somit als Unterthanenstadt behandelt¹⁾. Sie war 1458 nach dem „Plapparthkrieg“ der Eidgenossen gegen Konstanz von Oesterreich abgefallen und hatte am 10. Januar 1464 einen ewigen Schutzvertrag mit den drei Waldstätten und Glarus abgeschlossen, die infolge dessen anfänglich als seine „Verwandten“ erscheinen, später aber Huldigung verlangten, so daß die Stadt nur die municipalen Freiheiten und die Gerichtsbarkeit behielt. Im Jahre 1712 wurden auch hier, wie in Baden, die katholischen Orte aus der Herrschaft beseitigt.²⁾

7. Der heutige Kanton Tessin bestand aus einer ganzen Reihe von Vogteien, von denen jedoch bloß Lugano, Locarno, Mendrisio und Valle Maggia (Maienenthal) gemeine Herrschaften der XII Orte ohne Appenzell waren. Das Livinenthal gehörte, nachdem es ursprünglich einen Landrechtsvertrag vom 19. August 1403 mit Uri und Obwalden gehabt hatte³⁾,

¹⁾ Simler-Leu, pag. 339; Süsslin IV, 64; E. II, 296. 338; IV a 524; III n, 475; IV b, 1225. 1245; IV c, 233. 866. 1161. 1174.

²⁾ E. II, VI n, 2340. 2343. — ³⁾ E. II, I, 335; II, 783. 893.

dann, nach der Schlacht von Urbedo und im Frieden Soppo's, mit den übrigen Besitzungen jenseits der Berge verloren gegangen war, seit 1467 wieder Uri allein. Die Grafschaft Bellenz nebst Riviera und Bollenza (Blegno-Thal) und zwei Dörfern jenseits des Monte Cenere verblieb schließlich, nach verschiedenen vorausgegangenen Verträgen den drei Orten Uri, Schwyz und Nidwalden durch den Frieden von Arona vom 11. April 1503 mit Ludwig XII. von Frankreich, als Herzog von Mailand.¹⁾

Die definitive Feststellung aller tessinischen Besitzverhältnisse war der „ewige Friede“ mit Franz I. vom 29. November 1516, beziehungsweise der zur Zeit des Friedens bestehende tatsächliche Besitzstand, der namentlich über einige im Friedensinstrument nicht speziell erwähnte Gebietsteile entschied²⁾. Der Vogt von Lugano (capitano) war der Anführer im Krieg für alle vier eidgenössischen Vogteien, denen auch die italienische Enklave Campione milizpflichtig war, derjenige von Locarno (commissario) sein Stabschef. Unter den Landvögten bestanden eine Menge von einheimischen kleinen Gerichtsbarkeiten und obrigkeitlichen Aemtern³⁾, namentlich die consoli, oder Podestaten (Dorfvögte) in den Landgemeinden, die Municipalräthe in Lugano und Locarno, die Landräthe und Landschreiber der einzelnen Herrschaften. Die Jahresrechnungen, Appellationen und Fuldigungen der Unterthanen wurden jährlich von zwölf Abgeordneten der regierenden Stände zuerst in Lugano, dann in Locarno abgenommen.

8. Condominate zweier Orte waren Uznach und Gaster von Schwyz und Glarus⁴⁾ seit 1438 und 1469; Schwarzenburg seit 1424, Murten, Orbe, Grandson und Echallens (Tscherliß) seit dem Burgunderkrieg von Bern und Freiburg⁵⁾.

¹⁾ E. A. III n, 1279. 1305. 1308.

²⁾ E. A. III n, 1408. Vgl. Jahrbuch 1891 „Der Verlust des Eschenthals“.

³⁾ Vgl. Simler-Leu, pag. 684.

⁴⁾ E. A. II, 394. 761—773.

⁵⁾ E. A. II, 277. 568. 603. 615. 619. 620. 645. 661. 679. 683. 688. 697.

9. Unterthanen einzelner Orte waren: das Maadtland von Bern, seit der definitiven Eroberung von 1536, auf Grund des Vertrags von St. Julien mit Karl III. von Savoyen vom 19. Oktober 1530, jedoch mit Rückgabe der Provinzen jenseits des See's und der Rhone im Laufanner Vertrag vom 30. Oktober 1564. Das Laufanner Burgrecht mit Bern und Sreiburg vom 7. Dezember 1525, das dem genferischen ganz ähnlich war, wurde von Bern bei der Eroberung nicht respektirt.¹⁾ Zürich gehörte die kleine Herrschaft Sax im heutigen st. gallischen Rheinthale, die bei Simler noch als unter ihren angestammten Sreiherrn stehend erscheint²⁾ und eine Art von „verwandter“ Sreiherrschaft bildete, 1616 aber durch Kauf an Zürich überging, dessen Bürger die Sreiherrn geworden waren. Das Schloß Sorstegg trägt heute noch das Zürcher Wappen. Schwyz besaß die Grafschaft March, ursprünglich mehr im Sinne eines Landrechts als der Unterthänigkeit³⁾, Glarus die Grafschaft Werdenberg, die es im Jahre 1517 aus französischen Jahrgeldern von den Sreiherrn von Söwen, Domherren zu Strassburg und Konstanz, kaufte, nachdem auch Luzern sie eine Zeit lang vorher (bis 1493) vorübergehend besessen hatte. Die Herrschaft hatte ursprünglich bedeutende Sreihelten⁴⁾, z. B. auch das Recht, ihren eigenen Landschreiber zu wählen, verlor aber dieselben größtentheils in den Jahren 1719–1721 an die auch in den demokratischen Ständen immer willkürlicher sich gestaltende Regierung.

¹⁾ E. A. II, 949. IV 1 b, 1501. IV 11, 1477. 808. 1505. V 1, 1965.

²⁾ Simler-Leu, pag. 883.

³⁾ E. A. I, 140.

⁴⁾ Das kleine Städtchen erhielt noch 1565 eine eigene Fahne von weißer Seide mit einem schwarzen Pfau. Heute gehört es zu der politischen Gemeinde Grabs und hat nur noch ökonomische Rechte. Ein Theil der Grafschaft, die Gemeinden Grabs, Buchs und Sevelen, hatten vorübergehend das Appenzeller Landesrecht angenommen und beschworen, wogegen jedoch damals die Grafen von Montfort und Tettnang Einsprache bei Zürich und Glarus erhoben. E. A. I, 118. Ueber die späteren Verhältnisse zu Glarus: E. A. VII 1, 164. 168. 181. 183. 190. 209. 217. 230. 232. 234. 922.

Von den zugewandten Orten besaß der Abt von St. Gallen seit 1469 das Land Toggenburg, das aber, wie schon erzählt, sehr selbständig gestellt war, und der Sreistaat der drei Bünde in Rhätien die Grafschaft Bormio (Worms), das Thal Veltlin und die Stadt und Herrschaft Chiavenna (Cleven) mit dem St. Jakobsthal, Gebiete, die sie bei Anlaß des Pavierzuges von 1512 als angebliches früheres Reichslehen des Gotteshauses Chur (das dann aber später mit einigen Einkünften von ihnen bei Seite geschoben wurde) eingenommen hatten. Anfänglich gehörten dazu noch die sog. drei «pievi» am Comersee bis nach Gravedona, die jedoch schon 1526 im „Müßerkrieg“ gegen den Sreibeuter Jakob von Medici auf dem Schlosse Muffo bei Dongo, den „Castellan von Müß“, verloren wurden. Die sehr schöne und einträgliche Herrschaft, die aber ganz im Familieninteresse verwaltet wurde, ging durch das Dekret des Generals Bonaparte vom 10. Okt. 1797 zu Passeriano an die cisalpinische Republik über und wurde nachmals in den Jahren 1814 und 1815, nach schwächlichen Rettungsversuchen, Oesterreich überlassen ¹⁾.

Mit dem Jahre 1798, resp. 1815, hörten die Unterthanenverhältnisse, diese schwächste Seite der eigenössischen Konstitution, ihre eigentliche «partie honteuse», auf, ohne die sich die Eidgenossenschaft vielleicht zu einem viel größeren Staatswesen entwickelt und ihre Staatsform zur vorherrschenden in den oberdeutschen Landen gemacht haben würde.

Es klingt ein Ton der Wahrheit in den Spottliedern der deutschen Nachbarn durch, wenn sie den Eidgenossen vorwerfen: „Sie wären selbst gern Herren, und sind im vil zuo grob“; die

¹⁾ Vgl. hierüber die authentische Berichterstattung nach Veltliner Quellen im „Politischen Jahrbuch“ Bd. II, pag. 473. Die gleichzeitigen Versuche der cisalpinischen Republik, auch das Tessin und das Thal Poschiavo sich anzueignen, mißlangen. Vgl. hierüber „Polit. Jahrbuch“ III, 97: «Come rimanesse svizzero il Ticino nel 1798» von Motta und III, 876: «Storia della valle di Poschiavo» von Marchioli.

Menschheit ist ohne Zweifel berechtigt zu einem Widerwillen gegen ein Volk, das den ihm von Gott zum Heile des Ganzen anvertrauten eigenthümlichen Beruf gering schätzt und sich anderen, falschen, oder wenigstens ihm nicht zukommenden Bestrebungen zuwendet. Diese Abneigung hat die Eidgenossenschaft in den entscheidenden Momenten ihrer Geschichte öfters empfinden müssen und empfindet sie noch jetzt mit Recht, wenn immer sie sich ihrer Originalität zu Gunsten bloßer Nachahmung begibt. Die ehemaligen Unterthanen aber haben ihre Erziehungsfähigkeit dadurch bewiesen, daß sie seit ihrer Befreiung und namentlich seit der Entstehung des eidgenössischen Bundesstaates ein ganz unverhältnißmäßig großes Kontingent von bedeutenden Männern in die kantonalen und eidgenössischen Regierungen gestellt haben.



VI.

Die Beziehungen der alten Eidgenossenschaft zu den Staaten des Auslandes haben mit den heutigen Staatsverträgen nur eine sehr geringe Verwandtschaft. Der „alte, große Pundt in hochtüttschen Landen“ befand sich in einem traditionellen Verhältniß zu mehreren angrenzenden Staaten, das nicht allein seine auswärtige Politik ausschlaggebend beeinflusste, sondern wirklich einen Theil seines Staatsrechtes, sozusagen seiner Verfassung, bildete. Bis zu den Burgunderkriegen, beziehungsweise dem Schwabenkriege, dominirte das Verhältniß zum deutschen Reich und zu Oesterreich, später die französische Allianz; zeitweise kommen auch noch die Beziehungen zu dem Herzogthum Mailand und zu dem Herrscherhause von Savoyen in wesentlichen Betracht. Hierbei äußerte, wie bei den zugewandten Orten, auch die religiöse Trennung ihre Wirkungen und gab es in der spätern Periode besondere katholische und reformirte Allianzen, die zeitweise einen engern Verband darstellten, als das Verhältniß zu den eidgenössischen „Stiefbrüdern“ selbst.

Die Zugehörigkeit der Eidgenossenschaft zum deutschen Reich war bis zum Schwabenkrieg an sich eine zweifellose.¹⁾

¹⁾ Vergleiche hierüber „Politisches Jahrbuch der Eidgenossenschaft“ von 1890, pag. 302 ff., das die übersichtlichste Geschichte der allmäligen Lösung vom Reich (von Prof. Oechsli) enthält.

Jedoch hatte sie sich schon sehr frühzeitig fester organisiert, als dies bei andern solchen Bünden im Reiche der Fall und mit dem Reichsstaatsrecht verträglich war, und es vollzog sich in ihr allein von allen deutschen Ländern ein Prozeß, der ihre weltgeschichtliche Bedeutung ausmacht, die Ausbildung der natürlichen, altgermanischen Volksfreiheit, in welcher alle Regierung nur ein Amt und jeder freie Mann mit dem König selbst rechtsgleich war, zu einer Republik im modernen Sinne. Nur in der schweizerischen Eidgenossenschaft erhob sich der Bauer und Bürger kräftig selber zum „Herrn“, während er überall sonst im Reiche unter den Adel und die fürstliche Landeshoheit zu stehen kam, dergestalt, daß nirgends sonst in deutschen Landen ein erheblicheres republikanisches Staatswesen entstanden ist und auch von den zahlreichen und mächtigen Reichsstädten schließlich nur drei, und auch diese mit im Grunde bloß noch kommunaler Selbständigkeit übrig geblieben sind.

Diese „Regierungsfähigkeit“ der schweizerischen Bauern und Bürger bildete zu allen Zeiten den Gegenstand theils der Bewunderung, theils auch des Spottes und der Abneigung, namentlich seitens ihrer nächsten Nachbarn, die in diesem Beispiele nicht ganz mit Unrecht eine Gefahr für ihr eigenes Regierungssystem erblickten. Eine Aeußerung der ersten Art enthält z. B. ein, jetzt bekannter, venetianischer Gesandtschaftsbericht von Padavino, worin gesagt ist:

«E veramente di primo aspetto par gran cosa, che sotto tranquillissima e sicura pace, benchè circondata dalli maggiori Principi di Cristianità, si costruì una Repubblica, subdivisa in molte, tra se differenti, nessuna delle quali riceve correzione dell' altre, e tutte hanno magistrati, consigli, giurisdizioni, sigillo, moneta, armi e borsa propria. Ma, chi vi mira d'appresso, e sottilmente considera gli avvenimenti delle cose, la qualità del sito e le circostanze, vedrà chiaro che, siccome la musica, composta di voci e suoni contrarj, rende piacevole e dolcissima armonia, così: spinti dalla

necessità della commune salvezza, fattisi, con invecchiata esperienza di molti travagli e pericoli, buoni maestri di se stessi, stabilirono in un discrepante accordo il suo governo, con regole, giudicj e costituzioni, accomodatissime al naturale delle persone e dei luoghi » ¹⁾).

Sehr häufig sind die entgegengesetzten Aeußerungen, in denen den Schweizern vorgehalten wird, Bauern sollten nicht selbst Herren sein wollen, sondern sich, wie Jedermann, unter eine „natürliche“ Obrigkeit fügen und bei ihrem angeborenen landwirthschaftlichen Berufe bleiben. Die prägnanteste dieser Aeußerungen, die in den mitunter frevelhaften Truhversen der deutschen Landsknechte gegen ihre schweizerischen Rivalen ausklingen²⁾, ist das große Lied des Hsenhofers von Waldshut aus der Zeit des alten Zürichkrieges³⁾, von dem die bezeichnendsten Verse wie folgt lauten:

¹⁾ Aus den jetzt publizirten Gesandtschaftsberichten von Giovanni Battista Padavino, segretario dell' eccelso Consiglio dei Dieci.

²⁾ Ein solches Truhlied vor der Schlacht von Novara findet sich abgedruckt in dem „Politischen Jahrbuch“ von 1889, pag. 752. Das beste ist das von Konrad Veltin nach der Schlacht von Bicocca (1522) „Wie nun ir Schwitzer-Knaben“, worauf eine über die Maßen derbe, aber sonst gelungene Antwort des bernischen Malers und Dichters Niklaus Manuel erfolgte, die wir noch später citiren.

³⁾ Ein ähnliches über das Gefecht an der Sihlbrücke ist bereits erwähnt und im „Politischen Jahrbuch“ von 1890, pag. 730, ganz abgedruckt.

Aus dem Schwabenkrieg sind auch mehrere solcher Gedichte vorhanden; das beste ist das des Peter Müller von Rapperswil, welches „der graue Greis“ genannt wird. Es ist schade, daß alle diese Lieder in den höhern Schulen der Eidgenossenschaft nicht regelmäßig benutzt und erklärt werden. Ebenso würde eine gute geschichtliche Darstellung über „die poetischen Gegner der Eidgenossenschaft“ sehr erwünscht sein.

Besonders interessante öffentliche Anklagen der Eidgenossen vor ganz Europa sind noch das lateinische Gebet des Jakob Wimpheling von 1504 (Soliloquium Wimphelingii, gerichtet an den Kurfürsten von Mainz), das sog. „Zornbreve“ des Papstes Julius II. von 1510 und die Ansprache des Kaisers Maximilian an die Reichsstände von 1499, von welcher noch später die Rede sein wird.

Auch ein anderer berühmter deutscher Gelehrter als Wimpheling, der Abt Trithemius von Sponheim (gest. 1516) schildert unsere Väter in seiner

„Also thuend sy vernüten den künig hochgeborn
 Man soll sy all usrüten die bösen heckendorn,
 Es sygend stett ald buren, klein ist der unterscheid,
 Es theilt's ein wenig muren; es ist in' allen leid.
 Sy werind selbs gern herren, und sind im vil zu grob.
 Künig, du solt's inen weren; so meret sich din lob.“

Die Eidgenossen ihrerseits vernahmen mit Betrübnis die Niederlage der deutschen Städte zu Döffingen in dem Jahre der Nafelser-Schlacht, „dann die Richstett und die Eidgnossen guten Trost zesammen hettend und thaten einanderen menge gute Warnung, rietend und hulfend oft einanderen“, während nun von dort ab die Wege auseinander gingen, die Eidgenossenschaft sich mehr und mehr auf ihre engeren Grenzen einschränkte und zuletzt selbst diejenigen Außenposten fahren ließ, welche, wie Mühlhausen und Rottweil, noch eine letzte Erinnerung an einen größeren Staatsgedanken gewesen waren.

Der Gedanke an eine eigentliche Trennung vom Reiche entstand nur sehr allmählig aus der größeren Selbstständigkeit, die, wie wir auf pag. 29 gezeigt haben, sich schon im allerersten Bunde in einer sehr prägnanten Abweichung von dem gewöhnlichen Reichsstaatsrecht äußerte, und in der Schuldigung von 1323 (pag. 48) ihre Legimitation empfing.

Die Eidgenossenschaft wurde sodann namentlich anerkannt durch Privilegienbriefe Kaiser Karl's IV. vom 27. Februar 1362 und seines Sohnes Wenzel von 1376--1379¹⁾, welche sie von dem Verbot der Städtebünde in dem allgemeinen deutschen Reichsgesetz von 1356, das die „goldene Bulle“ genannt wird,

Chronik von Hirschau, einer Art von Weltgeschichte, als Leute, die von Natur übermüthig, fürstenfeindlich, anmaßend, im Kriege hinterlistig, im Frieden unsicher seien und der Gerechtigkeit namentlich dann gar nichts nachfragen, wenn es sich um ihre „angemessene Freiheit“ handle. „Ich sage indeffen“ — so fährt er fort — „daß sie im Kriege nicht allein herzhafte, sondern auch klug und sich gegenseitig in aller Noth treueste Helfer sind, keiner den Andern in der Gefahr verläßt und auch der Reiche den Armen nicht verachtet.“ Das mag so ziemlich der Wahrheit entsprechen.

¹⁾ Abgedruckt in dem „Politischen Jahrbuch“ V, pag. 329 ff.

ausnahmen, denen dann, nach einem schwachen entgegengesetzten Versuche Kaiser Ruprechts, die bekannteren Privilegienbriefe Kaiser Sigismunds auf dem Konstanzer Konzil folgten¹⁾.

Von da ab war sie ein zweifellos anerkannter Staat und es handelte sich nur noch um dessen größere oder geringere Ausnahmsstellung im Reichsverband; es geht jedoch diese Exemption von dem allgemeinen Reichsrecht nur allmählig, sowie nicht für alle Theile der Eidgenossenschaft gemeinschaftlich und gleichmäßig von Statten, und es würde sich dieselbe jedenfalls viel langsamer vollzogen haben, wenn nicht mit Kaiser Albrecht II. und sodann namentlich mit Friedrich III. das Haus Habsburg wieder auf die Dauer an die Spitze des deutschen Reiches gelangt wäre. Von 1437 bis zum Schwabenkrieg 1499 ist nunmehr die Reichsfrage wieder mit der österreichischen Hausfrage in einer für das Reich unheilvollen Weise verbunden, die den Eidgenossen früher jedenfalls, als sie es wollten, die Trennung auch vom Reiche und die Gründung eines souveränen Staates zur gebieterischen Nothwendigkeit gestaltete.

Am längsten von allen Gliedern des eidgenössischen Bundes hielten im Ganzen die Städte Zürich und Bern an der Zugehörigkeit zum Reiche fest²⁾; ja es gelang sogar dem auf die Revindikation aller verloren gegangenen österreichischen Rechte ernstlich bedachten Kaiser Friedrich III., indem er in offizieller

¹⁾ E. A. I, 146. 147. Tschudi II, 13. Sie enthalten namentlich auch die Freiheit der Eidgenossen von den Reichsgerichten. „Politisches Jahrbuch“ V, 359–400.

²⁾ E. A. III 1, 291. Auch gegenüber den fürstlichen Personen des österreichischen Hauses bemühten sich die Eidgenossen, wenn sie in ihr Land kamen, höflich zu sein. Der Abschied zu Luzern vom 17. September 1474 enthält darüber z. B. den folgenden etwas komischen Passus, E. A. II, 501: „Alle Orte mit Ausnahme von Uri, Unterwalden und Zug, welche bis nächsten Dienstag ihren Entschluß nach Lucern melden sollen, sagen zu, daß man der Herzogin von Oesterreich, welche gegenwärtig zu Baden ist, ein Geschenk an Ochsen, Schafen und Anken im Werth von 60 Gulden machen wolle. Sagen auch jene Orte zu, so hat Lucern Vollmacht, die Sachen zu kaufen und zu schenken; der Vogt von Baden soll sie bezahlen“.

Stellung in die Schweiz kam, und unter besonders günstig dazu angethanen Umständen, die Zürcher zeitweise von dem Bunde abwendig zu machen. Der ewige Bund Friedrichs mit Zürich vom 17. Juni 1442 enthielt auch in der That die Rückgabe der Herrschaft Kyburg, des Aargaus und die Anerkennung der österreichischen Landeshoheit über die Städte Winterthur und Rapperswil¹⁾. Der hierauf folgende Krieg, in welchem das deutsche Reichsoberhaupt am 22. August 1443 den König Karl VII. von Frankreich gegen seine schweizerischen Reichsangehörigen zu Hülfe rief, gab denselben das volle Recht, diesen „ungnädigen Herrn“ bei den Reichsständen des Verrathes an dem Reiche zu beschuldigen²⁾, und es mag wohl das Schlachtfeld von St. Jakob an der Aare die Stätte gewesen sein, auf welcher der Gedanke an eine Losfagung von demselben bei den Eidgenossen die erste Wurzel schlug, wie denn auch ohne allen Zweifel ebendasselbst die erste Anknüpfung einer anderweitigen politischen Verbindung erfolgte, welche schließlich mehr als alle sonstigen äußern Umstände zu diesem Endresultate beigetragen hat³⁾.

Die Verpfändung des obern Elsaßes an den Herzog Karl den Kühnen durch den Vertrag von St. Omer vom 2./9. Mai 1469 war nur die Sortsetzung dieser unglücklichen österreichischen

¹⁾ E. A. II, 150–161; 788–801.

²⁾ E. A. II, 184. Die Eidgenossen sagen in einem sehr würdig gehaltenen Schreiben an Bürgermeister und Räte zu Biberach, zu Händen ihrer Rathsfreunde, die auf dem Reichstag zu Konstanz sind, dieser ungnädige Herr habe ein „unmilt streng volk von Frankrich uff uns bracht, von denen wir by achthundert frommer, redlicher, biderber knechten verloren hant. Doch rüment uns die unsern vil deyster minder, sider das si redlichen bestanden und an keiner flucht erstochen sint und das sie sich einen ganzen summerlangen tag gegen iren vigenden so redlich gewert hant, da doch der anderen driffsig an der unsern einen warent. Aber iwer wyßheit, ouch all fürsten, herren und stett mugent wohl innen werden, was guß oder frommen dem ganzen rich davon soll ufferstan, ob das frömbd volk von tüttschen landen kem.“

³⁾ Auch das geht aus dem obigen Schreiben deutlich hervor, in welchem die Eidgenossen des tiefen Eindrucks erwähnen, welchen der französische Dauphin auf dem Schlachtfeld von St. Jakob durch die ausdauernde Tapferkeit der Ihrigen empfangen habe.

hauspolitik, die schließlich Niemandem als Frankreich Nutzen schuf, und die dreißig Jahre von da ab¹⁾ bis zum Frieden von Basel sind ein fortdauernder großer Kampf, in welchem die Eidgenossenschaft zuletzt die Befreiung von einem Gesamtstaate erreichte, der sie, in gänzlicher Verblendung über seine Aufgabe und die gegenseitige Kraft, als einen ungerechten, aller natürlichen Rechtsordnung widerstrebenden und mit allerlei sittlichen Untugenden behafteten Bauernbund zu denunzieren fortfuhr. Mit dem Schwabenkrieg, dem gefährlichsten aller eidgenössischen Kriege, in welchem noch zuletzt, bei Dorneck, das politische Schicksal der Eidgenossenschaft, mehr als sonst jemals, auf dem augenblicklichen Erfolge beruhte, erreichte die gegenseitige Erbitterung den Gipfelpunkt. Der Kaiser Maximilian, als Haupt des „kaiserlichen Bundes in Schwaben“, der am 26. Juli 1487 zu Eßlingen gestiftet worden war²⁾, und seine Spitze sowohl gegen Bayern, als gegen die Eidgenossen richtete, verklagte sie in einer berühmten Mahnung an das Reich, datirt aus Sreiburg im Breisgau als Zerstörer des Reiches seit Beginn ihrer Bünde, in einer heftigen Sprache, die darauf berechnet war, den allgemeinen Haß der deutschen Nation gegen sie zu entfesseln. Die Hauptstellen dieses Erlasses lauten wie folgt³⁾:

„Wir haben unseren und des heiligen Römischen ricks kurfürsten, fürsten und ständen, das hochmüetig und verächtlich fürnemen der Eidgnossen und deren vom Grawenpund nach der länge in etlichen usschriben angezeigt, und dabi uf das höchst vermant, uns uf das allerstärkhl ze roß und ze

¹⁾ Von nun an beginnt die Eidgenossenschaft die Mahnungen zu Reichskriegen, die Einladungen zu Reichstagen zu ignoriren und die Reichstage nicht mehr zu besuchen. E. A. III, 64. 65. 75. 121. 123. 97. 98. 101. Ebenso keine Appellationen mehr an die Reichsgerichte zu gestatten. E. A. III, 109. 212. 303.

²⁾ Der kaiserliche Kommissär, der den Plan dazu vorlegte, war gewissermaßen selbst ein Schweizer, Graf Hugo von Werdenberg.

³⁾ Anshelm, Chronik. Neue Ausgabe, II, 175. Der Chronist selbst macht am Schluß die trockene Bemerkung: „Was vil geschrei und wenig woll.“

fuß under des heiligen Römischen richs paner zuziehen. . . .
 Damit aber menglich der Eidgnossen unbilliche handlung und
 uf was unredlichem grund ir eid kommen und entsprungen
 sie, merken und klarlich verston möge, wie wol der, leider
 und das zu erbarmen ist, von der welt unweislich geeret wird
 – so ist dem also: Anfänglich haben sich etliche örter in der
 Eidgnoschaft, nämlich die von Urre, Swyz und Underwalden,
 wider ir erst eid und alt harkommen, wider ir recht natürlich
 herren und lantfürsten, die herzogen zu Oesterreich, als grafen
 der alten und edlen fürstentumen Sapsburg und Änburg, wider
 Got, eer und recht und alle billikeit, uf eignem bösen, mut-
 willigen fürnemen, in vergeßung Gots, ires glimpfs, eer und eids-
 pflicht, sich usgeworfen, zusammengeton und mit gschwornen, un-
 redlichen, unkriftlichen eiden sich mitenander verpunden, ouch
 also nachmals ander ir umsätzen und anstöße, darunder dan
 ein merkliche anzal von stäten, grafen, frien, ritern, edlen und
 knechten, die zum vordristen des heiligen richs, und zum teil
 der fürstentum von Sapsburg undertanen gewesen sind, zu inen
 in sölich unghorsame und verpflichtung gwalteklisch genötiget,
 und inen dieselben ir natürlich undersätzen vor etwa vil hundert
 jaren abgetrungen, und mit nammen die, so hernach volgen:
 nämlich am ersten dem heiligen rich und nachmals dem hus
 Oesterreich, so nun diser zit ouch dem heiligen rich, als das
 mereft glid desselben, underworfen ist, die fürstentum, graf-
 schaften und länder Sapsburg, Lenzburg, Änburg und Oeuht-
 land; darzu ouch die grafen von Nüwenburg, Sronburg,
 Arberg, Raperschwyl, Balm, Rotenburg, Sanagaza. . . . und
 vil ander burger und gmeinden von ländren, landschaften und
 stätten; darunter der merteil, um des heiligen richs und
 Tütscher nation, und um ir selbs eer, eid, adel und fromkeit
 zu verwaren, ir blut vergossen, und mit dem schwert erschlagen,
 uf dem iren und von den iren und uf dem iren vertriben
 und gänzlich ufgetilget; darzu ouch der geistlichen weltliche
 besitzungen und oberkeiten an sich gezogen. Darzu wir und
 wiland unsere vorfaren loblicher gedächtnuß bis har zugesehen

und das geliten, und wider si nichts gehandelt, sunder verhoft haben, mit der zit mit gütikeit ichts ze erlangen. Aber si, als verhärt und verstopft, also für und für durch uneinikeit und zwitteracht der kurfürsten, fürsten und stände des heiligen richs, zu abbruch, vertruckung und straf derselben, uf göttlicher verhängnüß, um unser aller sünd willen, der maußen ingewurzelt, daß kein künig noch fürst neben inen, als dan die alzit der unrichten parti lieber man der gerechten geholfen, dan mit merklichen beschwerungen iren eignen regierungen ußwarten mögen. . . . Und wiewol die sachen groß und merklich, so haben doch die gemelten vom unerlichen und unnatürlichen, nür erdachten eid, an sölichen iren ungegründeten, unkriftlichen und unerlichen handlungen und har- kommen nit gnug gehebt, sunder iezt uf ein nürs fürgenommen und bedacht, iren fuß witer in das heilig rich und Tütsche nation zeseßen, und uf eignem mutwillen, ungewarnter sache und unbewarter eeren, wider alle billikeit, glimpf und recht, unentsagt, wider alle kriegs bruch, deß man doch weder vom Türken noch Seiden gewarten ist, das ganz heilig rich an- gegriffen, das zu bekriegen, und ein merklichen teil, namlich die vom Grawenpund, so on mittel dem heiligen rich zu- gehören, und die zu diser zit inen ganz volgen und darzu diß gegenwärtigen kriegs reizer und anfänger sind, in ir ghorfame und in den obberüerten iren ungegründeten, unnatürlichen eid zetringen und zebringen, listenklich understanden. Zu was verachtung, vertruckung und verderblichem schaden das Tütscher nation, dem heiligen rich und der ganzen kristenheit diene, mag menglich ermessen, wiewol si bißhar mit iren listigen worten und handlungen etwa vil des heiligen richs stät und undertanen an sich gezogen und gebracht, die iezt uf hütigen tag gegen iren nachpuren als grob und dem heiligen rich ganz widerwärtig sind, wie die ersten gepurslüt, denen si stäts hilf bewisen.

Deshalb ganz erschrockenlich zehören wär, sölte den bösen, groben und schnöden gepursluten, in denen doch kein tugend,

adelich geblüet, noch maßigung, sonder allein uppigkeit, untrüm, verhaffung der Tütschen nation, irer rechten, natürlichen herschaft, darvon si sich, wie obgemelt, gescheiden haben, und eine große schand ist, länger zusehen und si nit gebürlich darum strafen, so die kristenheit also spotlich und jämmerlich verlassen, ouch daß unser heiliger kristlicher gloub, des heiligen Römschen richs und Tütscher nation eer dermaußen dadurch zerstört solte werden. Der hofnung zu dem almächtigen Got, ir etwa vil, deren frommen vorsehen mit irem blutvergießen und libs und guts verlieren gern die eer und wolfsart des heiligen richs und ir natürlichen herschaft gerett hätten, und doch mit der höchsten betrügnuß in iren unredlichen eid gebracht sind worden, werden si, so fer wir irem bösen mutwillen tapferlich widerstand tund, darum strafen, als kristenlüt, in denen noch einiger grund der fromkeit und eeren ist, die solich unbillikeit bedenken und betrachten, und sich der unredlichen eidspflicht müßigen, ouch sich in rechte ghorfsame begeben; zu sampt dem, als wir achten, daß noch menger redlicher Eidgnosß, dem solich ufrur und ungeschickt fürnemen von herzen leid ist."

Die Eidgenossen ihrerseits hatten schon vor diesen kaiserlichen Invektiven, denen die ausgelassensten Lasterungen der deutschen Landsknechte entsprachen, den Krieg entschlossen aufgenommen und, der Tradition nach, dem Kanzler des Reichs auf sein unvorsichtiges Wort, „der Sund sei jetzt gefunden, ihnen einen Herrn zu geben und mit der Seder in seiner Hand wolle er das zuewege bringen," mit männlichem Troß geantwortet: Es hätten schon andere Leute, als er, das Nämliche mit Hellebarden vergeblich versucht, die gefährlicher seien als Sederkiele. Sie führten den Krieg auch mit einer solchen Energie, Disziplin und richtigen Offensive, daß nach einer schon erwähnten Aeußerung (pag. 111), während des ganzen Feldzuges kein Feind eine Nacht auf ihrem Boden, anders als tot, sich befand, obwohl die französische Hülfe an Geschütz und Geld, auf die sie nach einem Vertrage mit

Frankreich Anspruch hatten, auch diesmal, ähnlich wie im burgundischen Kriege, ausgeblieben war¹⁾).

Durch die Bemühungen des Herzogs von Mailand, Lodovico Moro, der von der Eroberungslust des französischen Königs Ludwig XII. bedroht war und der Hilfe seines Schwagers Maximilian und der Eidgenossen bedurfte, kamen schließlich Friedensverhandlungen, anfänglich in Schaffhausen, später in Basel zu Stande, in denen die Eidgenossen neben der Anerkennung ihrer Freiheit von der Justiz- und Steuerhoheit des Reiches und von dem 1495 auf dem Reichstage zu Worms eingeführten Reichskammergericht, u. a. auch die Neutralität der Stadt Konstanz als einer „freien Mittelstadt“, zwischen ihnen und dem Reich, verlangten²⁾. Das Landgericht im Thurgau, welches den schwierigsten Punkt der Unterhandlungen bildete, wurde zuletzt, ganz in der Weise wie in unsern Tagen Venetien, vom Kaiser dem Herzog von Mailand zur Verfügung gestellt, der es sofort den X Orten der Eidgenossenschaft verschrieb und zuletzt das Einverständnis in der Form eines Schiedsspruchs ausfertigte³⁾.

Durch diesen Frieden von Basel vom 22. Sept. 1499 wurde die Eidgenossenschaft vom Reiche frei, obwohl dies in der Urkunde nicht mit ausdrücklichen Worten enthalten ist. Dagegen wurde der vom Kaiser vorgeschlagene Passus, daß er die Eidgenossen als ein Glied des heiligen Reichs wieder in seine Gnade und Schuld aufnehme, gestrichen und gegentheils gesagt, daß „sunnt umb all ander Sachen so hierinn nit begriffen sind, beyd teil bliben sollen, wie sy vor dem krieg gestanden und harkommen sind, alles getrüwlich an arglist und gefärde.“ Auch wurde bei der weitem Erledigung der noch bestehenden Anstände zwischen Oesterreich und dem schwäbischen Bund einerseits und der Eidgenossenschaft andererseits jede Appellation an das

¹⁾ E. A. III, 596. 600. 603. 604. 607. 609. 611. 622. 624. 627. 755.

²⁾ E. A. III, 627 ff. Anshelm II, 241.

³⁾ E. A. III, 758–764.

Reichskammergericht ausgeschlossen und damit der status quo der Exemption von den Reichsgerichten ebenfalls anerkannt.

Im Jahre 1507 bot sodann der Kaiser den Eidgenossen auf dem Reichstag zu Konstanz eine förmliche Lossprechung von Reichssteuern und Kammergericht für sich und ihre Zugewandten an; die Urkunde scheint jedoch niemals eigentlich ausgefertigt worden zu sein, obwohl dies deutsche Geschichtschreiber annehmen ¹⁾ und thatsächlich wurden auch die Städte Basel, Schaffhausen, St. Gallen, Mülhausen und Rottweil, sowie der Abt von St. Gallen und der Bischof von Basel noch ferner vom Reiche als Angehörige betrachtet, aber ohne andern Erfolg als den, daß Rottweil, das sich selbst nicht recht entschließen konnte, wem es angehören wollte ²⁾, in einer unbestimmten Stellung verblieb und die beiden zugewandten geistlichen Fürsten vermöge ihrer Besitzungen auf Reichsboden ebenfalls Reichsfürsten blieben. Doch scheint der Abt von St. Gallen niemals Reichssteuern bezahlt zu haben, obwohl er stetsfort um Bestätigung seiner Reichslehen einkam und noch öfter, wenn es ihm konvenirte, „die Schwabenhosen anzog“. Von den schweizerischen Bischöfen waren es die von Sitten und Chur, welche sich sporadisch noch als Reichsangehörige gerirten, jedoch mit geringem Effekt, da sie allmählig aufgehört hatten, Landesherren zu sein, von den Abteien besonders Einsiedeln, Pfäfers und Rheinau. Im Uebrigen schlug Kaiser Karl V. auf dem Reichstag zu Augsburg von 1548 auf die Drohung der Eidgenossen die österreichisch-burgundische Erbeinung aufzuheben, die Prozesse, die gegen solche Glieder der Eidgenossenschaft erhoben waren, nieder ³⁾, und auch die Tagfahung wurde nicht müde, gegen alle Vorladungen ihrer Angehörigen an deutsche Reichstage, oder vor Kammergericht einzuschreiten ⁴⁾.

¹⁾ Ranke 3. B. Vgl. E. A. III¹¹, 375 und Oechsli, „Orte und Zugewandte“, pag. 187.

²⁾ E. A. IV¹ d, 829; IV¹¹, 9. — ³⁾ E. A. IV¹ d, 948.

⁴⁾ E. A. IV¹ e, 11. 26. 36. Vorladungen erfolgten gegen Mülhausen, Basel, Schaffhausen und St. Gallen noch bis 1640. E. A. V¹¹, 1174.

Von Kaiser Ferdinand I. und Maximilian II. (1566) wurde dagegen noch seitens der Tagsatzung die formelle Bestätigung aller eidgenössischen Freiheiten und Gewohnheiten verlangt, im Jahre 1576 aber bei der Thronbesteigung Rudolfs II. geschah dies thatsächlich nicht mehr, und diesfällige Anträge von Basel, Zürich und St. Gallen wurden abgelehnt¹⁾. Doch verbot die Tagsatzung es den einzelnen Ständen und Zugewandten auch nicht, und St. Gallen war die letzte schweizerische Stadt, die noch von Ferdinand II. und III. sich ihre Reichsfreiheit bestätigen ließ (1631 und 1637).

Bei Anlaß des Friedenskongresses von Münster und Osnabrück wurde der Bürgermeister Wettstein von Basel zuerst von den evangelischen Orten allein, später von 11 Orten (ohne Glarus und Zug) und St. Gallen und Biel beauftragt, nicht sowohl die Exemption von dem Reichsgericht für die dreizehn Orte und ihre Anverwandten zu verlangen, sondern die „unturbirte Erhaltung der Eidgenossenschaft bei ihrem souveränen Stand und Herkommen“ zu beantragen, was dann auch in dem VI. Artikel des westfälischen Friedensinstrumentes erfolgte²⁾.

Einzig das blieb nach dem Wortlaute desselben noch zweifelhaft, ob und inwiefern auch die „Zugewandten“ oder „Anverwandten“ (*clientes*), wie sie Wettstein nennt, in dieser Freiheit begriffen seien³⁾. Doch verschwand auch diese Frage allmählig; Preußen namentlich bestritt jederzeit sorgfältig, daß Neuchâtel kaiserliches Lehen und nicht „ein Theil der Schweiz“ sei⁴⁾. Einzig der Bischof von Basel wurde in Bezug auf den obern Theil seines Landes, oberhalb der Pierre Pertuis von der

¹⁾ 1597. 1601. 1607. 1614. 1616. E. A. VI, 444. 568. 816. 832. 881.

²⁾ E. A. V II, 2270. 2271. 2274. Die Erklärung lautete dahin: «*prædictam civitatem Basileam caeterosque Helvetiorum cantones in possessione, rel quasi, plenae libertatis et exemptionis ab Imperio esse et nullatenus ejusdem Imperii dicasteriis ac judiciis subjectos*». Vgl. auch E. A. VI I, 1709. Das «*quasi*» ist nicht eine Einschränkung, sondern eine juristische Spitzfindigkeit, wonach unkörperliche Dinge nur in einem Quasi-Besitz stehen sollen.

³⁾ E. A. VI I, 589. 1723. 1727. 1728. — ⁴⁾ E. A. VI II, 1581. 2615.

Eidgenossenschaft selbst als ein fremder Fürst angesehen¹⁾ und daher in dem Ryswikerfrieden von 1697, der die eigentliche Feststellung dessen enthält, was das Ausland als Gebiet der schweizerischen Republik betrachtete, nicht eingeschlossen²⁾.

Bezüglich der offiziellen Titulatur fanden noch zwischen 1650 und 1680 Verhandlungen mit der kaiserlichen Hofkanzlei statt, indem die Eidgenossen wünschten, daß die üblich gewesene Anrede „liebe und getreue“ in „liebe und besondere“ abgeändert werde, da die Franzosen und Venetianer ihnen vorhielten, daß diese Bezeichnung „eine Subjektion und Unterthänigkeit auf sich trage“, worauf schließlich, nach einigem Bedenken, dahin entsprochen wurde, daß sie fortan nur noch mit „besonders liebe“ angeredet und demgemäß von den spätern Publizisten des Reiches nicht mehr als „Verwandte“, sondern nur als „Freunde“ des Reiches bezeichnet werden, wobei es füglich auch noch heute verbleiben kann und soll.

Das Kaiserthum der christlichen Völker ist, wie das Papstthum derselben, eine Idee, die niemals durchgeführt werden wird und es zeugt für den praktischen Verstand der Eidgenossen in staatlichen Dingen, daß ihnen diese Einsicht im Ganzen früher, als allen ihren Stammesverwandten aufgegangen ist.

Die Verhältnisse zu dem Staate Oesterreich, die vielfach mit den Reichsangelegenheiten zusammentreffen, hatten auf die Konstitution der Eidgenossenschaft auch in der späteren Zeit, nachdem ihre Freiheit von diesem beständigen Gegner der ersten Jahrhunderte anerkannt worden war, noch einen wesentlichen Einfluß wegen einer mit den spätern österreichischen Verträgen in Verbindung stehenden eidgenössischen Garantie für die Neutralität von Hochburgund. Die „ewige Richtung“ mit Oesterreich³⁾ vom

¹⁾ E. A. VI II, 381. 399. 1326. VII I, 491.

²⁾ Vgl. E. A. VI II, 508. 621.

³⁾ E. A. II, 453. 913. Dieser von den beidseitigen Bevölkerungen lang-ersehnte Friede wird durch ein schönes Lied Veit Webers mit dem Anfang: „Gelobet sei der ewig Gott“ gefeiert.

11. Juni 1474, vor dem Burgunderkrieg, enthielt zunächst nicht bloß eine Anerkennung des gegenseitigen Besitzstandes, sondern auch, dem damaligen nächstliegenden Zwecke gemäß, eine ewige Allianz auf Hülfsleistung, „wo es Ehren halber ansteht“, gegen gewöhnlichen Sold. Sie wurde 1477 durch die „ewige Erbeinung“ erneuert¹⁾ und nach dem Schwabenkrieg, der diese Verhältnisse wieder in Frage gestellt hatte, in eine „erneuerte Erbeinung“ zu Baden den 1. Februar 1511 umgeschmolzen²⁾, welche das eigentliche Ende des langen Haders bildete und folgende wesentliche Bestimmungen enthielt: der Kaiser Maximilian, als Erzherzog von Oesterreich für sich und zugleich Namens seines Enkels, Erzherzog Karl (des nachmaligen Kaisers Karl V.) für dessen Grafschaft Burgund und die XIII Orte nebst den Zugewandten Abt von St. Gallen und Land Appenzell versprechen sich gegenseitig unangefochtenen Handel, Freiheit von allen neuen Zöllen und Auflagen, steten Frieden und Sicherheit der gegenseitigen Länder, selbst solcher, die nicht in der Erbeinung sind, vor Krieg von ihren Gebieten aus, unter „getreuem Aufsehen, damit kein Theil wider Recht oder Billigkeit beswert noch gedrungen werde.“ Namentlich sollen die Eidgenossen des Erzherzogs Land Burgund in ihren Schutz und Schirm aufnehmen und wird der Kaiser dafür sorgen, daß sein Enkel, sobald er zu seinen mündigen Jahren kommt, „diese Verapnung und Verstantnuß in allen iren Punkten und Artikeln ratifiziren, bewilligen, annemen, und mit notdurftigen Briefen und Sigeln becreftigen sol.“ Der Brief gilt ewig und soll von zehn zu zehn Jahren öffentlich verkündigt werden, und es erhalten die Eidgenossen für diesen Schutz der Grafschaft Burgund eine jährliche „Vererung“ von 200 Gulden für jeden Ort und die Hälfte für

¹⁾ E. A. II, 701. 944. IIIⁿ, 122. 124. 155. 665. 726. 1483 wurde der zweite Vertrag unter Festhaltung des ersten aufgehoben, 1487 aber wieder hergestellt. Derselbe enthielt auch eine Garantie der österreichischen Herrschaft diesseits des Adlerbergs und in der Grafschaft Tyrol selbst gegen die eigenen Unterthanen.

²⁾ E. A. IIIⁿ, 554. 1343.

die im Vertrag befindlichen Zugewandten, welche Summe alljährlich „am heiligen Creutztag Inventionis im Mayen in der Stadt Zürich“ zu bezahlen ist¹⁾. Auf diese Weise gelangte die Eidgenossenschaft neuerdings zu einem Protektorat über die « Franche-Comté » (die heutigen französischen Departemente Doubs, Jura und Haute Saône umfassend), ein Land von gleichartiger Nationalität mit ihrem eigenen französischen Gebiet, das sie bereits einmal besessen hatte²⁾; ein Verhältniß, welches sich durch beständige Erneuerungen des Protektoratsvertrages bis zur definitiven Erwerbung des Landes durch Ludwig XIV. von Frankreich fortsetzte³⁾.

Dieses schöne Land, die Korn- und Salzhammer der westlichen Schweiz, wurde nach den Burgunderkriegen, als es in der Hand der Eidgenossen lag und selbst deren Verbindung in irgend einer Form beizutreten strebte,⁴⁾ in einer Tagsatzungsverhandlung zu Luzern 1477, 25. April, die zum Bemühendsten

¹⁾ Die Satisfaktion der Eidgenossenschaft gegenüber dem nämlichen Kaiser, der sie wenige Jahre zuvor in der auf pag. 171 ff. abgedruckten Weise geschildert hatte, konnte eine nicht geringe sein. Eine Erklärung dieses „getreuen Aufsehens“ siehe in E. A. VI, 1816.

²⁾ Die Erinnerungen an die Franche-Comté tönen noch heute aus mehreren schönen Volksliedern von Veit Weber, Hans Viol und Mathys Zoller. Das Lied vom Pontarlierzug (1474) namentlich hat folgenden sehr poetischen Eingang:

„Der winter ist gar lang gefin,
Des hat getruert meng vögelin,
Das jeh gar frölich singet.
Uff grünem zwig hört man's im wald
Gar süßiglich erklingen.
Der mai hat bracht gar menig blatt
Darnach man groß verlangen hat,
Die haid ist worden grüne,
Darumb so ist gezogen us
Gar menig man, so künel!“

³⁾ Vgl. bes. die Erneuerung von 1557 mit König Philipp II. von Spanien zu London. E. A. IVⁿ, 18. 1457.

⁴⁾ Vgl. darüber „Polit. Jahrbuch“ III, pag. 389.

gehört, was die Schweizergeschichte kennt, an König Ludwig XI. von Frankreich um 100,000 rheinische Gulden verkauft, zu denen noch 20,000 Livres tournois kamen, « desquels n'est besoin de faire aucune publication, mais le tenir secret. Pour messieurs de Berne 6000 livres, pour messieurs de Lucerne 3000 livres, pour messieurs de Zurich 2000 livres, reste 9000 livres pour les particuliers, pour les délivrer ainsi qu'il ensuit, etc. » Die Tagatzungsverhandlung lautet¹⁾:

„Herr Hermann von Eptingen hat angebracht, was er mit der kaiserlichen Botschaft zu Basel geredet habe. Dieselbe begehre nämlich, daß wir weder mit dem König von Frankreich, noch mit Jemand anderm Burgunds wegen uns in Richtungen oder Verträge einlassen, bis wir sie angehört hätten; sie habe an uns Anträge zu bringen, die gemeiner Christenheit und uns zu großem Vortheile gereichen würden. Hat man ihm gedankt und mit guten Worten abgewiesen, das Jedermann heimzebringen (weiß).

Auf das Anbringen der französischen Boten des burgundischen Landes wegen, antworten die Orte wie folgt: Zürich: Das Land sei uns ungelegen, aber die angebotenen 100,000 Gulden seien zu wenig, man soll trachten, mehr zu erhalten; doch was gemeine Eidgenossen thun, das wolle Zürich auch thun. Bern: Die Sache sei wichtig und sollte nicht übereilt werden; doch wenn uns nichts Anderes gefalle, so wolle der Bote die Sache heimbringen. Luzern hat mancherlei Gründe angeführt, warum der Kaiser dort für uns ein ungelegener Nachbar wäre. So wie unsere Sachen mit dem König von Frankreich stünden, wollte Luzern bedünken, man sollte so viel als möglich vom König nehmen und doch arbeiten, daß der Herzog von Oesterreich und unsere Bundesgenossen von der Vereinigung auch einigermaßen vom König bedacht und daß unsere Jahrespensionen versichert würden.

¹⁾ E. A. II, 871. Der Vertrag selbst vom folgenden Tage ist abgedruckt im „Politischen Jahrbuch“ III, 389. E. A. II, 926.

— Den Delphin möchte es in die Vereinigung aufnehmen, wenn der König in der Vereinigung die Pensionen auch für seinen Sohn verschreiben wollte. Uri meint, wenn wir das Land in unsern Händen hätten, so würde es uns mehr ertragen; man sollte daher mit Macht ausziehen und das Land einnehmen, „dann bekommen wir desto besser Tading.“

Schwyz will dem Kaiser nicht viel trauen und lieber den König zum Nachbarn haben, deshalb, wenn nicht mehr herauszubringen ist, die 100,000 Gulden nehmen, „doch dz wir darnach gedenken, unser zugewanten nit verachten.“ Unterwalden: Wolle man zusagen das Geld nach den Orten zu theilen, so wolle es mit uns in die Sache eintreten und arbeiten helfen, daß man so viel als möglich vom König herausbringe; wolle man aber diese Zusage nicht geben, so wolle es „der sachen müßig gan.“ Zug traut dem Kaiser auch nicht, will das Land nicht, aber so viel als möglich vom König dafür zu erhalten suchen. Glarus kann zu einem einhelligen Beschlusse stimmen, bei getheilten Meinungen soll der Bote referiren. Freiburg und Solothurn wollen lieber den König als den Kaiser zum Nachbar haben, sie wollen nehmen, so viel sie vom König erlangen können.“

Die Franche-Comté vertrieb sodann die Franzosen schon im Jahre 1477 durch einen Volksaufstand aus allen festen Plätzen und fiel durch den von den Eidgenossen vermittelten Vertrag von Senlis 23. Mai 1493 wieder an den damaligen Erzherzog Maximilian von Oesterreich, der die Erbtochter Karls des Kühnen geheirathet hatte, als Vormund seiner Kinder, zurück. 1556 kam sie durch Karl V., den Enkel Maximilians, bei dessen Abdankung an Spanien bis zur zweiten Eroberung von 1668 durch die Franzosen, die mit Hülfe schweizerischer Soldtruppen erfolgte. Im Frieden zu Nachen mußte das Land abermals zurückgegeben werden, wurde aber 1674 neuerdings besetzt und kam durch den Frieden von Nimwegen, 17. September 1678, definitiv in französische Hände, nachdem es mehr als anderthalb Jahr-

hunderte unter dem Schutze der Schweiz gestanden hatte und in ihre Neutralität inbegriffen gewesen war¹⁾.

Mit Recht sagt ein gründlicher Kenner unserer Geschichte,²⁾ daß in diesen Verhältnissen der allmählig selbständig gewordenen Schweiz zu dem deutschen Reiche, an das sie Bande ehemaliger Zugehörigkeit und gemeinsamer Nationalität knüpften und zu dem unaufhaltsam in ihre unmittelbare Nachbarschaft vordringenden Frankreich, dem sie durch den Burgunderkrieg den Weg zu dieser Nachbarschaft und zu einer immer festeren Allianz geöffnet hatte, eigentlich der Ursprung unserer Neutralität zu suchen sei. Und wäre die Eidgenossenschaft in der Folge ein etwas stärkerer Staat mit einer konsequenten Politik geblieben, so würde sie in der That als „ein beiden Theilen günstiges und verwandtes“ Land die beidseitige Schutzmauer und die Vermittlungsinstanz zwischen beiden Reichen gebildet haben, wie das ein Schreiben von Bern an den König Karl VIII. von Frankreich als ihre Aufgabe richtig bezeichnet.³⁾ Leider waren ihre leitenden Staatsmänner nicht immer weitblickend und unabhängig genug, um diese öfter wiederholte Parole⁴⁾ der Neutralität in ihrem vollen

¹⁾ Auch Frankreich aber schloß mit Spanien einen solchen Neutralitätsvertrag für die Franche-Comté vom 25. Februar und 1. März 1580. *E. A.* IV n, 1557. Ebenso einen anderen unter Vermittelung der Eidgenossen vom 22. September 1595. *E. A.* VI, 384. Ein im Jahr 1887 auf Kosten der Faculté des lettres von Lyon publizirtes Buch von Bourgeois « Neuchâtel et la politique prussienne dans la Franche-Comté » versucht den Nachweis zu leisten, daß Preußen später beabsichtigt habe, durch den Besitz von Neuchâtel festen Fuß in Hochburgund zu fassen und daß diese Tendenzen noch beständen. Vgl. Näheres darüber im „Polit. Jahrbuch“ III, pag. 388. 879.

²⁾ Prof. Oechsli im „Polit. Jahrbuch“ V, pag. 517.

³⁾ *E. A.* III 1, 444. Eine sehr bestimmte Auffassung der Eidgenossenschaft als eines neutralen Mittelgliedes zwischen Frankreich, Deutschland und Spanien findet sich in *E. A.* VI 1, 1823.

⁴⁾ Vgl. darüber „Polit. Jahrbuch“ II, 672 und 690. *E. A.* III 1, 63. „Wir haben nichts dagegen“ schreibt die Tagsatzung der „niedern Vereinigung“ in Deutschland, „daß sie sich gegen den König zur Wehr setzen, nur sollen sie die Franzosen nicht angreifen, sondern auf eigenem Boden

Sinn zur That und Wahrheit zu machen wie dieß gegenwärtig in unserer Absicht liegt, sondern es zeigt die Geschichte unserer Beziehungen zu Frankreich eine lange Folge diplomatischer Irrthümer, in denen Haß und Neigung, nicht am wenigsten aber auch materieller Vortheil von Ständen und einzelnen Personen eine übermäßige und dem Staatsganzen verderbliche Rolle spielten.¹⁾

Die erste Erscheinung Frankreichs in unserer Geschichte ist keine freundliche (pag. 48), ebensowenig die zweite, der Einbruch der Armagnaken in die Schweiz unter dem damaligen Dauphin, dem nachmaligen Ludwig XI. Dieser staatskluge Fürst wurde dann aber der Begründer der französischen Politik, die Eidgenossenschaft von der nähern Verbindung mit Deutschland abzugiehen, worin er zunächst nur zu gut von den deutschen Kaisern Friedrich III. und Maximilian I. unterstützt wurde.²⁾ Die ersten Verträge mit Frankreich sind diejenigen mit Karl VII. vom 8. November 1452 und 27. Februar 1453, welche bereits die stets gleich gebliebene Tendenz zeigen, politische Freundschaft der Eidgenossenschaft gegen Handelsvortheile einzutauschen, sodann die von Niklaus von Diesbach vermittelten Allianzen mit Ludwig XI., erneuert mit Karl VIII. 1484 am 4. August, in denen zum ersten Male die für die spätern Staatsverträge der Eidgenossenschaft charakteristische Pensionirung der Orte selbst mit bedeutenden Jahrgeldern auftritt, wogegen sie ihre Wehr-

erwarten. Und sofern sie der König da angreift, sollen sie darauf zählen, daß die Eidgenossen sie nicht verlassen." Die Erklärungen der Eidgenossenschaft bei der Wahl Karl's V. zum deutschen Kaiser, wonach u. A. sie „nicht leiden will, daß der König von Frankreich gewählt und die deutsche Nation um diese Krone gebracht werde“, siehe E. A. III II, 1146. 1148. 1150. 1169. 1176. 1272.

¹⁾ Vgl. darüber im Ganzen Hilty „Vorlesungen über die Politik der Eidgenossenschaft“, pag. 78 „Die französische Allianz“.

²⁾ Ueber die Reichsacht, die der Erstere zu Wiener-Neustadt den 31. August 1469 über die Eidgenossen aussprach, vgl. E. A. II, 402.

kraft und die Kriegslust ihres Volkes in den Dienst solcher konzeffionirten Staaten stellen.')

"Denn", wie die Eidgenossen in ihrer Instruktion an Niklaus von Diesbach sagen, „so sich sölichz begeben, wird von Endgenossen und Irn Anhengern lüten gnug funden.“ Von da an entstanden auch ausländische Parteien in der Eidgenossenschaft, bei denen die Berechnung des Vorthells, welcher auf dieser oder jener Seite für Orte und Einzelne zu finden sei, die Hauptrolle spielte und durch welche die Schweizer allmählig in den Verdacht eines für jede Sache um Geld käuflichen Volkes gebracht wurden. Schon im Jahre 1496, als sich die heilige Liga gegen Frankreich bildete und um den Beitritt der Eidgenossen warb, entstand ein heftiger Streit unter ihnen, wobei die Einen, wie der Chronist Anshelm berichtet, behaupteten, „bei dem heiligen römischen Stuhl und Rich“ sei der schuldige Stand der Eidgenossenschaft, weil auch „dahar all ir Gnaden und Sryheiten kämint und Bestand nämint“, während die französische Partei erklärte, „beim Rüng von Frankrych hette ein Endgenossenschaft vil Glück gehept, großen Namen und Gut erlanget, und wenn der Rüng nit meri, so meri si bi den andern Herren allen gehaft. Und so si nun doch ir Lüt nit möchtind bheben, so meri wäger ein sicher Loch

*) E. A. II, 280. 284. 328. 331. 339. 397. 403. 413. 434. 515. 516. 672. 869. 873. 908. 917. 920. 921. 923. 926. III, 189. 714. „Lassent ick durch des Königs Geld nit verführen, daß Ihr Sachen thügend, die unser Nachkommen entgelten möchtend“, hatte Waldmann gewarnt, sich aber später selbst nicht an seine weisen Worte gehalten. — Auch das unseres Wiffens zuerst von Anshelm (I, 401) angeführte Wort des Ammann Reding von Schwyz, die Schweizer „mießid ein Loch han, wäre in Frankrych zum besten, so die Tütschen und Lamparter si doch haßtid“, stammt aus dieser Zeit, von einer Tagfagung der V Orte: Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug und Glarus zu Schwyz vom 11. August 1492, E. A. III, 416, bei der sie ferner erklärten, „daß sy mit dem römischen Rüng nichz ze schaffen wellen haben.“ Der erste französische Pensionsrodel ist von 1475, 5. und 6. April, E. A. II, 534, „aufgerichtet“ durch Gervais Savre, Kommissär des Königs, und Niklaus von Diesbach, Schultheiß zu Bern, in Solge königlichen Dekrets vom 2. Januar 1475, der Vorläufer vieler anderen. E. A. II, 247. 421. 427. 438. 446. 471. 529.

und sichere beständige Nuzung, wie bim Aetti Künig, dann bi den andern." „Siezwischen", so fährt der Chronist fort, „waren die geldmüzigsten Mittler", welche den klugen Rath gaben, „daß sich d' Endgnossen theiltind, damit je ein Theil dem andern d' Sisch in d' Rüschen tribint und jeder Wahl hetti, an eim oder mer Orten ze fischen." Vergeblich versuchte die Eidgenossenschaft nachmals dem Unwesen dieses Solddienstes durch scharfe Pensionenverbote entgegenzutreten, die sogar überall in den Orten feierlich beschworen werden mußten¹⁾; schon ein Jahr nach dem großen Verbot von 1503, 14. Juli (E. A. III n, 1314), welches die Pensionen untersagte, die Werber mit dem Tode, Angeworbene mit der Ehrlosigkeit bedrohte, beschloß, allen andern voran, der Große Rath von Bern, die französische Pension wieder zu nehmen, und ließ sich von dem Bischof von Lausanne von dem bereits geleisteten Eide lossprechen.²⁾ 1507 wurde von der Tag-satzung beschlossen, die Beschwörung des Pensionsbriefes einzustellen und 1508 4. Juli es dem Belieben jeden Standes anheimzugeben, wie er es damit halten wolle. Damit hatte das eidgenössische Mandat ein Ende.³⁾

¹⁾ E. A. III 1, 468. 470. 488. 489. 509; III n, 256. 314. 315. 1170. 1316.

²⁾ Anshelm II, 385 ff. sagt: „wiewol ein Stat Bern des alten Anman Reding wol gebauet loch sich ganz ernstlich müegst zu verstopfen, so schluffend dennoch ob 6000 Eidgenossen hindurch", und es seien aus all dem Gelde „viel kostbar sitten, nüm fenster junkherren (welche Glasgemälde mit ihren Wappen stifteten), kriegslüt, vil h . . . und aller gattung buben entstanden, davon doch der merteil und die fürnehmsten für wohlgeschickt, wüzig, redlich erenlüt sind geacht und gehalten lut diß rimens: Wags, lug um gelt, so kouffstu d' Welt, schlecht, from schaft nüt, list falsch gwint d' büt." Von der Aufhebung des Eides erzählt er, daß nachdem den Bernern „ir geistlicher vatter Aimo von Montfaucon Bischof zu Losan," für ihren Eid eine „offenliche, gemeine absolution" erteilt hatte, sie beschlossen, „den hilchturn köstlich ufzefüeren und eine herliche gloken darin ze machen, harzu vil gelts notturtig. Sie ist wol ze prüfen, was bestands menschenwiz, glow, rat und tat haben, und was der blind erlos git vermöge und tüete."

³⁾ E. A. III n, 383. 385. 424. 425. 427. 430.

Es ist ein großer Ruhm Zürichs, daß es schließlich noch allein von allen Ständen durch den Geist und Einfluß Zwingli's, welcher selbst als Seldprediger der Glarner in den italienischen Seldzügen das drohende Verderben in der Nähe gesehen hatte, den Lockungen des Geldes Widerstand leistete und auch den Werbern anderer Orte ihre Thätigkeit auf seinem Gebiete bei strenger Strafe verbot.¹⁾ Die Andern hörten von frühester Jugend an nur noch auf die Erzählungen berühmter Kriegerleute, die zeitweise in die Heimat zurückkehrten,²⁾ oder sie blickten auf die Ueppigkeit der großen Werber, wie Albrecht von Stein und Ludwig von Erlach, die ganze Herrschaften anzukaufen im Stande waren und deren Weiber in Kleidung und Geschmeide alles bisher in der Schweiz Gesehene weit hinter sich ließen. Die Stände selbst gewöhnten sich auch allmählig, die bedeutenden Jahrgelder als ein regelmäßiges Einkommen anzusehen, aus dem sie ihre Landesbedürfnisse bestreiten und selbst Unterthanen-

1) E. A. IV u, 56; V 1, 753. — Vgl. auch Zwingli's „Göttliche Vermahnung“, die alle Gründe gegen den Solddienst zusammenfaßt. Ebenso seine allegorischen Gedichte „das Labyrinth“ und „vom Ochsen und etlichen Thieren“. Sein Nachfolger Bullinger sagt in seiner Reformationsgeschichte: „Zwingli schrey nitt on vrsach wider die pensionen, beklagend daß die Endgnossen vmm gällts fehl wärind, das der Endgnoschafft zu langen tagen übel werde erschießen. Dann des königs thesaurier, sagt off ein zyt in disen Schydtagen, das sin könig in die Endgnoschafft gäben habe sid der Schlacht Rauenna, die imm 1512 iar off den Ostertag beschähen biß in das gägenwirtig 1531 iar im Augsten, das ist in 19 iaren, an barem gällts Einlifftmolen hundert tusend, drö vnd triffig tusen 500 vnd 47 kronen 29 därtßch vnd 4 carat: vßgenommen die söld, die er imm fäld abzallt habe. Da wol zu mercken ist, das sy die Summ so stnyßig vffschribend des gällts, daß in die Endg. gäbend. Gott behüt vns vor dem widerlegen.“

2) Vgl. hierüber Wimphelings Soliloquium. Ein solcher Krieger war u. A. Hilarius Gyger von Glarus, der berühmteste Büchsenmeister in deutschen und welschen Landen, wegen seines langen Bartes in Italien «la barba» genannt; einer der berühmtesten Söldnerführer dagegen Arnold von Winkelried, der mit Albrecht von Stein bei Bicocca fiel. Vgl. Manuels Antwort an Konrad Veltin über das Bicoccalied. Zwei anziehende Erzählungen, die theilweise diese Verhältnisse behandeln, sind „Urfula“ von Gottfried Keller und „die Versuchung des Pescara“ von C. S. Meyer.

länder kaufen konnten,¹⁾ und wenn etwa noch zuweilen in den Rathsfällen, oder an den Landsgemeinden „ein patriotischer Dampf aufstieg“, so wurde er rasch und leicht durch eine neue „Vertheilung heilsamen Liliënöls“ beschwichtigt. Die wahren Regenten der Eidgenossenschaft wurden für Jahrhunderte die französischen Residenten in Solothurn, aus deren «relations d'ambassade» (die sie bei Abgang von ihrem Posten zur Instruktion ihrer Nachfolger zu hinterlassen pflegten) man die damaligen „Freunde des Königs in jedem Kanton und die Mittel, sich dieselben zu erhalten“, genauer kennen lernen kann.²⁾ Es würde noch heute schmerzlich sein, diese Berichte zu lesen, ohne den Schluß des berühmtesten derselben aus dem Jahre 1676, welcher lautet: «Généralement parlant et à peu d'exceptions près, les Suisses sont peu capables d'amitié et de parti. Ils sont tous fort intéressés, et l'on serait trop heureux s'ils voulaient au moins bien servir pour de l'argent: mais, pour l'ordinaire, ils sont toujours avides de recevoir et très paresseux et même infidèles dans le service.»

Ganz verkauft also, wie man es öfter darstellt, war die Eidgenossenschaft doch auch in diesen Zeiten und Verträgen nicht, sondern es stritten sich in ihr, wie immer, ein oberflächlicher, in den Tagen der Prosperität sehr übermächtiger materieller Geist, dem diese französischen Verträge entgegenkamen, mit einem gefunden Untergrund von schweizerischem Patriotismus, der ihnen fortwährend einen gewissen Widerstand entgegensetzte, und welcher nun, in Ermangelung eines andern hinreichend wirksamen Hebels, die Form einer religiösen Erweckung annahm.³⁾

¹⁾ Glarus z. B. Werdenberg aus den ersten französischen Jahrgeldern.

²⁾ Solche Berichte sind zu finden in der Sammlung „Helvetia“ I und II und in den „Vorlesungen über die Politik der Eidgenossenschaft“, pag. 84 ff.

³⁾ Der Anfang der schweizerischen Reformation ist aus diesen patriotischen und eigentlich religiösen Motiven sehr gemischt, wie auch der Widerstand gegen dieselbe es ist; ein Theil der Predigten Zwingli's erinnert ganz an die Reform Savonarola's in Florenz.

In Solge dieser sich im Laufe der Jahrhunderte noch befestigenden Verhältnisse und des fast unausgeheften Solddienstes der Schweizer in Frankreich, der erst im Jahre 1830 sein Ende gefunden hat, sind die französischen Verträge der alten Zeit (wie diejenigen der ersten Periode unseres Jahrhunderts), keineswegs als bloße Staatsverträge gewöhnlicher Art anzusehen, sondern sie bilden einen Theil der Konstitution der alten Eidgenossenschaft. So daß, wie schon erzählt, der Einschluß in die letzte Bundeserneuerung mit Ludwig XVI. als eine Art von Bundesrevision der Eidgenossenschaft selbst betrachtet werden konnte und dieselbe zur Zeit Ludwigs XIV. und Napoleons I. nicht viel Anderes mehr, als ein Vasallenstaat Frankreichs war.

Unter der Regierung Ludwigs XII., welcher, wie sein Vater Karl VIII., die Verträge erneuert hatte,¹⁾ verandelte sich zwar vorübergehend diese traditionelle Freundschaft in eine grimmige Gegnerschaft, der wir einige unserer großartigsten Erinnerungen, die Feldzüge von 1512 und 1513, die Schlacht von Novara vom 6. Juni 1513, den Frieden von Dijon vom 13. September 1513²⁾ und das Protektorat über das Herzogthum Mailand

¹⁾ E. A. III 1, 495. 635. 736. 755; III 11, 1305.

²⁾ Dieses Aktenstück, eine förmliche Kapitulation Frankreichs gegenüber den vereinigten Hauptleuten des eidgenössischen Belagerungsheeres (deren Namen dort zu lesen sind), das Gegenstück zur Kapitulation auf dem Breitfeld vor Bern vom 5. März 1798, findet sich in E. A. III 11, 734. 1359. Die damals versprochenen großen Abfindungssummen wurden jedoch erst nach dem „ewigen Frieden“ ausbezahlt. Einen sehr plastischen Bericht über diesen Frieden enthält Anshelm III, 485.

Auch über Novara besteht ein altes Lied, ebenso ein solches über einen noch späteren Zug von 1521 für den Papst Leo X. (den sogen. Leinlakenkrieg), welches der Sänger, Hans Birker, mit den Worten schließt: „dem Papst hand wir gedienet und hat uns redlich zalt“, was auch richtig war, denn der ganz unnöthige Feldzug gegen den Herzog von Ferrara, in welchem das Heer jede Nacht in Betten schlafen konnte (daher der Spottname Leinlakenkrieg) kostete 150,000 Dukaten. Eine unserer bekanntesten Kriegsordonnanzen (Zusätze zum Sempacherbrief) wurde für diesen Krieg gemacht. Vgl. Jahrbuch IV, pag. 747. Aus der Zeit des Solddienstes für den kriegsgerischen Papst Julius II. stammen noch allerlei Reliquien. Zunächst der

verdanken, von welch' letzterem noch später die Rede sein wird. Das Enderesultat dieser kurzen Zwischenperiode im Dienste der Päpste Julius II., Leo X. und der hl. Liga war jedoch die Wiederanknüpfung des alten Verhältnisses zu Frankreich durch den ewigen Frieden mit Franz I. vom 29. November 1516, welcher nebst der sogen. „Vereinigung“ von 1521¹⁾ mit dem nämlichen König fortan den ewigen Allianztraktat bildete, der stets erneuert wurde und mit einigen Modifikationen in den beiden Allianzen von 1798 und 1803²⁾ bis zu Ende des Jahres 1813 fortgedauert hat.

Auch die Verträge von 1516 und 1521 waren, nach dem, allerdings schwerererrungenen, französischen Siege in der zweitägigen Schlacht von Marignano, ³⁾ nur durch eine ungeheure Bestechung

Titel, den wir zu führen berechtigt sind: «Defensores libertatis ecclesiarum christianarum» laut Breve vom 21. Juli 1512, ferner Säulen, Prachtschwerter und Hüte, deren Ueberreste Zierden des künftigen „Landesmuseums“ bilden werden, aber auch ein berühmtes „Zorn-Breve“ vom 30. September 1510 (E. A. III n, 519), das die Apostrophe Kaiser Maximilians an kräftigen Worten noch bei Weitem übertrifft. Immerhin schickte der Papst sofort darauf den Bischof von Sitten an die Tagsatzung, der zugab, der hl. Vater habe „ein Breve vilichter traglich an gemein Eidgnossen geschrieben“, das in einigen Ausdrücken „wol scharpf“ sei, werde aber „nit des der minder“, wenn man ihn gut bediene, wieder „einer Eidgnossenschaft rat und tat pflegen.“ Die Eidgenossen ordneten hierauf eine Gesandtschaft an ihn nach Bologna ab, und der Friede zwischen beiden Mächten wurde mit guten Worten hergestellt. Nur die Soldrückstände, woran ihnen am meisten gelegen war, konnten sie nicht erlangen, sondern erhielten bloß ein Saß Wein, 6 Flaschen Malvasier, 8 Hasen, 30 geräucherte Zungen, eine gleiche Anzahl Schinken, 4 Käse und zwei lebendige Kälber, und ihr Gesandtschaftsbericht schließt mit den Worten: „Also sind wir von Sr. Heiligkeit abgeschieden und hat uns S. Heiligkeit zu Bologna von der Herberge gelöst, sonst aber uns kein Geld gegeben, noch geschenkt.“ Vgl. „Vorlesungen über die Politik der Eidgenossenschaft“, pag. 182 ff. und „Helvetia“ II, 497.

¹⁾ E. A. III n, 1028. 1406; IV i a, 30. 1491.

²⁾ Vgl. darüber „Politisches Jahrbuch“ I, „Unter dem Protektorat.“

³⁾ Der König hatte vor der Schlacht in einem Vertrage mit den eidgenössischen Hauptleuten zu Gallarate angeboten 400,000 Kronen zu zahlen, die mailändische Pension zu übernehmen und den Herzog Maximilian

des schweizerischen Volkes zu Stande gekommen, indem sie nicht bloß die Jahrgelder der Orte bis auf 3000 Livres für jedes Ort steigerten, sondern auch den Eidgenossen auf einmal 700,000 Sonnenkronen, als Entschädigung für den Krieg von 1513 in Frankreich und den von 1515 in Italien, zukommen ließen. Diese Summe, mit welcher Frankreich die Lombardei ihnen eigentlich abkaufte, kam damals zugleich mit 150,000 Dukaten Kriegskosten und den 40,000 Dukaten Pension, welche der Herzog Maximilian Sforza durch den Vertrag von 1512 jährlich zu bezahlen hatte, in die Schweiz,¹⁾ abgesehen von den Geldern, die aus der Erbeinung mit Oesterreich und den päpstlichen Verträgen flossen.²⁾ Wir können es dem Geschichtschreiber

zu entschädigen. Vgl. *E. A.* III n, 873. 907. 911. Die ersten Berichte über die Schlacht siehe in *E. A.* III n, 919, und Jahrbuch VI, „der Verlust des Eschentals“.

¹⁾ *E. A.* III n, 706. 810. 861. 872. 879. 925. 953. 1016. 1037. 1081. 1407. 1347. 1396. 1335. 1366. 1396. 1351. 1033. 1352. 1355. 640. 649. 702. 703. 801. 804. 845. 861. 890. 703. Noch weitere 300,000 Kronen, welche sie nicht annahmen, hätten die Eidgenossen innert Jahresfrist gegen Abtretung des heutigen Tessins, außer Livinen und Bellinz, und des Veltlins nebst Cleven haben können. Ueber die Vertheilung dieses Goldstromes herrschte natürlich sehr viel Streit. Von dem Mailänder Geld erhielten nur die hauptsächlichsten Zugewandten einen Antheil, von dem französischen auch die Unterthanen der gemeinen Herrschaften.

Die Sonnenkronen (mit einer Sonne über der Krone) wurden zuerst von Ludwig XI. 1475 geschlagen, 70 Stück auf eine Mark Gold; von Franz I. wurden sie etwas leichter geprägt. Sie mögen (abgesehen von der damaligen viel größeren Kaufkraft des Geldes) auf etwa 9–11 Franken taxirt werden. Die Goldfranken (*francs, livres d'or*), welche in den französischen Verträgen vorkommen, sind eine ältere, seit 1380 geprägte Münze, muthmaßlich damals von annähernd gleichem Werth; die späteren Livres der regelmäßigen Pensionen sind jedenfalls Silberpfunde und etwa 6 Franken werth. Die Dukaten sind 11–12 Franken werth. Vgl. hierüber: *Blanc, traité historique des monnoyes de France*, 1692 und *E. A.* III n, 274. 290. 659. 707. IV c, 865. V i, 426. 885. 891. Eine gute Abhandlung über die Geldverhältnisse in unsern Soldverträgen wäre sehr nothwendig.

²⁾ Den Uebermuth, der aus diesem plötzlichen Reichthum in der Eidgenossenschaft entstand, schildert Bullinger bei Anlaß des Aufzuges eines Luzerner Landvogtes in der gemeinen Herrschaft Thurgau im Jahre 1520 wie folgt: „Zu Wintherdur wurffend sy handten, gleiser, silberne bächer,

Italiens aus jener Zeit, Francesco Guicciardini, nicht verargen, wenn er in seinem Werke die Schlußbilanz dieser Verhältnisse für die Schweiz als Staat mit folgenden Worten zieht:

„Die Schweizer sind die gleichen, welche von den Alten Helvetier genannt wurden, ein Geschlecht, welches in Bergen höher als der Jura wohnt, . . . von Natur tapfere bürgerliche Menschen und infolge der Unfruchtbarkeit des Landes eher Hirten als Ackerbauer. Sie wurden einst von den Herzogen von Oesterreich beherrscht, gegen welche sie sich schon vor sehr langer Zeit empörten, und regieren sich jetzt selbst, indem sie keine Miene machen, weder den Kaiser, noch die andern Fürsten anzuerkennen. Sie sind in dreizehn Völker (sie nennen dieselben Kantone) getheilt, von denen jedes sich mit eigenen Behörden, Gesetzen und Ordnungen regiert. Sie veranstalten jedes Jahr oder öfters, je nachdem das Bedürfnis eintritt, eine Berathung der gemeinsamen Angelegenheiten, indem sie sich an diesem oder jenem Orte versammeln, welchen die Abgeordneten jedes Kantons bestimmen, sie heißen nach dem Brauche Deutschlands diese Versammlungen Bundestage, an welchen über Krieg, Frieden, Bündnisse, über die Begehren derer, welche bitten, man möchte ihnen durch Staatsbeschluß Söldner bewilligen, oder Freiwilligen gestatten, ihnen zuzulaufen, sowie über die im Interesse Aller liegenden Dinge berathen wird. Wann die Kantone durch Staatsbeschluß Söldner bewilligen, wählen sie selbst unter sich einen obersten

vnd anders, das sy ob disch hattind, durch die fenster hinuß, an die gassen, zu stuchen. Dergleichen thatend sy zu Srowenfeld, da sy ouch den offen darzu zerschlugend, vnd sagtend, was das nemandts angienge oder irrte, sy hattinds doch wol zu bezalen. Der Landtvoigt selbs hat sin hosen vnd schüch zerhüwen vnd guldin ring an die zehen gesteckt vnd was des prachts vnd mutwillens weder maasz noch end. Sömlichs schallt vnd strafft Zwingli scharpff, zeigt wie sömlicher mutwill, hederman übel, insonders aber Endgnossen anstünde. Der Adel, der vß der Endgnoschafft von Endgnossen vertriben, were von mutwillens wägen vertriben, hätte aber sömlichs nie gebrucht. Vnd wurde das ein gewisser zugang sin zu vnserem verkerben, dann Gott wurde sömlichen schandlichen mutwillen gar nitt liden“.

Hauptmann, dem das Heer mit den Sähen im Namen des Staates übergeben wird. Groß haben den Namen dieses so schrecklichen und ungebildeten Volkes die Einigkeit und der Waffenruhm gemacht, womit sie infolge ihrer natürlichen Tapferkeit und der Disziplin ihrer Schlachtordnungen nicht nur ihr Land immer kraftvoll vertheidigt, sondern auch außerhalb ihrer Heimath die Kriegskunst mit größtem Ruhme ausgeübt haben. Und dieser wäre noch unvergleichlich größer gewesen, wenn sie dieselbe für die eigene Herrschaft und nicht für Sold und zur Ausbreitung der Herrschaft Anderer ausgeübt hätten und wenn sie hochherzigere Ziele vor Augen gehabt hätten, als die Begierde nach Geld. Von Liebe dazu verführt, haben sie die Gelegenheit verloren, ganz Italien furchtbar zu werden; denn, da sie nur als Miethsoldaten aus der Heimat auszogen, haben sie von ihren Siegen keine Frucht für den Staat davon getragen. . . . Zu Hause scheuen sich die Vornehmen nicht, Geschenke und Jahrgelder von den Fürsten anzunehmen, um bei den Berathungen ihre Partei zu ergreifen und zu begünstigen. Indem sie dadurch die öffentlichen Angelegenheiten mit dem Privatnußen verknüpft haben und käuflich und bestechlich geworden sind, hat sich unter ihnen selbst Zwietracht eingeschlichen. Nachdem sie damit angefangen, daß das, was die Mehrheit der Kantone auf den Tagsatzungen beschloß, nicht von allen befolgt wurde, sind sie zuletzt vor wenig Jahren in offenen Krieg miteinander gekommen, zur höchsten Verminderung des Ansehens, das sie überall besaßen."

Die französischen Verträge von 1516 und 1521 wurden in ihrem wesentlichen Inhalt dreimal von der alten Eidgenossenschaft erneuert, 1663 und 1715 mit Ludwig XIV.¹⁾ und 1777 mit

¹⁾ E. N. VI, 466. 595. 1641. VII, 81. 1361. Eine der schweren goldenen Gnadenketten, wie sie die schweizerischen Unterhändler bei dem Abschluß dieser Verträge zu erhalten pflegten (vielleicht die letzte noch existirende), befindet sich jetzt im Besitze der Eidgenossenschaft. Sie wurde kürzlich von einer Walliser-Familie angekauft.

Ludwig XVI.¹⁾ In der zweiten Bundeserneuerung Ludwigs XIV. mit den katholischen Orten und Wallis war nicht allein verabredet „Staatskriminale und Betrüber der gemeinen Ruhe“ ohne Untersuchung, auf einfaches Begehren des Einen Theils, auszuliefern (Art. 27), sondern der König ließ sich sogar von diesen kontrahirenden Ständen eine Art von Oberhoheit und Schiedsrichteramt mit folgenden Worten übertragen (Art. 5): „Man hingegen die lobl. Endgnoschaft oder etwelches Orth oder Stand inbesonder von einer frömbden Macht angegriffen oder Innerlich beohrughigt wurde, wird in dem ersten fahl Ihr Majestät denenselben mit derro Macht verhilfflich sein, nachdemme es die Nothurft erfordern, und Ihro Majestät von den Orthten wird ersucht werden; In dem anderen fahl aber wird Ihro Majestät als deren gemeinsamer Sründ und Punds-Genoß, oder die Könige derro Nachfahrern, auf Ersuchen des beschwährten und beträngten Theils alle fründliche Offizien anwenden, umb die

1) E. A. VII n, 493. 1323.

Die in den E. A. vollständig abgedruckten französischen Verträge sind: Der Friede von Ensisheim 28. Okt. 1444, II, 807; die Verträge mit Karl VII. 8. Nov. 1452 und 27. Sebr. 1453, II, 869. 873; mit Ludwig XI. 27. Nov. 1463, II, 892 und im September 1480, III 1, 895; dann der Vertrag über die «Franche-Comté» 26. April 1477, II, 928; mit Karl VIII. 4. August 1484, III 1, 714; mit Ludwig XII. der Friede von Arona 11. April/16. Juni 1503, III n, 1305, sowie Mailänder-Kapitulat 16. Juni 1503, III n, 1308; der Friede von Dijon 13. Sept. 1513, III n, 1359; mit Franz I. der ewige Friede 29. Nov. 1516, III n, 1406 (hiezuhört ein vorangehender Vertrag ohne Siegel, zu Genf abgeschlossen, den 7. Nov. 1515 III n, 1398) und der Verein 5. Mai 1521, IV 1 a, 1429. Sodann folgen die Erneuerungen: mit Henri II. 7. Juni/6. Okt. 1549, IV 1 e, 1385; mit Karl IX. 1564 und 1565, IV n, 1509; mit Henri IV. 31. Januar 1602, V 1, 1880; sodann die im Text genannten mit Ludwig XIV. von 1663 und 1715 und Ludwig XVI. von 1777. Ihnen folgten dann der Allianzvertrag mit dem Direktorium vom 19. Aug. 1798, und derjenige mit dem Konsulat vom 27. September 1803. Die spätern Verträge sind bloße Kapitulationen (bis 1830), oder Verträge über zivilrechtliche Verhältnisse, Handel, Zoll, Grenzverhältnisse, wie sie noch dormalen vorhanden sind, und uns immer noch etwas enger mit Frankreich, als mit andern Staaten verbinden.

Parthenen dahin zu vermögen, daß sie einanderen reciprocirliche Justiz halten; und wann durch solchen Weg der verlangte Effect nicht völlig erlangt wurde, werden Ihro Majestät, wie auch die Könige derro Nachfahrere, ohne etwas vorzunehmen, so dieselere Pündnuß umbstoßen möchte, sonder im Gegentheil solche in ihrem wahrhafften Verstand zu vollziehen, die von Gott Ihro gegebene Macht in Ihren aigenen Kosten anwenden, umb den Belaidiger zu verpflichten, sich wiederum den Regeln welche in den Pündnussen, so die Orth und Verpündete under Ihnen haben, vorgechriben seynd, zu underwerffen. Ihr Majestät und die Könige derro Nachfahrere werden sich erklären, Garant oder Gewährsmann zu seyn für diejenige Tractaten, welche zwüschen denen Lobl. Orthen möchten auffgerichtet werden, im jahl Gott zuließe, daß under Ihnen einige Entzwenung entstunde." ¹⁾

Die Schweizer in Frankreich wurden ferner durch diesen Vertrag (Art. 24) natürliche Einwohner (regnicoles) mit großen Privilegien. Ebenso wurde freier Durchmarsch der gegenseitigen Truppen, somit Aufhebung jeder wahren Neutralität zu Gunsten Frankreichs zugesichert (Art. 29) und, was schlimmer als alle diese offenen Artikel war, es bestand noch zudem ein geheimer Beibrief vom 9. Mai 1715, der sogenannte „Trücklibund“, worin der König versprach, die Katholizität in der Schweiz „in allem dem, so sie lezthin verlohren hat“ herstellen zu helfen und den Katholiken ihre, im Arauerfrieden von 1712 abgetretenen Vogteirechte mittelst Kriegshülfe gegen Zürich und Bern wieder zu verschaffen. ²⁾

Das Jahr 1715, in welchem Ludwig XIV. starb, bildet jedoch den Höhepunkt dieses allmählig zur wahren Vasallenschaft

¹⁾ Balthasar, „Fragmente“, pag. 96, sagt zwar, die katholischen Orte würden sich doch besonnen haben, einen so bedenklichen Weg des Rechtes einzuschlagen, und sein eigener Vater habe in einer besondern Schrift vor dieser Klausel gewarnt, die dann auch bei der Erneuerung der Allianz von 1777 abichtlich vermieden worden sei.

²⁾ E. A. VII, pag. 1379.

ausgearteten Allianzverhältnisses; der letzte Vertrag von 1777 anerkennt wieder die unumschränkte Souveränität, Unabhängigkeit und Neutralität der Eidgenossenschaft allen Mächten gegenüber (Art. IV und VI) und so blieb es bis zur Offensiv- und Defensiv-Allianz von 1798.

Weniger wichtige Bestandtheile der alten Bundesverfassung bildeten noch die Verträge mit dem hl. Stuhl, den Herzogen von Savoyen und dem Herzogthum Mailand unter den verschiedenen Inhabern des letzteren.

Die eidgenössischen Stände hatten sich schon frühzeitig, theils genöthigt durch die anfängliche Hegnerschaft der geistlichen Gewalten in ihrem Lande, theils im Vollgefühl aufstrebender politischer Freiheit, in einer relativen Selbständigkeit auch von der Kirche zu erhalten gewußt, von der sich viele Spuren in den Abschieden finden, die eine neuere und bessere Zusammenstellung verdienten, als sie in dem bekannten Büchlein von Balthasar «*De Helvetiorum juribus circa sacra*» enthalten ist. Es gelang ihnen nicht nur die von ihnen ursprünglich unabhängigen und lange widerstrebenden Klöster und Bisthümer unter ihre Landeshoheit zu bringen, sondern auch die Immunität der Geistlichen, namentlich ihre Ansprüche auf Steuerfreiheit und besondere Gerichtsbarkeit zu beschränken, die Grenzen der geistlichen Gerichtsbarkeit über weltliche Personen wesentlich auf Ehe- und Wuchersachen einzuengen, die Klöster in Bezug auf ihre Vermögensverwaltung und Novizenannahme zu beaufsichtigen, die Erwerbungen zu todter Hand und die Vermächtnisse zu Gunsten von kirchlichen Anstalten unter Staatskontrolle zu stellen und allen aus solchen Ursachen herrührenden Bannandrohungen erfolgreichen Widerstand zu leisten. Mit einer aufrichtigen Frömmigkeit und Ergebenheit an die Kirche, als ideale Anstalt, ging bei ihnen ein sehr kräftiges Staatsbewußtsein Hand in Hand, das den realen geistlichen Gewalten nicht gestattete, sich ganz so frei, wie in andern Ländern auszubilden. Es war dieß ein demokratisches Freiheitsgefühl, das gegenüber der Kirche, wie

gegenüber dem Reiche bestund und das die weltklugen Päpste der vorreformatorischen Zeit sehr wohl zu verstehen, und soweit als nur immer möglich zu schonen mußten. Dergestalt, daß sich allmählig eine gewisse Summe von gewohnheitsrechtlichen schweizerischen Besonderheiten in Bezug auf das Kirchenrecht ausbildete, in Bezug auf welche bei der römischen Kurie der Grundsatz galt: « Bisogna lasciare i Svizzeri negli loro usi ed abusi. »¹⁾ Mit Papst Sixtus IV., der seinem Neffen Riario das Herzogthum Ferrara zu verschaffen suchte, und unter seinen Nachfolgern Innocenz VIII., Julius II. und Leo X., beginnt dann die Verwendung der schweizerischen Wehrkraft im Dienste der päpstlichen Politik, und daher stammen die förmlichen Bestätigungen dieser alten, bereits zur Gewohnheit gewordenen Rechte, unter Vermehrung mit neuen Privilegien, aus welchen Vorgängen mitunter von staatsrechtlichen Schriftstellern ein Konkordat mit Zürich, das sogenannte „Waldmann'sche Konkordat“²⁾ konstruiert worden ist, das aber als ein förmliches, von der Kurie bestätigtes Aktenstück niemals bestand. Wohl aber besaßen sowohl

¹⁾ Vgl. hierüber z. B. E. A. II, 400. 405. 415. 416. 270. 283. 287. 566. 579. 14. 520. 524. 532. 541. 542. 543. 305. 307. 358. 427. 438; I, 41. 46. 53. 100. 105; III, 18. 20. 22. 454; Balthasar « De Helvetiorum juribus » (deutsche Ausgabe von 1883) pag. 38. 49–51. 54. 58. 59. Selbst Eingriffe in die kirchliche Ehegerichtsbarkeit kommen vor. Vgl. E. A. I, 94 (Ehehandel Moos von Uri); II, 415. 708. 709 (langwieriger Ehehandel einer Margaretha Zelger von Unterwalden). Die Aufsicht über die Klöster namentlich war mitunter sehr eingreifend. Vgl. z. B. E. A. III 1, 22. 84. 87. 109. 116. 206. 391. 431. 476. 503. Umgekehrt werden geistliche Orden gegen päpstliche Anordnungen oft in Schutz genommen. Vgl. E. A. III 1, 1101. Auch die Sprache der Tagsatzungen gegenüber der Kurie ist nicht immer ehrerbietig, z. B. Tagsatzung 1479, 24. März zu Luzern, E. A. III 1, 30: dem Papst, welcher durch seine Botschaft große Gnade, Sreitung und Ablass den Eidgenossen verliehen, „daruf an uns als die kristenlichsten am Stul zu Rom begert sin heilikeit alwegen vnd die heilig kirch lauffen bevolschen sin mit vnderthenigkeit, als vnser vordern jewelten getan“, hat man „d3 finer heilikeit zugesagt, doch der houbtsach halb wel man nachmalen antwurt geben.“ Noch stärker: E. A. III 1, 1093. 1140.

²⁾ Vgl. darüber Bluntzli, „Rechtsgeschichte von Zürich“, II, 354 und „Jahrbuch für schweizerische Geschichte“ Bd. IV.

der Stand Zürich, als Bern, Luzern und die Urkantone eine Anzahl besonderer Privilegienbrevien, die von einzelnen Päpsten erworben waren,¹⁾ und es wurden auch bei Anlaß der allgemeinen Soldverträge oft „Supplikationen“ um Bestätigung oder Erweiterung solcher kirchlichen Ausnahmeverhältnisse eingereicht und fast immer, wenn sie nicht dilatorisch behandelt werden konnten, auch wirklich genehmigt. So versprach namentlich Papst Julius II. dem Kardinal Schinner bei Abschluß des großen Vertrages von 1510 förmlich, den Eidge-

¹⁾ Bern hatte schon vor der Reformation von Innocenz VIII. eine Ausnahmestellung seines St. Vincenzstiftes, eigentlich die Unabhängigkeit von dem Bischof von Lausanne, erlangt, eine bischöfliche Gewalt, die durch eine juristische, unter starkem Staatseinfluß stehende Person ausgeübt wurde. Uri, Schwyz und Unterwalden erhielten von Julius II. das Privilegium der Gemeinden, ihre Pfarrer selbst zu wählen. Vgl. hierüber die Urkunde im „Politischen Jahrbuch“ III, 858. Zuweilen wurde auch, wenn die kaiserliche Gewalt nicht gerade günstig gestimmt war, die päpstliche als die „obere“ angerufen; es war dies aber auch nichts weiter als Politik. Eines der merkwürdigsten und wenigst bekannten Aktenstücke dieser Art aus dem Berner Archiv ist das folgende:

• Praeterea commemorabitis qualiter domini Bernenses a fundamento urbis sue sacro Romanorum Imperio subjecti fuerint, ab eodemque multis privilegiis muniti, que omnes et singuli imperatores et reges semper virtute ipsorum roborari stabiliri confirmarique fecerint, desuper nova litterarum munimenta tribuentes. Itaque nullo ex eis renitente etiam ab hoc moderno imperatore, dum rex esset Romanorum confirmationes impetrare fuerint sufficientes. Ab ipso tamen moderno imperatoriam majestatem nacto et pro confirmatione privilegiorum nostrorum pluries et per notabilissimas ambasias exortato et requisito nichil penitus impetratum est, tam etsi spem certam sepe perbenigna ipsius responsa prebuent, sic ut cuncta votivo affectui conducenda crederentur. *Quare cum Romana ecclesia caput sit mundi et summus Pontifex vicarius Ihesu Christi, a quo imperatoria majestas exercitium jurisdictionis sue sumit*, habebitis acriter instare, ut sic sanctitati placeat privilegia, consuetudines, exemptiones et libertates, communitati Bernensi a divis imperatoribus impartitas et confirmatas, quantum rationabiles sunt, apostolica auctoritate confirmare, hoc addito, ut ipsi *fulcillatem impartiat*ur *audendi aureos* pro pondere et forma Renensium, armis suis pictas. Et quod desuper bulle in sufficienti forma obtineantur. (Instruktion an Nikolaus Sabri von Thun, als Gesandten zum Papst, Lateinisches Missivenbuch B, fol. 209.)

nossen nicht nur alle ihre bisherigen Privilegien in kirchlichen Dingen zu bestätigen, sondern ihnen auch weitere gewähren zu wollen, wofern sie nicht Dinge betreffen, die er ihnen nach billiger Berücksichtigung der allgemeinen kirchlichen Vorschriften « *honestate et rectitudine urgentibus* » zu verweigern genöthigt wäre.¹⁾ Damit hingen auch die freigebigen Verleihungen von Titeln, Sahren und Schwertern dieses Papstes zusammen, die wir bereits erwähnt haben. Die Breven darüber aus Alexandria vom Juli 1512 sind in *E. A. III*, 630 ff. abgedruckt. Anshelm beschreibt den Einzug der Berner mit ihrem neuen Panner, durch welches sie das Recht erhalten hatten, ihrem geliebten Wappenthier fortan die Klauen zu vergolden, wie folgt:

„Do nun d' Eidgnossen, wie obgmelt, vom legaten zu Alexandria muredend abgevertiget, zugenids frölich den nächsten iren landen zu, Bern und Solaturn stäts mittenandren, ouch Sriburg, die sich von inen vor Dietrichsbern von's gangs wegen hattend gescheiden, uber S. Bernharts gebürg, mit irem gschüz wunderbarlich; kamend also zu ingang Ougfts heim, furtend zu Bern in, mit ihrem ufgetragnen vānle; des babsts Julii hoptpaner, zu Ravenna verloren und zu Menland widerfunden, furt zu roß klein Jakob zum Stein; item ir nūwe Bernpaner, darin die geschenkten heiligen dri kūng und gulden bärnklawen, trug der hoptmann Burkhart von Erlach, und ein vānle, darin S. Anthoni, trug und hats uberkommen Peter Wñghhan, hangt in S. Vincensen münster. So ward ouch des babsts paner in kor ufgehenkt zu den Burgunnschen kilchenvanen.“

Die wesentlichen Verträge solcher, auf das Kirchenrecht bezüglicher Art sind derjenige mit Sixtus IV. (18. Okt. 1479 und 21. Jan. 1480), worin der Papst sagt, er werde niemals dulden, daß Jemand den Eidgenossen an ihre Gerichtsbarkeit, Rechte und althergebrachten Gewohnheiten rühre, unter Androhung des

¹⁾ *E. A. III* 1, 488. 489. 525. Frühere Verhandlungen dieser Art siehe in *E. A. III* 1, 49. 50. 52. 61. 70. 79. 121.

Stuhles Gottes und der heiligen Apostel Petrus und Paulus,¹⁾ sodann die Allianzen mit Julius II. vom 14. März 1510 und Leo X. vom 9. Dezember 1514, 3. Februar 1515, 5. Oktober und 18. November 1516.²⁾

Die Verträge mit dem päpstlichen Stuhl, die nach der Reformation abgeschlossen wurden, haben dagegen einen andern, ausschließlich gegen die Reform gerichteten Charakter und enthalten daher solche ausdrückliche Anerkennungen von Besonderheiten nicht mehr; im Gegentheil lag es ganz in der Natur der nunmehr eingetretenen Verhältnisse, daß sich die katholisch gebliebenen Stände aus eigenem Antriebe enger als zuvor an das allgemeine Kirchenrecht angeschlossen. Das charakteristische Beispiel dafür ist bereits der Bund der V katholischen Orte mit Pius IV. vom 10. April 1565,³⁾ dergestalt, daß sich fortan nur noch ganz vereinzelte Spuren von den alten «*usi ed abusi*» vorfinden.

Eine sichtbare Erinnerung an die Zeit der Allianzen bildet noch die, ausschließlich aus Schweizern der katholischen Kantone bestehende, päpstliche Hausgarde, welche am 7. Dezember 1505 durch den luzernischen Domherrn Peter von Hertenstein eingerichtet wurde, um „auf des Papstes Leib und Pallas zu warten.“ Zu ihren ersten Befehlshabern gehörten der Bürgermeister Markus Röst von Zürich und sein Sohn Kaspar, welcher letztere 1527

¹⁾ ... «*volentibus vel conantibus perturbare vel derogare in vestris . . . dominiis, personis, jurisdictionibus, bonis, juribus, privilegiis aut consuetudinibus hactenus introductis et ab antiquo comparatis.*» «*Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre pollicitationis, attestationis, receptionis et benedictionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.*» E. A. III 1, 669.

²⁾ E. A. III 11, 484. 1078. 1218. 1265. 1267. 1272. 1333. 844–1024. 1365–1379. 1382. Auf der letztgenannten Seite findet sich der sogenannte „heilige Bund“ zwischen Leo X., Kaiser Maximilian, König Ferdinand von Aragonien, Herzog Maximilian von Mailand und den Eidgenossen, dessen Solge die Schlacht von Marignano war.

³⁾ E. A. III 11, 484. 1333. 844–1024. 1365–1379. 1382; IV 11, 316. 1517.

bei dem «sacco di Roma» unter Clemens VII. in der tapfern Vertheidigung der päpstlichen Herrschaft am großen Obelisk des St. Petersplatzes fiel.¹⁾ Zu allererst (1507) war der Bürgermeister Selix Schmid von Zürich dazu ausersehen gewesen; es wurden absichtlich die ersten Vorsteher Zürichs und damit gewissermaßen der Eidgenossenschaft verlangt, indem der Legat Ennius erklärte, die Bewachung des Statthalters Christi solle, als die höchste menschliche Ehre, seinen geliebtesten Söhnen, den Zürchern, anvertraut werden. Merkwürdigerweise gehörte Markus Röst später dennoch nicht zu den Gegnern der Reformation in Zürich, starb aber am 15. Juni 1524, noch bevor die Sache unwiderruflich entschieden war.²⁾

Einen wesentlich konfessionellen Charakter tragen auch die späteren Verträge mit Savoyen, nach Erledigung der ursprünglichen Herrschaftsansprüche dieses Hauses auf Bern, Sriburg, Waadt, Genf und Wallis, und abgesehen von den Verträgen mit Bern in Bezug auf Genf, von denen im vorangehenden Abschnitt die Rede gewesen ist.³⁾ Es sind namentlich drei spezifisch katholische Bündnisse vom 11. November 1560, 8. Mai 1577 (das „hülfsliche Bündniß“ mit Emanuel Philibert) und vom 25. Okt. 1581, welche neben den konfessionellen Verträgen mit Papst Pius IV., dem Lande Wallis, dem Bischof von Basel und dem „goldenen Bund“ von 1586 die spätere separate Bundesver-

¹⁾ Vgl. Bullinger, Reformationsgeschichte I, 159. 387. Diese Vertheidigung der Schweizertruppen, die sämtlich dabei umkamen, war großartiger, als die berühmtere an der Tuilerien-Treppe zu Paris, welche der Löwe von Luzern verewigt.

²⁾ Marcus Röst zählt zu den echtesten schweizerischen Helden gestalten, die überhaupt noch viel zu wenig bekannt sind. Eine gute Biographie Rösts im Lichte des gesamten Zeitalters wäre ein wahres Verdienst um die Eidgenossenschaft, das sich ein Zürcher Historiker erwerben sollte.

³⁾ Auch den Soldvertrag vom 27. Aug. 1512 (E. A. III n, 641. 1348) und das 101jährige Bündniß Karls III. mit Wallis vom 1. Mai 1528 (E. A. IV a, 1516) rechnen wir nicht zu den die eidg. Bundesverfassung beeinflussenden Verträgen.

fassung der katholischen Eidgenossenschaft ausmachen.¹⁾ Der Herzog von Savoyen wurde durch diese Verbindungen den katholischen Orten so sehr genähert, daß Bern sich genöthigt sah, zum Schutze der Waadt und von Genf einen Gegenbund mit Frankreich zu schließen,²⁾ in welchem dasselbe in Bezug auf diese Verhältnisse Mitberathung wie ein eidgenössischer Verbündeter erhielt. So daß in Bezug auf Genf seit 1579 zwei konfessionelle Allianzen mit auswärtigen Staaten bestanden, von denen die eine zu seinem Schutze, die andere zu seinem Schaden bestimmt war.

Ihren größten, noch bis auf den heutigen Tag fortwirkenden Einfluß übten die savoyischen Verbindungen in dem sogenannten Laufanner Vertrag vom 30. Oktober 1564,³⁾ einem Schiedsspruche der XI Orte ohne Bern und Sreiburg, durch welchen Bern die ihm seit 1536 angehörenden, ehemals savoyischen Provinzen „ennet dem Ser und Rotten“ (jenseits des Genfersees und der Rhone), sowie die Landschaft Gex wieder abgesprochen und dem Herzog Emanuel Philibert zurückgestellt wurden, — eine höchst unpolitische Entscheidung, die ohne diese Beziehungen zu demselben und daneben noch die stets vorhandene Eifersucht auf die Macht Berns nicht möglich gewesen wäre. Umgekehrt riefen die katholischen Orte den Herzog von Savoyen noch im Toggenburgerkrieg (1712) zu Hilfe. Derselbe kam jedoch nicht, sondern schickte bloß Abmahnungsbriefe an Zürich und Bern⁴⁾.

Das Herzogthum Mailand war der dritte Staat, neben Oesterreich und Savoyen, auf dessen Kosten sich auszudehnen die Eidgenossen durch ihre geographische Lage, und hier namentlich

¹⁾ E. N. IV II, 143. 670, 736 1461. 1541. 1581.

²⁾ E. N. IV II, 686. 1556. „Gemeineidgenössische Jahrbuchtagssatzung zu Baden, 28. Juni 1579. Bern eröffnet vor den Gesandten der XI Orte, es habe Frankreich darum angesucht, seine eroberten savoyischen Lande, sowie die Stadt Genf, als ein Bollwerk der Eidgenossenschaft, in den ewigen Frieden aufzunehmen . . . Man möchte es Bern nicht übel nehmen, daß es nicht schon früher davon Anzeige gemacht habe“ u. s. w.

³⁾ E. N. IV II, 301. 1477.

⁴⁾ E. N. IV II, 1667. 2495. 2497. 2516.

auch durch die Art ihrer Handelsverbindungen gezwungen waren. Hier waren es besonders die inneren, ländlichen Kantone (welche für den Bezug eines Theils ihrer Lebensmittel und für den Absatz ihrer Produkte auf diese Gebiete jenseits der Alpenkette angewiesen waren), die beständig dahin drängten, während den Städten die italienischen Eroberungen weniger genehm waren. Namentlich nach der Schlacht von Arbedo, 30. Juni 1422, deren Erinnerung die jetzt leider im vollen Verfall begriffene rothe Kirche von St. Paul nahe dem Bahnhof von Bellinzona ¹⁾ bewahrt, bedurfte es aller Energie der Waldstätte und vorab des berühmten Streifhaarenzuges Petermann Kyffigs von Schwyz nach Domo d'Ossola vom September 1425, durch den sich einige tapfere Gefellen dieses wichtigen Plazes wieder bemächtigten ²⁾, um auch nur den Gedanken an die Festhaltung italiischen Bodens wieder zu beleben. Diese Gebiete sind stets mit den Waffen erhalten ³⁾ und stets mit der Seder ⁴⁾ verloren worden. Das wird vielleicht ihr Geschick auch fernerhin sein.

Die staatsrechtlichen Ergebnisse dieser ersten Periode waren die sogenannten Mailänder-Kapitulate, eine Anzahl von Srie-

¹⁾ Es wäre eine Ehrensache für die Eidgenossen namentlich von Zug, das damals seinen größten Tag in der eidgenössischen Geschichte hatte, die Erhaltung dieses Denkmals zu befürworten, in welchem am Abend der heißen Schlacht gegen den berühmtesten Seldherren Italiens, Carmagnola, die Leichen der gefallenen Landammänner und Pannerherren lagen. Ein Brief von Carmagnola vom 22. April ist in E. N. II, 14 aufbewahrt.

²⁾ Vgl. darüber „Der Verlust des Eschenthals“, Polit. Jahrbuch 1891.

³⁾ Zuletzt am 28. Dez. 1478 bei Giornico gegen den mailändischen Seldherrn Borello. Auch über diese Schlacht ist ein schönes Lied von Hans Diol erhalten, das mit einer Anspielung auf das Wappen der Visconti beginnt: „Dem Stier von Uri fiel in's Haus von Mailand eine Schlange, doch ihre Schmach war lange und kurz nur war der Strauß.“ Das letzte Gefecht in den Mailänderkriegen der ersten Periode ist Giornico übrigens nicht, sondern das wenig bekannte Gefecht von Ponticello im Eschenthal, 28. April 1487, in welchem Walliser, Luzerner und Unterwaldner von dem Herzog Lodovico Moro geschlagen wurden.

⁴⁾ Im Frieden Zoppo's namentlich und zuletzt theilweise noch im ewigen Frieden mit Franz I.

denschlüssen, welche die Natur heutiger Zoll- und Handelsverträge besitzen. Das wichtigste, das später stets als Muster für die nachfolgenden diente, ist das sogenannte „große Kapitulat“ mit der Herzogin Blanca Maria und ihrem Sohne Gian Galeazzo vom 26. Januar 1467, wodurch die Eidgenossen Zollfreiheit für ihre Produkte bis an den Stadtgraben von Mailand erhielten¹⁾ und

¹⁾ C. II, 11, 361. 490. 893. Der Hauptpaffus lautet: Item et Septimo: Quod prelibati illustrissimi domina ducissa et dominus dux eorum liberalitatem et munificenciam exercendo, attenta eciam presenti amicitia sic ut supru contracta supradictis dominis de liga confederatorum et omnibus subditis suis et alijs in ipsorum iurisdiccione, districtibus et dominio habitantibus et hominibus Leuentinis fecerunt istam gratiam, amicitiam et caritatem, Quod ipsi quo ad eorum corpora et bona deinceps sint et preseruentur immunes et exempti ab omni solutione pedagij et quod conducere valeant et possint libere et expedite ac sine solutione pedagij mercimonia sua per totum dominium et ducatum Mediolani, vbique eundo et redeundo, tam per terram quam per aquam, excepta inclita vrbe Mediolani ad fossata exclusiue. Et quod omnes illi, qui per quator annos continuos residenciam habuerunt, apud prefatos dominos confederatos, quique tandem nominabuntur in literis autenticis prefatorum dominorum confederatorum, sint et preseruentur immunes et exempti modis et formis suprascriptis pro ut sunt prefati domini confederati. Item et duodecimo: Decisum est pro parte provincie et vallis Leuentine, Quod de eadem provincia et valle Leuentina cum pleno vtili dominio, redditibus et prouentibus, quomodo et quicquid ad gladium spectat secularem, prout et ipsi domini Vranienses ipsam vallem huiusque detinuerunt et ea usi sunt, Illustrissimi principes et domini, domina ducissa et dominus dux ob specialem amicitiam et caritatem, quam habent ad magnificos supradictos dominos confederatos, debent se inuestire a Venerabilibus dominis ordinarijs templi maioris Gloriosissime virginis Marie Mediolani. Et tunc ipsam vallem supradictis dominis Vraniensibus per investituram assignare possidendam tamque rem propriam, sic quod eadem vallis, quomodo suprascriptum est, stare et permanere debet supradictis dominis de Vrania perpetuis futuris temporibus, nonobstantibus predictis illustrissimis dominis, domina ducissa et domino duce, eorumque filiis, heredibus et successoribus, necnon dominis ordinarijs et eorum successoribus et ceteris quibuscumque. > Erneuerungen mit Lodovico Moro Ludwig XII. von Frankreich und Maximilian Sforza finden sich in C. II, 689/930; III 1, 160/702; 498/739. 673. 584/747; III 11, 225/1308; 655/1352. Später wurden diese Verträge auch mit Herzog Franz II. Sforza und noch öfter mit den spanischen und österreichischen Herrschern Mailands erneuert, namentlich 1533, 8. Januar, und 1587, 12. Mai. C. II. IV 1 c, 1. 1293; IV 1 e, 1391; V 1, 1830. Graubünden hatte für sich noch spezielle Kapitulate.

das Livinenthal, welches die Urner wieder eingenommen hatten, denselben als ein Lehen des mailändischen Hochstifts bestätigt wurde.

Die 3. zweite, äußerlich großartigere Periode der italienischen Feldzüge, in welcher aber die eidgenössische Kraft vielfach für fremde Zwecke verbraucht wurde, begann 1494 mit der „Sündfluth Italiens“, dem Zuge Karls VIII. von Frankreich, des von Savonarola herbeigewünschten „neuen Cyrus“, nach Neapel, auf welchem ihn ein Korps von 8000 schweizerischen Söldnern begleitete, die damals den gleichmäßigen Taktschritt zuerst angewendet haben sollen. „Ganz Italien“, sagt ein Schriftsteller, „horchte ängstlich auf das Rollen der Kanonen und ahnte, daß die glückliche Periode des XV. Jahrhunderts, wo unter dem Schutze einheimischer Fürsten Handel, Wissenschaft und Kunst hoch gestiegen waren, nun zu Ende gehe.“ „Allerdings“ — so fährt er selbst fort — „hatten Selbstsucht und Treulosigkeit der Fürsten, der Verfall der bürgerlichen Tugenden, der Untergang des nationalen Wehrsystems zu Gunsten des Söldner- und Condottierwesens und der Verlust der moralischen Macht des Papstthums Italien für die Eroberung durch die Fremden reif gemacht.“ So ist es auch; die hohe Blüthe von Kunst und Wissenschaft ist nicht nothwendig ein Zeichen vollständiger Gesundheit eines Staatskörpers. Der gewaltige Papst Julius II. war damals der erste Fürst Italiens, der, was sonst nur Traum der großen Dichter und Schriftsteller der Nation¹⁾ gewesen war, ernstlich auf seine Fahne schrieb: *«Italia ab exteris liberanda»* (fuori li stranieri). Und für und gegen diese Devise ist von

Zu den Gebietsverträgen der spätern Zeit gehören, außer dem Frieden von Arona und dem ewigen Frieden, namentlich noch der Friedensschluß nach den Müßerkerriegen von 1532 (E. A. IV 1 b, 1578) und ein Vertrag von Maria Theresia, als Herzogin von Mailand mit Graubünden von 1763 (E. A. VII 11, 1286).

¹⁾ Dante, *«Purgatorio»* VI, 76, Machiavelli, *«Principe»*, Kap. 26, und namentlich Silicaja, in dem wundervollen Sonnett *«Italia, o tu, cui feo la sorte»*, das in den „Vorlesungen über die Politik der Eidgenossenschaft“, pag. 317, ganz abgedruckt ist.

jener Zeit ab bis auf unsere Tage schweizerisches Blut in Strömen vergossen worden.¹⁾

Aus der von dem Kardinal Schinner eingeleiteten Verbindung mit der Coalition gegen Ludwig XII. von Frankreich, welcher seit 1497 Mailand (als Enkel der Valentine Visconti) beanspruchte, entstand zuletzt ein förmliches Protektorat der Eidgenossenschaft über das Herzogthum, mittelst eines Staatsvertrages mit dem jungen Herzog Massimiliano Sforza, zu Baden 3. Okt. 1512,²⁾ womit die Eidgenossenschaft die Sonnenhöhe ihres Glückes und Ruhms erreichte.³⁾ Dem Herzog wurden damals die Schlüssel seiner Hauptstadt an der Porta Ticinese mit einer wohlgefehten lateinischen Rede des Ammanns Joh. Schwarzmurer von Zug überreicht, worüber der Abschied der Tagfakung von Mailand („Abschied gehaltener Versammlung gemeiner Eidgenossen Rathsbotschaften, als der Herzog zu Menland ingesekt ward“) folgenden Passus enthält:

„Jeder Bote weiß zu berichten, wie wir beim Einreiten vom Bischof von Lodi und andern ehrlich empfangen und wohl

¹⁾ Zuletzt am Monte Verico 1848 und am Volturmo und bei Castelfidardo 1859 und 1860.

²⁾ E. A. III II, 649. 652. 662. 1352. Die Eidgenossen erhielten darin alle ihre italienischen Besitzungen zurück, auch das Eschenthal, und eine jährliche Pension von „vierzig tausend Duggaten in Gold und gut an Gewicht, die jerlich an iren costen zeantwurten in einer der Stetten Zürich oder Lucern uff den ersten tag Januarii . . . jerlich nach Irem Willen und Gefallen zu teilen.“ Außerdem noch die gewohnten Zollvortheile und einen ungewöhnlich hohen Sold für die Truppen, mit denen das Herzogthum für Maximilian gegen die Franzosen zu behaupten war. Der Vertrag ist im Auszug bei Anshelm III, 356 abgedruckt. Der Herzog versprach ausdrücklich, er werde nie etwas thun in Sachen des Staates Mailand, oder anderer großer Geschäfte, ohne der Eidgenossen, seiner Väter und Schirmer, Wissen und Willen. E. A. III II, 867. Der Badener Vertrag besteht nirgends mehr in einer Originalausfertigung, da in dem Frieden mit Frankreich Herausgabe und Vernichtung ausbedungen war.

³⁾ Genau dreihundert Jahre später erreichte sie dagegen ihren tiefsten Punkt. Vgl. in „Politisches Jahrbuch“ I, 297, die Rede des Landammanns Burckhardt von Basel, bei Eröffnung der Tagfakung von 1812, eine förmliche, offizielle Erklärung erblicher Vasallenschaft.

gehalten worden sind, wozu sich die Bürger erbieten, wie der Herzog eingeführt und ihm die Schlüssel der Stadt von den Eidgenossen überantwortet worden sind in Anwesenheit und mit Einwilligung der Botschaften des Papstes, des Kaisers und des Königs von Spanien und wie sich der Herzog in den Schirm der Eidgenossen begeben, auch mit hohem Fleiß ihnen für die Eroberung seines Landes und alle Gutthaten gedankt und die Sendung eines Gesandten aus seinem Blute zu weiterer Dankjagung in Aussicht gestellt hat. Weiter hat er gesagt, er höre, daß einer Botschaft des Königs von Frankreich Geleit für Friedensvorschläge gegeben sei; er hoffe, die Eidgenossen werden bei allen Verhandlungen dafür sorgen, daß ihm kein Nachtheil daraus erwachse." ¹⁾

Unshelm beschreibt diesen äußerlich größten Tag unserer Geschichte, der eine künstlerische Darstellung in den neuen Bundeshäusern verdiente, mit folgenden Worten, denen ein Schreiben des Berner Schultheißen Jakob von Mattenmühl beigelegt ist, welcher sich (mit Beat Wilhelm von Bonstetten und Burkhard von Erlach) als Vertreter von Bern auf der Mailänder Tagjagung befand ²⁾:

„Wie herzog Maximilian zu Meiland ingeriten,
von Eidgnossen ist enpfangen und ingesazt worden.

Nach volendung oberzälter sachen, zu mite November, hond der gubernator und der staut von Meiland ein botschaft haruß gon Zürich zu gmeinen Eidgenossen gesent und begert, so nun der nüm herzog Maximilian, von keiserlicher majestät gon Dietrichsbern gevertiget, in das herzogtum kommen und und das selb innemen werde, daß ein großmächtig Eidgnoschaft,

¹⁾ E. A. III II, 674. Unmittelbar vorher und nachher in den Abschieden (pag. 672 und 676) finden sich auch zwei Tagjagungen zu Rom und zu Venedig, alles Ende Dezember, um die Weihnachtszeit. Samstag nach St. Katharinatag ritten die eidgenössischen Boten in Rom ein. Wenn man überhaupt einen rechten Begriff von der damaligen Weltmachtsstellung der Eidgenossenschaft bekommen will, so muß man die Tagjagungsabschiede des Jahres 1512 lesen.

²⁾ Unshelm III, 359. 374.

so im harzu geholffen hab, ir boten zu finem inkommen und innemen wölle schicken und dabi haben; wan des herzogen wil und gmüet sie, sin herzogthum allein mit finen und iren lüten zu verwalten und zu behalten, ouch daß die pundbrief fürderlich hinin gebracht werdid, damit man gmein volk in stat und land des herzogthums möge willig und rüewig machen.

Uf dis anbringen ward angends von Eidgnossen angesehen, daß iedes ort solte sin erliche boten uf den andren tag Cristmons zu Ure haben, welche da versampt soltid da dannen gon Menland zu enpfahung des herzogen sich verfüegen. Und als nun diese der Eidgnossen botschaft ist gon Menland kommen, ist da gehandelt, wie folgende des boten von Bern, namlich her Jacobs von Wattenwil schultessen, an sine hern eigner hand missif und gemeiner abscheid gnügsam anzeigen:

Min undertänig, ghorfam, willig dienst sie uwer gnaden von mir zu allen ziten bereit. Gnädigen min hern. Nachdem uwer gnaden gefallen hat, mich mit andren der Eidgnossen boten zu schicken zu insatzung des fürsten von Menland, uf das wir vast mit großen eren empfangen sind und uns engegen geschickt erlich personen, demnach vor der stat Menland durch den hern von Loden und des parlaments herren durch die stat unß an d'herberg beleitet und mit gar frintlichen worten empfangen, und uns demnach zu erkennen geben, wie ir fürst zu Cremona sie und sich, sobald das möge fug han, har gon Menland werde fürdren, und daß wir wöllid güetlich des erwarten; uf das wir uf 16 Tag gewartet und alweg von dem von Loden, parlament und von den burgeren gebeten, nit verdrus zehaben, uss vil ursachen, als ich uwer gnaden wird sagen ob Got wil. Also hat sich der herzog genäheret zu der stat Menland uf dri milen und uns lassen wissen, zu im zekommen zu dem imbis; also hond min hern d'Eidgnossen im das uß ursach abgeschlagen; uf das er persönlich mit fünf pferden heimlich gon Menland kommen und uns boten zu im beschiht in des her legaten hof, und da mit sin selbs mund

gegen minen her den boten so ein erliche frintliche red mit dankfagung (geton), und mine hern die Eidgnossen für sine väter zehaben, sie fines vaterlands widerbringer erkennt, und uf das wider heimlich uf der staut geriten, und uf Mitwochen nach dem heiligen Winacht tag, was der 29. Criftmons, sin inriten tan mit treffenlichem großen staut und kostbarkeit, und besunder mit großen personen, namlich vom heiligen vater dem babst, der her legat, ein bischof von Rom, und der graf von Peruß; ¹⁾ vom Römischen keiser: der cardinal von Gurk, keiserlicher majestät statthalter, der kammermeister von Nürenberg mit zwei andren herren; vom künig von Hispanyen: der vicerey von Napols, des künigs veter, her Prosper Columna, ein Römer, des Spanischen künigs diener, des margrafen von Mantow brüder, und mit vil hern und anwälden diser landen, herschaften und ständen, geistlich und weltlich.

Uf das hond im min hern, der Eidgnoschaft boten, under dem tor die schlüssel, die stat Menland und das herzogthum ingeben, und in damit ingesetzt nach lut und inhalt der vereinung, zu Baden abgeredt.

Uf das aber der herzog selbmund gedankt und bekent, daß er durch min herren d' Eidgnossen wider zu sinem väterlichen erb kommen, und gar frintlich gebeten, in in trüwer bevelch zehaben etc.

Gnädige herren, ich verston ouch nit anders, dan daß die vorgenanten hern al wol zufriden sien und ir wil sie, daß der herzog mit der Eidgnossen wissen und willen sin sachen handle etc.

Also uf hit find wir boten zum herzogen kommen und sin gnad gebeten um ein gnädig urlob uns zegeben, die wil doch sin fürstlich gnad sin besikung hab, und wir ebenlang uf sien gsin und großer kost daruf gangen. Was sin begeren, uns noch 4 oder 5 tag zu enthalten und im rätlich und

¹⁾ Perugia.

hilfflich zefin, finen staut und stand ufgericht; dan fin wil und gmüet sie, mit einer Eidgnoschaft rat und hilf fürahin zehandlen, uf das wir der zit erwarten etc.

Gnädige herren, ein lousfende red gat hie bie uns, wie daß allerlei werbung an ein Eidgnoschaft lange; uf das min hern die boten von allen orten ein gschrift hond lassen gon hinauß, wo den der nächst tag wird fin, als ich uwer gnaden deren ein abgschrift schick. Wölle uwer gnaden im besten uf-nemen und mit uwer wisheit bedenken zehandlen, das das best sie etc.

Uf das gnädig herren, find wir in hofnung, in 5 tagen wegwertig zefin. Hiemit so wölle Gott uwer gnaden in hohen eren enthalten. Datum zu Menland, uf Sritag nach dem heiligen Winacht tag im 12. jar.

Uwer gnaden ghorfamer: Jakob von Wattenwyl."

Dann fährt der Chronist selber fort:

"Nun so was einer frommen Eidgnoschaft achtung an eer und nammen in alle höche, und ir glück so hoch kommen, daß nüt ußwendigs vorhanden, das da das möchte brechen oder umstoßen, wen daß das inländisch glück durch zwi-trächtigen kib und eigennühigen verbunst mußt sich selbs um-wälzen, in ernidrung und unachtung füeren, desse hie mit disen gleiten ist ein anfang beschehen durch die, so redlich erlangten eeren und glück mit sampt deren anhängern ver-bünstig und widerwärtig, nach eignem kib, zu eignem nuz die Stranzesischen sachen, wie joch das zuwegen bracht wurde, wider uf- und anzerichten understunden, ouch so heftig und so lang frid ruften, biß daß mit ir etlichen selbs und irer herschaften, insunders Bern, noch nie widerbrachten schaden, ir partischer, gitiger kib einen fürgang uberkam, der doch mit ufrechter einmüetigkeit vil ee und baß, ja mit loblichem nuz, einen fürgang uberkommen hätte; dan noch dis jars, nach erobretem herzogtum, wo der nachtruck, wie der heilig pund und der keiser begerten, aber der Eidgnosfen spännige anwält

werten, widern künig hantlich, wie angehaben, wäre fürgetrungen, so wär on zwifel ein Eidgnoschaft und ir mithaften, mit merung ir eer, lobs und nuzes, zu begertem friden kommen, und das noch me nach gewonnenem strit zu Nawerra, item und in der reis für Dision, wan der Sranzesisch künig einist dahin gebracht was, daß er finer kron wol benüegig, Italia und andre land gern hätte lassen rumen, und ein Eidgnoschaft, trüm und vest erlernt, vil me und höher, den vor ie, geschätzt und gehalten.

„Nun wolan, das ist d'ban;
's glückrad gat,
der mensch rat,
d'warheit bstat,
untrüm lat.“

Wohl mochte die Redlichsten und Verständigsten unseres Volkes auf dieser Höhe, auf welche es durch zwei Jahrhunderte beständig wachsenden Glückes geführt worden war und auf der es nun nicht allein die eigenen Lande, sondern zwei große Protektorate, im Westen ¹⁾ und im Süden, mit ebenso großer Kraft als Weisheit zu behaupten und dabei am meisten noch sich selbst vor Uebermuth und Genußsucht zu bewahren hatte, ein ängstliches Gefühl überkommen. Und in der That hat uns ein sehr

¹⁾ Das über die Franche-Comté begann ein Jahr vor dem mailändischen, vgl. pag. 179. Das Protektorat über Mailand erlosch durch die Einnahme der Stadt durch die Franzosen nach der Schlacht von Marignano. Die schweizerische Besatzung des Kastells, unter dem Hauptmann Sinsternauer von Bern, verließ Mailand zu Anfang des Oktobers 1515, nicht ohne sich von dem Herzog Maximilian schriftlich bescheinigen zu lassen, daß es auf seinen ausdrücklichen Befehl geschehen sei. *E. A.* III n, 926. Das Herzogthum ging den Franzosen in der Schlacht von Pavia, 24. Febr. 1525 verloren. Zunächst erhielt es der jüngere Sohn Lodovico Moro's, Francesco II. Sforza, als kaiserliches Lehen, nach dessen Tod der Sohn des Kaisers Karl V., Philipp II. von Spanien (1540).

Die Staatsverträge der Eidgenossenschaft mit Württemberg (*E. A.* II, 906; III n, 1283), Montferrat (*E. A.* III n, 1322), Lothringen (II, 922), Ungarn (*E. A.* III i, 867) haben auf ihre Konstitution keinen Einfluß geübt.

glaubhafter Zeuge, Antistes Bullinger, die deutlichsten Spuren einer solchen Gemüthsverfassung, aus dem Munde des bedeutendsten Staatsmannes jener Zeit überliefert, indem er Solgendes erzählt:

„Sie mag ich nicht unterlassen, daß ich mehr denn einest von Herren Diethelm Röusten, Bürgermeister (von) Zürich, gehört habe, daß er von seinem Herren Vater seligen, Marco Röusten, auch Bürgermeister (von) Zürich und Sendbot auf vorermeldtem Tag gen Baden oft verstanden, daß wie man sollte die herzoglich Bündnus beschließen und versiegeln, drei Streich gehört worden sind von allen Boten der Eidgnossen, die nit anders ertönt, dann als ob einer mit der Saust stark auf den Tisch geschlagen hette. Darob die Boten sich entsezt, und je einer den anderen angeluget, doch nichts desto minder fürgefahren, und die Bündnus zu besiegeln erkennt und beschloffen. — Als aber hernach zu Naverra an der Schlacht die Eidgnossen ein großen Schaden erlittind, und noch ein viel größern an den beiden Angriffen zu Merignan vor Marland — ward von verständigen Leuten geredt: Solchen dreifalten Schaden, harlangenden von der Herzogischen Bündnus, hätte Gott der Eidgnoschaft vorhin mit ermeldten drei Streichen vorge sagt, und warnungsweis künt, daß sie erlerntind wozu ihnen dientind Bündnussen mit frömden Herren.“

Ohne Zweifel erinnerte sich Marcus Röust als oberster Befehlshaber in der Schlacht von Marignano, welche dem Vertrag von Baden ein baldiges Ende schuf, an diesen seltsamen Vorgang, ¹⁾ und später deutete man die drei Schläge überhaupt auf die drei großen verlorenen Schlachten von Marignano, Bicocca und Pavia.

Mit denselben und der Schlacht von Cerissoles (am Po, unweit von Asti) vom 11. April 1544, in welcher die deutschen

¹⁾ Damals glaubten überhaupt die gebildetsten Leute, z. B. Macchiavelli, Guicciardini, Savonarola, aus persönlichen Erlebnissen heraus an solche Vorzeichen einer herankommenden großen Erschütterung.

Landsknechte und Spanier unter Cardona zuletzt noch geschlagen und die Rechnung ausgeglichen wurde, hörte die schweizerische Kriegsführung in Italien auf und verabschiedete sich die Eidgenossenschaft von diesem Schauplatz ihrer größten und unfruchtbarsten Thaten. Dieser Abschied von der ganzen kriegerischen Großmachtszeit der Eidgenossen zu Gunsten eines fortan stilleren Lebens klingt bereits durch in den schönsten Versen des schon mehrfach erwähnten Antwortliedes des Berners Manuel an die deutschen Landsknechte bei Bicocca:

„Der Anlouff was vergäben, wir mochtend nit an ouch kon,
 Nun machend ein wildts läben und rühmend ouch darvon,
 Daß wir uns zu der zyte alda hand von ouch hert,
 Was kamt Ir nit uf d' Wyte und hand ouch da gewert?
 Ein Ordnung macht man bhänder uff einem wyten plan,
 Um an demselben Ende mit ouch gar dapfer z' schlan,
 Da Niemand dar durfft kummen ein stryt mit uns z' bestan,
 So hand wir's Gschüz genommen und hand sprabend ghan.“

Wollten wir dagegen heute, auf drei seither abgelaufene Jahrhunderte unserer Geschichte zurückblickend, eine Vorbedeutung suchen, so würden wir sagen: die drei Schläge, an denen die alte Eidgenossenschaft unterging, waren die konfessionelle Trennung, die wenige Jahre später ihren Anfang nahm, der Bauernkrieg und die helvetische Revolution.



VII.

In dieser schon sehr komplizirten Bundesverfassung trat noch eine weitere Komplikation, oder auch, wenn man es so ansehen will, eine Vereinfachung, durch die große Glaubenspaltung des 16. Jahrhunderts, den Riß, der noch heute deutlich durch die Eidgenossenschaft hindurchgeht und nur überbrückt, nicht ausgeglichen ist. Der Beurtheiler irrt, der in diesem größten Ereignisse unserer späteren Geschichte nur eine kirchliche Angelegenheit, je nach seiner eigenen Anschauung eine Regeneration des Christenthums, oder einen schwer mehr gut zu machenden Abfall von dessen historischer Erscheinung erblickt. Die Reformation war gleichzeitig eine politische Revolution, hervorgegangen zum guten Theil aus politischen Motiven und politische Ereignisse einleitend. Denn, wie es keine gesunde Politik gibt, ohne einen tief und wahrhaft religiösen Untergrund, der ihr allein die nöthige Kraft und Nachhaltigkeit verleiht, so hat auch jede wahrhaft religiöse Bewegung die auflösende Wirkung auf unwahre politische Zustände, welche das ursprüngliche Christenthum schon auf das scheinbar aus Eisen für alle Ewigkeit zusammengefügte römische Weltreich ausübte¹⁾.

¹⁾ Es war die furchtbare vierte Monarchie, die der jüdische Prophet im Traume sah, die fünfte des allgemeinen Weltfriedens ist noch immer nicht erschienen, aber die Reformation und die französische Revolution sind doch, gegenüber den vorangegangenen Zuständen, deutliche Etappen auf diesem Wege für Alle, die sehen wollen.

Eine jede religiöse Reform ist das Resultat und das einzige Heilmittel sittlicher und sozialer Mißstände und sie hat notwendig eine staatliche und soziale Wiedergeburt zur Folge — das ist die Lehre, die unsere der sogenannten Renaissance-Periode sehr ähnlich gewordene Zeit aus jener empfangen kann. Wie jetzt, so war damals neben einer großen Blüthe von Wissenschaft und Kunst, in welcher der menschliche Geist seine höchste Befriedigung suchte, die Gleichgiltigkeit gegen die sittlichen Gebote, deren vollkommenster Ausdruck die christliche Religion ist, auf einen hohen Grad gestiegen und die Form, unter welcher dieser welterlösende Glaube sich der erlösungsbedürftigen Menschheit verständlich und zugänglich zu machen sucht, die christliche Kirche, bei allem äußeren Glanze auf ein ungewöhnlich tiefes Niveau herabgesunken. Daraus mußte zuletzt ein neues Heidenthum, oder dann ein Sichbesinnen auf die sittlichen Grundlagen der menschlichen Existenz hervorgehen, die wohl, vermöge der Willensfreiheit, die dem Menschen gelassen ist, eine Zeit lang vergessen, aber nicht vernichtet, oder ersetzt werden können. Das Sichbesinnen trat ein mit der doppelten Reform, die nicht allein die seither sogenannte reformirte, sondern auch die im Ganzen bei den hergebrachten Formen gebliebene sogenannte allgemeine (katholische) Kirche in Wirklichkeit von demjenigen Zustande trennt, wie er unter den Päpsten aus den Familien der Borgia, delle Rovere und Medici vorhanden gewesen war, welche selbst vollkommene Weltleute und gänzlich Kinder ihrer Zeit waren.

Der Fehler jeder religiösen Reform hingegen, auch der des „Christenthums“ ¹⁾, der „Reformation,“ und der heutigen Bewegungen, ist ein in der Art menschlicher Dinge begründeter Mangel, wornach eine jede solche geistige Anregung, die ihrer Natur gemäß etwas Individuelles, bei keinem Menschen völlig mit

¹⁾ Sobald es nämlich aus seinen Himmelshöhen in das Stadium der äußern Kirchenbildung tritt. Er begann sofort mit der Wahl eines Apostels durch das Loos, die in keiner Weise befohlen und nöthig war (Apostelgeschichte I, 15—26). Der wirkliche zwölfte Apostel wurde später auf eine ganz andere Weise berufen (Apostelgeschichte IX, 15).

dem andern Gleichartiges ist, durch die Berührung mit der Außenwelt und namentlich durch die Organisation, sei es nun durch Anlehnung an die bestehende gesellschaftliche Ordnung, oder durch die Gründung einer eigenen Nebenordnung, an ihrem inneren Gehalte einbüßt und in die Gefahr geräth, auch eine menschlich-natürliche, der Korruption ausgesetzte Einrichtung, wie alle andern, zu werden. Das ist das Schicksal der lateinischen Kirche bei uns gewesen, weil sie den germanischen Völkerschaften nur durch den römischen Staat hindurch und in bereits in demselben fest organisirter Gestalt zukam ¹⁾, und es war in kurzem auch das der evangelischen, die bald ebenfalls eine Staatseinrichtung der zu ihr übergehenden Kantone und ein Theil ihrer Politik wurde.

Die Reformation ging nicht von den speziell religiösen oder kirchlichen, sondern von den sittlichen Mängeln des Zeitalters aus, welche die Lebenskraft des Staates angreifen, der ohne sittliche Grundlagen nicht lange bestehen kann. Ohne diesen vorwiegend moralisch-politischen Charakter und ohne die damaligen äußerst weltlichen Beziehungen der Eidgenossenschaft zu der Kirche wäre Manches in der schweizerischen Reformationsgeschichte gar nicht erklärbar ²⁾. Der Ausgangspunkt war das

¹⁾ Bis die Ideen des Christenthums zu uns gelangten, hatten sie bereits einen Jahrhunderte andauernden Filtrationsprozeß durch griechische Spitzfindigkeit, römisch-byzantinische Staatsreligion und germanische Ursprünglichkeit, um nicht zu sagen Rohheit, durchgemacht; sie waren überdies im Abendlande weit über ein Jahrtausend lang das ausschließliche Eigenthum einer mächtigen Organisation gewesen, welche die Macht behauptete und besaß „davon dem Volke auszuspenden, so viel, so wenig ihr gefiel“. Man muß sich das bei Beginn der Reformationsepöche lebhaft vorstellen.

²⁾ Zwingli war selbst als Seldprediger der Glarner in den großen Schlachten von Novara und Marignano gewesen und hatte, wie Bullinger sagt, „im Heerlager fleißig gepredigt und an den Schlachten sich redlich und dapper gestellt mit Rädten, Worten und Taten“. Leider ist die Seldpredigt, die er auf dem Marktplatz von Monza, sechs Tage vor der Schlacht von Marignano hielt, in ihrem Wortlaute nicht mehr bekannt. Sie würde

Pensionenunwesen, das mit dem „Verein“ von 1521 mit Frankreich, welchem Zürich unter Zwingli's Einfluß nicht mehr beitreten wollte, (obgleich es noch im gleichen Jahre die Werbung für den Papst und Kaiser gestattete), einen neuen Aufschwung nahm. Dagegen predigte er zuerst, und nur allmählig entstand daraus der Gedanke an eine kirchliche Reform, während ebenso der kirchliche Konservatismus mit Gründen sehr materieller Natur zu einer schließlich untrennbaren Masse von Widerstand zusammenschmolz. Man kann daher auch die schweizerische Reformation nicht leicht datiren. Werner Steiner in seiner handschriftlichen Chronik sagt zwar von der Tagsatzung vom 4. Juli 1522: „Uff diesen tag huob an der stryt von wegen des gloubens und was der anfang und erst abschied von gemeinen eidgenossen davon, niemol zu Zürich und Basel davor von fleisshessens wegen in der fasten etwas unrum gewesen war“. ¹⁾

Dagegen sehen wir noch später Zwingli in Freundschaft mit dem päpstlichen Gardehauptmann, Bürgermeister Mary Röst, dem zweiten der Bürgermeisterdynastie Röst, der erst am 15. Juni

uns werthvoller zu seiner Beurtheilung und derjenigen der damaligen Zeit sein, als viele seiner späteren Schriften. Er war überhaupt nicht ein „reformirter Geistlicher“ im heutigen Sinne, sondern ein gelehrter Kriegermann und Patriot, der das Schwert auf seinem Standbild in Zürich, neben der Bibel, nicht mit Unrecht trägt.

¹⁾ Köttinger I, 117. Der Abschied selbst (E. A. IV, a, 214) enthält nichts Charakteristisches. Am 1. Januar 1519 begann Zwingli seine von der üblichen Kirchenordnung abweichenden Predigten über das Evangelium Matthäi. Die erste Disputation in Zürich gegen den Generalvikar des Bischofs von Konstanz, Sabel, fand am 20. Juni 1523 statt, im Laufe des Jahres 1524 wurden die Bilder, 1525 den 12. April die Messe abgeschafft und am folgenden Tag, dem Hochdonnerstag, das Abendmahl zum ersten Male in zweierlei Form ausgetheilt. Zur Verbitterung der Gemüther trug sehr der Jttinger Klostersturm vom 18. Juli 1524 bei, sowie die sofort auftretenden Ausschreitungen einiger Phantasten, wie Grebel, Manz, Röubli, Stumpf, die mit Thomas Münzer in Verbindung standen. Das ist alles in „Ursula“ von Gottfried Keller sehr gut geschildert. Schade, daß derselbe seine große Begabung für den wahrhaft historischen Roman nicht noch mehr an diese Stoffe gewendet hat, die gerade einer solchen Bearbeitung noch bedürften.

1524 starb; ebenso richtete Papst Hadrian VI. noch im Jahre 1523 ein wohlwollendes Breve an ihn und war man damals sogar der Meinung, es sei mit diesem nichtitalienischen Papst ein entscheidender Umschwung zu einer ernsteren, deutschen Lebensauffassung gegenüber dem mediceischen Skeptizismus Leo's X. in der Kurie selbst eingetreten. ¹⁾

Der ursprüngliche Gedanke der Eidgenossen war ein dem Allem entsprechender. Sie sahen das Verderbniß der damaligen Kirche und ihre Unfähigkeit, sich durch eigene reformatorische Konzilien aus demselben zu erheben, wohl ein und ebensowohl die Gefahren, welche mit dem völligen Umsturz einer solchen, auf uralten Fundamenten ruhenden, mit dem individuellen und staatlichen Leben in tausend Beziehungen stehenden Institution verbunden sein mußten. Sie wagten es daher in dieser doppelten Gefahr, etwas bestehen zu lassen, was in der damaligen Weise nicht mehr haltbar erschien, oder einen „Sprung ins Dunkle“ zu thun, der, zu unbekannten Zielen führend, dem konservativen Geiste ²⁾ ihrer Bevölkerungen widersprach, den Mittelweg einer staatlichen Kompetenzausscheidung zwischen Religion und äußerer Kircheneinrichtung einzuschlagen.

¹⁾ „Denn die welschen Cardinel lassend nitt gern die Tütschen uff diesen Stul sitzen“. Bullinger I, 67. 83. Es ist dies übrigens bei jeder großen Bewegung der Fall (auch z. B. dem Christenthum, der französischen und helvetischen Revolution und der jetzigen sozialen Revolution), daß sie in ihren ersten Anfängen weniger Schwierigkeiten begegnet, als in einer spätern Periode, in welcher sich der Widerstand organisiert und die Bewegung den Reiz der Neuheit und des ersten Enthusiasmus verloren hat. Dann erst kommen die kritischen Augenblicke und die gemischten Beweggründe.

²⁾ Bezeichnend dafür ist, daß, außer Zwingli allein und etwa noch Myconius und Haller (von Rottweil), die namhaftesten Vertreter der Reform: Oekolampad, Bucer, Musculus, Capito, Calvin, Beza, Sarel keine Schweizer waren. Ebensowenig waren es die heftigsten Gegner der Reform: Murner, Eck, Sabel und der übereifrige Pfarrer von Hühkirch, den Bullinger (II, 337) als einen Hauptanstifter der allmählig zunehmenden Erbitterung unter den Eidgenossen nennt. Es bestätigt sich auch in diesem Abschnitt unserer Geschichte die Erfahrung, daß dieselben ohne fremden Einfluß ihre Streitigkeiten ruhiger, als sonst, erledigen.

Das bedeutendste historische Denkmal dieser ersten, kurzen Uebergangsperiode seit dem Auftreten Zwinglis bis zu dem ersten Kappelerfrieden, ein merkwürdiges Aktenstück, aus welchem ein spezifisch schweizerisches Kirchenstaatsrecht, in Anlehnung an die alten kirchlichen Privilegien, hätte hervorgehen können, ist das sogenannte „Mandat vom Glauben“, ein vorläufiger Tagungsbeschluss sämtlicher Orte ohne Zürich, nebst den Zugewandten Graubünden, Abt und Stadt St. Gallen und Wallis, gegeben zu Luzern den 28. Januar 1525.¹⁾

Basel, Schaffhausen, Abt und Stadt St. Gallen erklärten dabei, sie hätten zwar keine Vollmacht, wollten jedoch den Beschluss „heimbringen“; Graubünden, man habe dort schon selbst einige solche Artikel mit dem Bischof vereinbart, bei denen man bleiben werde. Gemeint ist damit der erste Artikelbrief von 1524 (Nanzer Artikel), der nebst einem zweiten von 1526 daselbst wirklich zur Geltung gelangte und theilweise noch jetzt das dortige katholische Kirchenstaatsrecht ausmacht. Dieser erste Artikelbrief, sowie die bernischen Glaubensmandate von 1523 und 1524 lagen der Tagung vor, ebenso ein Projekt des Bischofs von Konstanz vom 26. Januar 1524, das oft mit dem Mandate selbst verwechselt wird.²⁾

Dieser Reformversuch, der auch eine politische Bundesrevision nachträglich zur nothwendigen Folge gehabt haben würde, lautet, nach dem in den Abschieden ausgewählten Exemplar,³⁾ wie folgt:

¹⁾ C. A. IV, a, 556. 570. 572 ff.

²⁾ Die 38 Artikel desselben würden im Falle ihrer definitiven Annahme ein schweizerisches Reformationsmandat gebildet haben. Das Solothurner Exemplar trägt auch die Ueberschrift: „Reformation der Päpstlichen und Luter'schen Leren“. Wir irren wohl kaum, wenn wir annehmen, der öftere eigene Anblick des damaligen verderbten Kirchenthums in Italien habe anfänglich auch die Eidgenossen der nachmals der alten Kirche treu gebliebenen Orte zu so bedeutenden Reformen geneigt gemacht.

³⁾ Die einzelnen, in den verschiedenen kantonalen Archiven vorhandenen Exemplare weichen in einzelnen untergeordneten Punkten von ein-

„I. Da es leider durch das Lehren und Schreiben der lutherischen und zwinglischen Prediger in der Eidgenossenschaft dazu gekommen, daß der alte wahre christliche Glaube in vielen Artikeln, namentlich (betreffend) die hl. Sacramente, die Verehrung der hochwürdigsten Jungfrau und der lieben heiligen verachtet und verspottet werden, und die Ordnungen, Satzungen und Strafen der Kirche nichts mehr gelten; damit nun aber der Mensch (der ohnehin immer mehr zu Uebel und Sünde, als zu Gutem geneigt ist) nicht so gar verrückt ohne Surcht und Strafe nach seinem bösen Muthwillen lebe, und nicht ein Jeder sich einen Glauben nach seinem Kopf und Verstand schöpft, zumal diese Irrungen in der Welt schon so weit um sich gegriffen, und der oberste geistlichehirt der Kirche und die geistlichen Obrigkeiten in diesen Sorgen und Nöthen schweigen und schlafen, so haben die Eidgenossen für gut und nothwendig erachtet, dem vorzubauen, damit sie und alle die Ihrigen von solcher Secte und solchem Mißglauben nicht vergiftet und verführt werden. Darum haben sie die nachfolgenden Artikel gesetzt und zu halten angenommen bis auf die Zeit, wo diese Zwietracht im Glauben durch das Mittel eines allgemeinen Conciliums oder durch andere genugsame christliche Versammlungen, an welchen ihre Botschaften auch Theil genommen, abgestellt, erläutert und die Einigkeit in der Kirche wieder hergestellt sein wird, sodaß Jedermann weiß, woran er ist; dann wollen sie wieder thun, was guten Christen zusteht.

1. Es soll Jedermann, er sei geistlich oder weltlich, sich hüten, mit Worten oder Schriften zu reden oder zu disputiren wider die zwölf Stücke des christlichen Glaubens, wie sie (als)

ander ab. Vgl. auch Bullinger I, 212 – 223. Seiner Version folgt Bluntschli im Urkundenbuch zur „Geschichte des eidgenössischen Bundesrechts“, das überhaupt öfter von dem jetzt offiziellen Text der eidgenössischen Abschiede abweicht, die eben zur Zeit der Verfassung jenes Werkes nur im 1. Band 1. Ausgabe (von Kopp) vorhanden waren. Auch die vor ungefähr 10 Jahren veranstaltete zweite Auflage von Bluntschli verarbeitet aber die Abschiede nicht, die damals schon zum größten Theile publizirt waren.

aus dem wahren Wort Gottes geschöpft von der Kirche angenommen und bisher gehalten worden.

2. Männiglich soll unterlassen, wider die hl. sieben Sacramente, die von Christo und aus seinem Wort von der hl. christlichen Kirche eingefetzt sind, zu reden, zu schreiben oder irgendwie zu disputiren, sondern jeder Christenmensch sich befließen, dieselben zu „erwirdigen“, zu glauben und zu halten ohne allen Zweifel, wie es die Kirche geordnet und bisher gehalten hat.

3. Es soll auch Niemand unterstehen und sich vorsetzen, die hl. Sacramente, besonders das Opfer der hl. Messe, anders zu brauchen und mitzutheilen, als wie die Kirche sie aufgesetzt und bisher gehalten.

4. Die hl. Sacramente sollen auch uns Laien mitgetheilt und gebraucht werden nach bisheriger Uebung der Kirche.

5. Es soll kein Laie das Sacrament des Altars empfangen ohne vorgehende Beichte und Absolution nach der Vorschrift der Kirche, noch dasselbe unter beiden Gestalten begehren oder nehmen wider die Ordnung der Kirche.

6. Man will jetzt auch in andern Ordnungen, Satzungen und Bräuchen der Kirche, als Fasten, Beten, Beichten, Buße thun, Singen und Lesen, Kreuzfahrten, Opfern und andern Ceremonien, keine Aenderung machen, sondern es soll damit gänzlich gehalten werden, wie es von den hl. Vätern und von den Vordern überliefert ist.

7. Weil auch der alte Brauch, in der Fasten und an andern Tagen weder Fleisch noch andere verbotene Speisen zu essen, aus guten vernünftigen, in der hl. Schrift begründeten Ursachen von den Vätern eingefetzt und nach jedes Landes Brauch löblich hergekommen ist, so will man das Uergerniß, das aus der Uebertretung dieser Satzungen entsteht, in unsern Städten, Landen und Gebieten nicht eindringen lassen, sondern sie halten wie von Alter her und die Uebertreter strafen nach jedes Ortes Gefallen, wie es früher zu Tagen verabschiedet worden.

8. Wir wollen auch nicht dulden, daß Jemand die heiligste Jungfrau Maria oder die heiligen Gottes schmähe und entehre, sondern wie alle unsere Vordern und die christliche Kirche es immer gethan, gütlich glauben, daß unsere liebe Frau und andere liebe heilige durch ihre Fürbitte bei Gott uns wol erschießen und Gnade erlangen können; wer dawider redete oder thäte, soll dafür strenge bestraft werden nach Erachten seiner Obrigkeit.

9. Es soll sich auch Niemand unterstehen, die bildungen und figuren unsers Herrn, unserer lieben Frau, des Crucifixes, und der heiligen in den Kirchen, Capellen, Bildhäusern oder andern Orten zu schmähen, zu entfernen, zu zerbrechen oder sonst zu entehren, sondern man soll die Gotteshäuser, Kirchen und alle Zierden bleiben lassen, wie von Alter her.

10. Da überall viel Entzweiung und Widervärtigkeit durch das Predigen der Prädicanten entstanden, so wird, damit solches nach Vermögen und mit Gottes Hülfe abgestellt und das Evangelium, das Gotteswort und die hl. Schrift in dem rechten Sinne, den die heiligen alten Lehrer in vielen berühmten und gründlichen Büchern hinterlassen, dem Volk allenthalben einhellig gepredigt werde, ernstlich verordnet, daß in unsern Städten, Aemtern, Gerichten und Gebieten Niemand das Gotteswort und die hl. Schrift lehren solle, der nicht von seinen geistlichen Ordinarien zuvor examinirt, als tauglich erfunden, durch glaubwürdiges Zeugniß dazu ermächtigt und von der weltlichen Obrigkeit des Ortes zugelassen worden; es sollen (also) keine Winkelprediger geduldet werden.

Die Prädicanten sollen das Evangelium, das neue und alte Testament verkünden und lehren nach dem rechten wahren Verstand, wie es die alten Lehrer, welche die christliche Kirche angenommen, ohne Zweifel aus dem Geiste Gottes gethan, ohne allen Geiz, und darin nichts Anderes suchen als der Seelen Heil und Besserung des Lebens, und sich dabei hüten vor andern „Stempfeeneien“ und Umständen, auch vor allen Lehren, die von der Kirche nicht zugelassen, und der hl. Schrift

nicht gleichförmig sind; namentlich soll ein Prädicant das Gotteswort und die hl. Schrift nicht nach seinem Verstande derart „bucken“, daß seine Lehre gegen die hl. Sacramente, die Ehre Gottes, die Jungfrau Maria, die lieben Heiligen und die christliche Kirche wäre, wie es jetzt leider an vielen Orten geschieht.

Denn wo von einem Prediger bekannt würde, daß er solche verführerische Meinungen und den neuen Mißglauben lehrte, soll er von seiner weltlichen Obrigkeit abgesetzt, vertrieben oder je nach Verschulden (härter) bestraft werden.

11. Da wegen des Segneuers und der Sürbitte für die Abgestorbenen, woran die Vordern und wir bisher geglaubt, was auch die heiligen Lehrer aus dem alten und neuen Testament genugsam erwiesen, die Concilien und die Kirche bestätigt und beobachtet haben, durch die lutherische und zwinglische Secte ohne Grund etwas Mißglauben und Widerspruch erweckt worden, so wird Jedermann gewarnt, nicht so leichtfertig nach dem falschen unbegründeten Vorgeben der Lutherischen von dem wahren Glauben abzustehen; es soll auch niemand in unsern Gebieten dagegen reden oder schreiben; denn wer es thäte, soll bestraft werden.

12. Es soll Jedermann die Gotteshäuser, Klöster, Stiftungen und Kirchen bei ihren Freiheiten, Gerechtigkeiten und altem Herkommen bleiben lassen, keine Gewalt gegen sie brauchen, ihnen nichts vorenthalten ohne Recht; wer es thäte, ist von seiner Obrigkeit ernstlich zu bestrafen.

II. 13. Miewohl wahr sein mag, daß die hl. Väter und Lehrer, auch Päpste und Concilien in guter Meinung die geistlichen Rechte mit vielen Ordnungen und Satzungen gemacht haben, so sind doch jene geistlichen Rechte und Satzungen nach und nach vermehrt, gestrengert und so überflüssig gehäuft und gegen die Laien mißbraucht worden, daß es uns öfters zu großem Nachtheil und Verderben gereicht, und dieselben anders gehandhabt werden, als es sein sollte. Und weil in dieser be-

sorglichen Zeit, wo der Wolf in den Schafstall Christi einbricht und die Schafe zerstreut, der oberste Wächter und Hirt der Kirche schläft, so gebührt es uns, als der weltlichen Obrigkeit, uns selber etlichermaßen Hülfe zu schaffen, damit wir und die Unsern wieder zur Einigkeit kommen, bei dem wahren Glauben bleiben und vieler Beschwerden sich entledigen; nicht daß man sich darum „gar“ von der römischen, auch gemeinen christlichen Kirche abwerfen und (ihr) widersetzen wolle, sondern einzig zu Verhütung und Unterdrückung weiteres Unfalls und Ungehorsams, wie auch Zertrennung der Eidgenossenschaft. Deßhalb hat man folgende Artikel aufgenommen, jedoch mit der obigen Protestation und Erklärung, daß man sich dem Entscheid eines allgemeinen christlichen Conciliums oder einer andern Versammlung, welcher die Boten der Eidgenossen auch beigewohnt, unterziehen und von der Kirche nicht sündern werde etc.

14. Die Leutpriester und Seelsorger sollen sich nicht „auf den gyt legen“, wie vordem so vielfach geschehen, sondern die hl. Sacramente nach christlicher Ordnung mittheilen und von Geldes wegen nicht verweigern.

Dabei waltet jedoch die Meinung, daß dem Pfarrer verabreicht werde, was ihm gemäß örtlichen Bräuchen und Rechten zugehört hat. Wenn aber der Leutpriester oder seine Helfer darin zu streng und unredlich handeln wollten, so soll die weltliche Obrigkeit nach Würdigung der Umstände darin entscheiden, damit der gemeine Mann nicht „übernossen“ werde.

15. Die Priester jedes Standes sollen sich ehrbar und wohl halten, den Stiftungen ihrer Pfründen sowie der Regel und Ordnung ihrer Gotteshäuser treulich nachkommen, sich alles laiiſchen Wandels und Wesens, (weltlicher) Kleidung und anderer unehrbarer Wohnungen enthalten, uns Laien ein gutes Beispiel geben und sich (überhaupt) dermaßen benehmen, daß keine Klagen über sie laut werden, da man künftig an ihnen nicht mehr (so viel) ertragen will, wie man bisher gethan.

16. Es soll jeder Pfarrer in Todesnöthen bei seinen Untergebenen bleiben und sie nach christlicher Ordnung treulich versehen und trösten bei Verlust seiner Pfründe.

17. Jeder Priester, er sei Pfarrer, Chorherr oder Caplan, soll seine Pfründe selbst besitzen und versehen, und niemand mehr eine Absenz von den Pfründen nehmen noch geben. Wer aber seine Pfründe nicht verwalten will oder dazu nicht tauglich wäre, der soll sie niemandem übergeben als seinem Colator.

Es soll auch keiner wegen absenter Pfründen heimliche Verträge mit Andern machen noch annehmen, bei Verlust seiner Pfründe.

Wenn aber Einer, der noch zu jung ist, um Priester zu werden, eine Pfründe besitzt, so soll ihm die Nuzung von der Pfründe bewilligt werden, sofern er sie durch einen geschickten Priester versehen läßt. Wenn er alt genug geworden, aber nicht Priester werden will oder dazu nicht tauglich ist, so soll ihm die Pfründe genommen und einem andern, befähigten, Priester geliehen werden.

18. Da sich jezt etliche Priester unterstehen, eheliche Weiber zu haben, so soll denjenigen, die solche genommen, keine Pfründe mehr geliehen und das priesterliche Amt verboten werden. Dergleichen soll, wenn ein Priester, der schon eine Pfründe hat, sich verhehelicht, die Pfründe ihm weggenommen und das Priesteramt ihm entzogen werden, sodaß er sich von seiner Arbeit ernähren muß, wie andere Laien.

19. Ordensleute, es seien Weibs- oder Mannspersonen, welche aus ihren Klöstern und dem Orden treten oder zur Ehe schreiten, sollen ihrer Pfründen und Gotteshäuser beraubt sein; doch bleibt jeder Obrigkeit vorbehalten, in solchen Sachen strenger zu handeln und den Schuldigen Gnade zu gewähren oder nicht.

20. Betreffend den geistlichen Gerichtszwang und den Bann ist verordnet, daß derzeit, wo niemand mehr darauf achtet, kein Geistlicher einen Weltlichen, oder ein Weltlicher einen

Geistlichen, oder ein Laie einen andern vor geistliche Gerichte laden soll, weder um Geldschulden noch Schmähungen, oder Srevel, Zinse, Zehnten, Renten noch Gülten, überhaupt um keinerlei weltliche Dinge, mit alleiniger Ausnahme der Ehesachen und der Irrungen und der Späne betreffend die hl. Sacramente, die Gotteshäuser und Kirchen, oder Irrlehren und Unglauben, überhaupt alle Dinge, welche die Seele berühren; die sollen vor den geistlichen Richter gebracht, sonst aber in allen menschlichen Angelegenheiten geistliches Gericht und Bann gegen niemand gebraucht, sondern jeder (Beklagte) in den Gerichten gesucht und beurtheilt werden, wo er wohnt, wie es gemeiner Landesbrauch und theilweise (schon) in den Bünden festgesetzt ist.

Werden nun Ehesachen oder andere geistliche Angelegenheiten an ein geistliches Gericht gebracht, so soll der Richter sie beförderlichst und mit den geringsten Kosten zum Austrag bringen, damit die armen Leute nicht mehr herumgezogen und mit großen Ausgaben beladen werden, wie es früher Brauch gewesen, wenn aber deßhalb Klagen eingehen, die sich als begründet erweisen, so wird man auf weitere Mittel zur Abhülfe Bedacht nehmen.

Vor dem geistlichen Richter und besonders dem Bischof zu Konstanz sollen auch alle Sündel deutsch vorgetragen und geschrieben werden, wie in andern Bisthümern bereits geschieht, damit wir Laien auch verstehen, was da gehandelt wird.

21. Da zwischen dem Sonntag, wo man das Alleluja niederlegt (Septuagesima), und der Saftnacht, wo doch sonst Jedermann am meisten die weltlichen Sreuden „pfligt“, dem gemeinen Mann etliche Hochzeiten verboten sind, aber um Geld bewilligt werden, so ist das künftig auch ohne Geld zu gestatten.

22. Da wir und die Unsern mit mancherlei römischen Ablässen beschwert und um großes Geld gebracht worden sind, so soll fürderhin in unsern Landen kein Ablass um Geld zugelassen werden.

23. Die Päpste und die Bischöfe behalten sich die Absolution einiger Sünden vor; wenn aber solche Fälle eintreten, so will man das Volk nicht absolviren, es gebe denn viel Geld darum; auch in ehrbaren, geziemenden Sachen wird ungeachtet der Noth keine Dispensation ertheilt, sie werde denn mit Geld „usgewegen“ (aufgewogen?). Da ist unsere Meinung: Was mit Geld bei den Päpsten und Bischöfen erreicht werden kann, soll jeder Pfarrer ohne Geld dem gemeinen Manne zukommen lassen, ohne Rücksicht auf päpstliche und bischöfliche Gewalt, bis auf weitem Bescheid.

24. Der Kurtisanen halb, welche die Pfründen anfallen, wird einfach verordnet: Es soll in Zukunft nirgends mehr gestattet werden, daß Einer des Andern Pfründe anfalle, und wenn solche römische Buben kämen, sollen sie gefangen und dermaßen bestraft werden, daß man später vor ihnen sicher ist.

25. Wenn Jemand, Mann oder Weib, in Krankheit oder Todesnöthen liegt, so soll keine geistliche Person, weder Priester noch Mönche, Nonnen, Beginen etc., den Kranken um ein Testament oder Schenkung seines Vermögens ansprechen ohne die Gegenwart der rechten Erben; will aber derselbe aus freiem Willen ein Vermächtniß errichten, so soll das geschehen vor drei laiiſchen Mannspersonen oder nach Brauch und Gewohnheit jedes Ortes, wobei jedermann sein Recht vorbehalten bleibt.

26. Wenn eine geweihte geistliche Person mit einer weltlichen, oder ein Laie mit einem Geistlichen Streit bekommt, so sollen beide Theile, wenn Friede geboten wird, denselben geben und nehmen nach allgemeinem Landesbrauch,

27. Da bisher die Priesterschaft sich zum Theil ungeschickt und unehrbar gehalten und böse Sünden verübt, die bei Laien an Leib und Leben bestraft worden wären, die Uebelthäter aber von den Bischöfen als ihren ordentlichen Obern nur leicht gestraft und meistens (bald) wieder aus dem Gefängniß entlassen worden, und weil sich das Laster und die „frevelkeit“ unter ihnen mehrt, und man die gegenwärtige Zwietracht und

Unruhe „gar nach“ von ihnen hat, so wird beschlossen: Wenn ein Priester oder irgend eine andere geweihte Person Verbrechen begeht, durch die man das Leben verwirkt, so soll die weltliche Obrigkeit, in deren Gebiet der Uebelthäter ergriffen wird, denselben an Leib und Leben bestrafen wie einen Laien, ohne Rücksicht auf die Weihe.

28. Da durch die Druckerei und die lutherischen oder zwinglischen Schriften viel Unruhe und Unglauben bei dem gemeinen Mann entstanden, so soll in unsern Städten und Gebieten niemand solche Schriften drucken oder feil bieten; werden solche Büchlein bei einem Buchführer (Händler, Hausirer) gefunden, so ist derselbe schwer zu bestrafen; wer solche Schriften feilhalten sieht und sie dem Krämer wegnimmt, zerreißt oder in den Koth wirft, soll damit nicht gefrevelt haben.

III. Da bisher der gemeine Mann von geistlichen Prälaten und Gotteshäusern, auch von edeln und unedeln Gerichtsherrn allenthalben der Leibeigenschaft wegen mit der Ungenossame, Sällen, Laffen und andern Herrlichkeiten gar hart und streng bedrückt worden ist, so wird erkannt:

29. Betreffend den Laß (das ist, wenn ein Leibeigener ohne Leibeserben stirbt, aber Schwestern oder Brüder hinterläßt, und sein Halschherr ohne Rücksicht auf diese rechten Erben zugreift und von der fahrenden Habe einen Theil nimmt, da die Hälfte, anderswo den dritten Theil, etc.): Es soll in Zukunft keiner mehr gegeben noch genommen werden. Ebenso wird aberkannt der ähnliche Brauch, der antragende Hand, Hagsstolz oder anders genannt wird, vermöge dessen der Halsa Herr den Leibeigenen, der ohne Leibeserben stirbt, in der fahrenden Habe, auf Kosten der Brüder oder Schwestern und anderer Blutsverwandten, ganz oder zur Hälfte, überhaupt ungleich beerbt.

30. In dem Fall sollen die Gotteshäuser und andere (Herren) die armen Leute, namentlich die Hausarmen, nach Möglich-

keit schonen und gnädig behandeln. Denn wo ferner bezüglich Klagen zu Tagen kämen, wie es vormals oft geschehen, so würde man weitere Mittel suchen, damit dem armen Mann geholfen und er dieser Beschwerde entledigt würde.

31. Der Ungenossame wegen (daß nämlich, wenn ein eigener Mensch außerhalb der eigenen Leute seines Hsalsherrn ein Weib oder einen Mann nimmt, er dafür von dem Herrn gebüßt wird) soll niemand gestraft werden, weil die Ehe ein Sacrament ist, und Jeder darin frei sein soll.

32. Wenn ein Leibeigener von seinem Herrn sich loskaufen will, so soll ihm das für eine billige Gebühr vergönnt und nicht abgeschlagen werden. Wenn aber der Herr zu viel Lösegeld fordert, so soll die hohe Obrigkeit nach Billigkeit darin vermitteln und entscheiden.

33. Da wir Laien von den geistlichen Fürsten, Prälaten, Klöstern und Stiften und andern geistlichen Leuten seit langer Zeit empfindlich beschwert und bedrückt worden sind durch Ankauf liegender und (anderer) zeitlicher Güter zu ihren Händen, so wird verordnet, daß künftig geistliche Häuser und Personen keine liegende Güter kaufen sollen ohne Bewilligung der weltlichen Obrigkeit jedes Ortes.

34. Es sollen auch die Klöster, Stifte und andere geistliche Häuser, die in der Eidgenossenschaft liegen, nicht Geld auf ewige und (un)ablösliche Zinse anlegen weder außerhalb noch innerhalb der Eidgenossenschaft ohne Wissen und Willen der Obrigkeit, worin das betreffende Gotteshaus liegt.

35. Jedes Gotteshaus soll schuldig sein, jährlich der Obrigkeit, in deren Gebiet es liegt, Rechnung zu geben über Einnahmen, Ausgaben, Vermögen und alle Handlungen.

36. Welcher Mensch, er sei gesund, krank, oder im Todbett, um Gottes willen etwas an Stiftungen, Pfründen oder sonst zu geistlichen Händen, was man nicht eigentlich vermehren will, zu vermachen wünscht, soll ein solches Vermächtniß frei von der Hand geben und nichts auf seine liegenden Güter als ewige, nicht ablösbare Zinsen legen, oder die Güter irgendwie

belasten. Das so vermachte Hauptgut soll dem weltlichen Pfleger des (beschenkten) Gotteshauses übergeben, um jährliche Gülden angelegt und bei jeder Ablösung wieder durch die weltlichen Vögte versorgt werden.

37. Niemand soll dem Andern das Seine mit Gewalt, ohne Recht vorenthalten, sondern Jeder dem Andern geben, bezahlen und halten, was er schuldig ist, es seien Zinse, Renten, Gülden, kleine und große Zehnten, Schulden und andere Gerechtigkeiten; es sollen auch Briefe, Siegel und Verschreibungen in Kräften bleiben und treu gehalten werden.

38. Schließlich wird vorbehalten, daß jedes Ort und jede Obrigkeit, wenn sie oder jemand in ihrem Gebiet von geistlichen Prälaten oder Gotteshäusern etc. durch Mißbräuche belästigt würde, darin billige Abhülfe schaffen möge; doch sollen solche Mittel den hier verschriebenen Artikeln keinen Eintrag thun.

„Item es soll jeder pott dise copy und artikel uf nächsten tag gen Lucern mit im bringen.“

Zürich war zu der Versammlung nicht eingeladen worden, bezeichnenderweise aber auch die Geistlichkeit nicht, obwohl der Bischof von Konstanz sich sogar ausdrücklich bereit erklärt hatte, die Mißbräuche abzustellen, welche die Eidgenossen als solche erkennen würden.¹⁾

Die sozialen Reformartikel, welche sich an die kirchlichen anschließen, zeigen deutlich, daß damals der Ittinger Klostersturm bereits stattgefunden hatte,²⁾ und eine Erleichterung des

¹⁾ E. A. IV 1 a, 556.

²⁾ Damals fürchtete man namentlich, Zürich werde den hart gehaltenen Unterthanen des Abtes von St. Gallen die Hand zur Befreiung bieten, wie dieß in der That ein bekannt gewordener „Rathschlag“ Zwinglis vom Dezember 1524 erwarten ließ. Oechsli, in seinen „Anfängen des Glaubenskonzflikts“, nennt denselben geradezu das „politisch-militärische Programm des Reformators“. — In Deutschland hatten die Unruhen des Bauernkriegs bereits begonnen: in Waldshut, unmittelbar an der Grenze, predigte Thomas Münzer; in Zürich fingen die Wiedertäufer Grebel, Manz

gemeinen Mannes, im Sinne unserer heutigen „sozialen Frage“ nach damaligen Begriffen aufgefaßt, nothwendig erschien. In dieser Richtung würde das Mandat vielleicht dem spätern Bauernkriege vorgebeugt haben.

Es lag nicht an den nachmaligen fünf katholischen Orten vorzugsweise, das muß unumwunden gesagt werden, daß das Mandat nicht definitiv zu Stande kam, sondern es waren in erster Linie die bald über dessen dogmatische Bestimmungen hinausgehenden reformirten Glaubensansichten,¹⁾ welche nach vergeblichen Versuchen und spätern Entwürfen vom 10. Sebruar, 1. und 4. März das gänzliche Scheitern dieser Verhandlungen herbeiführten²⁾. Mit der Tagsatzung zu Baden im April 1525,³⁾ zwei Monate nach der Schlacht von Pavia, stellte sich das bereits heraus und beginnt der permanente innere Kriegszustand, welcher die Eidgenossen im Laufe von beinahe zweihundert Jahren mehrmals auch zur thatsächlichen Begegnung mit den Waffen führte und die Grundlagen ihrer Bundesverfassung völlig verändert hat.

Diese Veränderung gewann zunächst Ausdruck in zwei konfessionellen Sonderbünden mit dem Ausland, nämlich dem „christlichen Burgrecht“ Zürichs mit der Stadt Konstanz,

u. A. weit über das Reformprogramm Zwinglis und der Regierung hinauszugehen an und mußten nachmals mit blutiger Strenge unterdrückt werden. Vgl. Bullinger I, 224. 245. 249. 294. 325. 384.

¹⁾ Namentlich das erste bernische Reformationsmandat vom 7. April 1525, das viel weiter ging.

²⁾ Ob dieß ein Glück war oder nicht, darüber lassen sich verschiedene Meinungen mit fast gleicher Stärke geltend machen. Wir sind geneigt, es dafür zu halten, denn, mit einiger menschlicher Toleranz und positiv patriotischer Gesinnung verbunden, sind entschiedene Glaubensansichten weniger entschieden vorzuziehen.

³⁾ E. A. IV 1 a, 613. Die Gegensätze der französischen und kaiserlichen Politik hatten auch in diese Glaubensfragen mit hinein gespielt. Vgl. E. A. IV 1 a, pag. 571 Anmerkung. Ueber die Schlacht von Pavia, die damals als ein großes nationales Unglück die Gemüther bewegte, vgl. Bullinger I, 256, über das Mandat I, 213.

deren „Pfaffheit“, wie Bullinger sagt, aus der Stadt nach Radolfszell, Ueberlingen und Mörsburg geflohen war, vom 25. Dezember 1527¹⁾ und dem „Serdinandischen Bündniß“ der V Orte Uri, Schwyz, Unterwalden, Luzern und Zug mit dem König Serdinand von Ungarn, Erzherzog von Oesterreich, der Hauptstütze der katholischen Glaubenspartei in Deutschland, vom 22. April 1529,²⁾ einem seltsamen späten Seitenstück des österreichischen Bundes mit Zürich vom Juni 1442. Bullinger erzählt die Geschichte dieser gefährlichen Verbindung mit folgenden anschaulichen Worten:

„Hieuor ist gemäldet wie die V ort habind angehept sich über Rhyn hinus hellden, vnd by Adel vnd Lantknechten hilff vnd trost suchen. Darzu wurden sy noch vil me bewegt, das sy verstundent was die von Bern an Sryburg vnd Solothurn geworben hattend. Dann sy die IV ort ire Endgnossen von Underwalden nitt ze verlassen gesinnet warend. So verdroß sy gar übel, daß sich die Christlichen Burgerstett so häfftig immerdar starktend, das ouch ein grosse vile lüthen imm Thurgow, imm Rhyntal, vnd erst iekund ouch zu Wesen vnd imm Gastaal, von inen zum heyligen Euangelio fiel.

Wie sy nun ein zyt har vil mitt dem Adel enet Rhyns, durch geschrifften vnd Botschafften, so heymlich inen müglich, gehandelt habend, vnd iekund die Brut dessen von Emps, vffrenten solt, vnd alls obgemeldet vff Seldknyrch durch Vry vnd Schwyz rent, habend sich radtsbotten der V orten zugeschlagen, alls ob sy da werend von des Brutlouffs wägen, hochzyt lüth, vnd sind zu Seldknyrch ouch yngeritten.

Zu Seldknyrch warend gägenwirtig befälchshaber vom könig Serdinando, vnder welchen ouch was graff Rodolff von Sulz, vnd Herr Ulrich von Hasperg, vogt der Rhynstetten vnd vff dem Schwarzwald, sampt andern, welche artickel stalltend, vnd von denen die hieuor gestellt warend sich vnder-

¹⁾ Bullinger I, 418. C. A. IV 1 a, 1214. 1510.

²⁾ C. A. IV 1 b, 1467. Vgl. auch IV 1 a, 410 und Bullinger II, 48.

rettend. Das beschach den 16. und 17. Sebruarn. Vnd wurden die artickel wider hinderlich gebracht vnd zu andern zyn-ten myter daruon gehandelt. Entlich aber ward die pündtnuß zu Walkhut beschloffen vnd besiglet vmm Georgy.

Vnd wie die größten sind der Eydgnoschaft in dieser pündtnuß vff Serdinandi Syten, vnd die größten pensioner vnd practizierer vß den V orten die grimmigsten sygend des gottsworts warend, also ward dise pündtnus alein vffgericht, den Bapsts glouben zu erhallten, widerumm vffzurichten, vnd den Euangelischen glouben in grund zu richten, vnd die gläubigen vß zu rüten. Hattend ouch darinn die Bärenhut schon geteylt, ee dann sy den Bären gestochen.

Vnd alls der V orten hernach genampten Botten zu Walkhut warend, ließend sy ire wapen vffschlahen zu dem Oesterrycher schilt, vnd ettlich der V orten diener sachtend vff pfawensädern vnd staltend sich nun boßlich vnd schandtlich, gar vn-eydgnosisch.

Wie nun sömlichs in der Eydgnoschaft vßbrach, was iedermann ganz grimmig wider die V ort: vnd ward nachuolgend Rym allenthalben geschriben, vnd geläsen,

Es macht mich gram, Daß sich der pfaw,
Darzu der Stier, Vnd sunst noch vier,
Sich hand vereynt, Wer hättts gemeint,
Die doch fürwar, Gar menge Jar,
Gewesen sind Recht erplich Sind.

Es ward ouch heyster geredt, dise pündtnuß were von den Oesterrychischen angenommen, alein das sy ouch die V ort vnd ander Eydgnossen vndertrucken vnd durch iren zyntracht, vnder dem schyn des gloubens beherrschen möchtind. "

Die V Orte wurden sofort von diesem Bunde abgemahnt, aber ohne Erfolg, und als dann noch ein reformirter Pfarrer, Jakob Kaiser in Uznach, gefangen genommen und in Schwyz verbrannt wurde, ¹⁾ zogen die Zürcher mit einem Theil ihrer Mitburger des chrißtlichen Burgrechts, dem sich inzwischen Bern,

¹⁾ Vgl. die Erzählung bei Bullinger II, 149.

Biel, St. Gallen, Mülhausen und Basel angeschlossen hatten,¹⁾ und gleicherweise die V Orte an die Landesgrenze bei Kappel in's Seld. Dort kam nach einer äußerst dramatischen Verhandlung vor den beiden Kriegsgemeinden, die besonders von Bullinger und Mykonius beschrieben ist, der erste (und beste) Landfriede vom 26. Juni 1529 zu Stande.²⁾ Die Erzählung Bullinger's lautet:

„Die Schidlüth erwelltend inen ein gemeinen plaz, vff dem sy imm Friden handeln möchtind. Der was Steinhusen, zwüschen beiden lägern, oder beiden lägern wol vnd an der march gelägen. Vnd nach beuestnetem anstand, beducht sy das fruchtbarist vnd der aller best yngang zu einem guten Friden, das beider parthynen einandern alles ires anligens verhortind.

¹⁾ Bern nach einem gewissen Schwanken zwischen 1524 und 1527. Vgl. seine Zusage an die V Orte, beim alten Glauben bleiben zu wollen, bei Söttinger (Sortsehung von Joh. v. Müller) II, 456 und 457.

Dieses „Christliche Burgrecht“, der erste konfessionelle Sonderbund, dehnte sich zwischen 1527 und 1531 zu einem größern, theilweise internationalen Glaubensbund aus. Die in den E. A. darüber enthaltenen Aktenstücke sind folgende:

Christliches Burgrecht zwischen Zürich und Konstanz	25. Dez. 1527, IV ₁ a, 1510.
„ „ „ Bern und Konstanz	31. Jan. 1528, IV ₁ a, 1510.
„ „ „ Zürich, Bern, St. Gallen	3. Nov. 1528, IV ₁ a, 1526.
„ „ „ Zürich, Bern, Basel	3. März 1529, IV ₁ a, 1521.
„ „ „ Zürich, Bern, Mülhausen	17. Februar 1529, IV ₁ a, 1526.
„ „ „ Basel-Mülhausen	8. Mai 1529, IV ₁ b, 1475.
„ „ „ Zürich, Bern, Biel	28. Jan. 1529, IV ₁ b, 1484.
„ „ „ Zürich, Bern, Basel, Schaffhausen	15. Okt. 1529, IV ₁ b, 1487.
„ „ „ Zürich, Bern, Basel, Straßburg	5. Januar 1530, IV ₁ b, 1488.

„Christliches Verständniß“ von Zürich, Basel, Straßburg mit Landgraf Philipp von Hessen 18. Nov. 1530, IV₁ b, 1514.

Projektirt war auch noch der Beitritt von Graubünden und Glarus. Bullinger II, 8. 46. 63, E. A. IV₁ b, 638. 710.

²⁾ E. A. IV₁ b, 286. 1478.

Dorum ward angefahren, das der hauptman panerherr, die räd, vnd fürname der Statt Zürich hinab gen Barr in Boden, vnder der V orten heer kummen vnd da offentlich ir anligen an die V ort sölltind offnen. Sömlchs ward von beiden heerlägern bewilliget.

Da was zu Barr in des Oeleggers matten vffgericht ein brügn, darumm warend der V orten zeychen vnd kriegsuolck, ein fast schön wol gerüst volck. Vnder die, vff die brügn, kamend deren von Zürich gwalltigen, (vnder welchen ouch die Schidlüth warend) vnd erschenntend da allen vnbill, der inen etliche iar har, von den V orten begegnet, vnd was sy zu feld zu ziehen verursacht hätte. Mitt nodt wider zu erholen. Denn das alles hieuor genügsam erzellt ist. Vnd lieffend mitthinz zu sich mercken, das wirwol inen erzellts alles begegnet vnd sy glich wohl zu sintlicher thaat vnd radt bewegt, noch denocht, wenn man inen in zymlikeit und billikeit begegnete, wölltend sy vil lieber mitt inen, den V orten, in der lieb vnd fründtschafft läben, in deren ire beyder vorderen zamen kummen vnd vil lieb vnd leynd, wie ouch sy alle die da zu gägen, vnd sy hinwiderumb mitt inen, erlitten habind.

Des folgenden tags kamend ouch alle hauptluth, panerherren, Räd, vnd gwalltige der V orten, hinuff gen Cappell, sampt den Schidlüthen.

Da was vnder dem kloster in der wend, vnder dem Boumgarten, (daruon ouch nitt wnt das geschüß gägen Zug gestellt was) ein brügn vffgericht. Vnd stund daz volck der Zürichern aller mitt der paner vnd zeychen in einer schönen starcken Schlachtordnung, das eben lustig zu sähen was vnd ouch die V ort sich deß verwundertend.

Als nun die V ort sampt den Schidlüthen, vff die brügn fründlich geführt, hub an Hanns Kug, Schuldheß und hauptman zu Lucern, erzellen iren der V orten glimppff, beklagt sich hoch, das sy über rächtbott merind überzogen, Vnd was inen in den gemeinen herrlichkeiten, als imm Turgöw, Rhynthal, vnder den Gottshußluthen, in den Sryen ämptern, zu

Bremgarten, und insonders zu Wesen und imm Gastaal, die die iren oder Schwyz und Glarus allein, begegnet, wie man die inen abzuge, vnd sy fast zuhin irer herrlikeit da entsekte, meldet er mitt ernsthafter klag. Derglÿchen ouch hieuor gehört vnd verstanden ist, vnd schlug ouch hiemitt daz rächet für, nach luth und sag der geschwornen pündten. Meldet ouch das zu letst, das Zürich vnd sy vil lieb vnd leynd gehept, sy vnd ire vorderen, habind ouch näben andern Eydgnossen nienen lieber fründ, dann eben sy ire allte liebe trüwe fründ vnd Eydgnossen von Zürich gehept: wöllind ouch noch nieman lieber zu fründen haben, dann eben sy, ir lieb Eydgnossen von Zürich.

Daruff Hanns Escher der redner, des fenlis, das gen Wädischwyl gesandt was, hauptman, der länge nach das verantwortet, das Schuldheßzug klagt, meldet ouch widerumm was inen begegnet. Das alles ich han darumm nitt geseht, daz es alles hieuor erklert.

Sieruff Schuldheßzug widerum antwortet, Es were niton, ettliche besondere lüth vnd personen hättind gethan, daz den andern orten nitt gefellig, daz sy ouch dorumm nüt möchtind. Doch wie disem allem, begärtind sy an ire getrüwen lieben Eydgnossen von Zürich, daz was sich verlossen man inen verzyhen söllte, daz wölltind sy ouch thun, vnd fürohin lügen, daz der glichen nitt me beschähe, vnd Eydgnossische trüw vnd liebe gehalten wurde.

Vff sömlich verhören beider parthnen ward von beyden parthnen in ein frid verwilliget, das die Schidlüth artickel setzen vnd die dann beyden teylen vff annehmen, abschlahen, oder erlüttern fürtragen sölltind."

„Die mittlung aber der Schidlüthen wäret ettliche tag, mitt grosser müg vnd arbeit. Dann die Schidlüth nach dem sy von beiden parthnen verstanden, staltend sy mittel zum friden. Vnd brachtend dann sömliche mittel beyden teylen für. Da dann neder teyl sin beschwerd vnd wie er begärt das

der artickel gestellt wurde, anzeigt. Da es aber dem andern teyl mißfellig, oder er inn vff ein andere gattung haben wolt.

Aller längist vnd hääftigist ward mitt zweyen articklen gehandelt, das man ouch in V orten söllte predigen lassen das Euangelium. Item die pensionen verschweren vnd die pensioner straaßen. Vff diesen zweyen articklen lag allermeist die Statt Zürich. Vnd schickt zum anderen maal von Zürich Botten gen Cappell, mit höchstem ernst anhaltende, das man die zwen artickel luther vnd klar machte. Bernn insonders wolt der pensionen halben mitt Zürich nitt gehalten. Vermeint die V ort hättind ir fryheit vnd regierung in vffern dingen für sich selbs vnd möchte man sie in sömlichen sachen nitt zwingen. So were der gloub eine frye gaab von Gott, der ließe sich ouch nitt zwingen. Gemeinlich ward vermeint, wenn man den glouben an dheinen enden vnd orten durchächte, so were es gnug. Das übrig wurde Gott hinzu thun. Vnd der pensionen halb, möchte man die V ort früntlich vermanen, so aber an inen nüt erlangt, doch vnder den 6 Stetten in irer selbs herrlichkeit die Straaff vorbehalten. Entlich williget Zürich ein Friden anzunehmen der göttlich, eerlich vnd beständig were. Wyter mocht man do nitt kummen."

"Dann nach vil vnd grosser arbeit, ward vff Joanis Baptista des 24 Juny, was Donstag, vnd der 20 tag, das Zürich mit dem fenlj gen Mury zogen was, der Frid von Schidlüthen beschlossen, vnd beiderseits angenommen. Daruff volgt groß fröuden schießen, in beiden lägern, vnd Gott loben."

Aus dieser Periode stammt auch die bekannte Erzählung von der Milchsuppe, welche bei Bullinger, wie folgt, lautet:

"Sömlich verhör beider heerlegern hat schon so vil gebracht (miewol sunst ouch der meertenl gemeins mans vnder den V orten nitt gaach was über die Züricher) das da die machten an einandern stießend, als zu Thann vnd Leematt, by Goldigbrunnen an den wolffstuden, vnd anderschwo, anhubind früntlich ein andern zu rüffen, vnd gespräch mitt einandren

hallten, und das sy zamen setzen, nitt mitt einandren schlagen wöllind. Es sye also ein plag über sy gangen. Da wöllind sy Gott bitten, das er sy vor allem bösen behüte.

Nun was es in den V orten traffenlich thür, vnd grosser mangel vnd hunger. Imm Zürich läger mocht man haben ein mütt kernen umm ein guldin, ein maaß wynn vmm ein halben bagen. Des liessend sich ettlich früntlich gesellen der V orten mitt syß über die nacht hinus, die wurden denn gefangen, für den hauptmann geführt, vnd mitt Brot begabet und wider heym geschickt.

Vff ein zyt namend vil dappfferer yellen von den V orten, ein grosse mutten mitt milch vnd stalltens vff die march in mitten, schrywend den Zürichern zu, sy habind da wol ein gute milchprochen, aber nüt darin zu brochen. Da luffend redlich gesellen der Zürichern, hinzu mit brot vnd brocheten yn, Vnd lag netweder teyl vff sinem erterich, vnd aassend die milch mitt einandren. Wenn denn einer über die halb mutten vß grenff vnd aas, schlug inn der ander teyl (in Schimpff) vff die händ, und sagt fryß vff dinem erterich. Vnd deren schimpffen (Scherze) giengend ettlich me für, daß, do es dem Stattmeister von Strazburg J. Jakoben Sturmen, der ouch vnder den Schidlüthen was, fürkamm, sagt er, Ir Endgnossen sind wunderbar leüth, wenn ir schon vneins find, so find ir eins und vergäffend der alten früntschafft nitt."

Einigermagen zu der friedlicheren Stimmung mochte auch die freundschaftliche Warnung von Konstanz her beitragen, daß die alten Seinde der Eidgenossenschaft, der Landsknechtsführer Mary Sittich von Hohenems, der Graf von Fürstenberg u. A. m. Miene machen, die Zwietracht der Eidgenossen zu einer Erneuerung des Schwabenkriegs zu benutzen.⁴⁾

⁴⁾ Bullinger II, 184. Ein guter biographischer Aufsatz über diese Gegner, zu denen auch noch der Graf Alwig von Sulz, Jakob von Medici von Müß, Heinrich und Selix von Werdenberg und einige Gränzzunker kleineren Schlages gehörten, wäre wünschenswerth. Die auf Seite 232

Der Friede enthielt als Hauptbedingung den großen und damals ganz neuen Grundsatz der Gleichberechtigung (Parität) von zwei Formen des christlichen Glaubens in eidgenössischen Dingen, wo gemeinsame Herrschaft stattfindet:

„Des ersten, von wegen des göttlichen worts, diemyl und niemand zum glauben gezwungen sol werden, daß dann die Oerter und die iren desselben ouch nit genötiget; aber die zuogwandten und vogtten, wo man miteinander zuo beherrschen hat, belangend, wo die selben die meß abgestellt und die bilder verbrennt oder abgetan, daß die selben an lib, eer und guot nit gestraft söllend werden; wo aber die meß und ander ceremonia noch vorhanden, die söllent nit gezwungen, ouch deheine predikanten, so es durch den merteil nit erkannt würt, geschickt, ufgestellt oder gegeben werden, sunder was under inen den kilchgnossen, die uf oder abzetuon, der glichen mit der spyß, so gott nit verboten ze essen, gemeret würt, dabñ sol es biß uf der kilchgnossen gefallen bliiben, und dehein teil dem andern finen glauben weder fechen noch strafen.“

Dadurch wurde für diese eidgenössischen Angelegenheiten zugleich der weitere Grundsatz anerkannt, der seither das Sundament der reformirten Kirche bildet, daß die Gemeinde, nicht eine allgemeine Kirche, die eigentliche Trägerin des Glaubens sei. Die heutige Anschauung der eidgenössischen Bundesverfassung ist auch das nicht mehr, sondern dieselbe faßt die Glaubensfreiheit individuell auf und findet in der Aufrichtigkeit des Verhältnisses der einzelnen Seele zu den göttlichen Dingen den eigentlichen Kern des Glaubens, ohne den eine äußerliche Gemeinschaft, sei es eine kleinere oder eine größere, überhaupt nicht viel Werth haben könne.¹⁾

erwähnte Hochzeit war die des Sohnes von Mary Sittich mit der Schwester des „Kastellans von Müß“.

¹⁾ Dieser heutige Gedanke war schon damals im „christlichen Burgerrecht“ enthalten, aber mit einer merkwürdig falschen Solgerung des Nachsatzes aus dem Vorderatz, nämlich: „Damit aber dises burgerrecht in allweg aest bas, und wie wyt sich das strecke, verstanden werd, so habent wir dasselbig

Ueber das „Serdinandische Bündniß“ und das „Christliche Burgrecht“ sprach sich der zweite Hauptartikel des Friedens wie folgt aus:

„Zum andern, von wegen der ferdinandischen pündtnuß und vereinung, diemyl dann die selb allein des gloubes halb ufgericht, und aber jeh durch uns die schidlüt vertragen, daß kein teil den andern des gloubes halb zwingen, fechen noch hassen, so sol die selb vereinung angends zuo unser der schidlüten der fünf Orten, namlich Glarus, Sryburg, Solotorn, Schaffhusen und Appenzell, handen ane alles verrucken uß dem feld gegeben und überantwort werden und die selb unnütz, hin, tod und ab fin, und sich dero und der glichen kein teil hinfür gebruchen, und von den andern burgkrechtten und pündtnüssen, so nümlich ufgericht, sol zuo tagen anzogen werden, wie man sich in denselben halten wölle, doch den burgkrechtten, so die beid stett Zürich und Bern mit inen selbs und andern gemachet, in allweg ane abbruch und unverleßlich.“

Klugerweise wurde also das Bündniß mit Fremden sofort aufgehoben, das wesentlich unter Eidgenossen allein bestehende hingegen, als ungefährlicher, geduldet, wornach es bis 1531 fortbestand, sich zuletzt aber auch immer mehr auf Fremde ausdehnte ¹⁾ und dann mit vollem Rechte durch den zweiten Landfrieden ebenfalls dahinsiel.

Außerdem wurde bestimmt, daß die IV Waldstätte oder andere, die Burgrechte unter einander haben, weder zu Beggenried, noch sonstwo, separat tagen und eidgenössische Dinge dort

hiemit durch nachgeschriben artikel erläutern wollen. Und fürnemlich, als der gloub und seligkeit der seelen in niemands gezwang oder vermögen bestat, besunder ain frnge unverdiente gnad und gab von gott ist, sollend deßhalb wir baid partien, namlich jede in irer oberkait, in sachen des gloubens und selicher sälligkeit handeln, [und sich halten], das sy getrume, gegen gott und mit hailiger geschrift zuo verantworten, wider welches ouch dhain tail den andern betrüben noch anfechten, ouch niemands andern, wer der wäre, der sich darwider zethuon vermäße, beholfen sin noch rätlich, noch in ainich weg zethuon gestattnen.“

¹⁾ Bullinger II, 289.

verhandeln und mit Parteiung „übertrommen“ sollen. Vielmehr sollen sie an eidgenössischen Tagen „mit ernst hülffen handeln one alles praktizieren und rotten.“ Es liegt darin die sehr richtige Anschauung, daß alles Parteiwesen mit Parteiversammlungen und Vorberathungen eidgenössischer Dinge durch solche, eine Gefahr in sich trägt. Ebenso wurde verfügt, daß der fremde Heker Dr. Thomas Murner, der 1525 von Straßburg nach Luzern gekommen war und durch seine polemischen Schriften viel zur gegenseitigen Verbitterung beigetragen hatte, sich gegenüber Zürich und Bern verantworten und von Luzern „nach seinem Verschulden“ gestraft werden solle.¹⁾

Am 24. Sept. 1529 erfolgte noch ein Beibrief²⁾ über die Kriegskosten und im Anschluß an einen Artikel des Friedens erließen dann alle XIII Orte ein gemeinsames strenges Mandat gegen alle Schmähreden, Schandbücher und Schandlieder; es soll überhaupt Niemand den andern „anziehen, stüpfen, schänzen“, sondern Jedermann sich miteinander „tragen, als fründtlichen und getrüwen Eydgenossen gebürt und wohl anstadt.“

Ein besonderes Zeichen von solcher echt eidgenössischer und wohlwollender Verständigkeit war es auch, daß der große Pergamentbrief des Sardinandischen Bündnisses trotz des anfänglichen Widerstandes der katholischen Orte noch ins Feld herbeigeschafft werden mußte und ohne Verlesung seines Inhalts vor Aller Augen vernichtet wurde. Die plastische Schilderung dieses Vorganges bei Bullinger lautet:

1) Er entzog sich dann der Strafe durch die Flucht. Bullinger macht über ihn die scharfe Bemerkung: „Des Murners halb, wiewol vff eins söllichen lychtfertigen schñöden verrüchten lügenhafften verlümbten Münchs schälben vnd loben nit vil zu buwen. hedoch die wil vnser Eydgnossen von Luzern, sich vnns in allen dingen widerwertig erzeigend vnd niena kein glichs noch billichs by inen finden mögend, vnd dann der artighel des frydens heydter vermag, daß diser ringwichtig münch von denselben von Luzern vns von beiden stetten eins rechten zessin gehaldten werden sölle.“ Muster seiner skurrilen Schreibart, wie sie etwa heutzutage in Tagesblättern geringster Art vorkommt, finden sich bei Bullinger I, 413 abgedruckt.

2) C. N. IV 1 b, 1483.

„Es hat sich aber begäben, daß do die hauptlûth vnd gwallthaber der V orten, die Serdinandisch pûntnus soltend herus gäben, das sich die sâch anhub stossen vnd sperren. Dann es den V orten gar ein vnlichen sâch was, eines sômlichen fürsten pûntnus herus zu gäben. Rôndtend ouch wol ermâssen, das inen sômlichs vffheblig vnd verweglich. Wie das der Stetten hauptlûth vnd gwallthaber marktend, redtend sñ mitt den Schidlûthen, das sñ one allen verzug die pûndtnus herus brâchtind. Petter im Sâg, venner der Statt Bern, sagt, So der pundt nitt bald har gebracht wirt, so werdent wir genôtet, inn mitt der proceß zu renchen. Zur stund manetend die von Zürich ir volck widerum zu feld, zu der paner. Die von Bern vnd andere Stett, embuttend in nî gen Bremgarten, daz man ir volck vffhalten vnd nitt passieren lassen sôllte. Also samlet sich das volck widerum, vnd ward ein nûrwe vnrum. Die Schidlûth hieltend aber den V orten so gar Streng an vnd zeigend, was inen daruff stûnde, daz ouch ir volck mitthizu zerlouffen, daß sñ die pûndnuß heruß gabend. Die ward gen Cappel gebracht. Vnd alls man sñ lâsen vnd verhôrren wolt, erzuckt sñ Hans Âbli Lantamann zu Glaris, stach mitt dem Mâsser durch, vnd zerrens sñ: alein dorum, das grôßere vnwill vermitten blibe, der gefolget, so man sñ da verlâsen. Dann sñ gar nitt Endgnosisch was. In dem die pûntnuß vernûtet ward, griffend ettliche nach den Schnûren, ettliche nach den Siglen vnd dem wachs. Hieruff brachend die paner der V orten imm boden zu Barr vff, vnd zog ein nede, nitt fast frôlich, heym.“

Dieser letzte Passus der Erzählung, der noch weiter ausgeführt wird, zeigt, daß bei den V Orten ein gewisses Gefühl der Verstimmung zurückblieb, das sich dann durch das sehr energische weitere Vorgehen Zwingli's mit Vorschlägen zu einer gänzlich veränderten inneren Bundes- und Rechtsordnung der Eidgenossenschaft, welche nicht mehr bloß die konfessionellen Ver-

hältnisse anbetrafen, sondern geradezu eine Art von politischer Hegemonie von Zürich und Bern beabsichtigten, in kurzer Zeit bis zu einem weit höhern Grade gegenseitiger Erregung steigerte.¹⁾

Mit einem „Proviantabschlag“ von Zürich und Bern gegen die V Orte und Rapperswyl begann der Bürgerkrieg von Neuem, welcher bei Kappel am 11. Oktober und am Zugerberg (zu Schynen) den 24. Oktober 1531 mit einer Niederlage der evangelischen Partei, dem Tode Zwingli's und dem zweiten Landfrieden vom 20./24. Nov. 1531 endete.²⁾ In demselben weht ein ganz anderer Geist, als in dem Frieden von 1529, der damit dahinsiel, und von nun an erweiterte sich die Glaubensspaltung zu einem dauernden Riß mitten durch die Eidgenossenschaft hindurch, der sich niemals gänzlich wieder schließen ließ und mehr als alles Andere zu ihrer dauernden Schwächung und Abhängigkeit vom Auslande beigetragen hat.

Die 125 Jahre von da ab bis zum dritten Landfrieden vom 26. Sebruar 1656 sind die Zeit der katholischen Gegenreformation³⁾ und der Errichtung dauernder konfessioneller

¹⁾ Ueber die Projekte Zwingli's vgl. E. A. IV 1 b, 1041. Ueber die erneuten Schmähreden vgl. Bullinger II, 336.

²⁾ Es sind eigentlich vier Separatfriedensschlüsse mit Zürich, Bern, Basel und Schaffhausen vom 20. und 24. Nov. 1531 und 31. Jan. 1532, denen noch ein Schiedsspruch betreffend die Glaubenszwistigkeiten in Glarus vom 21. Nov. 1532 folgt. E. A. IV 1 b, 1214/1567. 1221/1571. 1242/1575. 1277/1575. 1435/1584.

³⁾ Dieselbe wurde eingeleitet im Friedensschlusse selbst, der die Rapperswyl, Toggenburger, Gasterer und Mesener, „so unser Eidgenossen von Zürich nützlich angant noch vermandt sind“, ebenso Bremgarten, Mellingen und die freien Ämter, „die sich dien von Bern anhengig gemacht“, von den Garantien des Friedens ausschloß und auch allen bereits zur Reform übergetretenen Leuten der gemeinen Herrschaften die Rückkehr zum alten Glauben freistellte. Die Stelle lautet: „Zum andern so sollen wir zu beiden teilen einander by allen unsern freheiten, herlichkeiten und gerechtikeiten, so wir in den gemeinen herschaften und vogten hand, von aller menglichem ungehindert, genzlich bliben lassen. Es ist (ouch) luter zwüschen uns zu beiden teilen abgeredt und beschlossen, ob in den selben gemeinen herschaften etlich hilchhörinen, gemeinden oder herlichkeiten, wie die genempt möchten werden, die den nütwen glouben angenommen und noch daby beliben

Sonderverbindungen, eigentlich die Ausgestaltung einer schließlich eidgenossenschaft von zwei Bundeskörpern, die nur noch durch materielle Interessen zu Einem erweiterten Ganzen zusammengehalten wurden. Einzig die Parität der beiden Glaubensbekenntnisse in den wesentlichen gemeinsamen Unterthanenländern blieb dabei bestehen, um so mehr noch, als Bern durch die infolge des Unglücks von Kappel eingetretene starke Gegenströmung seine beiden ältesten Alliierten Sreiburg und Solothurn an die fortan VII-örtige katholische Glaubensgenossenschaft verlor, und ohne diesen Grundsatz nunmehr die evangelische Partei in den VIII Orten sowohl, wie in den IX-, X- und XII-örtigen Herrschaften stets in Minderheit und somit nach gewöhnlichem eidgenössischen Staatsrecht außer Stande gewesen wäre, ihre Glaubensrichtung daselbst zu beschützen.

Ob das „Unglück von Kappel“ wirklich ein Unglück im Sinne höherer geschichtlicher Auffassung gewesen sei, das ist vor noch nicht sehr langer Zeit, bei Anlaß der Enthüllung eines

wellten, daß sie es wol tuon mögen. Ob aber etlich der selben, so den nūwen glouben angenommen und wider davon zuo stan begerten und den alten waren cristenlichen glouben wider annemen wellten, daß sy des selbigen fr̃yes ur- loub, von mencklichem ungehindert, guot fuog, macht und gwalt haben söl- lent. Desglichen ob etwer in gemelten herschaften wäre, so den alten glouben noch nit verlouget, es wäre heimlich oder offentlich, daß die selben ouch ungefehrt und ungehasset by irem alten glouben blißen sölent. Ob ouch die selben, es wär an einem oder mehr enden, die sibē sacrament, das ampt der helgen meß und ander ordnung der cristenlichen kilchen ceremonia wider ufrichten und haben wellten, daß sy das ouch tuon sölē und mögen und das selb als wol halten, als der ander teil die predicanten. Sy sölē ouch die kilchen güeter und was den pfründē zuogehört, nach marchzal mit dem priester teilen, und das übrig dem predicanten gefolgen. Es soll ouch dhein teil den andern von des gloubens wegen weder schmähen noch schmähen, und wer darüber tuon wurd, daß der selbig je von dem vogte daselbs dorum gestraft werden söl, je nach gestalt der sach“.

Die Folge war eine Rückkehr vieler Unterthanen, sowie des ganzen Standes Solothurn bis auf wenige, Bern unmittelbar benachbarte Gemeinden des Bucheggberges, die noch heute kirchlich zu Bern gehören; ebenso von Wallis, das schon zur Hälfte reformirt geworden war. Vgl. Blösch, „Das Ende der Reformation in Wallis“, und E. A. V, 688. 1147.

Standbildes Zwingli's in Zürich, von Neuem untersucht worden und sollte nach Verlauf von drei und einem halben Jahrhundert wohl einer unbefangenen Beurtheilung anheimfallen können, wenn anders wir gesonnen sind, aus den Fehlern unserer Vorfahren für unsere eigene Zeit zu lernen. Wir begnügen uns bei diesem Anlasse zu sagen, daß eine Ausführung aller reformatorischen Pläne Zwingli's (die zwar auch bei einem andern Ausgange der Schlacht nicht unbedingt angenommen werden muß), ¹⁾ die helvetische Revolution um mehr als zwei Jahrhunderte beschleunigt und die dadurch noch mehr geschwächte Eidgenossenschaft in den dreißigjährigen Krieg verwickelt haben würde. ²⁾ Solche Gedanken mochten es vielleicht sein, die das Herz des patriotisch fühlenden Mannes bewegten, als er sein berühmtes Lied von 1529 dichtete, ³⁾ und noch mehr, als er unter düstern Ahnungen am 10. Oktober 1531 Morgens die Stadt mit dem Hauptbanner von Zürich verließ, um nicht wiederkzukehren. Es ist noch heute nicht leicht, ihm ganz gerecht zu werden. Doch kam ihm schon damals der größte Versöhner, den es auf Erden gibt, der Tod für die eigene Ueberzeugung, mit seiner ganzen Gewalt über die Menschenherzen zu Hilfe, ⁴⁾ wie denn auch heute noch unter uns Nachgeborenen der begründete Ruf eines politischen Führers, ein

¹⁾ Da hätten, selbst wenn man an die Alleinbestimmung des menschlichen Willens glauben würde, doch noch ganz andere Motive, als die rein konfessionellen, mitwirken müssen. Ueberhaupt wachsen die Bäume in der Eidgenossenschaft noch weniger, als in andern Staaten, in den Himmel.

²⁾ Die bereits angeknüpfte nahe Beziehung zu Philipp von Hessen, die mit dem Marburger Gespräch (Oktober 1529) begann, hätte diesen schließlichen Erfolg mit Sicherheit gehabt.

³⁾ Das Lied beginnt bekanntlich mit den Worten: „Herr, nun heb den Wagen selb, selb wirt sunst all unser farth!“ Vgl. Bullinger III, 21. 52. 113. 126. 165. 199. 202. II, 182. Zwei Spottlieder von Salat, die Bullinger (III, 160) erwähnt, sind (vielleicht zum Glück) nicht mehr vorhanden.

⁴⁾ Seine Leiche wurde auf dem Schlachtfelde von dem rohesten Theile des siegenden Heeres, gegen den Willen der edler denkenden Anführer, durch den Scharfrichter von Luzern geviertheilt und verbrannt.

guter Eidgenosse zu sein, die Absolution für viele Irrthümer in sich schließt.

Der zweite Theil des XVI. Jahrhunderts noch sah die förmliche Konstituierung der beiden Glaubensgenossenschaften. Kirchlich durch das helvetische Glaubensbekenntniß von 1566 (dem später noch die Consensusformel von 1675 folgte)¹⁾ für die Eine, die Promulgationsbulle «In coena Domini» der Tridentiner Konzilsbeschlüsse von 1572 für die andere Partei, deren Grundsätze nun beiderseits mit großer Strenge durchgeführt wurden. Für die Katholiken entstanden ferner durch die Stiftung des borromäischen Kollegiums in Mailand²⁾ und die Jesuitenschulen in Luzern (1579) und Sreiburg (1580) separate wissenschaftliche Unterrichtsanstalten, an Stelle der bisher einzig bestehenden schweizerischen Hochschule von Basel, und gleichzeitig wurde eine engere Verbindung mit ihrem Centralpunkte in Rom durch die Errichtung einer ständigen Nuntiatur (1579) hergestellt, welche fortan ununterbrochen bis 1873 bestand.

Politisch konstituirte sich die katholische Eidgenossenschaft durch den berühmten goldenen, oder borromäischen Bund, zu Luzern 5. Oktober 1586,³⁾ welcher dann noch

¹⁾ E. N. VI 1, 1826.

²⁾ E. N. IV 11, 1563 und 1567. Diese Stiftung, die 1886 wiederhergestellt wurde, jetzt aber mit dem erzbischöflichen Seminar in Mailand vereinigt ist, entstand theils durch den berühmten Kardinal Carlo Borromeo, theils durch den Kardinal Markus Sittich von Hohenems, aus der bekannten, der Eidgenossenschaft feindseligen Familie. Vgl. „Politisches Jahrbuch“ I, 607, II, 785, und E. N. IV 11, 955. 1150. Andere Jesuitenschulen entstanden in Wallis und Pruntrut und wurden auch in Solothurn und Graubünden solche zu gründen versucht.

³⁾ E. N. IV 11, 1590. „Goldener Bund“ heißt er wahrscheinlich wegen der schönen, mit einer goldverzierten Initialen und den Wappenschildern der VII Orte ausgestatteten Urkunde, die sich im Staatsarchiv von Luzern befindet. Es ist das äußerlich schönste Dokument der eidgenössischen Geschichte; die nächstschönsten sind die Mediationsakte und die neuesten Vereinbarungen mit Papst Leo XIII. über das Bisthum Basel-Lugano. 1528 schon sollte ein solches Bündniß verbrieft werden, wogegen aber damals

zwei Male, 1655 und 1714, förmlich erneuert wurde.¹⁾ Er lautet:

„In dem Namen der heiligen, göttlichen, unzertheilbarlichen Dryfaltigkeit vnd einigen Gottheit, Amen. — Wir von Stett und Landen der Siben Catholischen Orten Loblicher Endtgnosschaft Verordnete Rhät, Auch vollmechtige Anwältt vnd Sandtbotten, Namlich von Lucern Ludwig Pfnffer, Ritter, Panerherr, der Zyt Schulltheiß, Heinrich Sleckenstein, Ritter, Alt-Schulltheiß, Sebastian Seer, Panerherr, Niclaus Crug vnd Jost Soldermeyer, der Zytt Seckelmeister, All deß Rhats, Von Vrysans Jakob Troger, Ritter, der Zytt Statthalter, vnd Melchior Spiz, des Rhats, Von Schwyz Christoffel Schorno, Ritter, Panerherr, vnd Caspar Ab Yberg, beyd nün vnd Alt Landt Amman, Von Vnderwalden Ob dem Wald Johans Roßacher, Landt Amman, vnd von Vnderwalden Nid dem Wald Johans Waser, Ritter, Panerherr vnd Landt Amman, Von Zug, von Statt vnd Ampts wegen, Heinrich Ellsiner, deß Rhaats, Von Sryburg, Pancraz Wild vnd Martin Gottrom, beyd Seckelmeister vnd deß Rhaats, Vnd von Solothurn Steffan Schwaller, Schulltheiß, vnd Wolffgang Tägercher, deß Rhaats, — Diser zytt vß vollkommenem bevelch vnd gwallt vnser aller Herren vnd Obern vmb nachvolgender Sach willen In der Statt Lucern versampt, Thund khund meniglichem mitt disem Brieff. Nachdem dann vnser Herren vnd Obern vnd

Uri Protest erhob. Es geschah das dann zuerst in dem Bunde mit Wallis, in welchem die älteren Bünde nur vorbehalten waren: „usbeschlossen den artikel berüerend den christlichen glouben, den zuo schirmen sol uns kein alter pundt nit irren.“ *E. A. IV* 1 a, 1269. 1270. 1279; *IV* 1 b, 1464. Derselbe wurde am 9. Juni 1578 zu Glys bei Brieg erneuert und ist der eigentliche Vorläufer des goldenen Bundes. *E. A. IV* 11, 656. 1551.

¹⁾ Das zweite Mal wurde er gemeinsam in der Hofkirche zu Luzern am 3. Oktober 1655 beschworen, das dritte Mal in den einzelnen Orten. Damals (1714) wurde er in Zug „dem gemeinen Mann zum bessern Unterricht“ im Drucke herausgegeben. Vgl. *Helvetia* III, 255. Am 28. Febr. 1837 wurde auch der alte Dreiländerbund von 1315 als Bund „der drei alten katholischen Orte“ erläutert. *E. A. V* 11, 2164.

Wir Jekt eine lange Zyt har nit one großen schmerzen vnd
 mitt sonderm beduren sehen müssen, Was großen abfaals von
 dem waaren, allten Catholischen, Römischen, Apostolischen vnd
 Christlichen allein sáligmachenden glauben sich by vilen
 Nationen vnd Völkern In der ganzen Christenheit, Ja ouch
 biß gar nahent zu vnsern Thoren und Fußschwöllen (Leyder)
 zugetragen, die dann den wág vnd fußstapfen Irer Frommen
 Vorelltern und den Jektgemellten rechten waaren Catholischen
 glauben verlassen vnd sich von dem selbigen abgesondert, Vnd
 glychwol dabñ verhofft, der güttig Gott wurde ettwan ein
 gnádiges vergnúgen haben und sollichen abgetrettnen die Sonn
 der gnaden vnd das Liecht der Warheitt widerumb erschnen
 lassen, Das aber, vngezwifflet vmb vnser schwáren sünden
 willen, vnghar nitt allein verhindert, sonder ouch vñstruckenlich
 befunden vnd gespürt wúrdt, Sñ ne lenger ne verstockter vnd
 hartnäckiger darinn werdent, Als dann der ougenschnen vnd
 die tägliche erfarnuß durch die vilfaltigen practicken, Pündt-
 nussen vnd verpflichtungen, so sñ státs zusamen thund, sóllichs
 mitbringt; Uß dem nun clarlich abzunehmen, das der Súrft
 der Sinsternuß sóllicher practicken ein Leiter vnd fúrer ist,
 Sittenmal doch sñ, vnangesehen das sñ Inn vnd Vnder Inen
 selbs zertrennt, allein In dem einzig überein stimment, wie sñ
 vnsern waaren Catholischen glauben vndertrucken vnd vñrúttten
 móchtent. Dienvñl aber Gott der Allmechtig vns sonderlich vñ
 syner erbármde by dem waaren Liecht deß glaubens gnádig,
 Ja ouch wunderbarlicher vnse, erhalten, Das wir also In
 den fußstapfen vnserer Frommen vorelltern bliben, darumb dann
 Wir nit allein vns selbs vnd die vnsern gegenwirtiger Zyt,
 sonder ouch all vnser nachkommen hiemitt ernstlich erinnert
 haben wóllent, sólliche vnvñßprechenliche Wolthaten zu
 kærzen zefúren, Ouch syner Manestat sampt vns Jederzñt,
 mitt hóchster demutt vnd vnderthánigkeit schuldige dankbarkeit
 ze Leisten, vnd vñ das ernstlicheft sin Allmechtigkeit ze bitten,
 Sñ uns in dem selbigen fúrer und Jederzñt gnádighlich also
 erhalten wólle. Vnd so aber Wir erstgemellt die uffsáz vnd

practicken der nümglöubigen Wider vns Catholischen ne lenger
 ne meer sich sterckend vnnnd zunehmend, Da so habent nit
 vnbillich vnfre Herren vnd Obern der sachen ernstlichs vnd
 sorgfelltigs nachdenkens gehept, Söllichs alles In ansehung
 vnd betrachtung gegenwirtiger gefarlicher vnd selkamer
 schwäbender Löuffen mitt wolbedachtem mutt vnd zyttigem
 Rhaat erwägen Vnd daruff also einhällighlich für sich vnd
 Ire ewige nachkommen In Mhs vnd massen, wie harnach
 volget, sich entschlossen vnd vns, als Iren vollmechtigen An-
 wälten vnd bevelchshabern, In Irem namen zu verrichten
 bevolhen: Namlich vnd erstlich, so Nennend Wir die ober-
 nempten Siben Catholischen Ort einandern vff vnd erkennennt
 einandern für gethrüw Lieb Alst Endtgenossen, Mittburger vnd
 Landtlütt, ouch der Alten Catholischen, Römischen Religions
 Verrwandte, Hiemitt allen vnd Jeden andern gloubens oder
 Religions bekanntnussen alls Irrigen vnd sectischen für vns
 vnd vnfre nachkommen endtlich vnd genzlich widersagende.
 Wir erkennennt vns ouch wytter für wohl verthrumte waare
 herzhliche brüder, für wölliche wir fürhin einandern In allen
 Brieffen, Instrumenten, gemeinen vnd sonderbaren hendlen,
 In Worten vnd wercken also erkennen, namsen vnd hallten
 söllent, In massen, alls ob wir Eynliche Brüder wärent, ne
 einssis Lieb vnd Leyd deß andern Lieb vnd Leyd sye. Vnd
 ob glich vns wol zu wüssen, was wir Im faal zufallender
 not uß krafft zusamen habender vnd hievor vffgerichter
 Pündtnussen, Burgkrecht vnd verstendtnussen gegen einandern
 zethund schuldig vnd pflichtig (wölliche dann ouch darumb
 hiemitt dheinswegs widerrufft noch vffgehept sin, sonder söllche
 alle vnd Jede in Iren krefften vestendklich bestan vnd blyben
 söllent), So haben doch Wir uß bewegenden Ursachen söllche
 Pündtnussen vnd verstendtnussen mitt gegenwirtigem zuthun
 meeren wöllen; Vnd Namlich, Sittenmal Wir all gemeinlich
 bedacht vnd entschlossen, ouch endtlich für vns geseht, by dem
 waaren vngezwynffleten Alten Apostolischen, Römischen, Catho-
 lischen vnd Christlichen glouben vollkommenlich, bestendig vnd

vestencklich zu verharren, darinn vnd darby ze leben vnd
 sterben (Darzu vns Gott der Allmechtig sin göttliche gnad
 Jederzitt mittheilen wölle), Da so habent Wir einandern ver-
 sprochen vnd versprechent ouch das einandern hiemitt In
 krafft diß Brieffs für vns vnd vnser ewige nachkommen, die
 Wir dann harzu vestencklich vnd vnwiderruslich verbindent vnd
 verpflichtend, Das Wir, die Siben Catholischen Ort, aller
 erstlich vnd zuvorderst by dem selben Apostolischen, Römischen,
 Catholischen, Christlichen glauben einandern handthaben söllent
 vnd wöllent, Also wann Eins oder meer Orten vnder vnß
 (Das doch Gott der Allmechtig In ewigkeit gnädiglich ver-
 hütten wölle) von dem selbigen abtreten wölte, Das dann
 die übrigen Ort dasselbig Einzig oder meer Ort by gedachtem
 vnserm waaren Catholischen Altten Christlichen glauben zeblyben
 vnd zu verharren handthaben vnd nöttigen, Ouch die vrsächer
 oder vffwigler söllichs abfaals, wo die ergriffen werden
 mögent, nach Irem verdienen straffen söllent. Zu dem andern,
 so versprechent Wir die Siben Catholischen Ort, das Wir ein-
 andern by demselben obgenannten Waaren glauben mitt aller
 vnser macht und vermögen Lybs vnd gutts schützen vnd
 schirmen helfen söllent vnd wöllent wider alle die, so vns
 antastent wurdent, Niemandts vsgeschlossen; Dann kein Elltere
 noch auch Jüngere Pündtnuß, so vffgericht oder In künfftigem
 vffgericht werden möcht, vns an sölllichem schirmen ganz nit
 hindern, Noch darinn oder harwider einiche vßred, Sünd
 oder List, arguieren, noch disputieren endtlich nit sürgewendt
 werden sollen, Sonder wir versprechent einandern clarlich
 vnd vßtruckenlich, So bald wir, Es sye Eins oder meer
 Orten vnder vns, von einichem vpendt, wär der wäre, gar
 niemandts ußgeschlossen (der nit vnser Altten waaren glaubens
 Ist), vntlicher vnß angetastet oder überzogen wurde, Oder
 ob glich wol söllicher vngendt uß Andrem gesuchtem oder er-
 dichtem schyn, dann von deß glaubens wegen, den krieg wider
 vns anfieng, Das alls dann wir die übrigen Ort mit aller
 Unser macht dem oder denselben angetasteten oder überzogen,

wie vorgemellt, mit aller vnser macht vnverzogenlich zu hillff
 kommen vnd also Inen bystendig sin söllent, bis das sy vß
 aller not errettet sind. Vnd dienvyl man aber einandern nitt
 allein mitt' den waaffen, sonder ouch In andre wäg vnd wßs
 schädigen, durächten, verhergen vnd verderben kan vnd mag,
 So erlüttrend Wir vns ouch dessen clarlich hiemit, Namlich
 wann einichem vnder vns den Siben Catholischen Orten von
 Jemandem, so nitt vnfers Catholischen gloubens Ist, derglychen
 vnhydenliche sachen begegnen, Dardurch dasselbig Eins oder
 meer Orten vnder vns nottzwangs halb gethrungen wurde,
 zum ersten zu den waaffen ze gryffen, Wider des andern theils
 Tyranny vnd vnbill sich zu erretten, Das als dann Wir die
 übrigen Ortt ouch schuldig vnd pflichtig sin söllent, demselbigen
 Einem oder meer Orten vnder vns zehillff zekommen, In wßs
 vnd maß, alls hievor erlüttret ist vnd alls wann sy zuvor
 überzogent wärent. Es mag ouch disre vnfre Christenliche
 Pündtnuß ye zu zytten, wann es die Oberkeiten also für gutt
 oder nottwendig ansähen wurde, wol widerumb verläsen vnd
 beschworen werden, damitt es den Jungen ouch yngebildet
 vnd desto minder vergessen werde, Doch mit dem zuthun, das
 hierinn nükitt gemindert noch verendert werde, ouch dhein nūwe
 brieff nitt vffgericht werden, sonder die also In gutten krefft
 blyben. Letztlich, damit nun diß alles, so harinn geschriben
 vnd begriffen ist, Jek vnd harnach ewig by gutten krefft
 bestendig blybe, So haben Wir obgenannte Rhats Anwältt,
 alls vollmechtige befelchs vnd Schwallthabere vnser Herren vnd
 Obern, Nach dem Wir vns all gemeinlich mit vorgehendem
 erforschen vnser gwüßne, waarer rüm vnser sünden, daroff
 gethaner Bycht vnd empfahung deß aller heyligsten hoch-
 würdigsten Sacraments deß zarten Fronhynams vnfers
 Herren vnd erlösers Jesu Christi, vnder dem hohen Ampt der
 heiligen Mess von dem heiligen Geist gesungen, vnd andern
 Christlichen vnd harzu geprücklichen Cerimonien vnd solem-
 niteten In der Pfarrkilchen zu Lucern, vff dato diß Brieffs
 gehalten, versehen, In dem Namen der hochheiligsten Drey-

falltigkeit, Derselben, auch der vßerwöllten Himmelkönigin vnd Mutter Gottes Mariä und allem himmlischem höre zu Loob vnd Eer, Uns allen vnd vnserm Vatterland zu trost, zu erhalltung, vffnung vnd meerung vnser waaren Catholischen Religion, mit öffentlichem Eyd, vffgehepten fingern vnd geleerten worten vor dem angesicht Gottes vnd aller heiligen zusamen gelopt vnd geschworen, Lobent, schwörent vnd versprechent auch einandern, In nammen vnd an statt vnser aller Herren vnd Obern (wölliche Wir auch vß krafft habends bevelchs, sampt Iren und vnsern ewigen nachkommen harzu vestendlich vnd vnwiderrufflich verbindent vnd verpfflichtend), alles vnd Jedes, was diser Brieff vßwvnght, Vest vnd stätt ze hallten, auch demselbigen nachzecommen vnd zu geleben, gethrümlich vnd one gesaar, auch alle fünd, List vnd vßzüg genßlich vßgeschlossen vnd vermitten, In krafft diß Brieffs, dessen Siben glichsförmigs Innhalts, von wort zu wort glichluttende, vffgericht vnd mitt aller Siben Orten eignen vnd gewonlichen anhangenden secret Insiglen bewart vnd Jedem Ort einer zu händen gestellt. Geben vnd beschehen Vff Sonntag Morndes nach des heiligen Bñchtigers Sancti Francisci Tag, Von Christi Jesu vnsern lieben Herren vnd Säligmachers heilsamen geburt gezallt Sünffzehnhundert, Achzig vnd sechs Jar."

Dieser Brief hob also, allen anderen Bünden derogirend, nicht allein die kantonale Souveränität in Glaubenssachen auf und gab der Gesamtheit der katholischen Orte das Recht, einen einzelnen Stand zur Beibehaltung dieses Glaubens zu zwingen, sondern er schloß auch noch überdieß jede Revision seiner Bestimmungen für alle Zeiten förmlich aus.

An diese katholische Bundesverfassung schlossen sich an: Appenzell J.-Rh., dessen Trennung von dem äußern Landes- theil noch vor Abfluß des Jahrhunderts (8. September 1597) erfolgte,¹⁾ der katholische Theil von Glarus, bei welchem Stande

¹⁾ C. N. V I, 452/1861. 551/1876. 1867.

es jedoch nie zu einer förmlichen Trennung kam, ¹⁾ Mallis, der Bischof von Basel ²⁾, der Abt von St. Gallen ³⁾ und die Stadt Rotweil, in welcher eine heftige Gegenreformation, mit Austreibung aller Reformirten, stattgefunden hatte.

Der reformirte Bund umfasste hingegen die vier evangelischen Städte Zürich, Bern, Basel und Schaffhausen als Kern, sodann reformirt Glarus und Appenzell, Mülhausen, Biel und im Wesentlichen auch die III Bünde in Rhätien, ⁴⁾ ferner Genf,

¹⁾ Glarus war lange Zeit beständig auf dem Wege der Trennung, wie Appenzell. 1525 und 1526 hatten die Glarner den V Orten versprochen, den katholischen Glauben zu erhalten, waren jedoch 1530 nach dem ersten Landfrieden davon abgegangen und hatten die Reformation eingeführt. Zürich namentlich bemühte sich hier beständig, nicht alle demokratischen Länder katholisch bleiben zu lassen. Nach dem zweiten Landfrieden entstand 1532 durch einen Schiedsspruch vom 21. November der erste Religionsvertrag, durch den die katholische Minderheit eine gesicherte Existenz erhielt, 1564 folgte der zweite, 1623 ein dritter und 1683 19./29. Sept., nach vergeblichen Bemühungen der katholischen Orte, eine Trennung herbeizuführen, der große „Glarner-Landesvertrag“, eine Vereinbarung zwischen beiden Religionsparteien. Nach Außen übte dieser Vertrag die Wirkung einer Trennung. In dem französischen Allianzvertrag von 1777 z. B. sind separate Unterschriften und Bestätigungen von « Glaris Evangelique » und « Glaris Catholique » zu sehen. Auch die Ratifikationen dieses Vertrags erfolgten ganz separat von „Landammann, Rätchen und sämtlichen Landleuten des eidgenössischen Kantons Glarus evangelischer Religion“ den 17./28. Juli und von „Landesstatthalter, Rätchen und gemeinen Landleuten katholischer Religion zu Glarus“ den 29. Juni. E. A. VII II, 1326. Ueber diese Glarner-Verträge siehe E. A. IV I b, 1584; IV II, 1471; V I, 2113; VI II, 1. 25. 31. 2276.

²⁾ E. A. IV II, 1570; V I, 1945; VI I, 1630. 1700.

³⁾ Der wichtigste Vertrag betreffend den Abt von St. Gallen ist die sogenannte « Communella », eine Uebereinkunft mit den paritätischen Herrschaftsorten des Rheinthals über die Regierung daselbst, 20. Dezember 1676. E. A. VI I, 1701.

⁴⁾ Der Freistaat der drei Bünde in Rhätien war stets auf dem gefährlichen Wege, durch eine beinahe gleichmäßige konfessionelle Volkstheilung und durch die besonders schwierigen Verhältnisse des Unterthannenlandes Veltlin in eine solche unheilbare Spaltung hineingerissen zu werden. Doch war hier einerseits, wie dieß noch heute der Fall ist, ein sehr großer Sockel von natürlichem gesundem Menschenverstande vorhanden, dem alle

Neuenburg, Münsterthal, Neuenstadt und das reformirte Toggenburg. Eine eigentliche Bundesurkunde existirte hier nicht mehr, seitdem das christliche Burgrecht durch den zweiten Landfrieden

Uebertreibung, selbst unter den besten und höchsten Titeln, widersteht. Und andererseits lebte in diesen Gebirgen seit jeher ein Freiheitsgeist, der sich auch geistlicher Beherrschung, so wenig als weltlicher, zu fügen geneigt war und sich niemals in der Gebundenheit des goldenen Bundes wohl gefühlt haben würde.

Merkwürdige Beispiele hievon sind die Hinrichtung des Dr. Johannes Planta, Pfandinhabers der österreichischen Herrschaft Rhäzüns, wegen Annahme einer päpstlichen Bestallung als Probst zu Toglio und päpstlicher Generalvikar im Veltlin, ohne vorher eingeholte Genehmigung der drei Bünde. Dieser angesehene katholische Bürger wurde von seinen eigenen Glaubensgenossen im Vorderrheinthal, wohin er sich geflüchtet hatte, nach Chur ausgeliefert, von einem aus Katholiken und Protestanten gemischten Gericht, bei welchem ein « acerrimus papista », Balsar von Obervaz, als Ankläger und ein Evangelischer, Pol von Samaden, als Vertheidiger fungirte, zum Tode verurtheilt und am 31. März 1572 (im Jahre der Verkündigung der Tridentinischen Konzilsbeschlüsse und der Bartholomäusnacht in Paris) hingerichtet. Noch bezeichnender vielleicht ist die Thatfache, daß der Bischof Lazius Iser von Chur, welcher von 1540 bis 1549 regierte, mehr als einmal persönlich in der evangelischen Kirche zu Chur protestantischen Kindern zu Gevatter stand.

Noch im Jahre 1600 verfügt ein Bundesbeschluß „der Gräbnuß halb gegen den Evangelischen ist geordiniert, das man kein onderscheidt under ein anderen halten soll, sond beiden Orten einander vergraben wie Cristenluth“. Ebenso wurde 1685 das auf Betreiben des 1584 verstorbenen Kardinals Borromeo zu Roveredo im Misoxerthal (wie in Luzern, Pruntrut, Wallis und Sreiburg) errichtete Jesuitenkollegium durch Schlußnahme des Bundestages aufgehoben und die Inquisition im Veltlin auf das Entschiedenste verhindert. Vgl. Bott „Sans Ardufer's Chronik“, Commentar, pag. 321. 288. 520. 416. 399.

Eigenartige Schwierigkeiten verursachte das Unterthanenland Veltlin, das nach einer Gegenreformation des 17. Jahrhunderts, deren Denkmal die prachtvolle, auf Grund der Vision eines Hirten erbaute Wallfahrtskirche « La Madonna di Tirano » ist, unter eine Art von konfessionellem Protectorat der benachbarten spanischen Regierung in Mailand gerieth, welches die spätere völlige Ablösung vorbereitete.

Diese Verträge waren: zuerst der Vertrag von Madrid vom 25. April 1621, die Aufhebung aller „Erneuerungen so sint anno 1617 bis uff dato zu Nachtheil der catholischen Religion möchten yngefürt sin“ in Veltlin, Cleven und Worms, nebst einem weitem Vertrag darüber mit dem Bischof

aufgehoben worden war; im Jahre 1655 vor dem Dülmerger Krieg wurde von Zürich und Bern auch ein Entwurf aufgestellt,¹⁾ der jedoch nicht förmlich zu Stande kam.

Beide Theile hatten ihre engen Verbindungen nach Außen, die diese konfessionelle Doppel-Bundesverfassung, wie sie nach dem zweiten Landfrieden eintrat, ergänzten und garantirten: Die katholische Eidgenossenschaft, vor allem das „hülffliche Bündniß“ mit Savoyen vom 8. Mai 1577, das am 28. September 1578 in der Kathedrale von Turin feierlichst beschworen wurde,²⁾ der Bund mit Papst Pius IV. vom

von Chur vom 15. Januar 1622. Dieser Staatsvertrag wurde jedoch durch Referendumsabstimmung verworfen. *E. A.* V II, 2034. 2103. Ein Vertrag zwischen dem päpstlichen Stuhl, Frankreich und Spanien, wonach das Veltlin ein Depositum in Händen des Papstes werden sollte, 4. Febr. 1623. *E. A.* V II, 2105. Der Friede von Monzon zwischen Frankreich und Spanien 5. März 1626. *E. A.* V II, 2123. 2132. Endlich die Kapitulation der III Bünde mit Spanien über die Regierung im Veltlin, Cleven und Worms vom 3. September 1639, *E. A.* V II, 2197, die bestehen blieb. Ueber dieselbe vgl. „*Politisches Jahrbuch*“ II, 475. Ueber die Bünde mit Zürich, Bern und Venedig vide *E. A.* VI II, 2318. 2325; V I, 1894.

¹⁾ Vgl. *E. A.* VI I, 242. 1757.

²⁾ *E. A.* IV II, 1541. 1553. Voran geht der Vertrag vom 11. Nov. 1560, der die wirkende Ursache des verderblichen Laufanner-Vertrages war. *E. A.* IV II, 1461. 1477. Von da ab hoffte Savoyen ernstlich auch Genf, diese «*sentina malorum*», wieder zu gewinnen und war auch im Jahre 1589, als Bern mit ihm, entmuthigt, den Vertrag von Nyon schloß, sehr nahe daran. Vgl. *Helvetia* IV, 23. 276. Das satyrische Gedicht „*der Krebsgang*“, von Adam Christen von Ueberlingen, schildert genau die damalige verächtliche Stimmung der evangelischen Schweiz gegen die herrschende Partei im großen Rathe zu Bern. Der Vertrag von Nyon wurde durch Referendum des bernischen Volkes widerrufen und der Friede von St. Julien vom 21. Juli 1603 zwischen Savoyen und Genf stellte dann zuletzt die Sache wieder auf einen günstigeren Boden für die viel angefochtene Stadt. *E. A.* V I, 1898. Die Bündnisse Savoyens mit den katholischen Orten wurden indeffen auch noch mehrmals erneuert (*E. A.* V II, 2156; VI I, 1608) und bildeten fortwährend eine enge Glaubensgemeinschaft und in Verbindung mit den Walliser Bündnissen eine beständige Bedrohung Bern's in der Stänke.

10. April 1565,¹⁾ und das Bündniß mit Philipp II. von Spanien vom 12. Mai 1587²⁾ und seinen Nachfolgern in der Herrschaft von Mailand.

Die Reformirten hingegen zählten zu den Ihrigen: die Stadt Straßburg, den Markgrafen von Baden, den Pfalzgrafen, den Herzog von Württemberg, die Niederlande, Venedig³⁾ und zeitweise auch Frankreich, in Bezug namentlich auf den Schutz von Genf gegen die savonischen Ansprüche.⁴⁾ Im Jahre 1651, 28. und 29. September, enthalten die „geheimen Verhandlungen“

¹⁾ E. A. IV n, 1517.

²⁾ E. A. V r, 1829. 1915; V n, 2145; VI n, 2298. Der 9. Artikel in der Erneuerung des spanischen Bündnisses mit Philipp V. lautet am Schluß: „Und dieweil dann Wir Eidgenossen Ihre Katholische Königliche Majestet ein besonderer gutherziger eifriger Beschützer und Schirmer (zu) sein des alten wahren katholischen christlichen Glaubens wissen und erkennen, da so hat Ihre Katholische Königliche Majestet sich gegen Uns dessen erklärt und Wir der König versprechen es auch, namlich, wann es insonderheit Glaubenssachen belanget, oder zu Schutz, Schirm, Aufnehmung und Erhaltung des alten wahren katholischen christlichen Glaubens reicht und dienet, wie dann Anfangs dieses neunten Articul's Meldung beschiehet, sie alsdann Uns Eidgenossen nicht allein die benamsete Summe Gelds oder Kriegsleute, sondern noch darüber und zusammit der benamseten Summe und erläuterten Hilfe noch alle Hilfe thuen solle und wolle, es seie gleich an Geld oder Kriegsleuten oder beiden, wie Wir die verbündeten katholischen Orte daselbig selbst an Ihr Majestet oder dero Gubernator zu Meyland anfordern, begehren oder für nothdürftig (zu) sein erachten würden, da dann Ihre Majestet (ja auch in allweg) Uns trostlich und hilfflichen zustehen soll und will, wie gesagt.“

³⁾ E. A. VI r, 1964; V r, 1954; VI n, 2312. 2318; VII r, 1351. 1357. Ueber eine Gesandtschaft der evangelischen Orte an Holland und an Cromwell siehe: Helvetia I, 581.

⁴⁾ Frankreich stand abwechselnd zu beiden Parteien. Genf wollte es lieber selbst haben, als es dem nächsten Ansprecher Savoyen gönnen, wie es denn auch bereits das Pays de Gex im Jahre 1601 für sich erwarb, und auch das Interesse des Solddienstes gebot ein freundliches Verhältniß zu beiden Theilen. Vgl. E. A. IV n, 1556. 1584; V r, 1873. 1879. 1931. 1946. 1954; VI r, 1918. 1972 (Separatbündnisse). 1641 (allgemeine Bundeserneuerung), IV n, 1584 (Schutz des evangelischen Glaubens im Waadtland); VII r, 77. 1361. 1379 (katholische Bündnisse); VII r, 1398 (Bündniß mit Zürich und Bern behufs Intervention in Genf).

der Ehrenausschüsse der V katholischen Orte folgende bestimmte Aufstellung der beidseitigen Glaubensverwandten:

„Zur Berathung der allfällig nöthig werdenden Defensionsmittel zusammengetreten, sieht man sich vorerst nach den Gegnern um und findet als solche, sofern es zum Krieg kommen sollte, die IV evangelischen Städte Zürich, Bern, Basel und Schaffhausen; evangelisch Glarus und evangelisch Appenzell; die gemeinsamen Unterthanen evangelischer Religion; die Städte St. Gallen, Biel, Mülhausen, Genf, Straßburg; die unkatholischen Bündner, den unkatholischen Markgrafen von Baden, den Pfalzgrafen, Württemberg; dann vielleicht auch einige unkatholische Reichsstädte und Venedig; endlich möchte man versucht werden, Wallis zu „turbieren“. Zu ihren Freunden rechnen die V katholischen Orte Freiburg und Solothurn, Glarus und Appenzell katholischer Religion; die gemeinsamen katholischen Unterthanen; Wallis und katholisch Bünden; die Städte Baden, Bremgarten, Mellingen und Rapperswil, Rottweil und Constanz; den Bischof von Basel und den Prälaten von St. Gallen; ferner der Bündnisse wegen Frankreich, Spanien, das Haus Burgund und Savoyen; der Erbthron wegen das Erzhaus Oesterreich, beziehungsweise den Kaiser selbst; den Papst als Oberhaupt der ganzen katholischen Kirche; den Kurfürsten von Bayern «per racion di stato»; Lothringen und Florenz wegen alter Verhältnisse.“

Etwas gemildert wurde diese Trennung durch den Vertrag von Baden (7. Sept. 1632),¹⁾ der die Parität in den Landvogteien Thurgau und Rheinthäl, wo die Mehrheit der Bevölkerungen evangelisch geblieben war, näher festsetzte, namentlich in Bezug auf Ehegerichtsbarkeit, Pfründenbesetzung und positiven Ausschluß des Mehrheitsentscheides der regierenden Orte in Religionsangelegenheiten, und sodann durch den dritten Landfrieden, nach der ersten Schlacht von Dillmergen (23. Jan. 1656),

¹⁾ E. A. V II, 705. 1541.

welcher im Wesentlichen bereits das definitive konfessionelle Bundesstaatsrecht enthält.¹⁾ Darnach wird im eigenen Gebiet der Orte die Souveränität auch über Sachen, welche die Religion anbetreffen, unbedingt anerkannt und ist kein unparteiisches eidgenössisches Recht darüber zulässig; in den gemeinen Herrschaften dagegen sind Religionsachen schiedsgerichtlich zu gleichen Sätzen zu entscheiden und ist Mehrheitsentscheid der regierenden Orte nur in andern Angelegenheiten zulässig. Auch die Vorfrage, ob etwas die Religion betreffe, ist stets schiedsgerichtlich zu erledigen. Der sogenannte „freie Zug“ (*beneficium emigrationis*), d. h. die bloße Ausweisung Andersgläubiger (namentlich von Convertiten) statt der Bestrafung, der allmählig in den reformirten Orten üblich geworden war, wird nicht als Bundesrecht anerkannt, sondern es kann jede Religionspartei darin nach ihrer Gewohnheit handeln.

Im Jahre 1712 brach endlich der letzte der Religionskriege wegen des Abtes von St. Gallen aus, der mit seinem Lande Toggenburg in beständigem Streite lag und zeitweise sogar Miene machte, sich in seiner Eigenschaft als deutscher Reichsfürst der Vormundschaft der Eidgenossen überhaupt zu entledigen und statt dessen unter den Schutz Oesterreichs zu begeben.²⁾ Nach dem Gefecht bei Bremgarten gegen die äbtlichen Truppen erfolgte der erste und nach der (zweiten) Schlacht von Dillmergen

¹⁾ E. A. VI, 319. 1633. 26. Sebr./7. März 1656. Unmittelbar voran ging der Entwurf einer allgemeinen Bundesrevision. Die Schlacht von Dillmergen, ein entscheidender Sieg der Luzerner Seldherren Sonnenberg und Pfyster gegen den bernischen General v. Erlach ging für den Letzteren namentlich wegen Indisziplin des Heeres verloren, das sich in den Bauernhäusern zerstreut hatte, während die Generalität weit entfernt im Schlosse Lenzburg lag. Ein Spottlied jener Zeit sagt daher darüber:

„Muß warlich schier des bären lachen,
Der wöllt ze Dillmergen küechli baden.“

Eine interessante Chiffre-Schrift der katholischen Orte, festgestellt im Kloster St. Urban den 15. März 1655, siehe E. A. VI, 1750.

²⁾ E. A. VI, 11, 1016. 2285, Vertrag mit Kaiser Leopold I. vom 28. Juli 1702.

(25. Juli 1712) zwischen Bern und den katholischen Orten der zweite Arauer Frieden, gewöhnlich der vierte Landfrieden (mitunter auch der dritte, unter Auslassung desjenigen von 1656) genannt,¹⁾ welcher, mit einem Zusatz vom 15. Juni 1718²⁾, (Friedensschluß mit dem Abt Leodegar Bürgisser) endlich, nach beinahe 200 Jahren, das Ende der Glaubenskriege bildet. Leider auch nicht ein ganz glückliches Ende, indem sich die diesmaligen Sieger, Zürich und Bern, durch die Beseitigung der katholischen Orte aus der Mitherrschaft in der Grafschaft Baden, Bremgarten, Rapperswil und einem Theil der freien Aemter³⁾ und den Eintritt Berns in alle gemeinen Herrschaften (Thurgau, Rheinthal, Sargans, freie Aemter), an denen es bisher keinen Theil gehabt hatte, für ihre Kriegskosten allzu reichlich schadlos hielten. Dies veranlaßte die katholische Eidgenossenschaft zu der einseitigen Erneuerung der französischen Allianz vom 9. Mai 1715 nebst dem geheimen Beibrief vom gleichen Datum (Trüklibund)⁴⁾, worin ihnen Restauration versprochen war, der aber infolge des baldigen Todes Ludwigs XIV. zu keinem weitem Resultate führte.

Der vierte Landfriede ist die gemeinsame Bundesverfassung,⁵⁾ welche die beiden Religionsparteien nun noch von 1712 ab bis zu Ende der alten Eidgenossenschaft besaßen,⁶⁾ die einzige Bundesrevision, die sie noch zu Stande brachten. Er beginnt daher, wie das Stanser Verkommniß und unsere nach-

¹⁾ E. A. VI^{II}, 1700, 2330. 18. Juli, 9. und 11. August 1712 mit Publikationsmandat vom 12. Sept. 1712. E. A. VII^I, 1.

²⁾ E. A. VII^I, 1381.

³⁾ E. A. VI^{II}, 2340. 2343.

⁴⁾ E. A. VII^I, 81/1361. 81. 82/1379. „Trüklibund“ hieß er, weil er in einer versiegelten Blechschachtel aufbewahrt wurde. Das Geheimniß wurde aber sehr bald bekannt. Der „goldene Bund“ wurde in Verbindung hiemit ausdrücklich und feierlich neu beschworen.

⁵⁾ Vgl. hierüber Balthasar, „Gedanken und Fragmente“, pag. 105.

⁶⁾ Der Landfriede von 1531 wurde auch förmlich aufgehoben und dieß allein soll fortan der Landfriede sein und bleiben.

maligen eidgenössischen Bundesverfassungen seit 1815 mit einem feierlich religiösen Eingange, wie folgt:

„ Zu wissen kund und offenbar sei hiemit Männiglich, alsdann sich zu allgemeinem Bedauern begeben, daß zwischen denen loblichen Orten der Eidgenossenschaft, als nämlich Zürich und Bern an einem, dann Lucern, Uri, Schwyz, Unterwalden ob und nid dem Kernwald und Zug sammt dem äußern Amt an dem anderen Theil einiche Mißhell, Irrung und Zweispalt von toggenburgischen Landsbeschwerden und daherigen Klägten wegen erwachsen, und selbige mit dem Lauf der Zeit solche Weiterung gewonnen, daß endlich aus Gottes gerechter Verhängniß man nicht allein im Toggenburg und den abtst.-gallischen Landen, sondern auch in den gemeinen Herrschaften, sonderbar aber der Grafschaft Baden und den Freien Aemtern zu krieglichen Verfassungen, ja wirklichen Thätlichkeiten selbst gegen einander gerathen; daß darauffhin beide lobliche Orte Zürich und Bern sich benöthiget befunden, nicht allein der Grafschaft Baden sammt den Freien Aemtern und der Städten Baden, Mellingen, Bremgarten etc. sich zu bemächtigen, sondern auch des Thurgaus und Rheinthals zu versichern, derowegen dann die übrigen loblichen Städte und Orte der Eidgenossenschaft, als Glarus, Basel, Freiburg, Solothurn, Schaffhausen, Appenzell, Stadt St. Gallen und Biel aus wahrer Sorgfalt für die Erhaltung gemein lieben Vaterlands und den von unsern Altvorderen theuer erworbenen Freiheiten veranlaßet worden, eine allgemeine Zusammenkunft aller loblichen dreizehen und zugewandter Orte der Eidgenossenschaft nach Aarburg und Olten auszuschreiben, hernach aber gemeinsamllich besser befunden um allseitig mehrerer Kommlichkeit willen die Malstatt nach Aarau zu verlegen, allwo sich aller loblicher eidgenössischer Orte Herren Ehrengesandte einbefunden, durch welcher ohnermüdeten Fleiß, Arbeit und Sorgfalt die Sachen endlich so weit gebracht worden, daß entzwischen den loblichen Orten Zürich und Bern an einem, dann Lucern und Uri an dem andern Theil den 18. Juli 1712

wirklichen ein Srieden abgeredt und verglichen, in ein Instru-
ment verfaßt, von derselben Herren Ehrengesandten kraft von
ihren Herren und Oberen empfangener Gewalten allseitig
unterschrieben und mit dero Pitschaften verwahrt worden,
welchen verbriefeten Srieden aber damalen die loblichen Orte
Schwyz, Unterwalden und Zug nicht annehmen wollen; dero-
wegen dann die Sachen endlich dahin gekommen, daß man in
noch mehrere Thätlichkeiten und leidige Kriegsübungen gegen
einander zerfallen; bis daß endlich der sammtlicher loblicher
dreizehen und zugewandter Orten der Eidgenossenschaft Herren
Ehrengesandte sich wiederum in Aarau frischerdingen zusamen-
gethan, und nach Eröffnung ihrer von dero allseitigen hohen
Gewalten zum Sriedenschluß empfangener Vollmachten, durch
ihre angewandte ohngemeine Besorgfältigung, Eifer und Be-
flissenheit unter Mitwirkung des Segens des Allerhöchsten,
sothane Mißverständniß und Swietracht völlig erörtert ent-
scheiden, betragen und, Gott gebe, zu einem immerwährenden
Srieden und Vergleich verordnet worden, wie von Puncten zu
Puncten folget."

Die konfessionelle Bundesverfassung für die ge-
meinen Herrschaften bildete fortan das Publikations-
mandat vom 12. September 1712, lautend¹⁾:

"Wir von Städt und Landen der nachbenannten Orten
Loblicher Endgnosßschafft, als Zürich, Bern, Lucern, Uri,
Schweiz, Underwalden, Zug und Glarus, (Appenzell, wegen
Rheinthal) Räht und Abgesandte dermahlen auf der Jahr-
Rechnung zu Baden im Aergäu, aus Befehl und Gewalt Unser
allerseits Herren und Oberen bey einandern zu Tagen ver-
samt, thund kund öffentlich hiemit, demmenach zwüschen denen
beyden Lobl. Städten Zürich und Bern an einem, und danne
denen V Lobl. Orten Lucern, Uri, Schweiz, Underwalden, und
Zug an dem anderen Theil beandter Ursachen wegen, leyder!

¹⁾ E. A. VII, 1345. Dem Instrumente selbst folgen drei „General-
Reservationen" von Glarus, Sreiburg und Appenzell A. Rh. E. A. VII, 1350.

grosse Zwenetracht entstanden, und daraus Krieg und Blutvergiessungen erfolget; So aber vermittelst der ohnendlichen Gnad und Güte Gottes durch den, den 18ten September, wie auch den 9ten und 11ten Augustmonat jüngsthin zu Frau geschlossenen Sriden gäncklichen hingelegt, abgethan, und der liebe Srid und Ruhestand des Vatterlands, dafür dem Allerhöchsten demüthigest gedanket seye, wider hargestellet worden; Daß Wir reifflichen beherziget, wie zu Erhaltung der gemeinen Ruh und Wolsahrt nichts heilsamers, nüklichers, und nothwendigers seye, als gute Satz und Ordnungen, und unparthenische Handhab, und getreue Beobachtung, und das fürnemlich, wo zweyerley Religions-Angehörige bey und neben einanderen wohnen, und leben müssen, der Oberkeit höchstens ob- und angelegen, zu verschaffen, daß eine gerechte und anständige Aufführung under denselben beobachtet, und erhalten werde; Wie dann zu solchem End hin gedachtem Sridens-Schluß solche Satz und Ordnungen einverleibet worden, welche zu einer beständigen Regul und Richtschnur dienen, und hinfüro der Lands-Sried heissen und seyn, danne auch jedermänniglich, in so weit selbiger einen jeden in seinem Stand und Wesen ansehen und betreffen thut, von nun an obzuhalten, zugeleben und Solg zuleisten schuldig und verbunden seyn solle, inmassen wie der vierte Punct des aus beyden in eines zusammengetragnen Sridens-Instrumenti in allen seinen Articulen ausweist und vermag, als von Wort zu Wort folget:

Und weillen Viertens beyde Lobl. Ort Zürich und Bern das Thurgäu und Rheinthal zu gemeinsamer Regierung derjenigen Lobl. Orthen, welche selbige vorhero beherschet, widerum abtreten werden, mit Beding, daß vorhero so wohl der Religion als der Regierung halber die gebührende Paritet würcklichen zu Werck gerichtet werde; Gestalten hierumb abgeredt, vergliechen und beschlossen, daß künfftige Streitigkeiten in dennen gemeinen Herrschafften zuvermeiden und eine gerechte und Sridsamme Regierung zuführen, die Evangelische gleich wie die Catholische der Religion und Gottesdiensts halber

und was selbigem anhanget, in denen gemeinen Herrschafften, in welchen beyde Religionen sich befindend in einem ganz gleichen Rechten stehen und was jeder von beyden Religionen zu derselben Uebung in particularj zugehöret, derselben verbleiben, und sie dessen ohnverweigerlich zugenießen haben.

So sollen auch in hohen Regalien, Item wan es umb allgemeine Regierungs-Policen-Lands- und Kriegs-Ordnungen zuthun, könfftighin die Majora nichts entscheiden, sonderen wo darüber ohngleiche Meinungen wären, sollen gleichwie in denen die Religion ansehenden Geschafften, derethalb der Einte Theil vermeinte daß es die Religion nit berühre, der Andere Theil aber es für eine Religions-Sach dargibet, weder von den mehrern Lobl. Regierenden Ohrten noch viel weniger von den nachgesetzten Landtvögten nichts decidiert oder darüber gesprochen, sonderen darmit biß auff aller Lobl. Regierenden Ohrten Zusammenkonfft gewarhet und alsdan durch gleiche Säge beyder Religionen zu güeth- oder rechtlichem Auftrag geschritten werden: In allen anderen Sachen aber sollen die Regierende Ohrt wie hiebevor handeln, erkennen, richten und urtheilen und ein Meer ein Meer seyn und verbleiben.

Und gleich wie man zugeibt, daß die Catholische Geistlichkeit sammt allem was ihren Gottesdienst und Kirchenzucht betrifft, Item die Ehe-Sachen und was dem Foro Matrimonialj anhanget, vor dem bekanthen Richter ihrer Religion beurtheilet werden; Eben also sollen auch die Evangelische Pfarrere und Seelsorgere sammt allem was derselben Gottesdienst und Kirchenzucht betrifft, darunter auch die Bestell- und Haltung der Schullen begriffen, gleich der Judicatur über die Ehejachen, dem Richter Ihrer Religion Nammlich der Stadt Zürich auch allein unterworffen seyn; Die Schulmeister aber in allen anderen Sachen, aussert was die Institution und Religions Docierung betrifft, dem weltlichen Richter unterworffen bleiben; Auch wo die Eint oder andere Religion verlangte, daß die Schul gesonderet wurde, oder aber eine neuwe auffrichten wolte, solle solches derselben auf eigenen Costen zuthun bewilliget seyn.

Es solle auch kein Theil an des anderen Religions-Ceremonien und gebräuchen oder was immer seiner Glaubens-Bekanthnus nit gemäß ist, insonderheit auch nicht zu haltung des anderen Theils Säst- und Senrtagen verbunden seyn, und gleichwie die Catholische in Ihrem Gottesdienst, Ceremonien und Processionen nicht gehinderet, beschimpfet noch beleidiget werden, eben also sollen auch die Evangelischen in Ihrem Gottesdienst, Kirchen-Gebräuchen und Ceremonien nicht gehinderet, beschimpffet noch beleidiget werden.

In gleichem sollen die Landtvögt und Underthannen Ihrer glaubens-Bekanthnus gemäß jederweillen beendiget werden.

Danethin so war auch angesehen und geordnet, daß zu Verhütung besorglicher Ohnordnung für daß Könfftige die Kirch zu Verrichtung des Gottes Diensts an Sontagen von denen, die selbige zu Erst gebrauchen, denen so der anderen Religion sind, vom Srühling biß in den Herbst umb acht Uhren und vom Herbst biß in den Srühling späthst umb neun Uhren überlassen; es were dan Sach daß sie sich unter einanderen mit beydseithigem Belieben an eint- oder anderem Ohrt einer anderen Stund verglichen heten und darben verbleiben wolten; Jedem Theil auch zu Verrichtung des Ordinarj und Extra-Ordinarj Gottesdiensts durch die Wochen derselben gebrauch ohngehinderet gestattet werden; Zu solchem End, wo man keine eigene Kirchen Schlüßel und Meßmer hat, und derer begehrt wurden, solche dem begehrenden Theil zudienen sollen, Jedoch also, daß alsdann die Chor und Altär auß gemeinem Kirchengueth mit so weniger Einnahm der weithe als möglich beschloffen, auch dennen Evangelischen an solchen Ohrten, wo sie mit keinen Eigenen Tauffsteinen versehen, selbige zu eigenem gebrauch in die Kirch hinyn zusetzen ohne eineche Hindernuß gestattet werden; Zugleich auch Jeder Religion ein besonderer proportionierter Kirchhoff Ihre Todtne nach ihrer Religions-Manier und Übung zubegraben verwilliget seyn solle.

In fernerem ist auch abgeredt und verglichen, daß wo die der eint- oder anderen Religion Zugethane Ihren Gottes-Dienst

in einer Eigenen Kirchen zuverrichten eine neuwe bauen wolten, dazumahlen solches in eigenem Costen beschehen solle, doch daß sie sich alsdan selbiger Kirchen allein bedienen und zu der gemeinsamllich gehabten den Zugang auffgeben, mithin aber umb daß darzu verlassende Recht sich mit der anderen Religion verglichen mögen: Dasehrn auch eint- oder anderseithige Religionsgenossen eine gemeine besitzende Kirch in Eigenem Costen vergrößeren wolten, solle solches ihnen ohngehinderet gestattet werden; Jedoch daß der Baum also geführt, daß so viel möglich in Zeit des Bauwens kein Theil an seiner Religions Übung verhinderet auch der Catholischen Altär und Sacristeyen nichts benachtheiliget werde.

Also auch man die Evangelische umb beßerer Aemlichkeit willen, eine nechst gelegene Kirch darinn Ihre Religion geübet wird besuchen wolten, solle ihnen solches ohngehinderet zugelassen seyn.

Denjenigen Kirchhörenen wo nur allein der Evangelische Gottesdienst geübet wird, sollen dieselbe Kirchen-Güther, sie mögen bestehen worin sie immer wollen, denenselben zu eigener Verwaltung allein übergeben und überlassen werden: Da hingegen denen Catholischen auch an denen Öhrten wo der Catholische Gottesdienst allein geübet wird gleichmäßig die Verwaltung Ihrer Kirchen Gütheren auch allein übergeben und überlassen seyn solle: Die Kirchengüether aber an dennen Öhrten da selbige annoch ohnvertheilt und allwo beyde Religionen in Übung sind, solle die Natur solcher Kirchengüetheren erforschet und die Spend oder Almögens Güther nach Marchzahl der Leuthen jeder Religion getheilt, demenach auß den übrigen Kirchen Gütheren daß, was zu dem gelüth und Kirchen-Gebäuwen von Nöthen, bestimt, in zwey gleiche Theil getheilt, darvon jeder Religion einer zur Verwaltung zugestellet, und die unter dißem Titul sich ergebende Umbkosten zu gleichen Theillen bengetragen, daß Capital wohl mögen vermehret aber nit verminderet werden, von dem übrigen aber solle jedem Theil daß, was er zu Verrichtung seines Gottesdiensts bis da-

hin genoßen fürbaß gefolget und zu deßen Verwaltung übergeben werden, und die Gemeindsgenossen von der Eint. oder anderen Religion zu der anderen Gottesdienstsunderhaltung für das Könfftige nichts mehr benzustühren schuldig seyn.

Es sollen auch die Herren Collatores der jenigen Pfründen, wo die Pfarrer dem Züricher Synodo einverleibet auß dreyen Taugenlichen Subjectis, so ihnen von dahero vorgeschlagen werden, eines darauß zuerwehlen haben, anben aber auch die Pfarrhäuser gebührend in Ehren zuhalten sich angelegen seyn lassen.

Serners so ist man auch übereinkommen, daß die verlassenschafft der in gemeinen Teutschen Herrschafften absterbenden verpfündeten Herren Geistlichen deß Abzugs frey seyn solle.

Und weillen daß Rheinthallisch Landt Mandat nit allein eint. und andere Ohnordnung in sich haltet, sonderen auch die Religion einmischen thut, Als hat man auch für nöthig angesehen, daß daselbig verbeßeret werden solle, mithin dan auch der Landts. Sried von A. 1531 auffgehbt, tod, und abseyn, dargegen aber die dißmahlige Befridigung könfftiglin der Landts. Sried heißen, und die Landvögt so wohl als alle Geist. und Weltliche Gerichtsherrn und Collatores zu dißem newmen Landts. Srieden verpflichtet und verbunden seyn sollen.

Damit dan auch in verwaltung der Justiz die Ohnparthenlichkeit desto beßer Plaz finden möge, so sollen die Ehrenstellen, Aembter, und Oberkeitliche Bedienungen von nun an auß beyden Religionen bestellet werden, also daß gleichwie der Landtschreiber im Thurgeum Catholischer Religion bleibt, hargegen jederzeit der Landt. Amman Evangelischer Religion seyn.

Es solle auch fürohin die Landtschreiberen des Rheinthals beständig durch einen Evangelischen Landtschreiber bestellt und versehen werden, der nechste Beambtete auff ihne aber Catholischer Religion und den Lobl. Catholisch-Regierenden Ohrt

selbigen zubestellen überlaßen werden von der Qualitet wie der Evangelisch Beamtete in dem Sarganger Land seyn wird, und wie die samtllich Regierende Ohrt desthalber überein kommen werden, und obgedeuhte Landtschrieber und Landtammannstellen je zu zehen Jahren umb abgeänderet werden, und jedesmahl an eines Catholisch abgehenden Landtschreibers statt widrum ein Cathol., und vice versa an eines Evangelisch abgehenden auch widrum ein Evangelischer bestellet, und also auch mit den nechsten auff sie folgenden Oberbeamteten verfahren werden, die Wahl aber so sehn sie einen Catholischen zubetreffen hat, denen Catholischen, wo es aber ein Evangelischer seyn soll, dennen Evangelischen Ohrtten gebühren solle.

Ubrige so wohl Civil als Militar-Bedienungen, als da sind Undervögt, Landtrichter, Wenbel, Landt-Gerichts-Diener, Item Redner, Landt- und Quartier-Haubtlüth, Haubtlüth, jeder Religion ohne unterscheid gleich viel bestellet werden, darbey es der Redneren halber die Meinung hat, daß zu dennen dighmahls vier Catholischen zu Sraumenfeld annoch zwey Evangelische hinzugethan, auff daß absterben zweyer Catholischer aber es fürbakhin bey der Zahl der vier Redneren als zweyer Evangelisch und zweyer Catholischer gelassen werden solle.

Serner solle auch in dennen Nideren Gerichten, wo man von beyden Religionen unter einanderen wohnet mit Besetzung der Amman und Richterstellen also verfahren werden, daß an dennen Ohrtten wo zwey Drittel der einten Religion, die Richterstellen auch mit zwey Drittel Richteren von selber Religion bestellet, wo aber die Manschafft geringer als zwey Drittel, so solle danzumahl daß Gericht halb von den Evangelisch und halb von den Catholischen besetzt, und allwegen ohne unterscheid der größeren oder weniger Manschafft mit der Amman oder vordersten Richter-Stell alterniert werden.

So sollen auch die Waißen mit Vögten Ihrer Religion besorget, die Srömbdlin ohne aller Regierender Ohrtten Consens nicht zu Lands-Kinderen, noch die Lands-Kinder derer Ohrtten, wo sie nit Burger, oder Gemeindsgeossen sind, wieder

den Willen des mehreren Theils der Gemeindsgeuossen weder zu Burgeren oder Gemeindsgeuossen noch Besessenen angenommen werden, auch weder die Landtvögt noch Gerichtsherrn selbige unter dem Vornand des halben Meers noch sonst einicher Massen darzu nit nöthigen mögen.

Danne die Kauff in Todtne Sänd betreffende so sollen solche Niemand als den Regierenden Ohrtcn für sich, doch so zugelassen seyn, daß die übrige mitregierende Ohrt umb den Consens gebührend ersucht werdind.

Die heimliche Kläger und Kundtschafften sollen füröhin abgestellt, die Unterthannen mit strenger Regierung nit beschwehrt, noch mit ohnmässigen Canklen oder anderen beschwerlichen Cösten belästiget, sondern in allen Dingen mit ihnen milt und vätterlich verfahren werden.

Wan danethin Lobl. Regierende Ohrt, (welches aber Gott ewig wende) in Krieg gegen einanderen zerfiellen, so solle kein Theil er mache gleich die Majora auß oder nit, mögen die gemeinen Unterthanen mahnen, sondern diße sich neutral halten, und Keinetwederem Theil weder Volck, Gelt, Munition oder Probiannt geben, oder einen anderen Vorschub thun anderst als mit Gebätt zu Gott zu deroelben wieder Verein und Befridigung.

Weiters ist hierdurch versehen, daß in dennen gemeinen Herrschafften Mäniglich Geist- und Weltlichen, verbothen seyn solle, einiche Sortifications-Verck sie seyen Klein oder Groß, regular oder nit, unter was Prätext es immer seyn möchte zubaunen ohne Consens aller Lobl. Regierenden Ohrtcn.

Die Maleficanen von beyden Religionen sollen in kein Weiß noch Weg zu Aenderung der Religion angehalten, sonder wan einer unter währendem Proceß einen Seelsorger seiner Religion zu seinem Trost beehrte ihme solches in Beseyn eines Beampteten gestattet werden, wan aber der Proceß ihme allbereith gemacht, solle der Seelsorger so er beehrt den ohngehinderten Zugang zu ihme dem Maleficanen ohne Beseyn

eines Beambteten haben, und von ihm biß zu der Richtstatt begleithet werden mögen.

Zu desto sicherer Verhütung dan aller ohnbeliebigkeiten und reizenden Anläßen soll künfftighin alles verhaßte Schmützen und Schmähen von Geist- und Weltlichen, in und aussert der Kirchen, mündt- und schriftlichen bey höchsten ohngrad verboten, und abgestrafft werden, auch solle bey gemeinen und sonderbahren Zusammenkonfften es sene im Reden, Schreiben und dergleichen die Einte Religion Evangelisch und die andere Catholisch genennet und betitlet werden.

Ubrigens dan solle auch in Justiz-Sachen Succession, Erbschafften und Callocationen die einten gleich den anderen ohne unterschied der Religion gehalten und angesehen, auch bey denen Lehens-Verleihungen Keinem der Religion halber etwas zugemuthet werden.

Wann nun Krafft dises Sridens-Schlusses heiter bedungen worden, daß vor Abtretung der Herrschafften Thurgäu und Rheinthal an die vormahlig Regierende Lobl. Orth, so wohl der Religion als der Regierung halber, die gebührende Paritet würcklichen zu Werck gerichtet werde, (zu dem End Wir eine eigene Commission geordnet, welche sich obgelegen halten solle, alles in erforderliche Execution zusehen) zumahlen die Catholische gleich wie die Evangelische, und die Evangelische gleich wie die Catholische der Religion und Gottes-Diensts halber, und was selbigem anhanget, in denen gemeinen Herrschafften, wo beyde Religionen sich befinden, in einem ganz gleichen Rechten stehen, wie nicht weniger der Ehrenstellen, Aemter, Civil- und Militar-Bedienungen halber, wie hierum gehalten werden solle, deutlich ausgetrucket ist; Als sollen hiemit jedwederer Religionns-Genossen gut Sug und Macht haben ihres Rechts nach Ausweisung angehörten Sridens-Schlusses von nun an völliglich zubedienen, und derer würcklich theilhafft und genoß zusehn; Gestalten dann Unser ernstlicher Will, Meinung, und Befehl hiermit ist, daß kein Theil dem anderen hierunder Eintrag thun, vil weniger einichen Widerwillen,

Verdrus, Aufschub, oder Verfaumnus verursachen, sonderen je ein Theil dem anderen hierzu alle Bereitwilligkeit erzeigen solle; Wie dann auch alle und jede, so wohl Geist- als Weltlichen Stands ermahnet werden, sich alles dessen, was zu einicher Kinder- oder Irrung Anlas geben möchte, gänzlich zumüßigen und zu enthalten: Hierbey verbiethen Wir auch allen und jeden Unseren Angehörigen Geist- und Weltlichen, was Stands, Ansehen, und Würde die immer seyn möchten, bey hoher Straff und Ohngrad alle ohngebührende, ehrverleßliche, üppige, ohnmüße, auch schandliche Schand- Schmäh- und Schelt-Wort, Verachtungen, Verkleinerungen, Reizungen, und Veranlassungen, wie die immer fürgezogen, gemacht, oder erdacht werden möchten, und wollen hingegen, daß männiglich in Worten und Werken, im Thun und Lassen sich ehrbarlich, bescheiden, und tugendlich erzeige, und verhalte, als es ehrbaren Leuthen unter einanderen wohl anstehet, und gezimmet, und wer hierwider ohngehorsam erfunden wurde, der solle deswegen zu gebührender Straff gezogen werden; Welches zu männiglichs wüssenthafften Verhalt ab allen Cantzlen öffentlich verlesen, und wornach ein jeder sich zurichten, und ihme selbst vor Schaden zusehn wohl wüssen wird."

In den Ständen selbst blieb demnach die volle Kantonal-souveränität Regel, auch in Religionsfachen, und damit thatsächlich die Glaubenseinheit, ohne irgend eine Möglichkeit der Eidgenossenschaft, Andersgläubige zu schützen oder die Duldung mehrerer Bekenntnisse zu verlangen. Diese Sakultät ist erst ein Produkt der neueren Zeit. Dagegen drang der Grundsatz der Parität der beiden anerkannten und privilegierten Konfessionen in den gemeinen Herrschaften bis in das Kleinliche hinein durch. Bei allen Besetzungen von Stellen, bis zu den Weibeln herab und ebenso bei den Vormundschaften wurde beiden Theilen gleiches Recht garantirt, thatsächlich Parität und Aus-schluß der Majorität in allen wichtigen Landesfachen durchgeführt. Die Käufe zu todter Hand wurden nur den regierenden

Ständen und auch diesen nur mit Zustimmung Aller gestattet. In künftigen Kriegen sollen die Unterthanen neutral bleiben, und es dürfen in ihren Länden keine Stiftungswerke angelegt werden. Die Toggenburger, um derenwillen der Krieg entstanden war, erhielten einen eigenen paritätischen Landrath, ein eigenes Land- und Appellationsgericht, eine evangelische Synode, evangelisches Ehegericht, das volle Präsentationsrecht für die evangelische Geistlichkeit, welche unter dem Chorgericht der Stadt Zürich in geistlichen Dingen stand — alles unter dem Schutz der beiden reformirten Vororte, so daß ihre Zugehörigkeit zu der Abtei im Verlaufe des 18. Jahrhunderts eine beinahe nur noch ökonomische Bedeutung behielt.¹⁾

Außer diesen Hauptbestimmungen enthält diese Verfassung der gemeinen Herrschaften noch eine Reihe von einzelnen Satzungen über Schulsachen, gemeinschaftliche Benützung von Kirchen, Theilung von Kirchengütern, konfessionelle Steuern, die mitunter ganz an heutige Verhältnisse erinnern.

Befriedigend war auch diese Lösung, die überdies noch lange Zeit hindurch mehr einem zeitweiligen Waffenstillstande, als einem eigentlichen Friedensschlusse glich, keineswegs, so wenig, als sie vielleicht das „Mandat vom Glauben“ gewesen wäre.

Vom rein politischen und patriotischen Standpunkte ausgehend, könnte sogar die Frage ernstlich aufgeworfen werden, ob die sofortige scharfe Auscheidung in Wahr und Unwahr in religiösen Dingen, zu welcher der menschliche Verstand und die menschliche Leidenschaft immer sehr bereit sind, so leicht vollzogen werden kann und stets das Richtige trifft. Oder ob es nicht vielmehr die Aufgabe des reformatorischen Elementes in jeder Gemeinschaft sei, solange als möglich bei den übrigen Bestandtheilen

¹⁾ Siehe noch Vergleich von Zürich und Bern mit dem Gotteshaus vom 27. Sept. 1755 und einen Vermittlungsakt zwischen dem Abt und Toggenburg vom 30. März 1759. C. A. VII n, 1249. 1270.

zu verharren, um, wenn immer möglich, allmählig das Ganze der ihm bestimmten Entwicklung entgegenzuführen, — ob daher die etwas raschere und vollständigere Durchführung des Reformgedankens mit einer unheilbaren Spaltung der Eidgenossenschaft und der Aufreibung ihrer Kraft in einem zweihundertjährigen, beinahe resultatlosen Bürgerkriege nicht zu theuer bezahlt worden ist.

Einigermassen milderten sich gegen das Ende des 18. Jahrhunderts hin die Gegensätze durch die damals Platz greifende größere Gleichgiltigkeit gegen religiöse Dinge, die jedoch niemals auf die Dauer bestehen kann, denn die Völker verlangen Gewissensfreiheit nicht aus Unglauben, sondern aus Sehnsucht nach einem wahren, aufrichtigen Glauben. Und die Frage ist noch immer offen, ob derselbe leichter in einer großen Heilsanstalt zu erreichen sei, die dem Einzelnen den Weg zu den göttlichen Dingen nicht bloß zeigt, sondern auch direkt vorschreibt und vermittelt, oder aber in der völlig freien, individuellen Hingabe der Seele, die sich in diesen innersten Angelegenheiten durch jede menschliche Dazwischenkunft bedrückt und beeinträchtigt fühlt und die Nothwendigkeit einer äußeren Genossenschaft nur insoweit anerkennt, als sie die volle Aufrichtigkeit des Herzens nicht hindert.

Es sind das Gegensätze, die noch heute nicht ausgeglichen sind und sich vorläufig auch beim besten Willen nicht anders theilweise ausgleichen lassen, als mittelst einer gegenseitigen Achtung für eine jede sittliche Ueberzeugung. Niemals durch bloßen Skepticismus, dem alle Religionen gleichbedeutend, weil gleichgiltig, sind, welchem erfahrungsgemäß religiöser Sanatismus in ernster werdenden Zeiten auf dem Suße folgt. Ebensovienig hilft es, diese Gegensätze zu ignoriren, die das Resultat einer jahrhundertelangen Entwicklung sind; sie müssen vielmehr als eine historische Thatfache, mit Geduld, humanem Wohlwollen und eidgenössischer Treue getragen werden.

Was allein wirklich hilft und das Bindeglied in diesen konfessionellen Differenzen bildet, das ist Vertiefung des Glaubenslebens. Das Trennende liegt auf der Oberfläche, in den Sormen und Aeufferungen desselben, die vielleicht stets verschieden bleiben werden, das Verbindende in den tiefinnerlichsten Bedürfnissen des nach dem Bessern und Besten strebenden Gemüths, das bei allen Menschen ein und dasselbe ist.

VIII.

Nicht mit Unrecht setzt der Chronist Anshelm über die auf pag. 210 angeführte Stelle die Aufschrift: „Anfang Abnehmens einer Eidgenosschaft Achtung und Namen“ und erörtert dann (später ausführlich¹⁾), wie durch diese engen Verbindungen mit ausländischen Herren auch im eigenen Lande ein gefährliches Streben nach Macht und Einfluß entstanden sei, durch welche man fortan ohne reelle Arbeit rasch zu großem Geldbesitz gelangen könne, dergestalt, daß man sich nun schon gar nicht mehr schäme, es offen zu sagen, die Eidgenossenschaft könne aus eigenen Mitteln, ohne Herbeiziehung des fremden Goldes, nicht bestehen.

Ohne Zweifel steht die Entstehung und Ausbildung aristokratischer Regierungen in den letzten zwei Jahrhunderten der alten Eidgenossenschaft in direktestem Zusammenhange mit dem System der fremden Solddienste und Pensionen, die allein der obersten Gesellschaftsklasse die Mittel zu einer „standesgemäßen“ Lebensführung lieferten und dieselbe in erblicher Verbindung mit den Regierungen des Auslandes erhielten; während gleichzeitig auch die Neigungen der untersten Volksschichte zu einem üppigeren und ungebundeneren Leben, als ein solches bei eigentlicher häuslicher Thätigkeit zulässig war, Vorschub geleistet und

¹⁾ III, pag. 374.

zulezt das ganze Volk an ein höheres Lebensniveau gewöhnt wurde, als es auf dem armen Boden der Heimat und aus redlicher Arbeit erwachsen konnte. Eine solche Steigerung der Lebensbedürfnisse über die eigenen Hilfsquellen hinaus hat sich stets noch in der Geschichte als verderblich für die politischen Grundsätze und die sittliche Kraft freier Völker erwiesen, und zulezt immer zu irgend einer Klassenherrschaft geführt, welche sich durch künstliche Erzeugung materieller Wohlfahrt Vergessenheit ihrer Herrschaft und der Mittel ihrer Herbeiführung erkaufte. Es liegt ein bedeutender Kern von Wahrheit in der nur viel zu schroff betonten Anschauung der ersten französischen Revolution, daß die Republiken arm sein müssen,¹⁾ und es steht gerade die Schweiz beständig in der Gefahr, durch allzu eifrige Herbeiziehung unnatürlicher, ganz auf den Verkehr mit dem Auslande berechneter Hilfsquellen die eigentliche Basis einer wahrhaft selbständigen Existenz zu verlieren.

Damit wird sie dann unfehlbar auch ihrer politischen Aufgabe untreu, in Europa ein Spiegel der wahrhaft republikanischen Lebens- und Denkungsart zu sein.

Auf einem solchen Punkte sind wir dermalen, nach einer Periode der Prosperität, wieder angelangt und können mit Sicherheit — falls nicht eine kräftige innere Regeneration, oder äußere Ereignisse den naturgemäßen Sortgang einer beständigen Erhöhung aller Lebensansprüche unterbrechen — auf ein zukünftiges Kapitel unserer Geschichte ebenfalls die Aufschrift Anshelms setzen.

Jede religiöse Reform geht, wie wir schon in einem früheren Abschnitte sagten, aus sozialen Uebelständen hervor und bringt ganz folgerichtig diese Uebel offen an das Licht der Sonne. So ist daher auch in der schweizerischen Reformation der Ursprung der mächtigen Bewegung gegen die soziale

¹⁾ Diesen Sinn hatte auch der oft belächelte Satz der ersten helvetischen Verfassung (Art. 4): « les lumières sont préférables à l'opulence ».

Organisation der Eidgenossenschaft zu suchen, welche zulezt ihren Abschluß in der helvetischen Revolution fand. Die Gefahr, die jede solche geistige Bewegung mit sich bringt, indem an der Stelle altgewohnter fester Lebensordnungen das rücksichtslose Selbstgefühl des Einzelnen sich Bahn bricht und Bahn brechen muß, um starr gewordene Formen wieder mit neuem Lebensinhalte zu füllen, wurde damals bald erkannt und die „christlichen Obrigkeiten“, die in den reformirten Ständen an die Stelle der bisherigen kirchlichen Autoritäten traten, sahen sich rasch außer Stande, den Glauben, als eine „freie Gnade Gottes, die in Niemandes Zwang und Vermögen steht“, auch so frei walten zu lassen, wie es Vielen als die natürliche Konsequenz dieser Anschauung ¹⁾ erschien. Es zeigt sich daher fortan die an und für sich widerspruchsvolle Erscheinung, daß in den meisten Kantonen des alten Glaubens, bei aller schärfer werdenden kirchlichen Disziplin, die demokratische Tradition sich dennoch besser erhielt, als in den reformirten, in denen nun die Obrigkeit auch den Glauben befahl und sowohl gegen Einzelne, wie nöthigenfalls gegen ganze Landestheile, mit Gewaltmitteln durchsetzte. ²⁾

Es ist auch aus den Akten der Reformationsgeschichte namentlich in Zürich und Bern eine Enttäuschung der Landbevölkerung ersichtlich, als mit der Aufhebung der Klöster und geistlichen Stiftungen nicht auch die an dieselben geschuldeten Zehnten wegfielen, sondern im Gegentheil den Schuldnern im Staate, und zwar nach damaliger Auffassung in der regierenden Stadt, nur ein viel härterer Gläubiger entstand. In

¹⁾ „Urfula“ von Gottfried Keller gibt eine sehr lebhafte Vorstellung von der auch aller menschlichen Ordnung spottenden Schwärmerei, die sich namentlich einzelner Theile der Zürcher Bevölkerung bemächtigt hatte.

²⁾ Ueber den Zwang gegen das bernische Oberland und die Urtheile gegen die Wiedertäufer siehe Bullinger I, 237. 265. 277. 281 294; II, 21. 22. 47. Das bekannteste Beispiel eines protestantischen Todesurtheils wegen Glaubensansichten ist die Verbrennung von Michael Servet in Genf, 27. Oktober 1553.

diesen Städten selbst, die ursprünglich Festungen des Bürgerthums gegen die Adels Herrschaft gewesen waren, begann sich nach und nach eine neue Art von Aristokratie älterer Geschlechter auszubilden, deren Mitglieder bereits höhere Ämter bekleidet hatten, und die Stadträthe, die anfänglich bloß die parlamentarische Vertretung der gesamten Bürgerschaft an Stelle der direkten Versammlung derselben gewesen waren, fingen im nunmehrigen Vollbesitze weltlicher und geistlicher Gewalt an, sich auch als eine Art von durch Gott eingesetzter, erblicher „Obri-keit“ ihrer ursprünglich gleichberechtigten Mitbürger zu fühlen, welchen namentlich die völlig abhängige protestantische Geistlichkeit ¹⁾ mit unermüdlichem Eifer das oft mißbrauchte 13. Kapitel des Römerbriefes zu predigen hatte.

Es liegt aber im Weitem in der Natur jeder Aristokratie, daß sie, ohne das Bestehen irgend eines kräftigen Gegenventils, immer ausschließlicher und selbstherrlicher wird und zuletzt in eine reine Oligarchie ausmündet, welche, durch beständige Heirathen unter ihren Angehörigen nahe verwandt, am Ende nur noch eine regierende Familie bildet. Dieser gehört nach ihrer Auffassung der Staat, während alle übrigen Volkstheile sich allmählig auch daran gewöhnen, ihr besonderes Interesse diesem Klasseninteresse entgegenzusetzen. Denn jedes „Klassenbewußtsein“ ruft ein anderes wach, und es handelt sich immer zuletzt nur darum, welches das stärkste ist und die meisten Anhänger zählt. An dieser Gegnerschaft muß jede Aristokratie (die ja stets in der Minderheit sich befindet), zu Grunde gehen, sobald die Wohlhabenheit, die Bildung und das Selbstbewußtsein der untern Schichten der Bevölkerung zunimmt, selbst wenn ihr

¹⁾ Die gutbesoldeten geistlichen Stellen waren in den reformirten Städtiekantonen gewöhnlich das Monopol der „mindere“, nicht zu den Regierungsstellen gelangenden Bürger, die man durch allerlei solche ökonomische Vortheile an das oligarchische Interesse knüpfte. Es ist ohnehin eine widerspruchsvolle Erscheinung, daß sich das moderne Christenthum, namentlich in der reformirten Kirche, viel leichter mit einer politisch konservativen Gesinnung verbindet, als es seiner eigentlichen Natur entspricht.

Regiment, wie dieß öfter vorkommt, in Bezug auf Handhabung der Gerechtigkeit und gute Finanzwirthschaft dem demokratischen unzweifelhaft voranstünde. Das einzige Mittel, das dieser Entwicklung in den Ständen, wo keine Landsgemeinden bestanden, hätte vorbeugen und die älter gewordene Eidgenossenschaft stets frisch erhalten können, wäre, neben einer guten Volksbildung, für welche die städtischen Aristokratien ebenfalls wenig Sinn besaßen,¹⁾ das Referendum gewesen, wie es namentlich in Zürich und Bern bis in das 17. Jahrhundert hinein bestand und nach der Schlacht von Kappel sogar aus einem Gewohnheitsrechte ein förmlicher Bestandtheil der rechtsmäßigen Verfassung dieser Stände geworden war.²⁾ Es würde auch bei einer genaueren geschichtlichen Prüfung sich durchaus nicht herausstellen, daß diese demokratische Staatseinrichtung, namentlich in dem Maß, mit welchem sie in ihrer besten Zeit gehandhabt wurde, von üblem Erfolge begleitet gewesen sei. Im Gegentheil erwiesen sich die Landschaften ganz naturgemäß den Einflüssen des Auslandes in der Form von Pensionen und Bestechungen aller Art viel unzugänglicher, als die aristokratischen Räthe und dennoch befähigt (wie es namentlich der Friede von Nyon in glänzender Weise zeigte), in ernststen Augenblicken, wo es sich um große Staatsinteressen handelte, auch den Krieg für dieselben nicht zu scheuen. Ja, selbst in den kleineren municipalen Verhältnissen zeigte sich die Demokratie öfter den Sorgen und Mühen außerordentlicher Zeiten besser gewachsen, als die gewöhnlich regierende Klasse. Als bei der großen Pest vom Jahre 1519

¹⁾ Es ist nicht bloß zufällig, sondern entspricht einem richtigen Instinkte, daß jede herrschende Aristokratie die allgemeine Volksbildung sich nicht leicht über ein gewisses Niveau der allgewöhnlichsten Kenntnisse erheben läßt; denn auf die Dauer erhält sich dieses Regierungssystem nur durch eine unzweifelhafte geistige Ueberlegenheit der Großzahl seiner Mitglieder über die andern Volksklassen.

²⁾ Vgl. Näheres in: Hilty, „Das Referendum im schweizerischen Staatsrecht“, im „Archiv für öffentliches Recht“ von Laband und Stoerk, Band II. Ueber die Meilener Artikel und Appellerbriefe von Zürich in Bullinger III, 283. 284. Ueber den Nyoner-Frieden E. A. V r, 182. 189.

die angesehensten Personen, sogar Aerzte, ¹⁾ die Städte verließen, um sich in Dörfern und Landhäusern anzusiedeln, wo sie vor der Ansteckung gesicherter waren, da gingen zeitweise diese städtischen Regierungen auf geringe Männer über; „sie hielten Stand und mit Ehre“.

Diese Referendumseinrichtungen verschwanden jedoch, außer in Wallis und Graubünden, wo sie mit der bundesstaatlichen Form des dortigen Staatswesens nothwendig zusammenhingen, im Laufe des 17. Jahrhunderts; die Briefe, die darüber vorhanden waren, wurden den Landschaften abgenommen, oder geriethen sonst in Vergessenheit und schließlich wurde es als Hochverrath angesehen, an solche „abgethane“ Dinge überhaupt noch zu erinnern. Das anschaulichste Beispiel für alle diese allmäligen Usurpationen der ausschließlichen Staatsgewalt durch Minderheiten ist der auf pag. 153 bereits angeführte zürcherische Feldzug nach Wädensweil vom Jahre 1646, worüber der ganze Bericht eines Augenzeugen, mit einer vorausgeschickten Notiz des Herausgebers aus dem Jahre 1827, wie folgt, lautet:

„Die Einführung neuer Abgaben und Gutsteuern veranlaßte bedeutame Volksaufstände im Kanton Bern 1641, und im Kanton Zürich 1645 und 1646. Im Kanton Bern wurde zwischen Regierung und Volk durch Abgeordnete der Evangelischen Stände vermittelt, ohne Blutvergießen. Im Kanton Zürich begann 1645 der Widerstand in der Grafschaft Kyburg mit geziemenden Bitten um Abschaffung der Gutsteuer, deren

¹⁾ Das bekannteste Beispiel hiervon ist Joachim von Watt (Vadianus) in St. Gallen. Derselbe floh nach Wädensweil und lebte dort volle sechs Monate von seinem natürlichen Wirkungskreise entfernt. Vgl. Hottinger, Sortf. von Müller, I, 13. Eine Chronik sagt darüber: „Da floh männiglich uß der statt, ja daß schlecht“ (einfache, den unteren Ständen angehörige) „personen das rathus regierend, aber wol“. Allerdings wollen wir dabei zur Ausgleichung nicht verschweigen, daß nach einer andern Chronik ungefähr um dieselbe Zeit ein frommer Mann aus dem Sernftthal den Teufel selbst „in eines großen Mannes Gestalt“ auf der demokratischen Glarner Landsgemeinde „helfen ganden und mehrten“ sah, was aus den aristokratischen Rathsstuben doch nicht berichtet wird.

Entrichtung bei dem allgemeinen Geldmangel und dem Mißwachs des Jahrs unmöglich sei. Dabei beschwerten sich die Landleute zugleich über das drückende Handelsmonopol, welches die Stadt unbefugt sich zugesprochen habe, über den hohen Zinsfuß, über die zeitraubende, kostspielige und unnöthige Last der Kriegsübungen und Militärdienste u. s. w. Sreundliches Zureden half für dießmal, und die Landleute ließen sich gefallen, ihre gerechten und begründeten Vorstellungen für Sehltritte zu halten, und sie mit einem demüthigen Sußfalle vor dem großen Rathe zu Zürich abzubüßen. Allein im Juli 1646 erhoben sich auch die Wädenschnler und Anonauer wider die verhaßte Gutsteuer, und beriefen sich auf die im Waldmannischen Spruche vom 9. Mai 1489 ihnen ertheilten und durch den Cappelerbrief vom 9. Dez. 1531 Art. 6 neuerdings und feierlich bestätigten Freiheiten und Rechte. „Durch den Waldmannischen Spruch, behaupteten sie, sei jede Gutsteuer abgeschafft und untersagt, Freiheit des Marktes, Freiheit des Handels und Handwerks auf dem Lande, und den Landgemeinden das Recht zugesichert, daß zwei bis drei Gemeinden, zu Berathung über gemeinsame Beschwerden, zusammentreten, und ihre Ausgeschossenen, jede zehn bis zwanzig Mann, an die Obrigkeit zum Behufe geziemender Vorstellungen senden dürfen. Ausdrücklich heiße es im Waldmannischen Spruche, daß die Landleute am Zürichsee „Unserer Herren von Zürich eingeseßene Bürger seien,“ und in Allem, zumal in Steuern, Abgaben und Schuldengerichtssachen, den Bürgern von Zürich gleich gehalten werden sollen. Trotz all dem aber daure die Gutsteuer fort, habe die Stadt sich das Monopol über Handel und Handwerk angemagt, sei die Freiheit des Markts und Verkehrs zernichtet, und werde die gemeinsame Berathung der Landleute und jede noch so mäßige und begründete Vorstellung sogleich als Staatsverbrechen angesehen und bestraft.“ — So sprachen die Landleute. — Je begründeter aber ihre Behauptung war, und je mehr sie sich auf Urkunden und Verträge, Siegel und Briefe beriefen, um so höher stieg die Erbitterung

der Stadt Zürich. Sie wurden mit Kriegsvolk überzogen, und unterlagen der Waffengewalt. Die Wortführer, sieben an der Zahl, wurden enthauptet, ihre Freiheiten ihnen abgesprochen, und die diebställigen Urkunden und Vertragsbriefe ihnen weggenommen", u. s. f.

„Relation und Bericht, wie der wider die Wädenschwylern zu Wasser geschehene Auszug ab- und zu Ende gelaufen ist A°. 1646.

Auf Befehl der Herren Burgermeister, Klein und Großen Rätke der Stadt Zürich sind die Herren Generallieutenant und Statthalter Hans Jakob Leu und Oberst Hans Rudolf Werdmüller, Montag den 21. Herbstmonat 1646, Mittags um 12 Uhr, mit elf Sahren in dreißig großen und ungefähr eben so vielen kleinen Schiffen draußen von dem Horn wider die Unterthanen der Herrschaft Wädenschwyl abgefahren, und dieselben Abends um 5 Uhr mit allen Schiffen glücklich und wohl in Wädenschwyl angekommen. Bevor man ans Land stieg, schickte Hr. Generallieutenant Leu, nach löbl. Kriegsgebrauch, einen Trommelschläger zu den Wädenschwylern, um sie anzufragen, ob sie einen Offizier mit sich reden lassen wollen, und als sie dieß bejaheten, verfügte sich Herr Oberst Werdmüller zu ihnen, und forderte sie auf, sich zu erklären, ob sie sich an die Verfügung ihrer hohen Landesobrigkeit, mit Leib und Gut, auf Gnad' und Ungnade ergeben wollen. Nachdem sie nun in Gegenwart des Herrn Statthalters Kirzel, und der Herren Landammann Elmer und Pannerherr Marti, der damals dort anwesenden Ehrengesandten von Glarus, alle Unterwürfigkeit und unbedingten Gehorsam mit ausgestreckten Armen versprochen hatten, fuhr man ans Land, stieg man aus, und wurden die Quartiere noch denselben Abend im Flecken Wädenschwyl bezogen. — Dienstags, den 22. Herbstmonat, ließ Herr Generallieutenant Leu, alles Ernstes und bei hoher Straf' und Ungnade, den Befehl bekannt machen, daß die beiden Gemeinden Wädenschwyl und Richtenschwyl, und zwar Weiber und Kinder,

Junge und Alte, die Männer mit Unter- und Obergewehr, aber ohne Kraut und Lot und besonders ohne brennende Luntten, sich Vormittags um 10 Uhr auf Zollinger's Matte, an eben jenem Orte, wo sie vorher ihre aufrührerischen und rebellischen Gemeinden und Rathschläge hielten, versammeln sollen. Während Herr Oberst Werdmüller alle Kompagnien auf die erwähnte Matte hinausführte, wurde dort den obengedachten Ehrengesandten von Glarus, die schon am Abend vorher anzeigten, daß sie etwas vorzubringen haben, Audienz ertheilt. Diese verrichteten zuerst im Namen ihrer Herren und Obern den freundeidgenössischen Gruß, bezeugten ihr großes Mißfallen über den häufigen Ungehorsam und die Widerseßlichkeit der Unterthanen in der Herrschaft Mädenschwyl, äußerten den Wunsch ihrer Herren und Obern für die gütliche Hinlegung dieses Geschäfts, und anerbieten zu diesem Ende den möglichsten Beistand und alle bundsgenössische Hilfe. Schließlich stellten sie das freundliche Ansuchen, daß, bei so bewandten Umständen, gewaltthätige Mittel vermieden, und nur Milde und Güte gebraucht werden möchten. Herr Generallieutenant Leu, hierauf antwortend, erwiderte den Gruß, dankte für das jetzt mündliche und früher schon schriftliche Anerbieten bundsgenössischer Hilfe und für die wohlgemeinte Ermahnung zur Milde, erzählte dann aber mit tiefer Gemüthsbewegung, wie diese Unterthanen, ungeachtet aller gütlichen und freundlichen Vermittelung, welche durch geistliche und weltliche hohe Standesper-sonen versucht ward, in ihrem Ungehorsam, in unverantwortlicher, aufrührerischer Widerseßlichkeit, in vielfältigem Troß, und allerhand Drohungen soweit giengen, daß der Landesobrigkeit nichts mehr übrig blieb, als sie mit der von Gott erhaltenen Gewalt zum Gehorsam zu zwingen, und das Ansehen der Obrigkeit und den ihr gebührenden Respekt zu sichern. Da jedoch die Obrigkeit selbst bedauere, daß sie zu solchen gewaltsamen Mitteln gezwungen wurde, so zweifle er nicht, sie werde die Schuldigen nicht nach der Schwere des Verbrechens, sondern mit gnädiger Milde bestrafen. Alsdann wandte sich

Herr Statthalter und Generallieutenant Leu zu den versammelten Landleuten, und erklärte, wie weh es ihm thue, daß er sie nicht mehr als liebe und getreue anreden könne, sondern, im Namen der gnädigen Herren Bürgermeister, Klein und Großen Rätthe der Stadt Zürich, sie Rebellen, Aufrührer, Sriedensstörer und meineidige Leute heißen und nennen müsse. Hierauf machte er den Ungehorsamen beider Gemeinden, Wädenschwyl und Richtenschwyl, mit hohem Ernste und ziemlicher Weitläufigkeit Vorwürfe über ihr treuloses, meineidiges, aufrührerisches, und vor Gott und aller Welt höchst strafbares Betragen und Vergehen, strich ihnen ihre ganz ungewöhnliche Wehr, die mörderischen Prügel, nach Nothdurft in die Nase, und sprach ihnen sehr beweglich ans Herz, indem er ihnen vorhielt, wie sie nicht nur selbst aller ihrer Ehre, des abgelegten hohen Eides und ihrer schuldigen Pflicht gegen eine so christlich-mildreiche Obrigkeit schändlich vergessen, sondern auch, was noch schlimmer ist, andere Unterthanen von Gehorsam und Treue abwendig gemacht, und in Aufruhr zu bringen gesucht haben, so daß dadurch nicht nur das werthe und liebe Vaterland, sondern eine ganze löbl. Eidgenossenschaft in höchste und größte Gefahr gekommen sei. Sie sollen selbst urtheilen, welche Strafe sie damit verdient haben, und ob nicht eine hohe Landesobrigkeit, nach allen göttlichen und menschlichen Gesezen, berechtigt wäre, sie sammt und anders auf der Stelle niedermachen und ganz ausrotten zu lassen. Weil sie aber nun ihr schweres Vergehen einsehen, und demüthig um Gnade flehen, dabei auch wohl anzunehmen sei, daß ein großer Theil von ihnen bloß durch Andere verführt wurde, so wollen unsere gnädigen Herren, in Betrachtung alles dessen, nicht mit gehöriger Strenge, sondern mit mildreicher und väterlicher Gnade sie behandeln, insofern sie die jezt geäußerte Reue auch vor dem Rathe zu Zürich an den Tag legen, und diejenigen aus ihnen, die vor unsere gnädigen Herren citiert, aber nicht erschienen waren, ausliefern, damit dieselben, als die eigentlichen Rädelsführer gebührender Maaßen festgesezt und bestraft werden können. — Von den

Rädeisführern war Niemand, als der Sohn des Weibels Goldschmid, gegenwärtig, der auch sogleich gefesselt und ins Schloß abgeführt wurde. Sierauf fuhr Herr Generallieutenant Leu in seiner Rede weiter fort, und fragte sie: ob sie sich mit Leib und Gut an Unserer gnädigen Herren, als ihrer hohen Landesobrigkeit, gänzliche Verfügung, zu unbedingtem Gehorsam ergeben, und fürhin alles das thun wollen, was rechtschaffen, treuen und biderben Unterthanen zu thun gebührt? Da gelobten sie, sammt Weibern und Kindern, mit ausgestreckten Armen, dem allem getreu nachzukommen, und die Tage ihres Lebens allen schuldigen Gehorsam zu leisten, und versprachen, alle die Rädeisführer, die sie ergreifen könnten, mit möglichstem Sleiß einzuziehen, und sie schuldigermaassen an den gehörigen Ort auszuliefern. — Alsdann schritt der Herr Generallieutenant Leu in der vorgenommenen Aktion weiter, befahl ihnen, ihr Unter- und Obergewehr, dessen sie sich unwürdig gemacht haben, abzulegen, führte sie von den Waffen weg, weiter vorwärts, ließ zwischen sie und die Waffen eine starke Zahl von Soldaten hineinrücken, und sprach ihnen dann, im Namen und aus Auftrag unserer gnädigen Herren, alle Freiheiten und Rechte, die sie bisher genossen hatten, ab, und erklärte, daß sie, bis auf künftige Begnadigung, derselben gänzlich und überall beraubt sein und bleiben sollen. Zugleich fügte er bei: „da sie nun selbst erkennen müssen, daß sie durch ihre vermeintlichen Freiheits- und Bürgerrechtsbriefe nicht wenig, vielmehr so weit betrogen und verführt wurden, daß durch keine Unterhandlung, keine Warnung und keine Erklärung jener Freiheitsbriefe diesem ihrem gegenwärtigen Unglücke vorgebaut und abgeholfen werden konnte, so sollen sie sich jetzt erklären, ob sie vielleicht diese Briefe und Urkunden zu ihrem fernern Unheil noch länger zu behalten begehren, oder ob sie dieselben, damit sie ihnen nicht mit Gewalt weggenommen werden, Unsern gnädigen Herren und Obern freiwillig übergeben wollen?“ Dieses Letztere hielten sie für das Beste, und erklärten nicht nur, daß sie diese Freiheitsbriefe und Urkunden willig und gar gern

übergeben und fahren lassen, sondern sie baten sogar noch, daß man sie von ihnen wegnehme, indem sie den Wunsch äußerten, daß sie dieselben, als den einzigen Ursprung ihres gegenwärtigen großen Unglücks, niemals gekannt und gesehen haben möchten. Jetzt warfen sich alle, sammt den Weibern und Kindern, auf die Knie, und schrien um Gnade. Der Weibel Wynmann von Richtenschwil, einer der treugebliebenen und gehorsamen Unterthanen, trat hervor, flehte ganz unterthänig und angelegentlich um Verzeihung und Erbarmen für die Schuldigen, und bat besonders und vorzüglich um Zurückgabe der Waffen, indem er vorstellte, daß sie an den Grenzen des Kantons liegen, und im Falle der Noth, wenn sie keine Waffen haben, nicht den geringsten Widerstand thun könnten, sondern sich alsogleich ergeben müßten, was doch den gnädigen Herren von Zürich weder lieb noch erspriesslich sein werde. — Durch dieses inständige Stehen und jene Bitte, welche die Herren Ehrengesandten von Glarus kurz vorher auch dießfalls angebracht hatten, ließ sich Herr Generallieutenant Leu soweit bewegen, daß er ihnen das Untergewehr, bis auf weitem Bescheid, wieder zurückgab, die übrigen Waffen aber sämmtlich ins Schloß abzuliefern befohl. Bereits hatte diese traurige Handlung schon drei Stunden gedauert; um sie daher einmal zu beendigen, ließ Herr Generallieutenant Leu ihnen den gewöhnlichen Eid, welchen er vorher in einigen Punkten abgeändert, und nach den gegenwärtigen Umständen eingerichtet hatte, herunterlesen, und ihn von Allen, im Beisein ihrer Weiber und Kinder, beschwören. Hierauf schloß er mit der ernstesten und eindringlichsten Ermahnung, daß sie selbst und ihre Weiber und Kinder fleißig bedenken und betrachten sollen, wie hoch sie sich jetzt vor Gott zur völligen Ergebenheit und zum unbedingten Gehorsam gegen Unsere gnädigen Herren verpflichtet haben, und wie sie diesem ihrem heiligen Eide nachleben mögen. Sie sollen, fuhr er fort, sich des Beispiels ihrer Voreltern erinnern, welche in der Schlacht bei Cätwil im Jahr 1351 der Stadt Zürich so große Dienste geleistet, und sich als vaterländische und getreue Unterthanen

erzeigt haben; in ihre Fußstapfen sollen sie treten, und von nun an durch besonderes Wohlverhalten ihr Vergehen nach und nach wieder auslöschen. Damit sie dieses thun können, wünsche er ihnen die Gnade Gottes; sie aber sollen unablässig Ihn, den allmächtigen und getreuen Gott, um den Beistand seines heil. Geistes demüthig hiezu anrufen. So wurde die Versammlung entlassen. Die Landleute trugen ihre Waffen ins Schloß, wo sie genau verzeichnet wurden.

Mittwoch, den 23. Herbstmonat, sind die Herren General-lieutenant Leu und Oberst Werdmüller, Vormittags um 9 Uhr, nach Richtenschwyl geritten, und haben dort die vermeintlichen Freiheits- und Bürgerrechtsbriefe zu Händen genommen. Auf ihrer Rückreise nach Wädenschwyl begegneten ihnen die Herren Ehrengesandten von Schwyz, Statthalter Belmont, Landsfähndrich Bösch, Hauptmann Schreiber und der Landvogt in den Höfen, mit welchen die Herren Leu und Werdmüller wieder zurückritten, um ihnen im nächst gelegenen Wirthshause Audienz zu geben. Nach freundeidgenössischem Gruße eröffneten sie, daß ihre Herren und Obern sich über die große Gewalt, mit welcher Zürich gegen einen so kleinen Theil seiner Unterthanen auszog, nicht wenig verwundern, und nicht wohl erkennen mögen, ob nicht vielleicht etwas anderes zu besorgen sei. Daher haben ihre Herren und Obern ihre Wachen auch ordentlich ausstellen lassen, und sie müssen, wegen der bedeutenden, dem Stande Schwyz hiedurch zugehenden Kosten, wünschen, daß die Truppen von Zürich, sobald möglich, wieder von dannen weg und nach Hause geführt werden. — Die Herren Leu und Werdmüller erwiederten ihnen den freundeidgenössischen Gruß, und erklärten, daß die Herren von Schwyz durchaus nichts von diesen Truppen zu besorgen, vielmehr von Seite des Standes Zürich nichts als alle eidgenössische Freundschaft und Dienstfertigkeit zu gewärtigen haben. Ein gleiches erwarte Zürich auch von Schwyz, wobei aber mit Bedauern bemerkt werden müsse, daß, ungeachtet wiederholter Vorstellungen, die Wädenschwylser von den Angehörigen des Kantons Schwyz

nicht nur ermuntert und unterstützt wurden, sondern jetzt auch noch die ausgerissenen Rebellen und Aufrührer auf dem Schwyzergebiet Schutz und sichern Aufenthalt finden, durch welches alles die gegenseitige Freundschaft und Liebe eher ausgelöscht und getilgt, als erweckt und vermehrt werde. Was sodann den Abzug der Truppen anbelange, so haben nur die gnädigen Herren von Zürich hierüber zu verfügen; vermuthlich aber werde der Ausbruch am folgenden Tage geschehen, und ihnen, den Herren Ehrengesandten, zu Gefallen dem Stande Schwyz hievon amtliche Kenntniß durch ein Schreiben gegeben werden. Zugleich ermangelte Herr Generallieutenant Leu nicht, ihnen, vermöge Bunds und Eids, die ausgerissenen, und auf dem Schwyzergebiete befindlichen Rebellen abzufordern, erhielt jedoch von den Herren Ehrengesandten keine bestimmte Antwort. Sie erwiederten, sie haben zwar auf der Schindellegi vier derselben angetroffen, aber nicht mit ihnen gesprochen. Da sie hierüber keine Verhaltsbefehle haben, so wollen sie das Ansuchen ad referendum nehmen. Hierauf verabschiedete man sich beiderseits, und die Herren Leu und Werdmüller ritten nach Mädischwil zurück, wo sie noch an selbigem Tage die wichtigern Geschäfte besorgten und in Ordnung brachten. Donnerstags, den 24. Herbstmonat, geschah der Ausbruch. Die Truppen wurden eingeschifft, stießen Mittags um 12 Uhr vom Lande, und Abends um 5 Uhr sind sie, Gottlob! glücklich und wohl in Zürich wieder angekommen. Ihm, dem himmlischen Regenten, sei für den guten und glücklichen Ausgang eines so wichtigen und weitaussiehenden Geschäfts Lob und Ehre, Preis und Dank gesagt, jetzt und in alle Ewigkeit, Amen."

Man kann sich aus solchen Vorgängen, die lange in der Erinnerung haften, die allmälige Entfremdung des Landvolkes gegenüber seinen Obrigkeiten und der Eidgenossenschaft selber erklären, die ihm auch nur noch als ein Bund von Regierungen erschien. Diese Stimmung trat nunmehr im Jahre 1853 in dem großen Bauernaufstand förmlich zu Tage, welcher nichts weniger

als eine neue eidgenössische Verfassung im demokratischen Sinne beabsichtigte. Die unmittelbare Veranlassung zu den Unruhen war auch dießmal eine Zeit der Prosperität, die während des dreißigjährigen Krieges, der andere Länder verwüstete, in der Eidgenossenschaft, wenigstens relativ, geherrscht hatte und nun mit dem westfälischen Frieden von 1648 plötzlich aufhörte. Unser Staatswesen hat es nie verstanden, die guten Zeiten ganz richtig zu benützen, wie dieß ja überhaupt eine viel seltenere und großartigere moralische Eigenschaft ist, als die Kraft im Unglück, die auch auf physischen Eigenschaften beruhen kann.

Die eidgenössischen Stände traten zuerst vermittelnd zwischen den Regierungen und den Unterthanen einzelner Orte, besonders Luzerns und Berns, auf¹⁾; bald aber erließ dann die Tagsatzung zwei scharfe Mandate vom 22. März und 8. Mai 1653, welche einen eigentlichen Ausgleich unmöglich machten.²⁾ Die Bauern ihrerseits errichteten in Sumiswald am 23. April eine neue Eidgenossenschaft, welche am 30. April zu Kuttwil mit offenem Handmehr beschlossen und bei der zweiten Hauptlandsgemeinde vom 14. Mai ebendasselbst urkundlich ausgefertigt und besiegelt wurde. Es ist ein Pergamentbrief in Solio, folgenden Inhalts³⁾:

„Zu wüßen vnd Kund ist Menniklichen, Was sich Am.
1653 in der Herrschafft Lucarn im Entlibuoch für ein gspan
vnd Streitikeit Entstanden wider Ihr G. Oberkeit der Statt

¹⁾ Vgl. E. A. VI, 145. 153, wo auch die Beschwerdepunkte der Bauern angegeben sind. Mehrere Lieder aus dem Bauernkrieg finden sich in Helvetia VI, 825.

²⁾ E. A. VI, 150. 168. Das erste Mandat ist im „Polit. Jahrbuch“ von 1891 unter „Die eidgenössischen Interventionen“ abgedruckt. Es ist wohl der „Zusatz zum Stanser-Verkommniß“, den Balthasar meint. Vgl. pag. 99, Anmerkung. Der Bauernkrieg verdiente eine gute neuere Bearbeitung nach den jetzt offenen Quellen der kantonalen Archive, indem er manche Analogie mit der heutigen sozialistischen Bewegung darbietet. Der interessanteste Originalbericht ist die Chronik des „Bauers von Brächershäusern“. Zschokke's Roman: „Addrich im Moos“ spielt auch in dieser Zeit.

³⁾ E. A. VI, 163.

Lucarn selben der Ursachen, daß sie ihnen vil Nurwe Vffsäß, Große Stroffen vnd beschwernußten hant vfgeladen vnd bezwungen wider Ihr Brieff vnd sigel, darinn sy gesante Menner an ihr G. Oberkeit geschickt, welche früntlich vnterthanig vnd Ingebür mit großer pitt angehalten haben, solche beschwerden sie zu entlassen vnd abzuthuon, aber nit allein nichts Erlangen mögen, sonder noch vßgebalgett vnd abthreuwen wollen; derowegen die buren erzürnt worden vnd hand zusammen geschworen, Ihr leyb vnd leben daran zu setzen vnd Als bald ihnen kein Zins old geltschuldten mehr wellen zukommen lassen, biß Ihr G. Oberkeit ihr Alte Brieffen vnd Rechtungen wider zu handen stellen, die sie ihnen genommen hand, darinn ihr Oberkeit Ire übrige Vnderthonen ufmahnen wellen sy damit zu bezwinngen zuo gehorsammen. Als sy aber die vrsach vernommen, handt sy sich in glichen beschwården auch beladen funden, dorum sy auch zu denen Inß Entlibuch gestanden vnd zu Wolhusen zusammen hand geschworen, wilten si mit pitt nichts bsonderß erlangen möchten, waß ihnen gehörte, derowegen Ihr Oberkheit übel zufriden; dorinn beschriben sy Gsante Herren vß den VI Cathol. Orthen, welche Herren gar lange mit dem Handel vmb sint gangen, vnd hinczwüschen schriben sy vmb hilff vnd wird also der Handel je lenger je böser, Also daß die Empter für die Statt Lucarn zogen, weilten die h. Iren verzürnten Pontßgenossen krientz vnd hõrw Starkh vnd hoch gethreut haben, Alleß zu verderben, wan sy nit wider zuo der Statt schweren wellen; vnd In dem hand die drnzehen und Ettliche zu gewante Orth der Endtgnoschafft Abgesantte Herren zu Baden ein vnguottes vnmahrhafftes Mandat gemacht (deß Inhaltß, daß sy Aller handt hochsträffliche fähler und muoth willen vnuerantwortlichen wie offenbaar am tag verüebt gethon sollent haben); solches über die obgenambte Anfänger im Entlibuch mehr theilß vnd über alle, die ihnen verhülffen sin wurden, geschehen vnd ausgehn lassen, domit sy von allen Orthen Vnderthonen verhaßt wurden vnd daß si nitt zu ihnen sielent, also daß sy zu den Nachberen

zuo allen Orthten nit wohl dörffend kommen, wegen deß
 Mandats, weilen sy so hoch verkleineret vnd verlündett worden,
 do sy ihr leyb vnd läbenß nit wol mehr sicher waren, sonder
 schon gefährlich begägnett; ouch dorzwüschet hend von vielen
 Orthten fremd vnd heimsche kriegß Leuth sollen vß sye ein-
 fallen, vnd Dorum si mit uns Bärner buren zu Reden kommen
 vnd abgeret hant, daß mir ein Anderen kein leyb vnd schaden
 wellen zufügen, sonder ouch kein frembd old heimsch Volkh
 durchziehen lassen, sie old vns zu schedigen, domit mir All
 gethreume Liebe Nachberen mit ein Anderen handeln vnd
 wandlen können, auch vnser huser, höff, haab und guott, wenß
 vnd kinder In guottem fridlichen Ruomstand erhalten und
 bliben könne; vnd weilen mir im Bärn gebiet oft Im Willenß
 gewesen, Vnser G. S. vnd Oberkheiten zu pitten, daß sy vnser
 beschwerden Auch nach lassen sollen vnd Abthun, wie dan
 vor Jahren Im Dunner krieg old gespan auch der glichen
 verEinbaret het sin sollen, aber schlechtlich gehalten worden,
 darum hant mir Uebermahlen Gsante Menner für vnser G.
 Oberkeit gehn Bärn geschickt vnd sy vnderthanig vnd hoch
 gebätten, sy sollen vnser beschwerden Ab unß Nemen;
 Dorüber Sy aber vnser Gesante bezwungen, daß sy In Vnser
 aller Nammen hand müeßen vff die knie Niderfallen, vmb
 gnad bitten vnd annehmen vnd hernoch das selbig doch noch
 nit gehalten haben, Waß sy schon vnsern gsanten versprochen;
 Darum wir Vrsach genommen vnß in Allemäg zu versehen;
 Ist darum vff den 13./23. Tag Abriliß Im obgesektem 1653
 Jahr Zu Suommigwald Ein Landtßgemeind gehalten worden
 wegen vnser klag Artikelß Puncten vnd deß vnguoten Mandats,
 welches vnser Ehr und guotter Namm anthreffen date, daran
 vnß nit wenig gelegen; Dorum wir vß der Herrschafft Bern,
 Lucarn, Solothurn vnd Basel gebiet vnd vß den hienach
 genambten Orthten sind zusammen kommen, aldo mir vnß
 früntlich ersprachen wegen vnseren beschwerden vnd sonderbaren
 Vrsachen halber vnd dorüber vß freyem Sald Einheilig ein
 vßgeheben Ewigen, Stif, stäthen vnd vesten Endt vnd Pondt

zu dem wahren vnd Ewigen Gott zusammen hand geschworen, dise Nach Volgente Artiklen Thrümlichen zu halten, Wie Volget:

In Nammen der hoch heiligen Dryfaltigkeit Gott Vatter, Sohn vnd heiliger Geist Amen. So hant mir zuosamen geschworen in disem Ersten Artikel, daß mir den ersten Endgnösischen Pont, So die vralten Endtgnossen vor Ettlich hundert Jaren zusamen hand geschworen, wellen haben vnd Erhalten und die vngerechtigkeit helfen ein Anderen Abthun, Schuß vnd Schirmen mit Inb, haab, guott vnd bluott, also daß, waß den herren vnd Oberkeiten gehört, sol ihnen bliben vnd gäben werden vnd waß vnß buren vnd Vnderthonen gehörte, sol auch vnß bliben vnd zuogestellt werden, diß zu Aller seitß den Religionen unbegriflich vnd vnschedlich. Zum 2. wellent mir helfen ein Anderen alle vnguotte Neuwe vffsäz hindannen thuon, vnd soll aber Jedez Orths vnderthonen ihr Gerechtigkeiten von ihr Oberkeiten selbs vorderen, wan sy aber ein Streit gegen ihr Oberkeit möchten bekommen, sollen sy doch nit vsziehen ohne wüßen und willen der Anderen Pontßgenossen, daß man Vor köne sehen, wedere Parth Recht oder Vnrecht habe; hand vnser Pontsgnossen dan Recht, so wellen wir Ihnen darzu helfen, hand sy aber vnrecht, so wellen wir sye Abweisen. Zum 3. wan die Oberkeiten wolten fremd oder heimsche Völker vnß vnderthonen vf den halß richten oder Leggen, so wellen mir dieselben ein Anderen helfen zuo Ruk wñsen vnd dasselbig gar nit gedulden, sonder so es von nöthen wäre wellen wir ein Anderen Trostlich vnd Mannlich bespringen. Zum 4. Wan auch ein old ander Person in Stetten oder Landen durch disen vfgelofnen handels willen von einer hertschafft oder anderen Lütthen nhnzogen oder an Inb vnd guott oder Leben geschediget wurden, sollen alle Orther vnser Pontsgnossen denselben helfen mit Inb, haab, guott vnd bluott erledigen vnd erlösen, Alß Wanß ein neder selber Antreffen wurde. Zum 5. So solle diser vnser geschworne Pont zu allen 10 Jaren vmb vorgelesen vnd Ernüweret werden von den Pontßgnossen, vnd so

dan ein old Ander Orth Ein beschwerd hette, von ihr Oberkeit old anderß, so will man alle Zeit demselben Zum Rechten verhulffen sein, domit also vnseren Nochkümligen kein Neumerung vnd vngbürlische bschwerden mehr vfgeladen könne werden. Zum 6. Es sol keiner vnder vnß so vermessen vnd frech sein, der wider disen Pontschwur Reden solle oder Rath vnd Thatt geben wolte, wider dauon zestohn vnd Znüthen zmachen; welcher aber diß übersehen wurde, solle ein solcher für einen Meinennden vnd thrümlosen Man gehalten vnd noch sinem verdinen Abgestrofft werden. Zum 7. Eß sol auch keines Orths Pontsgnoss mit ihrer Oberkeit diser handel völliig verglichen vnd beschliessen, bis die anderen vnser Pontßgnossen auch an allen Orthen den bschluß können machen, Also daß zu allen theilen vnd glich mit ein Anderen der bschluß vnd friden solle gemacht werden.

Volget allhie die Orth vnd Vogtenen so in disem Pontschwur Brieff begriffen vnd geschworen handt. Aller Erstlichen das Landt Entlibuch sambt den übrigen 9 Empteren, welche zu Wolhusen zusamen handt geschworen; Volget die vß der Herrschafft Bern, Erstlich die Vogtei Trachselwald, † Signaum, vnd Landtschafft Sinderlachen vnd Brienß, Srutigen, das Lantgricht Sternenbergh, Solihoffen, Ronelfingen, das Landtgricht Sefftingen, Graffschafft Nidaum, Graffschafft Büren, die Vogten Sraumbrunnen, Vogten Urberg, Vogten Langhuott, Graffschafft Burtolff, vßgenommen die Statt, Vogten wangen, Vogten Arwangen, Vogten Pib, Statt vnd Ambt vnd Vogten Arburg, Statt vnd Graffschafft Lenzburg, Vogten Schenkenburg.

Vß der Herrschafft Solothurn die Graffschafft Gößgen, Statt vnd Ambt Olten, Vogten Bechburg, Vogten falkenstein, Vogten krieg Stetten, Vogtei flummenthal, Vogten Leberen, Vogten Buchenberg, Vogten Dornach, Vogten Dirrsteyn, Vogten Gnlgenberg, — vß der Herrschafft Basel die Statt Liestahl sambt ihren Dörferen, die Groffschafft farnßburg, Vogten Wallenburg, Vogten Schomburg, Vogten Rahmstain, die freien Nemter Vogten, so

vnder die 8. Endtgnossen der alten gehörte, † Brandis, Sumismalt, Kuthwyl vnd das ganze Land emmenthal vnd das frei gricht Stephisburg, Hilterfingen vnd Hans Büler zu Sigerswyl für ihn vnd sine nachkommen.

Diser Pontschwur vnd Endt ist zu Kuthwyl von den vßgeschossnen von den obgenambten Orthen har Confirmiert vnd bestetiget wurden In obgesektem Jar vf den 4./14. tag May vnd mit den hieran gehenkten Infiglen zue Ewiger gedecktnuß, zuo wahrer gezühnuß gehenckht vnd bekrefftiget worden. Diser brisen sind 4 von wort zu worth glich Luthend vnd jedem Orth einer zugestellt worden, Namlichen Bärn, Lucärn, Solothurn vnd Basel herrschaften."

Der Brief ist besiegelt von Entlebuch, Willisau, Olten, Rothenburg und Liestal. Das Gefecht von Herzogenbuchsee, den 8. Juni 1653, vernichtete die Hoffnungen dieses neuen Bundes. Der Obmann Leuenberger von Schönholz wurde am 6. September zu Bern geviertheilt und sein Kopf mit dem Bundesbrief an den Galgen genagelt; der Aufstand erlosch, nach einem vergeblichen Versuche, den Gesandten Frankreichs in der Schweiz zur Intervention zu bewegen,¹⁾ in den damals üblichen Bluturtheilen eines großen eidgenössischen Standgerichtes zu Zofingen und solchen der einzelnen Stände.²⁾ Im folgenden Jahre wurde

¹⁾ Helvetia VI, 591.

²⁾ Die interessante Verhandlung über das eidgen. Standgericht unter „Beizug der Generalität“ findet sich in E. A. VI 1, 182. Es wurde beschlossen, daß in diesem „seltsamen verwirrten Handel“ jeder Stand Diejenigen, von denen er „particulariter lädirt“ worden, nach Belieben abstrafen könne, solche aber, „welche fremde Territorien violiert, als vor Bern, Luzern, im Baslischen vnd vor Mellingen, den drei (von der Tagsatzung ernannten) Commandanten vnd ihren Zusätzen übergeben vnd in die Stadt Zofingen geliefert, alda das Examen verricht, die Bußen vnd Proceß gemacht vnd auch diese erequirt sollint werden.“

Von den sogenannten „drei Tellen“, Unternäher von Schüpfheim, Hinteruoli von Hasle und Stadelmann von Marbach, wurden die zwei erstgenannten noch nach ihrem Tode prozedirt, enthauptet und geviertheilt, vgl. Helvetia VI, 592, deren Berichte aus den damaligen Quellen gezogen sind. Im Staatsarchiv zu Luzern findet sich noch heute ein silberner,

dann noch folgende „durchgehende Reformation über die gemeinen teutschen Vogten der Eidtgenossenschaft“ erlassen, welche nun fortan einen Theil der eidgenössischen Verfassung mit Bezug auf die Unterthanen bildet ¹⁾:

„Von der Landt nötigen Wahl und Besetzung.“

Demnach auß dem vnordenlichen practizieren und einbringen auf die gemeinen Vogten und Ämpter anders nichts erfolgt, dan daß der Almächtig Gott wirdt erzürnt und vnß sein straff auff den Hals wachst; mancher ehrlicher man, dessen Altforderen oder er selbst vmb daß Vatterlandt wohl verdient und dergleichen nit brauchen will, villmahlen ungefürdert bleibt; die Ihenigen aber zue den Ämpten gelangendt, welche deren zum wenigsten werdt und dieselben nit verwalten können; Auß welchem dan folget alle Vnordnung und sonderlich vill Klagens und schreyens der armen betragten Underthanen, an welchen man daß so vnerbarlich aufgelegte gelt widerumb einkommen und erholen will, und auch die, welche in solchem practizieren fühl geschlagen und daß begerte Ampt nit erlanget, villmahlen von guetem standt in Verachtung, Armuth, Elendt vndt schier gar Verzweiffung gerathent; Die Landleuth aber essen und trinkhen überflüssig gewohnend und wan kein practizieren vorhanden sich dessen auch gebrauchen wollen und Ihro Werkh still stehen lassent, hiemit an vilen Orthen in grundt verderbend. Also habent wir nothwendig erachtet allen ernst anzuwenden, somblichem Übell zue begegnen, und deswegen vnß dessen mit einanderen beredt, Namblichen, daß Jedes Ohrts Oberkheit den ihrigen angehörigen diß Practizieren vndt trölen mit höchstem ernst abstrikken und verbieten solle, dergestalt, daß auff solches End hin weder gelt noch gelts werdt, weder mieth noch gaben, weder essen noch trinkhen

von den Entlibuchern gestifteter Schild mit der Inschrift: „Einer hohen Obrigkeit von Luzern, als unsern gnädigen Herren, verlobt das ganze Land Entlibuch Treue, Gehorsam und Unterthänigkeit auf ewige Zeiten.“

¹⁾ E. A. VI 1, 1729.

vsgeben werde, auch weder Verheißungen noch bethrewungen beſtehend, ſonder gänzlich alles vnderwegen vnd vermitten bleibe; Vnd man in beſetzung von dergleichen ſachen daß wenigſte geſpürt wurde oder einicher Zweifel oder Argwohn fürſiele, da ſoll ein Oberkheit mit höchſtem Sleiß Inquiſition halten vnd erforſchung thuen, nit allein in ganzer Landſgmein, ſonder auch in geheimb vnd von ſonderbahren Perſohnen, Inmaſſen, vnd geſtalt alß Sie vermeinen auf dz geſpör zuekhommen vnd die ſach zueergründen, vff welches hin dan die Oberkheiten Ihren ſchein vnd gezeugnuß, die Geſandten aber, ſo den Landtvogt präſentieren, Ihren bericht ertheilen ſollen.

Vnd man ein ſomblicher Erwöhlter für die Geſandte auf Badiſche Jahrrechnung zue beſtätigung kompt vnd gleichwohl den Schein aufflegt von ſeiner Oberkheit vnd ſeineß Orths Geſandte den weitern mundtlichen bricht geben habent, ſoll Er doch zueuor vnd ehe nit angenommen werden, er ſchwere dan hienach ſtehenden Eidt. An welchem allem ſo mangel erſchine einicheß Wegs ſoll ein ſomblicher nit angenommen werden vnd ihm noch darzue ſein ordenliche Oberkheit die gebührende ſtraff auflegen.

Ordnung vff alle Landtuögt ihrer Rechnungen halber.

Es ſollend alle Landtuögt ihre Rechnungen jehrlich etlich tåg vor oder wenigſt vff den erſten Sonntag im Julio by dem Anfang der Jahrrechnung nach Baden in die Cantklei ſchikhen, vnd dan ſelbige vff gedachten tag den k. Ehrengesandten von Zürich ohnfehlbarlich yngehendiget werden, vnd dann von denſelben den k. Ehrengesandten deß nechſten Orts, vnd alſo fortan, vff dz man mit wyl darinnen ſich erſehen könne, ob nichts wider die Reformation gehandelt worden. Actum vff den Jahrrechnungen von annis 1658.

Practicier Epdt aller Landtuögten.

Ihr ſollent ſchweren, daß ihr zu erlangung dieſer Landtuogtei oder Amtsverwaltung weder gelt noch gelts werdt, weder ſpeiß noch trankh von Euch ſelbſt oder durch andere mit ewerem Wiſſen oder vßzuegeben verſchaffet habent."

Dieser allgemeinen Verordnung folgen die „sonderbaren Eyd und Ordnungen“ für die einzelnen Landvogteien: Baden, Thurgau, Rheinthal, Sargans, aus deren Inhalt besser, als aus jeder Beschreibung, zu ersehen ist, daß und in wie vielen Punkten die Beschwerden, die zum Aufstande geführt hatten, berechtigt waren.

Ohne Zweifel leiteten diese Verhandlungen und die stattgehabte gemeinsame Gefahr einer sozialen Revolution die konfessionell entzweiten „Stiefbrüder“ auf den Gedanken, eine solche „durchgehende Reform“ auch für ihr eigenes Bundesverhältniß eintreten zu lassen, und es existirt aus dem folgenden Jahre 1655 das Projekt einer Bundesrevision in zwei Entwürfen, von welchen der spätere vom 4. Juli 1655 wie folgt lautet ¹⁾:

„In dem Namen der heiligen hochgelobten Dreysaltigkeit, Gott Vatters, Sohns vndt des heiligen Geistes, Amen.

Wir die Burgermeistere, die Schuldtheißen, die Amman, die Rätthe, Burger, Landtleuth vndt ganz Gemeinden von Stätten vndt Landen der 13 Orthen gemeiner Eidtgnoschafft hienach genandt, Namblich von Zürich, Bern, Lucern, Uri, Schwyz, Vnderwalden Ob- vndt nidt dem Waldt, Zug mit dem vßern Ampt so darzue gehört, Glaruz, Basell, Srenburg, Solothurn, Schaffhausen vndt Appenzell der Inneren vndt Vßeren Roden, Thuendt khundt allen denen so disern Brieff sehend, lesend oder hörendt lesen: Demnach vnßere Fromme in Gott seeligklich ruehenden Altforderen von vhralten Zeiten vndt Iewälten har mit einandern gepflogen habend ein wahre grooffe Trüw, Liebe, Stründt-, Gesell- vndt Bruederschafft, daheru Sye dan sich ewigklich vndt unwandelbahrt für sich vndt all Ihre Nachkhommen mit Leiblich geschwornen Eynden zusammen verbunden, verpflichtet vndt vertragen, auch solche Ihre verpflichtungen in ordenliche brieffliche Instrument, dem Nachkhommenden zue Immerwehrender gedechtnuß, verfaßget.

¹⁾ E. A. VI, 254. 1760. Man nimmt an, daß er von dem Bürgermeister Waser von Zürich und dem General Sigmund von Erlach von Bern, dem Sieger bei Serszogenbuchsee, verfaßt worden sei.

vndt also auch auf vnns fortgeplancket habendt; Vnndt benandtlichen nach Christi Vngers Lieben Herren vndt Hænlandts Geburth ¹⁾ Im 1251. Jahr die Statt Zürich mit beyden Ländern Vrn vndt Schweiz; Mehr im 1315. Jahr die drey Länder Vrn, Schweiz vndt Vnderwalden; Item in dem 32sten der mindern Zahl ein Statt Lucern mit gedachten dreyen Ländern; Vnndt widerumb im 50. ein Statt Bern mit auch denselben; Weiter Im 51. ein Statt Zürich mit Lucern, Vrn, Schweiz vndt Vnderwalden; Vndt mit dißem 5 Orten im 52. daß Landt Glaruf; Auch eben diß Jahrs die Orth Zürich, Lucern, Bern, Vrn, Schweiz vndt Vnderwalden mit der Statt vndt Ambt Zug; darauff dan in dem 70. Jahr gefolget Ist die Verkhomnuß, genandt der Pfaffenbrieff, zwüschent den sambtlichen 7 Orthten Zürich, Lucern, Vrn, Schweiz, Vnderwalden, Zug undt Glaruf, welche Volgends, wie noch, die Syben Alten Ort genambt worden; Im 93ten aber nach erfolgter Sempacher-Schlacht zwüschent den Orthten Zürich, Bern, Lucern, Solothurn, Vrn, Schweiz vndt Vnderwalden, auch Glaruf aufgerichtet worden Die Kriegß-Ordnung vnder Vnnß den Eidtnossen; Mehr in dem 1423. Jahr der sonderbahre Ewige Pundt zwüschent Zürich vndt Bern; Item in dem gefolgten 52. daß ewig Burg vndt Landtrecht des Landts Appenzell mit den Syben Alten Orthten; Serners im 81. Jahr die Verkhomnuß gedachter Syben Alten Orthten wie auch der Statt Bern, so den Nammen der Acht Alten Orthten bekhommen vndt noch habent, zue Stans gemacht, zue krefftigerer Beschirmb vndt Handthabung aller vorgedachter Pündten; Vnndt wider in eben gedachtem Jahr der Ewige Pundt der Acht Alten Orthten mit Sreiburg vndt Solothurn; Weiters im 1501. Jahr der Ewige Pundt eben gedachter Zehen Orthten mit der Stadt Basell; Vndt in

¹⁾ Es ist bemerkenswerth, wie unrichtig theilweise die Daten find. Von dem Bunde, den wir heute feiern, ist gar nicht die Rede, sondern nur von dem Züricher-Bund vom gleichen Jahre, wofür aber unrichtig das Jahr 1251 angegeben ist, wie es auch Eschudn I, 148 enthält. Vgl. darüber die Erklärung in E. A. I, 3 und Ropp, Urkunden I, 37.

auch diesem Jahr der Pundt zwüschent erstgedachten Einliß Orten vndt der Stadt Schaffhausen; Vndt endtlich im 1513. Jahr der Ewige Pundt des Landts Appenzell mit den zwölf Orten. Dize vnderschiedliche zuesammen Verpflichtungen nun in den obigen 262 Jahren biß vß die letztere beschehen, in welcher Zeit dan auch die verpündten Orth sich durch Ihre von Gottes gnaden gesägnete einmüetige Dapferkeit vndt in ander redlich weiß vndt wäg an eigenthumblichen vndt theils gemeinsamen Landt vnnndt Leüthen treffenlich vermehret, habend den großen Eidtgnößischen vff vnß erblich gekhommenen Pundt der Oberrn Teütschen Landen gemacht, so vnßern allerseits Ständen, Landen vnd Leüthen Gott Lob woll erschossen vnnndt vor villen widerwertigkeiten vnß verhüetet hat, auch zue khünfftigen Zeiten mag verhüeten, Darumb vnß wollgezimbt, auch ein Notturfft ist, zue einanderen wenter zusehen, einanderen weiter berathen, byständig, behilfflich vndt gethrew zu sein.

Wann Vndt aber daß Mäßen dieser Welt von einem Alter zue dem anderen wandelbahr vndt verEnderlich ist, wie dan die sidert lest gemeltem 1513. Jahr in Geist. vndt Weltlichen Dingen fürgefallne villfältige VerEnderungen khundt vndt offenbahr; Darzue des Mentschen Gedechtnuß vndt Natur schwach vndt blöd, vndt zergenglicher Dingen bald vergessen wirdt, so hat ein solches die Sürsichtigkeit vnserer seeligen Altvordern auch in acht genommen, vndt habend dieselben In Ihren Pundts-Brieffen Ihnen vndt Ihren Nachkhommenden Vorbehalten die khünfftige einheilige Erinner-, Mehr-, Minder-, Erleüter. vndt verbesserung, Auch darbey versehen, dz dieselben solten zue gwüssen Zeiten mit Worten, mit Geschrifften vndt mit dem Eid widerumb erneneret vndt bestetiget werden. Sitemahlen dan ein solches von vnverdenklichen Zeiten vndt Jahren her gemeincklich nit beschehen, Der Liebe lange Sriden sumfall in der gebührenden Beobachtung verurrsachet, die vnlengft in dem Landt aber entstandene Zwar Traurige, Jedoch durch Gottes Gnad glücklich widergestillte Vfruhren vndt

empörungen vnnß zue denen Dingen, welche der Erleüter vndt verbesserung ermanglendt, verleitet habend, Vndt also auß demme so vorstaht sich eräugt vndt bewißen, dz die gegenwärtige Zeit die ernewerung der Pündten erfordere, vndt dz Dieselbe khünfftiglich nit mehr so lang vnderlassen werde, Vndt daß auch sonderlich die obangezognen vill vnderchiedlichen, Sue Vnderchiedlichen Seiten vndt Anlässen, hiemit auch in vngleicher formb verfaßeten vndt meistentheils alle Orth genuegsamblich nit ansprechenden Pundtsbrieffe zue besserer gedecktnuß vndt wüßschafft der Alten vndt Jungen in ein Instrument mit einanderen Zuesammen getragen, gebührendt verglichen vndt auff gegenwärtige Seiten gerichtet, Volgens auch mit dem Endtschwur wider bestättiget vndt vermittelst der Hilff vndt Sagen Gottes auch auf vnßere Nachkhommen fortgepflanget, damit also vnßer aller theilen Stätten, Landen, Leüthen, Güeteren, Srenheiten mehrere sterckhe vndt handthaab Iez vndt fürhin zuestehe, Sridt vndt Rhuem destoß erhalten werde: Von deßwegen nun so habend wir durch Abgesandte allerseits bey gehaltenen Tagleistung der Jahr-Rechnung vmb deß h. Johanniß deß Teüßfers tag im 1655. Jahr alle hieob angezogene Pundtsbrieffe einen nach dem anderen völlig ablassen lassen, vndt findt hierauf vndt zue Volg derselben, Alß die wir in Ihrem gebührenden beharrlichen respekt, Ansehen vndt eigentlichem hauptsächlichem wäßen verbleiben lassend, In dem Nammen Gottes wüßentlich mit ganzen gueten threnwen, mit guetem Rath vndt sinnlicher Vorbetrachtung übereinkommen, von newem zuesammen gelobt vndt geschworen Leiblich vndt gelehrte Endt, mit aufgehobten Händen, für vnß vndt all Vnßere Nachkhommende, die wir hiezue ewiglich vndt kräftiglich auch einschließend vndt verbindent, wie hernach volget.

1. Namblich vnd deß ersten, dz wir vndt vnßer aller Nachkommende in allen vnßern sachen, Anligen vndt Geschäften, gegenwärtigen vndt zuekhünfftigen, vnß aller Sründtschafft vndt Sürderung gegen einanderen, wie von altem har, halten

vndt getrösten, ein gethrew vffehen zuesammen haben, Je ein theil deß anderen Stätt, Landt vndt Leüth lauth der alten Pündten in seinen Schuß vndt Schirmb empfangen, seinen Nuß fürderen vndt seinen Schaden wenden, vndt deßwegen einander gethrewlich berathen vndt vnverzogenlich beholffen sein sollen vndt wollen, alß sehr vnser Leib vndt Guet gelangen mag, gegen allen denen, wider vnndt vff alle die, so vnß an denselben vnseren Stätten vndt Landen, an Leüthen, an Leib oder an Guet, an Ehren, an Geist vndt weltlichen Srenheiten, an den Regierungen vndt Regimentsformen, Gerichten, Gefakten vndt Rächten, altem Herkhommen oder gueten gewonheiten, mit gwalt oder ohne recht angreifen, bekhümbere, schädigen oder dheinen widerdrieffe, ohnfueg oder Vnlust theten oder thuen welten, in dhein wyße, nun oder hienach, in gangen gueten trüwen ohn alle geferde, vndt auch mit denen gedingen, undercheiden, Artickhlen vndt Puncten, so hiernach geschriben stahndt.

2. Were, daß Jemandt, wer der were, Vnßer den einen oder anderen theil, so in diser Pündtnuß begriffen, sambt oder sonders mit gwalt überziehen, angreifen vndt schädigen, Oder sonst in anderweg anfechten, von dem vnnsere trängen, daran fräffendtlich bekhümmere, Irren vndt vorenthalten wolte, vndt dan ein theil deß andern hilff vnndt Zuestandt nottürftig were, dz die verwylung durch ein ansehende zuesammenkhunfft gefahr mit sich bringen möchte, vndt Er nach vorgegangener Erkhandtnuß auf seinen Endt solche hilff durch sein bottschaftt oder offene geschrifften begehren vndt erfordern wurde, so soll die gemahnete Parthen auch bey Ihren Enden der mahnendten Ihr getrew, kräfttike hilff vnverzogenlich zuesenden, Je nach gestalt der sach, vndt dz es dem gemahneten ehrlich, dem mahnenden aber trostlich sene, vndt also sich mit seiner Macht vndt offenen Zeichen ohne allen gefährlichen Verzug erheben, dem benöttigten Theil zueziehen, Ihm seine Landt, Leüth vndt Güteren, wie Er daß Innhalt vndt besitz oder khunfftig mit vnser der Parthen vormüssen rechtmessig be-

khommen vndt in den Pundt auch vsgenommen werden mag, helfen retten vndt entschütten vndt bey dem Jhren beschirmen mit gangen ernst vndt trew vndt mit allen sachen, so die nottürfftig findt, welche sich vmb die hilff erkhendt vndt gemahnet habent; Alles in deß gemahneten theils Costen, so dickh dz zueschulden kombt.

3. Ob auch ein Infaht oder Angriff vß Jemanden vnder vnß so schnell vnndt vnversehenlich erwuechße, dz sollichß an vnß die übrigen stattlich nit möchte gebracht werden, vndt der angegriffen zum widerstandt sich erhueb vndt hinzug, da sollent wir die übrigen zue allen senthen vngemahnt vnndt unverzogenlich auch zuefahren vndt schicken, wie daß gerochen vndt abgeleit werde, nit anderst, alß ob es vnser selblich sach were, vndt ob wir deßßen gemahnet werend oder von newem gemahnet wurden.

4. Im Sahl vndt aber die hilffsLeistung so vill verzugs erliden mag, so soll der beschedigte theil vnß die übrigen, an die Er hilff suecht, zetagen mannen an eine der gewohnlichen Mahlstatten oder ein ander bequemes Orth, nach beschaffenheit denmählicher Löuffen vndt Zeiten, vndt solle demnach Jetwederer theil sein wñße guet bottschaft an daß von dem mahnenden bestimmende Orth Vndt Zeit senden, daselbst eigentlich zerathe werden, wie die sachen einen wñßen Sürgang haben mög, oder wie die hilff nach gelegenheit der sach sein soll, daß den Sygenden deßer baß widerstanden vndt der Schad zue dem besten gerochen werden möge; vndt weß man vff dem Tag zerathe vndt sich verglychen wirdt, soll Jetwederer theil widerheimbringen, In sollicher maaß, daß demme gnueg besched, alß danne vff dem tag beschlossen worden ist, ohn alles verziehen. Vndt soll auch vnder vnß gegen dem anderen niemandt weder der gemahneten noch vngemahneten hilff dheinswegs ab- noch auß gahn, mit worten noch mit werckhen, dhein ding suechen noch werben, darumb die hilff zertrent oder abgestellt werden möchte, ohn all gefehrd.

5. Ob auch hernach der theil, so gemahnet hat, eines mehrern vndt sterckhern zuezugs oder eines hñsahls vff sine sendt vndt desselben Landt nottürftig were, weder bey dem Tag abgeredt worden, soll man die einanderen in krafft hievorstehender allgemeinen Verbindung auch schuldig sein.

6. Vndt wann sich in sollichem ferners begeben, dz wir vnß, vnseren Landt vndt Leüthen zue Schutz, Schirmb, vndt handthab berheten, eine belägerung fürzenemmen, so sollent wir alle sambt vndt sonders einanderen trostlich zueziehen mit gezüg vndt Leüten darzue nuß vndt noth, Je nach Jedes vermögen vndt gelegenheiten, daß Orth aber, dessen der krieg ist, oder ein anders nechst gelegenes, so mit den Mittlen versehen, die zur belägerung mehrers nottwendige großße Stuckh, bulffer, handtwerckh vndt werckleüth zwahrn anfänglichlich in seinem Costen dargeben, hernach aber umb disen mehreren vncosten ein gebührende abtheilung vndt ersakung beschehen solle.

7. Wann dan etwz von Stätten, Schlößeren, Herrschafften, Landen vndt Leüthen, Zöll vndt Geleitten erobert wurden, sollent vorderst die Jenigen, so zue demselben am meisten dargeseht, in sygent an selbigen anden bey dem handell oder sonst in dapferen Kriegsübungen vndt geschächten an anderen Orthen wider vnßere gemeine Sendt versangen oder beladen gewesen, Vndt demnach auch andere nach der gebühr vndt billigkeit vndt wie wir es vnder vns gerecht befinden (ob man solche zue behalten Vorhabens) angesehen vndt betrachtet werden; vndt ob dann solch Orth vndt Landt mit Leüthen oder gezeüg zuebesetzen werent, soll es mit gemeinem Zuethuen beschehen, Vndt der Commendant von dem Orth, dessen der Krieg ist, gegeben werden, Dasselbig Orth thete dan selbs eineße von dem gesampten KriegsRath begehren.

8. Aber umb gefangene Leüth, fahrendt Guet, Brandtschakungen vndt dergleichen Nukungen, oder daß man eroberte Stätt, Schlößer, Landt vndt Leüth khäufflich hingeben thete, Ist beredt, dz man solches allen halten, haben vndt theilen soll

nach gleicher püttung vndt Kriegsgewohnheit, Namblich nach anzahl der Leüthen, so Im Váld gelegen zuegleich.

9. Wo wir auch also mit Jemandt zue Krieg wurdenth khommen, so soll der von allen Parthenen dapferlich beharret vndt von Vnß khein richtung noch betrag angenommen werden, dem verletzten theil senge dan bekherung vndt ersakung beschehen, die den Mehrtheil vnder vnß billich vndt gestaltsamb bedunckt.

10. Item were, daß Jemandts Dheinen, so in diser Pündtnuß findt, angriff oder schädigte ohn Recht, wan es dan zue schulden khombt, dz der oder die, so den angriff vndt schaden gethan handt, khommendt in den gewalt Vnßer der Ehegemelten Eidtgnosßen, denselben oder die alle, Ihr helffer vndt diener, Ihr Leñb vndt Ihr Guet soll man heßten vndt angreifen vndt Sñ deß wñßen, daß Sñ denselben schaden vndt angriff ablegind vndt wider thüegind, vnverzogenlich, ohn all gefáhrd.

11. Eß soll aber kein theil vnder vnß mit Jemandem einichen offentlichen tháttlichen Krieg nit anheben, er bringe dan vor sein Unligen vndt waß Ihn darzue tráng vndt bewege an vnßer der übrigen Theilen oder Orthen Anwált oder derselben Oberkheiten vndt mit vnßerem begünstigen vndt zuelassen; Wir die übrigen sollend auch sein sach vndt Unligen In denen tremen, als ob die Unser selbs were, bedenchhen vndt zue herßen nemmen vndt vnß demselben nach hilfflich vndt geneigt erzeigen; Alles in gestalten wie obstatth.

12. Vnndt ob sich weiter begeben, dz ein oder der ander theil vnder vnß mit Jemanden zue Unwillen khämend vndt stößß gewunnend, vndt diser als der beklagte sich eines gleichen Vólligen billichen Rechtens nach Eydtnosßischer vndt hernach geschribner formb vff vnß die übrigen sambt oder gonders erbutte, vndt nun ein solches vnß die übrige Orth bedüechte, dz es Ihnen den klagenden vnndt vnß Ehrlichen were, daß das Recht aufgenommen solte werden, so sollend Jener vndt Jene sich sollichs Rechtens auch benüegen vndt demme statt thuen, ohn weiter andere Kriegliche üebungen gegen dem beklagten.

13. Item es ist auch beredt vndt vnder vnß von vraltem Markhommen, daß niemandt den anderen auf khein frömbd Gericht laden vndt tryben soll, weder vmb schuldsachen, fräfell noch andere Ding, sonder Jedermann von dem anderen Recht suechen vndt nemmen an denen stätten, da der geseßten ist oder hingehört, welchen man anspricht, Sonderlich aber auch, dz alle fräfell an dem ändt vndt in denen Gerichten, wo Sie begangen, vndt die schmachschrifften an dem Orth, wohin solche geschikht vndt eröffnet oder offen abgelegt, sollendt gestrafft werden; Vndt waß auch in dem einen oder anderen mit Gericht vnndt vrtheil erkhendt wirt, deß soll sich ein Jeder lassen begnügen vndt darbey belnben; man soll aber auch dem Kläger so wohl in disen, als nachvolgenden, schuldsachen guet schlünig vndt vnparthenisch Recht halten vndt widerfahren lassen, ohn alle gefährdt.

14. Wir sollendt auch vndt alle die vnßeren bey unseren vndt Ihren Brieff, Siglen, Gewahrtsamen vndt dem so bis har von Jemandem vß vnß vndt den vnßeren in gewerd vndt besikung gewesen ist, belnben vndt niemandt den anderen ohne Recht entwehren; vndt ob es beschehe vndt sich genuesamblich befunde, so soll der theil, so entwehrt ist, wider in geweer geseht werden mit allen deßhalb empfangenen Nützen vndt Endrichtung darumb gelittenen Costens vndt schadens, vndt demnach, ob er Rechtfertigung nit möcht entbehren, darumb recht pflegen vndt sich deß genügen.

15. Item Eß soll niemand vnßer vorgemelter Parthenen gemeinlich noch sonderlich der anderen Parthng die Ihren, sy sygen frey oder Eigenluth, diemyl Sy hinder Inen sygen oder keine ordenliche Abscheidt habend, In Ihren Schutz, Schirmb, Burg-Recht, Landt-Recht, noch ander dergleichen pflicht fassen noch nemmen, sonder meniglichem die synen belnben lassen; vndt ob dz bschehen, es were mit gefehrden oder ohn, wan dan ein theil den anderen, der deß schuldt hat, darumb erfuecht, es beschehe mit oder ohne Recht, so sollend dem Mannenden theil die synen, wo daß also khundtlich ist, wider

gelaſſen vndt die angenommen Ir Eynd vnd pflichten, ob Sy die gethan hetten, lädig gezält werden.

16. Vmb ſchulden, darumb verſchrybungen mit liegenden pfanden vorhanden, es betreffe Hauptgüetter oder Zinß, ſoll ein Jeder geſucht werden, wo die vnderpfänder ligend; deß. gleichen ſoll man auch einanderen vmb gemeine verſchrybne vnd vnverſchrybne lauffende ſchulden vor dem Richter, wo der ſchuldner feſſhaft, bevorderiſt anlangen vndt bekhandtlich machen, vndt vor vndt ehe ſolches beſchehen keine Arreſt nit gebraucht werden; wan aber die ſchuld in richtigkeit gebracht vndt der Zahlungs-termin verfloſſen oder ſonderbahr glübt beſchehen, oder Verkhomnuſſen verhanden, dz einer an einem gewüſſen Orth gezahlen verſprochen hette, oder die ſchuld bey Wirten oder HandtwercksLeüthen were gemacht worden, oder ſonſt ein vßklagter oder Landschweifender Mann were, Alß dan mag man ſich der Arreſten vnnndt ſafftbotten vollbedienen; Eß ſollend aber dieſelben gegen niemanden alß dem rechten ſchuldner oder deſſelben Tröſler fürgenommen werden.

17. Wir findt auch übereinkommen, were daß Jemand den Eynd verſchuldte, Alß ſehr daß er von ſyner Oberkeit oder Gericht darumb verſchryben oder verrüffen wurde, wo daß dan Vnß den übrigen, ſo in diſer Pündtnuß begriffen findt, verkhündt wirt mit ſelbiger Statt oder deß Landts beſigletem brieff, ſo ſollend wir Inne vß gleiche Sornb auch verſchreyen; vndt wer In darnach müßgentlich huſſet oder hoſet, eſſen oder trinkhen gibt, der ſoll in denſelben ſchulden ſein, allein dz es Imme nit an den Eynd gahn ſoll, ohn all gefärd; vndt woſehr deß verſchreiten Oberkheit begehrte, dz man den verſchreiten Iro laſſe zuevolgen, es unweigerlichen beſchehen.

18. Wir ſollend allerſeits einanderen freien feilen khauff zuelaſſen, vndt zwaren bey Vnſeren Zöhlen, Gleiten vndt Nüzungen, ſambt vndt ſonders, wie wir die von altershar gehabt vndt geübt habent, beliben, unß aber aller Nemerung darin ohn vßläß oder beſchwerung einiger newer Zöhlen oder anderer vßlagen enthalten, damit der gemeine Kauff vndt

verkhauff vndt all ander guet, Ehrbar gewerb vndt hand-
tierungen Ihren gang desterbaß mögend haben.

19. Item vndt wñlen etwan vill vnwillens gebracht, wan
sich ein Erbfahl zuegetragen, dz man den Jenigen, welcher
geErbt hat, nit eerben lassen wollen nach selbigem Ortt
gebrüelichem Erb-Rechten, Er bringe dan von seiner Oberkheit
dz gegenRecht, die Erb-Recht aber sich nit alle tag anderen
lassend, So habend wir vnß desßen mit vndt gegen einanderen
beredt vndt entschlossen, daß fürbaßhin in Erbfählen Jeder
nach des Ortt, wo der Erbfahl gefallen, Rechten vndt
Gebrauch, ohne Zuemutten deß Gegen-Rechten, gerichtet werden
solle.

20. Vndt als dann vnß nit allein Zuestath, die Vnßeren
gegen einanderen zue Rechtsnemmung vndt üebung zuemñßen,
sonder auch vnßer selbs händell, ob die zwüschent vnß zue
vnglñcher Erkhandtnuß kämend, mit gñet. old Rechtlichem
Entscheid hinzulegen, vñ dz wir vndt die vnseren deßbaß in
ganzem Sriden vndt in gleichen Rechten samment bestahn
mögend,

21. So haben wir vnß fürer mit einanderen vnderredt
vndt versprochen, were, dz ein oder mehr Ortt vnder vnß
oder Jemandt, der Zue demselben gehöret, an der anderen
Ortten Eins oder Mehr oder an dhein desselben Landt, Stätt,
Leuth, Embter, Vogtenen, Gerichte oder Dörffere Üñit zespreehen
gewunn, oder sonst in Zwntracht gerathen wurde, von wñ
sachen wegen daß Immer were, da sollend die übrigen hierinn
nit begriffnen Ortt sich vorderst einer fürderlichen ohnñngestellten
Richtung in der fründtligkeit vnderwinden.

22. Thette aber dieselbe nit statt finden, so soll der An-
sprechendt theil den angesprochenen an der gewöhnlichen
bequemen Mahlstatten eine vñ einen genandten tag erfordern
vndt daselbsthin Jeder theil zween Ehrbar Rathsfründt als
Schidleuth mitnehmen; die sollend anfänglich besehen, ob die
Zuespruch in der Minn. vnd gñetigkeit vndt mit dem minsten
Costen mögen vertragen werden; möchte aber daß nit besehen,

so sollen Sy sich zue Recht setzen vndt gelehrte Endt mit aufgehebtten fingeren schweeren, die sachen vnparthngisch, nach Recht vndt billigkeit, Niemandt zue Lieb noch zehend, ußgesprechen vndt darumb kein mieth zenehmen, vor disen vieren sollendt beyd theil Ihre klägten vndt Andtmurten, brieff vndt gewahrsummen eröffnen vndt darthuen, biß zue dem Rechtssatz; vndt wß dan durch dise zuegesakten nach verhörung deß alles, auch khundtschaftt, brieffen oder Leüthen, Ob die von Ihnen zuegelassen recht funden, Eß syge mit einhelligem oder mehrerm Spruch erkhendt wirt, darby soll es beliben ohne weigeren, ziehen vndt Appellieren; vnd sollent die Zuegesakten Ihrer Endtspflichten, damit Sy den Parthenen verwandt sindt, biß zue vßtrag sollichs Rechtens erlassen werden.

23. Were aber, daß die Zuegesakten in Ihren Vrtheilen zerfiehlen, also daß vnder Ihnen weder ein mehrers noch einhelligs in Ihrem Rechtspruch funden wurde, so sollend die vier Sätz bey Ihren Enden schuldig sein, einen Obman Innert dem bezirkh vnser Endtgnoschaftt, der Sy ehrlich, bescheiden, vnparthngisch vndt darzue guet vndt tugentlich syn bedunckt, zeermellen vndt zenehmen, Thetten Sy aber zue gleichen stimmen vff zwey fallen, soll auß disen zweyen der einte durch daß Loos erwelt vndt derselb von seiner Oberkheit söllicher sach sich also zuebeladen fürderlich gewißen werden, vndt soll derselb vorderist einen glichen Endt wie die Richter schweeren, vnd demnach für denselben khommen beyder theilen Clag, Andtwort vndt aller Rechtssatz, mitsambt der zuegesakten gegebenen vrtheilen; vndt so daß beschicht, soll der Obman der einten gegebenen Vrtheil beyfallen mögen oder, so er ein anders billicher befindt, solche zue Enderen macht haben, vndt es darby verbleiben; vndt daß alles, Eß syge durch die zuegesakten oder Obman, soll ohn allen verzug beschehen, Ihnen oder Ihme wurde dan bedankhs oder Rathabens noth, der möcht alßdann gebrucht werden, doch also, daß in zweyer Monathen frist den nechsten die vrtheil zue vßpruch vndt fürgang kháme, ohn all ander nüzüg vndt geserd. Eß sollend

auch wir beyd parthenen vnd vnſere Jetwedere beſonder Ir Zuegeſakten für ſich ſelbs vndt den Obman in gemeinem Coſten halten vnd haben, vndt waß Sñ zue Recht ſprechend danckhbarlich vſnemen vndt Ihnen darumb noch deßhalb dheinen vnwillen zueziehen.

24. Sahls auch Jemand vnſerer Burgeren oder Angehörigen an einen Standt oder Oberkheit vnder vnß waß zueſpruch oder forderung hette, ſo ſolle ſolche, gleich wie vorſtath, zwahren vßgeführt werden, es were dan ſach, dz die Parthnen zue Abſchnydung vnCoſtens ſich an ſtatt der zweyen Sätzen vſ einen allein verglychen thetten.

25. Bei vorſtehenden Dingen allen aber ſoll man ſonderlich wüßſen vndt iſt auch von vnß den yngangs vermelten Parthenen eigentlich abgeredt vndt verdinget, dz ein Jedtliche Statt, Landt, Dorff, Koſſ, ſo Jemandt zuegehört, der in dißer Pündtnuß iſt, es ſynge eigenthumblich vndt allein oder durch gemeinſamme Regierung mit und neben anderen Orthen, bey allen vnſeren vndt Ihren Rechten, Stattrechten, Landtrechten, Gefakten, Gerichten, Zwingen vndt Bänen, bey Ihren Geiſt- vndt weltlichen Srenheiten vndt anhangenden Dingen, ordenlich angenommenen verträgen vndt Abſcheiden, hantveſtinen, bey Ihren gueten wollhargebrachten gewonheiten genßlich belnben ſollent, alſo dz nit allein Niemandts vnder vnß den anderen daran bekrenkhē noch ſumen ſonder, da es andere theten, wir einanderen wider dießelben hilffliche ſandt biethen ſollen, ohn alle gefährd.

26. Bei dißem vnßerm ernewerten Pündt aber behaltendt wir vnß vßtruchhenlich bevor, daß wir vnß woll wenter gegen einanderen oder auch vßſeren frömbden Fürſten, Herren vndt Ständen, vndt Sñ gegen vnß verbinden mögen, vndt wo wir alſo allerſeits allbereit in ewigen Sriden, Einungen oder anderen verbindtnußſen, oder ſonſt in pflichten vndt fründtſchafft ſtehend, derſelben krafft nichts benommen ſein; Jedoch dz dißer gegenwürtige vß vnßeren alten Pündten vndt denſelben gemäß außgezogene, ernewerte, erleüterte vndt Endtlich wider

bestetete allgemeine Pundt allen anderen vorgahn vndt die vorderiste krafft vnd macht haben, auch deswegen in allen anderen Jedermöglichen verbindtungen vorbehalten werden solle.

27. Sodenne vndt zum letsten habend wir beredt vndt übereinkhommen, durch deswillen, dz dißer Pundt vndt Sründtschafft dester wüßgentlicher vndt Jemmermehr eingedenkh singe, daß wir Je zu 25 Jahren umb auf desß k. Martini desß Bischoffen tag, darvor oder darnach, ohne gefehrd denselben in der Statt Baden, oder an welchem Ortt ein solches anzusehen unß belieben wirt, erneuweren sollend vndt wollend, durch Sächß an Jedere[m] Ortt erwöhlte persohnen vß dem Mittel der kleinen vnd grossen Rätthen, Burgeren vndt Landtleuthen, nach Jedesse üebung vndt gelegenheit, ohn einich weigeren vndt vnderlassen; wurde aber einiche sumbsal wider alles verhoffen fürfallen, soll doch demselben an seiner krafft nichts Benommen sein; vndt da eins oder mehr Orth die anderen umb die Erneuerung erforderen mit botten oder mit schriftten, denen sollend dan die anderen gehorsamb sein solche Erneuerung zuethuen alß vorgeschriben stath.

Auch ist hierinne mit sonderheit vorbehebt, dz wir vndt vnßer Nachkhommen diße erneuerte Pündtnuß mit allen vndt Jeden stuckhen, so darinne geschriben stahnd, woll mögent beßseren, minderen oder mehrer, zu welcher Zeit vnß oder vnßer Nachkhommen zue allen synthen daß einheilliglich nuß oder nothdürfftig bedunckt sein, ohne gefehrd, alß sich dan die Louff enderen iwerdent, Doch dz dißer Pundt nach Sründtschafft niemermehr abgesprochen noch vffgehebt werde.

Vndt desß alles zue ewigem stetem vndt Immerwähren-dem Vrkhundt, so habend wir hngangs genandte XIII Orth Zürich, Bern, Lucern, Vrn, Schwyz, Vnderwalden ob- vndt nidt dem Kernwald, Zug mit dem vßseren Ambt so darzue gehört, Glaruz, Basell, Sreiburg, Solothurn, Schaffhausen vndt Appenzell der Inneren vnd vßseren Roden für vnß vndt all vnßer ewige Nachkhommen vnßer aller von Stetten vndt

Länderen größere Unsigell gehendct an dieser Brieffen Sünff-
zehen, deren Jetliche Parthen einen hinder Jhro hat vndt
haben soll. So beschehen ist etc." ¹⁾)

Dem Projekte folgen jedoch sofort in den Eidgenössischen
Abschieden die Aktenstücke des „schwären“ Religionskrieges, der
sich „in vnserer Eidgnoschaft erhebt“ ²⁾) und bereits voran geht
eine Chiffre-Schrift der drei katholischen Städte:

„Clauis der geheimbten Alphabeten, Welche die drey löb-
liche Stätt Lucern, Sreiburg und Solothurn in gefährlichen
läuffen Vnd Zeiten die heimbliche Schreiben zuerpeditirn brau-
chen thun; Ist ieder Statt ein sonderbares zugeeignet, wie hie-
nach stehet. Gutbefunden zu St. Urban den 15. Martij 1655.

Notandum. Daß zue benennung alles Argwons man
dem Botten ein Schreiben in gewöhnlicher formb von intiferen-
tischen Vnd solcher sachen, die sonst schon bekannt, mitgeben
kann. Wann nun der Seind selbige Schreiben ertappet, er-
öffnet Vnd liest, wird er nichts merken Vnd den Potten durch-
suchen. Das geheime Bedelin aber mit dem Versezten Alphabet
man in ein Kügelin Wachs Verschlossen Vnd dem Potten im
mund zutragen aufgeben werden, welches gar leichtlich ohne
schaden vnd gefahr zugehet etc.“

Das dazu gehörige Protokoll der Konferenz von Luzern,
Sreiburg und Solothurn, als katholischer Vororte, enthält dar-
über Folgendes³⁾), woraus sich ergibt, daß diese Verabredungen
schon während der Verhandlungen über die Bundeserneuerung
bestanden, dieselben somit von vornherein mit dem größten kon-
fessionellen Mißtrauen gegen ihre Urheber, Zürich und Bern,
unheilbar behaftet waren.

¹⁾ Diesem Projekt geht unmittelbar voran in E. A. VI, 1752, ein
projektirter Bundesbrief der evangelischen Orte nebst einem Beibrief,
auf Grund von Konferenzen, die zu Königsfelden und Aarau stattgefunden
hatten. Vgl. E. A. VI, 243. Offenbar bildete derselbe zugleich den ersten
Entwurf für den allgemeinen Bundesbrief.

²⁾ E. A. VI, 295. 1766 ff. — ³⁾ E. A. VI, 1750. 1751.

⁴⁾ E. A. VI, 241.

„Der im September 1651 gemachten Vereinbarung gemäß, alle drei Jahre zusammen zu treten, hatte Lucern diesen Congreß veranstaltet. Nach freundeidgenössischer Begrüßung wurde das Verkommniß von 1568 vorgelesen und zumal die zu selbiger Zeit bestimmten geheimen Wortzeichen, von drei Metallen formirt, mit einander verglichen und neuerdings bestätigt. Dabei macht Solothurn die Bemerkung, die Zeiten und Läufe seien so, daß zuweilen weder Briefe noch Wortzeichen durchzubringen seien; daher wurde der Antrag gestellt, vermittelst eines in gewisser Weise versetzten Alphabets mit einander zu correspondiren. Es wird von zwei vorgewiesenen Mustern ein solches Alphabet ausgewählt, das von Stadtschreiber Häffner dreifach ausgefertigt und wovon Lucern und Sreiburg je eines zugeschikt werden soll, mit einer Gebrauchsanweisung, wonach dann nach gemachter Probe diese Alphabete bei den übrigen geheimen Sachen aufbewahrt werden mögen. — Von Sreiburg und Solothurn wird an die jüngst versprochene Mittheilung dessen erinnert, was die geheimen Kriegsräthe der V Orte im September 1651 zu Lucern verhandelt haben. — Die Frage betreffend, an welchen Enden und Orten Lucern und Solothurn ihre Macht am füglichsten zusammenstoßen könnten, er bietet Solothurn eine Untersuchung vornehmen zu lassen. — Lucern wird ersucht, ebenso wie Sreiburg und Solothurn sieben geheime Räthe zu bestellen. — Bestimmungen über Nachtfestzusetzen wird unterlassen, weil das oben angegebene Mittel zur Verständigung besser taue. — Um aber besonders bei einer „Ruptur“ mit Bern gefaßt zu sein, genügt das verabredete Correspondenzmittel nicht; man sollte auch mit Wallis, Burgund, Savonen, dem Bischof von Basel und andern vertrauten Nachbarn in Verbindung treten. Da nun Herr von Montenach mittheilt, daß seine Obrigkeit mit dem Markgrafen Eullin, der bei dem saronischen Hofe in hohem Ansehen stehe, und ein Verbürgerter zu Sreiburg sei, gute Correspondenz unterhalte, scheint es zweckdienlich, auf diesem Wege durch Sreiburg mit dem Herzog von Savonen gewisse Wortzeichen für eine

geheime Correspondenz zu verabreden. Dasselbe in Bezug auf Wallis und Burgund zu thun, ist Sreiburg ebenfalls am besten geeignet. Mit dem Bischof von Basel darüber zu verhandeln, wird die bevorstehende Bundeserneuerung Gelegenheit geben, bei welcher namentlich eine präcisere Fassung bezüglich der gegenseitigen Hilfeleistung zu beobachten sein wird."

Nach dem Kriege, der am 23. Januar 1656 bei Vilmergen unglücklich für die Berner endete, war daher auch von einer Revision des allgemeinen Bundes keine weitere Rede mehr; im Gegentheil wurde nun der „goldene Bund“ in der Hofkirche zu Luzern am 3. Oktober 1655 erneuert und sodann noch einmal später, nach dem dritten Religionskrieg, im Jahre 1714.¹⁾ Der konfessionelle Bundesgedanke trug in der alten Eidgenossenschaft den Sieg über den politischen davon.

Noch einmal in der allerletzten Zeit, bei Anlaß der letzten Erneuerung der französischen Allianz, schlugen Zürich und Bern im September und Oktober 1776 und August und September 1777²⁾ die Aufstellung näherer Bestimmungen über das eidgenössische Rechtsverfahren vor, um damit „Ruhe, Wohlstand und Sicherheit gemeiner Eidgenossenschaft zu fördern."

Ein eigentlicher Entwurf einer solchen Verfassungsrevision liegt nicht vor, doch sind die Punkte in dem Abschiede der außerordentlichen Tagsatzung der XIII Orte vom September 1777 bezeichnet, auf welche sich dieselbe beziehen sollte, und würde eine solche Vereinbarung in Verbindung mit der neuen Militärorganisation, von der sofort die Rede sein wird, wenigstens die zwei nothwendigsten Bestandtheile einer neuen Bundesverfassung hergestellt haben. Es sollte demgemäß dieses Verkommniß umfassen: „1. Eine Bestimmung der Jurisdiktion des eidg. Rechts, mit Aufzählung alles dessen, was dahin gehöre und was nicht;

¹⁾ 1714 wurde er einzeln in jedem Orte neu beschworen. In Zug wurde er damals auf Befehl der Obrigkeit auch „dem gemeinen Mann zum besseren Unterricht“ gedruckt herausgegeben. Vgl. *Helvetia* III, 255.

²⁾ *E. Z.* VII II, 462. 514—517.

2. eine Vereinbarung über die zu beobachtende Rechtsform zwischen Ständen gleicher und ungleicher Religion; 3. eine Gewährleistung des eidgenössischen Rechtes und der inneren Sicherheit, nebst der Beschwörung desselben; 4. den Einfluß (also virtuell die Gleichstellung) der Zugewandten in Bezug auf dasselbe; 5. den Verzicht auf alle Gewährleistungen fremder Mächte für die schweizerischen Verfassungsverhältnisse", wie sie ganz besonders der goldene Bund besaß.

Ein noch mehr reduziertes Projekt, das nicht viel Anderes als eine Erneuerung des Stanser Verkommnisses gewesen wäre, bildete schließlich, wie folgt, den recht schwächlichen Ausgang aller dieser Reformversuche¹⁾:

„Im Namen der heil. Dreieinigkeit. Nachdem wir, die nachgenannten löbl. dreizehn Orte und zugewandte Stände der Eidgenossenschaft uns freundeidgenössisch über die gedeihlichsten Mittel berathen, Fried, Ruhe, Eintracht, und wahres Vertrauen unter uns je länger, je mehr auszubreiten, zu versichern, und auf ewige Zeiten zu befestigen, so haben wir nach dem uns von unsern frommen und ruhmvollen Vorfahren A°. 1481 gegebenen Beispiel und nach Anweisung des damals zwischen den löbl. acht alten Orten zu Stanz gemachten Vertrags gegenwärtige Verkommniß verabredet, aufgerichtet, und für alle künftige Zeiten zu halten, zu befolgen und zu erfüllen uns verbunden. Wir versprechen einander, daß keiner den andern thätlich angreifen, noch seine Herrschaften, Land, Leut und Besizungen feindlich überfallen, beschädigen und an sich bringen wolle. Wenn aber dieses dennoch von einem eidgenössischen Stand gegen den andern unternommen werden sollte, so verpflichten und verbinden wir uns insgesamt und insbesondere ohne Unterschied der Religion bei unseren Treuen, Glauben und Bundspflichten, dem auf diese Weise angegriffenen und bedrängten Stand beizustehen, Hilfe zu leisten und den Angreifer zur Ruhe zu bringen.

¹⁾ E. A. VII u, 517.)

Sollten auch bereits Thätlichkeiten vorgenommen und Eroberungen in dieser Zeit gemacht worden sein, so wollen wir dieselben als wider Recht gemacht ansehen und den Eroberer nebst vorläufiger Zurückgabe und Wiederabtretung des Eroberten, auch Erstattung der billig erachteten Kosten zu dem in denen Bünden und Verträgen bestimmten eidgenössischen Rechtspfad anhalten. — Diese Verkommniß soll in Zeit und Ort, wie man dessen übereinkommen wird, von uns feierlich beschworen werden."

Anstatt einer vollständigen Bundesverfassung, die übrigens nur die allernothwendigsten Bestimmungen einer solchen enthalten hätte, wurde in der Zeit zwischen dem zweiten und dritten Religionskrieg auch versucht, wenigstens eine Militärverfassung der Eidgenossenschaft zu erstellen. Die ersten Projekte hiezu datiren bereits aus den Jahren 1623 und 1629. Eine Reihe von bestimmteren Anträgen und Beschlüssen aus den Jahren 1668 bis 1678 wird in ihrem Gehammtinhalt „Eidgenössisches Defensionale" genannt.

Darnach wurde die eidgenössische Wehrmannschaft in drei Auszüge von je 13400 Mann und 16 Seldstücken eingetheilt und die Leistung jedes einzelnen Standes, sowie der drei Hauptzugewandten, Biel, Albt und Stadt St. Gallen und der großen eidgenössischen Vogteien, die mit den XIII Orten die eigentliche kompakte Eidgenossenschaft ausmachten, bestimmt. ¹⁾

¹⁾ E. A. V II, 30. 369. 571. 576. 581. Zuerst ist auch hier bloß von einem evangelischen Defensional auf Konferenzen der IV evangelischen Städte die Rede. Die allgemeinen Beschlüsse erfolgten zur Zeit des Einbruchs Ludwigs XIV. in die Franche-Comté mit schweizerischen Streikompagnien. E. A. VI I, 1675 ff. Es sind im Ganzen 10 verschiedene Stücke, nebst drei beigefügten Memorialen. Jeder Auszug zerfiel in zwei „Armeen", deren Befehlshaberstellen bestimmt nach Orten vertheilt waren, und das Ganze wurde im Seld durch einen Eidgenössischen Kriegsrath, bestehend aus den Oberbefehlshabern und Zivilkommissären der Stände, geleitet. Ueber die eidgenössische Militärjustiz nach dem Defensional vgl. „Politisches Jahrbuch" IV, pag. 749.

Ueber die Aufnahme weiterer Gebiete in das Vertheidigungssystem herrschte Streit. Die katholischen Orte wollten damals noch immer Konstanz und die Waldstädte am Rhein einbegreifen, die Reformirten dagegen Maadt und Genf, worüber zuletzt, Dank den Anstrengungen von Savoyen und der päpstlichen Nuntiatuur einerseits und Frankreich andererseits, keine Einigung stattfand.¹⁾

Ebenso wurde Graubünden nach längeren Berathungen darüber bei Seite gelassen.²⁾ Mit dem Bischof von Basel bestand ein zeitweiliger Defensionalbund auf fünf Jahre, der bei längerem Bestande auch dieses Fürstenthum enger mit der Eidgenossenschaft verbunden haben würde, aber schließlich dahinsiel, da die katholischen Orte nur ihren eigenen Sonderbund mit demselben begünstigten.³⁾ Rottweil und Mülhausen sollten anfangs auch aufgenommen werden, aber man stand bald davon ab,⁴⁾ da auch hier konfessionelle Bedenken obwalteten. So blieb das Defensionalwerk von vornherein ein mangelhaftes und verlor schließlich auch für die Orte selbst seine konstitutionelle, gemeineidgenössische Bedeutung, indem Schwyz im Jahr 1677 aus demselben förmlich austrat und Uri, Obwalden, Zug, Appenzell J. Rh. und katholisch Glarus seinem Beispiele folgten.⁵⁾ Die Ursachen dieses Austritts waren natürlich auch wieder hauptsächlich konfessionelle; es ist in den Abschieden noch eine ausführliche Oppositionsschrift unter dem Titel: „Ußzug uß dem Defensional-Büechli etwellicher Beschwerds-Punkten“ erhalten, die darüber den erforderlichen Aufschluß enthält.⁶⁾

In Verbindung mit dem Defensional steht der demselben vorangehende Wylser-Abschied vom 17.—31. Januar 1647.⁷⁾

¹⁾ E. A. VI 1, 739. 740. 751. 756. 767. 768. 790. Savoyen und der Nuntius wollten Genf nicht geschützt haben, Frankreich nicht die Waldstädte.

²⁾ E. A. V 11, 586. ff. VI 1, 971.

³⁾ E. A. VI 1, 117. 120. 257. 374.

⁴⁾ E. A. VI 1, 740. 770.

⁵⁾ E. A. VI 1, 1023. 1038. 1039. 1094. 1102.

⁶⁾ E. A. VI 1, 1697.

⁷⁾ E. A. V 11, 1409. 1410—1418. 2225.

In der damaligen, unmittelbaren Gefahr der Grenzverletzung durch Schweden und Franzosen, die in Bregenz standen, wurde von allen VIII Orten zu Mül ein Defensionsystem angenommen, in welches auch wieder nur die drei ersten Zugewandten eingeschlossen waren, obwohl Mülhausen sich um die Aufnahme verwendete und Bern diejenige von Waadt und Genf vorschlug.¹⁾ Graubünden und Wallis verhielten sich selbst ausweichend, die übrigen wurden einfach als Schutzobjekte ihrer speziellen Religionsparteien angesehen.

Der letzte Versuch einer eidgenössischen Militärverfassung vor dem Zusammenbruche dieses mangelhaften Wehrsystems war das „Eidgenössische Schirmwerk“ vom 7. Sept. 1702,²⁾ eine Erneuerung des Defensionals in der Gefahr des spanischen Erbfolgekrieges. Auch bei diesem Anlasse beantragte Bern erfolglos die Aufnahme von Graubünden, Wallis, Genf, Neuenburg und des Bisthums Basel.³⁾

Wallis und Graubünden hatten demzufolge in der letzten Zeit der alten Eidgenossenschaft die Stellung von bloßen Alliierten, deren Besitzstand nicht unbedingt zu schützen war und die auch zu keinem bestimmten Zuzug anzuhalten waren.⁴⁾ Von dem Bisthum Basel war nur der untere Theil in die eidgenössische Neutralität eingeschlossen, ebenso Genf und Neuenburg nur durch eine allzu späte Erklärung von 1792.⁵⁾

¹⁾ E. N. V II, 1081. 1421. Bei Rottweil machte sich bei diesem Anlasse zum ersten Male in bestimmter Weise die Ablösung von der Eidgenossenschaft bemerklich, indem auch die katholischen Orte seine Aufnahme nicht vorschlugen. E. N. V II, 703. 706. 709. 713. 722.

²⁾ E. N. VI II, 2288.

³⁾ E. N. VI II, 1047. 1056. 1070.

⁴⁾ Demzufolge ließ es die Eidgenossenschaft ruhig geschehen, als Graubünden im Jahre 1797 das Veltlin verlor, ja man möchte beinahe glauben, daß diese Auffassung selbst noch in den Jahren 1814 und 1815, als es sich darum handelte, es wieder zu gewinnen, bei manchen eidgenössischen Staatsmännern obwaltete.

⁵⁾ E. N. VIII, 194. 171. 172.

Man darf wohl sagen, daß der konfessionelle Gegensatz, der sich schließlich in Alles und Jedes mischte, die unkräftige Wehrorganisation der spätern Eidgenossenschaft verschuldet hat, die stets ein halbvollendetes Werk blieb und diese ihre Art im Jahre 1798 bewährte, in welchem Jeder für sich und Keiner für Alle da stand.

Die ehrwürdigen Urkunden der schweizerischen Freiheit lagen in diesen letzten Zeiten stets auch wohlverwahrt in den kantonalen Archiven und wurden noch, nebst den „Thaten der Väter“, bei jedem Anlasse angerufen, aber ihr Geist fehlte bei den gemeineidgenössischen Tagfakungen, welche immer seltener wurden und gegenüber den konfessionellen Sondertagen an Bedeutung fortwährend verloren. Die Bünde paßten auch in der That vielfach nicht mehr auf die gänzlich veränderten Verhältnisse und hätten längst in die einheitlichere Form übergeführt werden sollen, die 1815 ein Anachronismus war, 1655, oder selbst noch 1777 hingegen ein genügender Fortschritt gewesen wäre, um die veraltete Eidgenossenschaft zu regeneriren und ihr in befreiten und gleichberechtigten Zugewandten und Unterthanen das neue Blut zuzuführen, dessen ihre Regierungen alle dringendst bedurften. Statt dessen war nun die ehemals ruhmvolle Eidgenossenschaft am Ende ihres fünften Jahrhunderts nach Außen ein unkräftiges, nach Innen ein verrostetes Gemeinwesen geworden, in Wirklichkeit in der That nur eine Verbindung von Regierungen zum Zwecke der Aufrechthaltung ihres Bestandes.

Zu einem Umschwung bedurfte es aber bereits seit dem Bauernkrieg einer Revolution, wie überall, wo sich Trägheit, oder Unverstand der Reform widersetzt, der alles Menschliche seiner Natur nach von Zeit zu Zeit unterliegen muß.¹⁾

¹⁾ Das geben eigentlich auch die ärgsten Reaktionäre zu, nur sind dann immer die Zustände, die ihnen gefallen, göttliche Anordnungen. Wenn sie aber dafür keinen andern Beweis erbringen können, als den thatsächlichen, daß sie bestehen, so können sich auch alle Staatsveränderungen, die glücklich durchgeführt werden, auf den nämlichen Titel berufen.

Allerdings ist der Fortschritt mittelst Revolution nicht der regelmäßige und gottgewollte Entwicklungsgang der Völker, sondern eine zu spät eintretende gewaltsame Krise, bei der es sich um Tod und Leben handelt, von deren Folgen sich die Eidgenossenschaft auch erst in unsern Tagen völlig erholt hat.

Der wesentlichste Theil der Eidgenössischen Bundesverfassung beruhte in dieser letzten Zeit auf bloßem Gewohnheitsrecht, namentlich betraf dieß die Organisation und die Kompetenzen der Tagsatzungen und die eidgenössischen Interventionen.

Die Tagsatzungen waren das einzige, ursprünglich bloß gelegentliche, nach und nach aber regelmäßige Organ des Bundes, in welchem demgemäß auch alle die konstitutionellen Formen sichtbar werden mußten, die derselbe nach dem bisher Gesagten zeitweise annahm. Dieselben waren Kongresse der Orte, anfänglich meist nur zur Erledigung von Streitsachen, später zur Berathschlagung aller möglichen gemeinsamen Interessen. Demgemäß unterscheidet das spätere eidgenössische Staatsrecht: Allgemeine Tage, meistens Friedenskongresse, an denen neben den Orten die Zugewandten, auch mitunter privilegirte Unterthanenstädte und fremde Allirte vertreten waren.¹⁾ Dieselben hörten mit der großen Politik der Eidgenossenschaft zugleich auf. Gemeineidgenössische Tage für die XIII Orte. Zu denselben wurden die Zugewandten zeitweise mehr, zeitweise weniger berufen; im letzteren Falle wurden ihnen die wichtigsten Beschlüsse zur Nachachtung mitgetheilt.²⁾

Vom 17. Jahrhundert an bis zum Bauernkrieg wurden die Zugewandten, außer Mülhausen, häufiger einberufen, von

¹⁾ z. B. die zu Basel abgehaltenen „Tage der gemeinen Vereinigung“ E. A. II, 518. 525, oder die großartigsten von allen, zu Baden den 11. August und 6. September 1512, E. A. III 11, 638. 646, bei welchen der Herzog von Lothringen, der Papst, der Kaiser, der Herzog von Mailand, der König von Spanien und die Republik Venedig durch Botschaften vertreten waren.

²⁾ z. B. die Armenrechtsbeschlüsse von Baden, den drei Bünden und Wallis, E. A. IV 1, e 552. 576. 595.

1667 3. Juli ab namentlich regelmäßig der Abt und die Stadt St. Gallen und Biel¹⁾, während Graubünden und Wallis trotz ihrer Berechtigung zu erscheinen, immer häufiger wegblieben und zuletzt öfters mit dem gleichen Ceremoniell, wie ganz fremde Gesandtschaften, empfangen wurden.²⁾ Das Nämliche war mit Genf, Neuenburg und dem Bischof von Basel der Fall.³⁾ Eine bestimmtere Regel, als sie in dem Beschlusse vom 3. Juli 1667 gefunden werden kann, bestand niemals, wie denn auch, wie schon erzählt, anfänglich sogar den neueren „Orten“ kein Sitz an der Tagsatzung eingeräumt war. Seit der Reformation sind die häufigst vorkommenden Tagsatzungen die konfessionellen Sontertage, die stets zu Luzern und zu Aarau stattfanden, und die Tage regierender Orte, oder Synodaltage. Solche wurden für die großen deutschen Vogteien in Srauensfeld, für die großen welschen in Lugano abgehalten. Das Syndikat der Grafschaft Baden tagte in Baden, das von Vellenz in dieser Stadt.

Die gemeineidgenössischen Tagsatzungen fanden ursprünglich an sehr verschiedenen Orten, vom 15. bis 18. Jahrhundert vorzugsweise in Baden, statt, wo in den zahlreichen Gasthäusern die nöthige Bequemlichkeit vorhanden war; nach dem 4. Landfrieden, der die Katholiken aus dieser Herrschaft entsetzte, in Srauensfeld; die ordentliche Tagsatzung fand im Juli statt. Die Tagsatzungen der älteren Zeit wurden allenthalben in der Schweiz, mitunter sogar im Auslande (vgl. pag. 206 und 207), oder im Felde abgehalten.⁴⁾

Die Formalitäten bestanden in der spätern Zeit darin, daß sich jede ankommende Gesandtschaft bei Zürich, als dem faktisch stets vorsitzenden Stande,⁵⁾ anmeldete und über die Stunde

¹⁾ E. A. VI¹, 714. 946. 950. VI¹¹, 332. 361. 1108. 1153.

²⁾ E. A. VI¹¹, 906.

³⁾ E. A. VII¹, 285. E. A. VII¹¹, 1235. VIII, 76.

⁴⁾ „Wo das Panner weht, da ist Zürich“, sagt der Rath von Zürich vor Kappel 1629. So war es auch in der Eidgenossenschaft — und kann es wieder werden.

⁵⁾ Daselbe hatte damit auch eine Art von faktischem Vorschlagsrecht für die Besetzung der Vogteien (war der „Provisionalstand“).

der Eröffnung Anweisung empfing. Fremde Gesandtschaften, oder auch nicht regelmäßig erscheinende Zugewandte wurden durch eine Deputation von mehreren Mitgliedern in die Sitzung abgeholt und ihnen angemessene Plätze angewiesen. Bei offenen Thüren folgte dann zuerst der eidgenössische Gruß durch den ersten Gesandten jeden Standes, sodann in geschlossener Sitzung die Verhandlungen. Ueber dieselben wurde am Schlusse (in späterer Zeit durch den Landschreiber der Landvogtei Thurgau und den ersten Rathssubstituten von Zürich, als paritätische Vertretung) ein sogenannter „Abschied“ (wie wir es jetzt nennen würden ein Résumé der Verhandlungen) ausfertigt und jeder Gesandtschaft mit allfälligen Beilagen mitgegeben. Aus diesen Protokollauszügen, die noch in den verschiedenen Kantonsarchiven aufbewahrt geblieben sind, ist das große Werk der „Eidgenössischen Abschiede“ zusammengestellt worden. Gewöhnlich erschien jeder Stand mit zwei Gesandten, die Zugewandten mit einem. Der erste Gesandte war in der spätern Zeit, außer bei Bern, gewöhnlich der erste Vorsteher des Standes, der zweite ein angesehenes Rathsglied; mitunter wurden ihnen noch jüngere Mitglieder der regierenden Klasse als Legationsräthe mitgegeben, die auf solche Weise Gelegenheit erhielten, sich mit den Geschäften vertraut zu machen und die maßgebenden Personen der Eidgenossenschaft kennen zu lernen. Gestimmt wurde ausschließlich nach Standesstimmen und nach Instruktion der Stände, außer etwa bei schiedsgerichtlichen Angelegenheiten; war keine Instruktion über einen Gegenstand vorhanden, so wurde er «ad referendum» genommen und bei dem nächsten Anlasse die Meinung des Standes abgegeben (oder auch häufig nicht), woraus die heutige, historisch irrthümliche, Bezeichnung der Volksabstimmung über Geseze und allgemein verbindliche Beschlüsse der Bundesversammlung hervorgegangen ist. Bei der ausschließlichen Geltung der Standesstimmen in allen politischen Angelegenheiten, war es gleichgültig, mit wie viel Personen jeder Stand in der Tagsatzung vertreten war, ja sogar, ob er überhaupt vertreten war. Mit denen, welche nicht kamen, wurden befreundete Stände beauf-

tragt, zu konferiren; bei einer Tagsatzung von 1469 geht sogar die Gleichgültigkeit gegen die Person der Gesandten so weit, daß der Vertreter des Standes Glarus nur mit der Bezeichnung „ein Junger“ aufgeführt wird.¹⁾

Gegenüber dem Auslande nahm die Eidgenossenschaft seit dem Beitritte der größeren Städte nie eine vollkommen einheitliche Stellung ohne Sonderverbindungen ein, und auch das war nie völlig ausgemacht, was zu dem nachmals sogenannten «corpus helveticum» gehöre und was außerdem noch in die schweizerische Neutralität eingeschlossen sei. Verträge mit fremden Staaten abzuschließen, war auch den einzelnen Orten gestattet, doch konnte die Eidgenossenschaft davon abmahnen, wenn sie ihr staatsgefährlich erschienen, und sie durch eidgenössisches Recht aufheben, wie es z. B. gegenüber Zürich im Jahre 1450, später mit dem „ferdinandischen Bündniß“ und dem „christlichen Burgrecht“ geschah. Dagegen wurde kein solcher Vertrag mit Mehrheit von der Tagsatzung beschloffen und Nichtbeitretenden aufgenöthigt. So hielt sich z. B. Zürich fast 100 Jahre lang dem französischen Bündnisse fern. Die auswärtigen Staaten hatten zum Theil ständige Gesandtschaften bei der Eidgenossenschaft, welche jedoch, diesem System gemäß, auch bei den einzelnen Orten, mitunter auch bei den katholischen oder reformirten Orten allein, akkreditirt waren. Die wichtigsten waren die päpstliche Nuntiatur, welche seit 1579 ständig geworden war, und die französische Gesandtschaft, die in Solothurn glänzenden Hof hielt.²⁾ In europäischen Rangangelegenheiten verlangte

¹⁾ E. A. II, 395; III 1, 119. In einem Falle, 1482 März, ist jedoch auch von einer „Verachtung“ der Stadt Bern die Rede, weil nur vier Orte zu einer von ihr ausgeschriebenen Tagsatzung sich einfanden. E. A. III 1, 116.

²⁾ Ueber die Nuntiatur: Helvetia VII. und VIII. Band. Ueber den Hof in Solothurn: „Amiet, Kulturgeschichtliche Bilder aus dem schweizerischen Volks- und Staatsleben aus der Blüthezeit des französischen Einflusses auf die Aristokratien der Schweiz“ 1862. Die französischen Pensionen, die durch diese Gesandtschaft vertheilt wurden, zerfielen in der letzten Zeit in folgende Kategorien: Standesjahrgelder (pensions générales de paix et d'alliance); Rollenpensionen (pensions par rôles) offenkundige Privatpensionen; pensions

die Eidgenossenschaft die Stelle nach der Republik Venedig und vor den niederländischen Generalstaaten. Die Titulaturen und Anreden waren gegenüber den hauptsächlich ausländischen Staaten in der späteren Zeit, die großen Werth auf dergleichen legte, genau festgestellt.¹⁾

Die Eidgenossenschaft selbst hielt keine ständigen Gesandtschaften.²⁾

In den innern Angelegenheiten, soweit dieselben überhaupt eines Bundesbeschlusses fähig erschienen, entschied die Mehrheit der Orte, ausgenommen in Religionsachen. In solchen bestand für die gemeinen Herrschaften zulezt schiedsgerichtliche Entscheidung mit gleichen Zusätzen, und auch die Vorfrage, was religiöser Natur sei, wurde auf diese Weise erledigt; für die Religionsangelegenheiten der einzelnen Orte dagegen volle Standessouveränität. Bloss die Katholiken in ihrem Sonderbund hatten

d'écoliers, Erziehungsgelder für Söhne einflussreicher Staatsmänner, sodann offene und geheime Gratifikationen (gratifications pour services rendus au Roi). Bei den letzteren, die oft auch von Damen bezogen wurden, wurde keine Quittung verlangt und auch keine Namen genannt, sondern sie wurden «au porteur» und «sans quittance» verabfolgt. Auch die Jesuitenkollegien, wo sie in der Schweiz bestanden, ebenso die Kapuzinerklöster und die Schützengesellschaften der katholischen Kantone erhielten solche Jahrgelder. Die jährlichen regelmäßigen Zahlungen der französischen Gesandtschaft wurden für das Jahr 1770 auf mehr als 1½ Millionen Livres berechnet.

¹⁾ Frankreich 3 B. schrieb: A nos très chers, grands amis, alliés et confédérés etc. Die Wiener Kanzlei: Denen Gestrengen, Vesteu, Ehrsamem, unsern besonders Lieben etc. Die preussische: Denen Wohlgebornen, Edlen, Ehrenvesten, Hochweisen und Hochgelahrten, besonders lieben Freunden, Allirten und Bundesverwandten etc.

²⁾ Dieselben datiren erst aus der Zeit der Helvetik. Oft wurden einzelne Orte im Namen der andern oder des Vorortes zu handeln beauftragt. Ein solches Beispiel ist z. B. die Pathenschaft von 1522 bei dem Dauphin von Frankreich. (E. N. IV 1 a, 163–165.) Eine interessante Verhandlung über die Voten, welche die Zahlung für die «Franche-Comté» in Lyon holten und 17 Wochen ausblieben, siehe in E. N. III 1, 114. 115. Einen Beschluß, daß kein Ort in auswärtigen Sachen „fürschießen“, sondern alles mit gemeinem Rath geschehen soll, siehe in E. N. III 1, 125.

das Recht, selbst ganze Stände, die etwa von dem katholischen Glauben abweichen wollten, bei demselben zu erhalten. Im Ganzen brachte es die Entwicklung der Eidgenossenschaft als Staatenbund mit sich, daß alle wichtigeren, namentlich alle organischen, auf das Bundesverhältniß selbst bezüglichen Angelegenheiten keine Mehrheitsbeschlüsse, sondern Konkordate¹⁾ waren und somit auch jede Revision des Bundes nur einstimmig erfolgen konnte. In's Einzelne gehend waren die Kompetenzen des Bundes und der Gliederstaaten niemals genau ausgeschieden. Verhandlungen der katholischen Orte von 1681 und 1682²⁾ enthalten z. B. darüber längere Auseinandersetzungen (die jedoch auch zu keinem eigentlichen Resultate kommen), ob nicht auch Glarus, wie Appenzell, konfessionell getrennt werden müsse, weil sonst durch den 3. Landfrieden im Innern eines Standes in Religionsfachen dessen volle Souveränität vorbehalten sei.

In bloßen Landespolizeiangelegenheiten kommen zahlreiche Tagsatzungsbeschlüsse vor, durch welche diese Souveränität, wenigstens für einzelne Fälle, beschränkt wurde. So z. B. Verordnungen gegen Hockart, unziemliche Kleider etc.

¹⁾ Solche sind z. B. der Pensionenbrief von 1503, 21. Juli, E. A. III n, 1314.

Die Münzverträge der V Orte: 1504, 24. September, E. A. III n, 1318.

der VII Orte: 1425, 18. Mai, E. A. II, 728.

der VI Orte: 1425, 21. Mai, E. A. II, 734.

die Uebereinkünfte über die Unterhaltung des Gotthard, der Grimsel, des Gneispasses, E. A. I, 454.

Die Kriege um das Eschenthal veranlaßten die ersten Erörterungen über die Hülfeverpflichtung, da sie außerhalb des im Zürcherbund vorgesehenen Bundeskreises (vgl. pag. 60) geführt wurden. Damals erscheint auch zum ersten Mal ein oberster Hauptmann im Feld und wird der Grundsatz aufgestellt, daß in Bezug auf Krieg und Frieden die Mehrheit entscheide. E. A. I, 158. 165.

Eine Garantie des Bundes für die kantonalen Verfassungen bestand nur für die Verfassung von Zürich und später im goldenen Bund. Eine ernstliche Kollision von verschiedenen Bundesverhältnissen fand besonders in dem „Xaronhandel“ 1414 bis 1420 statt. E. A. I, 179–220.

²⁾ E. A. VI n, 25. 30.

Lästerung, Schmähungen,¹⁾ Vorsorge gegen Straßenräuber, Bettler, Zigeuner, Mucherjuden, Inhaber römischer Pfründenverleihungen, (Kurtisanen),²⁾ Sorge für Straßen, Schifffahrt, Sischerei,³⁾ Kornhandel,⁴⁾ Injurienfachen gegen die Eidgenossenschaft,⁵⁾ Vorsorge bei allgemeinen Landeskalamitäten, oder gegen Theuerung,⁶⁾ auch gegen Kseren,⁷⁾ Anerkennung von Handwerkscorporationen, wie der Steinmehenbruderschaft in der Eidgenossenschaft,⁸⁾ und dgl. mehr.

Es liegt eben doch in der Natur eines jeden ewigen Bundes, daß seine Glieder keine ganz uneingeschränkte Souveränität besitzen können und es sagt daher schon für die alte Zeit Balthasar ganz richtig: „Der Satz giltet auch hier; daß gleichwie die Menschen bey Stiftung der Gesellschaften auf einen Theil ihrer natürlichen Rechte und Unabhängigkeit Verzicht thun, und denen Gesezen gehorsam zu seyn, sich verpflichten müssen: also auch die Eidsgenossen, als Eidsgenossen, gewisse gesellschaftliche Pflichten und Abhängigkeiten freywillig eingegangen haben, die sie heut zu Tage nimmer ab sich wälzen können, noch sollen, wenn sie es auch könnten. Es sind konföderirte Stände, die zwar überhaupt betrachtet, unabhängig scheinen (vielleicht es auch zu viel sind, oder zu seyn sich bestrebet haben), gleichwohl vermittelt ihrer allgemeinen Vereinigung, und gewissen Staatsgrundgesetzen, so durch einander verknüpft sind, daß sie eigentlich nur eine Nation ausmachen, und in dem politischen Staatenkreise auch dafür gehalten werden.“

Die Erklärung hingegen, die etwa moderne Schriftsteller geben, es seien diejenigen Sachen durch Mehrheitsbeschlüsse entscheidbar gewesen, welche die Ehre und Wohlfahrt der

¹⁾ E. A. III 1, 91. 92. III 11, 1044. 1111. 1124. 1176. 1203. 1217. 1222. 1258.

²⁾ E. A. II, 470. 500. 523. 419. 525. III 11, 1085. 1093 etc.

³⁾ E. A. I, 102. II, 433. 491. III, 1, 72. — ⁴⁾ E. A. II, 581.

⁵⁾ E. A. II, 23. 624. 632. 643. 659. E. A. III 1, 22. 120. 121. III 11, 1183. 1174. 1219.

⁶⁾ E. A. II, 452. 91. 96. 250. — ⁷⁾ E. A. III 1, 120.

⁸⁾ E. A. III 11, 1031. 1104.

gesamten Eidgenossenschaft betrafen, reicht weder als Definition aus, noch wäre eine konsequente Durchführung dieses Grundsatzes zu irgend einer Zeit unserer Geschichte nachweisbar.¹⁾

Die nächsten praktischen, aber auch nicht vollständig verbrieften Solgerungen aus dieser Kompetenzfrage sind die speziellen Fragen des eidgenössischen Rechts und der Intervention. Das erstere beruhte auf dem bereits in dem ersten Bundesbriefe niedergelegten Grundsatz, daß auch bei Streit unter den Verbündeten niemals die Gewalt entscheiden, sondern durch die „Wichtigsten“ und „Eiderbsten“, wie Balthasar sagt²⁾, Recht gesprochen werden soll, und wer diesen Rechtspfad verschmäh, gegen den sollen die Verbündeten „sammethaft“ sein und den andern Theil vor Gewalt beschirmen. Es ist wahrscheinlich, daß diese Kompetenz ursprünglich eine unbegrenzte war und Streitigkeiten jeder Art umfaßte. Die spätere Rechtsgewohnheit und namentlich der dritte Landfriede unterscheidet jedoch die besonderen Majestätsrechte und Regalien³⁾ oder die „Landesherrlichkeit und Judikatur“ der Stände als Dinge, bei denen sie „unangefochten, ruhig und unperturbirt“ bleiben sollen, also die Kompetenzeinrede entgegenstellen können. Damit blieb in der spätern Zeit der Opposition gegen einen eidgenössischen Rechtsentscheid eine so weite Thüre geöffnet, daß schließlich die französische Krone sich in dem Vertrag von 1715 mit den katholischen Orten das Recht vorbehielt, als Interessent an der Aufrechterhaltung der schweizerischen Rechtsordnung, die Eidgenossen nöthigenfalls mit Gewalt „dahin zu vermögen, daß sie einander reciprocirliche Justiz halten“. Eine eigentliche feste Begründung

¹⁾ Diese äußerst schwer zu definirende, aber praktisch sich aufdrängende Unterscheidung zwischen Gesetzgebung und Landespolizei wurde z. B. auch in Graubünden, einem ähnlichen Staatskörper wie die Eidgenossenschaft, noch bis in die neuere Zeit gemacht, indem das Referendum für die letztern, oft sehr eingreifenden Angelegenheiten nicht als anwendbar galt.

²⁾ Das wäre auch heute noch das doppelte Merkmal für die Wahlen der eidgenössischen Richter.

³⁾ Vgl. Balthasar, Gedanken 79.

des eidgenössischen Rechts durch Schiedsgerichte ist verfassungsmäßig erst 1815 und durch ein Bundesgericht sogar erst 1848 und in unserer jetzigen Verfassung erfolgt.

Den gleichen Charakter einer allmäligen Entartung zeigt das Recht der eidgenössischen Intervention. Auch hier bestanden als maßgebend nur eine Anzahl von Präzedenzfällen, von denen Balthasar sagt, sie seien ehemals „wirkliche Meisterstücke alteidgenössischer Vertraulichkeit“ gewesen, wo „brüderliche Liebe und Gutheit, warme Antheilnehmung, redlicher Ernst und Uneigennützigkeit um die Wette stritten“, während nun jeder Staat „lieber ganz allein sein Haus bestellen und darin Meister sein will“. Die prägnantesten Beispiele der guten ältern Zeit waren die Unterwaldner-Intervention von 1385, in welcher sehr plastisch der Zustand des Landes mit einer „Krankheit“ verglichen wird, während welcher die nächsten Freunde und Verwandten das natürliche Recht besitzen, dem Kranken seinen Haushalt zu besorgen¹⁾. Sodann der Zugerstreit zwischen Stadt und Amt von 1404, in welchem zum ersten Male in der eidgenössischen Geschichte die Kantonsouveränitätsidee mit der Behauptung auftrat, „kein Ort dürfe dem andern in sein Regiment und Ermahnung in eigenen inländischen Sachen reden“, während die Eidgenossen den Satz aufrechthielten, „wer eidgenössisches Recht begehre, müsse es haben und vor Gewalt geschützt werden“. ²⁾ Endlich der „Twingherrenstreit“ in Bern von 1471, in welchem eidgenössische Boten von sich aus, ohne Anrufen einer Partei, in Bern erschienen,³⁾ und die Waldmann'schen Unruhen von 1489, in denen die eidgenössische Intervention durch die sogenannten

¹⁾ E. A. I. 68. Besser läßt sich dieses schwer zu definirende Recht noch heute nicht versinnbildlichen.

²⁾ E. A. I. 107 ff. Eschudi I, 621. Balthasar, pag. 83.

³⁾ Der Venner Ristler sagte damals bereits im Großen Rathe, er wolle lieber direkt mit den aufrührerischen, adeligen Herrschaftsherren unterhandeln, es könnte sonst Jeder meinen, man müßte ihm vor den Eidgenossen Rede stehen, und diese seien auch hochmüthig und vermessen genug, um das anzunehmen, und so würde der Schein entstehen, als ob sie Bern zu regieren hätten.

Waldmann'schen Spruchbriefe die Rechte von Obrigkeit und Unterthanen für den Stand Zürich dauernd feststellte. Auch noch andere Interventionen der ältern Zeit fanden namentlich von 1511 bis 1513 in Folge der Unruhen gegen die französisch gefinnten „Kronenfresser“ in Luzern, Bern, Sreiburg und Solothurn, ebenfalls zu Gunsten von Volksbewegungen und gegen die Obrigkeiten statt.¹⁾

Im Bauernkrieg tritt dann zuerst die Anschauung auf, daß in innern Unruhen „ohne Difficultirung und Auf- die- Bahn- bringung, wer Recht und Unrecht habe“, der Gehorsam gegen eine jede bedrohte Obrigkeit wiederhergestellt werden müsse²⁾, selbst wenn „vielleicht die Beamten auch exorbitirt“, woraus

¹⁾ Weitere in Schwyz und Unterwalden 1558, Luzern 1569, Uri 1578, Mülhausen 1586, vgl. Balthasar pag. 142 ff.

²⁾ Das Mandat von Baden 12./22. März 1653 (E. A. VI, 150) sagt wörtlich:

„Da aber wider besser verhoffen, als fürs andere, ein oder anderen Orts die Vnderthannen ihre schuldige pflicht vnd disere vnserer herzlich wol gemeinte ernstliche vermahnung vnd warnung nicht in acht nehmen, sondern solchem entgegen zu vor angedeuteten hochsträfflichen vnd vnerlaubten mittlen schryten vnd gryffen, vnd dises den übrigen loblichen Orten kundt getahn vnd dero hülff vnd bystand von der beleidigten Oberkeit darüber ersucht wurde, so sollen vnd wollen wir gemein vnd sonderlichen schuldig vnd verbunden syn, vnerforschelt vnd erwartet fernerer vmbständen, alsobalden vnd ohne einichen verzug mit vnserer hülff dapfferen vnd mannlischen bysprung dem mahnenden Ort zuezühen vnd den Oberkeitlichen Stand der enden zu retten vnd zuversichern, auch solche hülff vnd zuzug so lang zu beharren, bis nach erforschung vnd erdurung aller vmbständen die Vnderthannen vnd Angehörige widerumb in die schranken der gebür gebracht werden. Wir setzen vnd ordnen auch, als fürs dritte, daß wann sich fürbaß der glichen Rebellion (so Gott gnädig abwenden wolle) by ein oder andern Orts Vnderthannen vnd Angehörigen herfürtuhn vnd begeben wurde, daß dieselben von allen übrigen Orten der Eidgnoschafft gänglich verruffen, alles handels vnd wandels entsetzt vnd männiglich hiemit ernstlich vernahmet syn solle, denen kein gehör zugeben noch einichen vorschub zutuhn, weniger sy zubehausen vnd zubeherbergen, sondern vil mehr da deren einer betreten wurde, solchen anzuhalten vnd der Oberkeit selbigen Orts namhaftt zumachen, vnd das alles so lang vnd vil, bis solche vnruhige Vnderthannen zu der gebür gebracht vnd mit ihrer Oberkeit widerumben versühnet find.“

schließlich im 17. und 18. Jahrhundert die definitive konstitutionelle Auffassung von einem Bundesverhältniß hervorging, das nur zwischen XIII eidgenössischen Regierungen bestehe, während zwischen Unterthanen und ihren Obrigkeiten nur ein einfaches Machtverhältniß obwalte, das als solches bundesmäßig garantirt sei, sonst aber keine andere Einmischung Dritter, als etwa eine einfache Empfehlung der Milde und Gerechtigkeit gestatte.¹⁾ Mit dieser Ausbildung des Interventionsrechtes zu einem Werkzeuge nicht der Gerechtigkeit, sondern einer bloß noch formalen Rechtsordnung beginnt das Revolutionszeitalter, das immer mit Naturnothwendigkeit eintritt, wenn diese Begriffe, auf denen jedes Staatswesen beruht, sich in einem Lande dauernd nicht mehr decken, sondern Ordnung gegen die große Mehrzahl ungerecht geworden und Gerechtigkeit auf ordnungsmäßigem Wege nicht mehr erreichbar ist.

In dem ganzen letzten Jahrhunderte der alten Eidgenossenschaft waren es eigentlich bloß noch die Landsgemeindekantone, welche wenigstens die Tradition der natürlichen demokratischen Gestaltung eines schweizerischen Gemeinwesens aufrecht erhielten, wogegen in den Städtikantonen diese Staatsform auf dem Wege einer stillschweigend zugelassenen Usurpation einem absolutistischen Regiment kleinerer Volkskreise gewichen war, an dessen Erhaltung die Mehrzahl sogar der städtischen Bürger kein Interesse mehr hatte,²⁾ während die Großzahl der Unterthanen (in der Art der heutigen eigentlichen Sozialisten) dem gesammten historischen Staatswesen grollend gegenüber stand und eine Beseitigung desselben durch eine ideale Staatsform wünschte. In

¹⁾ Vergl. Balthasar Gedanken 126.

²⁾ Das zeigten den bernischen Regenten deutlich die Senzi'sche Verschwörung von 1749 und der „Memorialistenhandel“ von 1744, bei denen es sich ausschließlich um stadtbürgerliche Unzufriedene handelte. Vgl. „Sclereta“ I, 401. IV, 257. Die Verschwörungen und Parteistreitigkeiten des letzten Jahrhunderts, sowie die Aufstände der Unterthanen verdienen auch eine neue Bearbeitung, wozu eine Schrift über den „Chenau'shandel“ in Sreiburg von 1781, von Dr. Brugger, einen guten Anfang gemacht hat.

den regierenden Städten selbst wurde der Kreis der Regierungsfähigen allmählig so eng gezogen, daß er beispielsweise in Bern, dem mächtigsten Staate dieser Art, der unmittelbar oder mittelbar (vermöge der Betheiligung an allen gemeinen Herrschaften) sich von Ber und Chiasso bis Ragaz und Kreuzlingen erstreckte, im Jahre 1791 aus nicht mehr als 72 Familien bestand, in deren Händen die ausschließliche, absolute Regierungsgewalt und alle Staatsämter sich befanden.¹⁾ Die letzte Frucht, oder der letzte Auswuchs dieses völlig oligarchischen Regierungssystems, das auch keinerlei zeitgemäße Revision mehr gestattete, war hier die sehr charakteristische Loosordnung ursprünglich vom 17. Dez. 1710, welche in ihrem Eingange folgendermaßen lautete:

„Wir Schultheiß, Rät und Burger der Stadt Bern thun kund hiemit öffentlich denmenach die Befürderung der Ehre Gottes, und die Aufrechthaltung des Gemeinen Wesens, Eine Jede Christenliche und wohl Policierte Oberkeit Veranlassen soll, wann dieselbe bemerket, daß die Satz- und Ordnungen, welche in vorigen Zeiten guth und bündig waren, bey zunehmen der Geschwindigkeit, Gewalt und Arglist, nicht mehr genugsamb sind, und diese jenen zu Haupten gewachsen, auf Mittel und Weg zu gedenken, die da Tüchtig und kräftig genug seyen, alles Dasjenige, Was die Schranken einer Gsazmäßigen Gleichheit und Ebenmaß überschreiten will, zurückzuhalten. Und darüberhin Wir in Beherzigung gezogen, wie in Besatzung der Ämbteren nunmehr solche Practiken unterlaufen, welche in vorigen und besseren Zeithen nicht bekannt gewesen; daß dannenhero Wir uns veranlaßet befunden, nach Vorgangener Regimentischer und Weitläufiger Ueberlegung und Abhandlung, solche Mittel vor die Hand zunehmen, die zwar vor etwas Zeits in Unserem Stand ungewohnt gewesen, dennoch aber Verhoffentlich zulänglich seyn werden, nicht allein den

¹⁾ 57 damalige lebenslängliche Mitglieder des souveränen Großen Rathes hatten dabei keine Kinder und 90 weitere nur je einen einzigen Sohn.

Vorgehende bösen Practiken und Mißbräuchen abzuhelpen, sonderen die Burgerliche Gleichheit, Liebe und Einigkeit zu Lüffnen, und hauptsächlich die Ehre Gottes zu befördern, auch seinen Zorn und Strafen abzuwenden; Allermaßen Wir Uns zu solchem End hin Entschlossen, die hiernach vernamseten Besatzungen unter folgender Vernünftiger Ordnung der Sürsehung Gottes, und dem von Ihme regierten Loosß lediglich zu überlaßen.

Gleichwie nun die Hiervorige Loosß-Ordnung vom December 1710 auf eine Sechs Jährige Probiezeit gesetzt ware, und man sich bey dieser Neuen Einführung des Loosjes seithero Wohl befunden, als habend Wir selbige under einer Abänderung in folgender Weiß und Gestalt auf ein frisches beliebt und angenommen; auch gegenwärtige Neuwe Loosß-Ordnung dem Rohten Buch Einzuverleiben Gut funden, umb deren Nachkünstiglich zu geleben, in so lang das Eint- und Andere darinn enthaltene mit Zwen Drittel Stimmen gleich anderen Satzungen Rohten Buchs, nicht aufgehept, oder abgeändert werden möchte."

Mit diesem Verfassungsgesetze, das noch mehrmals im Laufe des 18. Jahrhunderts bestätigt wurde, bekannte diese mächtigste Korporation der alten Eidgenossenschaft ihre eigene Unfähigkeit, das von ihr regierte bedeutende Staatswesen nach gefunden politischen und moralischen Grundsätzen zu beherrschen, indem sie die Besetzung der für das ganze Land wichtigsten und gesuchtesten Staatsstellen lieber dem blinden Zufall, als der Einsicht und dem Patriotismus des Großen Rathes anvertraute.¹⁾ Dazu aber hat der Mensch Verstand und freien Willen empfangen, damit er das Gute frei erwähle und er darf nicht mit einer scheinbaren Strömmigkeit diese eigene Thätigkeit ablehnen. Alle mechanischen Mittel, welche diese freie Wahl beschränken, sind

¹⁾ Vgl. Roth's Buch, pag. 341. Politisches Jahrbuch IV, pag. 122, „Die aristokratische Verfassung im alten Bern“, von Prof. Blösch und Archiv des histor. Vereins von Bern, IX, 412, Aufsatz von Schultheiß Jaak Steiger. Selbstverurtheilung ist das Ende aller politischen Irthümer.

ein Beweis beginnender Korruption eines Staatswesens. Das Hülfsmittel lag in einer ganz anderen Weise sehr nahe, nämlich in der Herbeiziehung der noch frischen Kraft des gesammten Volkes zur Theilnahme an der Regierung. Diese ablehnen und daneben Gott für die Erhaltung eines absolutistischen Regimentes anrufen, das man nicht mehr gehörig zu führen im Stande ist, war keine echte Frömmigkeit, sondern das Gegentheil davon.

Es ist daher nicht zu viel gesagt, wenn der gelehrte Verfasser des in der Anmerkung genannten ersten Aufsatzes am Schlusse desselben das Urtheil abgibt, die Katastrophe des Jahres 1798 habe das aristokratische Bern (und damit sicherlich auch die alte Eidgenossenschaft im Ganzen) vor dem Schicksale bewahrt, in Selbstauflösung unterzugehen. —

Es mag in der That als eine letzte der vielen Gnaden-erweisungen Gottes, welche dieses nun alt gewordene Staatswesen erlebt hatte, betrachtet werden, daß es doch noch im Pulverdampfe, im offenen Kampfe mit einem Gegner dahinsinken durfte, dem auch mächtigere Staaten Europa's nicht gewachsen waren.

Daraus zunächst schöpfte eine spätere Generation den Muth zu seiner Wiederbelebung und noch heute beruht unsere Zuversicht auf eine Aufgabe und Zukunft der modernen Eidgenossenschaft wesentlich auf der historischen Thatsache, daß die alte nicht wie Venedig, nach Aufzehrung aller ihrer Kräfte und ohne Kampf, an bloßer Altersschwäche gestorben ist.

Bei den damaligen Unterthanen der beiden eidgenössischen Vormächte, von denen die eine drei Jahre vorher noch in Selbstverblendung das Schwert des Henkers über dem Haupte ehrwürdiger Volksfreunde hatte schwingen lassen,¹⁾ verband sich damals mit dem Gefühle der Entrüstung über die fremde Gewalt, welche die einheimische verdrängte, das befreiende Hochgefühl

¹⁾ Vgl. „Helvetia“ VI, über die Stäfener-Unruhen von 1795.

des Anblickes tragischer Gerechtigkeit, ganz wie es ein großer moderner Dichter mit den Worten schildert:

„Euch Beiden widerfuhr nur Euer Recht
Und auf ein Jenseits hoff' ich nun gewiß,
Seit ich gesehen, daß Vergeltung ist.“¹⁾

Aus diesen gemischten Gefühlen heraus, die allein die helvetische Revolution völlig erklären können, ist nach einer langen und schweren Uebergangszeit, die dazu allerdings nothwendig war, das Jenseits der modernen demokratischen Eidgenossenschaft entstanden, in der wir nunmehr leben.

Die Urtheile über die letzte aristokratische Periode der alten Eidgenossenschaft und über die ihr folgende französische Revolution und Helvetik sind noch heute nicht abgeschlossen, sondern in einzelnen geschichtlichen Urtheilen wird namentlich die Wohlhabenheit und die Srömmigkeit dieser altgewordenen Republiken in einen Gegensatz zu der nachfolgenden „philosophischen“ und materiell in der That weniger glücklichen Uebergangsperiode gebracht. Es darf indeß nicht übersehen werden, daß diese Wohlhabenheit nicht eine allgemeine war und die Sittlichkeit, besonders in den oberen Klassen, auf einer der heutigen untergeordneten Stufe sich befand.²⁾ Die kirchliche

¹⁾ Grillparzer „Medea.“

²⁾ Vgl. hierfür z. B. aus dem 17. Jahrhundert die Heutelia von Graviseh und aus der letzten Zeit alle Beschreibungen des gesellschaftlichen Lebens in Bern. Interessant ist dafür auch der bekannte Roman von Pestalozzi „Lienhard und Gertrud“, namentlich die Charakterfigur des „edlen“ Landvogts und Menschenfreundes Arner, eines wirklichen bernischen Landvogts aus der damaligen Zeit. Die Art und Weise, wie dieses Musterbild eines Regenten, nach der Auffassung Pestalozzi's und seiner Zeit, Jahre lang das größte Elend seiner Unterthanen und die offenkundigste Schlechtigkeit seiner untergebenen Amtsorgane in seiner unmittelbaren Nähe duldet und dann plötzlich wieder mit einer ebenso großen Willkürlichkeit und formellen Ungerechtigkeit Justiz übt, zeigt am besten den Fortschritt, den unsere Begriffe von Staat und Regierung seit jener Zeit gemacht haben.

Srömmigkeit aber, namentlich in den reformirten Ständen, mußte sich zuletzt das unfehlbare göttliche Urtheil gefallen lassen: „Dieses Volk nahet sich mir mit seinem Munde und ehret mich mit seinen Lippen, ihr Herz aber ist ferne von mir. Darum will ich auch mit ihm wunderbarlich umgehen und die Weisheit seiner Regenten zu nichte machen. Und es soll werden wie ein plötzlicher Riß in einer hohen Mauer, wenn es beginnt zu rieseln und sie dann auf Einmal einfällt.“

Was wir hiegegen der französischen Revolution verdanken, ist, daß seither an Stelle aller aristokratischen Wohlmeinheit von Oben herab, die thatsächlich doch nur Willkür ist, ein fester Rechtszustand zwischen Regierung und Regierten trat, der nicht mehr von den Zufälligkeiten der Geburt und Erziehung einzelner Menschen abhängig ist. Die natürliche Staatsform der politischen Freiheit ist immer nur die demokratische Republik. Allerdings gehört zu derselben ein fester Glaube an die Möglichkeit der Freiheit. Dann jedoch ist das Wort Pasquale Paoli's auch wahr, daß sie „noch mehr Wunder thut, als der heilige Antonius von Padua.“

Bei allen diesen Mängeln aber, die namentlich seit der Reformationszeit unserem Staate ankleben, bleibt das Bild der „alten Eidgenossenschaft“ dennoch unseren Herzen theuer.

Das, was uns an der älteren eidgenössischen Geschichte immer von Neuem anzieht und ihre genaue Kenntniß und stete Wiederbelebung in den Herzen der nachwachsenden Generationen unentbehrlich macht, ist das Heroische in ihrem Wesen, das auch stets erhalten bleiben muß, falls unser Gemeinwesen mit Ehren bestehen soll.

Das ist sogar das Entscheidende im Leben der Einzelnen und erhält der Menschen Herz freudig und frisch bis in's hohe Alter, wenn sie von Jugend auf daran gewöhnt werden, das Große und Heldenhafte in allen Dingen fest ins Auge zu fassen und

dem vielen Kleinlichen und Erbärmlichen, das beständig an sie herantreten will, muthig zu entfagen. Dazu muß das Studium der Geschichte führen, sonst ist sie eine unnütze Spielerei mit Dingen, an denen nichts mehr zu ändern ist und die unter andern, nicht mehr bestehenden und nicht mehr wiederkehrenden Verhältnissen vor sich gingen. Ja die ganze Bildung und Wissenschaft, das Schulwesen überhaupt, ist so gut wie nichts werth, wenn es blos das Gedächtniß mit Kenntnissen füllt, aber dabei nicht den Menschen kräftig über das Alltäglichsie hinaushebt und von frühester Jugend an auch für bessere Ziele, als das gewöhnliche materielle Sorkommen empfänglich macht.

Ein Glasgemälde spruch, der in dem Wohnhause des Bernischen Dichters Niklaus Manuel sich befand, läßt bereits in damaliger Zeit einen „alten“ und einen „neuen“ Eidgenossen sich folgendermaßen unterreden, woraus auch wir noch einigen Nutzen ziehen können:

„Alter Endtgnosß, nun sag mir an, woher du din glück habest
gehan?
Man forcht din schatten wirs dan mich, daß gib mir bescheid, das bitten
ich dich!
Ich mag nüt wissen, in welchen dingen das vns nit ouch so wol will
glingen,
Dieweil wir doch die listiger sind dan jr, als ich das gschriben find.
Darum beger ich von dir bescheidt, womit jr alten hand eer yngleidt;
Vnd ist so wolfehl by ouch gesin stachel vnd ysen, brot vnd win;
Darum so zürnend nüt an mich, daß ich ouch fragen so eigentlich.“ —

„Myn lieber gesell, ich sagen dir das, by vns ein sömliche gwonheyt was:
Gotsfürchtig, trüw, eywaltig wäsen; Hochmut mocht by vns nüt genäsen,
Allein früntlich mit manhafter deemet, Einigheyt mit verachtung vnrecht
gut,
Willig zu schirmen alle frommen, daher ist vns alten glück vnd heyl
kommen.
Der wolfehl halb verstand, hieby biet ouch eyn kosten der spekeren:
Von saffran, zimet vnd ouch muschat, syden, thamast vnd sammat:
Das was by vns in schlechter acht, wir hand deren nit vil angemacht;

Ouch welsche spyse vnd melunen, rebhüner, wachteln vnd capunen,
Claret, ipocraig vnd malvasier, muscateller, rapiser vnd rommanher
Vnd fuster vil der welschen trachten: deren wir wenig in unsren hüsren
machten.

Milch, kes, anken, ziger vnd rhy, das was gemeinlich vnser spyse!
Jeh pflantgest du wider in das land was wir vertriben vnd vsgrüt
hand:

Hoffart, gewalt, grossen übermut, allein daß dir werd groß gut;
Es kämme dir woher das wöll, vom Thüfel oder us der hell.

Gut was vnser knecht, jeh istz din herr, wer by dir gut hat,
der hat eer;

Ich sag dir das on allen spott, gut ist worden din herr vnd gott!
Das schafft din frömd blutsüchlig gfert,) das hat dich alle bosheit gkert,
Macht dir kein wölffle in dinem land; du ladest vff dich groß spott vnd
schand;

Der überfluß in allen dingen mag dir damit kein wölffle bringen.
Willtu glück vnd wolfeyle han, so must von diner bosheit lan.
Bitt Gott, das er dir das ferzsch, so wirstu glück han ewiglich."

1) Der fremde Dienst, die damalige übertriebene „Fremdenindustrie“.



IX.

die Generalidee, gewissermaßen das Programm
en ist, von dem die helvetische Revolution
die alte Eidgenossenschaft ausging, wissen wir
heute noch so wenig als damals, trotz aller
ngen, die darüber stattgefunden haben. Wir
e allgemeinen Motive, die Unzufriedenheit mit
ällig ganz veralteten Staatsordnung, die nach und
die Kreise der regierenden Oligarchien ergriffen
Abneigung der französischen Republik gegen
einen Nachbarstaat, der offen dem alten französischen Staats-
wesen anhing und dessen Emigranten in seinem Schooße be-
schützte, den Wunsch, den alle Regierungen Frankreichs hatten,
sich in der Eidgenossenschaft eine zum Schutze ihrer Ostgrenzen
dienstwillige Nation zu erziehen, und das augenblickliche Be-
dürfniß des völlig abgewirthschafteten Direktoriums, durch einen
leichten Erfolg sich selbst und dem Staatschatz eine Aufbesserung
zu verschaffen. Das ist alles so klar wie der Tag und durch
zahlreiche Aktenstücke und seither edirte Korrespondenzen
erwiesen. Nicht klar aber ist, ob die helvetische Revolution
etwas mehr als die gewaltsame Beseitigung der oligarchischen
Regierungen der Schweiz, im Nothfalle mit fremder Hülfe,
beabsichtigte, und ob zwischen den französischen und schweizer-
rischen Leitern derselben überhaupt jemals ein vollständiges

Einverständnis über die letzten Ziele bestand.¹⁾ Die erste helvetische Staatsverfassung war schon vor dem Kriege gegen Bern, Sreiburg und Solothurn von Peter Ochs²⁾ in Paris mit dem Direktorium und Bonaparte, der anfänglich zum Seldherrn

¹⁾ Die längst erwartete Herausgabe der Papiere Laharpe's könnte darüber vielleicht einen Aufschluß enthalten. Vgl. Hülfy „Öeffentliche Vorlesungen über die Helvetik“, pag. 362. Sogar das Interventionsgesuch der 21 Schweizer an das französische Direktorium vom 19. Frimaire VI (9. Dezember 1797), der eigentliche Beginn der Revolution, ist zwar dem Sinne nach aus andern Aktenstücken bekannt, aber selbst noch niemals publizirt worden und auch in der Schweiz nirgends zu finden. Wahrscheinlich war auf einen Widerstand der bernischen Regierung im Waadtlande selbst gerechnet worden; da er nicht erfolgte, wuchs erst den französischen Befehlshabern der Muth, diese Regierung in ihrem eigenen Lande anzugreifen, statt bloß die Reserve-Armee zur Unterstützung der Unterthanen zu bilden, und als auch dies gelungen war, wollte Brune nun die Schweiz als ein erobertes Land behandeln und in drei Theile schneiden, von denen zwei zu späterer Einverleibung in die französische Republik bestimmt waren. Vgl. „Helvetik“ pag. 196. 697. 703. 715–719. Es hatte bereits die Organisation zu einer waadtländischen Armee mit einem „General“ bestanden, welche nach dem Beginne des direkten Krieges Frankreichs mit Bern wieder aufgelöst wurde. Vgl. hiezu einen Aufsatz von Prof. Stern in Zürich in der „Revue historique“ Band 39 «le club des patriotes Suisses à Paris».

Eine gute Einleitung in die helvetische Zeit enthält der 1. Band der „Aktensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik“ von Dr. Strickler. Dieses Werk, welches die aus nahezu 5000 Soliobänden bestehenden Akten der Zeit von 1798 bis 1803 zugänglich machen soll, erscheint seit 1886 auf Kosten der Eidgenossenschaft, als Sortsetzung der „Eidgenössischen Abschiede“ und ist nächstens bei seinem IV. Bande angelangt, der bis zum September 1799 reichen wird. Die erste Serie des Werkes, die den politischen Theil der Helvetik enthalten soll, ist auf 8 Bände berechnet. Ihr folgt dann eine zweite über das sehr interessante kulturhistorische Material, das sich in diesen größtentheils unbekannten Solianten befindet. Eine private Vorarbeit waren die erwähnten „Vorlesungen über die Helvetik“ aus den Jahren 1876–1878, die 1878 im Drucke erschienen und das Interesse für diese Zeiten wieder einigermaßen weckten. Sie enthalten die wichtigsten Aktenstücke, namentlich alle Verfassungen und Verfassungsentwürfe, und werden daher hier meistens citirt. An sie schließen sich unmittelbar an die „Eidgenössischen Geschichten“ des politischen Jahrbuchs.

²⁾ Vgl. Helvetia I, 639.

gegen die Schweiz bestimmt war, verabredet und in zahlreichen Exemplaren durch den französischen Gesandten verbreitet worden. Sie wurde, nach dem kurzen Intermezzo einer Theilung der Schweiz, welches der französische General Brune vom 16. bis 22. März in Scene setzte, durch eine Nationalversammlung in Aarau, welche der französische Armeekommissär Lecarlier mit Erlaß vom 28. März 1798 einberief, ¹⁾ ohne Diskussion angenommen ²⁾ und mittelst einer Proklamation vom 18. April dem mit diesem summarischen Verfahren nur theilweise zufriedengestellten schweizerischen Volke publizirt. Es war ohne Zweifel auch bei den meisten Freunden einer neuen Ordnung die Anschauung vorherrschend gewesen, das „helvetische Büchlein“ sei nur als ein Entwurf anzusehen, dessen Annahme erst nach stattgehabter Diskussion durch eine oder mehrere legislative Versammlungen erfolgen solle, wie sie auch bereits zum Theil stattgefunden hatten.

Diese Realität der Sachlage machte sich nun dennoch geltend, entgegen allen Willkürlichkeiten augenblicklicher Macht, worauf man im Staatenleben stets mit Sicherheit rechnen kann ³⁾, und die Zeit von 1798 bis 1815, — ein späteres Jahrhundert der Geschichtsschreibung wird sagen bis 1848, — war nur eine fortgesetzte Reihe von Versuchen, die alte eidgenössische Staatsverfassung in eine neue, den Ansprüchen der Demokratie entsprechendere Form umzugießen.

Die ganze moderne Entwicklungsgeschichte der Eidgenossenschaft gleicht überhaupt einer Reihenfolge von Pendelschwingungen zwischen den beiden extremen Punkten einer möglichst vollkom-

¹⁾ Helvetische Akten I, 559. „Helvetik“ 720. Bulletin des loix et décrets du corps législatif de la République Helvétique I, 1. 7.

²⁾ Der erste Präsident der ersten Nationalversammlung der modernen Schweiz wurde nun jener Seckelmeister Bodmer von Stäfa, über den die Züricher Regierung noch vor drei Jahren das Schwert des Henkers hatte schwingen lassen.

³⁾ Das ist auch der Unterschied zwischen den Staatsmännern; die einen haben Augen dafür, die andern nicht.

menen kantonalen Souveränität, wie sie in den letzten Jahrhunderten der alten Zeit bestanden hatte, und einer völlig unhistorischen Staatseinheit. Zeitweise stille stehen wird der Pendel immer nur bei einer richtig konstruierten bundesstaatlichen Verfassung, mit starker Zusammenfassung nach Außen und großer Freiheit in der Behandlung der innern Angelegenheiten, wie sie bisher nur annähernd gefunden worden ist. Einstweilen kann jede Bewegung nach der einen Seite hin, die aus irgend einem äußern Anlasse hervorgeht, früher oder später auf ihre Gegenbewegung zählen. Es scheint überhaupt die Aufgabe des 19. Jahrhunderts werden zu wollen, an seinem Ende noch einmal zu beweisen, was an seinem Anfange schon gezeigt worden ist, daß die Bedingungen des staatlichen Zusammenlebens von Menschen weder ganz willkürlich festgestellt, noch in bloß materiellem Wohlbefinden gesucht werden können und daß namentlich weder die Logik, noch die Phantasie die Staatseinrichtungen dauernd gestalten können, sondern allein ein gewisser gesunder Menschenverstand, der das Maßhalten in allen Dingen als das letzte Wort der Staatsweisheit empfiehlt.¹⁾

Der erste Versuch einer völlig „idealen“ Staatseinrichtung war ein sowohl der Originalität, als der historischen Staatsauffassung entbehrender, eine Nachahmung der damaligen französischen Direktorialverfassung, die selbst kein sehr vollkommenes Werk war. Das stark reduzierte Gebiet der Eidgenossenschaft²⁾ wurde durch

¹⁾ Die große Täuschung, daß irgend eine „Menschheit“ oder „Völker-
verbrüderung“, oder überhaupt irgend eine noch so großartige „Idee“, ohne
Anschluß, ja vielmehr mit Aufhebung von Vaterland, Familie und Re-
ligionsgenossenschaft jemals die Menschen dauernd beglücken könne, war
damals der Irrthum der Besten ihrer Zeit, denen genug gethan zu haben,
man nach dem Worte des Dichters sich genügen lassen kann. Heute und
angesichts dieser noch wohlbekannten Vergangenheit ist die gleiche Tendenz
weniger verzeihlich.

²⁾ Direkt weggefallen waren Mülhausen, das Bisthum Basel nebst
Biel, Neuenburg, Genf und das Veltlin. Rhätien war noch nicht definitiv
beigetreten, Wallis nach den Intentionen der französischen Eroberer nur
provisorisch angeschlossen.

diese Pariserverfassung in zweiundzwanzig Präfekturen eingetheilt, denen man den in den französischen Verträgen als Uebersetzung von „Ort“ gebräuchlich gewordenen Namen „Kanton“ gelassen hatte. Es waren: Vallis ¹⁾, Lemman, Sreiburg, Bern, ²⁾ Solothurn, Basel, Aargau, Unterwalden (einheitlich mit Hauptort Stans), Uri, Bellinzona (die vier obern Landvogteien), Lugano (Sotto Cenere), Rhätien ³⁾, Sargans, Glarus, Appenzell (vereinigt, Hauptorte Appenzell und Herisau), Thurgau, St. Gallen (bloß die Stadt und das Gebiet des Abtes), Schaffhausen, Zürich, Zug (nebst Baden und den freien Aemtern), Schwyz (mit Gerfau, Rüschnacht, Einsiedeln und den Höfen). Weggelassen war von den damals zugewandten Orten, außer den direkten französischen Annexionen, welche dann der Allianzvertrag vom 19. August 1798 in Art. IV anerkannte ⁴⁾, Neuenburg, auf welches Frankreich

¹⁾ Dasselbe wurde dann am 31. August 1802 von der helvetischen Republik abgerissen und zu einer eigenen „rhodanischen Republik“, unter dem angeblichen Schutze der französischen, cisalpinischen und helvetischen Republik umgeschaffen, bereits am 16. November 1810 aber durch ein Dekret Napoleons I. Frankreich einverleibt, was ohne Zweifel von Anfang an beabsichtigt gewesen war. Die Motivirung dieser Einverleibung mit den Interessen Frankreichs an der Verbindung mit Italien über den Simplon ist auch heute in der Aera des Simplon-Eisenbahnbaues lesenswerth. Vgl. „Helvetik“, pag. 196 und 226 und Politisches Jahrbuch I, 258, IV, 226.

²⁾ Ohne das Oberland, welches durch die Proklamation Lecarlier's abgetrennt und zu einem eigenen 23. Kanton mit der Hauptstadt Thun erklärt wurde, welcher dann bis in das Jahr 1802 hinein bestand. Ueber die Eintheilung desselben vgl. bulletin des loix I, 181.

³⁾ Dasselbe war aufgenommen, obwohl damals noch und bis in das Jahr 1801 hinein der Beitritt keineswegs sicher war. „Helvetik“, pag. 293.

⁴⁾ Vgl. „Helvetik“, pag. 721. Der Artikel lautet:

« Art. IV. Les frontières entre la France et l'Helvétie seront terminées par une convention particulière qui aura pour base, que tout ce qui faisait partie du ci-devant Evêché de Basle et de la Principauté de Porrentrui, sera définitivement réuni au territoire français, ainsi que les enclavées Suisses, qui se trouvent comprises dans les Départemens du Haut-Rhin et du Mont-Terrible, sauf les rétrocessions ou échanges, qui seront jugés indispensables pour la plus parfaite rectification des dites frontières, depuis Basle jusqu'à Genève, et qui ne contrarieraient point les réunions déjà définitivement opérées au Territoire Français. »

wohl schon damals ein Auge hatte und das es sich dann in dem berichtigten Allianzvertrag mit Preußen vom Februar 1806 abtreten ließ. Diese Gebietseinteilung änderte sich jedoch schon im Mai des Jahres 1798, indem die Urkantone mit Zug in einen Kanton Waldstätten, mit dem Hauptort Zug, Glarus und Sargans in einen Kanton Linth mit dem Hauptort Glarus, Appenzell, Stadt und Landschaft St. Gallen nebst Untertheinthal und Untertoggenburg in einen Kanton Säntis mit der Hauptstadt St. Gallen, verschmolzen wurden. Dagegen wurden die ehemalige Grafschaft Baden und die freien Ämter wieder von Zug getrennt und zu einem Kanton Baden, mit dem Hauptort Baden, gemacht. Die alten Stände Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus und Zug, sowie der kurze Traum des Kantons Sargans verschwanden dagegen einstweilen aus der Weltgeschichte. Der spätere Verfassungsentwurf vom 27. Februar 1802 enthielt dann wieder eine andere Gebietseinteilung, und schon aus dem Sommer 1799 datirt ein ganz neuer Entwurf (der aber keinerlei praktische Folgen hatte), zufolge welchem zehn ganz gleichmäßige Kantone nach dem Muster der französischen Departemente und mit ebenfalls aus der Geographie hergenommenen Namen entstehen sollten¹⁾. Es bestanden somit während der helvetischen Zeit zuerst 22, dann 23, dann 19 und zuletzt, seit der Abtrennung von Wallis im Jahre 1802, 18 Kantone. Zum Staatsgebiete kam im Jahre 1802 das bis dahin österreichische Strickthal,²⁾ welches im Lünevillerfrieden von

¹⁾ Vgl. „Helvetik“, pag. 325, 788 und Helvet. Archiv, Bde. 75 und 205. Der IV. Band der helvetischen Aktensammlung wird die Geschichte dieser Neueinteilung — überhaupt der ersten Verfassungsrevisionsprojekte, die wesentlich vom Sept. 1798 bis Sept. 1799 dauerten, enthalten. Die Namen dieser Kantone des Bürgers Saas von Basel waren: Säuenstein, Rheinfall, Oberaar, Lemman, Rhonequellen, Tessin, Reußquellen oder Vierwaldstättersee, Linth, Hohensäntis und Thur, Rhätien oder Rheinquellen (bis Wallenstadt und Schloß Blatten reichend). Es besteht darüber noch eine Karte im helvetischen Archiv.

²⁾ Dasselbe, die neuenburgische Gemeinde Cerneux-Péquignot, die im ersten Pariser Frieden von Frankreich an Preußen abgetreten wurde und

Oesterreich an Frankreich und von diesem an die Eidgenossenschaft (gegen das Dappenthal) abgetreten wurde.

Die allgemeinen Prinzipien dieses Einheitsstaates, welche während der ganzen Periode der sogenannten „Helvetik“, vom 12. April 1798 bis zum 10. März 1803, gewissermaßen die offizielle, wiewohl nie ganz unbestrittene Staatsauffassung der damaligen Zeit darstellten, sind in dem ersten Titel der Pariser-Versaffung ¹⁾ enthalten und lauteten wie folgt:

„Erster Titel. Hauptgrundsätze.

1. Die helvetische Republik macht einen unzertheilbaren Staat aus.

Es giebt keine Grenzen mehr zwischen den Kantonen und den unterworfenen Landen noch zwischen einem Kanton und dem andern. Die Einheit des Vaterlandes und des allgemeinen Interesse's vertritt künftig das schwache Band, welches verschiedenartige, außer Verhältniß ungleich große, und kleinen Lokalitäten oder einheimischen Vorurtheilen unterworfenen Theile zusammenhielt und auf Gerathewohl leitete. Man verspürte nur die ganze Schwäche einzelner Theile; man wird aber durch die vereinigte Stärke Aller stark sein.

2. Die Gesamtheit der Bürger ist der Souverän oder Oberherrscher. Kein Theil und kein einzelnes Recht der Ober-

die Abrundungen des Kantons Genf aus den Jahren 1815 und 1816, sind die schweizerischen Gebietstheile, die nie zu der alten Eidgenossenschaft gehört hatten.

¹⁾ Helvetische Aktensammlung I, 586. „Helvetik“, pag. 731. Ihr gewöhnlicher Name ist die „erste helvetische Verfassung“, zum Unterschied von der nachmaligen zweiten von 1802, die allein unser eigenes Werk ist. Richtiger wäre der Name „Pariser Verfassung“, obwohl allerdings auch die Mediationsverfassung diesen Titel beanspruchen könnte. In damaliger Zeit hieß sie das „helvetische Büchlein“, die „Helvetik“, bei ihren Gegnern auch das „Ochsenbüchlein“, oder gar das „höllische Büchlein“. Sie existirt in keinem geschriebenen Aktenstück, das eidgenössische Archiv selber besitzt nur ein solches gedrucktes Exemplar, wie es damals noch vor der Annahme in Aarau durch den französischen Gesandten Mengaud in Basel massenhaft verbreitet wurde.

herrschaft kann vom Ganzen abgerissen werden, um das Eigenthum eines Einzelnen zu werden.

Die Regierungsform, wenn sie auch sollte verändert werden, soll allezeit eine repräsentative Demokratie sein.

3. Das Gesetz ist die Erklärung des Willens des Gesetzgebers, welchen er auf eine durch die Konstitution festgesetzte Art kundgemacht hat.

4. Die zwei Grundlagen des öffentlichen Wohls sind Sicherheit und Aufklärung.

Aufklärung ist besser als Reichthum und Pracht.

5. Die natürliche Freiheit des Menschen ist unveräußerlich. Sie hat keine anderen Grenzen als die Freiheit jedes andern und gesetzmäßig erwiesene Absichten eines allgemein nothwendigen Vortheils.

Das Gesetz verbietet jede Art von Ausgelassenheit; es muntert auf, Gutes zu thun.

6. Die Gewissensfreiheit ist uneingeschränkt; jedoch muß die öffentliche Aeußerung von Religionsmeinungen den Gefinnungen der Eintracht und des Friedens untergeordnet sein. Alle Gottesdienste sind erlaubt, insofern sie die öffentliche Ruhe nicht stören und sich keine herrschende Gewalt oder Vorzüge anmaßen. Die Polizei hat die Aufsicht darüber und das Recht, sich nach den Grundsätzen und Pflichten zu erkundigen, die darin gelehrt werden. Die Verhältnisse einer Sekte mit einer fremden Obrigkeit sollen weder auf die Staatsachen noch auf den Wohlstand und die Aufklärung des Volkes einigen Einfluß haben.

7. Die Pressfreiheit ist eine natürliche Folge des Rechtes, das jeder hat, Unterricht zu erhalten.

8. Es giebt keine erbliche Gewalt, Rang noch Ehrentitel. Jeder Gebrauch oder jede daraufzielende Einsetzung soll durch Strafgesetze verboten werden.

Erbliche Vorzüge erzeugen Hochmuth und Unterdrückung, führen zu Unwissenheit und Trägheit und leiten die Meinungen über Dinge, Begebenheiten und Menschen irre.

9. Privateigenthum kann vom Staat nicht anders verlangt werden als in dringenden Fällen oder zu einem allgemeinen, offenbar nothwendigen Gebrauch und dann nur gegen eine gerechte Entschädigung.

10. Ein jeder, der durch gegenwärtige Staatsverfassung das Einkommen irgend einer Stelle oder Pfründe verliert, soll vergütungsweise eine lebenslängliche Rente erhalten, diejenigen Jahre ausgenommen, wo ihn eine andere einträgliche Stelle oder eine Pension auf eine billige Art entschädigen würde.

Von aller Vergütung oder Entschädigung sind jedoch diejenigen ausgeschlossen, welche sich von Kundmachung des gegenwärtigen Konstitutions-Plans an der Annahme einer weisen, politischen Gleichheit zwischen Bürgern und Unterthanen und des Systems der Einheit und Gleichheit zwischen den Gliedern des gemeinschaftlichen Vaterlandes widersetzen würden. Außerdem ist vorbehalten, gegen diejenigen, deren Widerstand von Bosheit, Arglist oder Salschheit zeugen würde, zu seiner Zeit strengere Maßregeln zu ergreifen.

11. Steuern werden zum allgemeinen Nutzen ausgeschrieben und müssen unter den Steuerbaren nach ihrem Vermögen, Einkünften und Nutznießungen vertheilt werden.

Dieses Verhältniß kann aber nur annäherungsweise bestimmt werden. Eine zu weit getriebene Genauigkeit würde das Auflagen-System kostspielig und der National-Wohlfahrt nachtheilig machen.

12. Die Besoldung der öffentlichen Beamten soll man nach Verhältniß der Arbeit und der erforderlichen Talente aussetzen, sowie auch nach Maßgabe der Gefahr, wenn die Aemter feilen Händen anvertraut werden oder das ausschließliche Erbtheil der Reichen bilden sollten.

Diese Besoldungen sollen in einem Quantum Getreide bestimmt und, so lange ein Beamter an seiner Stelle sein wird, nicht vermindert werden.

13. Kein liegendes Gut kann unveräußerlich erklärt werden, weder für eine Korporation oder für eine Gesellschaft noch

für eine Familie. Das ausschließliche Recht, liegende Güter zu besitzen, führt zur Sklaverei.

Der Grund und Boden kann mit keiner Last, Zins oder Dienstbarkeit beschwert werden, wovon man sich nicht loskaufen könnte.

14. Der Bürger ist gegen das Vaterland, seine Familie und die Bedrängten pflichtig. Er pflegt Freundschaft, opfert ihr aber keine seiner Obliegenheiten auf. Er schwört allen persönlichen Groll und jeden Beweggrund von Eitelkeit ab. Sein Hauptzweck ist die moralische Veredlung des menschlichen Geschlechts; ohne Unterlaß ladet er zu den sanften Gefühlen der Bruderliebe ein. Sein Ruhm besteht in der Achtung gütendekender Menschen, und sein Gewissen weiß ihn selbst für die Verfassung dieser Achtung zu entschädigen."

Dagegen waren die übrigen, organisatorischen Theile der Verfassung während dieser fünf Jahre, namentlich aber seit dem ersten Staatsstreich vom 7. Januar 1800, einem so großen tatsächlichen Wechsel unterworfen, daß es am richtigsten erscheint, sich überhaupt diese ganze Verfassungsperiode als eine Zeit beständiger Revisionsversuche vorzustellen, welche erst durch die von Frankreich oktroyirte Mediationsverfassung von 1803 zu einem zeitweisen Resultate gelangten. Dieser beständigen innern Unruhe entsprach die äußere Betheiligung der neuen Republik an den Kriegen der französischen Mutterrepublik gegen das vereinigte Europa, in welche sie durch das bestehende Allianzverhältniß hineingerissen wurde,¹⁾ dergestalt, daß zeitweise, vom

¹⁾ Vgl. den Allianzvertrag vom 19. August 1798. „*Helvetik*", pag. 721, dessen Artikel I, II und V, wie folgt, lauteten:

• Art. I. Il y aura à perpétuité entre la République Française et la République Helvétique, paix, amitié et bonne intelligence.

Art. II. Il y a dès ce moment entre les deux Républiques *alliance offensive et défensive*.

L'effet général de cette alliance est, que chacune des deux Républiques peut, en cas de guerre, requérir la coopération de son Alliée.

Mai bis zum September 1799, die Verfassung selbst suspendirt und eine Art von Diktatur der maßgebenden Mitglieder des damaligen Direktoriums, speziell Friedrich Cäsar Laharpe's, an ihre Stelle getreten war¹⁾). Am 7. Januar 1800 löste ein Staatsstreich der gesetzgebenden Rätthe das Direktorium von fünf Mitgliedern, welches die verfassungsmäßige Exekutivbehörde der Republik war, auf, und an seine Stelle trat bis zu Ende der helvetischen Zeit niemals mehr eine durch eine regelmäßige

La Puissance requérante spécifie alors, contre qui la coopération est réclamée, et par l'effet de cette réquisition spéciale, la Puissance réquise entre en guerre contre la puissance ou les puissances désignées: mais elle reste en état de neutralité, vis-à-vis de celles qui seraient en guerre avec la Puissance requérante, et qui n'auraient point été particulièrement désignées par elle.

Il est reconnu, que l'effet de la réquisition de la République Française ne pourra jamais être d'envoyer des troupes Suisses outre mer.

Les Troupes requises seront payées et entretenues par la Puissance requérante, et en cas de réquisition, aucune des deux Républiques ne pourra conclure séparément un Traité d'amnestie ou de paix.

Les effets particuliers de l'Alliance, lorsque de part ou d'autre la réquisition aura lieu, la nature et la quotité des secours mutuellement accordés seront déterminés de gré à gré par des conventions spéciales. basées sur les principes qui sont renfermés dans cet article.

Art. V. Afin d'assurer les communications de la République Française avec l'Allemagne méridionale et l'Italie, il lui sera accordé le *libre et perpétuel usage des deux routes commerciales et militaires*, dont la première passera par le Nord de l'Helvétie en remontant le Rhin, et suivant les rives occidentale et méridionale du lac de Constance, et dont la seconde partant de Genève et traversant le Département du Mont-Blanc, traversera également le Vallais pour aboutir sur le Territoire de la République Cisalpine, suivant une direction qui sera déterminée, et il est convenu, que chaque Etat fera sur son Territoire les travaux nécessaires pour l'établissement de ces deux routes. »

Dieses enge Allianzverhältniß lag nicht im Wunsche der Schweiz, gentheils wurde in der Mitte des Jahres 1799 Maurice Glayre nach Paris geschickt, um eine Aufhebung desselben und die Anerkennung der schweizerischen Neutralität zu erzielen, aber ohne Erfolg. Band IV der helvetischen Aktensammlung wird das Nähere über diese Unterhandlungen enthalten.

¹⁾ Vgl. „Helvetik“, pag. 290 ff.

und allgemein anerkannte Verfassung legitimierte Regierungsbehörde¹⁾. Auch die „gesetzgebenden Rätthe“, die aus einem großen Rathe und einem Senat bestanden, lösten sich dann selber in einem zweiten Staatsstreich vom 7. August 1800 auf²⁾, und von dort ab beginnt der Gedanke einer Restauration³⁾ mittelst Wiederherstellung eines größeren, oder geringeren Theiles der kantonalen Souveränität, — das Suchen nach den richtigen Grundlagen eines Bundesstaates, in welchem wir noch heute begriffen sind.

Die zwei beständigen Typen hiefür sind seither die Verfassung von Malmaison vom 29. Mai 1801, ein mit dem damaligen ersten Konsul Bonaparte auf dem Lustschlosse Malmaison bei Paris vereinbarter Entwurf, welcher von einem eigens dazu gewählten Verfassungsrath, der sog. helvetischen Tagsatzung vom September 1801, hätte angenommen werden sollen, und die spätere, sog. zweite, helvetische Verfassung. Die Verfassung von Malmaison ist derjenige Entwurf, welcher der Mediationsverfassung von 1803 zu Grunde lag, und da diese wieder das Vorbild des nachmaligen Revisionsentwurfs von 1832 und 1833 war, aus dem die Bundesverfassung von 1848 hervorgegangen ist, so darf man sagen, auch unsere heutige Verfassung noch hat ihre erste Quelle in diesem Verfassungsentwurfe vom 29. Mai 1801, welcher, wie folgt, lautete:⁴⁾

¹⁾ Vgl. über diese beständig wechselnden Exekutivbehörden „Helvetik“, pag. 795. — ²⁾ Vgl. „Helvetik“, pag. 387.

³⁾ Aus dieser Zeit (Sommer 1799) datirt der erste reaktionäre Verfassungsentwurf, von C. L. v. Haller, welcher muthmaßlich dem letzten Entwurfe der helvetischen Periode, demjenigen der Schwyzer-Tagatzung, zum Muster gedient hat. Er ist vorläufig nirgends anders zu finden als in Haller's „Geschichte der Wirkungen und Folgen des österreichischen Feldzuges in der Schweiz“, Weimar 1801. Damit begann die rastlose reactionäre Wirksamkeit dieses Mannes, der noch kurze Zeit vorher im März 1798 eine vollständig auf den Grundjahren der französischen Revolution fußende neue Verfassung für Bern entworfen hatte.

⁴⁾ „Helvetik“, pag. 408. 748, wo der ursprüngliche Entwurf abgedruckt ist, während das Nachfolgende die definitive Redaction enthält, vgl. Helvet. Gesetzesammlung, deutsche Ausgabe, V, 402.

„Erster Abschnitt.

Die helvetische Republik bildet Einen Staat. Bern ist die Hauptstadt Helvetiens. Sein Gebiet ist in Kantone eingetheilt.

Diese Kantone sind: 1. Bern, in seinen alten Grenzen, mit Ausnahme des Waadtlandes und des Aargaus; 2. Zürich in seinen alten Grenzen; 3. Luzern, eben so. 4. Uri, eben so; 5. Schwyz, eben so; 6. Unterwalden, eben so; 7. Zug, eben so; 8. Glarus, vergrößert durch die Vogteien von Sargans, Werdenberg, Gaster, Uznach und Rapperschwil; 9. Appenzell, vergrößert durch das Toggenburg, St. Gallen und Rheinthäl; 10. Solothurn in seinen alten Grenzen; 11. Sreiburg, vergrößert durch die ehemals gemeinsamen Vogteien von Murten und Schwarzenburg; 12. Basel, vergrößert durch den untern Theil des Srickthals bis Säckingen; 13. Schaffhausen, vereinigt mit Thurgau; 14. Aargau, vereinigt mit Baden und dem obern Srickthäl; 15. das Waadtland, in seinen alten Grenzen; 16. Graubünden; 17. die italienischen Vogteien. Derjenige Theil des Wallis, welcher nicht an Frankreich wird abgetreten sein, soll einem benachbarten Kanton einverleibt werden.

Zweiter Abschnitt.

Es soll eine gemeinsame Organisation der Republik für die Ausübung der Nationalsoveränität, und eine Kantonalorganisation sein. Die gemeinsame Organisation umfaßt: das allgemeine höhere Polizeiwesen, die bewaffnete Macht für die innere und äußere Sicherheit der Republik, die politischen und diplomatischen Verhältnisse mit dem Auslande, die gleichförmige Verwaltung der bürgerlichen und der peinlichen Rechtspflege, die Bestimmung desjenigen Anthells an die Staatsabgaben, welchen jeder Kanton zu liefern hat, die National-Verwaltung, Salz, Posten, Bergwerke, Kaufhäuser und Zölle, die Verfertigung und Polizei der Münzen, die Ordnung und Polizei für den Handel, die allgemeinen und öffentlichen Unterrichtsanstalten. Die besondere Organisation jedes Kantons begreift: die Erhebung und Vertheilung der

Grundabgaben, die Festsetzung der Bedürfnisse des Kantons und der Mittel, dieselben durch Ortsanlagen zu befriedigen, die Suchtpolizei, die Verwaltung der Nationalgüter und Domänen, mit Inbegriff der Zehnten und Bodenzinse, der Gottesdienst, die Entschädnisse der Geistlichen, die besondern Erziehungs- und Unterrichtsanstalten. Zu Bestreitung der Ausgaben für diese Gegenstände soll der Ertrag der Domänen, so wie jener der Kantonalzehnten und Bodenzinse insbesondere angewiesen sein.

Dritter Abschnitt.

Die gemeinsame Organisation der Republik ist aus einer Tagsatzung und einem Senat zusammengesetzt.

Tagsatzung.

Die Tagsatzung besteht aus den vereinigten Stellvertretern aller Kantone in nachstehendem Verhältnisse: Bern 9, Zürich 8, Waadtland 7, Aargau 6, Schaffhausen 6, Graubünden 6, Appenzell 6, Luzern 5, Glarus 5, italienische Vogteien 5, Sreiburg 4, Basel 3, Solothurn 3, Uri 1, Schwyz 1, Zug 1, Unterwalden 1; zusammen 77. Die Mitglieder der Tagsatzung können durch ihre Kantone entschädigt werden. Sie bleiben fünf Jahre im Amte. Die Tagsatzung ist beauftragt, die im Senate erledigten Stellen wieder zu besetzen. Sie nimmt die Rechnungen des Nationalschakamtes ab. Sie entscheidet über die Klagen der Kantone gegen die Verfügungen des Senats. Der Senat ruft die Tagsatzung zusammen, so oft die Mehrheit der Kantone solches verlangt. Er ist gleichfalls verpflichtet, dieselben zusammen zu rufen, wenn von einem Kantone Klage gegen ihn geführt und diese Klage durch vier andere Kantone unterstützt wird. Der Tagsatzung kommt die Berathung und Annahme der Gesetze zu, in den Sälen, wo einem vom Senate den Kantonen vorgetragenen Gesetzworschlag nicht zwölf Kantone beigestimmt haben, der Senat aber auf seinem Vorschlage besteht. Beim Anfang jedes Zusammentritts der Tagsatzung wird der Senat die Dauer derselben bestimmen.

Senat.

Der Senat besteht aus zwei Landammännern und 23 Rätthen. Es können darin nicht mehr als drei Glieder aus einem Kanton sitzen. Der Senat entwirft die Gesetzworschläge und legt sie den Kantonen zur Annahme vor. Er beschließt alle Maßregeln und Verordnungen, welche die Verwaltung und die allgemeine Polizei betreffen. Er erklärt Krieg, schließt Frieden und Bündnisse, und bestätigt Verträge. Er entscheidet in Streitfachen zwischen den Kantonen. Er zeigt der Tagsatzung die Kantonalbehörden an, welche sich Eingriffe in die gemeinsame Verfassung zu Schulden kommen lassen. Er wählt aus seiner Mitte die beiden Landammänner. Diese bleiben 10 Jahre im Amte; die einfachen Senatoren 5 Jahre. Die Landammänner führen wechselseitig den Vorsitz im Senat, jeder ein Jahr lang. Der Landammann, der nicht den Vorsitz führt, ist der Stellvertreter des andern in Fällen von Krankheit oder Abwesenheit. Der Senat ernennt aus seiner Mitte einen kleinen Rath. Derselbe besteht aus 4 Gliedern; der erste Landammann ist ihr Vorsitzender. Dieser Rath ist mit der Vollziehung der Gesetze beauftragt. Er entwirft die Verwaltungsbeschlüsse oder Verordnungen, welche hernach durch den gesammten Senat angenommen werden. Er wacht über ihre Vollziehung. Jedes der 4 Glieder dieses Rathes ist mit einem der nachfolgenden Regierungsfächer beauftragt: Innere Angelegenheiten, Rechtspflege, Finanzen und Krieg. Alle Beamten der allgemeinen Verwaltung sind ihm untergeordnet, und werden mit Ausnahme der Statthalter von ihm ernannt. Der Landammann, welcher im Amte ist, bezieht einen Gehalt von 30,000 Sr. Der zweite Landammann und die 4 Glieder des kleinen Rathes beziehen einen Gehalt von 6000 Sr. Der Landammann, der im Amt ist, ernennt die Statthalter der Kantone. Der kleine Rath ruft sie von ihren Stellen ab. Dem Landammann kommt die Leitung der auswärtigen Angelegenheiten zu; er hat unter sich einen Staatssekretär, der mit diesem Regierungsfache und mit der Korrespondenz be-

auftragt ist. Er ernennt denselben, und wählt ihn außer dem Senat. Er ernennt die diplomatischen Agenten. Der Senat kann sich vertagen, jedoch nicht für länger als 6 Monate. Während dieser Vertagung liegt die vollziehende Gewalt in den Händen des kleinen Rathes, der sie, mit Ausnahme der Gesetzworschläge, in ihrem ganzen Umfange ausübt. Diese Vertagung darf nicht statt haben während den 6 Wochen, welche dem Zusammentritt der Tagfakung zunächst vor- oder nachgehen. Der Senat kann sich vom kleinen Rath Rechenschaft seiner Geschäftsführung während der Vertagung geben lassen. Er kann ihm Verhaltungsbefehle ertheilen. Die einfachen Mitglieder des Senates beziehen Entschädigungen aus dem öffentlichen Schatze; sie dürfen die Summe von 4000 Sr. nicht überschreiten.

Vierter Abschnitt.

Kantonal-Organisation.

In jedem Kanton ist ein Statthalter, der vom Landammann gewählt wird, und der mit der Vollziehung der allgemeinen Gesetze der Republik im Kanton, und mit der höhern Polizei beauftragt ist. Jeder Kanton hat seine besondere Verwaltungsorganisation mit den oben bestimmten Befugnissen; dieselbe wird den örtlichen Erfordernissen angepasst sein. Die Verwaltungsbehörde jedes Kantons berathschlagt über die Gesetzworschläge, die ihr vom Senate vorgelegt werden; sie nimmt dieselben an, oder verwirft sie, und sie sendet ihr Befinden an den Senat.

Fünfter Abschnitt.

Wählbarkeits-Bedinge.

Niemand darf zu den National- oder Kantonal-Aemtern wählen oder gewählt werden, wenn er nicht: 1) Helvetischer Bürger ist; 2) ein Eigenthum in Helvetien besitzt, oder einen unabhängigen Beruf hat; 3) eine Abgabe bezahlt, deren Betrag von jedem Kantone wird bestimmt werden. Diese Abgabe soll für Kantonalämter das Doppelte derjenigen sein, die für Distrikts-

stellen erfordert wird; und für Nationalstellen das Dreifache derjenigen, so die Kantonalämter erheischen."

Durch besonderes Dekret des gesetzgebenden Rathes vom 29. Mai 1801 wurden sodann folgende Uebergangsbestimmungen festgesetzt:

"Es wird auf folgende Weise zur Kantonalorganisirung geschritten: Im Verfolge einer Proklamation der gegenwärtigen Regierung laden die Verwaltungskammern jedes Kantons die Municipalitäten ein, auf einen bestimmten Tag eines ihrer Mitglieder nach dem Hauptorte ihrer Distrikte zu senden. Diese vereinigten Deputirten bilden eine Kammer, welcher obliegt, einen Distriktsrepräsentanten nach der relativen Mehrzahl zu ernennen. Die Repräsentanten begeben sich in den Hauptort des Kantons, mit der Vollmacht, einen Organisationsplan zur Verwaltung des Kantons zu debattiren und zu genehmigen. Die Kantonaltagssakung, auf diese Weise gebildet, beschließt eine Verwaltungsweise für den Kanton, bestimmt die Beschaffenheit der Behörden, ihre Kompetenz, ihre Verhältnisse unter einander, die Zahl und die Indemnitäten der Beamten, endlich die Weise der Wahl der Kantonsrepräsentanten bei der helvetischen Tagssakung. Auch hat die Kantonaltagssakung die Kantonsrepräsentanten zur ersten helvetischen Tagssakung zu ernennen. Sodann wird sie dazu schreiten, die Mitglieder der von ihr eingesetzten Behörde zu ernennen; diese Behörden können aber nicht eher thätig sein, als wenn der Plan der Kantonalorganisirung der helvetischen Tagssakung vorgelegt und in ihre Register eingerückt sein wird. Inzwischen werden die gegenwärtigen Behörden in ihren Verrichtungen fortfahren, bis ihnen die gesagte Einregistrirung gebührend angedeutet worden ist. Von diesem Augenblicke an ist der Plan der Kantonalorganisirung unter Garantie der Republik, ohne deren Einwilligung nichts daran verändert werden kann. Auf den 1. des nächstkünftigen Monats September muß die Arbeit jeder Kantonaltagssakung vollendet sein".

Das nämliche Dekret setzte noch im Weiteren fest, daß am 22. September 1801 die Repräsentanten der Kantone sich in Bern versammeln und den Senat wählen sollen, der dann seinerseits die beiden Landammänner und die übrigen Mitglieder des Kleinen Rathes ernennt. Hierauf löst sich diese erste Tagung (die eigentlich ein Verfassungsrath war) sofort auf und die verfassungsmäßige Tagung versammelt sich am 1. Januar 1802.

Von diesen Grundlagen ging indeß der Verfassungsrath, welcher am 7. September 1801 in Bern zusammentrat, ab und stellte einen anderen, unitarischer gehaltenen Entwurf vom 24. Oktober 1801 auf¹⁾, welcher jedoch sofort durch einen von Frankreich unterstützten Staatsstreich vom 28. Oktober außer Wirksamkeit gesetzt wurde. An seiner Stelle entstand hierauf, nach einem weitem vergeblichen Versuche des damaligen „Landammanns“ Roding, vom 27. Februar 1802²⁾, der Typus einer gemäßigten Einheitsverfassung, dem sich die jetzige Entwicklung unserer Bundesverhältnisse wieder nähert, die zweite helvetische Verfassung vom 20. Mai 1802³⁾, die erste Konstitution der Schweiz, über welche eine allgemeine Volksabstimmung statthatte.⁴⁾

Sie lautete:

¹⁾ Vgl. „Helvetik“ 414. 753.

²⁾ Vgl. „Helvetik“ 428. 763. Diese Stellung eines „Landammann“, die definitiv erst in der Mediationsverfassung erscheint, war ein provisorisch durchgeführter Bestandtheil des Entwurfs von Malmaison.

³⁾ Vgl. „Helvetik“ pag. 433. 772.

⁴⁾ Ueber die Resultate derselben vgl. „Helvetik“ pag. 462. Es ergaben sich 92,423 Ja und 167,172 Nein. Es wurden jedoch alle Nichtstimmenden als Annehmende hinzugezählt und in dieser Weise die Verfassung als „von der großen Mehrheit aller stimmfähigen Bürger in Helvetien angenommen“ erklärt, 2. Juli 1802. Bulletin VI, 130. 168.

„Erster Titel.

1. Die christliche Religion, nach dem katholischen und evangelisch-reformirten Glaubensbekenntniß, ist die Religion des Staates.

Zweiter Titel. Gebietseinteilung.

2. Die helvetische Republik bildet Einen Staat.

3. Ihr Gebiet ist in Kantone eingetheilt.

4. Diese sind:

Appenzell in den gegenwärtigen Grenzen des Kantons Sentis, mit dem Distrikt Neu St. Johann.

Aargau mit dem ganzen ehemaligen Amt Aarburg, der ehemaligen Vogtei Baden und den untern Freiamtern.

Basel in seinen dießmaligen Grenzen.

Bern in seinen dießmaligen Grenzen, mit Ausnahme der dem Kanton Aargau einverleibten Gemeinden des vormaligen Amts Aarburg, vereinigt mit dem Kanton Oberland.

Sreiburg in seinen dießmaligen Grenzen, mit Ausnahme der ehemaligen Vogteien Avanches und Payerne.

Glarus in den dießmaligen Grenzen des Kantons Linth, mit Ausnahme des Distrikts Neu St. Johann, der March, Reichenburg und der Höfe.

Luzern in seinen dießmaligen Grenzen, mit Ausnahme des Amts Merischwanden, vereinigt mit dem Sitzkirchenamt.

Graubünden in seinen dießmaligen Grenzen.

Schaffhausen in seinen dießmaligen Grenzen.

Schwyz, bestehend aus den dießmaligen Bezirken Schwyz, Urth und Einsiedeln, nebst der March, den Höfen und Reichenburg.

Solothurn in seinen dießmaligen Grenzen.

Tessin in den dießmaligen Grenzen der Kantone Lugano und Bellinzona.

Thurgau in seinen dießmaligen Grenzen.

Unterwalden in den dießmaligen Grenzen der Distrikte Sarnen und Stanz.

Uri in den dießmaligen Grenzen der Distrikte Altdorf und Andermatt.

Vaud in seinen dießmaligen Grenzen, vereinigt mit den ehemaligen Landvogteien Yverdon und Payerne.

Zug, bestehend aus dem bisherigen Bezirk Zug, den obern Freiamtern und dem Amt Merischwanden.

Zürich in seinen dießmaligen Grenzen.

5. Die erforderlichen Grenzberichtigungen zwischen den Kantonen sind dem Gesetz überlassen.

Dritter Titel. Politischer Stand der Bürger.

6. Es gibt keine Geburtsvorrechte unter den helvetischen Bürgern.

7. Keine Ehrentitel noch Vorrang, als die von öffentlichen Stellen herrühren, sind anerkannt.

8. Helvetische Bürger sind:

- 1) alle diejenigen, die sich gegenwärtig im Besitz des helvetischen Staatsbürgerrechts befinden;
- 2) die Söhne der helvetischen Bürger;
- 3) die Fremden, denen das Gesetz das Staatsbürgerrecht erteilt.

9. Das Gesetz wird über die Ausübung des Staatsbürgerrechts verfügen, es wird ebenfalls die Art der Erwerbung, sowie die Fälle des Verlustes und Einstellung desselben festsetzen.

Vierter Titel. Grundeigenthum.

10. Kein Grundstück kann für unveräußerlich erklärt, noch mit einer immerwährenden Abgabe belastet werden.

11. Alle Abgaben dieser Art, welche gegenwärtig bestehen, namentlich die Zehnten und Grundzinsen, sind loskäuflich.

12. Die Art dieses Loskaufs soll spätestens bis zum 1. Januar 1803 festgesetzt werden.

Fünfter Titel. Grundlagen der Verfassung.

13. Die allgemeine Staatsverwaltung umfaßt alle Gegenstände des gemeinsamen Wohls, und die der Souveränitätsausübung wesentlich angehören, als: die innere und äußere Sicherheit der Republik; die freundschaftlichen, politischen und Handelsverhältnisse mit den auswärtigen Mächten; die allgemeinen Verfügungen über das Kirchenwesen, insoweit es von der weltlichen Gewalt abhängt, und über den öffentlichen Unterricht; die Aufsicht über die Rechtspflege; die Leitung des Straßen-, Wasser- und Brückenbaues, insoweit es von allgemeinem Nutzen ist; den Bergbau; die Pulver- und Salpeterfabrikation; die Verwaltung der für allgemeine Bedürfnisse angewiesenen Waldungen, sowie die Salzwerke und den Handel mit auswärtigem Salz; das Postwesen; die Verfertigung und Polizei der Münzen; überhaupt das Nationalvermögen, welches besonders zu den allgemeinen Ausgaben geeignet ist, den Handel und die Industrie in ihrer Beziehung auf die Rechte des Bürgers und den allgemeinen Wohlstand; die Gesundheitspolizei; die Aufsicht über das Forstwesen. Die Gewalt, über diese Gegenstände zu verfügen, ist einer Tagsatzung, einem Senate und einem Vollziehungsrathe übertragen.

14. Jeder Kanton bestimmt seine besonderen Ausgaben, und die Mittel zur Bestreitung derselben. Er liefert auf die ihm angemessen scheinende Weise seinen gesetzlich bestimmten Beitrag zu den allgemeinen Ausgaben. Er setzt, unter den in Titel 12 anzuführenden Einschränkungen, die Einrichtungen seines Gerichtswesens fest. Er hat die Besorgung der niederen Polizei. Er verwaltet seine Liegenschaften, kann aber ohne gesetzliche Bevollmächtigung von Seite der Tagsatzung dieselben nicht veräußern. Er verwaltet seine Unterrichts- und Unterstützungsanstalten, sowie seine öffentlichen Stiftungen jeder Art. Er sorgt für die Anlegung und Unterhaltung seiner besondern Straßen, Wege, Brücken und übrigen Werke solcher Art. Demzufolge setzt jeder Kanton seine eigene

Organisation fest. Die zu dem Ende ausgefertigte Urkunde wird nach ihrer Einregistrierung in die Archive des Senats niedergelegt, und bleibt unter Garantie der Nation.

Sechster Titel. Gesetzgebende Gewalt.

15. Die Gesetze werden durch den Senat vorbereitet und entworfen, und durch die Tagsatzung beschloffen. Im Fall dieselben neue Auflagen treffen, werden sie den Kantonen vorgeschlagen. Wenn sie aber nicht eine Mehrheit von zwei Dritttheilen der Kantone erhalten, so kann der Senat dieselben der Tagsatzung vorlegen.

Siebenter Titel. Tagsatzung.

16. Die Tagsatzung besteht aus den Stellvertretern aller Kantone, die in dem Verhältnisse von Einem auf 25,000 Seelen gewählt werden.

17. Jeder Kanton hat wenigstens Einen Stellvertreter in der Tagsatzung.

18. Die Mitglieder der Tagsatzung werden auf folgende Weise ernannt: In jedem Kanton sind zwei Wahlkorps, von welchen das eine den Vorschlag und das andere die Ernennung hat. Die Anzahl der Glieder des einen und andern Korps wird im Verhältnisse zu der Bevölkerung eines jeden Kantons bestimmt. In keinem Kanton kann ein Wahlkorps aus mehr als 45 Mitgliedern bestehen. Um Mitglied von dem vorschlagenden Wahlkorps zu werden, muß man ein Grundeigenthum besitzen von wenigstens 10,000 Franken in den größern Kantonen, und von wenigstens 2000 Franken in den geringern Kantonen. Im Fall einer Ernennung wird aus dem vorschlagenden Wahlkorps ein Dritttheil durch's Loos ausgezogen, welcher aus den Listen von Wählbaren, die im Verzeichnisse von wenigstens Einem auf hundert Aktivbürger durch das Volk zu bezeichnen sind, die für tüchtig erachteten zur Wahl vorschlägt. Das Loos bezeichnet ebenfalls ein Dritttheil des ernennenden Wahlkorps, welcher aus den vorgeschlagenen die Ernennung vorzunehmen hat. Die Einrichtung

beider Wahlkorps, sowie die Vorschriften ihres Verfahrens, sind dem Gesetz zu bestimmen überlassen. Beide Wahlkorps ergänzen sich selbst aus den vom Volk errichteten Verzeichnissen von Wählbaren. Die Mitglieder derselben können nicht selbst zu den Stellen gewählt werden, mit deren Besetzung sie beauftragt sind. Ihre Stellen sind lebenslänglich.

19. Die Tagsatzung wird jährlich zum fünften Theil erneuert.

20. Sie versammelt sich auf den 1. Mai. Ihre Sitzungen können einen Monat lang dauern. Sie versammelt sich außerordentlich auf die Zusammenberufung des Senats, der in diesem Falle die Dauer ihrer Sitzungen bestimmt; auf das Verlangen der Mehrheit der Kantone wird sie ebenfalls vom Senat zusammenberufen.

21. Die Tagsatzung kann keine Berathschlagung vornehmen, wenn nicht wenigstens zwei Dritttheile ihrer Mitglieder gegenwärtig sind.

22. Sie berathschlagt über die ihr vom Senat vorgelegten Gesetzesentwürfe und nimmt dieselben an oder verwirft sie unter geheimer Abstimmung.

23. Sie entscheidet über die Klagen, welche von den Kantonen gegen die Verfügungen des Senats bei ihr einlangen.

24. Die Tagsatzung bestimmt jährlich auf den Vorschlag des Senats die allgemeinen Einnahmen und Ausgaben der Republik.

25. Sie wählt aus ihrer Mitte eine Rechnungskommission von 5 Mitgliedern, die auf 5 Jahre ernannt sind und den Auftrag haben, die Staatsrechnung zu untersuchen und der Tagsatzung alljährlich darüber Bericht zu erstatten.

26. Sie ernennt die Mitglieder des Senats.

27. Die Sitzungen der Tagsatzung sind öffentlich.

28. Die Mitglieder derselben werden durch ihre Kantone entschädigt.

Achter Titel. Senat.

29. Der Senat besteht aus einem Landammann, 2 Landstatthaltern und 24 Mitgliedern.

30. Der Landammann führt bei dem Senat den Vorsitz.

31. Aus jedem Kanton soll 1 Mitglied des Senats, aus keinem können mehr als 3 Mitglieder genommen werden.

32. Der Senat wird jährlich zum fünften Theil erneuert. Die austretenden Mitglieder sind wieder wählbar.

33. Der Senat kann keine Berathschlagung vornehmen, wenn nicht wenigstens zwei Drittheile seiner Mitglieder gegenwärtig sind.

34. Der Senat schlägt die Gesetze vor und kann sowohl in die Tagsatzung als zu den Kantonsbehörden eines oder mehrere seiner Mitglieder abordnen, um die Beweggründe derselben zu entwickeln und zu unterstützen. Auch ist er befugt, die von ihm vorgelegten Gesetzesentwürfe im Laufe der Berathschlagung wieder an sich zu ziehen, um sie entweder ganz zurückzubehalten oder mit Abänderungen neuerdings vorzuschlagen.

35. Auf den Vorschlag des Vollziehungsrathes beschließt der Senat die Verordnungen, welche er, um die Vollziehung der Gesetze zu sichern, für nothwendig erachtet.

36. Der Senat schlägt der Tagsatzung, wenn es der Fall ist, Kriegserklärungen vor. Er schließt Frieden, Bündnisse und Handelsverträge. Die zufolge dieser Befugniß von ihm ausgehenden Verhandlungen werden der Tagsatzung vorgetragen, welche über dieselben, gleich den Gesetzesvorschlägen, zu berathschlagen und sie zu genehmigen oder zu verwerfen hat.

37. Der Senat entscheidet über die zwischen den Kantonen entstandenen Streitigkeiten im Verwaltungsfache.

38. Er belangt vor die Tagsatzung diejenigen Behörden, die sich Eingriffe in die Verfassung zu Schulden kommen lassen.

39. Er erkennt über die Streitfälle, welche sich auf die von der Nation übernommene Garantie der Kantonalorganisation beziehen.

40. Er entscheidet über die in das Sach der allgemeinen Staatsverwaltung einschlagenden Streitigkeiten.

41. Der Senat bestimmt die Vertheilung der für die allgemeinen Staatsausgaben der Regierung bewilligten Summen.

42. Er läßt sich, so oft er es für gut findet, über den Zustand der Staatsverwaltung von dem Vollziehungsrathe Rechenschaft geben.

43. Er hat das Recht, Strafurtheile zu mildern oder nachzulassen.

44. Der Senat kann sich vertagen; seine Vertagung soll nicht über 3 Monate nach einander dauern, noch während des der ordentlichen Zusammenkunft der Tagsatzung zunächst vorhergehenden oder nachfolgenden Monats Statt haben.

45. Der Senat ernennt aus seiner Mitte den Landammann und die beiden Landstatthalter. Er ernennt auf den Vorschlag des Vollziehungsrathes die Staatssekretäre.

46. Jedes Mitglied des Senats bezieht einen Gehalt von 4000 Franken.

Neunter Titel. Vollziehungsrath.

47. Der Vollziehungsrath besteht aus dem Landammann und 2 Landstatthaltern; er hat zur Vollziehung seiner Befehle 5 Staatssekretäre: einen für das Departement der Justiz und Polizei; einen für die innern Angelegenheiten; einen für das Kriegswesen; einen für die Finanzen und einen für die auswärtigen Angelegenheiten.

48. Der Landammann führt bei dem Vollziehungsrath den Vorsitz.

49. Die Mitglieder des Vollziehungsrathes wechseln alljährlich in Bekleidung der Stelle eines Landammanns ab. Der abtretende Landammann erhält den Titel eines Landstatthalters. In Fällen von Krankheit oder Abwesenheit des Landammanns vertritt ihn der zuletzt von dieser Stelle abgegangene Statthalter. Beim Absterben des Landammanns übernimmt der Landstatthalter, der zu seinem ordentlichen Nachfolger bestimmt ist, seine Verrichtungen.

50. Die Mitglieder des Vollziehungsrathes sind für 9 Jahre ernannt und hiermit von der Verfügung des Art. 32 ausgenommen. Alle 3 Jahre tritt ein Mitglied aus, ist aber sofort wieder wählbar. Der erste Austritt geschieht im Jahre 1805.

51. Der Vollziehungsrath ist mit der Vollziehung der Gesetze und der auf die allgemeine Staatsverwaltung sich beziehenden Verordnungen beauftragt. Er bedient sich zu diesem entweder besonders aufgestellter Beamten oder Kantonsbehörden.

52. Dem Vollziehungsrathe sind die Befugnisse des Senats während seiner Vertagung übertragen. Er übt sie, mit Ausnahme der Gesetzesvorschläge, in ihrem ganzen Umfange aus.

53. Er leitet die bewaffnete Macht und ernennt die ihr vorgesetzten Offiziere.

54. Die Akten des Vollziehungsrathes werden von den Staatssekretärs der betreffenden Departements mit unterzeichnet.

55. Die Staatssekretärs sind sowohl für die von ihnen unterzeichneten Akten des Vollziehungsrathes als für die Nichtvollziehung seiner Aufträge und für ihre eigenen Verhandlungen verantwortlich.

56. Die Staatssekretärs haben sowohl im Vollziehungsrath als in dem Senate rathgebende Stimme.

57. Der Vollziehungsrath hat die Leitung der auswärtigen Angelegenheiten. Er ernennt die diplomatischen und Handelsagenten im Auslande und ruft sie von ihren Stellen ab.

58. Dem Vollziehungsrathe kommt die Ernennung und Abberufung aller Beamten zu, die in den verschiedenen Theilen der Republik zu Vollziehung der allgemeinen Gesetze unter ihnen angestellt sind.

59. Der Jahrgelalt des Landammanns ist von 15,000 Franken und der eines Statthalters von 6000 Franken.

Zehnter Titel. Gottesdienst.

60. Außer dem Gottesdienst der katholischen und reformirten Kirche ist auch die Ausübung jedes andern Gottesdienstes, der mit der bürgerlichen Ordnung in Uebereinstimmung ist, unter den durch das Gesetz zu bestimmenden Einschränkungen gestattet.

61. Nur allein die Unterhaltung des katholischen und reformirten Gottesdienstes fällt dem gemeinen Wesen zur Last. Dem zufolge sorgt jeder Kanton für die Unterhaltung seines Gottesdienstes und der Religionslehrer, vermittelt des Ertrags der bisher dem Staate zugehörigen Zehnten und Grundzinsen, die ihm zu dem Ende abgetreten werden, oder, in Ermangelung derselben, vermittels besonderer Anweisung von andern hinreichenden Einkünften.

62. Die geistlichen Güter können nur zur Unterhaltung von religiösen, öffentlichen Unterrichts- oder Unterstützungsanstalten verwendet werden.

63. Sie können ohne gesetzliche Bevollmächtigung von Seite der Tagsatzung weder veräußert, noch ihrer gegenwärtigen Bestimmung entzogen werden.

Elfter Titel. Öffentlicher Unterricht.

64. Es soll durch besondere Anstalten der katholischen sowohl als der reformirten Religion für die Bildung der Geistlichen gesorgt werden.

65. Es soll eine allgemeine Lehranstalt für die höhere wissenschaftliche Erziehung errichtet werden.

66. Mit dieser Lehranstalt soll eine Stiftung verbunden werden zu unentgeltlicher Unterhaltung der Studirenden, die sich in den Unterrichtsanstalten der Kantone durch Sittlichkeit, Fähigkeiten und wissenschaftliche Fortschritte ausgezeichnet haben.

67. Bei Besetzung dieser Plätze soll die Volksmenge der Kantone keineswegs zum Maaßstabe dienen.

Zwölfter Titel. Gerichtsweisen.

68. Das peinliche Gesetzbuch, sowie die peinliche Prozeßordnung, soll für die ganze Republik gleichförmig sein.

69. Es sollen gleichförmige Forst- und Handelsgesetze abgefaßt und besondere Handelsgerichte aufgestellt werden.

70. Es soll eine gleichförmige bürgerliche Prozeßordnung entworfen werden, die jedoch in keinem Kantone ohne seine Zustimmung eingeführt werden kann.

71. Es soll ein bürgerliches Gesetzbuch entworfen werden, dessen Einführung ebenfalls in keinem Kantone ohne seine Einwilligung Statt haben kann.

72. Keine Behörde kann zugleich richterliche und administrative Verrichtungen ausüben.

73. Es können nicht mehr als 2 Instanzen in dem Gerichtswesen der Kantone aufgestellt werden.

74. Es soll ein oberster Gerichtshof sein, vor welchen appellationsweise die bürgerlichen Streithandel gezogen werden können, deren Gegenstand den Werth von 3000 Franken übersteigt und bei denen zugleich entweder die Regierung oder ein Kanton oder ein Fremder oder Einwohner verschiedener Kantone eine oder beide Parteien ausmachen. Von diesem Gerichtshofe hat gleichfalls die Weiterziehung aller Urtheilsprüche Statt, welche Todesstrafe oder zehnjährige Einsperrung oder zehnjährige Landesverweisung, oder im Falle politischer Vergehen, irgend eine entehrende Strafe oder eine Geldbuße von 500 Franken und darüber mit sich bringen.

75. Der oberste Gerichtshof urtheilt über Anklagen, welche gegen die Staatssekretärs in Bezug auf ihre Verrichtungen geführt werden.

76. Er entscheidet in letzter Instanz über die gegen Beamte der allgemeinen Staatsverwaltung wegen Pflichtverletzung erhobenen Klagen, deren Zulässigkeit jedoch vor Allem aus von dem Senate erkannt sein muß; sowie über die von bürger-

lichen und peinlichen Richtern in ihrer Amtsverwaltung be-
gangenen Vergehen.

77. Das Gesetz bestimmt die Einrichtung des obersten Ge-
richtshofs.

Dreizehnter Titel. Staatseinkünfte.

78. Die Staatseinkünfte bestehen in dem Ertrage des Salz-
verkaufs, der Salzwerke, der Posten, des Stempels, der Berg-
werke, des Pulver- und Salpeterhandels, der zu den öffent-
lichen Bedürfnissen bestimmten Waldungen, der Münzfabrika-
tion, der allgemeinen Zölle. Ueberhaupt in dem Ertrag jeder
Art von Regalien, sowie der gesetzlich eingeführten, allgemeinen
indirekten Abgaben und der besondern Beiträge, die von den
Kantonen nach Maaßgabe der in denselben befindlichen und
ihnen überlassenen Nationalgüter eingefordert werden."

Gegen diese beste und allein selbstgeschaffene Verfassung der
helvetischen Periode erhob sich jedoch ein von alt-aristokratischen
Elementen geleiteter Aufruhr, in welchem sie, bei der Kaltlosigkeit
und Untauglichkeit ihrer damaligen obersten Behörde, völlig
ruhmlos unterging.¹⁾ Noch versuchte eine in Schwyz zusammen-
tretende Tagssatzung der XIII alten Orte der Eidgenossenschaft
einen eigenen Entwurf, der immer noch viel besser war, als
der nachmalige Bundesvertrag von 1815 und sogar eine, aller-
dings nicht ständige, Centralbehörde unter dem Titel: „Eid-
genössischer Rath" beibehalten wollte.²⁾ Bereits aber hatte der
erste französische Konsul ganz nach dem Grundsatz des Vertrags
von 1715 (pag. 194) mit einer berühmten Vermittlungserklärung
eingegriffen, welche in der Form eines Befehles, wie folgt,
lautete³⁾:

¹⁾ Vergl. über diesen sog. „Stecklikrieg" und die zweite Kapitulation
von Bern „Helvetik", pag. 468. 726. Helvetia I, 624, Denkschrift von
Landammann Dolder. Ein Denkmal aus demselben steht noch heute gegen-
über der alten Nydeckbrücke.

²⁾ Vgl. „Helvetik" 531. 781, wo der Entwurf abgedruckt ist.

³⁾ „Helvetik", pag. 550.

« Bonaparte,

Premier Consul de la République française, aux dix-huit
Cantons de la République helvétique.

A St-Cloud, le 8 Vendémiaire, an 11.

Habitans de l'Helvétie!

Vous offrez depuis deux ans un spectacle affligeant; des factions opposées se sont successivement emparées du pouvoir; elles ont signalé leur empire passager par un système de partialité, qui accusoit leur foiblesse et leur inhabilité. Dans le courant de l'an dix votre Gouvernement a désiré que l'on retirât le petit nombre de troupes françaises qui étoient en Helvétie: le Gouvernement français a saisi volontiers cette occasion d'honorer votre indépendance; mais bientôt après, vos différens partis se sont agités avec une nouvelle fureur; le sang Suisse a coulé par des mains Suisses. Vous vous êtes disputés trois ans sans vous entendre; si l'on vous abandonne plus longtemps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans, sans vous entendre davantage. Votre histoire prouve d'ailleurs que vos guerres intestines n'ont jamais pu se terminer que par l'intervention efficace de la France. Il est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de vos affaires. J'avois vu constamment vos différens Gouvernemens me demander des Conseils et ne pas les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, selon leurs intérêts et leurs passions.

Mais je ne puis ni ne dois rester insensible aux malheurs auxquels vous êtes en proie; je reviens sur ma résolution: je serai le médiateur de vos différens, mais ma médiation sera efficace, telle qu'il convient, aux grands peuples au nom desquels je parle.

Cinq jours après la notification de la présente proclamation, le Sénat se réunira à Berne.

Toute magistrature qui se seroit formée à Berne depuis la capitulation, sera dissoute et cessera de se réunir et d'exercer aucune autorité.

Les Préfets se rendront à leur poste.

Toutes les Autorités qui auroient été formées cesseront de se réunir.

Les rassemblemens armés se dissiperont.

Les première et seconde demi-brigades helvétiques formeront la garnison de Berne.

Les troupes qui étoient sur pied depuis plus de six mois, pourront seules rester en corps de troupes.

Enfin tous les individus licenciés des armées belligérantes et qui sont aujourd'hui armés, déposeront leurs armes à la Municipalité de la commune de leur naissance.

Le Sénat enverra trois députés à Paris, chaque canton pourra également en envoyer.

Tous les citoyens qui, depuis trois ans, ont été Landamman, Sénateur, et ont successivement occupé des places dans l'autorité centrale, pourront se rendre à Paris, pour faire connaître les moyens de ramener l'union et la tranquillité et de concilier tous les partis.

De mon côté, j'ai le droit d'attendre qu'aucune ville, aucune commune, aucun corps ne voudra rien faire qui contrarie les dispositions que je vous fais connoître.

Habitans de l'Helvétie, revivez à l'espérance!!! — Votre Patrie est sur le bord du précipice: elle en sera immédiatement tirée. Tous les hommes de bien seconderont ce généreux projet.

Mais si, ce que je ne puis penser, il étoit parmi vous un grand nombre d'individus qui eussent assez peu de vertu pour ne pas sacrifier leurs passions et leurs préjugés à l'amour de la Patrie, peuples de l'Helvétie, vous seriez bien dégénérés de vos pères! —

Il n'est aucun homme sensé, qui ne voie que la médiation, dont je me charge, est pour l'Helvétie un bienfait de cette

Providence qui, au milieu de tant de bouleversemens et de chocs a toujours veillé à l'existence et à l'indépendance de votre nation, et que cette médiation est le seul moyen qui vous reste pour sauver l'une et l'autre. Car il est tems enfin, que vous songiez que si le patriotisme et l'union de vos ancêtres fondèrent votre République, le mauvais esprit de vos factions, s'il continue, la perdra infailliblement, et il seroit pénible de penser qu'à une époque, où plusieurs nouvelles républiques se sont élevées, le destin eût marqué la fin d'une des plus anciennes.

Bonaparte. »

Aus den Berathungen der schweizerischen Abgeordneten in Paris mit dem „Vermittler“ ging die sogenannte Mediationsakte vom 19. Sebruar 1803 hervor, ¹⁾ welche, neben den Verfassungen aller damaligen neunzehn Kantone, auch die eidgenössische Mediationsverfassung enthält, die auf diese Weise dem schweizerischen Volke von Frankreich aufgenöthigt wurde und politisch ein eigentliches Protektoratsverhältniß herstellte, wie es der Wunsch und das beständige Streben Frankreichs seit dem ewigen Frieden gewesen war. ²⁾ Daß diese Verfassung trotzdem in einem nicht schlechten Andenken geblieben ist, verdankt sie zunächst der Ruhe, welche durch sie nach fünfjährigen beständigen Stürmen eintrat, und sodann der definitiven Herstellung föderativer Grundlagen, mit welchen die Eidgenossenschaft von den philosophischen Prinzipien, auf die sie im Jahre 1798 ziemlich unvorbereitet aufgebaut worden war, auf ihren historischen Boden zurückkehrte.

Noch viel mehr, als jede andere Periode unserer Geschichte, hat die Helvetik bei ihrer spätern Beurtheilung unter der Ungunst

¹⁾ Es ist ein sehr schönes, auf Pergament gedrucktes und in blauem Sammet mit Goldstickerei eingebundenes Aktenstück.

²⁾ Vgl. „Helvetik“, pag. 568 ff. und „Polit. Jahrbuch“ I, „Unter dem Protektorat“, eine aktenmäßige Darstellung der sog. „Mediationszeit“.

des völligen Mißerfolges gelitten. Immer aber wird man dennoch anerkennen müssen, daß sie bei den Edlen unter ihren Politikern ein echter Glaube war, der immer etwas einseitig sein wird, aber das einzige Mittel ist, um in wahrhaft verzweifelten Fällen ein bereits dem Untergange geweihtes Staatswesen noch einmal zu retten. Von den Andern kann man nur sagen, es ist nicht die Art der Weltgeschichte, an die Beseitigung verrotteter staatlicher Zustände immer sehr vollkommene Menschen zu wagen, sondern sie läßt, nach einem geistreichen Worte des Evangeliums, meistens ihre Todten durch Todte begraben.

Die Masse der Bevölkerung aber war wenigstens wieder mit dem politischen Leben in Kontakt gesetzt worden und hatte ein Interesse an demselben gewonnen, das sich auch durch die kommenden Zeiten der Reaktion nicht mehr gänzlich auslöschen ließ und aus welchem heraus sich die Eidgenossenschaft verjüngt hat. Das Schlimmste im Staatsleben sind noch immer nicht die Revolutionen, sondern die hoffnungslose Gleichgültigkeit der großen Masse, die nicht einmal mehr die Kraft zu solchen besitzt.

Die Mediationsakte besteht aus sechs Theilen, einem Eingang des Vermittlers, einer Abtheilung von 19 Kapiteln, welche die Verfassungen der einzelnen Kantone in alphabetischer Ordnung enthalten, einem 20. Kapitel, das die Bundesverfassung enthält, einem Uebergangsgesetz von 13 Artikeln, einem Gesetz von 9 Artikeln über die Liquidation der helvetischen Schulden und einem Schlußpassus folgenden Inhalts, welcher das ganze Werk charakterisirt:

« Nous reconnaissons l'Helvétie constituée conformément au présent acte, comme puissance indépendante.

Nous garantissons la constitution fédérale et celle de chaque canton, contre les ennemis de la tranquillité d'Helvétie, quels qu'ils puissent être, et nous promettons de continuer les relations de bienveillance, qui depuis plusieurs siècles ont uni les deux nations.

Fait et donné à Paris le 30 pluviôse (19. Februar) an XI.

Le ministre des relations extérieures (Signé) <i>Ch. Muu. Talleyrand.</i>	(Signé) <i>Bonaparte.</i> Le secrétaire d'Etat (Signé) <i>Hugues B. Maret.</i>
Le ministre des relations extérieures de la République Italienne ¹⁾ (Signé) <i>J. Marescalchi.</i>	

« Le présent acte a été remis par les sénateurs commissaires soussignés aux dix députés suisses soussignés à Paris ce 30 pluviôse an XI. »

Die Annahme dieser Verfassung und die Proklamation des ersten, von Napoleon ernannten, Landammanns der Schweiz, welche auch den Geist der damaligen Zeit und des ersten Magistraten dieser französischen Eidgenossenschaft kennzeichnet, lauteten wie folgt: ²⁾

Der Senat der helvetischen Republik,

Durchdrungen von Dankgefühl gegen Napoleon Bonaparte, Erster Consul der französischen Republik und Präsident der italienischen Republik, für die Vermittlungsakte, welche derselbe ergehen ließ, um Ruhe und gesetzliche Ordnung in der helvetischen Republik zu gründen, und in Erwägung, daß von der Vollführung dieser Akte die Unabhängigkeit und das Glück des Vaterlandes wesentlich abhängt:

¹⁾ Repertorium der Mediationszeit (2. Ausgabe), pag. 395. Wir waren nun also nach 300 Jahren selbst unter das Protektorat der italienischen Regierung in Mailand gekommen und mußten auch, wie Bullinger es befürchtete (pag. 187), „widerlegen“, was wir von Frankreich bezogen hatten. Ueber den damaligen harten Dienst der Schweizerregimenter in Frankreich, vgl. die merkwürdigen Memoiren der Frau Oberstin Engel aus Graubünden („Politisches Jahrbuch“ II, pag. 380) und eine neuere Geschichte des ruhmvollen Antheils derselben an dem russischen Feldzug, von Dr. Albert Maag. Dieser Theil unserer damaligen Geschichte allein ist schön.

²⁾ Repertorium der Mediationszeit, 2. Ausgabe, pag. 495 und 496.

erklärt:

1) Die helvetische Regierung empfängt mit der innigsten Dankempfindung die von dem Ersten Consul der französischen Republik und Präsidenten der italienischen Republik unterm 19. Sebruar (30. Pluviose Jahr XI) erlassene Vermittlungsakte.

2) Alle Bürger der helvetischen Republik werden hiedurch dringendst und wohlmeinend aufgefordert, den Verfügungen oberwähnter Akte mit Treue, Ergebenheit und dem ernstesten Willen, das Beste des gemeinsamen Vaterlandes zu erzielen, nachzukommen; sich an den Bürger d'Affry, welcher das Zutrauen des Konsuls erhalten, und von ihm zum ersten Landammann der Schweiz ernannt worden ist, anzuschließen, und sowohl ihn, als die künftigen Magistraten mit ihrem Zutrauen zu umgeben.

3) Der Bürger Landammann Dolder, Präsident des Senats, ist beauftragt, dem Bürger d'Affry, Landammann der Schweiz, von gegenwärtigem Dekret Mittheilung zu machen, und die Auflösung des Senats anzuzeigen.

Bern, den 5. März 1803.

Der Landammann, Präsident des Senats, Dolder.

Der Vollziehungsrath beschließt:

1) Dieses Dekret soll mit dem Siegel der Republik verwahrt und seinem Präsidenten, dem Landammann Dolder, eine Abschrift davon zugestellt werden, um sie dem Bürger Landammann d'Affry mitzutheilen.

2) Der Druck und die Bekanntmachung dieses Dekrets ist dem Staatssekretär für das Departement der Justiz aufgetragen.

Bern, den 6. März 1803.

Der Landammann, Präsident des Vollziehungsrathes, Dolder.

Ludwig von Alfry, Landammann der Schweiz,
an die Einwohner der
neunzehn bundesgenössischen Kantone.

Der erste Konsul der fränkischen Republik hat die Vermittlung gesprochen, welche den Zerwerfungen (!), wovon die Schweiz bisher den betrübenden Anblick darbot, ein Ziel stecken und das Schicksal derselben unwiderruflich bestimmen soll. Dieser wichtige Akt, die Frucht langer Unterredungen mit klugen und ordnungsliebenden Männern, ist auf die Bedürfnisse, auf die wesentlichsten Vortheile eines Volkes berechnet, bei welchem Alles ein Ruf zu den friedlichen Genüssen eines bestandhabenden und unabhängigen Zustandes zu sein scheint. (!) Fünf Jahre ununterbrochener Verwirrung und zerstörender Erschütterungen zeugten laut wider die Einrichtungen einer Central-Regierung. Nichts konnte den verschiedenen Völkern der Schweiz anständiger sein, als das alte Bundesystem, durch diejenigen Abänderungen eingeschränkt, zu deren Annahme der Drang der Umstände und das Beispiel zweier benachbarten Mächte eingeladen haben.

Die Vorsehung, diese einzige Stütze gerechter und tugendhafter Regierungen, scheint diesen Zeitpunkt gewählt zu haben, um all dem Unheil ein Ende zu machen, unter dessen Drucke unser Vaterland geseufzt hat; und sie verspricht uns eine glücklichere Zukunft.

Dieser neue gesellschaftliche Vertrag soll vollzogen werden; die politischen Zermürbungen sollen aufhören; die Leidenschaften werden zum Stillschweigen gebracht werden. Nur durch weise Willensvereinigung, durch anhaltendes Bestreben, eigennützige Anmaßungen des Privatinteresse zu verdrängen, können wir den Erfolg dieser neuen Einrichtungen sichern, und dieser Erfolg allein wird unsere Unabhängigkeit bekräftigen.

Der Regierung eines jeden Kantons wird es zustehen, diejenigen Gesetze abzuschließen, die seinen Lokalumständen angemessen und geeignet sind, den Wohlstand desselben zu befördern.

Wie äußerst wichtig ist es also, daß bei den nächsten Ernennungen die Wahl nur auf solche Männer falle, welche mit einer geprüften Rechtschaffenheit die Kenntnisse und die Erfahrung vereinigen, die den einsichtsvollen Regenten bilden und ihm auf das öffentliche Zutrauen Anspruch geben! Jeder Vaterlandsfreund wird bei Ertheilung seiner Wahlstimme dem Rufe seines Gewissens allein gehorchen, und jede fremde, mit demselben in Widerspruch stehende Eingebung verwerfen.

Dieses sind die Mittel, die uns übrig bleiben, um der schweizerischen Nation jene Achtung wieder zu erwerben, die sie mit so viel Recht genossen hat, und um jene Tage des Glücks und des Friedens wieder zurückzubringen, deren Entfernung uns so schmerzlich und deren Rückkehr seit langem der Gegenstand unserer heißesten Wünsche gewesen.

Gegeben zu Freiburg, den 10. März 1803."

Der Charakter der Verfassung war ein bundesstaatlicher, jedoch mit einer möglichst beschränkten Centralregierung, die in der That eigentlich nur nach Außen bestand, wo Napoleon sie für seine Zwecke brauchte ¹⁾, im Innern aber weder Macht, noch Ansehen besaß. Die Kantone, nämlich die XIII alten Orte, nebst den ganz neuen, aus zugewandten Orten und Unterthanenländern gebildeten: St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt, welche aus dieser Zeit herkommen, waren lediglich durch eine Tagsatzung mit Standesstimmen verbunden, in welcher die Stimmen der Kantone Bern, Zürich, Waadt, St. Gallen, Aargau und Graubünden doppelt gezählt wurden und die bei Streitigkeiten unter ihnen das Schiedsgericht bildete. Die Leitung der Geschäfte und der Tagsatzungssitz wechselten jährlich unter den Kantonen Freiburg, Bern, Solothurn, Basel, Zürich und Luzern und der jeweilige Standesvorsteher derselben führte für das betreffende Jahr den Titel „Landammann der Schweiz“.

¹⁾ Vgl. darüber seine bekannten Reden an die Pariser-Consulta: Politisches Jahrbuch I, pag. 384. Eigentlich war es eine Ausführung seines Projekts von Malmaison.

Die Kosten der Bundesverwaltung trugen die Vororte, der Bund behielt keine eigenen Einkünfte. Die besten Bestimmungen der Verfassung waren: Die definitive Aufhebung aller ehemaligen Unterthanenverhältnisse und bürgerlichen Ungleichheiten, die freie Niederlassung und Gewerbefreiheit, innere Handelsfreiheit ohne Zölle, gleicher Münzfuß, Verbot aller Sonderverbindungen mit Einschluß separater Militärkapitulationen und eine eidgenössische Aufsicht über Straßen und Flüsse. Dieselben wurden übrigens in der Praxis so rückschrittlich als nur immer möglich gehandhabt, und der Aufstand des folgenden Jahres 1804 in den Zürcher Seegemeinden, der sog. „Bockenkrieg“, zeigte, daß die etwas modernisirte Aristokratie der Städtekantone der alten an Härte nichts nachgab.¹⁾ Es bestand auch während des größten Theils der Mediationszeit, neben der offiziellen Obrigkeit, in einzelnen Ständen noch eine geheime Nebenregierung der ehemals bevorrechteten Klassen, die bloß durch die französische Intervention im Jahre 1802 an der von ihnen geplanten Restauration gehindert worden waren und diese Absicht keineswegs aufgaben.²⁾

Die Abhängigkeit von Frankreich, welche durch einen neuen Allianzvertrag und eine Militärkapitulation, beide vom 27. Sept. 1803, näher festgestellt war³⁾, machte sich im Laufe der Jahre 1803 bis 1812, bei immer steigender Größe Napoleon's I., stets mehr geltend und „Vermittler der Schweiz“ wurde allmählig aus der sachlichen Bezeichnung einer naturgemäß vorübergehenden Stellung ein förmlicher Nebentitel des französischen Kaisers, wie „König von Italien“ und „Protektor des Rheinbundes“, dessen vererbliche Eigenschaft sogar von den obersten Behörden der Eidgenossenschaft mit allzu großer Bereitwilligkeit anerkannt wurde, so daß dieselbe in Wirklichkeit zuletzt keine republikanische Verfassung mehr besaß⁴⁾. Und auch

¹⁾ Vgl. Polit. Jahrbuch I, pag. 152.

²⁾ Vgl. darüber ein Protokoll von 1808 im Politischen Jahrbuch I, pag. 183. — ³⁾ Vgl. Repertorium der Mediationszeit 587. 600. 612.

⁴⁾ Vgl. darüber die Eröffnungsrede der Tagssagung von 1812, Politisches Jahrbuch I, pag. 297. Der Gedanke, die Schweiz durch seinen Vasallen-

über ihr Territorium verfügte dieser allzu groß gewordene Freund ebenso willkürlich, wie über ihre Verfassung, indem er im Jahre 1810 Wallis in ein französisches Departement verwandelte und das Tessin durch italienische Truppen besetzen ließ, 1809 von Oesterreich die Abtretung von Rhäzüns mitten in Graubünden durchsetzte ¹⁾ und auch die schweizerische Neutralität als ein Verhältniß betrachtete, das stets von seiner persönlichen Willkür abhängig sei. ²⁾

Es war unter diesen Umständen nicht ganz unbegreiflich, daß sowohl in der Eidgenossenschaft selbst, wie im Auslande, die schweizerische Mediationsverfassung als ein integrierender Bestandtheil der französischen Hegemonie in Europa angesehen wurde und mit der Erschütterung derselben durch die Schlacht von Leipzig und dem Rückzug der Franzosen aus Deutschland, gleich wie der Rheinbund, aufhörte. Die alliirten Truppen besetzten, ohne auf die Neutralitätserklärung der Tagsatzung zu achten, am 20. Dezember 1813 die Schweiz ³⁾, und am 29. Dezember bereits nahm eine Konferenz von 14 Kantonen in Zürich, unter Aufhebung der Mediationsverfassung, folgendes Konkordat an, welches dann bis zum 7. August 1815 die provisorische Verfassung der Eidgenossenschaft gewesen ist: ⁴⁾

„Die in Zürich versammelten Gesandten der alteidgenössischen Stände Uri, Schwyz, Luzern, Zürich, Glarus, Zug, Frei-

fürsten von Neuchâtel und Generalobersten der Schweizertruppen, Marschall Berthier, unter dem Titel eines «landamman permanent» regieren zu lassen, war in der That bei Napoleon seit 1809 positiv vorhanden und würde ihn unter anderen Verhältnissen, als den bald darauf eintretenden, schwerlich mehr verlassen haben. Wir standen damals auf Saaresbreite der Monarchie nahe, ja hatten eigentlich selber den Fuß schon über diese Schwelle gesetzt. Vgl. Politisches Jahrbuch I, pag. 238.

¹⁾ Vgl. über diese noch nicht aufgeklärte Angelegenheit: Politisches Jahrbuch I, pag. 246. — ²⁾ Vgl. Jahrbuch I, pag. 226. 266.

³⁾ Vgl. Jahrbuch I, pag. 316 und 340; II, 42. Die wahre Geschichte dieser traurigsten Tage ist erst durch Metternichs Memoiren (Bd. I) seit dem Jahre 1880 völlig bekannt geworden.

⁴⁾ Politisches Jahrbuch I, pag. 379; II, 93. Luzern, Schwyz, St. Gallen, Aargau, Thurgau und Waadt traten am Nachmittage bei.

burg, Basel, Schaffhausen und Appenzell beider Rhoden haben bei reifer Berathung über die dermalige bedenkliche Lage des gemeinsamen Vaterlandes sich einmüthig überzeugt, daß nach den von Außen her und im Innern der Schweiz vorgefallenen Ereignissen die gegenwärtige Bundesverfassung, so wie sie in der Mediationsakte ist, keinen weitem Bestand haben könne, daß aber für die Wohlfahrt des Vaterlandes hohe Nothwendigkeit sei, den alten eidgenössischen Verband nicht nur beizubehalten, sondern neu zu befestigen; zu welchem Ende ihren sämtlichen Kommittenten folgende Uebereinkunft zu möglichst beschleunigter Ratifikation vorgeschlagen wird. 1) Die beitretenden Kantone sichern sich im Geiste der alten Bünde und der seit Jahrhunderten unter den Eidgenossen bestandenen glücklichen Verhältnisse brüderlichen Rath, Unterstützung und treue Hülfe neuerdings zu. 2) Sowohl die übrigen alteidgenössischen Stände, als auch diejenigen, welche bereits seit einer langen Reihe von Jahren Bundesglieder gewesen sind, werden zu diesem erneuerten Verband förmlich eingeladen. 3) Zu Beibehaltung der Eintracht und Ruhe im Vaterlande vereinigen sich die beitretenden Kantone zu dem Grundsatz, daß keine mit den Rechten eines freien Volkes unverträglichen Unterthanenverhältnisse hergestellt werden sollen. 4) Bis die Verhältnisse der Stände unter sich und die Leitung der allgemeinen Bundesangelegenheiten näher und fester bestimmt sind, ist der alteidgenössische Vorort Zürich ersucht, diese Leitung zu besorgen. 5) Im Gefühl der Dringlichkeit, auf die Erklärungen der hohen alliirten Mächte vom 20. Dezember dieses Jahres, welche auf die Stellung der Schweiz bis zum allgemeinen Frieden Bezug haben, eine angemessene Antwort zu ertheilen, sind die bestimmenden Stände bereit, hierüber in Unterhandlungen zu treten."

Die verworrene Geschichte dieser 20 Monate langen Verfassungslosigkeit ist in ihren Einzelheiten eine allzu traurige und wird nicht ohne Grund in unsern Geschichtsbüchern wenig

einläßlich behandelt.¹⁾ Es zeigte sich nun, daß eine Zeit der Fremdherrschaft das Verderblichste für den Geist und Charakter eines Volkes ist, insofern sich dasselbe ihr nicht selber entwunden hat und daß es einer langen Zeit der Regeneration bedarf, um in ihm wieder den Grad von Selbstachtung zu erzeugen, der zu einer republikanischen Selbstregierung unumgänglich nöthig ist. Die eigentliche Regierung der Schweiz führten in dieser Zeit die daselbst residirenden Gesandten der alliirten Mächte, vorzugsweise Oesterreichs und Rußlands²⁾, von denen auch die allein wesentlichen Vorschläge für die Entwürfe einer neuen Bundesverfassung herrührten.³⁾

Die Grundlagen dieser Verfassung konnten, bei der großen Uneinigkeit der eidgenössischen Stände, erst am Wiener Kongreß, nach langwierigen Verhandlungen vor dem Comité für die schweizerischen Angelegenheiten⁴⁾, mittelst einer Kongreßerklärung vom 20. März 1815 festgestellt werden, in welcher der Eidgenossenschaft, gegen Annahme dieser Hauptpunkte, eine spätere europäische Erklärung ewiger, garantirter Neutralität versprochen wurde⁵⁾. Nur unter diesem äußeren Druck und während der Dauer einer Militärkonvention mit den Alliirten, vom 20. Mai 1815, welche die Eidgenossenschaft momentan ganz unter die Autorität eines Militärbevollmächtigten derselben stellte,⁶⁾ gelang es endlich, den neuen Bundesver-

¹⁾ Sie bildet hingegen den Gegenstand der „Eidg. Geschichten“ der „Politischen Jahrbücher“ II und III, wo sie aktenmäßig nach dem früher wenig bekannten geheimen „Abschied der langen Tagsatzung“, der nur in 87 Exemplaren gedruckt wurde, dargestellt ist. Vgl. über diese Uebergangszeiten bis 1816 auch das „Leben der beiden Bürgermeister von Wetz“ von Prof. Friedr. v. Wetz. — ²⁾ Vgl. Jahrbuch II, pag. 148.

³⁾ Vgl. dieselben in Jahrbuch II, 142. 209. 225. 465. Auf Seite 436 findet sich ein früher ungedrucktes interessantes Memoire über diese Zeit von Reg.-Rath Seizer in Rheinfelden.

⁴⁾ Vgl. dieselben im Jahrbuch II, 299 ff.

⁵⁾ Vgl. Jahrbuch II, 338.

⁶⁾ Polit. Jahrbuch III, pag. 341 und 596. Die geheimen Berichte dieses Militärbevollmächtigten, Generalmajors von Steigentesch, sind dort zum ersten Male aus den Akten des Wiener Archivs publizirt.

trag vom 7. August 1815 zu Stande zu bringen, gegen welchen sich zuletzt nur noch Nidwalden ablehnend verhielt, welches in Folge dessen erst am 30. August nachträglich in denselben aufgenommen worden ist.¹⁾

Dieser Bundesvertrag, mit welchem die siebenjährige Revolutionsperiode der Eidgenossenschaft, endlich einen, wenn auch nicht ganz glücklichen, Abschluß fand, war ein absichtlich in der Form eines Vertrages gehaltenes Aktenstück,²⁾ durch welches die Eidgenossenschaft sich vollständig auf den Standpunkt einer bloßen Verbündung von souveränen Staaten, ohne jede Centralgewalt, zurückbegab. Selbst die Direktorialkantone und der eidgenössische Landammann verschwanden, und es blieben nur drei Vororte, Zürich, Bern und Luzern, unter welchen der Tagsatzungssitz alle zwei Jahre wechselte, und zwei Centralbeamte, ein eidgenössischer Kanzler und ein Staatschreiber als nothdürftigste Vertretung des Bundes übrig. Selbst die Berechtigung zu separaten Militärkapitulationen mit dem Ausland und zu innern Sonderverbindungen ungefährlicher Art wurde den Ständen zurückgegeben und jede eidgenössische Garantie für individuelle Rechte der einzelnen Bürger fiel, mit einziger Ausnahme einer Gewährleistung für den Fortbestand der Klöster und geistlichen Kapitel, dahin.

Einen völkerrechtlichen Annerkennung zu diesem Verträge bildete die Neutralitätserklärung für die Schweiz, vom 20. November 1815, welche im Laufe des folgenden Jahres der Eidgenossenschaft in acht gleichlautenden Ausfertigungen zugestellt wurde und noch im Jahre 1889 den Gegenstand einer Erörterung in Bezug auf ihre andauernde Gültigkeit gebildet hat.³⁾

¹⁾ Vgl. Jahrbuch III, pag. 536 ff. 729.

²⁾ Vgl. Jahrbuch III, 568. 729. „Offizielle Sammlung der das schweiz. Staatsrecht betreffenden Aktenstücke," I, 3.

³⁾ Vgl. darüber das Politische Jahrbuch Band IV, pag. 261. 477 und eine damalige Broschüre: Hilte „die Neutralität der Schweiz in ihrer heutigen Auffassung" 1889.

An sie angeschlossen wurde als eine besondere völkerrechtliche Stipulation die Neutralisirung eines Theils von Hochsavoyen, zufolge welcher dieses Gebiet bei bevorstehendem Krieg benachbarter Mächte auf Verlangen der Eidgenossenschaft von den eigenen (damals sardinischen) Truppen geräumt und ihr zur Besetzung während des Krieges überlassen werden muß.¹⁾

Endlich erlangte die Eidgenossenschaft aus der Liquidationsmasse des zertrümmerten französischen Weltreiches die Rückerstattung von Neuenburg, Genf, Wallis und des ehemaligen Bisthums Basel, sowie eines kleinen Streifens des Pays de Gex am Nordufer des Genfersees, und im folgenden Jahre durch den Turiner Vertrag noch die Abrundung und „Desenklavirung“ des Kantons Genf, somit die Wiederherstellung des größten Theiles ihres alten Territorialbestandes.²⁾

So schloß die Revolutionsperiode mit einem Resultate, das im Jahre 1655 oder 1777 als ein erwünschtes hätte gelten können, nach der helvetischen und Mediationszeit aber als ein auf die Dauer nicht erträglicher Rückschritt erscheinen mußte. Immerhin war es für den Augenblick die einzig mögliche Rettung vor der Anarchie, die seit beinahe zwei Jahren ununterbrochen geherrscht hatte und gab den Eidgenossen die Gelegenheit, sich vorerst in ihren engeren kantonalen Ver-

¹⁾ Offiz. S. I, 111; Jahrbuch IV, 268. Ueber die savoyische Neutralität und den Turiner Vertrag vgl. Jahrbuch IV, 288. 382.

²⁾ Das Veltlin hingegen ging infolge einer wenig diplomatischen Haltung der Eidgenossenschaft und Graubündens definitiv verloren und wurde durch die Abtretung von Rhäzüns und Tarasp an Graubünden nur sehr schwach ersetzt. Die Aktenstücke darüber nach den allein richtigen Veltliner Quellen finden sich in Jahrbuch II, 473, der noch heute interessante Rapport des eidg. Generalquartiermeisters über die wünschbaren Grenzen der Schweiz pag. 529, ergänzt durch Nachträge im Jahrbuch IV, 358. Die Geschichte des Pariser und Turiner Kongresses ist aus den noch unedirten Papieren des damaligen eidg. Unterhändlers Pictet de Rochemont von Genf in den Jahrbüchern III und IV dargestellt. Vgl. ferner „Offizielle Sammlung“ I, 20. 28. 31. 51. 117. 131. 136.

hältnissen, zu denen sie vorläufig allein noch ein Vertrauen fassen konnten, zurecht zu finden und unter einer leichter erträglichen europäischen Protektion allmählig an politische Selbständigkeit wieder zu gewöhnen.

Wir wollen heute auch den Vortheil nicht allzu gering anschlagen, daß mittelst der rückblickenden Form des Vertrages von 1815 die durch die Helvetik gänzlich unterbrochene Rechtskontinuität mit der alten Eidgenossenschaft wiederhergestellt wurde, ohne die uns die Geschichte derselben eine fremde, die eines untergegangenen Staatswesens, sein würde.

Nun erhielt eine „restaurirte“ Eidgenossenschaft noch einmal Zeit, im Laufe von zwei Menschenaltern zu zeigen, ob sie nunmehr im Stande sein werde, sich zu einer in jeder Beziehung würdigen Verkörperung ihres ursprünglichen Staatsgedankens emporzuschwingen.

Und es ist das erhebende Gefühl, welches uns heute beseelt und in der That auch allein zu der bevorstehenden Feier berechtigen kann, daß sie dieser Aufgabe, unter großen Schwierigkeiten, durch die Kraft ihres noch immer lebendigen Volksgeistes wirklich nachgekommen ist.



Die Verfassungsperiode von 1815 bis 1848 trägt eigentlich mit Unrecht in unseren Geschichtsdarstellungen den Namen der Restaurationszeit. Viel eher würde der Ausdruck „Regeneration“, oder noch besser „Rekonvaleszenz“ passen, wenn derselbe auf politische Zustände anwendbar wäre. Eine Restauration kann man mit Recht nur die Zwischenperiode von Ende 1813 bis zum 7. August 1815 nennen, in welcher es sich wirklich um die Wiederaufrichtung irgend eines eidgenössischen Staatsgebäudes gehandelt hatte, — während von 1815 ab höchstens eine Partei, welcher die Regelungen des Wiener-Kongresses im Geiste Metternichs für eine „ewige Weltordnung“ galten, daran dachte, die Eidgenossenschaft im Sinne dieses Systems auszubauen, Alles was liberal denkend in derselben war, aber einer besseren Staatsordnung zustrebte, als einer kaum verhüllten und vom Auslande abhängigen Aristokratie.

Der Lebensgang der Eidgenossenschaft in den seither verflossenen fünfundsiebenzig Jahren ist zunächst ein Aufsteigen von dieser Restaurationsregierung zu der Herrschaft einer liberalen Bourgeoisie gewesen, welche mit dem Jahre 1848 in einem nach ihren repräsentativen Ideen eingerichteten Bundesstaate ihr politisches Strebeziel erreichte. Ein Menschenalter später begann auch für diese Aristokratie der Bildung und des Wohlstandes

der Moment der Ersetzung durch noch weitere Volkskreise, eine Ära, welche vermuthlich mit der Einführung des obligatorischen Referendums und der Volkswahl eines Theiles der obersten Behörden zu enden bestimmt ist. Damit würde dann der Entwicklungsgang der eidgenössischen Verhältnisse geschlossen und die Ausführung des Staatsgedankens von 1291 und 1315 vollendet sein, nämlich die Ausgestaltung einer vollkommen demokratischen Republik für Alles das, was jeweilen zur schweizerischen Eidgenossenschaft gehört. Den kriegerischen Ruhm der alten Eidgenossenschaft in ihren größten Tagen wird die moderne niemals mehr erreichen; ihre Aufgabe seit dem zweiten Beginne ihres Daseins ist es nunmehr, das erste in der Durchführung des politischen Gedankens zu übertreffen und die Erziehung aller Volksgenossen zu einem menschenwürdigen Leben und einer Selbstregierung zu vollenden, die doch eigentlich der allein richtige Zweck einer jeden staatlichen Gemeinschaft ist.

Das Aufstreben zu diesem großen Ziele geschah anfänglich, in der ersten Periode von 1816 bis 1830, in großer Bescheidenheit, wenn nicht gar Muthlosigkeit. Den europäischen Vormächten war die Schweiz stetsfort ein des Beispieles halber gefährliches und deshalb scharf zu beobachtendes Staatswesen, mit dem man lediglich nicht viel anderes anzufangen wußte, als es, unter strenger Aufsicht, zu ertragen. Im Innern beherrschte der Grundsatz der kantonalen Souveränität alle Lebensäußerungen, wenn nicht Besorgnisse vor dem Auslande, oder vor den Regungen des eigenen Volksgeistes den vereinigten Regierungen das nämliche Gefühl der Solidarität, wie zur Zeit des Stanzerverkommnisses und des Bauernkrieges, einflößten. In diesen Fällen erhob die Tagsatzung den Anspruch, ihre Anordnungen über Pressfreiheit, oder Fremdenpolizei, wie sie z. B. in dem berühmten Fremdenkonkklusum von 1823¹⁾ vorkommen, mit Umgehung der kan-

¹⁾ „Offizielle Sammlung“ II, 71. 103. 141. Außerdem wurde das Verfassungsrecht bloß durch Konkordate ausgebildet, von denen einzelne von civilrechtlicher Bedeutung noch dormalen eine längst veraltete Rolle spielen. Das wichtigste Konkordat der damaligen Zeit war ein gegen Frankreich

tonalen Selbständigkeit überall respektiert zu sehen, und es mochte, zu Gunsten reaktionärer Maßregeln, dann wohl richtig sein, was ein langjähriges Tagsatzungsmitglied, der neuenburgische Sreiherr von Chambrier, die Hauptstütze der dortigen Royalistenpartei, als das schweizerische Bundesrecht mit folgenden Worten explizirte: « Le droit public de la Suisse se résume en peu. A teneur de l'article 8 du pacte, la diète prend toutes les mesures pour la sûreté intérieure et extérieure de la Suisse, et toutes les mesures que l'on veut faire passer, on les rapporte à l'article 8. Il suffit d'une majorité de douze états pour l'appliquer, et comme le vote du député est maintenant censé celui du canton, il suffira, que douze hommes s'entendent en diète, pour décider le sort de la Suisse. » (Croyler, „Die sieben Bundesverfassungen“, pag. 16).

Keineswegs aber war dies der Fall, wo es sich um die Interessen des Liberalismus handelte. Dieselben fanden ihre Vertretung lediglich im Vereinsleben, der zeitweise wiederauflebenden helvetischen Gesellschaft, dem 1819 gegründeten Hofingerverein, dem Sempacherverein, vor Allem aber in der im Jahre 1824 zu Aarau gestifteten Schützengesellschaft, deren Seste dann von 1827 ab die eigentlichen großen Landsgemeinden des schweizerischen Volkes wurden, von denen aus seine politischen Regeneration allmählig in's Werk gesetzt wurde ¹⁾).

gerichtetes Zoll-Konkordat von 13 1/2 Kantonen, das sogen. Retorsions-Konkordat vom 28. August 1822, das eine Art Ergänzung der Verfassung war und am 1. Nov 1822 in Kraft trat. Vgl. Tagsatzungs-Abschied 1822, Beilage T. pag. 17. Dasselbe dauerte jedoch, wegen beständigen Reclamationen von Basel und Genf, die nicht beigetreten waren, nur bis zum 1. Oktober 1824 und war ein recht schwächlicher Versuch einer gemeinsamen Zollpolitik gegenüber dem Ausland. Tagsatzungs-Abschied 1825, pag. 43. Der allererste Eidgenössische Zolltarif war der Kontinental-Sperrtarif vom 9. November 1810 gewesen. Vgl. Politisches Jahrbuch I, 423.

¹⁾ Die Reihenfolge dieser bedeutendsten Seste in ihrer Hauptperiode war: 1824 Aarau, 1827 Basel, 1829 Sreiburg, 1830 Bern, 1832 Luzern, 1834 Zürich, 1836 Lausanne, 1838 St. Gallen, 1840 Solothurn, 1842 Thur, 1844 Basel, 1847 Glarus, 1849 wieder Aarau.

Die zweite französische Revolution vom 30. Juli 1830 brach den Bann des Metternich'schen Systems, der über Europa lag, und zeigte zugleich die Weisheit dieser „Weltordnung“ (wie sie ihr Urheber genannt hatte), die nicht länger als 15 Jahre hatte erhalten werden können. Innert einem Jahre von da ab änderten zwölf Kantone ihre Verfassungen im Sinne des Liberalismus ¹⁾, und die Tagsatzung selbst sah sich im Widerspruch mit dem bisherigen System genöthigt zu erklären, daß dies, unter Vorbehalt der Grundsätze des allgemeinen Bundesvertrages, gestattet sei. Unmöglich aber konnte dieser selbst daneben genügen, und auf Antrag von Thurgau erfolgte am 19. August 1831 der Eintretensbeschuß auf Bundesrevision. ²⁾

Von da ab bis zum 1. September 1848 erlebte die Eidgenossenschaft abermals eine siebenzehnjährige stürmische Lebensperiode, welche namentlich in dem zweiten Theile, seit 1841, neuerdings ihre Existenz in Frage zu stellen schien, schließlich aber mit einem Resultate abschloß, das heute von Niemandem mehr anders, als ein richtiges und segensreiches, bezeichnet werden wird. Der erste Entwurf zu einer Bundesrevision, der am 17. Juli 1832 der Tagsatzung vorgelegt wurde, stammte aus der Seder eines in Genf eingebürgerten italienischen Flüchtlings, des Grafen Pellegrino Rossi aus Carrara, geb. 1787, Professor des römischen Rechts und Strafrechts an der Genfer Akademie seit 1819 und Tagsatzungsgesandter seit 1830. Später wurde er von der Tagsatzung, in Angelegenheiten der polnischen Emigranten in der Schweiz, nach Paris geschickt und blieb sodann im französischen Staatsdienst, als Professor, Staatsrath und Gesandter bei dem römischen Stuhl. Im Jahre 1848

¹⁾ Meistens geschah dies auf Grund großer Volksversammlungen, die damals an der Tagesordnung waren. Die wichtigsten waren der „Ufertag“ vom 22. Nov. 1830, Weinfelden 22. Okt. und 18. Dez. 1830, Balsthal 22. Dez. 1830, Lausanne 18. Dez. 1830, Münzingen 10. Januar 1831.

²⁾ Den Anstoß dazu und das Programm hatte Kasimir Pfiffer von Luzern in einer Flugschrift vom Januar 1831 „Zuruf an den Eidgenössischen Vorort Luzern bei Uebernahme der Leitung der Bundesangelegenheiten“ gegeben.

wurde er vom Papst Pius IX. mit der schwierigen Aufgabe be-
traut, den Kirchenstaat in eine konstitutionelle Monarchie umzu-
gestalten, wurde jedoch schon im November 1848 von unbekannter
Hand auf der Treppe der Cancelleria umgebracht ¹⁾). Der Ent-
wurf, welcher von einer noch heute lesenswerthen Berichterstat-
tung begleitet war, erhielt am 15. Dezember 1832 den einstimmigen
Beifall einer Kommission von 15 Mitgliedern, bei denen jedoch das letzte, der oben genannte neuenburgische Staatsrath
von Chambrier, seit dem 5. Dezember von den Berathungen fern
geblieben war ²⁾), und wurde dann in der Tagsatzung selbst zu
einer zweiten, bedeutend verschlechterten Fassung vom 19. März 1833
umgearbeitet. Auch in dieser aber war es nicht möglich, die
Beistimmung einer Mehrheit von Kantonen zu erlangen, und so
blieb das angefangene Werk bis zum Jahre 1847 in hoffnungs-
losem Zustande auf den Traktanden der jährlichen Tagsatzungen,
bis es dann von der Revisions-Kommission von 1848 als Grund-
lage ihrer Arbeiten benutzt werden konnte. ³⁾

Der Redaktor des Bundesentwurfes von 1832 sagt ganz
richtig in seinem begleitenden Gutachten, es komme bei der Ver-
fassung eines zusammengesetzten Staatswesens Alles auf die
Frage an, wer der eigentliche Inhaber der Souveränität sei,
welcher gegenüber die Rechte des andern Theils nur als Dele-

¹⁾ Seltsamerweise hatte auch der Verfasser des eigentlichen Entwurfes
zu dem Bundesvertrag von 1815, Graf Capo d'Istria, das nämliche Schick-
sal in seinem griechischen Vaterlande. Vgl. Politisches Jahrbuch II, 148.

²⁾ Die übrigen Mitglieder waren zuletzt Eduard Pfnyffer, Schultheiß von
Luzern, Präsident der Kommission, Bürgermeister Kirzel von Zürich,
Regierungs-Rath von Tavel von Bern, Altlandammann Heer von Glarus,
Altlandammann Sidler von Zug, Staatsrath Schaller von Sreiburg, Re-
gierungs-Rath Munzinger von Solothurn, Bürgermeister von Meyenburg-
Stochar von Schaffhausen, Regierungs-Rath Baumgartner von St. Gallen,
Oberst Ulrich von Planla von Graubünden, Appellationsrichter Tanner
von Aargau, Staatschreiber Mörhofer von Thurgau, Professor Monnard
von Waadt und der Redaktor, Professor Rossi von Genf.

³⁾ Beide Entwürfe von 1832 und 1833, neben einander gestellt, finden
sich in den Repertorien der Restaurationszeit II, 704. Die Verhandlungen
in I, 364 ff.

gationen erscheinen. « De ces deux formes fédératives, » — fährt er dann fort — « quelle est celle, qui est possible en Suisse? Telle est la question politique du moment, réduite à ses moindres termes.

C'est là une question de fait, Messieurs. L'examen des faits nous a conduit à penser que l'idée dominante en Suisse est celle de la souveraineté cantonale. Grace au progrès des lumières, au besoin fortement senti d'énergie et de dignité nationale, à une connaissance plus approfondie des circonstances générales où la Suisse se trouve placée, les exigences de cette souveraineté sont moins âpres, les susceptibilités moins acerbés, et si elle n'a pas cessé d'être ombrageuse, elle consent peu à peu à regarder les objets de près, elle se roidit moins et cède plus facilement à la voix de la commune patrie. Sans cela, Messieurs, la révision du Pacte n'aurait pas été décrétée, ou du moins notre travail serait condamné d'avance à n'être qu'une œuvre inutile.

Mais, tout en avouant ces heureux effets de l'esprit du siècle, tout en convenant que, dans quelques parties de la Confédération, le sentiment de la nationalité suisse paraît avoir acquis un degré d'énergie, qui laisserait espérer les plus honorables sacrifices, on ne peut cependant pas, sans se livrer à de vaines illusions, ne pas reconnaître, que l'idée de la souveraineté cantonale est l'idée dominante dans le pays.»

Man sieht daraus, Rosfi ging, wie seinerzeit Napoleon I. bei dem Entwurf der Mediationsverfassung, die offenbar überhaupt zum Vorbild diente, nicht von dem Gedanken einer idealen Zweckmäßigkeit, sondern einzig und allein von den damals vorherrschenden Anschauungen aus, mit denen er sich in keiner Weise in Widerspruch setzen wollte.¹⁾

¹⁾ Es ist aber eine Frage, ob eine Verfassung nur genau den jeweiligen Stand des vorherrschenden Volksbewusstseins zum Ausdruck bringen, oder demselben um wenigstens einen Schritt in der Richtung seiner Entwicklung vorausgehen soll. Im erstern Falle läuft sie Gefahr, in Kurzem zu veralten.

Demgemäß blieb eine Tagſatzung von 44 Mitgliedern mit Standesſtimmen beſtehen, doch ſollte ohne Inſtruktion geſtimmt werden, außer bei Verträgen mit dem Ausland, Beſchlüſſen über Krieg und Frieden, bewaffnete Intervention, Anerkennung fremder Staaten und Reviſion der Bundesurkunde ſelbſt, oder der Befugniſſe der Bundesbehörden im Einzelnen; in einzelnen wichtigen Fällen war noch eine Art von Kantonsreferendum vorgeſehen, indem ſolche Beſchlüſſe von zwölf Kantonen genehmigt werden mußten. Die eidgenöſſiſche Exekution war ein auf vier Jahre von der Tagſatzung gewählter „Bundesrath“ von vier Mitgliedern, mit einem Landammann an der Spitze, welcher letztere durch die absolute Mehrheit der Kantone gewählt wurde und bloß für eine zweimalige Amtsdauer wählbar war; an die Stelle der bisherigen Schiedsgerichte trat ein nicht ſtändiges Bundesgericht von neun Mitgliedern. Als Sitz der politiſchen Bundesbehörden war Luzern beſtimmt, das Bundesgericht ſollte nicht im gleichen Kanton ſich verſammeln dürfen. In die Komptenz des Bundes gehörten: Krieg und Frieden, Verkehr mit dem Ausland, Militärinſtruktion (in der zweiten Ausgabe nur noch die höhere und die Aufſicht über die gewöhnliche); ſeine Einkünfte waren Grenzzölle, Poſt (wovon jedoch $\frac{3}{4}$ des Ertrages an die Kantone abzugeben waren), Münze, Pulver, Maaß und Gewicht (letzteres fakultativ) und Geldkontingente der Kantone. Die Verfaſſungen der Kantone bedürfen der Bundesgarantie, die ertheilt wird, wenn ſie alle Bürger in politiſchen Rechten gleichſtellen und Beſtimmungen über Revidirbarkeit enthalten; die Freiheiten des Volkes genießen den gleichen Bundesſchutz, wie die Rechte der Behörden. Verträge der Kantone unter ſich ſind verboten, außer über diejenigen Gegenſtände, für die ſie noch heute nach dem gleichlautenden Artikel 7 erlaubt ſind, und unterliegen der Bundesgenehmigung. Die freie Niederlaſſung, das Petitionsrecht, die Gleichheit aller Schweizerbürger in Bezug auf Beſteuerung und Rechtſchutz ſind gewährleistet, die Heimatenloſenverhältniſſe, die Auslieferung und Verbannung iſt eidgenöſſiſch zu ordnen. Der Entwurf enthält eine Reihe von Beſtimmungen, die ſich in der

Verfassung von 1848, und in Solge dessen auch in der heutigen wörtlich wiederfinden, und ist überhaupt die einzige Originalarbeit seit der Mediationsverfassung geblieben.

Schon im Jahre 1832 entstand jedoch gegen diese sehr maßvolle Verfassung Opposition in Sülle, auch von liberaler Seite, die wenigstens eine relative Berücksichtigung der Volkszahl in der Tagfagung, wie sie in der Mediationsverfassung bestanden hatte, als unerläßlich betrachtete¹⁾ und gleichzeitig erhoben sich innere Wirren in mehreren Kantonen, später Unstände mit dem Auslande in Solge des liberalen Geistes der Dreißigerperiode und zuletzt kirchenpolitische Schwierigkeiten, — die drei Seinde, die zu allen Zeiten das Gute in der Eidgenossenschaft am wirksamsten gehemmt haben.

Die „Schicksalskantone“ der damaligen Zeit waren Basel, Neuenburg und Schwyz. Der erstgenannte mußte in Solge eines offenen Kriegszustandes zwischen Stadt und Landschaft am 14. Juni und 14. September 1832 zuerst provisorisch, dann am 26. August 1833 definitiv in zwei Halbkantone getheilt werden;²⁾ Schwyz hatte sich ebenfalls am 6. Mai 1832 in Inner- und Außerschwyz getrennt, wobei jedoch im folgenden Jahre eine Wiedervereinigung eintrat;³⁾ in Neuenburg ging in Solge eines Aufstandes der Bergbevölkerung gegen die ultra-preußisch gestimmte Regierung in der Stadt, das Streben der letztern eine zeitlang dahin, das Verhältniß des Kantons zu der Eidgenossenschaft ganz zu lösen.⁴⁾

Aus diesen Bewegungen heraus entstanden nun in den Jahren 1832 und 1833, während an den Tagfagungen über die Bundesrevision verhandelt wurde, zwei Sonderverbindungen, die an diejenigen der Reformationszeit erinnern konnten. Die erste,

¹⁾ Das interessanteste Zeugniß hiefür sind die „sieben Bundesverfassungen“ von Prof. Troxler, 1838.

²⁾ Repertorium der Restaurationszeit I, 542; II, 870.

³⁾ Repertorium der Restaurationszeit I, 631.

⁴⁾ Repertorium der Restaurationszeit I, 687.

das sogenannte Siebner-Konkordat über gegenseitige Garantie der neuen liberalen Kantonsverfassungen, zwischen Luzern, Zürich, Bern, Solothurn, St. Gallen, Aargau und Thurgau vom 17. März 1832 ¹⁾ hatte folgenden Wortlaut:

„Die unterzeichneten, aus Anlaß der außerordentlichen Tag-satzung in Lucern anwesenden Standesgesandtschaften haben in mündlicher Besprechung die Wünschbarkeit näherer Bestimmungen über Umfang und Solgen der Garantie der Verfassungen zu erörtern sich bewogen gefunden, und in der Ueberzeugung, daß ein brüderliches Einverständniß über diesen wichtigen Gegenstand zweckgemäß, sowohl für Behauptung und Sörderung innerer Wohlfahrt ihrer respectiven Stände, als im Interesse des gemeinsamen Vaterlandes getroffen werden könne, sich zum nachfolgenden Entwurf eines Concordats vereinigt, den sie bei allseitigem Abgang von Aufträgen oder Vollmachten in treuer Ergebenheit ihren Committenten einfach zur Berathung und Genehmigung vorlegen und empfehlen.

Entwurf eines Concordats über Garantie der Verfassungen.

In Ermangelung näherer Bestimmungen des Bundesvertrags über Umfang und Solgen einer Gewährleistung der Verfassung, und in der durch den § 6 des Bundesvertrags begründeten Berechtigung haben die eidgenössischen Stände Lucern, Zürich, Bern, Solothurn, St. Gallen, Aargau und Thurgau folgendes Concordat unter sich geschlossen:

Artikel 1.

Indem die vorgenannten, dem gegenwärtigen Concordat beitretenden Stände ihre auf dem Grundsatz der Volkssouveränität beruhenden, in dem eidgenössischen Archiv niedergelegten Verfassungen gegenseitig gewährleisten, verheißen sie hiedurch sowohl die dem Volk jedes Kantons nach seiner Verfassung zustehenden Rechte und Freiheiten, als die verfassungsgemäß

¹⁾ Repertorium der Restaurationszeit I, 404.

aufgestellten Behörden jedes Kantons und ihre verfassungsmäßigen Befugnisse aufrecht zu erhalten. Sie gewährleisten sich ferner, daß Änderungen dieser Verfassung einzig in der durch jede Verfassung selbst festgesetzten Weise vorgenommen werden können.

Artikel 2.

Wenn in einem der beitretenden Kantone wegen Verfassungsverletzungen Zerrwürfnisse entstehen, welche die allgemeine Ruhe desselben gefährden, so üben, nach fruchtlos versuchter Vermittlung, die übrigen im Concordat begriffenen Kantone insgesammt das Schiedsrichteramt aus. Die Schiedsrichter haben strenge nach dem Sinne der bestehenden Verfassung zu urtheilen und können in derselben keinerlei Veränderungen vornehmen.

Artikel 3.

Zu Bildung des Schiedsgerichts sendet jeder der beitretenden Stände (mit Ausnahme des selbst theilgenommenen Kantons) einen von seiner obersten Kantonsbehörde gewählten Schiedsrichter. Diese Schiedsrichter sind an keine Instruction gebunden.

Artikel 4.

Der theilgenommene Stand ist verpflichtet, sich dem Spruche zu unterziehen, den die concordirenden Stände nöthigenfalls vollstrecken.

Artikel 5.

Durch die verheißene Garantie anerkennen die beitretenden Stände ihr Recht und ihre Pflicht, einander Schutz und Schirm zu leisten und unter Anzeige an den Vorort einander selbst mit bewaffneter Macht einzeln oder in Gemeinschaft zu Hülfe zu ziehen, um Ruhe, Ordnung und Verfassung, wo diese gefährdet sein sollten, aufrecht zu erhalten.

Artikel 6.

Gegenwärtiges Concordat wird mit ausdrücklichem Vorbehalt aller aus dem bestehenden Bundesvertrag hervorgehenden

Rechte und Pflichten der beitretenen Kantone sowohl gegen die gesammte Eidgenossenschaft als gegen die einzelnen übrigen Stände abgeschlossen. Sobald der Bundesvertrag der Eidgenossen revidirt und in demselben die angemessenen Bestimmungen über Umfang und Wirkung der Garantie der Verfassungen aufgenommen sein werden, tritt dieses Concordat als erloschen außer Kraft und Wirksamkeit.

Protokoll über eine nachträgliche Verabredung.

Die Gesandtschaften der VII Stände haben sich hinsichtlich der Behandlungsweise des Concordatsentwurfs vom 17. März dahin verständigt:

1. Der von den conferirenden Gesandtschaften unterzeichnete Originalentwurf wird in das Archiv des Standes Lucern niedergelegt.

2. Jede Gesandtschaft der VII Stände erhält zu Händen der Kantonalbehörde eine von der Gesandtschaft von Lucern beglaubigte Abschrift des Originalentwurfs.

3. Die Beschlüsse der Großen Räthe der theilnehmenden Kantone über den Concordatsentwurf sollen der Regierung des Standes Lucern in möglichster Beförderung eröffnet werden.

4. Im Fall der Ratification der betreffenden Kantone übernimmt der Stand Lucern die Ausfertigung des Concordats und die Einhändigung desselben an die Kantonalregierungen.

5. Jedem Stand der Eidgenossenschaft ist der Beitritt zu diesem Concordat vorbehalten.

6. Die gegenwärtige Verabredung wird dem Concordatsentwurf beigelegt, in das Archiv des Standes Lucern abgegeben und jeder Gesandtschaft eine beglaubigte Abschrift dieses Protokolls zugestellt werden.

Lucern, den 21. März 1832.

Beide Actenstücke sind unterzeichnet:

von Lucern: E. Pfnyffer, Abgeordneter von Lucern.
Casim. Pfnyffer, Gesandter von Lucern.
J. Kopp, Gesandter von Lucern.

- von Zürich: M. S. Sirzel, Regierungsrath, Gesandter von Zürich.
J. J. Hess, Gesandter von Zürich.
- von Bern: Tscharner, Schultheiß und Abgeordneter des Standes Bern.
Karl Schnell, Gesandter von Bern.
C. Neuhaus, Regierungsrath, Gesandter v. Bern.
- von Solothurn: J. Reinert, Gesandter von Solothurn.
Jof. Trog, Gesandter von Solothurn.
- von St. Gallen: Jakob Baumgartner, Landammann, Abgeordneter von St. Gallen.
Sels, Dr., Präsident des Großen Rathes, Abgeordneter von St. Gallen.
- von Aargau: Dr. A. R. Tanner, erster Gesandter des Kantons Aargau.
Dr. Bruggisser, Gerichtspräsident und Gesandter von Aargau.
- von Thurgau: W. Merk, Dr. med. und Mitglied des Kleinen Rathes, Gesandter von Thurgau.
M. Ammann, Oberrichter, zweiter Gesandter von Thurgau."

Die Kantone Basel, Graubünden, Uri, Schwyz, Unterwalden, Valais und Neuenburg protestirten hiegegen an der Tagsatzung vom 9. Juni 1832, und die letztgenannten fünf behielten sich am 15. Juni geeignete Schritte dagegen vor. In der That entstand daraus eine Art Gegenbund dieser fünf Stände nebst Basel, in einer Konferenz zu Sarnen vom 14. Nov. 1832. Eine eigentliche Urkunde dieses sogen. Sarnerbundes existirt nicht, eine Erklärung der „Sarnerkonferenz“ vom 7. August 1833 über den Zweck des Bundes lautete hingegen wie folgt:¹⁾

„I. Am 9. August ist folgende durch ein Schreiben der Regierung von Uri dem Vorort mitgetheilte Erklärung der Sarner Konferenz aus Beggenried, d. d. 7. August, vorgelegt

¹⁾ Repert. Rejt. I, 520.

worden: Von den XXII Ständen, die dem Bunde vom 7. August 1815 Treue geschworen haben, ist eine Mehrheit, nachdem sie zweien Mitständen die verheißene Gewährleistung verweigert hat, so weit gekommen, die Trennung des Gebietes derselben vorzuschreiben und diejenigen als Bundesgenossen anzuerkennen, gegen die sie selbst zuvor als gegen Empörer eingeschritten war, und nun ist sie sogar im Begriff, die beiden Stände mit bewaffneter Hand zu besetzen. Wenn die zur Schwyzer Conferenz vereinigten Gesandten stillschweigen würden, so würden sie nicht nur eine heilige Pflicht ver säumen, sie würden in den Augen ihrer Gegner selbst den ersten Fehler begehen, der ihrer Verbindung mit Grund vorgeworfen werden könnte. Denn rein wie ihr Benehmen ist ihr Bewußtsein. Das einzige Band ihres Vereins war Treue gegen gemeinschaftliche Verpflichtungen, der einzige Zweck desselben die Bewahrung des Bundes. Noch waren sie beschäftigt, die Beschikung der auf den 5. August nach Zürich einberufenen Versammlung von Seite ihrer Stände einzuleiten, da ward ein Schritt, den der Stand Schwyz in Ausübung seiner Souveränitätsrechte, übrigens völlig ohne Mitwissen der Conferenz, unternahm, zum Vorwande der Besetzung dieses Standes genommen, und ähnliche Gewalt soll gegen Basel geübt werden, weil da die Regierung, und zwar auch ohne irgend ein Mitwissen der Conferenz, nach mehrfachen feindlichen Angriffen auf getreue Gemeinden zur Abwehr die Waffen ergriff, und weil die Bürger neuerdings mit ihrem Blute bezeugten, welcher Opfer sie die standhafte Behauptung ihrer rechtlichen Ueberzeugung werth achten. Bei so ernsten Umständen, wo jedem der unterzeichneten Gesandten in seinem Stande wichtige Pflichten obliegen, haben sie das Gebiet von Schwyz bei dem Herannahen von Truppen verlassen und richten von hier aus noch diese Worte an ihre Miteidgenossen. Sie behalten abermal die Rechte ihrer Stände und der auf dem Bunde und Verträgen beruhenden Eidgenossenschaft vor, beharren in dem Glauben, daß Gewalt zwar auf Augenblicke das Recht verdrängen kann, daß aber dem Rechte eine Kraft

einwohnt, die ihm in der Zukunft wieder Anerkennung verschafft, und empfehlen das theure Vaterland der Obhut des allmächtigen Gottes.

Jos. B'raggen und J. Lauener von Uri, beides alt-Landammänner; Stanislaus Ackermann, alt-Landammann, und S. N. Zelger, Landeshauptmann, von Nidwalden; Karl Burkhardt, Bürgermeister, und Wilh. Heign, Großrath, von Basel; Gesandtschaft von Schwyz abwesend wegen militärischer Besetzung ihres Kantons; Nicodem Spichtig, alt-Landammann, von Obwalden; Chambrier, Staatsrath und Junod, Mitglied des gesetzgebenden Rathes, von Neuenburg."

Die unmittelbaren Folgen dieses Sonderbundes waren ein Truppenaufgebot von Schwyz gegen Luzern (Besetzung von Rüschnacht durch General Abnberg) und das Gefecht von Prattelen zwischen Baselstadt und Baselland, worauf der Sarnerbund in folgender Weise, als bundeswidrig, aufgehoben wurde: ¹⁾

"Am 12. August hat die Tagsatzung nach angehörtem Berichte der Commission, in Betrachtung, daß nach dem Bundesvertrag vom Jahr 1815 unter einzelnen Kantonen keine dem allgemeinen Bunde nachtheilige Verbindungen geschlossen werden dürfen und jeder Stand verpflichtet ist, sich in der Tagsatzung vertreten zu lassen, beschlossen: 1. Die unter der Benennung Sarner Conferenz bekannte Verbindung einiger Stände soll nicht weiter fortbestehen. 2. Jeder Stand, der fernerhin an einer solchen Verbindung Theil nimmt, macht sich der Verletzung beschworener Bundespflichten gegen die Eidgenossenschaft schuldig und dafür verantwortlich. 3. Die gegenwärtig bei

¹⁾ Rep. Rest. I, 521. Der Stand Bern beauftragte damals seine Gesandtschaft, den Ausschluß aller Mitglieder der Sarner-Konferenz von Sitz und Stimme in der Tagsatzung und von allen eidgenössischen Civil- und Militärstellen zu verlangen und eine Untersuchung gegen die Führer der gegen Rüschnacht und Basel-Land ausgezogenen Truppen zu beantragen, mit der besonderen Beifügung, daß vorher keine Amnestie ausgesprochen werden dürfe. Alle diese Anträge fanden jedoch nur die Unterstützung der Gesandtschaft von Basel-Land.

der Tagsatzung nicht repräsentirten Stände werden aufgefordert, sich im Schooße der Tagsatzung durch Abgeordnete vertreten zu lassen. 4. Durch eine Proclamation soll die gesammte Eidgenossenschaft von dem gegenwärtigen Beschluß in Kenntniß gesetzt werden. — Hierauf hat die Tagsatzung den Entwurf einer von der Commission vorgelegten Proclamation an das Schweizervolk, wodurch der Zweck des vorstehenden Beschlusses näher auseinander gesetzt wird, in etwas modificirter Fassung genehmigt.

Am 21. August hat der Präsident vorgelegt die Antwortschreiben der Regierungen von Uri vom 17., enthaltend die Einberufung einer außerordentlichen Landsgemeinde auf den 25.; von Obwalden vom 17., meldend die Versammlung eines außerordentlichen Landraths am 20.; von Nidwalden vom 16., anzeigend die Wahl eines Abgeordneten an die Tagsatzung, Alles zum Zweck der Beschikung der gegenwärtigen ordentlichen Tagsatzung, da die Sarner Conferenz sich von selbst aufgelöst habe, sowie auch von Neuenburg vom 16., worin die Einberufung des gesetzgebenden Körpers angezeigt wird, um der Aufforderung der Tagsatzung nachzukommen.

Am 26. August hat der Präsident die Creditive der Gesandtschaft von Unterwalden, der Herren Landammann Businger und Landesstatthalter Stockmann, welche als Gesandte von Ob- und Nidwalden in der Sizung erschienen, vorgelegt, sowie ein Schreiben der Regierung von Obwalden, die Anzeige von der getroffenen Gesandtschaftswahl enthaltend. Nachdem die Gesandtschaft ihren Stand auf die Aufforderung der Versammlung als von der Sarner Conferenz losgebunden erklärt hatte, ist zu deren Beeidigung auf die Bundesacte vom 7. August 1815 geschritten worden.

Ebenso sind am 30. August die eingetroffenen Gesandten von Uri, alt-Landammann Jakob Anton Müller und Landesstatthalter und Oberstlieutenant Anton Schmid aufgefordert worden, vor Leistung des Bundeseides den förmlichen Rücktritt ihres Standes von der Sarner Conferenz zu erklären,

was durch die Erklärung der Regierung von Uri vom 27. August geschah.“¹⁾

An diese inneren Wirren schlossen sich damals Reibungen mit dem Ausland, namentlich mit Frankreich, mit welchem bereits eine Art von Zollkrieg gegen die bourbonische Regierung (Retorsions-Konkordat von 1822, pag. 382) bestanden hatte, und das nun unter seiner orleanistischen Regierung, namentlich in den Jahren 1836 und 1838, ähnliche Ansprüche in Bezug auf die Fremdenpolizei erhob, wie wir sie im Jahre 1889 seitens Deutschlands erfahren haben²⁾.

Die eigentliche Krisis, welche zu der Bundeserneuerung führte, entstand aus kirchlicher Aufregung, deren erste Ursache die sogenannten Badener-Artikel, im Wesentlichen ein Konkordat vom 27. Januar 1834 zwischen den Kantonen Bern, Luzern, Solothurn, Baselland, Aargau, Thurgau und St. Gallen, waren, mit folgendem Inhalt:

„I. Errichtung eines Metropolitanverbandes.

Von dem Gefühle der Nothwendigkeit durchdrungen, die kirchlichen Interessen des katholischen Volkes im gemeinsamen schweizerischen Vaterlande zu einigen und die verschiedenen Theile der katholischen Bevölkerung zu einem den Sorderungen des Staats und dem Bedürfnisse der Kirche entsprechenden Ganzen zu verbinden, haben sich die hienach benannten Stände zur besondern Aufgabe gemacht, die Idee eines Metropolitanverbandes, wie solche schon in den ältesten kanonischen Vorschriften und den kirchlichen Einrichtungen der ältern und

¹⁾ Ueber den Wiedereintritt der Stände Schwyz inneres Land, Baselftadt und Neuenburg in die Tagsatzung siehe Rep. Rest., pag. 524 ff.

²⁾ Die Reklpione waren auch damals schon vorhanden. Die unmittelbare Solge war das sogenannte zweite Fremdenkonklufum von 1836. Aehnliche Schwierigkeiten bestanden gegenüber Oesterreich und Sardinien in Solge des sogenannten „Steinhölzlihandels“ (wegen eines sozialistischen Arbeiterfestes in Bern) und des „Savoner-Zuges“ von 1834, eines Einbruchs bewaffneter Streifchaaren unter Mazzini und Romarino aus der Schweiz nach Savoyen.

neuern Zeit begründet und ausgeführt ist, auch in der Eidgenossenschaft ins Leben zu rufen, und geben um so mehr der Hoffnung Raum, es werden diesem ihrem Streben auch die übrigen katholischen und paritätischen Stände sich anschließen, als die Vortheile, welche von einem solchen Unternehmen zu erwarten, die Interessen des Staates und der Kirche in gleichem Maße zu befriedigen geeignet sind, und als namentlich die Kirche, die da eine wahre Gemeinschaft der Gläubigen darstellen soll, in der Bildung eines solchen höhern Verbandes — wie ihn die Errichtung eines erzbischöflichen Stuhles in der Schweiz, oder wenn diese, wider besseres Verhoffen, nicht erzielt werden könnte, die Anschließung an ein auswärtiges Erzbisthum herbeiführen würde — ein wesentliches Mittel zu Erreichung ihrer schönsten Zwecke finden wird.

Von dieser Ansicht ausgehend, und von dem Gedanken geleitet durch Einführung höherer kirchlicher Institutionen das öffentliche Leben in Staat und Kirche zu heben, geben sich die mehr erwähnten Stände folgende Zusicherung und Erklärung:

Die kontrahirenden Kantone der Eidgenossenschaft, in Ausübung ihres landesherrlichen Rechtes solche kirchliche Institutionen zu begründen, die den vom Staate anerkannten geistlichen Bedürfnissen seiner Glieder entsprechen, verpflichten sich gegenseitig, die bisherigen Immediatbischümer, denen sie angehören, einem Metropoliten zu unterstellen, und werden zu dem Ende Seine päpstliche Heiligkeit ersuchen, das Bisthum Basel (als eine der ältesten Diöcesen, die zugleich am reichsten ausgestattet und die größte der Schweiz ist), zum Rang eines schweizerischen Erzbisthums zu erheben, und diesem die übrigen vorerwähnten Immediatsbischümer einzuverleiben.

Auf den Fall, daß diese kirchenrechtlich begründete Regulirung der schweizerischen Bisthumsverhältnisse nicht erzielt werden sollte, bleibt den kontrahirenden Ständen die Ausmittlung desjenigen auswärtigen Erzbisthums, an welches sie sich anschließen würden, und die Anbahnung der zu dieser Anschließung geeigneten Unterhandlungen vorbehalten.

II. Verhältnisse und Rechte des Staates in Kirchensachen.

Um den Verwickelungen zu begegnen, die bei der Unbestimmtheit der Verhältnisse zwischen Staat und Kirche sich leicht ereignen, dabei die Rechte des Staats gehörig zu wahren und die Wohlfahrt der Kirche möglichst zu fördern, haben die nachbenannten Kantone folgende Uebereinkunft getroffen:

1) Die kontrahirenden Kantone verpflichten sich, die durch die kanonischen Vorschriften geforderte Abhaltung von Synoden zu bewirken, werden jedoch Vorseege treffen, daß diese Versammlungen nur unter Aufsicht und mit jeweiliger Bewilligung der Staatsbehörde Statt finden.

2) Die Kantone machen es sich zur Pflicht, die nach den in der Schweiz anerkannten Kirchensatzungen den Bischöfen zukommenden Rechte, welche in ihrem ganzen Umfange von denselben auszuüben sind, aufrecht zu erhalten und zu schützen.

3) Sie verbinden sich gemeinschaftlich zu Handhabung des landesherrlichen Rechts, vermöge dessen kirchliche Kundmachungen und Verfügungen dem Placet der Staatsbehörden unterliegen, des nähern bestimmend, was folgt:

Dem Placet sind unterworfen:

- a) Römische Bullen, Breven und sonstige Erlasse.
- b) Die vom Erzbischof, vom Bischof und von den übrigen kirchlichen Oberbehörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen, Kreisreiben, Kundmachungen etc. etc. an die Geistlichkeit oder an die Bisthumsangehörigen, so wie die Synodalbeschlüsse und beschwerende Verfügungen jeder Art gegen Individuen oder Korporationen.
- c) Urtheile von kirchlichen Obern, insoweit deren Ausfällung nach Landesgesetzen überhaupt zulässig ist.

Von solchen kirchlichen Erlassen darf keiner bekannt gemacht, oder auf irgend eine Weise vollzogen werden, es sei denn derselbe zuvor mit dem von der kompetenten Staatsbehörde zu ertheilenden Placet versehen worden, ohne welches er weder Verbindlichkeit noch Vollziehung erhält.

Die Kundmachung des Hauptakts und der das Placet enthaltenden Erklärung der Staatsbehörde soll gleichzeitig geschehen. Geistliche Untergebene sind verpflichtet, was immer im Widerspruch mit diesen Bestimmungen ihnen zukommt, nicht nur unbeachtet zu lassen, sondern sogleich der betreffenden Amtsstelle zu Händen der obern Staatsbehörden mitzutheilen.

Die Kantone verpflichten sich, auf dem Wege der Gesetzgebung wirksame Strafbestimmungen gegen Uebertretung aller dieser Vorschriften festzusetzen.

Geistliche Erlasse rein dogmatischer Natur sollen der Staatsbehörde ebenfalls mitgetheilt werden, der sodann überlassen ist, ihre Bewilligung zur Bekanntmachung unter der Form des Visums zu erteilen.

4) Die Kantone, in denen Ehestreitigkeiten nicht in allen Beziehungen dem Civilrichter unterstellt sind, werden in ihren bürgerlichen Gesetzgebungen den Grundsatz befolgen, daß der geistlichen Gerichtsbarkeit jedenfalls keine höhere Kompetenz in Ehesachen zustehen oder eingeräumt werden dürfe, als diejenige, über das Sakramentalische des Ehebands zu urtheilen. Alle übrigen Verhältnisse werden die Kantone dem bürgerlichen Richter vorbehalten.

5) Die Eingehung von Ehen unter Brautleuten verschiedener christlicher Konfession wird von den kontrahirenden Kantonen gewährleistet. Die Verkündung und Einsegnung unterliegt den gleichen Vorschriften, wie jene von ungemischten Ehen und wird den Pfarrern ohne Ausnahme zur Pflicht gemacht. Die angemessenen Coercitiv-Maßregeln gegen die sich weigern den Pfarrer werden die einzelnen Kantone bestimmen.

6) Die kontrahirenden Kantone werden die Festsetzung billiger Ehedispenstaxen, sei es durch Verständigung mit dem Bischofe, sei es durch Unterhandlung mit dem päpstlichen Stuhle zu bewirken suchen. Würde der Zweck auf dem bezeichneten Wege nicht erreicht, so behalten sich die kontrahirenden Kantone ihre weiteren Verfügungen vor.

7) Sie verbinden sich, eine wesentliche Verminderung der Feiertage, oder die Verlegung derselben auf die Sonntage, nach dem Grundsatz möglichst Gleichförmigkeit auszuwirken, und werden zu diesem Behufe sich mit dem Bischofe ins Einverständnis setzen. Eben so werden sie sich gemeinsam für Verminderung der Fasttage, mit besonderer Rücksicht auf das Abstinenzgebot an Samstagen — verwenden, jedenfalls ihre heitlichen Rechte auch in diesen Disciplinarsachen sich vorbehaltend.

8) Die kontrahirenden Kantone verpflichten sich zu Ausübung ihres landesherrlichen Rechts der Oberaufsicht über die Priesterhäuser (Seminarien).

Sie werden infolge desselben vorsorgen, daß Reglemente über die innere Einrichtung der Seminarien, insoweit sie von kirchlichen Behörden ausgehen, der Einsicht und Genehmigung der Staatsbehörde unterlegt werden, und daß die Aufnahme in die Seminarien nur solchen Individuen gestattet wird, die sich vor einer, durch die Staatsbehörde aufgestellten Prüfungskommission über befriedigende Vollendung ihrer philosophischen und theologischen Studien ausgewiesen haben.

Auch werden sie sich durch Prüfungen der Wahlfähigkeit der Geistlichen vor deren Anstellung als Seelsorger versichern und überhaupt für die weitere Ausbildung derselben durch zweckdienliche Mittel sorgen.

Die Regular-Geistlichen sind in Hinsicht auf den Antritt von Pfründen und auf Aushülfe in der Seelsorge ganz den gleichen Vorschriften unterworfen, wie die Säkulargeistlichkeit. Was insbesondere den Kapuzinerorden betrifft, so werden die Kantone die angemessenen Maßregeln ergreifen, damit auch über die von dessen Gliedern auszuübende Seelsorge die erforderliche Staatsaufsicht walte.

9) Die kontrahirenden Kantone anerkennen und garantiren sich das Recht, die Klöster und Stifter zu Beiträgen für Schul-, religiöse und milde Zwecke in Anspruch zu nehmen.

10) Sie werden gemeinsame Anordnungen treffen, daß in Aufhebung der bisherigen Exemption die Klöster der Jurisdiktion des Bischofs unterstellt werden.

11) Die Kantone werden nicht zugeben, daß Abtretungen von Kollaturrechten an kirchliche Behörden oder geistliche Korporationen Statt finden.

12) Sollte von Seite kirchlicher Obern gegen die von der Staatsbehörde vermöge ihr zustehenden Wahlrechts vorgenommene Besetzung einer Lehrerstelle irgend einer Art — Einsprache erfolgen, so ist dieselbe als unstatthaft von dem betreffenden Kanton zurückzuweisen.

13) Die kontrahirenden Stände gewährleisten sich gegenseitig das Recht, von ihrer gesammten Geistlichkeit gutfindenden Falls den Eid der Treue zu fordern. Sie werden einem in dem andern Kanton den Eid verweigernden Geistlichen in dem ihrigen keine Anstellung geben.

14) Endlich verpflichten sich die Kantone zu gegenseitiger Handbietung und vereintem Wirken, wenn die vorerwähnten oder andere hier nicht aufgeführte Rechte des Staats in Kirchensachen gefährdet oder nicht anerkannt würden und zu deren Schutz gemeinsame Maßregeln erforderlich sein sollten."

Die Abgeordneten der Kantone bei dieser Konferenz waren

Luzern: Ed. Pfnyffer, Staatsrath, Präsident der Konferenz.

J. Baptist Sidler, Staatsrath.

Bern: Regierungsrath Vautren.

Solothurn: Rathsherr Ludwig v. Röll.

Rathsherr Almaz Dürholz.

Basel-Landschaft: Präsident Stephan Guzmiler.

Aargau: Regierungsrath Lühelschwab. Großrath Ed. Dorrer.

Thurgau: Regierungspräsident Jos. Anderwerth.

St. Gallen: Landammann Baumgartner. Präsident des Administrationsraths Kl. v. Sailern.

Zürich trat diesen Beschlüssen, die noch in einer weitem Konferenz zu Luzern vom 7. September 1835 ergänzt wurden, ebenfalls bei, dagegen lehnte Graubünden ab, und in Bern fand nachmals in Folge von Unruhen im Jura und einer drohenden Haltung der französischen Regierung ein rückgängiger Großrathsbeschuß vom 2. Juli 1836 ¹⁾ statt, wodurch das Konkordat thatsfächlich überhaupt dahinfiel.

Von dieser Zeit ab waren nacheinander die Kantone Glarus (1837), Zürich (1839), Solothurn und Argau (1841), Luzern (seit einer Verfassungsveränderung vom 31. Jan. 1841), Genf (1841/42), Wallis (1844), ²⁾ die Herde kirchlicher Bewegung, aus der dann 1843 13./14. September eine vorläufige Vereinbarung von Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug und Sreiburg und zuletzt der förmliche Sonderbund vom 11. Dezember 1845, ³⁾ unter diesen sechs Ständen und Wallis, hervorging, welcher im November 1847 durch eine bewaffnete eidgenössische Intervention aufgehoben werden mußte. Im folgenden Jahre 1848 1. März wurde, als Nachspiel hiezu, die Doppelstellung des Kantons Neuenburg, ein unhaltbares Produkt des Wiener Kongresses, thatsfächlich beseitigt, was dann nachträglich am 26. Mai 1857 durch einen Vertrag mit dem Könige von Preußen in regelmäßiger, völkerrechtlicher Form Bestätigung fand. ⁴⁾

¹⁾ Diese Verhältnisse sind noch jetzt nicht ganz aufgeklärt, da die damalige diplomatische Einmischung Frankreichs absichtlich in den betreffenden Beschlüssen verschwiegen wurde. Eine gute geschichtliche Darstellung dieser jurassischen Unruhen fehlt durchaus, während die Akten jetzt theilweise noch zu finden sind.

²⁾ Ueber diese weniger bekannten Vorgänge vgl. in: Politisches Jahrbuch I und II Ribordy «La réaction de 1843 en Valais et le Sonderbund».

³⁾ Rep. Rest. I, 442–510. Eine eigentliche Bundesurkunde wie der „Goldene Bund“, der als Vorbild diente, hat unseres Wissens nicht existirt, sondern nur ein in seinem Wortlaute allgemein bekanntes Protokoll; Rep. Rest. I, 459, dessen Andenken wir bei diesem Anlasse nicht weiter erneuern werden.

⁴⁾ Eidg. Ges. Sammlung V, 547. Ein ähnliches Abkommen mit Frankreich beseitigte im Jahre 1862 den langjährigen Streitpunkt über den Besitz des Dappenthals mittelst Theilung des streitigen Objekts. Eidg. Ges. Sammlung VII, 451; VIII, 77.

Die längst begonnene Revision des Bundesvertrages von 1815 konnte nun ohne ernstliche Beanstandung zu Ende geführt werden und eine neue Bundesverfassung wurde, nach Vorberathung durch eine 25gliederige Kommission¹⁾, in der Tagsatzung mit 13½ Stimmen, in der zweiten großen Volksabstimmung dieses Jahrhunderts am 1. September 1848 von 15½ Kantonen und 169,743 Volksstimmen (gegen 17,899) angenommen und am 12. September proklamirt.²⁾ Am 20. November gingen die Geschäfte von dem bisherigen Vorort an den neugewählten Bundesrath über.

Die Verfassung vom 12. September 1848³⁾ war nichts Anderes, als eine Ausführung des Revisionsentwurfs von 1832, immerhin mit der bedeutenden Abänderung, welche auch die wesentlichste Frage in der Revisionskommission und Tagsatzung ausmachte, daß die gesetzgebende Gewalt nun, an Stelle der historischen Tagsatzung, zwei Kammern, nach amerikanischem Vorbild, anvertraut wurde, in deren einer, dem Nationalrath, nun auch die Volkszahl zum vollständigen Ausdruck gelangen sollte. Die steten Komplikationen in der Geschäftsführung, die daraus befürchtet wurden, und eine konstant reaktionäre Haltung des Ständerathes, die ebenfalls ihre Propheten fand, haben sich im

¹⁾ Vgl. Gedrucktes Protokoll derselben und Bericht vom 8. April 1848. Mitglieder derselben waren die Hh. Surrer, Ochsenbein, Steiger (Luzern), Jauch, Diethelm, Wyrsch, Michel, Jenny, Müller, Bussard, Munzinger, Sarasin, Spitteler, Böschenstein, Oertli, Näff, Abys, Frei-Herossee, Kern, Luvini, Druey, Zenn-Ruffinen, Rilliet-Constant, jeder für seinen Kanton oder Halbkanton nach der offiziellen Ordnung derselben. Berichterstatter waren die Hh. Kern von Thurgau und Druey von Waadt.

²⁾ Auch diese Verfassung ist in einem ausgefertigten und besiegelten Aktenstück im Archiv vorhanden, die jetzige dagegen nicht mehr. Eidg. Gesetz-Sammlung I, 1. Rep. Ref. II, 747.

³⁾ Auch dieses Resultat war nach 17 Jahren seit dem Beginn der eigentlichen Kampfperiode (in Folge der Aargauer Klostersaufhebung) erreicht worden. Diese 17 Jahre spielen in unserer modernen Geschichte mehrmals eine Rolle als Incubationszeit für neue Ideen, welcher dann zuletzt eine « birth of Providence », nach Cromwells Ausdrücke folgt.

Ganzen nicht herausgestellt, und es ist dem überraschend guten Erfolge des Zweikammersystems zuzuschreiben, wenn dasselbe noch immer besteht, obwohl es früher niemals in der eidgen. Geschichte (mit Ausnahme der kurzen und revolutionären helvetischen Periode) bestanden hatte und auch in keiner kantonalen Legislatur Nachahmung gefunden hat. Ebenso wurde der Landammann des 1832er Entwurfes fallen gelassen und ein von der vereinigten Bundesversammlung auf 3 Jahre gewählter Bundesrath von 7 Mitgliedern, mit einem jährlich wechselnden Präsidenten und Vicepräsidenten, mit der Exekutive betraut, unter der Reserve, daß nur je ein Mitglied desselben in dem nämlichen Kanton heimathberechtigt sein dürfe. Die Volkswahl der Exekutivbehörde unterlag in der Kommission mit bloß einer Stimme. Der Bundesitz wurde nicht, wie 1832, in der Verfassung bestimmt, sondern gesetzlicher Regelung überlassen, in Folge welcher sodann die Wahl auf Bern fiel. Die Verfassung versuchte es im Uebrigen, ohne eine ausdrückliche Ausscheidung der Kompetenzen (wie in der zweiten helvetischen Verfassung), thatsächlich eine gewisse billige Theilung der Souveränität zwischen Bund und Kantonen herzustellen, wie sie damals auch theoretisch als das eigenthümliche Wesen des Bundesstaates betrachtet wurde,¹⁾ wobei nicht zu leugnen ist, daß die „Salbtheit“ zuweilen bis in die einzelnen Institutionen hinein sich geltend machte. Namentlich war das der Fall im Militärwesen und Justizwesen des Bundes, sodann in den sämtlichen auf die Beförderung der nationalen Wohlfahrt abzielenden Artikeln, in welchen z. B. das Wort Eisenbahnen gar nicht vorkommt, im Unterrichtswesen, in welchem der Bund die energische Gründung einer eidgenössischen Hochschule versäumte, und in den Artikeln über Niederlassung, Kultusfreiheit und Rechtsgleichheit, in welchen er sich nicht über den Gedanken der bloßen Parität zu erheben vermochte.

¹⁾ Seither ist ein großer Theil der deutschen Publizisten zu der Ansicht übergegangen, daß eine solche Theilung logisch nicht möglich sei.

Doch erschien der lange, ersehnte¹⁾ und endlich erreichte „Bundesstaat“ als ein so großer Fortschritt, namentlich nach der unmittelbar vorangegangenen Periode von 1841 ab, die manchem warmen Patrioten als eine Entzweiung ohne jeden Ausgang erscheinen mußte, daß alle diese Mängel damals als gering erachtet wurden. Die Verfassung von 1848 theilt daher im Ganzen das Schicksal mancher Institutionen, die während ihres Bestehens in hohem Ansehen sind, in der geschichtlichen Beurtheilung aber weniger bedeuten, weil im Augenblicke das Nützliche und Mögliche, im Rückblick auf die Vergangenheit dagegen das Großartige und Vorausschauende zur Geltung gelangt.²⁾ Einerseits kommt daher den Zeitlebenden, die sich noch jener Tage erinnern, die erste Bundeszeit mit ihrer Erische des nationalen Geistes und ihrer einfachen Administration als ein Ideal vor, das nicht mehr erreicht werden wird, andererseits aber vermissen wir durchwegs in jener Verfassung eine gewisse Kühnheit der Konzeption, die uns in vielen Dingen den Umweg eines ganzen Menschenalters hätte ersparen können.

Schon die sofort nach 1848 auftauchende, große Frage des Eisenbahnbaues in der Schweiz stellte dies in einer Weise heraus, die jetzt keiner Erläuterung mehr bedarf³⁾; ebenso mußte für die Scheidung gemischter Ehen ein Forum geschaffen werden, das in der Verfassung keine rechte Begründung fand (1862), und endlich deckte der französische Handels- und Niederlassungsvertrag von 1864 Mängel der Bundesverfassung in den Garantien für die Kultusfreiheit und Rechtsgleichheit aller Schweizerbürger auf,

¹⁾ Ueber die früheren Vorschläge patriotischer Schriftsteller zu einer angemessenen Bundesrevision vgl. Karl Morel „Die helvetische Gesellschaft“ und einen Aufsatz über die politische Litteratur der Schweiz von Dr. Strickler, im Polit. Jahrbuch für 1891. Das Bemerkenswerthe aus der Zeit vor der helvetischen Revolution sind die „Patriotischen Träume“ von Franz Urs Balthasar von Luzern 1744/58 und der „Hall eines Eidgenossen“ von Müller-Sriedberg von St. Gallen 1789.

²⁾ Es ist das auch mit Menschen, namentlich Staatsmännern, der Fall.

³⁾ Sie ist in einer unverantwortlichen Weise durch die damalige Generation von Staatsmännern präjudizirt worden.

die selbst für niedergelassene Ausländer unerträglich erschienen. Dennoch hätten weder diese Lücken, noch das Bedürfniß größerer Militär- und Rechtseinheit, das sich ebenfalls fühlbar machte, eine Totalrevision der schwer errungenen Verfassung, die Vielen als unantastbar galt, herbeigeführt, ohne eine gleichzeitig eintretende eigenthümliche Wendung in den Anschauungen großer Volkstheile zu Gunsten der Demokratie.

Noch im Jahre 1848 war dieselbe eine „berechtigte Eigenthümlichkeit“ weniger alterthümlicher Kantone gewesen, von denen einige (Schwyz, Zug und Uri) sie sogar in diesem Jahre wesentlich eingeschränkt hatten. Es war die Zeit, in der es auch in dem zweiten sogenannten „Referendumskanton“ (neben Uri), Graubünden, zu den Requisiten eines wohl-erzogenen Mannes gehörte, über diese „veraltete“ Institution zu Gunsten des herrschenden Repräsentativsystems der „gebildeteren“ Kantone den Stab zu brechen. Es gab damals verhältnißmäßig wenige Leute von mehr historischer Geistesrichtung, die behaupteten, daß diese demokratischen Einrichtungen allein die alte Eidgenossenschaft vor dem gänzlichen Untergang in Familienherrschaft und Gleichartigkeit mit den umliegenden Ländern bewahrt und wenigstens in einem Theil der schweizerischen Bevölkerung das republikanische Bewußtsein erhalten hätten, mit dem unser Staatswesen stehe und falle. Und daß es überhaupt nicht der Zweck eines vernünftigen Staates sei, auf alle Zeiten hinaus nur eine Klasse der Staatsbürger durch die andere, angeblich richtiger denkende, zu regieren, sondern Alle zu derjenigen Bildung und sittlichen Selbstbestimmung heran zu erziehen, die am Ende doch als der Hauptzweck des Menschenlebens angesehen werden müsse. Als daher eine von der Bundesversammlung ausgehende, durchaus ungenügende Partialrevision, welche bloß Maaß und Gewicht, Niederlassung und Rechtsgleichheit, Stimmrecht, Kultusfreiheit, Ausschluß einzelner Strafarten, sowie von Lotterie- und Hazardspiel, Schutz des Autorrechtes, in ihren Bereich gezogen hatte, in der Volksabstimmung vom 14. Januar 1866, mit Ausnahme

des einzigen Punktes unterlag,¹⁾ welcher das im Augenblick Nothwendigste, die Gleichstellung aller Schweizerbürger, gleichviel welcher Konfession, in Niederlassung und Rechtsgleichheit, enthielt, da schien den Anhängern einer erweiterten Demokratie, in den Ostkantonen namentlich, der Moment herangekommen zu sein, um, im Anschluß an das in einzelnen Kantonen historisch bestehende Referendum, dem Gedanken der Demokratie zu einem Siege zu verhelfen, welcher damals noch von Vielen als eine Utopie betrachtet wurde.²⁾

Seitdem dann bereits mit dem Jahre 1869 die Kantone Zürich, Bern, Thurgau und Solothurn und im folgenden Jahre auch noch Aargau zu dem Referendum übergegangen waren und dieses politische Aschenbrödel nach und nach zur Königin wurde, konnte eine totale Revision der Bundesverfassung im demokratischen und centralisirenden Sinne mit Sicherheit vorausgesehen werden.

Auch diesmal aber mißlang, wie gewöhnlich, der erste Anlauf, ein Verfassungsentwurf vom 5. März 1872,³⁾ welcher am 12. Mai des nämlichen Jahres von 13 Ständen und 260,859 Volksstimmen (gegen 255,606) verworfen wurde. Es war eine Bundesverfassung stark centralistischer Natur, am ähnlichsten von allen Versuchen dieses Jahrhunderts der zweiten helvetischen Ver-

¹⁾ Eidgenössische Gesetzes-Sammlung VIII, 648. 750.

²⁾ Bezeichnend dafür sind die damals erschienenen politischen Broschüren: von Bundesrath Dubs: „Die schweizerische Demokratie in ihrer Sortenentwicklung“, 1868; Redaktor Bernet in St. Gallen: „Nach zwanzig Jahren“ 1868; Redaktor Gengel in Chur: „Aphorismen über demokratisches Staatsrecht“, 1864 und Siltz: „Theoretiker und Idealisten der Demokratie“, 1868, welche letztere ihre Referendums-Befürwortung mit den Worten schloß: „Todtgeschwiegen kann diese Frage schon nicht mehr werden, dafür bürgen . . . solche Zeichen der Zeit, wie ein öffentlicher Appell an das Publikum dagegen aus den höchsten Staatskreisen. Ist dies aber einmal erst am Tage, so wird auch sicherlich jener andere Tag nicht weit sein, an dem es heißt: „Der Stein, den die Bauleute verwerfen, ist zum Eckstein geworden“. Daß dieß jedoch so nahe bevorstehend sei, glaubte damals noch Niemand.

³⁾ Eidgenössische Gesetzes-Sammlung X, 730.

fassung, ja in einzelnen Punkten, namentlich was die vollständige Rechtseinheit und das Referendum betraf, über dieselbe hinaus gehend. Es dürfte unschwer vorauszusagen sein, daß eine kommende Zeit auf diesen Standpunkt zurückkehren wird.

Einstweilen aber trat an die Stelle dieses letzten prinzipiellen Verfassungsentwurfes unserer Geschichte das Resultat eines Kompromisses, die heute in ihren wesentlichen Bestandtheilen noch bestehende Verfassung vom 29. Mai 1874, welche am 19. April 1874 bei 14 $\frac{1}{2}$ Kantonen und 340,899 Volksstimmen (gegen 198,013) Annahme fand.

Was seither geschah, ist noch nicht Vergangenheit und Geschichte, sondern Gegenwart und Zukunft; die schweizerische politische Geschichte hat ihren letzten Markstein am 12. Mai 1872. Wahrscheinlich ist eine von stärkerer Bewegung erfüllte Zukunft. Denn die Art unseres politischen Lebens gleicht ganz dem Laufe unserer Gebirgsflüsse, die bald mit ruhigem Wesen liebliche Thalgründe durchfließen, bald wieder durch entgegenstehende Hindernisse sich mit brausendem Drange Bahn brechen müssen, bis sie dann wieder eine neue Thalstufe erreichen. Das liegt übrigens in der Natur eines jeden Streistaats.

Mit vollem Verständniß für die Eigenart desselben und seines Volkes, wenn auch vielleicht etwas selbstbewußt, sagt daher der beste der schweizerischen Dichter:

„Wohl dehnen endlos Steppen sich, drauf dünnes Volk gesäet,
In dessen Hirn ein leichter Geist, wie Sand vor'm Winde, wehet;
Doch unser Land ist eng und hoch zum Himmel aufgethürmt,
Darinnen hat ein groß Geschick schon manches Mal gestürmt.

Und dieses Schicksals nennen wir mit Sug uns selbst die Schmiede,
Wir feilen sechs Jahrhundert schon am selben alten Liede,
Bald sacht und leis, bald laut und rauh, wie es der Zeiten Lauf,
Und mehr als einmal sprüht' es heiß von Seil' und Hammer auf.“



XI.

Es wird zu allen Zeiten ein Problem für die Staatskunst, namentlich in Republiken, bleiben, ob und in welchem Maßstabe, oder unter welchen Umständen Kompromisse zweckmäßig seien. Ohne Zweifel läßt sich durch dieselben, wie unsere und jede Geschichte zeigt, in Abschnitten Manches erreichen, was in einem Ansturm mißlingen müßte und ist es nicht selten der Fall, daß Zeit und Ereignisse unberechenbarer Art anfängliche Gegner eines Fortschrittes in Freunde desselben umgestalten. Ja, man kann sogar sagen, daß jedes Prinzip, das einmal etabliert ist, das natürliche und unviderstehliche Bestreben zeigt, sich auszugestalten, so daß, um einen vulgären Ausdruck zu gebrauchen, der kleine Singer, der gegeben wird, viel öfter über den Besitz der ganzen Hand entscheidet, als daß er selbst wieder zurückgezogen wird. Dagegen ist auch nicht zu verkennen, daß in dieser kleinen Methode der Politik etwas den Volksgeist selber Beeinträchtigendes liegt und daß ein geistig und sittlich bedeutendes Volk nur durch einen prinzipiellen und offenen Kampf für die höchsten Güter des Lebens erzogen und in seiner Kraft erhalten werden kann; ja, daß es überhaupt fraglich ist, ob ohne solche Kämpfe es noch der Mühe werth wäre, ein freud- und leidloses Dasein durch die eintönige Ebene geschichtsloser Jahrhunderte hindurch zu schleppen. So mag es

uns denn gestattet sein, die Meinung sine ira et studio auszusprechen, der Kompromiß, welchen die ermüdeten Vertreter des ursprünglichen Revisionsgedankens im Jahre 1874 mit der Annahme der heutigen Verfassung eingingen, sei ein politischer Fehler und diese Verfassung selbst nur ein Waffenstillstand nach Art derjenigen gewesen, wie sie in unserer politischen Geschichte so ungemein oft, nach Innen und nach Außen, vorkommen und über deren Zweckmäßigkeit man — das muß zugegeben werden — noch heute verschiedener Ansicht sein kann.

Die Kompromisgnatur der Verfassung zeigte sich sofort darin, daß schon nach fünf Jahren die Partialrevisionen begannen, ja daß (was vielleicht das Bedenklichste im oben angedeuteten Sinne ist) diese allmäligen Abbröckelungen des zeitweiligen eidgenössischen Staatsgebäudes ohne den Aufschwung des öffentlichen Geistes und den daherigen moralischen Gewinn, der in jeder Totalrevision liegt, eine chronische Gestalt annahmen. Derart, daß nun schließlich die Grundgesetzgebung des Staates in einem flüssigen Aggregatzustande sich befindet und die Verfassung am Ende in nichts Anderem mehr bestehen wird, als in der jeweilig geltenden Auffassung des Staatslebens, wie sie sich in der „öffentlichen Meinung“ (einem an und für sich schon sehr beweglichen Begriffe) und ihren jeweiligen Organen vorfindet. Es ist nicht schwer vorauszusagen, daß eine Zeit kommen muß, in welcher eine gründliche, den Bedürfnissen der Zeit, wie der stets sich gleichbleibenden Natur des schweizerischen Volkes entsprechende Totalrevision an die Stelle aller dieser Geburten des Augenblickes tritt.

Die erste partielle Revision, welche den Kantonen die Wiedereinführung der Todesstrafe für gemeine Verbrechen freigab, wurde am 18. Mai 1879 von 15 Kantonen und 200,026 (gegen 180,810) Stimmen angenommen und hatte das Resultat, daß in mehreren Kantonen die Todesstrafe theoretisch wieder in die Gesetzgebung aufgenommen, bisher aber in keinem einzigen (selbst in den allersehwersten Fällen) erequirt wurde, somit eine Satis-

faktion nicht für das moralische oder religiöse, sondern lediglich für das Souveränitätsbewußtsein derselben blieb.

Zwei andere Versuche einer Revision des Banknotenartikels 39 im Sinne eines Bundesmonopols, des Art. 120 über den Revisionsmodus selbst und des Artikels 64 mit Bezug auf den Erfindungsschutz, die ebenfalls der Initiative aus Volkskreisen ihre Entstehung verdankten, unterlagen in den Abstimmungen vom 31. Oktober 1880 und 30. Juli 1882.

Im Juni 1884 stellten drei hervorragende Vertreter der konservativen Partei im Nationalrath einen allgemeiner lautenden Revisionsantrag auf Beschränkung der Gewerbefreiheit, namentlich in Rücksicht auf Wirthschaften und Besteuerung geistiger Getränke, bessere Eintheilung der nationalräthlichen Wahlkreise und Erweiterung der Volksrechte in Bezug auf Referendum und Partialrevision. Durch die Diskussion im Schoße der Versammlung kamen namentlich noch hinzu Anregungen im Sinne der Einführung einer allgemein staatlichen Brandversicherung, eines Banknotenmonopols, der Erweiterung der Haftpflicht, der Förderung der Alp- und Landwirthschaft, der Gewerbe und Künste durch den Bund und Beförderung der Rechtseinheit. 15 Artikel der bestehenden Bundesverfassung wurden schließlich als revisionsbedürftig erklärt und 25 einzelne Revisionspunkte dem Bundesrath zur Begutachtung überwiesen, welcher sich hierauf für eine allmälige Anhandnahme derselben, ohne Verbindlichkeit in Bezug auf Zeitpunkt und Reihenfolge der Gegenstände, aussprach.

Suerst erfolgte durch Bundesbeschluß vom 26. Juni und Volksabstimmung vom 25. Oktober 1885 mit einer Mehrheit von 13 ganzen und 4 halben Kantonen und 230,250 gegen 157,463 Volksstimmen die Beschränkung der Gewerbefreiheit in Bezug auf Wirthschaften und Sabrikation und Verkauf geistiger Getränke, verbunden mit einem Monopol für die Sabrikation und die Einfuhr gebrannter Wasser, dessen Einkünfte jedoch vom Bund den Kantonen auszutheilen sind, womit gleichzeitig die kantonalen Ohmgelder auf eine, für die bisherigen Inhaber

unnachtheilige Weise beseitigt werden konnten. (Art. 31, 32^{bis} und Uebergangsbestimmung 6 der Verfassung.) Sodann wurde am 10. Juli 1887 mit Mehrheit von 20½ Kantonen und von 203,809 gegen 57,630 Volksstimmen der Schutz neuer Muster und Modelle, sowie solcher Erfindungen, die durch Modelle darstellbar und gewerblich verwendbar sind, als Zusatz zu Art. 64 der Bundesverfassung, eingeführt. Endlich erfolgte am 26. Okt. 1890 mit Mehrheit von 20½ Kantonen und 283,228 gegen 92,200 Volksstimmen die Annahme eines neuen Artikels 34^{bis} mit dem Wortlaute: „Der Bund wird auf dem Wege der Gesetzgebung die Kranken- und Unfallversicherung einrichten, unter Berücksichtigung der bestehenden Krankenkassen. Er kann den Beitritt allgemein oder für einzelne Bevölkerungsklassen obligatorisch erklären.“

Noch im laufenden Jahre werden muthmaßlich die Artikel 118–121 der Bundesverfassung einer Abänderung, im Sinne einer Erleichterung der Partialrevisionen durch Volksinitiative, unterzogen werden, ¹⁾ und endlich wird auch ohne Zweifel in nächster Zeit das Banknotenmonopol in irgend einer Form zur Ausführung kommen.

¹⁾ Die Abstimmung findet am 5. Juli d. J. über den folgenden Revisions-Beschluß der eidgenössischen Räthe vom 8. April 1891 statt:

„Dritter Abschnitt.

Revision der Bundesverfassung.

Art. 118. Die Bundesverfassung kann jederzeit ganz oder theilweise revidirt werden.

Art. 119. Die Totalrevision geschieht auf dem Wege der Bundesgesetzgebung.

Art. 120. Wenn eine Abtheilung der Bundesversammlung die Totalrevision beschließt und die andere nicht zustimmt, oder wenn fünfzigtausend stimmberechtigte Schweizerbürger die Totalrevision der Bundesverfassung verlangen, so muß im einen wie im andern Falle die Frage, ob eine solche stattfinden soll oder nicht, dem schweizerischen Volke zur Abstimmung vorgelegt werden.

Sofern in einem dieser Fälle die Mehrheit der stimmenden Schweizerbürger über die Frage sich bejahend ausspricht, so sind beide Räthe neu zu wählen, um die Totalrevision an die Hand zu nehmen.

Das sind aber noch nicht die eigentlichen Ziele für die politischen Bestrebungen der Gegenwart und nächsten Zukunft, sondern ein demokratischer Ausbau des gesammten Staatswesens steht wahrscheinlich bevor, oder wird wenigstens versucht

Art. 121. Die Partialrevision kann sowohl auf dem Wege der Volksanregung (Initiative) als der Bundesgesetzgebung vorgenommen werden.

Die Volksanregung umfaßt das von 50,000 stimmberechtigten Schweizerbürgern gestellte Begehren auf Erlaß, Aufhebung oder Abänderung bestimmter Artikel der Bundesverfassung.

Wenn auf dem Wege der Volksanregung mehrere verschiedene Materien zur Revision oder zur Aufnahme in die Bundesverfassung vorgeschlagen werden, so hat jede derselben den Gegenstand eines besonderen Initiativbegehrens zu bilden. Die Initiativbegehren können in der Form der allgemeinen Anregung oder des ausgearbeiteten Entwurfes gestellt werden.

Wenn ein solches Begehren in Form der allgemeinen Anregung gestellt wird und die eidgenössischen Räte mit demselben einverstanden sind, so haben sie die Partialrevision im Sinne der Initianten auszuarbeiten und dieselbe dem Volke und den Ständen zur Annahme oder Verwerfung vorzulegen. Stimmen die eidgenössischen Räte dem Begehren nicht zu, so ist die Frage der Partialrevision dem Volke zur Abstimmung zu unterbreiten und, sofern die Mehrheit der stimmenden Schweizerbürger sich bejahend ausspricht, die Revision von der Bundesversammlung im Sinne des Volksbeschlusses an die Hand zu nehmen.

Wird das Begehren in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs gestellt und stimmt die Bundesversammlung demselben zu, so ist der Entwurf dem Volke und den Ständen zur Annahme oder Verwerfung vorzulegen. Im Falle der Nichtzustimmung kann die Bundesversammlung einen eigenen Entwurf ausarbeiten oder die Verwerfung des Vorschlages beantragen und ihren Entwurf oder Verwerfungsantrag gleichzeitig mit dem Initiativbegehren der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreiten.

Art. 122. Ueber das Verfahren bei den Volksbegehren und den Abstimmungen betreffend Revision der Bundesverfassung wird ein Bundesgesetz das Nähere bestimmen.

Art. 123. Die revidirte Bundesverfassung, bezw. der revidirte Theil derselben, treten in Kraft, wenn sie von der Mehrheit der an der Abstimmung theilnehmenden Bürger und von der Mehrheit der Kantone angenommen sind.

Bei Ausmittlung der Mehrheit der Kantone wird die Stimme eines Halbkantons als halbe Stimme gezählt.

Das Ergebnis der Volksabstimmung in jedem Kantone gilt als Ständestimme desselben."

werden, in den drei Richtungen: der Herstellung möglichst allgemeiner Wohlfahrt auf Grund des Schutzes der Arbeit, guter Erziehung, billiger Ausgleichung der Lebensbedingungen und staatlicher Versicherung gegen die nothwendigen oder zufällig eintretenden Uebelstände des Lebens; der vollständigen Ausbildung der demokratischen Gesetzgebungsart; und der Volkswahl der sämtlichen obersten Behörden der Kantone und des Bundes.

Es sind dieß Dinge, mit deren Verwirklichung der Bundesstaat schweizerischer Eidgenossenschaft theoretisch wieder zu den staatlichen Anschauungen zurückkehren würde, mit denen er einst vor 600 Jahren in's Leben trat. Allerdings ist die logische Richtigkeit der Theorie in staatlichen Dingen nicht die Hauptsache, sondern die Möglichkeit ihrer Ausführung mit einem historisch gegebenen Volke.¹⁾ Und ohne Zweifel liegt dermalen die Führung in diesen politischen Bestrebungen mehr oder weniger in der Hand von Vereinsorganisationen, die zum Mindesten über die Kantonsorganismen hinausreichen. Es mag mit der Zeit die Nothwendigkeit an uns herantreten, auch die historische Eidgenossenschaft und ihren Bestand als kräftig organisirten Bundesstaat durch einen großen, stillschweigend, oder ausdrücklich bestehenden Nationalverein zu unterstützen, der es sich zur Aufgabe macht, diesen Staat und seine Rechtsordnung, gegenüber völlig unitarischen, sozialistisch-internationalen, oder sonst ausländischen, wie gegenüber bloß kantonalen Tendenzen zu erhalten, um ihn intakt den Nachkommen für ein weiteres Jahrhundert des Bestehens übergeben zu können.

Die leitenden Grundsätze eines solchen Bundes sind schon längst ausgesprochen worden, von einem Dichter, der, obwohl nicht unserem Volke angehörig, es dennoch verstand, sich in dessen Gedankenleben hineinzuversetzen.

¹⁾ Mit andern Worten, es fragt sich jetzt wieder in unserer Geschichte, ob und wie weit die Demokratie bereits regierungsfähig ist.

„Wir wollen frei sein, wie die Väter waren“,

Sreier sogar, als sie in unserer Geschichte es zum Oestern gewesen sind.

„Wir wollen sein ein einzig¹⁾ Volk von Brüdern
In keiner Noth uns trennen, noch Gefahr, —“

Aber ein historisches, fest gegen Außen abgeschlossenes Volk, nicht bloß eine Gruppe eines internationalen Völkerbundes, oder drei politisch verbündete Partikeln größerer Nationalitäten.

„Wir wollen trauen auf den höchsten Gott“

Und zwar in Wirklichkeit, nicht bloß als kirchliche Redensart.

„Und uns nicht fürchten vor der Macht der Menschen“.

Ebenso wenig aber vor der Macht der Zeitideen und Zeitströmungen, die Gott ebenfalls unterthan sind und von ihm geändert werden können.

Das ist die historische und von jeder Generation gewissermaßen wieder neu zu beschwörende schweizerische „Eidgenossenschaft“.

Zu derselben gehört ein freiheitlich gesinntes und gleichzeitig religiös empfindendes, herzhaftes und seiner Mission vollständig bewußtes Volk.

¹⁾ Es heißt „ein einzig Volk“ bei Schiller, nicht „ein enig Volk“. Doch legen wir persönlich auf diesen Unterschied keinen sehr großen Werth; die Eidgenossenschaft muß einfach in der Form erhalten werden, wie es jeweilen am besten möglich ist.



Ruine Silenen (Ranton Uri).

Unsere schweizerische Eidgenossenschaft dankt offenbar ihre Entstehung, wie ihre bisherige Erhaltung in so vielen äußern und innern Gefahren, nächst Gott, einer Reihenfolge von großen Entschlüssen, die mit der jeweiligen politischen Situation und mit der Wahrscheinlichkeit eines Erfolges gar nicht immer in vollkommenem Einklange standen. Dieselben werden ohne Zweifel auch zu ihrer Zeit eine Opposition in den Reihen Derjenigen gefunden haben, die ohne hinreichende Schwungkraft der Seele und daher auch ohne Glauben an die starke Einwirkung des Bedeutenden auf die Gemüther der Menschen ihre Blicke nur auf die jeweiligen Machtverhältnisse richteten und ein Rechnen mit denselben mit „Politik“ für identisch hielten. In einem höheren Sinne aufgefaßt, trifft dies zwar allerdings

zu, wenn man nämlich die Kraft, die aus der Erhebung des Gemüths zu großen Zielen und aus dem Leben in einem vollkommen menschenwürdig gestalteten Staatswesen in den Völkern entsteht, auch als ein Machtverhältniß bedeutendster Art gelten läßt, das oft genug schon gegen alle menschliche Berechnung die Wagschaale des Erfolges zu Gunsten des äußerlich Kleinen dieser Erde geneigt hat. Und noch mehr ist es wahr, insofern man an eine bestehende und an Macht alle andern Mächte weit überragende Weltordnung glauben kann, die den Sieg des Guten — aber immer durch seine eigene Anstrengung und freie Wahl — will und allem Schlechten einen unerbittlichen Widerstand entgegensetzt.

Wir hegen nicht den allergeringsten Zweifel, daß die Gründer der Eidgenossenschaft von 1291 so gedacht haben, ebenso die Staatsmänner, welche Luzern in den Bund aufnahmen, und diejenigen, welche den offenen Kampf mit Oesterreich und später mit Burgund, Mailand und dem Reich immer neu den schwächlich-klugen Kompromissen und Schiedsprüchen vorzogen. Aus sich selbst allein, ohne eine solche Religion oder Philosophie (bei der es auf die zeitmäßige Form weniger ankommt, als auf die Sache), hätten sie ihre Thatkraft in diesen entscheidenden Momenten schwerlich besessen, und man sieht oft recht deutlich, wie dieses Herz die Eidgenossen bald verläßt, wenn es bloß noch auf den natürlichen Eigenschaften eines kräftigen Menschen-schlages beruht, oder wenn sie sich dem Klang des Goldes und der Nachahmung ausländischer Sitten gebeugt hatten, oder die eidgenössische Liebe und Treue ändern, vermeintlich höher stehenden Interessen hintansetzten. Denn der rechte, ausdauernde Muth ist eine ächt moralische Eigenschaft, die des Zusammenhanges mit einem sittlichen Gesamtcharakter nicht entbehren kann, während der bloße Landsknechtmuth, dem die Sache an sich gleichgültig ist, für die er fight, der kein anderes Vaterland kennt, als die Sahne, unter der er steht, und kein höheres Gebot als das Kommando, immer vom Erfolge abhängig bleibt.

Diesen physischen Muth, den die alten Eidgenossen auch in hohem Grade besaßen, mußten sie auf hundert Schlachtfeldern beständig mit ihren Rivalen, den deutschen und spanischen Landsknechten theilen, und aus seinen größten Lebensäußerungen ist uns nichts übrig geblieben, als ein blutiger Lorbeer über den zahlreichen Gräbern, welche namentlich die lombardische Ebene deckt.

Seit mehr als drei Jahrhunderten ist die Eidgenossenschaft ein stilleres Gemeinwesen geworden. Trotzdem bedarf sie des achten Muthes nicht weniger, als in der Periode ihrer größten Thaten, um als die einzig aus älterer Zeit übrig gebliebene, namhafte Republik Europa's diesen Staatsgedanken, der in der neuen Welt bereits der herrschende geworden ist, auch in der alten ehrenhaft aufrecht zu halten. Und zwar ist dies heute weniger leicht, als in einer, noch nicht lange vergangenen Zeit, in welcher der Sortbestand der schweizerischen Eidgenossenschaft Vielen als eine Bürgschaft für eine kommende ähnliche Gestaltung ihrer eigenen Staaten erschien und sie einen Raum in den Herzen vieler Tausende einnahm, den seither ein anderes Ideal von Größe beansprucht.

Es scheint uns oft, es stehe eine Zeit bevor, in welcher die Eidgenossenschaft wieder, wie vor 600 und vor 400 Jahren direkt vor die Frage gestellt wird, ob sie einem größeren Ganzen sich allmählig einfügen, oder mit festem Entschlusse ihre nationale Eigenart behaupten wolle.

Kraft ist der Zweck eines jeden Bundes; dazu vereinigen sich kleinere Gemeinwesen; sie gehen auseinander, wenn dieser Zweck nicht erreicht werden kann. Und wenn wir Muth genug hiezu fühlten, so möchten wir der heutigen Eidgenossenschaft, die jetzt auf einer gewissen Höhestufe friedlicher Entwicklung angelangt ist, es beinahe wünschen, daß eine Anspannung ihrer Kraft nicht ganz ausbleibe. Denn nicht ohne tiefe Wahrheit sagt ein gründlicher Beobachter menschlicher Dinge: „Noth und Gefahr erzeugen das Höchste in einem Volke, das dazu noch fähig ist. Ein solches muß die Freiheit von Zeit zu Zeit immer

wieder verdienen und der Werth des einfachen, edlen Muthes, auf dem der allgemeine Zustand der Dinge beruht, muß, wenn sich nicht Alles verwirren und auflösen soll, wieder einmal öffentlich zu Tage treten." Diese Worte passen eigenthümlich auf unsere Situation bei Beginn des siebenten Jahrhunderts unserer Geschichte und wenn wir dazu entschlossen sind, was Niemand bezweifeln wird, der das beste Wesen des schweizerischen Volkes kennt, so verdanken wir das, wie wir am Eingange dieser Schrift schon andeuteten, einzig der Originalität, die in den breiten Volksschichten jezt noch vorhanden ist und sorgfältig erhalten werden muß. Ein durch seine Sarblosigkeit unnütz gewordenes Gemeinwesen, das nur noch eine Reduktion von schon bestehenden andern auf einen kleineren Maßstab ist, duldet Europa auf die Länge in seiner Mitte sicherlich nicht, und es würde auch sich selbst allmählig so überflüssig und bloß hinderlich für die allgemeinen Gedanken humanitären Fortschrittes vorkommen, daß es in irgend einer der jezt hiefür sehr erleichterten Formen in seine Auflösung einwilligen müßte. Es könnte auch in der That für einen vernünftigen Fremdling, wie sie jezt jährlich zu vielen Tausenden unser privates und staatliches Leben zu beobachten gewohnt sind, nur ein lächerliches Schauspiel sein, „Urschweizern“ zu begegnen, die schon äußerlich genau wie Pariser oder Berliner aussehen, und deren innerer Mensch auch im Vergleich mit den Bewohnern fremder Länder keinen Unterschied mehr zeigt. Der Schluß müßte von ihrer Seite allmählig dahin gezogen werden, daß der Schweizer und die Schweizerin selbst ihr Staatswesen nicht mehr für unentbehrlich halten.

Zu derartigen Erwägungen und den daraus folgenden Entschlüssen Anregung zu geben, ist offenbar der Zweck des bevorstehenden Festes und auch dieser Festschrift, die sonst beide füglich hätten unterbleiben können.

Man hätte die letztere, auch ohne große Schwierigkeiten in einigen wesentlichen Punkten, durch mehrere Hervorhebung des Lichtes gegenüber den Schatten, festmäßiger gestalten können.

Aber, abgesehen von der historischen Treue und Wahrheit, die man auch sich selber und unter allen Umständen, selbst bei Seistanläßen, schuldig bleibt, ist, nach allgemein menschlichen Verhältnissen bemessen, die auch im staatlichen Wollen und Handeln stets zur Geltung kommen, eine starke Beimischung von Irrthum und zeitweiser Schwäche in dem besten Lebensgange unvermeidlich und, in einem höhern Sinne genommen, nicht einmal schädlich. Es soll jedes Leben nicht bloß so „ausgelebt“ sein, wie es eben besteht, sondern durch freien Willen und Wahl des Rechts gegenüber der Verführung zum Schlechten, welchem in dieser Welt auch sein Spielraum gestattet ist, zu einem Ziele gelangen und sich als ein gottgeführtes beweisen.

Es kommt schließlich nur auf dieses Ende an. Wäre die alte Eidgenossenschaft, nach einem langen und theilweise ruhmvollen Dasein, am Schlusse ihres fünften Jahrhunderts an Altersschwäche gestorben, wie es damals sehr wohl möglich erschien und das Schicksal vieler Staaten ist, so würde die zerbrochene Säule im Grauholz bei Bern ihr richtiges Denkmal sein und bleiben.

Wir hoffen jetzt auf ein anderes: auf die Siegessäule der Begründer der Demokratie in Europa.

Dieselbe noch zu befestigen, sie der Welt, vielen Vorurtheilen alter und neuer Zeit gegenüber, von ihrer besten Seite, als eine Staatsform der Ordnung und wahren Gesittung zu zeigen, den großen Massen des Volkes, nicht bloß einer kleineren Zahl irgendwelcher Auserwählter, zu einer wirklichen, verständnißvollen Theilnahme am Staatsleben zu verhelfen und ihr geistiges Leben von dem Druck bloß materieller Verhältnisse und Aufgaben wirksamst zu befreien, das wird der Lebenszweck der modernen Eidgenossenschaft sein.

Dazu müssen wir sie noch am Leben erhalten; nicht für uns allein sogar — hier kommt auch noch der richtige Kosmopolitismus zur Geltung — denn dazu bedarf ihrer noch die ganze Welt.

Und in diesem Sinne wird es, so hoffen wir, doch auch noch Tausende in allen Ländern ringsum und selbst jenseits der Meere geben, welche sich mit uns zu dem Wunsche vereinigen, daß der Gedanke politischer Freiheit, welcher irgendwo an den Gestaden des Vierwaldstättersees, sei es in der Burg von Uttinghausen, oder in dem Meierhose zu Silenen, oder zu Schwyz, oder zu Brunnen, in einigen groß gearteten Seelen aufflammte, in diesem Lande seiner Geburt nimmermehr, so lange Grund und Grat steht, erlöschen möge!

* * *

„O Herr, wñch nit mit dyner Gnad!
 Behütet die Eñdtgnosschaft vor Schad,
 Stryt für sy kunftlig wie bishar,
 Trüm Eñdtgenossen wol bewar.
 Verhñch inen rechte Eñnigkeit,
 Laß inen beschehen ganz kein leid,
 Und tue sy dergstalt gewinnen,
 Daß, so man sy begert ze trennen,
 Sy all vest zesamen halten,
 Wie vor Ziten ir biderben Alten;
 Ein hertz und Sinn wellist du daneben
 All guot Eñdtgnossen iemer geben!“



Beilagen.



ACTE FÉDÉRAL DE L'AN 1803.¹⁾

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

Article 1^{er}. Les dix-neuf cantons de la Suisse, savoir: Appenzell, Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Glaris, Grisons, Lucerne, Saint-Gall, Schaffhouse, Schwyz, Soleure, Tessin, Thurgovie, Unterwald, Uri, Vaud, Zoug et Zurich, sont confédérés entre eux conformément aux principes établis dans leurs constitutions respectives. Il se garantissent réciproquement leur constitution, leur territoire, leur liberté et leur indépendance, soit contre les puissances étrangères, soit contre l'usurpation d'un canton ou d'une faction particulière.

2. Les contingents de troupes ou d'argent qui deviendraient nécessaires pour l'exécution de cette garantie, seront fournis, par chaque canton, dans la proportion suivante:

Sur 15,203 hommes, le contingent

de Berne sera de	2292
celui de Zurich	1929
Vaud	1482
St-Gall	1315
Argovie	1205
Grisons	1200
Tessin	902
Lucerne	867
Thurgovie	835
Fribourg	620
Appenzell	486
Soleure	452
Bâle	409
Schwyz	301
Glaris	241
Schaffhouse	233
Unterwald	191
Zoug	125
Uri	118

¹⁾ Das XX. Kapitel der Mediationsakte vom 19. Februar 1803. Vgl. pag. 368.

Et sur une somme de 490,507 livres de Suisse, il sera payé,

par les Grisons . . .	12,000 l.
Schwyz . . .	3,012
Unterwald . . .	1,907
Uri . . .	1,184
Tessin . . .	18,039
Appenzell . . .	9,728
Glaris . . .	4,823
Zoug . . .	2,497
St-Gall . . .	39,451
Lucerne . . .	26,016
Thurgovie . . .	25,052
Fribourg . . .	18,591
Berne . . .	91,695
Zurich . . .	77,153
Vaud . . .	59,273
Argovie . . .	52,212
Soleure . . .	18,097
Schaffhouse . . .	9,327
Bâle . . .	20,450

3. Il n'y a plus en Suisse ni pays sujets, ni privilèges de lieux, de naissance, de personnes ou de familles.

4. Chaque citoyen suisse a la faculté de transporter son domicile dans un autre canton, et d'y exercer librement son industrie; il acquiert les droits politiques conformément à la loi du canton où il s'établit; mais il ne peut jouir à la fois des droits politiques dans deux cantons.

5. Les anciens droits de traite intérieure et de traite foraine sont abolis. La libre circulation des denrées, bestiaux et marchandises est garantie. Aucun droit d'octroi, d'entrée, de transit ou de douane, ne peut être établi dans l'intérieur de la Suisse. Les douanes aux limites extérieures sont au profit des cantons limitrophes de l'étranger; mais les tarifs doivent être soumis à l'approbation de la diète.

6. Chaque canton conserve les péages destinés à la réparation des chemins, chaussées et berges des rivières. Les tarifs ont également besoin de l'approbation de la diète.

7. Les monnaies fabriquées en Suisse ont un titre uniforme, qui est déterminé par la diète.

8. Aucun canton ne peut donner asile à un criminel légalement condamné, non plus qu'à un prévenu légalement poursuivi.

9. Le nombre de troupes soldées que peut entretenir un canton, est borné à deux cents hommes.

10. Toute alliance d'un canton avec un autre canton, ou avec une puissance étrangère, est interdite.

11. Le gouvernement ou le corps législatif de tout canton qui viole un décret de la diète, peut être traduit comme rebelle devant un tribunal composé des présidents des tribunaux criminels de tous les autres cantons.

12. Les cantons jouissent de tous les pouvoirs qui n'ont pas été expressément délégués à l'autorité fédérale.

TITRE II.

Du canton directeur.

13. La diète se réunit tour-à-tour, et d'une année à l'autre, à Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne.

14. Les cantons dont ces villes sont les chefs-lieux, deviennent successivement cantons directeurs; l'année du directorat commence le 1^{er} janvier.

15. Le canton directeur fournit aux députés à la diète le logement et une garde d'honneur; il pourvoit aux frais des séances.

16. L'avoyer ou bourguemestre du canton directeur joint à son titre celui de landamman de la Suisse; il a la garde du sceau de la République helvétique; il ne peut s'éloigner de la ville. Le grand conseil de son canton lui accorde un traitement particulier, et fait payer les dépenses extraordinaires attachées à cette magistrature.

17. Les ministres étrangers remettent au landamman de la Suisse leurs lettres de créance ou de rappel, et s'adressent à lui pour les négociations. Il est l'intermédiaire des autres relations diplomatiques.

18. A l'ouverture des diètes, il donne les renseignements qui lui sont parvenus à l'égard des affaires intérieures et extérieures qui intéressent la fédération.

19. Aucun canton ne peut, dans son sein, requérir et mettre en mouvement plus de cinq cents hommes de milices, qu'après en avoir prévenu le landamman de la Suisse.

20. En cas de révolte dans l'intérieur d'un canton, ou de tout autre besoin pressant, il fait marcher des troupes d'un canton à l'autre; mais seulement sur la demande du grand ou du petit conseil du canton qui réclame du secours, et après avoir pris l'avis du petit conseil du canton directeur, sauf à convoquer la diète après la répression des hostilités, ou si le danger continue.

21. Si durant les vacances de la diète, il s'élève des constetations entre deux ou plusieurs cantons, on s'adresse au landamman de la Suisse, qui, selon les circonstances plus ou moins pressantes, nomme des arbitres conciliateurs, ou ajourne la discussion à la prochaine diète.

22. Il avertit les cantons si leur conduite intérieure compromet la tranquillité de la Suisse, ou s'il se passe chez eux quelque chose d'irrégulier et de contraire, soit à l'acte fédéral, soit à leur constitution parti-

culière. Il peut alors ordonner la convocation du grand conseil, ou des landsgemeindes dans les lieux, où l'autorité suprême est exercée immédiatement par le peuple.

23. Le landamman de la Suisse envoie, au besoin, des inspecteurs chargés de l'examen des routes, chemins et rivières. Il ordonne, sur ces objets, des travaux urgents, et, en cas de nécessité, il fait exécuter directement, et aux frais de qui il peut appartenir, ceux qui ne sont pas commencés ou achevés au temps prescrit.

24. Sa signature donne crédit et caractère national aux actes qui en sont revêtus.

TITRE III.

De la diète.

25. Chaque canton envoie à la diète un député, auquel on peut adjoindre un ou deux conseils, qui le remplacent en cas d'absence ou de maladie.

26. Les députés à la diète ont des instructions et des pouvoirs limités, et ils ne votent pas contre leurs instructions.

27. Le landamman de la Suisse est, de droit, député du canton directeur.

28. Les dix-neuf députés qui composent la diète, forment vingt-cinq voix dans les délibérations.

Les députés des cantons dont la population est de plus de cent mille habitants, savoir: ceux de Berne, Zurich, Vaud, St-Gall, Argovie et Grisons, ont chacun deux voix.

Les députés des cantons, dont la population est au-dessous de cent mille âmes, savoir: ceux du Tessin, de Lucerne, Thurgovie, Fribourg, Appenzell, Soleure, Bâle, Schwyz, Glaris, Schaffhouse, Unterwalden, Zoug et Uri, n'ont qu'une voix chacun.

29. La diète présidée par le landamman de la Suisse, s'assemble le 1^{er} lundi de juin, et sa session ne peut excéder le terme d'un mois.

30. Il y a lieu à des diètes extraordinaires,

1^o Sur la demande d'une puissance limitrophe, ou de l'un des cantons, accueillie par le grand conseil du canton directeur, qui est convoqué à cet effet, s'il se trouve en vacances;

2^o Sur l'avis du grand conseil ou de la landsgemeinde de cinq cantons, qui trouvent fondée à cet égard une demande que le canton directeur n'a pas admise;

3^o Lorsqu'elles sont convoquées par le landamman de la Suisse.

31. Les déclarations de guerre et les traités de paix ou d'alliance émanent de la diète; mais l'aveu des trois quarts des cantons est nécessaire.

32. Elle seule conclut des traités de commerce et des capitulations pour service étranger. Elle autorise les cantons, s'il y a lieu, à traiter particulièrement sur d'autres objets avec une puissance étrangère.

33. On ne peut, sans son consentement, recruter dans aucun canton pour une puissance étrangère.

34. La diète ordonne le contingent de troupes déterminé pour chaque canton par l'article 2; elle nomme le général qui doit les commander, et elle prend d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la Suisse et pour l'exécution des autres dispositions de l'article 1^{er}. Elle a le même droit, si des troubles survenus dans un canton, menacent le repos des autres cantons.

35. Elle nomme et envoie les ambassadeurs extraordinaires.

36. Elle prononce sur les contestations qui surviennent entre les cantons, si elles n'ont pas été terminées par la voie de l'arbitrage. A cet effet, elle se forme en syndicat, à la fin de ses travaux ordinaires; mais alors chaque député a une voix, et il ne peut lui être donné d'instructions à cet égard.

37. Les procès-verbaux de la diète sont consignés dans deux registres, dont l'un reste au canton directeur; et l'autre, avec le sceau de l'état, est, à la fin de décembre, transporté au chef-lieu du canton directeur.

38. Un chancelier et un greffier nommés par la diète pour deux ans et payés par le canton directeur, conformément à ce qui est réglé par la diète, suivent toujours le sceau et les registres.

39. La constitution de chaque canton, écrite sur parchemin et scellée du sceau du canton, est déposée aux archives de la diète.

40. Le présent acte fédéral, ainsi que les constitutions particulières des dix-neuf cantons, abrogent toutes les dispositions antérieures qui y seraient contraires; et aucun droit, en ce qui concerne le régime intérieur des cantons et leur rapport entre eux, ne peut être fondé sur l'ancien état politique de la Suisse.

Bundesvertrag zwischen den XXII Kantonen der Schweiz.

(Vom 7. August 1815.)

Im Namen Gottes des Allmächtigen!

§ 1.

Die XXII souveränen Kantone der Schweiz, als Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Sreiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Valais, Neuenburg und Genf, vereinigen sich durch den gegenwärtigen Bund zur Behauptung ihrer Freiheit, Unabhängigkeit und Sicherheit gegen alle Angriffe fremder Mächte, und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihre Verfassungen, sowie dieselben von den obersten Behörden jedes Kantons, in Uebereinstimmung mit den Grundsätzen des Bundes-Vertrags, werden angenommen worden sein. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihr Gebiet.

§ 2.

Zu Handhabung dieser Gewährleistung und zu Behauptung der Neutralität der Schweiz wird aus der wehrfähigen Mannschaft eines jeden Kantons, nach dem Verhältniß von 2 Mann auf 100 Seelen Bevölkerung, ein Kontingent gebildet. Die Truppen werden von den Kantonen geliefert wie folgt:

Zürich	3,858 Mann.
Bern	4,584 "
Luzern	1,734 "
Uri	236 "
Schwyz	602 "
Unterwalden	382 "
Glarus	482 "
Zug	250 "
Sreiburg	1,240 "
Solothurn	904 "
Basel	818 "
Schaffhausen	466 "
Appenzell	972 "
St. Gallen	2,630 "
Uebertrag	19,158 Mann.

	Uebertrag	19,158 Mann.
Graubünden	2,000	"
Aargau	2,410	"
Thurgau	1,670	"
Tessin	1,804	"
Vaud	2,964	"
Vaud	1,280	"
Neuchâtel	1,000	"
Genève	600	"

Total 32,886 Mann.

Diese vorläufig angenommene Skala soll von der nächst bevorstehenden ordentlichen Tagssatzung durchgesehen und nach obigem Grundsatz berichtigt werden.

§ 3.

Die Geldbeiträge, zu Bestreitung der Kriegskosten und anderer Ausgaben des Bundes, werden von den Kantonen nach folgendem Verhältniß entrichtet:

Zürich	Franken	77,153
Bern	"	91,695
Luzern	"	26,016
Uri	"	1,184
Schwyz	"	3,012
Unterwalden	"	1,907
Glarus	"	4,823
Zug	"	2,497
Fribourg	"	18,591
Solothurn	"	18,097
Basel	"	20,450
Schaffhausen	"	9,327
Appenzell	"	9,728
St. Gallen	"	39,451
Graubünden	"	12,000
Aargau	"	52,212
Thurgau	"	25,052
Tessin	"	18,039
Vaud	"	59,273
Vaud	"	9,600
Neuchâtel	"	25,000
Genève	"	15,000

Total Franken 540,107

Diese Vertheilung der Geldbeiträge soll ebenfalls durch die nächst bevorstehende ordentliche Tagssatzung durchgesehen, und mit Rücksicht auf die Beschwerden einiger Kantone berichtigt werden. Eine ähnliche Revision

soll späterhin, wie für die Mannschaffts-Kontingente, von 20 zu 20 Jahren statthaben.

Zu Bestreitung der Kriegskosten soll überdieß eine gemeineidgenössische Kriegskassa errichtet werden, deren Gehalt bis auf den Betrag eines doppelten Geldkontingents anwachsen soll.

Diese Kriegskassa soll ausschließlich nur zu Militärkosten bei eidgenössischen Auszügen angewendet, und in sich ergebenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung eines Geldkontingents nach der Skala bestritten, und die andere Hälfte aus der Kriegskassa bezahlt werden.

Zur Bildung dieser Kriegskassa soll eine Eingangsgebühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den nothwendigsten Bedürfnissen gehören.

Diese Gebühren werden die Grenzkantone beziehen und der Tagsatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen.

Der Tagsatzung wird überlassen, sowohl den Tarif dieser Eingangsgebühr festzusetzen, als auch die Art der Rechnungsführung darüber, und die Maßnahmen zur Verwahrung der bezogenen Gelder zu bestimmen.

§ 4.

Im Fall äußerer oder innerer Gefahr hat jeder Kanton das Recht, die Mitstände zu getreuem Aufsehen aufzufordern. Wenn in einem Kanton Unruhen ausbrechen, so mag die Regierung andere Kantone zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort davon benachrichtigt werden; bei fortdauernder Gefahr wird die Tagsatzung, auf Ansuchen der Regierung, die weitem Maßregeln treffen. Im Fall einer plötzlichen Gefahr von Außen mag zwar der bedrohte Kanton andere Kantone zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort davon in Kenntniß gesetzt werden. Diesem liegt ob, die Tagsatzung zu versammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicherheit der Eidgenossenschaft zustehen.

Der oder die gemahnten Kantone haben die Pflicht, dem Mahnenden Hülfe zu leisten.

Im Fall äußerer Gefahr werden die Kosten von der Eidgenossenschaft getragen; bei innern Unruhen liegen dieselben auf dem mahnenden Kanton, es wäre denn Sache, daß die Tagsatzung, wegen besondern Umständen, eine andere Bestimmung treffen würde.

§ 5.

Alle Ansprüche und Streitigkeiten zwischen den Kantonen über Gegenstände, die nicht durch den Bundesvertrag gewährleistet sind, werden an das Eidgenössische Recht gewiesen. Der Gang und die Form dieser Rechtshandlung sind folgendermaßen festgesetzt.

Jeder der zwei streitenden Kantone wählt aus den Magistratspersonen anderer Kantone zwei, oder, wenn die Kantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter.

Wenn die Streitsache zwischen mehr als zwei Kantonen obwaltet, so wird die bestimmte Zahl von jeder Partei gewählt.

Diese Schiedsrichter vereint, trachten den Streit in der Minne und auf dem Pfad der Vermittelung beizulegen.

Kann dieses nicht erreicht werden, so wählen die Schiedsrichter einen Obmann aus den Magistratspersonen eines in der Sache unparteiischen Kantons, und aus welchem nicht bereits einer der Schiedsrichter gezogen ist.

Sollten die Schiedsrichter sich über die Wahl des Obmanns nicht vereinigen können und einer der Kantone darüber Beschwerde führen, so wird der Obmann von der Tagsatzung gesetzt, wobei aber die im Streit stehenden Kantone kein Stimmrecht haben; der Obmann und die Schiedsrichter versuchen nochmals, den Streit durch Vermittelung auszugleichen, oder entscheiden, im Fall allseitiger Uebergabe, durch Kompromißspruch; geschieht aber keines von beiden, so sprechen sie über die Streitsache, nach den Rechten, endlich ab.

Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden und wird erforderlichenfalls durch Verfügung der Tagsatzung in Vollziehung gesetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptsache soll auch über die Kosten, bestehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns entschieden werden.

Die nach obigen Bestimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Kanton, in der obwaltenden Streitsache, entlassen.

Bei allen vorfallenden Streitigkeiten sollen die betreffenden Kantone sich jeder gewaltsamen Maßregel oder sogar Bewaffnung enthalten, den in diesem Artikel festgesetzten Rechtspfad genau befolgen und dem Spruch in allen Theilen statt thun.

§ 6.

Es sollen unter den einzelnen Kantonen keine dem allgemeinen Bund oder den Rechten anderer Kantone nachtheilige Verbindungen geschlossen werden.

§ 7.

Die Eidgenossenschaft huldigt dem Grundsatz, daß, so wie es, nach Anerkennung der XXII Kantone, keine Unterthanenlande mehr in der Schweiz gibt, so könne auch der Genuß der politischen Rechte nie das ausschließliche Privilegium einer Klasse der Kantonsbürger sein.

§ 8.

Die Tagsatzung besorgt, nach den Vorschriften des Bundesvertrags die ihr von den souveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes. Sie besteht aus den Gesandten der XXII Kantone, welche nach ihren Instruktionen stimmen. Jeder Kanton hat eine Stimme, welche von einem Gesandten eröffnet wird. Sie versammelt sich in der Hauptstadt des jeweiligen Vororts, ordentlicherweise alle Jahre am ersten Montag im September, außerordentlicherweise, wenn das Vorort dieselbe ausschreibt, oder auf das Begehren von fünf Kantonen.

Der im Amt stehende Bürgermeister oder Schultheiß des Vororts führt den Vorsitz.

Die Tagsatzung erklärt Krieg und schließt Frieden; sie allein errichtet Bündnisse mit auswärtigen Staaten; doch sind für diese wichtigen Verhandlungen drei Viertheile der Kantonsstimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagsatzung übertragen sind, entscheidet die absolute Mehrheit.

Handelsverträge mit auswärtigen Staaten werden von der Tagsatzung geschlossen.

Militärkapitulationen und Verträge über ökonomische und Polizeigegegenstände mögen von einzelnen Kantonen mit auswärtigen Staaten geschlossen werden. Sie sollen aber weder dem Bundesverein, noch bestehenden Bündnissen, noch verfassungsmäßigen Rechten anderer Kantone zuwider sein, und zu diesem Ende zur Kenntniß der Tagsatzung gebracht werden.

Eidgenössische Gesandte, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagsatzung ernannt und abberufen.

Die Tagsatzung trifft alle erforderlichen Maßregeln für die äußere und innere Sicherheit der Eidgenossenschaft. Sie bestimmt die Organisation der Kontingentstruppen, verfügt über derselben Aufstellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalstab und die eidgenössischen Obersten. Sie ordnet, im Einverständniß mit den Kantonsregierungen, die Aufsicht über die Bildung und Ausrüstung des Militärkontingents an.

§ 9.

Bei außerordentlichen Umständen, und wenn sie nicht fortdauernd versammelt bleiben kann, hat die Tagsatzung die Befugniß, dem Vorort besondere Vollmachten zu erteilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidgenössischen Geschäftsführung beauftragt ist, zu Beforgung wichtiger Bundesangelegenheiten eidgenössische Repräsentanten beordnen; in beiden Fällen sind zwei Drittheile der Stimmen erforderlich.

Die eidgenössischen Repräsentanten werden von den Kantonen gewählt, welche hiefür unter sich in folgenden sechs Klassen wechseln.

Den ersten eidgenössischen Repräsentant geben abwechselnd die zwei Direktorialorte, die nicht im Amt stehen;

den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden;

den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schaffhausen;

den vierten Sreiburg, Basel, Solothurn, Wallis;

den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau, Neuenburg,

den sechsten Waadt, Thurgau, Tessin, Genf.

Die Tagsatzung erteilt den eidgenössischen Repräsentanten die erforderlichen Instruktionen und bestimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Fall hören letztere mit dem Wiederzusammentritt der Tagsatzung auf. Die eidgenössischen Repräsentanten werden aus der Bundeskassa entschädigt.

§ 10.

Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagsatzung nicht versammelt ist, wird einem Vorort, mit den bis zum Jahr 1798 ausgeübten Befugnissen, übertragen.

Das Vorort wechselt unter den Kantonen Zürich, Bern und Luzern, je zu zwei Jahren um, welche Reihenordnung mit dem 1. Januar 1815 ihren Anfang genommen hat.

Dem Vorort ist eine eidgenössische Kanzlei beigeordnet; dieselbe besteht aus einem Kanzler und einem Staatschreiber, die von der Tagsatzung gewählt werden.

§ 11.

Für Lebensmittel, Landeserzeugnisse und Kaufmannswaren ist der freie Kauf, und für diese Gegenstände, sowie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Kanton zum andern gesichert, mit Vorbehalt der erforderlichen Polizeiverfügungen gegen Wucher und schädlichen Vorkauf.

Diese Polizeiverfügungen sollen für die eigenen Kantonsbürger und die Einwohner anderer Kantone gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden, von der Tagsatzung genehmigten Zölle, Weg- und Brückengelder verbleiben in ihrem Bestand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagsatzung weder neue errichtet, noch die bestehenden erhöht, noch ihr Bezug, wenn er auf bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte von Kanton zu Kanton sind abgeschafft.

§ 12.

Der Sortbestand der Klöster und Kapitel und die Sicherheit ihres Eigenthums, soweit es von den Kantonsregierungen abhängt, sind gewährleistet; ihr Vermögen ist, gleich andern Privatgut, den Steuern und Abgaben unterworfen.

§ 13.

Die helvetische Nationalschuld, deren Betrag den 1. November 1804 auf drei Millionen, einmahlundertachtzehntausend dreihundertsechundsunddreißig Franken festgesetzt worden, bleibt anerkannt.

§ 14.

Alle eidgenössischen Konkordate und Verkommnisse seit dem Jahr 1803, die den Grundsätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind, verbleiben in ihrem bisherigen Bestand; die Sammlung der in dem gleichen Zeitraum erlassenen Tagsatzungsbeschlüsse soll der Tagsatzung des Jahres 1816 zur Revision vorgelegt werden, und diese wird entscheiden, welche von denselben ferner verbindlich sein sollen.

§ 15.

Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag als auch die Kantonalverfassungen sollen in das eidgenössische Archiv niedergelegt werden.

Die XXII Kantone konstituiren sich als Schweizerische Eidgenossenschaft, sie erklären, daß sie frei und ungezwungen in diesen Bund treten, denselben im Glück wie im Unglück als Brüder und Eidgenossen getreulich halten, insonders aber, daß sie von nun an alle daraus entstehenden Pflichten und Verbindlichkeiten gegenseitig erfüllen wollen; und damit eine für das Wohl des gesammten Vaterlandes so wichtige Handlung, nach der Sitte der Väter, eine heilige Gewährung erhalten, so ist diese Bundesurkunde nicht allein durch die bevollmächtigten Gesandten eines jeden Standes unterzeichnet und mit dem neuen Bundes-Inselgel versehen, sondern noch durch einen theuern Eid zu Gott dem Allmächtigen feierlich bekräftigt worden.

Also geschehen, unterschrieben und besiegelt durch die nachgenannten Herren Gesandten und Legationsräthe der eidgenössischen Stände, in Zürich den siebenten Augustmonat im Jahr nach Christi Geburt eintaufendachthundertundfünfzehn (7. August 1815).

Im Namen des Standes Zürich.

- (L. S.) David v. Wyß, Burgermeister.
- (L. S.) Paul Usteri, Staatsrath.
- (L. S.) H. Jacob Pestaluz, Staatsrath.

Im Namen der Stadt und Republik Bern.

- (L. S.) Niklaus Friedrich v. Mülinen, Schultheiß.
- (L. S.) J. R. v. Stürler.
- (L. S.) Rudolf Stettler.

Im Namen der Stadt und Republik Luzern.

- (L. S.) Vincenz v. Rüttimann, Schultheiß.
- (L. S.) Pfnyffer v. Heidegg, L. Rath.

Im Namen des Kantons Uri.

- (L. S.) Dom. Epp, Landammann und Landshauptmann.
- (L. S.) Karl Florian Lusser, Landschreiber.

Im Namen des Kantons Schwyz.

- (L. S.) S. X. Wäber, regier. Landammann.
- (L. S.) Joachim Schmid, Landammann.

**Im Namen des Kantons Unterwalden ob dem Wald.
(als anerkannten Eidgenössischen Stands.)**

- (L. S.) J. Ignaz Stockmann, Landammann.

Im Namen des Kantons Glarus.

- (L. S.) Nikolaus Heer, Landammann.
- (L. S.) Karl Burger, alt Landammann und Landesstatthalter.

Im Namen des Kantons Zug.

(L. S.) Joseph Anton Hess, alt-Ammann.

(L. S.) G. J. Sidler, Statthalter.

Im Namen der Stadt und Republik Freiburg.

(L. S.) Augustin Gasser, Staatsrath.

(L. S.) Tobie de Gottrau, Membre du Grand Conseil.

Im Namen der Republik Solothurn.

(L. S.) Peter v. Gluz-Ruchti, Schultheiss.

(L. S.) v. Gluz v. Blozheim, Appellationsrath.

Im Namen des Kantons Basel.

(L. S.) Joh. Heinrich Wieland, J. U. D., Bürgermeister.

(L. S.) Joh. Jakob Minder, Staatsrath.

Im Namen des Kantons Schaffhausen.

(L. S.) B. Pfister, Bürgermeister.

(L. S.) J. Ulrich v. Waldkirch, des Kleinen Rath's.

Im Namen des Kantons Appenzell beider Rhoden.

(L. S.) Zellweger, Landammann.

(L. S.) J. A. Säfli, Landshauptmann.

Im Namen des Kantons St. Gallen.

(L. S.) Zollikofer, Landammann.

(L. S.) J. P. Reutti, Regierungsrath.

Im Namen des Kantons Graubünden.

(L. S.) G. Gengel.

Im Namen des Kantons Aargau.

(L. S.) Joh. Karl Seher, Bürgermeister.

(L. S.) Franz Ludwig Kürner, Appellationsrath.

Im Namen des Kantons Thurgau.

(L. S.) Johannes Morell, Landammann.

(L. S.) Joseph Anderwerth, Landammann.

Im Namen des Kantons Tessin.

(L. S.) Andrea Caglioni, Consigl. di Stato.

(L. S.) G. B. Maggi, Landammanno.

Im Namen des Kantons Waadt.

(L. S.) Jules Muret, Conseiller d'Etat.

(L. S.) François Clavel, Conseiller d'Etat.

Im Namen der Republik und des Kantons Wallis.

(L. S.) Kaspar Eugen Stockalper, alt-Landshauptmann von Wallis.

(L. S.) Michel Dufour, Grand-juge.

Im Namen des Kantons Neuenburg.

(L. S.) de Rougemont, Procureur général et Président du Conseil d'Etat.

(L. S.) le Comte Louis de Pourtales, Conseiller d'Etat

(L. S.) F. Aug. de Montmollin, Conseiller d'Etat.

Im Namen der Republik und des Kantons Genf.

(L. S.) Joseph Des Arts, Syndic, Député du Canton de Genève.

(L. S.) Jean Pierre Schmidtmeyer, Conseiller d'Etat et Député du Canton de Genève.

Hier folgt der den Gesandtschaften der eidgenössischen Stände zur Beschwörung des Bundes am 7. August 1815 vorgelegte Eid:

Wir, die Gesandten der XXII souveränen Stände der Eidgenossenschaft im Namen und als Bevollmächtigte der Burgermeister, Schultheissen, Landammänner, Häupter, Landeshauptmann, Staatsräthe, Syndics, kleinen und großen Rätthen und ganzen Gemeinden der hohen Stände: Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf — schwören:

„Den Bund der Eidgenossen, laut Inhalt der soeben vorgelesenen Urkunde vom 7. August 1815 wahr und stets zu halten, und dafür Leib und Leben, Gut und Blut hinzugeben; die Wohlfahrt und den Nutzen des gesammten Vaterlandes und jedes einzelnen Standes nach besten Kräften zu fördern und deren Schaden abzuwenden, im Glück und Unglück als Brüder und Eidgenossen miteinander zu leben und Alles zu leisten, was Pflicht und Ehre von treuen Bundesgenossen erfordert.“

Worauf die Gesandtschaften mit lauter und vernehmbarer Stimme die Worte nachgesprochen haben:

„Was der soeben vorgelesene Eid enthält, das wird mein hoher Stand, der mich hieher gesandt, halten und vollziehen, getreulich und ohne Gefährde; das bethure ich bei Gott dem Allmächtigen, so wahr mir seine Gnade helfen möge (und alle Heiligen).“

Daß dieses also geschehen sei, bezeugen die Beamten der eidgenössischen Kanzlei mit ihren Siegeln und Unterschriften, den 7. August 1815.

(L. S.) M. Mousson, Kanzler der Eidgenossenschaft.

(L. S.) Oberst Sridolin Joseph v. Häuser, Staatschreiber.

(L. S.) Heinrich Hottinger, eidgenössischer Stabshauptmann, Kanzleisubstitut bei der außerordentlichen Tagfakung.

(Bundesiegel.)

**Verbal-Proceß betreffend die Wiederaufnahme von Unterwalden
nid dem Wald
in den Eidgenössischen Bund.**

(Vom 30. August 1815.)

Nachdem Landammann, Landrath und gemeine Landleute von Unterwalden nid dem Wald durch einen einmüthigen Beschluß vom 24. August 1815 dem neuen Bundesvertrag unter den XXII Ständen der Schweiz beigetreten sind und die hochgeachteten Herren Landammann Ludwig Kaiser und Landammann Stanislaus Akermann zu ihren Deputirten auf die eidgenössische Tagsatzung ernannt haben, welche auch wirklich in Zürich erschienen sind, um die Aufnahme ihres Standes in den Bund und für sie, als Gesandte Nidwaldens, den Zutritt in die Tagsatzung zu begehren, — so hat die eidgenössische Tagsatzung solches einmüthig genehmigt und Nidwalden als Stand der Eidgenossenschaft und als Theil des Kantons Unterwalden wieder auf und angenommen, mit den nämlichen Vortheilen und Verpflichtungen und unter den gleichen Verhältnissen, welche durch den Bundesvertrag für alle eidgenössischen Stände festgesetzt sind.

In Folge dessen haben die obbenannten Gesandten des Kantons Unterwalden nid dem Wald gegenwärtiges Originalinstrument des neuen Bundesvertrages eigenhändig unterzeichnet, mit ihren Familienwappen besiegelt und auf die gleiche Art beschworen, wie es alle eidgenössischen Gesandtschaften am 7. August gethan haben.

Also geschehen in Zürich den dreißigsten des Monats August im Jahr nach Christi Geburt eintaufend achthundert und fünfzehn (30. August 1815).

(L. S.) Ludwig Kaiser, Landammann.

(L. S.) Stanislaus Akermann, Landammann.

Wir, der Burgermeister des Kantons Zürich, Präsident der eidgenössischen Tagsatzung, und wir, der Kanzler und der Staatschreiber der Eidgenossenschaft, im Namen und aus Auftrag der eidgenössischen Tagsatzung, beurkunden

durch unsere Unterschriften und Siegel diese Verhandlung, wodurch Unterwalden nid dem Wald als Stand der Eidgenossenschaft und als Theil des Kantons Unterwalden in den Bund aufgenommen worden ist.

Datum ut supra.

Der Burgermeister des Kantons Zürich,
Präsident der eidgenössischen Tagsatzung:

(L. S.) David v. Wyß.

Der Kanzler und der Staatschreiber
der Eidgenossenschaft:

(L. S.) Mousson. (L. S.) v. Häuser.

**Die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874,
mit Beifügung der differirenden Bestimmungen aus der Verfassung
vom 12. September 1848. ¹⁾**

Im Namen Gottes des Allmächtigen!

Die schweizerische Eidgenossenschaft,

in der Absicht, den Bund der Eidgenossen zu befestigen, die Einheit, Kraft und Ehre der schweizerischen Nation zu erhalten und zu fördern, hat nachstehende Bundesverfassung angenommen:

Bundesverfassung der schweizerischen Eidgenossenschaft.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die durch gegenwärtigen Bund vereinigten Völkerschaften der zweiundzwanzig souveränen Kantone, als: Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden (ob und nid dem Wald), Glarus, Zug, Sreiburg, Solothurn, Basel (Stadt und Landschaft), Schaffhausen, Appenzell (beider Rhoden), St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf, bilden in ihrer Gesamtheit die schweizerische Eidgenossenschaft.

Art. 2. Der Bund hat zum Zweck: Behauptung der Unabhängigkeit des Vaterlandes gegen Außen, Handhabung von Ruhe und Ordnung im Innern, Schutz der Freiheit und der Rechte der Eidgenossen und Beförderung ihrer gemeinsamen Wohlfahrt.

Art. 3. Die Kantone sind souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist, und üben als solche alle Rechte aus, welche nicht der Bundesgewalt übertragen sind.

¹⁾ Die Partialrevisionen seit 1874 sind gesperrt gedruckt, die abweichenden Artikel der Verfassung von 1848 in Noten beigelegt.

Art. 4. Alle Schweizer sind vor dem Gesetze gleich. Es gibt in der Schweiz keine Unterthanenverhältnisse, keine Vorrechte des Orts, der Geburt, der Familien oder Personen.

Art. 5. Der Bund gewährleistet den Kantonen ihr Gebiet, ihre Souveränität innert den Schranken des Art. 3, ihre Verfassungen, die Freiheit, die Rechte des Volkes und die verfassungsmäßigen Rechte der Bürger gleich den Rechten und Befugnissen, welche das Volk den Behörden übertragen hat.

Art. 6. Die Kantone sind verpflichtet, für ihre Verfassungen die Gewährleistung des Bundes nachzufuchen.

Der Bund übernimmt diese Gewährleistung, insofern:

- a. sie nichts den Vorschriften der Bundesverfassung Zuwiderlaufendes enthalten;
- b. sie die Ausübung der politischen Rechte nach republikanischen (repräsentativen oder demokratischen) Formen sichern;
- c. sie vom Volke angenommen worden sind und revidirt werden können, wenn die absolute Mehrheit der Bürger es verlangt.

Art. 7. Besondere Bündnisse und Verträge politischen Inhalts zwischen den Kantonen sind untersagt.

Dagegen steht ihnen das Recht zu, Verkommnisse über Gegenstände der Gesetzgebung, des Gerichtswesens und der Verwaltung unter sich abzuschließen; jedoch haben sie dieselben der Bundesbehörde zur Einsicht vorzulegen, welche, wenn diese Verkommnisse etwas dem Bunde oder den Rechten anderer Kantone Zuwiderlaufendes enthalten, deren Vollziehung zu hindern befugt ist. Im entgegengesetzten Falle sind die betreffenden Kantone berechtigt, zur Vollziehung die Mitwirkung der Bundesbehörden anzusprechen.

Art. 8. Dem Bunde allein steht das Recht zu, Krieg zu erklären und Frieden zu schließen, Bündnisse und Staatsverträge, namentlich Zoll- und Handelsverträge mit dem Auslande einzugehen.

Art. 9. Ausnahmsweise bleibt den Kantonen die Befugniß, Verträge über Gegenstände der Staatswirthschaft, des nachbarlichen Verkehrs und der Polizei mit dem Auslande abzuschließen; jedoch dürfen dieselben nichts dem Bunde oder den Rechten anderer Kantone Zuwiderlaufendes enthalten.

Art. 10. Der amtliche Verkehr zwischen Kantonen und auswärtigen Staatsregierungen, sowie ihren Stellvertretern, findet durch Vermittlung des Bundesrathes statt.

Ueber die im Art. 9 bezeichneten Gegenstände können jedoch die Kantone mit den untergeordneten Behörden und Beamten eines auswärtigen Staates in unmittelbaren Verkehr treten.

Art. 11. Es dürfen keine Militärkapitulationen abgeschlossen werden.

Art. 12. Die Mitglieder der Bundesbehörden, die eidgenössischen Zivil- und Militärbeamten und die eidgenössischen Repräsentanten oder Kommissarien dürfen von auswärtigen Regierungen weder Pensionen oder Gehalte, noch Titel, Geschenke oder Orden annehmen.

Sind sie bereits im Besitze von Pensionen, Titeln oder Orden, so haben sie für ihre Amtsdauer auf den Genuß der Pensionen und das Tragen der Titel und Orden zu verzichten.

Untergeordneten Beamten und Angestellten kann jedoch vom Bundesrath der Sortbezug von Pensionen bewilligt werden.

Im schweizerischen Heere dürfen weder Orden getragen, noch von auswärtigen Regierungen verliehene Titel geltend gemacht werden.

Das Annehmen solcher Auszeichnungen ist allen Offizieren, Unteroffizieren und Soldaten untersagt ¹⁾.

Art. 13. Der Bund ist nicht berechtigt, stehende Truppen zu halten.

Ohne Bewilligung der Bundesbehörde darf kein Kanton oder in getheilten Kantonen kein Landestheil mehr als 300 Mann stehende Truppen halten, die Landjägerkorps nicht inbegriffen.

Art. 14. Die Kantone sind verpflichtet, wenn Streitigkeiten unter ihnen entstehen, sich jeder Selbsthilfe, sowie jeder Bewaffnung zu enthalten und sich der bundesmäßigen Entscheidung zu unterziehen.

Art. 15. Wenn einem Kanton vom Ausland plötzlich Gefahr droht, so ist die Regierung des bedrohten Kantons verpflichtet, andere Kantone zur Hilfe zu mahnen, unter gleichzeitiger Anzeige an die Bundesbehörde und unvorgreiflich den spätern Verfügungen dieser letztern. Die gemahnten Kantone sind zum Zuzuge verpflichtet. Die Kosten trägt die Eidgenossenschaft.

Art. 16. Bei gestörter Ordnung im Innern, oder wenn von einem andern Kanton Gefahr droht, hat die Regierung des bedrohten Kantons dem Bundesrath sofort Kenntniß zu geben, damit dieser innert den Schranken seiner Kompetenz (Art. 102, Ziffer 3, 10 und 11) die erforderlichen Maßregeln treffen oder die Bundesversammlung einberufen kann. In dringenden Fällen ist die betreffende Regierung befugt, unter sofortiger Anzeige an den Bundesrath, andere Kantone zur Hilfe zu mahnen, und die gemahnten Stände sind zur Hilfeleistung verpflichtet.

Wenn die Kantonsregierung außer Stande ist, Hilfe anzusprechen, so kann, und wenn die Sicherheit der Schweiz gefährdet wird, so soll die kompetente Bundesbehörde von sich aus einschreiten.

In Fällen eidgenössischer Intervention sorgen die Bundesbehörden für Beachtung der Vorschriften von Art. 5.

¹⁾ Die beiden letzten Absätze von Art. 12 befinden sich in der Verfassung von 1848 nicht.

Die Kosten trägt der mahnende oder die eidgenössische Intervention veranlassende Kanton, wenn nicht die Bundesversammlung wegen besonderer Umstände etwas Anderes beschließt.

Art. 17. In den durch die Art. 15 und 16 bezeichneten Sälen ist jeder Kanton verpflichtet, den Truppen freien Durchzug zu gestatten. Diese sind sofort unter eidgenössische Leitung zu stellen.

Art. 18. Jeder Schweizer ist wehrpflichtig.¹⁾

Wehrmänner, welche infolge des eidgenössischen Militärdienstes ihr Leben verlieren, oder dauernden Schaden an ihrer Gesundheit erleiden, haben für sich oder ihre Familien im Falle des Bedürfnisses Anspruch auf Unterstützung des Bundes.

Die Wehrmänner sollen ihre erste Ausrüstung, Bekleidung und Bewaffnung unentgeltlich erhalten. Die Waffe bleibt unter den durch die Bundesgesetzgebung aufzustellenden Bedingungen in den Händen des Wehrmannes.

Der Bund wird über den Militärpflichtersatz einheitliche Bestimmungen aufstellen.

¹⁾ Statt der drei letzten Absätze des Art. 18 und der Art. 19–22 enthält die Verfassung von 1848 folgende Artikel:

Art. 19. Das Bundesheer, welches aus den Kontingenten der Kantone gebildet wird, besteht:

- a. aus dem Bundes-Auszug, wozu jeder Kanton auf 100 Seelen schweizerischer Bevölkerung 3 Mann zu stellen hat;
- b. aus der Reserve, deren Bestand die Hälfte des Bundes-Auszuges beträgt.

In Zeiten der Gefahr kann der Bund auch über die übrigen Streitkräfte (die Landwehr) eines jeden Kantons verfügen.

Die Mannschaftskala, welche nach dem bezeichneten Maßstabe das Kontingent für jeden Kanton festsetzt, ist alle zwanzig Jahre einer Revision zu unterwerfen.

Art. 20. Um in dem Bundesheere die erforderliche Gleichmäßigkeit und Dienstfähigkeit zu erzielen, werden folgende Grundsätze festgesetzt:

- 1) Ein Bundesgesetz bestimmt die allgemeine Organisation des Bundesheeres.
- 2) Der Bund übernimmt:

- a. den Unterricht der Genietruppen, der Artillerie und der Kavallerie, wobei jedoch den Kantonen, welche diese Waffengattungen zu stellen haben, die Lieferung der Pferde obliegt;
- b. die Bildung der Instruktoren für die übrigen Waffengattungen;
- c. für alle Waffengattungen den höhern Militärunterricht, wozu er namentlich Militärschulen errichtet und Zusammenzüge von Truppen anordnet;
- d. die Lieferung eines Theils des Kriegsmaterials.

Die Centralisation des Militärunterrichts kann nöthigenfalls durch die Bundesgesetzgebung weiter entwickelt werden.

3) Der Bund überwacht den Militärunterricht der Infanterie und der Scharfschützen, sowie die Anschaffung, den Bau und Unterhalt des Kriegszeuges, welches die Kantone zum Bundesheere zu liefern haben.

4) Die Militärverordnungen der Kantone dürfen nichts enthalten, was der eidgen. Militärorganisation und den den Kantonen obliegenden bundesmäßigen Verpflichtungen entgegen ist, und müssen zu diesfälliger Prüfung dem Bundesrathe vorgelegt werden.

5) Alle Truppenabtheilungen im eidgenössischen Dienste führen ausschließlich die eidgenössische Fahne.

Art. 19. Das Bundesheer besteht:

- a. aus den Truppenkörpern der Kantone;
- b. aus allen Schweizern, welche zwar nicht zu diesen Truppenkörpern gehören, aber nichts desto weniger militärpflichtig sind.

Die Verfügung über das Bundesheer mit Inbegriff des geseglich dazu gehörigen Kriegsmaterials steht der Eidgenossenschaft zu.

In Zeiten der Gefahr hat der Bund das ausschließliche und unmittelbare Verfügungsrecht auch über die nicht in das Bundesheer eingetheilte Mannschaft und alle übrigen Streitmittel der Kantone.

Die Kantone verfügen über die Wehrkraft ihres Gebietes, soweit sie nicht durch verfassungsmäßige oder gesegliche Anordnungen des Bundes beschränkt sind.

Art. 20. Die Gesetzgebung über das Heerwesen ist Sache des Bundes. Die Ausführung der bezüglichen Gesetze in den Kantonen geschieht innerhalb der durch die Bundesgesetzgebung festzusetzenden Grenzen und unter Aufsicht des Bundes durch die kantonalen Behörden.

Der gesammte Militärunterricht und ebenso die Bewaffnung ist Sache des Bundes.

Die Beschaffung der Bekleidung und Ausrüstung und die Sorge für deren Unterhalt ist Sache der Kantone; die daherigen Kosten werden jedoch den Kantonen vom Bunde nach einer von ihm aufzustellenden Norm vergütet.

Art. 21. Soweit nicht militärische Gründe entgegenstehen, sollen die Truppenkörper aus der Mannschaft desselben Kantons gebildet werden.

Die Zusammensetzung dieser Truppenkörper, die Fürsorge für die Erhaltung ihres Bestandes und die Ernennung und Beförderung ihrer Offiziere ist, unter Beachtung der durch den Bund aufzustellenden allgemeinen Vorschriften, Sache der Kantone.

Art. 22. Der Bund hat das Recht, die in den Kantonen vorhandenen Waffenplätze und die zu militärischen Zwecken bestimmten Gebäude sammt Zugehören gegen billige Entschädigung zur Venuzung oder als Eigenthum zu übernehmen.

Die Normen für die daherige Entschädigung werden durch die Bundesgesetzgebung geregelt.

Art. 23. Dem Bunde steht das Recht zu, im Interesse der Eidgenossenschaft oder eines großen Theiles derselben, auf Kosten der Eidgenossenschaft öffentliche Werke zu errichten oder die Errichtung derselben zu unterstützen.

Zu diesem Zwecke ist er auch befugt, gegen volle Entschädigung das Recht der Expropriation geltend zu machen. Die nähern Bestimmungen hierüber bleiben der Bundesgesetzgebung vorbehalten.

Die Bundesversammlung kann die Errichtung öffentlicher Werke unterfragen, welche die militärischen Interessen der Eidgenossenschaft verletzen.

Art. 24. ¹⁾ Der Bund hat das Recht der Oberaufsicht über die Wasserbau- und Forstpolizei im Hochgebirge.

Er wird die Korrektion und Verbauung der Wildwasser, sowie die Aufzucht ihrer Quellengebiete unterstützen und die nöthigen schützenden Bestimmungen zur Erhaltung dieser Werke und der schon vorhandenen Waldungen aufstellen.

Art. 25. Der Bund ist befugt, gesetzliche Bestimmungen über die Ausübung der Fischerei und Jagd, namentlich zur Erhaltung des Hochwildes, sowie zum Schutze der für die Land- und Forstwirtschaft nützlichen Vögel zu treffen.

Art. 26. Die Gesetzgebung über den Bau und Betrieb der Eisenbahnen ist Bundes Sache.

Art. 27. Der Bund ist befugt, außer der bestehenden polytechnischen Schule, eine Universität und andere höhere Unterrichtsanstalten zu errichten oder solche Anstalten zu unterstützen.

Die Kantone sorgen für genügenden Primarunterricht, welcher ausschließlich unter staatlicher Leitung stehen soll. Derselbe ist obligatorisch und in den öffentlichen Schulen unentgeltlich.

Die öffentlichen Schulen sollen von den Angehörigen aller Bekenntnisse ohne Beeinträchtigung ihrer Glaubens- und Gewissensfreiheit besucht werden können.

Gegen Kantone, welche diesen Verpflichtungen nicht nachkommen, wird der Bund die nöthigen Verfügungen treffen.

Art. 28. Das Zollwesen ist Sache des Bundes. Derselbe hat das Recht, Ein- und Ausfuhrzölle zu erheben. ²⁾

¹⁾ Die Artikel 24–27 sind in der Bundesverfassung von 1848 nicht enthalten, dieselbe enthält im Art. 22 nur folgende Bestimmung:

„Der Bund ist befugt, eine Universität und eine polytechnische Schule zu errichten.“

²⁾ In Art. 28 ist der zweite Absatz neu, in Art. 29 1, Litt. a der Zusatz „und Landwirtschaft“, sowie der letzte Satz von Ziffer 1. Ziffer 2 enthielt auch Durchgangsgebühren.

Art. 24 der Verfassung von 1848 lautete:

Dem Bunde steht das Recht zu, die von der Tagsatzung bewilligten oder anerkannten Land- und Wasserzölle, Weg- und Brückengelder, verbindliche Kaufhaus- und andere Gebühren dieser Art, mögen dieselben von Kantonen, Gemeinden, Korporationen oder Privaten bezogen werden, gegen Entschädigung ganz oder theilweise aufzuheben. Diejenigen Zölle und Weggelder, welche auf dem Transit lasten, sollen jedenfalls im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft und zwar gleichzeitig eingelöst werden.

Die Eidgenossenschaft hat das Recht, an der schweizerischen Grenze Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangszölle zu erheben.

Sie ist berechtigt, gegenwärtig für das Zollwesen bestimmte Gebäulichkeiten an der schweizerischen Grenze gegen Entschädigung entweder als Eigenthum oder miethweise zur Benutzung zu übernehmen.

Art. 26 von 1848, Ziffer 2 lautete, gegenüber Art. 29 von 1874: Durchgangsgebühren, und in der Regel auch die Ausgangsgebühren, sind möglichst mäßig festzusetzen.

Art. 29. Bei Erhebung der Zölle sollen folgende Grundsätze beachtet werden:

1) Eingangsgebühren:

- a. Die für die inländische Industrie und Landwirthschaft erforderlichen Stoffe sind im Zolltarife möglichst gering zu taxiren.
- b. Ebenso die zum nöthigen Lebensbedarf erforderlichen Gegenstände.
- c. Die Gegenstände des Luxus unterliegen den höchsten Taxen.

Diese Grundsätze sind, wenn nicht zwingende Gründe entgegenstehen, auch bei Abschließung von Handelsverträgen mit dem Auslande zu befolgen.

2) Die Ausgangsgebühren sind möglichst mäßig festzusetzen.

3) Durch die Zollgesetzgebung sind zur Sicherung des Grenz- und Marktverkehrs geeignete Bestimmungen zu treffen. Dem Bunde bleibt immerhin das Recht vorbehalten, unter außerordentlichen Umständen, in Abweichung von vorstehenden Bestimmungen, vorübergehend besondere Maßnahmen zu treffen.

Art. 30.¹⁾ Der Ertrag der Zölle fällt in die Bundeskasse.

Art. 26 von 1848:

Der Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangszölle wird folgendermaßen verwendet:

- a. Jeder Kanton erhält 4 Bagen auf den Kopf nach dem Maßstab der Gesamtbevölkerung, welche nach der Volkszählung von 1838 berechnet wird.
- b. Wenn ein Kanton hiedurch für die nach Art. 24 aufgehobenen Gebühren nicht hinlänglich gedeckt wird, so hat er noch so viel zu beziehen, als erforderlich ist, um ihn für dieselben Gebühren nach dem Durchschnitt des Reinertrages der fünf Jahre, 1842 bis und mit 1846, zu entschädigen.
- c. Die Mehreinnahme fällt in die Bundeskasse.

Weggefallen sind die folgenden Artikel der Verfassung von 1848:

Art. 27. Wenn Zölle, Weg- und Brückengelder für Tilgung eines Baukapitals oder eines Theils desselben bewilligt worden sind, so hört der Bezug derselben oder die Entschädigung auf, sobald das Kapital oder der betreffende Theil nebst Zinsen gedeckt ist.

Art. 28. Den in bereits abgeschlossenen Eisenbahnverträgen über Transitgebühren enthaltenen Verfügungen soll durch gegenwärtige Bestimmungen kein Abbruch geschehen. Dagegen tritt der Bund in die durch solche Verträge den Kantonen in Beziehung auf die Transitgebühren vorbehaltenen Rechte.

Art. 30. Der Bundesgesetzgebung bleibt vorbehalten, hinsichtlich der Abschaffung bestehender Vorrechte in Bezug auf Transport von Personen und Waaren jeder Art zwischen den Kantonen und im Innern derselben auf dem Wasser und auf dem Lande, die nöthigen Verfügungen zu treffen, soweit die Eidgenossenschaft hiebei ein Interesse hat.

Art. 31. Der Bezug der im Art. 29, Litt. c bezeichneten Gebühren steht unter der Aufsicht des Bundesrathes. Sie dürfen nicht erhöht und der Bezug derselben darf ohne Genehmigung der Bundesversammlung, wenn er auf eine bestimmte Zeit beschränkt war, nicht verlängert werden.

Die Kantone dürfen weder Zölle, Weg- noch Brückengelder unter irgend welchem Namen neu einführen. Von der Bundesversammlung können jedoch auf bestimmte Zeit solche Gebühren bewilligt werden, um die Errichtung öffentlicher Werke zu unterstützen, welche im Sinne des Art. 21 von allgemeinem Interesse für den Verkehr sind und ohne solche Bewilligung nicht zu Stande kommen könnten.

¹⁾ Art. 30 ist neu, statt Art. 31 enthält der Art. 29 der Verfassung von 1848 folgende Bestimmungen:

Die den Kantonen bisher bezahlten Entschädigungen für die losgekauften Zölle, Weg- und Brückengelder, Kaufhaus- und andern Gebühren dieser Art fallen weg.

Ausnahmsweise erhalten die Kantone Uri, Graubünden, Tessin und Wallis, mit Rücksicht auf ihre internationalen Alpenstraßen, eine jährliche Entschädigung, welche in Würdigung aller Verhältnisse festgestellt wird wie folgt:

Sür Uri	Sr.	80,000
„ Graubünden	„	200,000
„ Tessin	„	200,000
„ Wallis	„	50,000

Sür Versorgung des Schneebruches auf dem St. Gotthard erhalten die Kantone Uri und Tessin eine jährliche Entschädigung von zusammen 40,000 Franken für so lange, als die Straße über den Bergpaß nicht durch eine Eisenbahn ersetzt sein wird.

Art. 31. ¹⁾ Die Freiheit des Handels und der Gewerbe ist im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft gewährleistet.

Vorbehalten sind:

- a. Das Salz- und Pulverregal, die eidgenössischen Zölle, die Eingangsgebühren von Wein und andern geistigen Getränken, sowie andere vom Bunde ausdrücklich anerkannte Verbrauchssteuern, nach Maßgabe des Art. 32.
- b. Die Sabrikation und der Verkauf gebrannter Wasser, nach Maßgabe des Art. 32 bis.
- c. Das Wirthschaftswesen und der Kleinhandel mit geistigen Getränken, in dem Sinne, daß die Kantone auf

Art. 29. Sür Lebensmittel, Vieh und Kaufmannswaaren, Landes- und Gewerbszeugnisse jeder Art sind freier Kauf und Verkauf, freie Ein-, Aus- und Durchfuhr von einem Kanton in den andern gewährleistet.

Vorbehalten sind:

- a. In Beziehung auf Kauf und Verkauf das Salz- und Pulverregal.
- b. Polizeiliche Verfügungen der Kantone über die Ausübung von Handel und Gewerbe und über die Benutzung der Straßen.
- c. Verfügungen gegen schädlichen Vorkauf.
- d. Vorübergehende sanitätspolizeiliche Maßregeln bei Seuchen.

Die in Litt. b und c bezeichneten Verfügungen müssen die Kantonsbürger und die Schweizerbürger anderer Kantone gleich behandeln. Sie sind dem Bundesrathe zur Prüfung vorzulegen und dürfen nicht vollzogen werden, ehe sie die Genehmigung desselben erhalten haben.

- e. Die von der Tagsatzung bewilligten oder anerkannten Gebühren, welche der Bund nicht aufgehoben hat (Art. 24 und 31).
- f. Die Konsumgebühren auf Wein und andern geistigen Getränken, nach Vorschrift von Art. 32.

¹⁾ In Art. 31 sind, abgesehen von den Differenzen gegenüber dem Art. 29 der Verfassung von 1848, durch die Partialrevision vom 25. Oktober 1886 die gesperrten Zusätze entfallen. Der Schlusssatz war vorher nicht an Litt. e angeschlossen, sondern galt für den ganzen Artikel. Der Artikel 32 bis entstand ebenfalls am 25. Okt. 1886.

dem Wege der Gesetzgebung die Ausübung des Wirthschaftsgewerbes und des Kleinhandels mit geistigen Getränken den durch das öffentliche Wohl geforderten Beschränkungen unterwerfen können.

- d. Sanitätspolizeiliche Maßregeln gegen Epidemien und Viehseuchen.
- e. Verfügungen über Ausübung von Handel und Gewerben, über Besteuerung des Gewerbebetriebes und über die Benutzung der Straßen. Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beeinträchtigen.

Art. 32. Die Kantone sind befugt, die im Art. 31, Litt. a erwähnten Eingangsgebühren von Wein und andern geistigen Getränken unter folgenden Beschränkungen zu erheben: ¹⁾

- a. Bei dem Bezug derselben soll der Transit in keiner Weise belästigt und der Verkehr überhaupt so wenig als möglich gehemmt und mit keinen andern Gebühren belegt werden.
- b. Werden die für den Verbrauch eingeführten Gegenstände wieder aus dem Kanton ausgeführt, so sind die bezahlten Eingangsgebühren ohne weitere Belästigung zurückzuerstatten.
- c. Die Erzeugnisse schweizerischen Ursprungs sind mit niedrigeren Gebühren zu belegen als diejenigen des Auslandes.
- d. Eingangsgebühren von Wein und andern geistigen Getränken schweizerischen Ursprungs dürfen da, wo solche schon bestehen, nicht erhöht, und in Kantonen, welche noch keine beziehen, nicht eingeführt werden.
- e. Die Gesetze und Verordnungen der Kantone über den Bezug der Eingangsgebühren sind der Bundesbehörde vor Vollziehung derselben zur Guttheilung vorzulegen, damit die Nichtbeachtung vorstehender Grundsätze verhindert werden kann.

Mit Ablauf des Jahres 1890 sollen alle Eingangsgebühren, welche dormalen von den Kantonen erhoben werden, sowie ähnliche, von einzelnen Gemeinden bezogene Gebühren ohne Entschädigung dahinfallen.

Art. 32 bis. Der Bund ist befugt, im Wege der Gesetzgebung Vorschriften über die Fabrikation und den Verkauf gebrannter Wasser zu erlassen. Bei dieser Gesetzgebung sollen diejenigen Erzeugnisse, welche entweder ausgeführt werden oder eine den Genuß ausschließende Zubereitung erfahren

¹⁾ In der Verfassung von 1848 lautete Art. 32, 1. Satz: Die Kantone sind befugt, außer den nach Art. 29, Litt. e, vorbehaltenen Berechtigungen, von Wein und anderen geistigen Getränken Konsumgebühren zu erheben, jedoch unter folgenden Beschränkungen: (gleich Text). Der Schlusssatz bestand nicht.

(In den Absätzen b—e stand immer Konsumo, statt Eingangsgebühren.)

Dieser Art. 32 hat seit 1885 keine Bedeutung mehr und könnte gestrichen werden. Ebenso der auf die kantonalen Konsumgebühren auf geistige Getränke bezügliche Theil von Art. 31, Litt. a.

haben, keiner Besteuerung unterworfen werden. Das Brennen von Wein, Obst und deren Abfällen, von Enzianwurzeln, Wachholderbeeren und ähnlichen Stoffen fällt betreffend die Sabrikation und Besteuerung nicht unter die Bundesgesetzgebung.

Nach dem Wegfall der in Art. 32 der Bundesverfassung erwähnten Eingangsgebühren auf geistigen Getränken kann der Handel mit solchen, welche nicht gebrannt sind, von den Kantonen keinen besondern Steuern unterworfen werden, noch andern Beschränkungen als denjenigen, welche zum Schutze vor gefälschten oder gesundheitschädlichen Getränken nothwendig sind. Jedoch bleiben hiebei in Betreff des Betriebs von Wirthschaften und des Kleinverkaufs von Quantitäten unter zwei Liter die den Kantonen nach Art. 31 zustehenden Kompetenzen vorbehalten.

Die aus der Besteuerung des Verkaufs gebrannter Wasser erzielten Reineinnahmen verbleiben den Kantonen, in welchen sie zum Bezug gelangen.

Die Reineinnahmen des Bundes aus der inländischen Sabrikation und aus dem entsprechenden Zollzuschlag auf eingeführte gebrannte Wasser werden unter die sämtlichen Kantone nach Verhältniß der durch die jeweilige letzte eidgenössische Volkszählung ermittelten faktischen Bevölkerung vertheilt. Von den daherigen Einnahmen haben die Kantone wenigstens 10 % zur Bekämpfung des Alkoholismus in seinen Ursachen und Wirkungen zu verwenden.

Art. 33. ¹⁾ Den Kantonen bleibt es anheimgestellt, die Ausübung der wissenschaftlichen Berufsarten von einem Ausweise der Befähigung abhängig zu machen.

Auf dem Wege der Bundesgesetzgebung ist dafür zu sorgen, daß derartige Ausweise für die ganze Eidgenossenschaft gültig erworben werden können.

Art. 34. Der Bund ist befugt, einheitliche Bestimmungen über die Verwendung von Kindern in den Fabriken und über die Dauer der Arbeit erwachsener Personen in denselben aufzustellen. Ebenso ist er berechtigt, Vorschriften zum Schutze der Arbeiter gegen einen die Gesundheit und Sicherheit gefährdenden Gewerbebetrieb zu erlassen.

Der Geschäftsbetrieb von Auswanderungsagenturen und von Privatunternehmungen im Gebiete des Versicherungswesens unterliegt der Aufsicht und Gesetzgebung des Bundes.

¹⁾ Die Art. 32, 34, 35 sind in der Verfassung von 1848 nicht enthalten

Art. 34 bis. 1) Der Bund wird auf dem Wege der Gesetzgebung die Kranken- und Unfallversicherung einrichten, unter Berücksichtigung der bestehenden Krankenkassen.

Er kann den Beitritt allgemein oder für einzelne Bevölkerungsklassen obligatorisch erklären.

Art. 35. Die Errichtung von Spielbanken ist untersagt. Die zur Zeit bestehenden Spielhäuser müssen am 31. Christmonat 1877 geschlossen werden.

Allfällig seit dem Anfange des Jahres 1871 ertheilte oder erneuerte Konzessionen werden als ungültig erklärt.

Der Bund kann auch in Beziehung auf die Lotterien geeignete Maßnahmen treffen.

Art. 36. 1) Das Post- und Telegraphenwesen im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft ist Bundes Sache.

Der Ertrag der Post- und Telegraphenverwaltung fällt in die eidgenössische Kasse.

Die Tarife werden im ganzen Gebiete der Eidgenossenschaft nach den gleichen, möglichst billigen Grundsätzen bestimmt.

1) Partialrevision vom 26. Oktober 1890.

1) Statt dessen lautete der Art. 33 der Verfassung von 1848:

Das Postwesen im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft wird vom Bunde übernommen unter folgenden Vorschriften:

- 1) Die gegenwärtig bestehenden Postverbindungen dürfen im Ganzen ohne Zustimmung der theilhaftigen Kantone nicht vermindert werden.
- 2) Die Tarife . . . (gleich ob. Text).
- 3) Die Unverletzbarkeit des Postgeheimnisses ist gewährleistet.
- 4) Für Abtretung des Postregals leistet der Bund Entschädigung, und zwar nach folgenden näheren Bestimmungen:
 - a. Die Kantone erhalten jährlich die Durchschnittssumme des reinen Ertrages, den sie in den drei Jahren 1844, 1846 und 1848 vom Postwesen auf ihrem Kantonalgebiet bezogen haben. — Wenn jedoch der reine Ertrag, welchen der Bund vom Postwesen bezieht, für Bestreitung dieser Entschädigung nicht hinreicht, so wird den Kantonen das Mangelnde nach Verhältniß der festgesetzten Durchschnittssumme in Abzug gebracht.
 - b. Wenn ein Kanton vom Postwesen unmittelbar noch gar nichts, oder in Folge eines mit einem andern Kanton abgeschlossenen Pachtvertrags bedeutend weniger bezogen hat, als die Ausübung des Postregals auf seinem Gebiete demjenigen Kanton, der dasselbe gepachtet hatte, erweislichermassen rein ertragen hat, so sollen solche Verhältnisse bei Ausmittlung der Entschädigungssumme billige Berücksichtigung finden.
 - c. Wo die Ausübung des Postregals an Privaten abgetreten worden ist, übernimmt der Bund die diesfällige Entschädigung.
 - d. Der Bund ist berechtigt und verpflichtet, das zum Postwesen gehörige Material, soweit dasselbe zum Gebrauche tauglich und erforderlich ist, gegen eine den Eigenthümern abzureichende billige Entschädigung zu übernehmen.
 - e. Die eidgenössische Verwaltung ist berechtigt, die gegenwärtig für das Postwesen bestimmten Gebäulichkeiten gegen Entschädigung entweder als Eigenthum oder aber nur mietheise zur Benützung zu übernehmen.

Weggefallen ist der

Art. 34. Bei der Verwaltung des Zoll- und Postwesens sind die Angestellten größtentheils aus den Einwohnern derjenigen Kantone zu wählen, für welche sie bestimmt sind.

Die Unverletzlichkeit des Post- und Telegraphengeheimnisses ist gewährleistet.

Art. 37. Der Bund übt die Oberaufsicht über die Straßen und Brücken, an deren Erhaltung die Eidgenossenschaft ein Interesse hat.

Die Summen, welche den im Art. 30 bezeichneten Kantonen mit Rücksicht auf ihre internationalen Alpenstraßen zukommen, werden von der Bundesbehörde zurückbehalten, wenn diese Straßen von den betreffenden Kantonen nicht in gehörigem Zustand unterhalten werden.¹⁾

Art. 38. Dem Bunde steht die Ausübung aller im Münzregale begriffenen Rechte zu.

Die Münzprägung geht einzig vom Bunde aus.²⁾

Er bestimmt den Münzfuß und erläßt allfällige Vorschriften über die Tarifierung fremder Münzsorten.

Art. 39. Der Bund ist befugt, im Wege der Gesetzgebung allgemeine Vorschriften über die Ausgabe und die Einlösung von Banknoten zu erlassen.

Er darf jedoch keinerlei Monopol für die Ausgabe von Banknoten aufstellen und ebenso keine Rechtsverbindlichkeit für die Annahme derselben aussprechen.

Art. 40. Die Festsetzung von Maß und Gewicht ist Bundessache.

Die Ausführung der bezüglichlichen Gesetze geschieht durch die Kantone unter Aufsicht des Bundes.

Art. 41.³⁾ Sabrikation und Verkauf des Schießpulvers im Umfange der Eidgenossenschaft stehen ausschließlich dem Bunde zu.

Als Schießpulver nicht brauchbare Sprengfabrikate sind im Regal nicht inbegriffen.

¹⁾ Statt dessen enthielt die Verfassung von 1848 in Art. 36 folgenden Satz:

„Die nach Art. 26 und 33 den Kantonen für Mülle und Posten zukommenden Summen werden von der Bundesbehörde zurückbehalten, wenn diese Straßen und Brücken von den betreffenden Kantonen, Korporationen oder Privaten nicht in gehörigem Zustand unterhalten werden.“

²⁾ Statt dessen enthielt Art. 38 der Verfassung von 1848 folgenden Satz:

„Die Münzprägung durch die Kantone hört auf und geht einzig vom Bunde aus. Es ist die Sache der Bundesgesetzgebung, den Münzfuß festzusetzen, die vorhandenen Münzsorten zu tarifieren und die nähern Bestimmungen zu treffen, nach welchen die Kantone verpflichtet sind, von den von ihnen geprägten Münzen einschmelzen oder umprägen zu lassen.“

Art. 39 ist neu in der Verfassung von 1874. An die Stelle dieses Artikels wird wahrscheinlich in Kurzem ein anderer treten, der das Banknotenmonopol in irgend einer Form enthält. Statt Art. 40 enthielt Art. 37 der Verfassung von 1848 folgenden Satz:

„Der Bund wird auf die Grundlagen des bestehenden eidgenössischen Konkordats für die ganze Eidgenossenschaft gleiches Maß und Gewicht einführen.“

³⁾ Der 2. Satz von Art. 41 ist nicht in der Verfassung von 1848 enthalten (vgl. Art. 38 daselbst).

Zu dem Art. 42 vgl. Art. 39 der Verfassung von 1848, welcher lautet:

Art. 42. Die Ausgaben des Bundes werden bestritten:

- a. aus dem Ertrag des Bundesvermögens;
- b. aus dem Ertrag der schweizerischen Grenzzölle;
- c. aus dem Ertrag der Post- und Telegraphenverwaltung;
- d. aus dem Ertrag der Pulververwaltung;
- e. aus der Hälfte des Brutto-Ertrages der von den Kantonen bezogenen Militärpflichtersatzsteuern;
- f. aus den Beiträgen der Kantone, deren nähere Regulirung, vorzugsweise nach Maßgabe der Steuerkraft derselben, der Bundesgesetzgebung vorbehalten ist.

Art. 43. ¹⁾ Jeder Kantonsbürger ist Schweizerbürger.

Als solcher kann er bei allen eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen an seinem Wohnsitz Antheil nehmen, nachdem er sich über seine Stimmberechtigung gehörig ausgewiesen hat.

Die Ausgaben des Bundes werden bestritten:

- a. aus den Zinsen der eidg. Kriegsfonds;
- c. aus dem Ertrag der Postverwaltung;
- e. aus Beiträgen der Kantone, welche jedoch nur infolge von Beschlüssen der Bundesversammlung erhoben werden können.

Solche Beiträge sind von den Kantonen nach Verhältniß der Geldskala zu leisten, welche alle zwanzig Jahre einer Revision zu unterwerfen ist. Bei einer solchen Revision sollen theils die Bevölkerung, theils die Vermögens- und Erwerbsverhältnisse der Kantone zur Grundlage dienen.

Ganz weggefallen ist

Art. 40 der Verfassung von 1848, lautend: Es soll jederzeit wenigstens der Betrag des doppelten Geldkontingents für Bestreitung von Militärkosten bei eidgenössischen Aufgeboten baar in der Bundeskasse liegen.

¹⁾ Die Artikel 43 bis 54 sind neu, außer dem ersten Satz von Art. 43; statt dessen sagt der Art. 41 der Verfassung von 1848 Folgendes, wobei die eingeklammerten Stellen durch die Partialrevision vom 14. Januar 1866 beseitigt worden ist.

Der Art. 41 der Verfassung von 1848 lautete:

Der Bund gewährt allen Schweizern (welche einer der christlichen Konfessionen angehören) das Recht der freien Niederlassung im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft, nach folgenden nähern Bestimmungen:

- 1) Keinem Schweizer (der einer der christlichen Konfessionen angehört), kann die Niederlassung in irgend einem Kantone verweigert werden, wenn er folgende Ausweisschriften beibringt:
 - a. einen Heimatschein oder eine andere gleichbedeutende Ausweisschrift;
 - b. ein Zeugniß sittlicher Aufführung;
 - c. eine Bescheinigung, daß er in bürgerlichen Rechten und Ehren stehe, (und wenn er auf Verlangen sich ausweisen kann, daß er durch Vermögen, Beruf oder Gewerbe sich und seine Familie zu ernähren im Stande sei.

Naturalisirte Schweizer müssen überdies die Bescheinigung beibringen, daß sie wenigstens fünf Jahre lang im Besitze eines Kantonsbürgerrechtes sich befinden.)
- 2) Der Niedergelassene darf von Seite des die Niederlassung gestattenden Kantons mit keiner Bürgschaft und mit keinen andern besondern Lasten behufs der Niederlassung belegt werden.
- 3) Ein Bundesgesetz wird die Dauer der Niederlassungsbewilligung, sowie das Maximum der zur Erlangung derselben an den Kanton zu entrichtenden Anzugsgebühren bestimmen.
- 4) Der Niedergelassene genießt alle Rechte der Bürger des Kantons, in welchem er sich niedergelassen hat, mit Ausnahme des Stimmrechts in Gemeindeangelegenheiten und

Niemand darf in mehr als einem Kanton politische Rechte ausüben.

Der niedergelassene Schweizerbürger genießt an seinem Wohnsitze alle Rechte der Kantonsbürger und mit diesen auch alle Rechte der Gemeindeglieder. Der Mittheil an Bürger- und Korporationsgütern, sowie das Stimmrecht in rein bürgerlichen Angelegenheiten sind jedoch hievon ausgenommen, es wäre denn, daß die Kantonalgesetzgebung etwas anderes bestimmen würde.

In kantonalen und Gemeindeangelegenheiten erwirbt er das Stimmrecht nach einer Niederlassung von drei Monaten.

Die kantonalen Gesetze über die Niederlassung und das Stimmrecht der Niedergelassenen in den Gemeinden unterliegen der Genehmigung des Bundesrathes.

Art. 44. Kein Kanton darf einen Kantonsbürger aus seinem Gebiete verbannen (verweisen) oder ihn des Bürgerrechtes verlustig erklären.

Die Bedingungen für die Ertheilung des Bürgerrechtes an Ausländer, sowie diejenigen, unter welchen ein Schweizer zum Zwecke der Erwerbung eines ausländischen Bürgerrechtes auf sein Bürgerrecht verzichten kann, werden durch die Bundesgesetzgebung geordnet.

Art. 45. Jeder Schweizer hat das Recht, sich innerhalb des schweizerischen Gebietes an jedem Orte niederzulassen, wenn er einen Heimathschein oder eine andere gleichbedeutende Ausweisschrift besitzt.

des Mittheiles an Gemeinde- und Korporationsgütern. Insbesondere wird ihm freie Gewerbsausübung und das Recht der Erwerbung und Veräußerung von Liegenschaften zugesichert, nach Maßgabe der Gesetze und Verordnungen der Kantone, welche in allen diesen Beziehungen den Niedergelassenen den eigenen Bürgern gleich halten sollen. — (Vgl. Text, Art. 43, vierter Satz).

- 5) Den Niedergelassenen anderer Kantone können von Seite der Gemeinden keine größeren Leistungen an Gemeindelaften auferlegt werden, als den Niedergelassenen des eigenen Kantons.
- 6) Der Niedergelassene kann aus dem Kanton, in welchem er niedergelassen ist, ausgewiesen werden:
 - a. durch gerichtliches Strafurtheil;
 - b. durch Verfügung der Polizeibehörden, wenn er die bürgerlichen Rechte und Ehren verloren hat, oder sich eines unsittlichen Lebenswandels schuldig macht, oder durch Verarmung zur Last fällt, oder schon oft wegen Uebertretung polizeilicher Vorschriften bestraft worden mußte.

Art. 42 der Verfassung von 1848 lautete: Jeder Kantonsbürger ist Schweizerbürger. Als solcher kann er in eidgenössischen und kantonalen Angelegenheiten die politischen Rechte in jedem Kanton ausüben, in welchem er niedergelassen ist. Er kann aber diese Rechte nur unter den nämlichen Bedingungen ausüben wie die Bürger des Kantons und in Beziehung auf die kantonalen Angelegenheiten erst nach einem längeren Aufenthalte, dessen Dauer durch die Kantonalgesetzgebung bestimmt wird, jedoch nicht über zwei Jahre ausgedehnt werden darf. Niemand darf in mehr als einem Kanton politische Rechte ausüben.

Art. 43 der Verfassung von 1848 lautete:

Kein Kanton darf einen Bürger des Bürgerrechtes verlustig erklären.

Ausländern darf kein Kanton das Bürgerrecht ertheilen, wenn sie nicht aus dem früheren Staatsverband entlassen werden.

Ausnahmsweise kann die Niederlassung denjenigen, welche in Folge eines strafgerichtlichen Urtheils nicht im Besitze der bürgerlichen Rechte und Ehren sind, verweigert oder entzogen werden.

Weiterhin kann die Niederlassung denjenigen entzogen werden, welche wegen schwerer Vergehen wiederholt gerichtlich bestraft worden sind, sowie denjenigen, welche dauernd der öffentlichen Wohlthätigkeit zur Last fallen und deren Heimatgemeinde, beziehungsweise Heimatkanton, eine angemessene Unterstützung trotz amtlicher Aufforderung nicht gewährt.

In Kantonen, wo die örtliche Armenpflege besteht, darf die Gestattung der Niederlassung für Kantonsangehörige an die Bedingung geknüpft werden, daß dieselben arbeitsfähig und an ihrem bisherigen Wohnorte im Heimatkanton nicht bereits in dauernder Weise der öffentlichen Wohlthätigkeit zur Last gefallen seien.

Jede Ausweisung wegen Verarmung muß von Seite der Regierung des Niederlassungskantons genehmigt und der heimathlichen Regierung zum voraus angezeigt werden.

Der niedergelassene Schweizerbürger darf von Seite des die Niederlassung gestattenden Kantons mit keiner Bürgschaft und mit keinen andern besondern Lasten behufs der Niederlassung belegt werden. Ebenso darf die Gemeinde, in welcher er seinen Wohnsitz nimmt, ihn nicht anders besteuern als den Ortsbürger.

Ein Bundesgesetz wird das Maximum der für die Niederlassungsbe-
willigung zu entrichtenden Kanzleigebühr bestimmen.

Art. 46. In Beziehung auf die zivilrechtlichen Verhältnisse stehen die Niedergelassenen in der Regel unter dem Rechte und der Gesetzgebung des Wohnsitzes.

Die Bundesgesetzgebung wird über die Anwendung dieses Grundsatzes, sowie gegen Doppelbesteuerung die erforderlichen Bestimmungen treffen.

Art. 47. Ein Bundesgesetz wird den Unterschied zwischen Niederlassung und Aufenthalt bestimmen und dabei gleichzeitig über die politischen und bürgerlichen Rechte der schweizerischen Aufenthalter die nähern Vorschriften aufstellen.

Art. 48. Ein Bundesgesetz wird über die Kosten der Verpflegung und Beerdigung armer Angehöriger eines Kantons, welche in einem andern Kanton krank werden oder sterben, die nöthigen Bestimmungen treffen.

Art. 49. ¹⁾ Die Glaubens- und Gewissensfreiheit ist unverleßlich.

¹⁾ Die Verfassung von 1848 enthielt hier folgende Bestimmungen:

Art. 44:

Die freie Ausübung des Gottesdienstes ist den anerkannten christlichen Konfessionen im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft gewährleistet.

Den Kantonen, sowie dem Bunde, bleibt vorbehalten, für Handhabung der öffentlichen Ordnung und des Friedens unter den Konfessionen die geeigneten Maßnahmen zu treffen.

Niemand darf zur Theilnahme an einer Religionsgenossenschaft, oder an einem religiösen Unterricht, oder zur Vornahme einer religiösen Handlung gezwungen, oder wegen Glaubensansichten mit Strafen irgend welcher Art belegt werden.

Ueber die religiöse Erziehung der Kinder bis zum erfüllten 16. Altersjahr verfügt im Sinne vorstehender Grundsätze der Inhaber der väterlichen oder vormundschaftlichen Gewalt.

Die Ausübung bürgerlicher oder politischer Rechte darf durch keinerlei Vorschriften oder Bedingungen kirchlicher oder religiöser Natur beschränkt werden.

Die Glaubensansichten entbinden nicht von der Erfüllung der bürgerlichen Pflichten.

Niemand ist gehalten, Steuern zu bezahlen, welche speziell für eigentliche Kultuszwecke einer Religionsgenossenschaft, der er nicht angehört, aufgelegt werden. Die nähere Ausführung dieses Grundsatzes ist der Bundesgesetzgebung vorbehalten.

Art. 50. Die freie Ausübung gottesdienstlicher Handlungen ist innerhalb der Schranken der Sittlichkeit und der öffentlichen Ordnung gewährleistet.

Den Kantonen, sowie dem Bunde bleibt vorbehalten, zur Handhabung der Ordnung und des öffentlichen Friedens unter den Angehörigen der verschiedenen Religionsgenossenschaften, sowie gegen Eingriffe kirchlicher Behörden in die Rechte der Bürger und des Staates die geeigneten Massnahmen zu treffen.

Anstände aus dem öffentlichen oder Privatrechte, welche über die Bildung oder Trennung von Religionsgenossenschaften entstehen, können auf dem Wege der Beschwerdeführung der Entscheidung der zuständigen Bundesbehörden unterstellt werden.

Die Errichtung von Bistümern auf schweizerischem Gebiete unterliegt der Genehmigung des Bundes.

Art. 51.¹⁾ Der Orden der Jesuiten und die ihm affiliirten Gesellschaften dürfen in keinem Theile der Schweiz Aufnahme finden, und es ist ihren Gliedern jede Wirksamkeit in Kirche und Schule untersagt.

Dieses Verbot kann durch Bundesbeschluß auch auf andere geistliche Orden ausgedehnt werden, deren Wirksamkeit staatsgefährlich ist oder den Frieden der Konfessionen stört.

Art. 52. Die Errichtung neuer und die Wiederherstellung aufgehobener Klöster oder religiöser Orden ist unzulässig.

¹⁾ Art. 58 der Verfassung von 1848 lautete:

Der Orden der Jesuiten und die ihm affiliirten Gesellschaften dürfen in keinem Theile der Schweiz Aufnahme finden.

Art. 53. Die Feststellung und Beurkundung des Zivilstandes ist Sache der bürgerlichen Behörden. Die Bundesgesetzgebung wird hierüber die nähern Bestimmungen treffen.

Die Verfügung über die Begräbnißplätze steht den bürgerlichen Behörden zu. Sie haben dafür zu sorgen, daß jeder Verstorbene schicklich beerdigt werden kann.

Art. 54. Das Recht zur Ehe steht unter dem Schutze des Bundes.

Dieses Recht darf weder aus kirchlichen oder ökonomischen Rücksichten, noch wegen bisherigen Verhaltens oder aus andern polizeilichen Gründen beschränkt werden.

Die in einem Kantone oder im Auslande nach der dort geltenden Gesetzgebung abgeschlossene Ehe soll im Gebiete der Eidgenossenschaft als Ehe anerkannt werden.

Durch den Abschluß der Ehe erwirbt die Frau das Heimatrecht des Mannes.

Durch die nachfolgende Ehe der Eltern werden vorehelich geborne Kinder derselben legitimirt.

Jede Erhebung von Brauteinzugsgebühren oder andern ähnlichen Abgaben ist unzulässig.

Art. 55. Die Pressfreiheit ist gewährleistet.

Ueber den Mißbrauch derselben trifft die Kantonalgesetzgebung die erforderlichen Bestimmungen, welche jedoch der Genehmigung des Bundesraths bedürfen.

Dem Bunde steht das Recht zu, Strafbestimmungen gegen den Mißbrauch der Presse zu erlassen, der gegen die Eidgenossenschaft und ihre Behörden gerichtet ist.

Art. 56. Die Bürger haben das Recht, Vereine zu bilden, sofern solche weder in ihrem Zweck, noch in den dafür bestimmten Mitteln rechtswidrig oder staatsgefährlich sind. Ueber den Mißbrauch dieses Rechtes trifft die Kantonalgesetzgebung die erforderlichen Bestimmungen.

Art. 57. Das Petitionrecht ist gewährleistet.

Art. 58.¹⁾ Niemand darf seinem verfassungsmäßigen Richter entzogen, und es dürfen daher keine Ausnahmegerichte eingeführt werden.

Die geistliche Gerichtsbarkeit ist abgeschafft.

Art. 59. Der aufrechtstehende Schuldner, welcher in der Schweiz einen festen Wohnsitz hat, muß für persönliche Ansprachen vor dem Richter seines

¹⁾ In Art. 58 ist das Wort „Gerichtsstand“ statt „Richter“ neu, sowie der zweite Satz „die geistliche Gerichtsbarkeit ist abgeschafft“, in Art. 59 eine unbedeutende Redaktionsänderung im Eingange und die zwei letzten Sätze.

Wohnortes gesucht, und es darf daher für Sorderungen auf das Vermögen eines solchen außer dem Kanton, in welchem er wohnt, kein Arrest gelegt werden.

Vorbehalten bleiben mit Bezug auf Ausländer die Bestimmungen bezüglich Staatsverträge.

Der Schuldverhaft ist abgeschafft.

Art. 60. Sämmtliche Kantone sind verpflichtet, alle Schweizerbürger ¹⁾ in der Gesetzgebung sowohl als im gerichtlichen Verfahren den Bürgern des eigenen Kantons gleich zu halten.

Art. 61. Die rechtskräftigen Zivilurtheile, die in einem Kanton gefällt sind, sollen in der ganzen Schweiz vollzogen werden können.

Art. 62. Alle Abzugsrechte im Innern der Schweiz, sowie die Zugrechte von Bürgern des einen Kantons gegen Bürger anderer Kantone sind abgeschafft.

Art. 63. Gegen die auswärtigen Staaten besteht Freizügigkeit, unter Vorbehalt des Gegenrechtes.

Art. 64. Dem Bunde steht die Gesetzgebung zu:

über die persönliche Handlungsfähigkeit;

über alle auf den Handel und Mobiliarverkehr bezüglichen Rechtsverhältnisse (Obligationenrecht, mit Inbegriff des Handels- und Wechselrechts);

über das Urheberrecht an Werken der Literatur und Kunst;

über den Schutz neuer Muster und Modelle, sowie solcher Erfindungen, welche durch Modelle dargestellt und gewerblich verwerthbar sind; ²⁾

über das Betreibungsverfahren und das Konkursrecht.

Die Rechtsprechung selbst verbleibt den Kantonen, mit Vorbehalt der dem Bundesgerichte eingeräumten Kompetenzen.

Art. 65. ³⁾ Wegen politischer Vergehen darf kein Todesurtheil gefällt werden.

Körperliche Strafen sind untersagt.

¹⁾ Hier hieß es in der Fassung von 1848 Art. 48 bis zur Partialrevision von 1866 noch „christlicher Konfession“.

Art. 64 ist ganz neu und am 10. Juli 1887 durch Partialrevision abgeändert.

²⁾ Partialrevision vom 10. Juli 1887.

³⁾ Gleich Art. 64 von 1848. Art. 65 lautete sodann bis zur Partialrevision vom 18. Mai 1879 in seinem ersten Absätze:

„Die Todesstrafe ist abgeschafft.“

Die Bestimmungen des Militärstrafgesetzes bleiben jedoch in Kriegszeiten vorbehalten.“

Art. 66.¹⁾ Die Bundesgesetzgebung bestimmt die Schranken, innerhalb welcher ein Schweizerbürger seiner politischen Rechte verlustig erklärt werden kann.

Art. 67. Die Bundesgesetzgebung trifft die erforderlichen Bestimmungen über die Auslieferung der Angeklagten von einem Kanton an den andern; die Auslieferung kann jedoch für politische Vergehen und für Pressvergehen nicht verbindlich gemacht werden.

Art. 68. Die Ausmittlung von Bürgerrechten für Heimatslose und die Massregeln zur Verhinderung der Entstehung neuer Heimatslosen sind Gegenstand der Bundesgesetzgebung.

Art. 69. Dem Bunde steht die Gesetzgebung über die gegen gemeingefährliche Epidemien und Viehseuchen zu treffenden gesundheitspolizeilichen Verfügungen zu.

Art. 70. Dem Bunde steht das Recht zu, Fremde, welche die innere oder äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft gefährden, aus dem schweizerischen Gebiete wegzuweissen.

Zweiter Abschnitt.

Bund es be h ö r den.

I. Bundesversammlung.

Art. 71.²⁾ Unter Vorbehalt der Rechte des Volkes und der Kantone (Art. 89 und 121) wird die oberste Gewalt des Bundes durch die Bundesversammlung ausgeübt, welche aus zwei Abtheilungen besteht:

- A. aus dem Nationalrath,
- B. aus dem Ständerath.

A. Nationalrath.

Art. 72. Der Nationalrath wird aus Abgeordneten des schweizerischen Volkes gebildet. Auf je 21,000 Seelen der Gesamtbevölkerung wird ein Mitglied gewählt.

Eine Bruchzahl über 10,000 Seelen wird für 20,000 Seelen berechnet.

Jeder Kanton und bei getheilten Kantonen jeder der beiden Landestheile hat wenigstens ein Mitglied zu wählen.

¹⁾ Art. 66 ist neu, bei dem Art. 67 ist bloß eine unbedeutende Redaktionsabänderung gegenüber Art. 66 der Verfassung von 1848 vorhanden, in Art. 69 ist dem Bunde (gegenüber dem Art. 69 der Verfassung von 1848) auch die „Gesetzgebung“ ausdrücklich verliehen.

²⁾ Der Eingangsvorbehalt ist neu.

Art. 73. Die Wahlen für den Nationalrath sind direkte. Sie finden in eidgenössischen Wahlkreisen statt, welche jedoch nicht aus Theilen verschiedener Kantone gebildet werden können.

Art. 74. ¹⁾ Stimmberechtigt bei Wahlen und Abstimmungen ist jeder Schweizer, der das 20. Lebensjahr zurückgelegt hat und im Uebrigen nach der Gesetzgebung des Kantons, in welchem er seinen Wohnsitz hat, nicht vom Aktivbürgerrechte ausgeschlossen ist.

Es bleibt jedoch der Gesetzgebung des Bundes vorbehalten, über diese Stimmberechtigung einheitliche Vorschriften aufzustellen.

Art. 75. Wahlfähig als Mitglied des Nationalrathes ist jeder stimmberechtigte Schweizerbürger weltlichen Standes.

Art. 76. Der Nationalrath wird auf die Dauer von drei Jahren gewählt, und es findet jeweilen Gesamterneuerung statt.

Art. 77. Die Mitglieder des Ständerathes, des Bundesrathes und von letzterem gewählte Beamte können nicht zugleich Mitglieder des Nationalrathes sein.

Art. 78. Der Nationalrath wählt aus seiner Mitte für jede ordentliche oder außerordentliche Sitzung einen Präsidenten und Vizepräsidenten.

Dasjenige Mitglied, welches während einer ordentlichen Sitzung die Stelle eines Präsidenten bekleidete, ist für die nächstfolgende ordentliche Sitzung weder als Präsident noch als Vizepräsident wählbar. Das gleiche Mitglied kann nicht während zwei unmittelbar auf einander folgenden ordentlichen Sitzungen Vizepräsident sein.

Der Präsident hat bei gleich getheilten Stimmen zu entscheiden; bei Wahlen übt er das Stimmrecht aus wie jedes Mitglied.

Art. 79. Die Mitglieder des Nationalrathes werden aus der Bundeskasse entschädigt.

B. Ständerath.

Art. 80. Der Ständerath besteht aus 44 Abgeordneten der Kantone. Jeder Kanton wählt zwei Abgeordnete, in den getheilten Kantonen jeder Landestheil einen Abgeordneten.

Art. 81. Die Mitglieder des Nationalrathes und des Bundesrathes können nicht zugleich Mitglieder des Ständerathes sein.

¹⁾ In Art. 74 ist neu der Satz: „Bei Wahlen und Abstimmungen“ und der zweite Satz. Gestrichen ist im Uebrigen von Art. 84 der Verfassung von 1848 der Satz:

„Naturalisirte Schweizerbürger müssen seit wenigstens fünf Jahren das erworbene Bürgerrecht besitzen, um wahlfähig zu sein“.

Art. 82. Der Ständerath wählt für jede ordentliche oder außerordentliche Sitzung aus seiner Mitte einen Präsidenten und Vizepräsidenten.

Aus den Abgeordneten ¹⁾ desjenigen Kantons, aus welchem für eine ordentliche Sitzung der Präsident gewählt worden ist, kann für die nächstfolgende ordentliche Sitzung weder der Präsident noch der Vizepräsident gewählt werden.

Abgeordnete des gleichen Kantons können nicht während zwei unmittelbar auf einander folgenden ordentlichen Sitzungen die Stelle eines Vizepräsidenten bekleiden.

Der Präsident hat bei gleich getheilten Stimmen zu entscheiden; bei Wahlen übt er das Stimmrecht aus wie jedes Mitglied.

Art. 83. Die Mitglieder des Ständerathes werden von den Kantonen entschädigt.

C. Befugnisse der Bundesversammlung.

Art. 84. Der Nationalrath und der Ständerath haben alle Gegenstände zu behandeln, welche nach Inhalt der gegenwärtigen Verfassung in die Kompetenz des Bundes gehören und nicht einer andern Bundesbehörde zugeschrieben sind.

Art. 85. Die Gegenstände, welche in den Geschäftskreis beider Räthe fallen, sind insbesondere folgende:

1) ¹⁾ Gesetze über die Organisation und die Wahlart der Bundesbehörden.

2) Gesetze und Beschlüsse über diejenigen Gegenstände, zu deren Regelung der Bund nach Maßgabe der Bundesverfassung befugt ist.

3) Befoldung und Entschädigung der Mitglieder der Bundesbehörden und der Bundeskanzlei; Errichtung bleibender Beamtungen und Bestimmung ihrer Gehalte.

4) Wahl des Bundesrathes, des Bundesgerichtes, des Kanzlers, sowie des Generals der eidgenössischen Armee. ²⁾

¹⁾ In Art. 82 braucht die Verfassung von 1848 (Art. 71) den Ausdruck „Gesandte“.

²⁾ Statt Ziffer 1 und 2 hat Art. 74 der Verfassung von 1848 folgenden Satz:

1) Gesetze und Beschlüsse zur Ausführung der Bundesverfassung, wie namentlich Gesetze über Bildung der Wahlkreise, über Wahlart, über Organisation und Geschäftsgang der Bundesbehörden und Bildung der Schwurgerichte.

²⁾ In der Ziffer 3 von Art. 74 der Verfassung von 1848 waren noch genannt bei den Wahlen, die der Bundesversammlung zustehen, der Chef des Stabes und eidgenössische Repräsentanten.

Weggefallen ist die Ziffer 4 des Art. 74 von 1848:

„Anerkennung auswärtiger Staaten und Regierungen“ und in Ziffer 8 die Stelle: „und den Schutz der durch den Bund gewährleisteten Rechte“. Die Ziffern 9 bis 17 lauteten in der Verfassung von 1848, wie folgt:

Der Bundesgesetzgebung bleibt vorbehalten, auch die Vornahme oder Bestätigung weiterer Wahlen der Bundesversammlung zu übertragen.

5) Bündnisse und Verträge mit dem Auslande, sowie die Guttheilung von Verträgen der Kantone unter sich oder mit dem Auslande. Solche Verträge der Kantone gelangen jedoch nur dann an die Bundesversammlung, wenn vom Bundesrath oder einem andern Kanton Einsprache erhoben wird.

6) Maßregeln für die äußere Sicherheit, für Behauptung der Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz, Kriegserklärungen und Friedensschlüsse.

7) Garantie der Verfassungen und des Gebietes der Kantone; Intervention infolge der Garantie; Maßregeln für die innere Sicherheit, für Handhabung von Ruhe und Ordnung; Amnestie und Begnadigung.

8) Maßregeln, welche die Handhabung der Bundesverfassung, die Garantie der Kantonalverfassungen, die Erfüllung der bundesmäßigen Verpflichtungen zum Zwecke haben.

9) Verfügungen über das Bundesheer.

10) Aufstellung des jährlichen Voranschlages und Abnahme der Staatsrechnung, sowie Beschlüsse über Aufnahme von Anlehen.

11) Die Oberaufsicht über die eidgenössische Verwaltung und Rechtspflege.

12) Beschwerden gegen Entscheidungen des Bundesrathes über Administrativstreitigkeiten (Art. 113).

13) Kompetenzstreitigkeiten zwischen Bundesbehörden.

14) Revision der Bundesverfassung.

Art. 86. Die beiden Räte versammeln sich jährlich einmal zur ordentlichen Sitzung an einem durch das Reglement festzusetzenden Tag.

Sie werden außerordentlich einberufen durch Beschluß des Bundesrathes, oder wenn ein Viertel der Mitglieder des Nationalrathes oder fünf Kantone es verlangen.

9) Gesetzliche Bestimmungen über Organisation des eidgenössischen Militärwesens, über Unterricht der Truppen und über Leistungen der Kantone; Verfügungen über das Bundesheer.

10) Festsetzung der eidgenössischen Mannschaffs- und Geldskala; gesetzliche Bestimmungen über Verwaltung und Verwendung der eidgenössischen Kriegsfonds; Erhebung direkter Beiträge der Kantone; Anleihen; Voranschlag und Rechnungen.

11) Geseze und Beschlüsse über Zölle, Postwesen, Münzen, Maß und Gewicht, Sabrikation und Verkauf von Schießpulver, Waffen und Munition.

12) Errichtung öffentlicher Anstalten und Werke und hierauf bezügliche Expropriationen.

13) Gesetzliche Verfügungen über Niederlassungsverhältnisse; über Heimathlose, Fremdenpolizei und Sanitätswesen.

14) Die Oberaufsicht über die eidgenössische Verwaltung und Rechtspflege.

15) Beschwerden von Kantonen oder Bürgern über Verfügungen des Bundesrathes.

16) Streitigkeiten unter den Kantonen, welche staatsrechtlicher Natur sind.

17) Kompetenzstreitigkeiten, insbesondere darüber:

a. ob ein Gegenstand in den Bereich des Bundes oder der Kantonalouveränität gehöre;

b. ob eine Frage in die Kompetenz des Bundesrathes oder des Bundesgerichts gehöre."

Art. 87. Um gültig verhandeln zu können, ist die Anwesenheit der absoluten Mehrheit der Mitglieder des betreffenden Rathes erforderlich.

Art. 88. Im Nationalrath und Ständerath entscheidet die absolute ¹⁾ Mehrheit der Stimmenden.

Art. 89. ²⁾ Für Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse ist die Zustimmung beider Rätthe erforderlich.

Bundesgesetze, sowie allgemein verbindliche Bundesbeschlüsse, die nicht dringlicher Natur sind, sollen überdies dem Volke zur Annahme oder Verwerfung vorgelegt werden, wenn es von 30,000 stimmberechtigten Schweizerbürgern oder von acht Kantonen verlangt wird.

Art. 90. Die Bundesgesetzgebung wird bezüglich der Formen und Fristen der Volksabstimmung das Erforderliche feststellen.

Art. 91. Die Mitglieder beider Rätthe stimmen ohne Instruktionen.

Art. 92. Jeder Rath verhandelt abgesondert. Bei Wahlen (Art. 85, Ziffer 4), bei Ausübung des Begnadigungsrechtes und für Entscheidung von Kompetenzstreitigkeiten (Art. 85, Ziffer 13) vereinigen sich jedoch beide Rätthe unter der Leitung des Präsidenten des Nationalrathes zu einer gemeinschaftlichen Verhandlung, sodass die absolute Mehrheit der stimmenden Mitglieder beider Rätthe entscheidet.

Art. 93. Jedem der beiden Rätthe und jedem Mitglied derselben steht das Vorschlagsrecht (die Initiative) zu.

Das gleiche Recht können die Kantone durch Korrespondenz ausüben.

Art. 94. Die Sitzungen der beiden Rätthe sind in der Regel öffentlich.

II. Bundesrath.

Art. 95. Die oberste vollziehende und leitende Behörde der Eidgenossenschaft ist ein Bundesrath, welcher aus sieben Mitgliedern besteht.

Art. 96. Die Mitglieder des Bundesrathes werden von der Bundesversammlung aus allen Schweizerbürgern, welche als Mitglieder des Nationalrathes wählbar sind, auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Es darf jedoch nicht mehr als ein Mitglied aus dem nämlichen Kanton gewählt werden.

¹⁾ Das Wort „absolute“ ist neu.

²⁾ Art. 89 und 90 sind die wichtigsten Abänderungen der Verfassung von 1848, welche die jetzige Bundesverfassung enthält und geben allein eigentlich der Revision von 1874 den Charakter einer Totalrevision.

Nach jeder Gesamterneuerung des Nationalrathes findet auch eine Gesamterneuerung des Bundesrathes statt.

Die in der Zwischenzeit ledig gewordenen Stellen werden bei der nächstfolgenden Sitzung der Bundesversammlung für den Rest der Amtsdauer wieder besetzt.

Art. 97. Die Mitglieder des Bundesrathes dürfen keine andere Beamtung, sei es im Dienste der Eidgenossenschaft, sei es in einem Kantone, bekleiden, noch irgend einen andern Beruf oder Gewerbe treiben.

Art. 98. Den Vorſitz im Bundesrath führt der Bundespräsident, welcher, ſowie auch der Vicepräsident, von den vereinigten Rätthen aus den Mitgliedern deſſelben für die Dauer eines Jahres gewählt wird.

Der abtretende Präſident iſt für das nächſtfolgende Jahr weder als Präſident, noch als Vicepräſident wählbar. Das gleiche Mitglied kann nicht während zwei unmittelbar auf einander folgenden Jahren die Stelle eines Vicepräſidenten bekleiden.

Art. 99. Der Bundespräſident und die übrigen Mitglieder des Bundesrathes beziehen einen jährlichen Gehalt aus der Bundeskaſſe.

Art. 100. Um gültig verhandeln zu können, müſſen wenigſtens vier Mitglieder des Bundesrathes anweſend ſein.

Art. 101. Die Mitglieder des Bundesrathes haben bei den Verhandlungen der beiden Abtheilungen der Bundesverſammlung beratende Stimme und auch das Recht, über einen in Berathung liegenden Gegenſtand Anträge zu ſtellen.

Art. 102. Der Bundesrath hat innert den Schranken der gegenwärtigen Verfaſſung vorzüglich folgende Befugniſſe und Obliegenheiten:

1) Er leitet die eidgenöſſiſchen Angelegenheiten, gemäß den Bundesgeſetzen und Bundesbeſchlüſſen.

2) Er hat für Beobachtung der Verfaſſung, der Geſetze und Beſchlüſſe des Bundes, ſowie der Vorſchriften eidgen. Konkordate zu machen; er trifft zur Handhabung derſelben von ſich aus oder auf eingegangene Beſchwerde, ſoweit die Beurtheilung ſolcher Rekurse nicht nach Art. 113 dem Bundesgerichte übertragen iſt, die erforderlichen Verfügun gen.

3) Er wacht für die Garantie der Kantonalverfaſſungen.

4) Er ſchlägt der Bundesverſammlung Geſetze und Beſchlüſſe vor und begutachtet die Anträge, welche von den Rätthen des Bundes oder von den Kantonen an ihn gelangen.

5) Er vollzieht die Bundesgeſetze und Bundesbeſchlüſſe, die Urtheile des Bundesgerichts, ſowie die Vergleiche oder ſchiedsrichterlichen Sprüche über Streitigkeiten zwiſchen Kantonen.

6) ¹⁾ Er hat diejenigen Wahlen zu treffen, welche nicht der Bundesversammlung und dem Bundesgerichte oder einer andern Behörde übertragen werden.

7) Er prüft die Verträge der Kantone unter sich oder mit dem Auslande und genehmigt dieselben, sofern sie zulässig sind. (Art. 85, Ziffer 5.)

8) Er wahrt die Interessen der Eidgenossenschaft nach Außen, wie namentlich ihre völkerrechtlichen Beziehungen, und besorgt die auswärtigen Angelegenheiten überhaupt.

9) Er wacht für die äußere Sicherheit, für die Behauptung der Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz.

10) Er sorgt für die innere Sicherheit der Eidgenossenschaft, für Handhabung von Ruhe und Ordnung.

11) In Fällen von Dringlichkeit ist der Bundesrath befugt, sofern die Räthe nicht versammelt sind, die erforderliche Truppenzahl aufzubieten und über solche zu verfügen, unter Vorbehalt unverzüglicher Einberufung der Bundesversammlung, sofern die aufgegebenen Truppen zweitausend Mann übersteigen oder das Aufgebot länger als drei Wochen dauert.

12) Er besorgt das eidgenössische Militärwesen und alle Zweige der Verwaltung, welche dem Bunde angehören.

13) ¹⁾ Er prüft die Gesetze und Verordnungen der Kantone, welche seiner Genehmigung bedürfen; er überwacht diejenigen Zweige der Kantonalverwaltung, welche seiner Aufsicht unterstellt sind.

14) Er sorgt für die Verwaltung der Finanzen des Bundes, für die Entwerfung des Voranschlages und die Stellung der Rechnungen über die Einnahmen und Ausgaben des Bundes.

15) Er hat die Aufsicht über die Geschäftsführung aller Beamten und Angestellten der eidgenössischen Verwaltung.

16) Er erstattet der Bundesversammlung jeweilen bei ihrer ordentlichen Sitzung Rechenschaft über seine Verrichtungen, sowie Bericht über den Zustand der Eidgenossenschaft im Innern sowohl als nach Außen, und wird ihrer Aufmerksamkeit diejenigen Maßregeln empfehlen, welche er zur Beförderung gemeinsamer Wohlfahrt für dienlich erachtet.

Er hat auch besondere Berichte zu erstatten, wenn die Bundesversammlung oder eine Abtheilung derselben es verlangt.

Art. 103. Die Geschäfte des Bundesrathes werden nach Departementen unter die einzelnen Mitglieder vertheilt. Diese Eintheilung hat aber einzig zum Zweck, die Prüfung und Besorgung der Geschäfte zu fördern; der jeweilige Entscheid geht von dem Bundesrathe als Behörde aus.

¹⁾ In Ziffer 6 ist weggefallen: „Er ernannt Kommissarien für Sendungen im Innern und nach Außen“. Serner ist die Redaktion etwas verändert (vgl. Art. 90 von 1848).

²⁾ Ziffer 13 lautet in der Fassung von 1848 am Schlusse: „welche durch den Bund seiner Aufsicht unterstellt sind, wie das Militärwesen, Bölle, Straßen und Brücken.“

Art. 104. Der Bundesrath und seine Departemente sind befugt, für besondere Geschäfte Sachkundige beizuziehen.

III. Bundeskanzlei.

Art. 105. Eine Bundeskanzlei, welcher ein Kanzler vorsteht, besorgt die Kanzleigeschäfte bei der Bundesversammlung und beim Bundesrath.

Der Kanzler wird von der Bundesversammlung auf die Dauer von drei Jahren jeweilen gleichzeitig mit dem Bundesrath gewählt.

Die Bundeskanzlei steht unter der besondern Aufsicht des Bundesrathes.

Die nähere Organisation der Bundeskanzlei bleibt der Bundesgesetzgebung vorbehalten.

IV. Organisation und Befugnisse des Bundesgerichts.¹⁾

Art. 106. Zur Ausübung der Rechtspflege, soweit dieselbe in den Bereich des Bundes fällt, wird ein Bundesgericht aufgestellt.

Für Beurtheilung von Straffällen (Art. 112) werden Schwurgerichte (Jury) gebildet.

¹⁾ Die Artikel über das Bundesgericht sind durchwegs neu. Der Art. 96 der Verfassung von 1848 lautete: Das Bundesgericht besteht aus elf Mitgliedern nebst Erfakmännern, deren Anzahl durch die Bundesgesetzgebung bestimmt wird.

Art. 96. Ihre Amtsdauer ist drei Jahre. Nach der Gesamterneuerung des Nationalrathes findet auch eine Gesamterneuerung des Bundesgerichtes statt.

Die in der Zwischenzeit ledig gewordenen Stellen werden bei der nächstfolgenden Sitzung der Bundesversammlung für den Rest der Amtsdauer wieder besetzt.

Art. 97. Die Mitglieder des Bundesrathes und die von ihm gewählten Beamten können nicht zugleich Mitglieder des Bundesgerichtes sein.

Art. 98. Der Präsident und der Vicepräsident des Bundesgerichtes werden von der Bundesversammlung aus den Mitgliedern desselben jeweilen auf ein Jahr gewählt.

Art. 99. Die Mitglieder des Bundesgerichtes werden aus der Bundeskasse durch Tagelder entschädigt.

Art. 100. Das Bundesgericht bestellt seine Kanzlei.

Art. 101. Das Bundesgericht urtheilt als Civilgericht:

1) über Streitigkeiten, welche nicht staatsrechtlicher Natur sind:

a. zwischen Kantonen unter sich;

b. zwischen dem Bund und einem Kanton;

2) über Streitigkeiten zwischen dem Bund einerseits und Korporationen oder Privaten anderseits, wenn diese Korporationen oder Privaten Kläger sind und der Streitgegenstand von einem beträchtlichen durch die Bundesgesetzgebung zu bestimmenden Werthe ist;

3) über Streitigkeiten in Bezug auf Heimathlosigkeit.

In den unter Nr. 1, Litt. a und b bezeichneten Fällen geschieht die Ueberweisung an das Bundesgericht durch den Bundesrath. Wenn dieser die Frage, ob ein Gegenstand vor das Bundesgericht gehöre, verneinend beantwortet, so entscheidet hierüber die Bundesversammlung.

Art. 102. Das Bundesgericht ist verpflichtet, auch die Beurtheilung anderer Fälle zu übernehmen, wenn dasselbe von beiden Parteien angerufen wird und der Streitgegenstand von einem beträchtlichen, durch die Bundesgesetzgebung festzusetzenden Werthe ist. Dabei fallen jedoch die Kosten ausschließlich auf Rechnung der Parteien.

Art. 107. Die Mitglieder des Bundesgerichtes und die Ersazmänner werden von der Bundesversammlung gewählt. Bei der Wahl derselben soll darauf Bedacht genommen werden, daß alle drei Nationalsprachen vertreten seien.

Das Gesetz bestimmt die Organisation des Bundesgerichtes und seiner Abtheilungen, die Zahl der Mitglieder und Ersazmänner, deren Amtsdauer und Befoldung.

Art. 108. In das Bundesgericht kann jeder Schweizerbürger ernannt werden, der in den Nationalrath wählbar ist.

Die Mitglieder der Bundesversammlung und des Bundesrathes und die von diesen Behörden gewählten Beamten können nicht gleichzeitig Mitglieder des Bundesgerichtes sein.

Die Mitglieder des Bundesgerichtes dürfen keine andere Beamtung, sei es im Dienste der Eidgenossenschaft, sei es in einem Kantone, bekleiden, noch irgend einen anderen Beruf oder Gewerbe treiben.

Art. 109. Das Bundesgericht bestellt seine Kanzlei.

Art. 110. Das Bundesgericht beurtheilt zivilrechtliche Streitigkeiten:

- 1) zwischen dem Bunde und den Kantonen;
- 2) zwischen dem Bunde einerseits und Korporationen oder Privaten andererseits, wenn der Streitgegenstand eine durch die Bundesgesetzgebung zu bestimmende Bedeutung hat und wenn diese Korporationen oder Privaten Kläger sind;
- 3) zwischen den Kantonen unter sich;
- 4) zwischen den Kantonen einerseits und Korporationen oder Privaten andererseits, wenn der Streitgegenstand von einer durch die Bundesgesetzgebung zu bestimmenden Bedeutung ist und eine Partei es verlangt.

Das Bundesgericht urtheilt ferner über Anstände betreffend Heimathlosigkeit, sowie über Bürgerrechtsstreitigkeiten zwischen Gemeinden verschiedener Kantone.

Art. 103. Die Mitwirkung des Bundesgerichtes bei Beurtheilung von Straffällen wird durch die Bundesgesetzgebung bestimmt, welche über Versekung in Anklagezustand, über Bildung des Assisen- und Kassationsgerichtes das Nähere festsetzen wird.

Art. 106. Das Bundesgericht urtheilt im Sernerer über Verletzung der durch die Bundesverfassung garantirten Rechte, wenn hierauf bezügliche Klagen von der Bundesversammlung an dasselbe gewiesen werden.

Art. 108 ist gleichlautend mit dem jetzigen Art. 114, den letzten Theil ausgenommen, von „insbesondere“ an.

Art. 107. Die Bundesgesetzgebung wird das Nähere bestimmen:

- a. über Aufstellung eines Staatsanwaltes;
- b. über die Verbrechen und Vergehen, welche in die Kompetenz des Bundesgerichtes fallen, und über die Strafgesetze, welche anzuwenden sind;
- c. über das Verfahren, welches mündlich und öffentlich sein soll;
- d. über die Gerichtskosten.

Art. 111. Das Bundesgericht ist verpflichtet, die Beurtheilung auch anderer Sälle zu übernehmen, wenn dasselbe von beiden Parteien angerufen wird und der Streitgegenstand von einer durch die Bundesgesetzgebung zu bestimmenden Bedeutung ist.

Art. 112. Das Bundesgericht urtheilt mit Zuziehung von Geschworenen, welche über die Thatfrage absprechen, in Straffällen:

- 1) über Hochverrath gegen die Eidgenossenschaft, Aufruhr und Gewaltthat gegen die Bundesbehörden;
- 2) über Verbrechen und Vergehen gegen das Völkerrecht;
- 3) über politische Verbrechen und Vergehen, die Ursache oder Folge derjenigen Unruhen sind, durch welche eine bewaffnete eidgenössische Intervention veranlaßt wird, und
- 4) in Sällen, wo von einer Bundesbehörde die von ihr ernannten Beamten ihm zur strafrechtlichen Beurtheilung überwiesen werden.

Art. 113. Das Bundesgericht urtheilt ferner:

- 1) über Kompetenzkonflikte zwischen Bundesbehörden einerseits und Kantonalbehörden andererseits;
- 2) über Streitigkeiten staatsrechtlicher Natur zwischen Kantonen;
- 3) über Beschwerden betreffend Verletzung verfassungsmässiger Rechte der Bürger, sowie über solche von Privaten wegen Verletzung von Konkordaten und Staatsverträgen.

Vorbehalten sind die durch die Bundesgesetzgebung näher festzustellen- den Administrativstreitigkeiten.

In allen diesen Sällen sind jedoch die von der Bundesversammlung erlassenen Gesetze und allgemein verbindlichen Beschlüsse, sowie die von ihr genehmigten Staatsverträge für das Bundesgericht maßgebend.

Art. 114. Es bleibt der Bundesgesetzgebung überlassen, außer den in den Artikeln 110, 112 und 113 bezeichneten Gegenständen auch noch andere Sälle in die Kompetenz des Bundesgerichtes zu legen, insbesondere die Befugnisse festzustellen, welche ihm nach Erlassung der im Art. 64 vorgesehenen eidgenössischen Gesetze behufs einheitlicher Anwendung derselben zu übertragen sind.

V. Verschiedene Bestimmungen.

Art. 115. Alles, was sich auf den Sitz der Bundesbehörden bezieht, ist Gegenstand der Bundesgesetzgebung.

Art. 116. Die drei Hauptsprachen der Schweiz, die deutsche, französische und italienische, sind Nationalsprachen des Bundes.

Art. 117. Die Beamten der Eidgenossenschaft sind für ihre Geschäftsführung verantwortlich. Ein Bundesgesetz wird diese Verantwortlichkeit näher bestimmen.

Dritter Abschnitt.

Revision der Bundesverfassung.

Art. 118. Die Bundesverfassung kann jederzeit revidirt werden.

Art. 119. Die Revision geschieht auf dem Wege der Bundesgesetzgebung.

Art. 120. Wenn eine Abtheilung der Bundesversammlung die Revision beschließt und die andere nicht zustimmt, oder wenn fünfzigtausend stimmberechtigte Schweizerbürger die Revision der Bundesverfassung verlangen, so muß im einen wie im andern Falle die Frage, ob eine Revision stattfinden soll oder nicht, dem schweizerischen Volke zur Abstimmung vorgelegt werden.

Sofern in einem dieser Fälle die Mehrheit der stimmenden Schweizerbürger über die Frage sich bejahend ausspricht, so sind beide Rätthe neu zu wählen, um die Revision zur Hand zu nehmen.

Art. 121. Die revidirte Bundesverfassung tritt in Kraft, wenn sie von der Mehrheit der an der Abstimmung theilnehmenden Bürger und von der Mehrheit der Kantone angenommen ist.¹⁾

Bei Ausmittlung der Mehrheit der Kantone wird die Stimme eines Halbkantons als halbe Stimme gezählt.

Das Ergebnis der Volksabstimmung in jedem Kantone gilt als Stimmstimme desselben.

Uebergangsbestimmungen.²⁾

Art. 1. In Betreff der Verwendung der Zoll- und Posteinnahmen bleiben die bisherigen Verhältnisse unverändert, bis der Uebergang der bis jetzt von den Kantonen getragenen Militärlasten auf den Bund sich vollzieht.

¹⁾ Art. 114 der Verfassung von 1848 lautete: . . . „von der Mehrheit der stimmenden Schweizerbürger und“ . . .

Die beiden letzten Sätze von Art. 121 sind neu. Der ganze dritte Abschnitt über die Revision wird muthmaßlich am 6. Juli d. J. durch Abstimmung des Volkes und der Kantone abgeändert werden, vgl. pag. 411, wo der Wortlaut der neuen Artikel angegeben ist.

²⁾ Die Uebergangsbestimmungen sind neu. Diejenigen von 1848 lauteten:

Art. 1. Ueber die Annahme gegenwärtiger Bundesverfassung haben sich die Kantone auf die durch die Kantonalverfassungen vorgeschriebene, oder — wo die Verfassung hierüber keine Bestimmung enthält — auf die durch die oberste Behörde des betreffenden Kantons festzusetzende Weise auszusprechen.

Art. 2. Die Ergebnisse der Abstimmung sind dem Vorort zu Händen der Tagsatzung mitzutheilen, welche entscheidet, ob die neue Bundesverfassung angenommen sei.

Art. 3. Wenn die Tagsatzung die Bundesverfassung als angenommen erklärt hat, so trifft sie unmittelbar zur Einführung derselben die erforderlichen Bestimmungen.

Die Einrichtungen des eidgenössischen Kriegsrathes und des Verwaltungsrathes für die eidgenössischen Kriegsfonds gehen auf den Bundesrath über.

Außerdem ist auf dem Wege der Bundesgesetzgebung zu bewirken, daß denjenigen Kantonen, für welche die durch die Art. 20, 30, 36, zweites Alinea, und 42 e, herbeigeführten Veränderungen im Gesamtergebnisse eine fiskalische Einbuße zur Folge haben, diese Einbuße nicht auf einmal in ihrem vollen Umfange, sondern nur allmählig während einer Uebergangsperiode von einigen Jahren erwachse.

Diejenigen Kantone, welche sich bis zum Zeitpunkte, in welchem der Art. 20 in Kraft tritt, mit den ihnen durch die bisherige Bundesverfassung und die Bundesgesetze obliegenden militärischen Leistungen im Rückstande befinden, sind verpflichtet, diese Leistungen auf eigene Kosten nachzuholen.

Art. 2. Diejenigen Bestimmungen der eidgenössischen Gesetzgebung, der Konkordate, der kantonalen Verfassungen und Gesetze, welche mit der neuen Bundesverfassung im Widerspruch stehen, treten mit Annahme derselben, beziehungsweise der Erlassung der darin in Aussicht genommenen Bundesgesetze außer Kraft.

Art. 3. Die neuen Bestimmungen betreffend die Organisation und die Befugnisse des Bundesgerichtes treten erst nach Erlassung der bezüglichlichen Bundesgesetze in Kraft.

Art. 4. Den Kantonen wird zur Einführung der Unentgeltlichkeit des öffentlichen Primarunterrichts (Art. 27) eine Frist von fünf Jahren eingeräumt.

Art. 5. Personen, welche den wissenschaftlichen Berufsarten angehören, und welche bis zum Erlasse der im Art. 33 vorgesehenen Bundesgesetzgebung von einem Kantone oder von einer, mehrere Kantone repräsentirenden Konkordatsbehörde den Ausweis der Befähigung erlangt haben, sind befugt, ihren Beruf in der ganzen Eidgenossenschaft auszuüben.

Art. 4. Die im Eingange und in Litt. c des Art. 6 der gegenwärtigen Bundesverfassung enthaltenen Bestimmungen finden auf die schon in Kraft bestehenden Verfassungen der Kantone keine Anwendung.

Diejenigen Vorschriften der Kantonalverfassungen, welche mit den übrigen Bestimmungen der Bundesverfassung im Widerspruch stehen, sind vom Tage an, mit welchem diese letztere als angenommen erklärt wird, aufgehoben.

Art. 5. Der Bezug der schweizerischen Grenzzölle dauert so lange fort, bis die Tarife der neu einzuführenden Grenzzölle ihre Vollziehung finden.

Art. 6. Die Beschlüsse der Tagsatzung und die Konkordate bleiben bis zu ihrer Aufhebung oder Abänderung in Kraft, soweit sie nicht dieser Bundesverfassung widersprechen.

Dagegen verlieren diejenigen Konkordate ihre Gültigkeit, deren Inhalt als Gegenstand der Bundesgesetzgebung erklärt wurde, und zwar von der Zeit an, in welcher die letztere in's Leben tritt.

Art. 7. Sobald die Bundesversammlung und der Bundesrath konstituiert sein werden, tritt der Bundesvertrag vom 7. August 1815 außer Kraft.

Art. 6.¹⁾ Wenn vor Ende des Jahres 1890 ein Bundesgesetz im Sinne des Art. 32 bis eingeführt wird, so fallen schon mit dessen Inkrafttreten die von den Kantonen und Gemeinden nach Art. 32 bezogenen Eingangsgebühren auf geistigen Getränken dahin.

Wenn in diesem Falle die auf die einzelnen Kantone und Gemeinden berechneten Antheile an der zur Vertheilung kommenden Summe nicht hinreichen würden, um die dahingefallenen Gebühren auf geistigen Getränken nach dem durchschnittlichen jährlichen Netto-Ertrage in den Jahren 1880 bis und mit 1884 zu ersetzen, so wird den betroffenen Kantonen und Gemeinden bis Ende des Jahres 1890 der daherige Ausfall aus derjenigen Summe gedeckt, welche den übrigen Kantonen nach der Volkszahl zukommen würde, und erst der Rest auf die letztern nach ihrer Volkszahl vertheilt.

Außerdem ist auf dem Wege der Bundesgesetzgebung zu bewirken, daß denjenigen Kantonen oder Gemeinden, für welche das Inkrafttreten dieses Beschlusses eine fiskalische Einbuße zur Folge haben kann, diese Einbuße nicht auf einmal in ihrem vollen Umfange, sondern nur allmählig bis zum Jahre 1895 erwachse. Die hiezu erforderlichen Entschädigungssummen sind vorweg aus den im Art. 32 bis, Al. 4, bezeichneten Reineinnahmen zu entnehmen.

¹⁾ Partialrevision vom 25. Oktober 1885. Der letzte Satz des Art. 6 wird zufolge einem Bundesbeschuß vom Juni 1891 nun zur Ausführung gelangen.



11/15/17

Corrigenda:

Ad pag. 120 und 142. Der Vorname des letzten Grafen von Greperz ist, nach den Abschieden, Michael.

Ad pag. 177. Die Nummern an der Spitze von Anmerkung 1 sind verschoben und gehören nicht hieher.

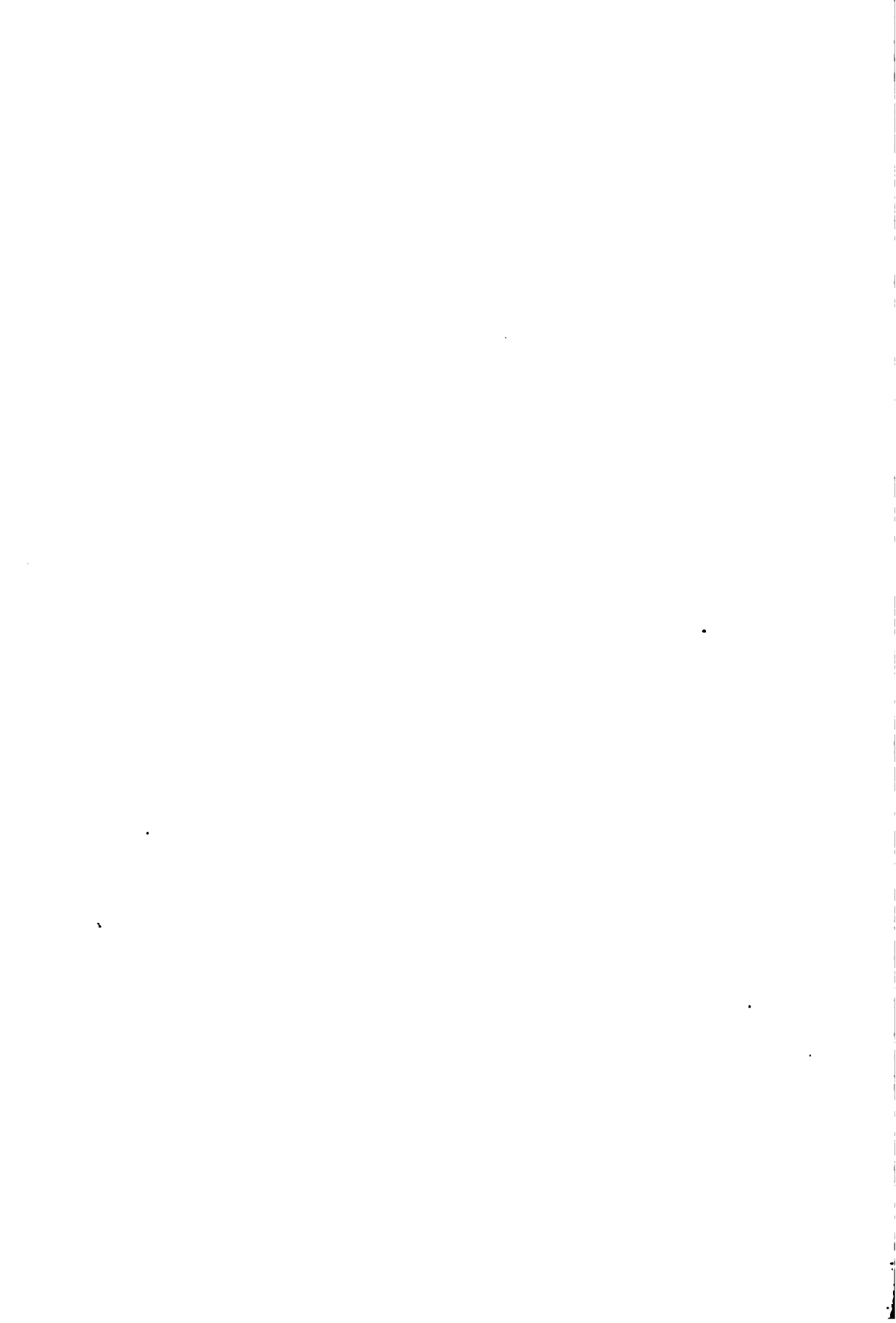
Ad pag. 181. Das schließliche Abkommen mit König Ludwig XI. erreichte die Summe von 150,000 Gulden. E. A. III 1, 47.

Ad pag. 316, 3. Zeile von oben, lies statt VIII: XIII.

Ad pag. 323. In Note 1 lies, statt Gneispaß: Griespaß.



nisi / qd homines nullis viamur / vniuersaliter
deant / et i statu debno melius seruate / fide
et singulos / qd est. et dicitur de ipis / qd
et dicitur accipere / et necesse fuit ad succu
edacis / fenna iunioro nullam pferat
num? et ordinatum? / et i nullis pnotat / nllm
dissentio bona fuit / et dicitur obsequium / et dicitur



162.252

182.23

